CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 décembre 2024

www.cihbank.ma

CIH BANK

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL SOCIAL DE 3.149.728.300 DH - IMMATRICULÉ AU REGISTRE DE COMMERCE DE CASABLANCA SOUS LE N° 203
SIÈGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA - TÉL. : (+212) 5 22 47 90 00 / (+212) 5 22 47 91 11 - FAX : (+212) 5 22 47 91 63

COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2024 DU GROUPE CIH BANK

Sous la présidence de M. Lotfi SEKKAT, le Conseil d'Administration de CIH BANK s'est réuni en ses deux séances, le mercredi 26 février 2025 et le mardi 11 mars 2025, afin d'examiner l'activité ainsi que les résultats sociaux et consolidés arrêtés au 31 décembre 2024, en plus des divers points inscrits à son ordre du jour.

966,0 MDH
+24,3%
Résultat Net consolidé

875,9 MDH
+23,3%
RNPG

4 739,5 MDH
+6 ,1%
PNB Consolidé

+13,9%
Dépôts clientèle

+11,5 %
Crédits clientèle

RÉSULTATS COMMERCIAUX (CHIFFRES CONSOLIDÉS)

• Dépôts clientèle

Les dépôts clientèle ont connu une collecte nette de 10,3 milliards de dirhams, marquant une progression de +13,9 % par rapport à décembre 2023. Ils s'élèvent à 84,5 milliards de dirhams contre 74,2 milliards de dirhams une année auparavant. Sur base individuelle, ces dépôts sont principalement répartis entre CIH BANK, qui représente 73,6 milliards de dirhams, et UMNIA BANK avec 6,3 milliards de dirhams. Les dépôts à vue constituent 84 % du total des dépôts clientèle à fin décembre 2024 en progression de 14,9 % contribuant davantage à l'optimisation des coûts des ressources.

• Crédits clientèle

Les encours crédits consolidés ont progressé de +11,5 % par rapport à décembre 2023, atteignant 101,2 milliards de dirhams. Sur une base individuelle, les crédits de CIH BANK s'établissent à 75,8 milliards de dirhams, tandis que SOFAC et UMNIA BANK y contribuent respectivement à hauteur de 16,5 et 8,8 milliards de dirhams.

Le total du bilan consolidé a atteint 141,0 milliards de dirhams, en hausse de 12,4 % par rapport à décembre 2023.

• Indicateurs Résultats

À fin décembre 2024, le Produit Net Bancaire (PNB) consolidé s'établit à 4 739,5 millions de dirhams, enregistrant une croissance de 6,1 % par rapport à décembre 2023. Cette progression est principalement portée par celle de la marge nette d'intérêt, qui s'améliore de 6,8 %, ainsi que par la hausse de 17,9 % de la marge nette sur commissions. La structure du Produit Net Bancaire demeure stable, avec une contribution de 63 % pour la marge d'intérêt nette, 9 % pour la marge nette des commissions et 21 % pour l'activité de marché. En Social, CIH BANK affiche un PNB de 3 822,7 millions de dirhams, en progression de 3,3 % par rapport à l'année précédente.

Tout en maintenant une politique prudente en matière de gestion des risques, le coût du risque consolidé baisse de 16,3 % s'établissant à 1 071,6 millions de dirhams, contre 1 280,6 millions à fin 2023. Ainsi, le taux du coût du risque ressort à 0,85 %, contre 1,15 % à fin décembre 2023. En social, le taux du coût du risque s'établit à 0,94 % à fin 2024 en amélioration par rapport à fin 2023 qui affichait un taux de 1,11 %.

Le résultat net consolidé enregistre une progression de 24,3 %, s'établissant à 966,0 millions de dirhams à fin décembre 2024, contre 777,0 millions de dirhams à fin décembre 2023. Le Résultat Net Part du Groupe progresse de 23,3 % et atteint 875,9 millions de dirhams. En social, le résultat net s'élève à 750,0 millions de dirhams, marquant une croissance de 21 % par rapport à 620,0 millions de dirhams de l'année précédente.

Ces performances témoignent de la solidité des fondamentaux du Groupe ainsi que sa capacité d'adaptation et d'innovation digitale, permettant une croissance soutenue et une création de valeur durable, tout en optimisant la gestion des risques.

FAITS MARQUANTS

Le Groupe CIH BANK a poursuivi sa stratégie de développement en élargissant ses activités de financement de l'économie tout en mettant l'accent sur l'inclusion financière et en consolidant son positionnement en tant que Banque Digitale. Cette dynamique s'est traduite par un renforcement de la proximité avec sa clientèle, notamment à travers l'ouverture de 19 nouvelles agences et l'installation de 228 guichets automatiques supplémentaires. Ainsi, le groupe compte désormais 427 agences et 1 072 GAB.

Les partenariats stratégiques établis par les entités du Groupe contribuent à améliorer l'accessibilité des services et à offrir un accompagnement personnalisé aux clients. Ces partenariats favorisent également l'innovation, permettent une expérience client optimisée et axée sur le digital. Ce développement continu est soutenu par une politique de sécurité des systèmes d'information aux meilleurs standards internationaux.

Dans le cadre de l'accompagnement du développement de l'activité et du renforcement des fonds propres, le Groupe CIH BANK a augmenté son capital en numéraire de 350 millions de dirhams et a procédé à des émissions obligataires subordonnées de 1 milliard de dirhams pour CIH BANK et de 250 millions de dirhams pour SOFAC.

DÉCISION DU CONSEIL

À l'issue de la présentation des résultats annuels et après avoir pris connaissance des rapports des Comités d'Audit et des Risques ainsi que des rapports des Commissaires aux Comptes, le Conseil d'Administration a validé les comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2024. Il a également décidé de soumettre à l'Assemblée Générale la proposition de distribution d'un dividende de 14 DH par action. Enfin, le Conseil d'Administration tient à féliciter l'ensemble des équipes du Groupe CIH BANK pour leur dévouement et leur mobilisation en faveur des clients et de toutes les parties prenantes.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2024

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.
Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :

- Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
- Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
  - Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
  - Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

BASES D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :

- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, les actifs financiers à la juste valeur par Capitaux Propres et les instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers.

BASES DE PRÉSENTATION

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

MÉTHODES D'ÉVALUATION

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Certaines catégories d'actifs telles que les terrains et constructions sont évaluées à la juste valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions Exploitation :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût amorti qui correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeurs.

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément aux options offertes par la norme IAS 40, Avant l'exercice 2022, les immeubles de placement étaient comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.
A partir du 01.01.2022, les immeubles de placement sont comptabilisés à la juste valeur selon la norme IAS 40, l'impact du changement de méthode réalisé a été comptabilisé en capitaux propres pour un montant global de 266 985 KMAD.

CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1er janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location.

Pour tout contrat de location simple et de financement, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est enregistrée au compte de résultat sur la ligne « Charges des autres activités » ainsi que la charge d'intérêt sur la dette.

Options retenues :

Pour identifier les contrats de location qui entrent dans le périmètre de la norme, voici les critères retenus :

Le Groupe a utilisé les deux mesures de simplification proposées par la norme IFRS 16 portant sur les contrats à court terme (durée de 12 mois ou moins) et sur les contrats à actifs sous-jacents de faible valeur, dont la valeur est inférieure ou égale au seuil proposé par l'IASB, à savoir 5000 USD.

Durée retenue : La durée pendant laquelle le Groupe a généralement utilisé des types particuliers de biens (loués ou détenus en propre) auparavant et les raisons économiques sous-jacentes ont été utilisées pour déterminer si le groupe a la certitude raisonnable d'exercer une option ou de ne pas l'exercer.

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée des paiements de loyers et des paiements estimés à la fin du contrat (pénalités de résiliation le cas échéant et la garantie de la valeur résiduelle si applicable).

Le taux utilisé pour l'actualisation de ces paiements est le taux d'endettement marginal qui correspond au taux de refinancement sur le marché financier sur des durées équivalentes à celles des dettes locatives.

TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- ***Niveau 1*** : justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.
- ***Niveau 2*** : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
- ***Niveau 3*** : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS9 « Instruments financiers », remplace la norme IAS39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :

- ***La réduction du nombre de catégories d'actifs*** : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- ***La classification selon deux critères*** : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

Liens entre le classement sous IAS 39 et le classement sous IFRS 9 :

Le premier critère vise à comprendre la manière dont sont gérés, par le métier, les actifs au niveau du portefeuille. Le modèle de gestion correspond à la stratégie de gestion définie par le management.

L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

		Modèle de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI*	Satisfaisant	Cout amorti	juste valeur par OCI recyclables	Juste valeur par résultat
	Non Satisfaisant	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat

(*) Le test SPPI permet d'analyser les caractéristiques des flux de trésorerie d'un contrat/produit et d'apprécier (au regard des dispositions de la norme) si ceux-ci sont composés uniquement du remboursement du principal et d'intérêts sur le principal restant dû.

La grille d'analyse du modèle de gestion, grille dédiée à la première application de la norme IFRS 9, permet de documenter le modèle de gestion, selon les critères IFRS 9, en considérant notamment les axes suivants :

- Description de la nature d'activité de chaque portefeuille : stratégie, intention de gestion, catégories d'instruments utilisés ;
- Analyse des opérations de cession ;
- Analyse des indicateurs de performance de l'activité. Cette grille d'analyse est renseignée par portefeuilles homogènes.

Dépréciation des actifs sous IFRS9

Le modèle de dépréciation prévoit d'une part, l'anticipation des pertes en se basant sur les pertes attendues (ECL) et d'autre part, la prise en compte de prévisions macro-économiques dans la détermination des paramètres de risque (Forward looking).

Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS 9 pour le CIH concerne :

- Les créances envers la clientèle
- Les créances envers les établissements bancaires
- Le portefeuille titres

S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité : Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise(BE).

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origination du crédit. Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument.

IAS 39		• Dépréciation dès l'octroi • Nouveaux paramètres dans le calcul des provisions	IFRS9	
Sains	Provisions sectorielles	• Calcul de provisions pour les non-sensibles (sains) • ECL (Expected Credit Loss) "Point in Time" (Sur les données récentes) contrairement aux exigences baloises ("Through the cycle") plus de volatilité sur les provisions • Approche "Forward looking" : intégration de projection macro-économique future • La nécessité de "monitorer" la qualité de crédit durant toute la vie des contrats	Risque à l'origine	ECL 1 an
Sensibles	EL comptables à maturité (Provisions collectives/ filières)		Risque détérioré de manière significative	ECL à maturité
En défaut	Pertes à maturité (Provisions individuelles affectées)		En défaut	Pertes à maturité (Provisions individuelles affectives) inchangé

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- **Bucket 1** (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis le comptabilisation initiale) ➔ Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait dans une période de 12 mois après la clôture comptable.
- **Bucket 2** (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) ➔ Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit.
- **Bucket 3** (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) ➔ Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif financier.

DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
  - il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

  ou
  - le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:

- prime de fin de carrière ;
- prime d'ancienneté ;
- indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Déc-24	31-Déc-23	31-Déc-24	31-Déc-23
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	4,2 %	5,00 %	4,3 %	5,00 %
Taux d'augmentation des salaires	4,00 %	4,00 %	4,00 %	4,00 %
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	2 685	2 474	2 685	2 474
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,0% et 1,5%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

IFRIC 23

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est une interprétation qui précise la manière dont les risques liés aux impôts sur le résultat doivent être présentés dans les comptes annuels.

Elle clarifie les dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

IFRIC 23 donne le choix aux entreprises d'appliquer la norme, pour la première fois au 1er janvier 2019, selon l'une des deux approches suivantes :

- Approche totalement rétrospective selon la norme IAS 8, si une entité peut le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori ;
- Approche partiellement rétrospective, avec prise en compte de l'effet cumulatif de la première application dans le RAN ou dans d'autres éléments appropriés des capitaux propres du bilan d'ouverture ;

Le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective partielle en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires », ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».

Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017.

L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique « frais de personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COÛT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelières des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;

ou

- Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).
Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.
Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

GOODWILL

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

RECOURS À DES ESTIMATIONS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Provisions pour dépréciation des créances clients ;
- Goodwill ;
- Provisions pour risques et charges ;
- Avantages au personnel.

OPÉRATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure **"Entité Structurée"** : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.

Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :

1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation.

SECTEURS OPÉRATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :

- L'activité banque ;
- L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC ;
- Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, etc.

RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques de CIH BANK s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur ainsi que sur une veille permanente en matière de bonnes pratiques de gestion des risques.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le système de gouvernance des risques adopté par CIH BANK s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit :

Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière de CIH BANK. Il arrête les orientations stratégiques de la banque et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale de CIH BANK et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques de CIH BANK à travers, notamment, le Comité des Risques et le Comité d'Audit.

Rôle de la direction générale

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes structures impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition de CIH BANK aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ses missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle interne et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Structures et Organisation

Le Dispositif de gestion des risques est organisé comme suit :

- La Direction Gestion des Risques et Pilotage Prudentiel et la Direction Risques Opérationnels et Contrôle Permanent sont rattachées à la Gestion Globale des Risques & Contrôle Permanent.
- La Direction des Engagements Groupe, La Direction de la Surveillance du risque de contrepartie et le Pôle Recouvrement sont rattachés au Financement et Recouvrement.
- La Direction Contrôle de gestion et ALM est rattachée au Pôle Stratégie, Finances et Développement.
- L'entité Lutte Anti Blanchiment est rattachée au Pôle Conformité.
- L'entité Sécurité des Systèmes d'Information est rattachée au Pôle Système d'Information.
- Le Contrôle périodique est pris en charge par le Pôle Audit et Inspection Groupe.

Les Comités émanant du Conseil d'Administration :

- Le Comité des Risques.
- Le Comité d'Audit.
- Le Comité des Grands Engagements et Investissements.

Les Comités relevant de la Direction Générale

- Le Comité de Management des Risques Globaux ;
- Le Comité Contrôle Interne ;
- Le comité de pilotage des risques de crédit ;
- Le comité de surveillance des risques de contreparties ;
- Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;

- Le Comité des Engagements ;
- Le Comité de Recouvrement ;
- Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
- Le Comité de Suivi du Contentieux ;
- Le Comité de Provisionnement ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité Trésorerie et Placement ;
- Le Comité Risques Opérationnels et Contrôle Permanent ;
- Le Comité risque nouveaux produits et services.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences réglementaires en vigueur, CIH BANK a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration de CIH BANK.

Identification

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques de CIH BANK. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour disposer de cartographies par nature de risque.

Mesure

CIH BANK a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, les progiciels permettent à CIH BANK de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, CIH BANK a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Des modèles de notation sont également élaborés pour les segments professionnels, banques et assurances.

Les systèmes de notation font l'objet de revue et back-testing réguliers.

CIH BANK a également lancé un projet de digitalisation de l'octroi des crédits corporate. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de digitalisation, de certification et de monitoring des activités de la banque et aussi afin de créer une nouvelle dynamique lui permettant d'améliorer son efficience interne et par conséquent la qualité du service de ses clients.

CIH BANK a lancé en 2022 un projet Excellence crédit aux entreprises qui vise à soutenir la croissance des Crédits Entreprises, en dotant CIH BANK d'une organisation et de processus performants pour absorber l'évolution des volumes et améliorer la qualité de service à la clientèle.

Maîtrise

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, procédures, limites, plans d'urgence...).

Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

En plus des limites réglementaires, le dispositif de limites, actuellement en vigueur à CIH BANK, couvre les différents risques, dont les risques de crédit, de concentration, de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, CIH BANK a déployé le dispositif ICAAP et appétence au risque. En effet, l'appétence au risque constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie. Elle est exprimée au moyen d'indicateurs clés tels que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont ainsi définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés sont utilisés par la Direction Générale pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de la banque.

Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques.

C'est dans ce sens que CIH BANK a mis en place un dispositif de gestion du Plan de redressement de crise interne (PRCI) qui permet à la banque d'élaborer des mesures adéquates permettant la viabilité financière de la banque en réaction à d'éventuels chocs extrêmes et de documenter ces mesures dans un plan de redressement avant qu'une crise ne se produise.

En plus des attentes du régulateur, le PRCI présente des opportunités pour la banque lui permettant d'anticiper les chocs et se préparer à leur gestion, de renforcer la confiance du régulateur dans la banque, et d'identifier les éléments structurels permettant de rationaliser l'organisation et gagner en efficacité. Il constitue également un outil d'aide à la stratégie et à l'optimisation de l'allocation des ressources financières.

Contrôle et surveillance

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels et un contrôle de deuxième niveau par la Fonction Conformité et le Contrôle Permanent pour ce qui est respectivement du risque de non-conformité et des risques opérationnels. Le Pôle Audit et Inspection Groupe assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, d'autres directions interviennent dans le contrôle et la surveillance des risques : la Direction gestion des risques et pilotage prudentiel, la Direction Risque opérationnels et contrôle Permanent, la Direction de Surveillance de Risque de Contrepartie, la Direction de la Comptabilité dont les missions consistent à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Eléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

I. PRINCIPES DE BASE RÉGISSANT L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

CIH BANK a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadré par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits.

L'activité de crédit au CIH BANK s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants :

- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.
- Système de délégation de pouvoir approprié.
- Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

a. Politiques Risques

La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par un ensemble de politiques risques dont une politique globale de gestion des risques et des politiques risques spécifiques.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risques opérationnels, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :

- Politique Risque Crédit Banque de l'Entreprise ;
- Politique Risque Crédit Banque de l'immobilier (Promotion Immobilière) ;
- Politique Risque Crédit Banque des particuliers ;
- Politique Risque Crédit Marché des professionnels & TPE.

b. Comités traitant du risque de crédit

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité crédit. On distingue entre :

- Les comités d'octroi, notamment :
  - Comité des Grands engagements et investissements
  - Comités des Engagements et investissements/
  - Comité de délégation DGA/Pôle
  - Comité middle market
  - Comité Banque des particuliers et professionnels
- Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
  - Comité de surveillance des risques de contreparties
  - Comité de provisionnement
  - Comité grands risques
  - Comité risques sensibles
  - Comité de pilotage risque de crédit
  - Comité Management des risques Globaux.
- Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques, le Comité d'Audit et le Comité des Grands Engagements et Investissements.

c. Procédures Engagements :

Le processus d'octroi de crédit chez CIH BANK est encadré par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose, entre autres, sur les principes suivants :

- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Analyse financière de la contrepartie
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision et respect du système de délégation des pouvoirs.,
- Respect de nos politiques risques de crédit,
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches :

- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements ;
- Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
- Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
- Déblocage/ Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.

Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

d. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit :

De par l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit aux particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé.

Dans la continuité de sa stratégie de digitalisation, CIH BANK a lancé un projet d'industrialisation des crédits Corporate.

e. Surveillance et pilotage du risque de crédit

Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit

Le suivi de la gestion du risque de crédit à CIH BANK est assuré par : :

- La Direction de Surveillance de Risque de Contrepartie : Pilotage et surveillance du risque crédit, classification et provisionnement des créances.
- La Direction des Engagements Groupe : entités : Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, et Evaluation & Analyse du risque de contrepartie.
- La Direction Gestion des risques et Pilotage Prudentiel : mise en place des modèles risques et industrialisation du suivi et des indicateurs risques liés aux engagements.
- Les banques commerciales, notamment : Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de l'Entreprise, de l'Immobilier et de l'Investissement.

Parallèlement aux structures centrales en charge de la gestion des risques de crédit, les structures de back office engagements distribués par les Banques opérant dans les différents segments assurent notamment un suivi quant aux conditions d'éligibilité des clients et produits relevant de leur domaine de compétence et interviennent conformément aux règles et procédures encadrant l'octroi et la gestion courante des engagements se rapportant à leur portefeuille.

Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction Gestion des Risques et Pilotage Prudentiel, la Direction de Surveillance de Risque de Contrepartie et la Direction des Engagements. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agrégée à travers :

- L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement ;
- La re-notation annuelle du portefeuille de crédits ;
- Le suivi technique des projets immobiliers ;
- La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit et du coût du risque ;
- Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers ;
- Le suivi des des limites internes (concentration sectorielle, RWA, etc.), des limites groupe et des ratios prudentiels;
- Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
- Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reportings sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de Management des Risques Globaux et au comité de Pilotage des Risques de Crédit.

Système de notation de la banque :

CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, la Promotion Immobilière, les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit.

Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant notamment la solvabilité dudit client.

Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue annuelle. L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.

Modèle de notation des particuliers :

La notation des prêts des particuliers consiste en l'affectation d'une note aux crédits à l'habitat et à la consommation destinés aux clients particuliers sur la base de critères relatifs, d'une part à la signalétique client (Age, Situation familiale...) et d'autres relatifs au comportement prêt et compte (montant du prêt, durée du prêt, impayé...).

La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II. La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie. Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque mensuellement.

Modèle de notation des entreprises :

Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité et de critères liés au comportement interne et externe du client. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.

Modèle de notation de la promotion immobilière :

La note pour la promotion immobilière est la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.

Modèle de notation des Professionnels :

Le modèle de notation des professionnels consiste, d'une part, en une notation de comportement des clients professionnels de CIH BANK vis-à-vis de leurs engagements envers la banque et d'autre part, la notation à l'octroi des clients souhaitant bénéficier de nouveaux crédits.

Modèle de notation des Banques et Assurances :

Le modèle de notation des banques et assurances s'appuie sur le profil financier de ces dernières. En effet, le premier pilier du processus d'évaluation est la prise en compte de la situation financière de l'institut (de crédit ou d'assurance) à noter. La note financière est basée sur des indicateurs à calculer à partir des états financiers selon deux dimensions : la solvabilité et la liquidité.

Revue des garanties

Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction de Surveillance du Risque de Contreparties lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

Dispositif de suivi du risque de concentration :

La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.

Limites fixées en termes de risque de crédit :

Le suivi du risque de crédit et de concentration est étoffé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus des ratios réglementaires dont le Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR) :

- Limites par segment : des limites sont fixées pour toutes les banques (BEI, BPP et BFI) en RWA.
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limites de contrepartie (activité de marché).
- Limites pour certains secteurs qui sont définies dans le cadre de l'ICAAP.

Ces limites sont validées et revue annuellement par les Comités Compétents sauf événements particuliers nécessitant une revue plus fréquente.

Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR) :

Les exigences réglementaires, en termes de coefficient maximum de division des risques CMDR, imposent que les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 20 % des fonds propres. Au 31/12/2024, le CMDR est inférieur à 20 % pour l'ensemble des contreparties et est, par conséquent, conforme aux exigences réglementaires.

Processus de traitement des créances sensibles

La Direction Surveillance du Risque de Contrepartie procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.

Les risques de crédit sont recensés trimestriellement pour alimenter la Watch-List de la Banque. Ils font l'objet de fiches renseignées par les métiers et sont présentées au Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions.

Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.

A partir de 2020, CIHBANK a ajouté, au niveau de la cartographie des risques, une nouvelle classe interne de suivi du risque appelée Weak List en amont de la classe sensible. Il s'agit de contreparties détectées par le processus de suivi des risques sensibles, examinées également lors du Comité Risques Sensibles mais dont le niveau de risque, compte tenu d'autres éléments apportés à la connaissance de comité, n'atteint pas un niveau de risque justifiant leur inscription en WL. Néanmoins, elles nécessitent un suivi particulier.

En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une analyse par le Comité recouvrement grands comptes.

Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires à risques significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

Système de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle. En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, de l'Immobilier et de l'Investissement, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.

Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune desdites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement.

Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex : incidents de paiement) ou externe (ex: Centrale des risques), la notation/score. Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent ;

Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...) ;

L'avis réservé ou défavorable de la Gestion globale des Risques et Recouvrement/Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

II. RISQUE OPERATIONNEL

Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Les catégories de Risques Opérationnels sont :

- Fraude interne,
- Fraude externe,
- Pratiques inappropriées en matière d'emploi et de sécurité sur les lieux de travail,
- Pratiques inappropriées concernant les clients, les produits et l'activité commerciale,
- Dommages aux biens physiques,
- Interruption d'activité et pannes de systèmes,
- Erreur d'exécution des opérations, livraisons et processus.

Il est à noter que les risques opérationnels de type interruption de processus, sont régis par la politique de continuité d'activité.

Principes de Gestion des Risques Opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

La politique a été revue en 2024 afin d'intégrer la dimension Groupe en vue d'harmoniser le cadre de gestion des risques opérationnels au sein du Groupe CIH BANK, de s'assurer de l'adéquation de la politique avec les dispositions réglementaires et de tenir compte de la mise à jour du dispositif de gestion des risques opérationnels dont la revue de l'échelle des impacts financiers.

Procédures de Gestion des risques opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.

Aussi, les risques opérationnels de type Crise - interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

Processus de gestion des risques opérationnels

La Direction Risques Opérationnels et Contrôle Permanent, rattachée à la Gestion globale des risques et contrôle permanent, est en charge de la gestion du risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques qui s'articule autour des principes directeurs suivants :

- Détecter en amont les risques ou les incidents de nature opérationnelle pouvant avoir des conséquences financières et/ou d'image ;
- Analyser les risques (potentiels) et/ou les incidents (avérés) et apprécier de façon dynamique leurs impacts ;
- Alerter et mobiliser les concernés par les incidents, qu'ils en soient à l'origine et/ou qu'ils en subissent les conséquences ;
- Engager les actions correctrices ou préventives pour réduire les impacts et limiter la probabilité de survenance des incidents ;
- Mesurer les effets de ce dispositif à travers des outils et des indicateurs de pilotage à destination des organes d'administration et de direction et plus globalement des métiers et différents acteurs du dispositif.

Identification des risques opérationnels

L'identification des risques consiste à dresser, selon une approche qui associe les acteurs opérationnels, un inventaire détaillé des risques opérationnels qui peuvent se produire dans une activité donnée et qui pourraient avoir des conséquences sur son déroulement.

Cet inventaire est construit autour d'une cartographie des processus de chacune des structures du Groupe CIH BANK. Une telle structuration est destinée à servir de support pour rattacher les risques opérationnels identifiés aux différents processus et sous processus de ces activités.

Evaluation des risques opérationnels

L'objectif de l'évaluation des risques opérationnels est d'estimer leurs niveaux de gravité compte tenu des conséquences induites. Elle consiste à mesurer la fréquence du risque, et son niveau d'impact potentiel en cas de survenance. A partir de l'analyse de ces deux mesures, la gravité du risque est alors déterminée.

Ensuite, il est procédé à l'évaluation du risque net, qui représente le risque encouru compte tenu des dispositifs de contrôle interne en vigueur mis en place par chaque structure.

Réduction des risques opérationnels

La réduction des risques opérationnels consiste en la mise en œuvre, au sein des structures opérationnelles, d'actions appropriées pour maîtriser les risques selon leur gravité. La réduction des risques peut être abordée selon deux approches : la prévention et/ou la correction.

Pilotage des risques opérationnels

Le pilotage des risques opérationnels est effectué par l'organe de direction à travers les travaux de la structure en charge de la gestion des risques opérationnels et les remontées faites aux différents comités en charge du suivi et du pilotage de ce risques. Ce pilotage prend notamment en compte les principaux incidents ou dysfonctionnements constatés, la mise en œuvre des plans d'action issus des cartographies risques opérationnels, les résultats des contrôles permanents réalisés ainsi que les constats et recommandations des audits internes et externes.

Le plan de Continuité des Activités

Les dispositions réglementaires stipulent que les établissements de crédit doivent disposer d'un plan de continuité d'activité (PCA) leur permettant d'assurer le fonctionnement continu de leurs activités et de limiter les pertes en cas de perturbations dues à des événements majeurs.

A ce titre, CIH BANK dispose d'un plan de continuité d'activité intégrant l'ensemble des solutions de secours pour neutraliser les interruptions des activités, protéger les processus métiers critiques des effets causés par les éventuelles sinistres sources d'interruption.

Le plan de continuité d'activités est testé régulièrement afin de s'assurer de son efficacité et le mettre à jour, éventuellement, en fonction des évolutions organisationnelle et technologiques mais également de l'évolution des menaces.

La stratégie de continuité, l'organisation, les rôles et responsabilité ainsi que les reporting y afférents sont détaillés au niveau d'une politique spécifique.

Gestion des risques liés aux activités externalisées

CIH BANK a mis en place un dispositif d'évaluation et de suivi des risques liés aux activités externalisées, dont les principes directeurs et les modalités de fonctionnement sont formalisés dans une politique dédiée.

A ce titre, le dispositif d'évaluation des risques d'encadrement des activités externalisées s'articule autour des trois phases suivantes :

- La gestion en amont
- La gestion courante de la prestation et l'exercice d'évaluation/réévaluation annuelle
- L'évaluation post contractuelle

Dans le cadre d'une externalisation, toute entité propriétaire de prestations externalisées doit les piloter, procéder au suivi des risques qui les bordent et veiller à la mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs de maîtrise des risques prévus. Ce suivi est coordonné avec la Direction Patrimoine, Achat et logistiques.

La Direction Risques Opérationnels et Contrôle Permanent pilote des exercices d'évaluation/réévaluation périodique de la criticité des activités externalisés et du niveau de maîtrise des prestataires aux regard des risques identifiés.

Cet exercice permet d'avoir une visibilité sur la qualité des prestations fournies et du niveau d'engagement des prestataires et permet de monitorer le niveau d'exposition au risque liés aux activités externalisées et de mettre en place les plans d'actions adéquats.

Gestion des Risques Nouveaux produits

CIH BANK a veillé à renforcer son processus de lancement des nouveaux produits/services et nouvelles activités et étendre son cadre aux nouveaux processus. Il vise principalement à établir un cadre sécurisé de lancement en permettant notamment de :

- S'assurer que l'analyse spécifique des risques a été conduite de manière rigoureuse dans le but de les couvrir et de prendre en compte les risques résiduels ;
- S'assurer que l'ensemble nouveaux produits et services, processus et nouvelles activités sont bien couverts par l'évaluation des risques avant leur mise en production/marché ;

Le périmètre d'application couvre les nouveaux produits, services, nouvelles activités, Nouveaux processus et tout changement significatif sur l'offre existante.

Le processus d'évaluation et de suivi des risques inhérents à un nouveau produit/Service/Activité/Processus s'imbrique avec les principales étapes qui cadencent le processus de son lancement : Le cadrage, la conception et mise en œuvre du nouveau produit, la phase de lancement et la phase de bilan post lancement.

Ce processus, coordonné par la Direction Risques Opérationnels et Contrôle Permanent, permet d'évaluer l'ensemble des risques potentiels : Non-conformité, crédit, marché, opérationnels, financiers, juridiques, fiscaux, environnemental et social, etc.

III. RISQUE DE MARCHÉ

Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

- Les risques relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Stratégie et Politique Risques :

a. Politique Risque de marché

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK a mis en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de taux, de change, et de contrepartie.

CIH BANK exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

A cet effet, la politique CIH BANK couvre les opérations et éléments de marché suivants :

- **Opérations Change et monétaires avec Banques locales** : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
- **Opérations Change et monétaires avec Banques étrangères (Change spot, Prêt/Emprunt en Devises)** : Pour la gestion de la position de change ou la trésorerie devises de CIH BANK, la SDM traite des opérations spot ou termes devises vs devises, et des opérations de prêt/Emprunt en devises.
- **Opérations de change avec les clients (Change Spot, Change à terme)** : La position de change doit respecter l'équilibre en Panier (60 % EUR, 40 % USD). Le risque de marché de la position de change est le risque du niveau du Panier contre le cours central. La marge de fluctuation du Panier est de +/-5 % contre le cours central tel que défini par Bank Al-Maghrib au 09 mars 2020.
- **Portefeuilles Compte Propre** : PTF de négociation, PTF d'investissement et PTF de placement.

CIH BANK a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USD/MAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

b. Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de Marchés des Capitaux s'articulent autour d'un nombre d'entités et de directions qui interagissent pour la réalisation, la validation, le dénouement, la comptabilisation des opérations et la gestion des risques et des limites y afférent :

- Banque de l'Investissement :
  - Direction Salle des marchés
- Direction Stratégie, Finances Et Développement :
  - Direction Contrôle de gestion et ALM
  - Direction Comptabilité et fiscalité
- Direction Services à la clientèle et Canaux Alternatifs :
  - Direction Flux et transactions (BO)
- Direction Gestion des Risques et Pilotage Prudentiel :
  - Entité Risques de marché et financiers
  - Le Middle office salle des marchés

Rôle de la Direction Salle des Marchés

La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

La direction Salle des marchés a pour principales missions :

- Traitement des opérations de change de la clientèle
- Structuration de placements pour les clients
- Gestion des portefeuilles pour compte propre
- Gestion et optimisation de la trésorerie de la banque

Rôle de la Direction Gestion des Risques et Pilotage Prudentiel

Dans le cadre des activités de marché, la direction Gestion des Risques et Pilotage Prudentiel a pour rôle l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi. Par ailleurs, elle est en charge du contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites, la production quotidienne des résultats et la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites…).

Deux entités sont en charge du suivi des activités de marché :

- L'entité Risques sur Activités de Marché pour le renforcement du contrôle et du suivi des risques liés aux activités de marché, à travers notamment :
  - La mesure et l'évaluation des risques de marché.
  - Le suivi et le contrôle des activités de marché.
  - La production et l'analyse des scénarii de stress
  - L'élaboration des reporting risques.
  - La mise en place du dispositif des limites des risques de marchés.
  - Le suivi du respect des limites internes et réglementaires.
- L'entité middle office salle de marché, pour le contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites de contreparties, la production quotidienne des résultats, ainsi que la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites…).

c. Périmètre des activités de marché

Les activités de marchés chez CIH BANK portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.

CIH BANK exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

CIH BANK a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al-Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

CIH BANK dispose d'un catalogue de produits de la Salle des Marchés contenant les fiches de produits. Ce catalogue est élaboré par la Direction Salle des Marchés, revu par les différentes entités support et validé en Comité Risques Nouveaux Produits.

Le catalogue est enrichi au fur et à mesure du développement des activités de marché.

Dispositif de gestion, de suivi et de mesure des risques de marché :

Sur l'activité pour compte propre, CIH BANK dispose au 31/12/2024 de :

- Un portefeuille de négociation MAD dont l'encours est de 7 003 MDH.
- Un portefeuille d'investissement MAD dont l'encours est de 3 189 MDH.
- Un portefeuille d'investissement en devises dont l'encours est de 5 705 MDH.
- Un portefeuille de placement dont l'encours global est de 1 710 MDH constitué principalement de titres obligataires, d'OPCVM et d'OPCI.

Le portefeuille d'investissement a pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité ALM.

Le portefeuille de placement a pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Le portefeuille de négociation a pour objectif de réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (système d'information) et au niveau comptable.

Sur l'activité pour le compte de la clientèle, la position de change du CIH BANK s'établit à 80 MDH au 31/12/2024.

Ces activités sont suivies au quotidien par le front Office, le middle Office salle des marchés et les risques de marché et financiers. Un Comité de Trésorerie et de Placement mensuel est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse de l'activité de marché.

a. Mesure et gestion des risques de marché

CIH BANK a mis en place un dispositif de d'encadrement des risques de marché reposant sur :

- Des indicateurs de mesure adaptés aux instruments et aux facteurs de risque : sensibilité, Value at Risk (VAR) et stress tests internes
- Un système de limites en cohérence avec l'appétence au risque

Value at Risk

Le modèle de VaR utilisé est la VaR historique calculée via des scenarii historiques des facteurs de risques inhérents au portefeuille de négociation.

Cette perte maximale (VAR) au titre du 4e trimestre 2024 affiche les résultats suivants :

- **Activité Taux** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort 6,2 Millions de dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 5,2 Millions de dirhams à fin décembre.
- **Activité Change** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99 % ressort à 969 Mille dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 381 Mille dirhams à fin décembre.

Système de limites

L'activité de marché est encadrée par un dispositif de limites :

- Limites réglementaires définies par Bank Al-Maghrib sur le portefeuille de change (10 % des Fonds Propres par devises, et 20 % des Fonds Propres pour la position de change globale longue ou courte).
- Limites internes sur les indicateurs de risque de marché : change en nominal, tailles des portefeuilles, Value at Risk, sensibilité, par type de produit, par contrepartie et des seuils d'alerte liés au P&L.
- Limites de contrepartie sur les opérations de marché : activités de change et interbancaire.

Situation des portefeuilles de marché au 31/12/2024 :

- Le portefeuille de transaction s'établit à 7 003 MDH et affiche :
  - Une sensibilité de 0,66 MDH équivalent à la perte en cas d'une hausse 1bp de la courbe des taux ;
  - Un P&L brut de 294 MDH.
- La position de change s'établit à 80 MDH avec un P&L brut de 452 MDH ;
- Le portefeuille de placement – titres s'établit à 45 MDH avec un P&L brut : 4,6 MDH ;
- Le portefeuille de placement – OPCVM MAD s'établit à 25 MDH avec un P&L brut : 97 MDH ;
- Le portefeuille de placement – OPCI s'établit à 1 613 MDH ;
- Le portefeuille d'investissement MAD s'établit à 3 189 MDH et le portefeuille d'investissement Devises s'affiche à 5 705 MDH.

b. Outils de gestion du risque de marché :

Les activités de Marchés s'appuient sur des outils permettant le traitement sécurisé des opérations, notamment :

- Application Front to Back (KONDOR) qui permet le traitement, le dénouement et le contrôle de toutes les opérations effectuées par la salle : en cours de déploiement par lots.
- Outils pour le calcul de la consommation des fonds propres, le calcul de la VAR, la réalisation des stress tests et la production des reportings.

Risque de règlement-livraison

Le risque de règlement-livraison représente le risque de survenance, au cours du délai nécessaire au dénouement d'une opération de règlement-livraison, d'une défaillance ou d'une difficulté qui empêchent une contrepartie de livrer les instruments financiers ou les fonds convenus, alors que CIH BANK a déjà honoré ses engagements à l'égard de ladite contrepartie.

Ce risque couvre les opérations effectuées ou non au moyen d'un système de règlement-livraison assurant la simultanéité des échanges d'instruments financiers contre espèces.

Ce risque est encadré par un dispositif permettant de s'assurer que les différentes étapes du processus de règlement-livraison sont identifiées et sont couvertes par un cadre opérationnel permettant de mesurer et d'évaluer la survenance de ce risque et sa transformation en risque de contrepartie.

Ce risque est encadré par des limites de contrepartie en distinguant entre les contreparties bénéficiant d'une convention avec la salle des marchés et les autres.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

La gestion Actif-Passif est assurée par la Direction ALM et Contrôle de Gestion qui est rattachée à la Direction Générale Déléguée en charge de la Stratégie, Finance et Développement.

La Direction Gestion et Contrôle des Risques rattachée à la Direction Gestion Globale des Risques et Recouvrement, assure le suivi des limites de taux et de liquidité et l'élaboration des stress tests.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la banque subisse une perte en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt (conjuguée aux différences entre les natures de taux et les maturités des actifs et des passifs).

La mesure du risque de taux porte sur le risque de taux structurel du bilan, à l'exclusion du risque sur le portefeuille de trading éventuel (portefeuille de négociation) qui est mesuré par des dispositifs propres dans le cadre des risques de marché.

Le risque de taux est mesuré par la variation de la VAN (valeur actuelle nette) des gaps de taux fixe, entraînée par une variation des taux selon les 6 scénarios :

a. Hausse parallèle de la courbe des taux de +200pb ;
b. Baisse parallèle de la courbe des taux de -200pb ;
c. Hausse des taux courts de +300pb ;
d. Baisse des taux courts de -300pb ;
e. Pentification de la courbe des taux
f. Aplatissement de la courbe des taux

a. Politique en matière de gestion du risque de taux d'intérêt

Pour assurer une gestion saine et exhaustive des risques de taux, CIH BANK bâtit sa stratégie de gestion ALM sur les normes d'évaluation, de contrôle et de reporting déclinées dans la politique ALM.

La stratégie ALM adoptée au CIH BANK s'articule autour des principes suivants:

- Une production d'indicateurs synthétiques et compréhensibles (gaps de taux, sensibilité du bilan, …) calculés conformément aux conventions bancaires et à la réglementation ;
- La fiabilité et l'exhaustivité des indicateurs produits. Pour ce faire un contrôle est effectué en amont sur la fiabilité et la complétude des inputs par le biais d'une analyse de cohérence comptable ;
- La communication régulière aux instances de pilotage (Comité ALM, Comité d'Audit, Comité Management des Risques,) de reporting portant sur les indicateurs produits, des explications et commentaires appropriés et des solutions proposées ;
- La déclinaison des recommandations et instructions exprimées par les instances de pilotage (augmentation de capital, émission obligataire, …etc.) aux entités opérationnelles pour mise en œuvre ;
- La veille réglementaire, méthodologique et opérationnelle ;
- Le respect des pistes d'audit dudit dispositif aussi bien pour les volets techniques que les volets documentaires.

La gestion des risques de taux d'intérêt au CIH BANK est assurée par la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur les principes suivants :

- La prise en compte de contraintes de gestion du risque de taux lors de la fixation des objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement ;
- La mise en place de limites maximales admissibles sur la valeur et la marge du CIH BANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de taux d'intérêt

CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de taux d'intérêt, notamment :

- Le calcul des Gaps de taux fixe sur les maturités allant de JJ à la maturité à plus de 20 ans, selon les time-band définis par la réglementation ;
- La sensibilité MNI à court terme (sur un horizon d'un an)
- La sensibilité EVE sur un horizon allant jusqu'à 20 ans
- La mise en place de limites relatives aux risques de taux avec les dépassements éventuels ;

En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de taux et respecter les limites.

c. Limites taux

Les limites en termes de taux d'intérêt sont proposées par la Direction Contrôle et Gestion des risques et validées par le Comité des Risques, sont les suivantes :

- Limite de la sensibilité court terme (des tombées des gaps de taux fixe sur les maturités inférieures ou égales à un an) : fixée à un pourcentage du MNI prévisionnel.
- Limite de la sensibilité de l'EVE des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, fixée à pourcentage des Fonds Propres de base T1.

d. Evaluation du risque global de taux

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH BANK se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (JJ, 2 à 7 J, 8 à 15 J, 16 à 30 J, 1 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 9 mois, 9 à 12 mois, 1 à 2 ans, 2 à 3 ans…15 à 20 ans et plus de 20 ans) Ces gaps sont ensuite actualisés.

La variation entre la EVE calculée avec les taux actuels et la EVE calculée sous chaque scénario de choc, permet de déduire la sensibilité des fonds propres aux variations des taux.

Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2024 :

- Une sensibilité de l'EVE, à une variation de -200 pb , de -439,8 MDH soit -6,46 % des fonds propres de base T1 ;
- Une sensibilité MNI, à une variation de -200 pb, de -131,4 MDH, soit -5,30 % de la MNI prévisionnel.
- Une sensibilité MNI, à une variation de +200 pb, de 129,6 MDH, soit 5,23 % de la MNI prévisionnel.

e. Outils de gestion du risque de taux :

Pour assurer la gestion des risques de taux, l'entité ALM utilise des applications Excel alimentées par le système d'informations de la banque.

f. Résultats des stress tests relatifs aux risques de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire

La sensibilité EVE, aux variations de la courbe des taux à fin décembre 2024 :

- En cas de hausse parallèle des taux de 2 %, une sensibilité de -9,91 MDH soit -0,15 % des fonds propres de base T1 ;
- En cas de baisse parallèle des taux de 2 %, une sensibilité de -439,8 MDH soit -6,46 % des fonds propres de base T1 ;
- En cas de hausse des taux courts de 3 %, une sensibilité de -25,5 MDH soit -0, 37 % des fonds propres de base T1 ;
- En cas de baisse des taux courts de 3 %, une sensibilité de -131,6 MDH soit -1,93 % des fonds propres de base T1 ;
- En cas d'aplatissement de la courbe, une sensibilité de -50,8 MDH soit -0,75 % des fonds propres de base T1 ;
- En cas de pentification de la courbe, une sensibilité de -174,9 MDH soit -2,57 % des fonds propres de base T1.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne puisse pas, à un moment donné, faire face à ses engagements en liquidité dans des conditions acceptables. Ce risque s'applique à l'ensemble du bilan et doit être apprécié en conditions normales et exceptionnelles.

a. Politique en matière de gestion du risque de liquidité

CIH BANK est doté d'un dispositif de mesure et de surveillance du risque de liquidité dont les principes sont explicités dans la politique ALM.

La gestion du risque de liquidité au CIH BANK se déroule selon un schéma organisationnel défini dans la politique ALM. Plusieurs organes et entités y participent directement ou indirectement.

Une saine gestion des risques ALM implique la mise en place d'une stratégie formalisée basée sur les fondamentaux suivants :

- Une évaluation de l'impact de la stratégie commerciale sur l'évolution du bilan en volume et en structure jumelée à une politique adéquate de financement ;
- Les objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement avec leurs contraintes ;
- Le niveau de couverture à assurer en termes de liquidité et les alternatives de financement sur des horizons court, moyen et long terme ;
- Les impacts maximums admissibles sur la valeur et la marge de CIH BANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de liquidité

CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de liquidité, notamment :

- Le calcul des Gaps de liquidité sur les maturités court et moyen et long termes (en flux) ;
- La mise en place en place de limites relatives au risque de liquidité avec les dépassements éventuels ;

En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de liquidité et respecter les limites.

c. Limites liquidité

Ces limites proposées par la Direction Gestion et Contrôle des Risques et validées par le Comité d'audit, sont les suivantes :

- Limites du gap statique de liquidité à 1 mois.
- Limite du gap de liquidité dynamique sur l'exercice en cours.
- Limites de transformation.

d. Le ratio de liquidité

Le ratio LCR en social s'établit à 171% à fin décembre 2024 contre 157% à fin juin 2024. Il est conforme aux exigences de Bank Al-Maghrib.

Par ailleurs, le ratio LCR consolidé s'établit à 198% en décembre 2024 contre 173% en juin 2024.

e. Evaluation du risque de liquidité

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :

- Calcul des gaps de liquidité (en flux) sur les maturités allant de JJ à la maturité à plus de 20 ans, selon les time-band définis par la réglementation
- Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité.

f. Stress tests liquidité

CIHBANK effectue, conformément aux recommandations réglementaires et à la politique ALM des stress tests sur le risque de liquidité. Ces Stress Tests sont réalisés avec une fréquence mensuelle et font l'objet d'un suivi régulier par le comité ALM, le comité des Risques et le comité Management des risques.

Les stress tests sur le risque de liquidité consistent à appliquer plusieurs stress scénarii avec des niveaux de chocs différents d'un scénario à l'autre. L'impact est ensuite mesuré sur le besoin additionnel de trésorerie, le ratio besoin de trésorerie/total actifs liquides et réalisables.

A fin décembre 2022, les actifs liquides et disponibles permettent de couvrir le besoin éventuel de liquidité suite aux différents chocs.

Couverture des gaps de taux et de liquidité.

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces mesures peuvent se traduire, entre autres, par :

- Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
- Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
- L'émission de certificats de dépôts
- L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
- Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
- Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
- La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

Suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction Gestion et Contrôle des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Un comité trésorerie hebdomadaire est tenu pour le suivi, entre autres, de la liquidité de la banque.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH BANK. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité Risques.

RATIO DE SOLVABILITÉ ET ACTIFS PONDÉRÉS

En application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels de CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires sur base consolidée arrêtés au 31/12/2024 s'établissent à 10 749 MDH contre 9 241 MDH à fin décembre 2023, soit une augmentation de 1,5 milliards de dirhams.

Les fonds propres de catégorie 1 sur base consolidée s'établissent à 8,475 milliards de dirhams intégrant 4,87 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 2,19 milliards de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 619 millions de dirhams d'intérêts minoritaires et de 1,46 milliards de dirhams d'instruments de fonds propres additionnels versés.

Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent le Goodwill pour un montant de 297 MDH, les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 376 millions de dirhams.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base consolidée s'établissent à 2,27 milliards de dirhams composés principalement d'emprunts obligataires.

Le ratio CET1 prévisionnel en social et en consolidé se présentent comme suit:

En MDH	Déc-24 Réalisé	Juin-25 P*	Déc-25 P*	Juin-26 P*
Ratio de fonds propres CET1 (base sociale)	9,08 %	8,71 %	9,58 %	9,47 %
Ratio de fonds propres CET1 (base consolidée)	8,96 %	8,58 %	9,24 %	9,13 %

* prévisionnel

Au 31 décembre 2024, le ratio de solvabilité sur base consolidée s'établit à s'établit à 13,73 % contre 12,51 % au 31 décembre 2023.

EN KDH	Déc.-24
Fonds Propres CET1	7 013 659
Fonds Propres Additionnels	1 461 451
Fonds Propres TIER 1	8 475 111
Fonds Propres TIER 2	2 273 907
Fonds Propres Admissibles	10 749 018
Total des Actifs Pondérés	78 262 949
Risques de Crédit pondérés	69 473 798
Risques de Marché pondérés	835 593
Risques Opérationnels pondérés	7 953 558
Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8 %)	8,96%
Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9 %)	10,83%
Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12 %)	13,73%

CARACTÉRISTIQUES CONTRACTUELLES DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES FONDS PROPRES

Les caractéristiques des dettes subordonnées se présentent comme suit au 31/12/2024 : (en milliers MAD).

Au 31/12/2024			
Date Emission	Taux Actuel	Durée (Ans)	Capital Restant Dû en Kdh
09/01/2015	4,75 %	10	53 300
18/05/2018	4,02 %	10	82 600
09/01/2015	4,75 %	10	626 500
09/01/2015	3,99 %	10	320 200
15/12/2016	3,82 %	10	39 400
15/12/2016	3,46 %	10	960 600
18/05/2018	4,02 %	10	417 400
18/05/2018	3,73 %	10	500 000
07/06/2024	4,44 %	10	350 000
07/06/2024	3,75 %	10	650 000
28/12/2018	6,23 %	10	150 000
28/12/2018	5,19 %	10	350 000
28/07/2022	4,84 %	10	800 000

RISQUE DE CRÉDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2024 représentent 69,5 milliards de dirhams soit 89 % de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 5,56 milliards de dirhams.

RISQUE DE MARCHÉ

Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2024, Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 66,8 millions de dirhams.

RISQUE OPÉRATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 7,95 milliards de dirhams au 31 décembre 2024 pour une exigence en fonds propres de 636,3 millions de dirhams.

ÉLÉMENTS D'INFORMATION SUR BASE INDIVIDUELLE DES FILIALES SIGNIFICATIVES.

La filiale établissements de crédits du CIH BANK à savoir SOFAC CREDIT déclare, sur base consolidé son ratio de solvabilité à Bank-Al-Maghrib en respect des circulaires 26/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur le risque de crédit et de la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit.

A fin décembre 2024 Les fonds propres réglementaires consolidés de SOFAC CREDIT s'établissent à 1,55 milliards de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élèvent à 10,97 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité global en consolidé s'établit à 14,16 %.

Dispositif ICAAP :

Dans le cadre du deuxième pilier de Bâle 2, le processus ICAAP est déployé au sein de la banque afin de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque. Il est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires de Bank Al-Maghrib et en se basant sur les pratiques observées au niveau international.

Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH BANK, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne. Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH BANK.

CIH BANK définit également son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.

L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

(En milliers MAD)

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2024

BILAN CONSOLIDÉ IFRS

ACTIF IFRS	2024 déc.	2023 déc.
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP	5 422 122	3 844 472
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**10 427 090**	**6 956 738**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8 759 819	5 229 458
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 667 271	1 727 280
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**833 066**	**756 287**
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	44 676	43 656
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	788 390	712 630
Titres au coût amorti	9 061 996	8 371 427
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3 411 829	5 355 171
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	101 209 734	90 754 890
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	824 871	462 338
Actifs d'impôt différé	794 174	662 668
Comptes de régularisation et autres actifs	2 301 086	3 113 970
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mise en équivalence	63 416	47 861
Immeubles de placement	1 922 978	1 836 139
Immobilisations corporelles	3 658 718	2 347 871
Immobilisations incorporelles	743 776	627 378
Ecart d'acquisition	296 531	296 531
TOTAL ACTIF	**140 971 389**	**125 433 741**

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉ IFRS

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES	2024 déc.	2023 déc.
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	5 096 971	4 712 108
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	-2 101 040	-1 906 052
MARGE D'INTERETS	**2 995 931**	**2 806 056**
Commissions (produits)	916 156	704 492
Commissions (charges)	-491 573	-344 295
MARGE SUR COMMISSIONS	**424 582**	**360 197**
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**973 840**	**959 996**
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	303 589	304 650
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	670 251	655 346
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**34 590**	**36 527**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	34 590	36 527
Gains ou pertes nets des instruments financiers disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par KP en actifs financiers à la JVR	-	-
Produits nets des activités d'assurance	-	-
Produits des autres activités	643 591	615 145
Charges des autres activités	-333 028	-309 719
PRODUIT NET BANCAIRE	**4 739 507**	**4 468 202**
Charges générales d'exploitation	-1 869 866	-1 789 154
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-210 090	-202 469
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**2 659 550**	**2 476 579**
Coût du risque de crédit	-1 071 601	-1 280 559
RESULTAT D'EXPLOITATION	**1 587 949**	**1 196 020**
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	61 115	44 112
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-48 352	82 814
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	**1 600 712**	**1 322 946**
Impôts sur les bénéfices	-634 671	-545 979
Résultat net des d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	**966 041**	**776 967**
Résultats Minoritaires	90 163	66 574
RESULTAT NET PART DU GROUPE	**875 878**	**710 393**
RÉSULTAT PAR ACTION (EN DIRHAM)	27,8	23,3
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN DIRHAM)	2,9	2,2

BILAN CONSOLIDÉ IFRS

PASSIF IFRS	2024 déc.	2023 déc.
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	18 864 940	17 688 066
Dettes envers la clientèle	84 466 604	74 159 350
Titres de créance émis	13 241 997	14 727 502
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	657 983	799 373
Passifs d'impôts différés	369 380	364 127
Compte de régularisation et autres passifs	8 613 057	5 025 576
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	628 012	680 141
Subventions et Fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5 691 969	4 446 524
Capitaux propres	**8 437 448**	**7 543 081**
Capital et réserves liées	3 149 728	3 051 978
Réserves consolidées	**4 094 864**	**3 528 568**
Réserves consolidées - Part du groupe	3 392 479	2 859 842
Réserves consolidées - Part des minoritaires	702 385	668 725
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**226 815**	**185 568**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	226 815	185 568
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires	-	-
Résultat net de l'exercice	**966 041**	**776 967**
Résultat net de l'exercice - Part du groupe	875 878	710 393
Résultat net de l'exercice - Part des minoritaires	90 163	66 574
TOTAL PASSIF	**140 971 389**	**125 433 741**

FLUX DE TRÉSORERIE IFRS

	2024 déc.	2023 déc.
Résultat avant impôts	**1 600 712**	**1 322 946**
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	265 212	253 865
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	1 074 955	989 966
+/- dotations nettes aux provisions	(48 137)	64 397
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(61 115)	(44 112)
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	374 315	195 868
+/- autres mouvements	(2 198)	(251 966)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**1 603 032**	**1 208 018**
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	3 144 533	(1 950 676)
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 789 738)	(3 312 096)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(5 650 973)	4 741 598
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	3 137 431	252 121
Impôts	(746 650)	(831 720)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**(1 905 397)**	**(1 100 773)**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**1 298 347**	**1 430 191**
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	(392 579)	(143 738)
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(391 855)	(447 650)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(784 434)	(591 388)
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(181 708)	(162 759)
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 245 445	(33 728)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**1 063 737**	**(196 487)**
Effet de la variation de reclassement et changement de méthode sur la trésorerie		
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**1 577 650**	**642 317**
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**3 844 472**	**3 202 155**
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	3 844 472	3 202 155
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissement de crédit	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**5 422 122**	**3 844 472**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	5 422 122	3 844 472
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissement de crédit	-	-
Variation de la trésorerie nette	**1 577 650**	**642 317**

(En milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liés au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au : 2023. décembre	**3 051 978**	**-**	**-**	**3 564 748**	**191 241**	**6 807 967**	**717 652**	**7 525 619**
Autres changements de méthodes comptables, corrections d'erreurs et autres mouvements	-	-	-	5 488	-5 673	-186	17 648	17 462
Capitaux propres corrigés : 2023. décembre	**3 051 978**	**-**	**-**	**3 570 236**	**185 568**	**6 807 782**	**735 299**	**7 543 081**
Opérations sur capital	**-**	**-**	**-**	**279 252**	**-**	**279 252**	**-**	**279 252**
Paiements fondés sur des actions	-	-	-		-		-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-		-		-	-
Dividendes	-	-	-	-427 265	-	-427 265	-33 035	-460 300
Résultat de l'exercice	**-**	**-**	**-**	**875 878**	**-**	**875 878**	**90 163**	**966 041**
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	-	-	-	-1 098	46 592	45 494	-	45 494
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	**-**	**-**	**-**	**-1 098**	**46 592**	**45 494**	**-**	**45 494**
Variation de périmètre	-	-	-	-113 805	-	-113 805	-	-113 805
Capitaux propres au : 2024. décembre	**3 051 978**	**-**	**-**	**4 183 198**	**232 160**	**7 467 336**	**792 427**	**8 259 763**
Autres changements de méthodes comptables, corrections d'erreurs et autres mouvements	**97 750**	**-**	**-**	**85 159**	**-5 345**	**177 564**	**121**	**177 685**
Capitaux propres corrigés : 2024. décembre	**3 149 728**	**-**	**-**	**4 268 357**	**226 815**	**7 644 900**	**792 548**	**8 437 448**

ALLOCATION DES PERTES ATTENDUES

Portefeuille Créances sur les Établissements de Crédit	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2024	3 414 732	-	-	3 414 732
Encours Hors Bilan au 31/12/2024	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2024	2 903	-	-	2 903
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2024	-	-	-	-

Portefeuille Créances sur la Clientèle	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2024	90 120 809	7 907 944	8 880 786	106 909 539
Encours Hors Bilan au 31/12/2024	19 629 531	511 538	276 115	20 417 183
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2024	530 689	1 641 348	3 527 768	5 699 805
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2024	104 769	130 808	96 778	332 355

Portefeuille Titres au Coût Amorti	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2024	9 061 996	-	-	9 061 996
Encours Hors Bilan au 31/12/2024	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2024	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2024	-	-	-	-

Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2024	833 066	-	-	833 066
Encours Hors Bilan au 31/12/2024	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2024	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2024	-	-	-	-

NOTE-A1 - VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, SCP

	2024 déc.		2023 déc.	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	2 954 730	-	1 472 697	-
Banques centrales, CCP	2 467 392	-	2 371 775	-
Total	**5 422 122**	**-**	**3 844 472**	**-**

NOTE-A2-BIS - CATÉGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

	2024 déc.	2023 déc.
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**10 427 090**	**6 956 738**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8 759 819	5 229 458
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 667 271	1 727 280
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**833 066**	**756 287**
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	44 676	43 656
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	788 390	712 630
Actifs financiers au coût amorti	**113 683 560**	**104 481 487**
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3 411 829	5 355 171
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	101 209 734	90 754 890
Titres au coût amorti	9 061 996	8 371 427
Autres actifs financiers détenus au coût amorti	-	-

NOTE-A5 - PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

	2024 déc.	2023 déc.
A VUE	**3 104 452**	**4 562 108**
Comptes ordinaires	3 130 285	3 974 977
Prêts et comptes au jour le jour	0	611 237
Valeurs reçues en pensions au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	-25 833	-24 106
A TERME	**310 279**	**793 947**
Comptes et prêts à terme	258 899	752 723
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pensions à terme	29 798	-
Créances rattachées	21 582	41 224
Autres prêts et créances à terme	-	-
TOTAL BRUT	**3 414 732**	**5 356 055**
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établisements de crédit	-2 903	-884
TOTAL NET	**3 411 829**	**5 355 171**

NOTE-A6 - PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2024 déc.	2023 déc.
Crédit de trésorerie	**1 940 533**	**177 131**	**12 963 631**	**139 343**	**15 220 639**	**14 949 279**
Comptes à vue débiteurs	1 022 516	177 131	3 432 799	91 651	4 724 098	4 836 171
Créances commerciales sur le Maroc	69 000	-	1 557 564	-	1 626 564	1 451 284
Crédits à l'exportation	-	-	143 881	-	143 881	157 148
Autres crédits de trésorerie	849 017	-	7 829 387	47 692	8 726 096	8 504 677
Crédits à la consommation	**-**	**-**	**-**	**18 900 072**	**18 900 072**	**16 424 398**
Crédits à l'équipement	**334 294**	**952 767**	**8 848 821**	**369 400**	**10 505 282**	**8 878 761**
Crédits immobiliers	**429 203**	**-**	**9 028 303**	**25 517 839**	**34 975 345**	**33 708 060**
Autres crédits	**5 378**	**17 007 472**	**14 743**	**44 696**	**17 072 288**	**10 598 883**
Créances acquises par affacturage	**753 577**	**8 934**	**268 821**	**527 750**	**1 559 083**	**3 288 093**
Intérêts courus à recevoir	**-**	**16 966**	**139 186**	**47 871**	**204 023**	**166 317**
Créances en souffrance	**-**	**82 636**	**1 587 714**	**6 757 829**	**8 428 179**	**7 425 663**
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-81 620**	**-1 566 710**	**-4 051 474**	**-5 699 805**	**-4 727 331**
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances irelatives aux opérations de réassurance et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres prêts et créances	**-**	**4 874**	**-**	**39 755**	**44 629**	**42 768**
TOTAL	**3 462 985**	**18 169 160**	**31 284 507**	**48 293 082**	**101 209 734**	**90 754 890**

(En milliers MAD)

NOTE-A8 - TITRES AU COÛT AMORTI

	2024 déc.	2023 déc.
Obligations, bons du trésor et valeurs assimilées	**3 269 571**	**3 889 633**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	3 269 571	3 889 633
Autres titres de créance	**5 792 425**	**4 481 794**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	5792425	4 481 794
Juste valeur au bilan	**9 061 996**	**8 371 427**

NOTE-A9 - IMPÔTS DIFFÉRÉS

	2024 déc.	2023 déc.
Actifs d'impôts différés	794 174	662 668
Passifs d'impôts différés	369 380	364 127
Position nette	424 794	298 540

NOTE-A9BIS - IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

	2024 déc.	2023 déc.
Impôts courants	824 871	462 338
Impôts différés	794 174	662 668
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	1 619 045	1 125 006
Impôts courants	657 983	799 373
Impôts différés	369 380	364 127
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	1 027 363	1 163 500

NOTE-A10 - COMPTES DE RÉGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	2024 déc.	2023 déc.
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	395 199	278 982
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	261 859	147 080
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	706 938	590 007
Autres débiteurs et actifs divers	937 091	2 097 901
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	2 301 086	3 113 970
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	81 843	24 241
Comptes d'encaissement	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	3 325 028	2 688 471
Autres créditeurs et passifs divers	5 206 186	2 312 865
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	8 613 057	5 025 576

NOTE-A13 - PARTICIPATION DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
AJARINVEST	63 416	152 787	236 147	286 538	61 115
Participations dans les sociétés mises en equivalence	63 416	152 787	236 147	286 538	61 115

NOTE-A14 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

	Valeur brute 2023 déc.	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variations de périmètre	Valeur brute 2024 déc.
Immeubles de placements	1 836 139	347 451	-245 417	-15 195	1 922 978
TOTAL	1 836 139	347 451	-245 417	-15 195	1 922 978

NOTE-A15 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2024 déc.			2023 déc.		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	2 189 971	416 260	1 773 711	2 312 900	517 839	1 795 061
Equipement, mobilier, installations	964 803	555 257	409 546	840 494	526 651	313 842
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	2 131 631	656 170	1 475 461	807 697	568 730	238 968
TOTAL	5 286 406	1 627 688	3 658 718	3 961 091	1 613 220	2 347 871

NOTE-A16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2023 déc.	Autres mouvements	Acquisitions	Cessions ou retraits	2024 déc.
Valeur brute	1 050 763	-	155 257	-11 902	1 194 774
Amortissement et dépréciation	-423 385	4 881	-32 529	123	-450 998
NET	627 378	4 881	122 728	-11 779	743 776

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION

	2023 déc.	Augmentation	Diminution	Autres flux	2024 déc.
Valeur brute	353 090	35 263	-	-	388 353
Amortissement et dépréciation	-321 571	-37 096	9 233	-	-349 434
Total immobilisations corporelles	**31 519**	**-1 833**	**9 233**	**-**	**38 919**
Valeur brute	493 223	-	-11 830	-	481 393
Amortissement et dépréciation	-6 732	-69 504	-	-	-76 236
Total immobilisations incorporelles	**486 492**	**-69 504**	**-11 830**	**-**	**405 157**
Total immobilisations	518 011	-71 337	-2 598	-	444 076

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

	2024 déc.	2023 déc.
Immobilisations corporelles	3 658 718	2 347 871
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	38 919	31 519
Immobilisations incorporelles	743 776	627 378
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	405 157	486 492

PASSIFS AU TITRE DE DETTES LOCATIVES

	2024 déc.	2023 déc.
Comptes de régularisation et autres passifs	8 613 057	5 025 576
Dont: dettes locatives	73 077	74 482

DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION

	2024 déc.	2023 déc.
Intérêts et charges assimilées	-2 101 040	-1 906 052
Dont: charges d'intérêts sur dettes locatives	-21 355	-17 527
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-210 090	-202 469
Dont: dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-10 158	-8 281

NOTE-A17 - GOODWILL

	2023 déc.	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	2024 déc.
Valeur brute	**296 531**	**-**	**-**	**-**	**296 531**
SOFAC	174 884	-	-	-	174 884
CIH CAPITAL MANAGEMENT	68 900	-	-	-	68 900
BADEEL	52 747	-	-	-	52 747
Cumul des pertes de valeur	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Valeur nette au bilan	296 531	-	-	-	296 531

(En milliers MAD)

NOTE-PER - ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Détail des charges	2024 déc.	2023 déc.
Salaires	640 797	616 251
Charges du personnel des exercices antérieurs	76	603
Cotisations sociales	220 906	207 681
Autres rémunérations du personnel	93 873	50 418
Total	**955 652**	**874 953**

(En nombre)

Effectif fin de période	2024 déc.	2023 déc.
Employés	698	641
Cadres	1 696	1 648
Total	**2 394**	**2 289**

(En milliers MAD)

Montant (Provisions)	2023 déc.
Montant (Provisions) au 1er janvier 2023	**(213 542)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(20 078)
Reprise pour utilisation / prestations payées	40 847
OCI	13 771
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Écart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 décembre 2023	**(179 002)**

Montant (Provisions)	2024 déc.
Montant (Provisions) au 1er janvier 2024	**(179 002)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(19 094)
Reprise pour utilisation / prestations payées	11 550
OCI	2 027
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Écart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 décembre 2024	**(184 518)**

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	2024 déc.	2023 déc.	2024 déc.	2023 déc.
Engagement net	**64 273**	**64 940**	**100 874**	**94 354**
Limitation de l'actif de retraite	0	0	0	0
Coûts des services passés non reconnus	0	0	0	0
Gains/Pertes actuariels non reconnus	0	0	0	0
Actif/Provision net figurant au bilan	**64 273**	**64 940**	**100 874**	**94 354**

(En %)

SENSIBILITÉ DE L'ENGAGEMENT PAR RAPPORT AU TAUX D'ACTUALISATION

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	2024 déc.	2023 déc.	2024 déc.	2023 déc.
Sensibilité de l'engagement	-6 %	-6 %	-7 %	-7 %
Sensibilité du coût des services	-10 %	-8 %	-11 %	-11 %
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	16 %	13 %	14 %	12 %

NOTE-P4 - DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS ET ASSIMILÉS

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	2024 déc.	2023 déc.
Comptes ordinaires créditeurs	**-**	**91 702**	**489 069**	**237 473**	**818 244**	**841 792**
Valeur données en pension	**8 424 073**	**-**	**1 185 242**	**-**	**9 609 315**	**6 953 402**
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	8 424 073	-	1 185 242	-	9 609 315	6 953 402
Emprunts de trésorerie	**2 281 000**	**3 839**	**4 691 571**	**-**	**6 976 409**	**8 065 028**
- au jour le jour	-	3 839	144 261	-	148 099	144 001
- à terme	2 281 000	-	4 547 310	-	6 828 310	7 921 026
Emprunts financiers	**-**	**-**	**526 240**	**829 398**	**1 355 638**	**1 712 347**
Autres dettes	**-**	**26 228**	**-**	**-**	**26 228**	**26 230**
Intérêts courus à payer	**29 223**	**-**	**48 335**	**1 548**	**79 106**	**89 266**
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	**10 734 296**	**121 769**	**6 940 456**	**1 068 418**	**18 864 940**	**17 688 066**

NOTE-P5 - DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2024 déc.	2023 déc.
Comptes ordinaires créditeurs	457 126	1 019 075	9 527 358	40 940 664	51 944 222	45 073 583
Comptes d'épargne	-	-	-	11 210 284	11 210 284	10 190 497
Dépôts à terme	112 198	1 716 635	966 754	10 755 144	13 550 731	12 418 010
Autres comptes créditeurs	61 824	191 254	193 728	3 180 688	3 627 494	4 248 557
Intérêts courus à payer	290	32 281	50 893	117 150	200 615	149 140
Autres dettes envers la clientèle	247 187	83 802	779 393	2 822 875	3 933 257	2 079 564
TOTAL	**878 625**	**3 043 047**	**11 518 126**	**69 026 805**	**84 466 604**	**74 159 350**

NOTE-P6 - TITRES DE CRÉANCE ÉMIS

	2023 déc.	Augmentation	Diminution	2024 déc.
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	14 478 033	3 260 000	-4 722 467	13 015 567
Intérêts courus non échus / titres de créances négociables	197 183	-	-	120 252
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Intérêts courus non échus / emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Intérêts courus non échus / autres dettes représentées par un titre	52 285	-	-	106 178
Total	**14 727 502**	**3 260 000**	**-4 722 467**	**13 241 997**

NOTE-P13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2023 déc.	Augmentation	Diminution	Autres	2024 déc.
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	185 539	-	-	-	185 539
Provisions pour risques et charges	315 600	174 037	-78 988	-152 694	257 955
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	179 002	19 094	-11 550	-2 027	184 518
TOTAL	**680 141**	**193 131**	**-90 538**	**-154 721**	**628 012**

NOTE-P15 - DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE

	2024 déc.	2023 déc.
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	4 276 000	3 052 000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1 300 000	1 300 000
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	115 969	94 524
TOTAL	**5 691 969**	**4 446 524**

RELATIONS ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE

	Entreprises consolidées par intégration globale
ACTIF	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-
Prêts et créances	-2 437 459
Comptes de régularisation et autres actifs	-28 448
PASSIF	**-**
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-
Compte de régularisation et autres passifs	-602 799
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-
RESULTAT	**-**
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	-78 402
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	74 380
Commissions (produits)	-35 472
Commissions (charges)	13 705
Autres	27 181

(En milliers MAD)

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2024 déc.
TOTAL BILAN	124 202 734	19 338 881	397 556	-2 967 782	140 971 389
Dont	-	-	-	-	-
ÉLEMENTS D'ACTIF	-	-	-	-	-
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, ccp	5 415 731	6 376	14	-	5 422 122
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	4 732 393	1 457	106 373	-1 428 393	3 411 829
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	85 555 464	16 574 184	89 152	-1 009 065	101 209 734
Immobilisations corporelles	1 044 460	1 767 208	847 050	-	3 658 718
Immobilisations incorporelles	698 022	43 769	1 985	-	743 776
ÉLEMENTS DU PASSIF	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	14 973 006	6 102 701	23 206	-2 233 973	18 864 940
Dettes envers la clientèle	80 051 464	4 535 864	10 286	-131 010	84 466 604
Titres de créance émis	7 952 152	5 289 845	-	-	13 241 997
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5 410 426	281 543	-	-	5 691 969
Capitaux propres	7 248 937	926 143	262 368	-	8 437 448

COMPTE DE RÉSULTAT	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2024 déc.
Marges d'intérêt	2 369 227	637 665	-6 940	-4 022	2 995 931
Marge sur commissions	373 903	72 472	-25	-21 768	424 582
Produit net bancaire	3 835 222	753 509	231 041	-80 265	4 739 507
Résultat d'exploitation	1 106 910	255 595	220 031	5 413	1 587 949
Résultat net	565 179	164 061	236 801	-	966 041
Résultat net part du groupe	554 899	108 705	212 274	-	875 878

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS ET DE GARANTIE

	2024 déc.	2023 déc.
Engagements de financements et de garantie donnés	**20 433 775**	**20 696 317**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	317 451
Engagements de financement en faveur de la clientèle	12 167 941	12 429 377
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	16 592	1 027 112
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	8 249 242	6 922 378
Engagements de financements et de garantie reçus	**15 372 527**	**27 126 928**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	807 685	598 015
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	14 564 842	26 528 914

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	2024 déc.		2023 déc.		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Société mère
CIH COURTAGE	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
CIH PATRIMMO	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
LANACASH	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SOFAC	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFASSUR	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFAC STRUCTURED FINANCE	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
TIVOLI	Maroc	-	-	89,36%	89,36%	Sortie du périmètre
UMNIA BANK	Maroc	40,00%	100,00%	40,00%	100,00%	Intégration globale
GHOSN ENNAKHIL	Maroc	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%	Intégration globale
AJARINVEST	Maroc	40,00%	40,00%	40,00%	40,00%	Mise en équivalence
BADEEL	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
CIH CAPITAL MANAGEMENT	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale

NOTE-R1 - MARGE D'INTÉRÊTS

	2024 déc.	2023 déc.
Sur opérations avec les établissements de crédit	127 001	118 724
Sur opérations avec la clientèle	4 600 417	4 257 444
Intérêts courus et échus sur titres de créance	614	10 169
Intérêts courus et échus sur titres au coût amorti	337 823	317 137
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	31 116	8 635
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**5 096 971**	**4 712 108**
Sur opérations avec les établissements de crédits	200 700	208 076
Sur opérations avec la clientèle	974 055	933 318
Titres de créance	215 462	178 988
Titres au coût amorti	15 151	18 593
Sur dettes représentées par titres	476 731	376 511
Sur dettes subordonnées	218 205	186 467
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit-bail	737	4 099
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Charges d'intérêts	**2 101 040**	**1 906 052**
MARGE D'INTERET	**2 995 931**	**2 806 056**

NOTE-R3 - GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR

	2024 déc.	2023 déc.
GAINS OU PERTS NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JV	**1 008 430**	**996 523**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	973 840	959 996
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	303 589	304 650
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	670 251	655 346
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**34 590**	**36 527**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	34 590	36 527

NOTE-R2 - MARGE SUR COMMISSIONS

	2024 déc.			2023 déc.		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**172 265**	**51 104**	**121 161**	**158 046**	**82 382**	**75 664**
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 534	2 500	34	-	2 242	-2 242
Sur opérations avec la clientèle	118 946	-	118 946	109 165	-	109 165
Sur opérations sur titres	1 846	1 568	278	4 510	4 252	258
Sur opérations de change	48 939	47 036	1 903	44 372	75 889	-31 517
Sur opérations sur instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	**743 891**	**440 470**	**303 421**	**546 446**	**261 913**	**284 533**
Produits nets de gestions d'OPCVM	16 732	-	16 732	13 515	-	13 515
Produits nets sur moyens de paiement	522 068	-	522 068	350 398	-	350 398
Autres	205 092	440 470	-235 378	182 533	261 913	-79 380
Produits nets des commissions	**916 156**	**491 573**	**424 582**	**704 492**	**344 295**	**360 197**

(En milliers MAD)

NOTE-R4 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS

	2024 déc.	2023 déc.
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtellière	4 909	7 988
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-882	-826
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & reprises sur immeubles de placement	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	638 682	607 156
Autres charges	-332 146	-308 893
Produits et charges des autres activités	**310 563**	**305 426**

NOTE-R5 - CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

	2024 déc.	2023 déc.
Charges de personnel	955 652	874 953
Impôts et taxes	46 092	59 799
Services extérieurs et autres charges	868 122	854 402
Charges d'exploitation	**1 869 866**	**1 789 154**

NOTE-R6 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	2024 déc.	2023 déc.
Dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-208 925	-202 568
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-1 165	99
Total dotations	**-210 090**	**-202 469**

NOTE-R7 - COÛT DU RISQUE

	2024 déc.	2023 déc.
Dotations aux provisions	**1 515 476**	**1 596 020**
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	1 490 800	1 483 040
Provisions pour dépréciations des titres	-	-
Provisions pour risques et charges	24 675	112 979
Reprises de provisions	**591 774**	**377 156**
Reprises de provisions pour dépréciations des prêts et créances	513 156	362 236
Reprises de provisions pour dépréciations des titres	-	-
Reprises des provisions pour risques et charges	78 618	14 920
Variation des provisions	**923 702**	**1 218 864**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	168 157	88 536
Récupération sur prêts et créances amorties	-20 258	-26 841
Autres pertes	-	-
COUT DU RISQUE	**1 071 601**	**1 280 559**

NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

	2024 déc.	2023 déc.
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**-39 084**	**-44 511**
Plus value de cession	-33 860	-44 259
Moins value de cession	-5 225	-252
Titres de capitaux propres consolidés	**-54 355**	**-**
Plus value de cession	-	-
Moins value de cession	-54 355	-
Gains ou pertes sur autres actifs	**45 088**	**127 326**
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	**-48 352**	**82 814**

NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

	2024 déc.	2023 déc.
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Écarts d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	**-**	**-**

NOTE-R10 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	2024 déc.	2023 déc.
Charge d'impôts exigibles	-746 650	-831 720
Charge d'impôts différés	111 979	285 741
Charge d'impôt de la période	**-634 671**	**-545 979**

Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	1 600 712	1 322 946
Taux d'impôt théorique	38,50%	37,75%
Impôt théorique	-616 274	-499 412
Ecart taux mère/filiales	27 023	47 894
Effet différences permanentes	-118 541	-160 385
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	73 121	-65 925
Charge effective d'impôts	**-634 671**	**-545 979**

NOTE-R11 - ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	2024 déc.	2023 déc.
Résultat net	**966 041**	**776 967**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**226 815**	**185 568**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres	226 815	185 568
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-	-
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	**1 192 856**	**962 535**
part du groupe	1 102 693	895 961
part des minoritaires	90 163	66 574

NOTE-R12 - RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

	2024 déc.	2023 déc.
Résultat net part du Groupe	875 878	710 393
Nombre d'actions ordinaires émises	31 497 283	30 519 784
Résultat par action de base et dilué en dh	**27,8**	**23,3**

forvis mazars

76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca-Maroc

Deloitte.

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C, Tour Ivoire 3, 3ème étage
La Marina - Casablanca

GROUPE CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER
(Groupe CIH BANK)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDEE
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH BANK) et ses filiales (Groupe CIH BANK) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 8.437.448, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 966.041.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CIH BANK arrêtés au 31 décembre 2024, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 11 mars 2025

Les Commissaires aux Comptes

FORVIS MAZARS

Taha Ferdaous
Associé

DELOITTE AUDIT

Hicham Belemqadem
Associé

Etat A1 : État des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH-BANK arrêté au 31/12/2024 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. Et, ils sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

CRÉANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURES

Classification des créances :

Les créances sont présentées en deux catégories, les créances sur les établissements de crédit et assimilés et les créances sur la clientèle. La première catégorie est ventilée selon la durée initiale de la créance en créances à vue et créances à terme. Alors que la deuxième catégorie est ventilée selon l'objet économique de la créance en crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers, créances acquises par affacturage et autres crédits.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Engagements par signatures :

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Créances en souffrance sur la clientèle :

Les créances en souffrance sont classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al-Maghrib. Ces créances sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Et, elles sont logées au niveau des « autres crédits » déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
  - 20 % pour les créances pré-douteuses ;
  - 50 % pour les créances douteuses ;
  - 100 % pour les créances compromises.
- Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine ;
- Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés ;
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires ;
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) ;
- Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque ;
- Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

Généralement, les estimations des garanties sont effectuées en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. Pourtant, La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation des gages d'une valeur importante. Il est à noter que le CIH-Bank retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

PORTEFEUILLE DE TITRES

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété) et d''autre part par en fonction de l'intention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Titres de transaction :

Sont des titres acquis en vue de leur revente à court terme dans le but d'en tirer un profit et qui sont négociables sur un marché actif.

A leur date d'achat, les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et coupon couru inclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Titres de placement :

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

A leur date d'acquisition, ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement, résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe, font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement :

Sont les titres assortis d'une échéance fixée, acquis ou qui proviennent de la catégorie « titres de placement », avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon couru inclus. Les primes et décotes constatées sur titres d'investissement font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ne font pas l'objet de provisions et les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Titres de participation :

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque, permettant ou non d'exercer une influence notable, un contrôle conjoint ou un contrôle exclusif sur la société émettrice.

Les titres de participation et emplois assimilés sont comptabilisés et évalués conformément aux règles générales d'évaluations du PCEC.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Ces opérations sont enregistrées dans des comptes ouverts et tenus dans chacune des devises utilisées.

A chaque arrêté comptable, les avoirs en billets de banque étrangers, traveller's chèques et lettres de crédit sont convertis en dirhams sur la base du cours rachat aux banques communiqué par Bank Al-Maghrib à la date d'arrêté des comptes. Alors que les autres éléments d'actif, de passif et de hors bilan libellés en devises sont convertis en dirhams sur la base de la moyenne des cours acheteurs et vendeurs des devises cotées par Bank Al-Maghrib lors de la clôture du marché, à la date d'arrêté des comptes ou à la date la plus récente en ce qui concerne les devises non cotées le jour de l'arrêté.

A chaque arrêté comptable, les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de positions de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur des positions de change sont portées au compte de produits et charges. La contrepartie de ces enregistrements est inscrite dans les comptes de contre-valeur de positions de change.

Les produits et charges courus en devises relatifs aux prêts, aux emprunts, aux titres ou aux opérations de hors bilan sont comptabilisés, après leur conversion en dirhams sur la base du cours au comptant de la devise concernée, en comptes de produits et charges.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

A l'exception des actifs immobiliers acquis par voie de dation en paiement, de vente à réméré et d'adjudication qui sont logés en autres actifs, précisément en valeurs & emplois assimilés. Ces derniers sont gérés selon les dispositions de la directive de Bank Al-Maghrib n°4/W/2021.

DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que celles sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes envers les établissements de crédit et assimilés : dettes à vue et à terme ;
- Dettes envers la clientèle : Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs de la clientèle.

Les intérêts courus relatifs à ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste comporte les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent au 31/12/2024 une provision pour risques généraux d'un montant de 1 835 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LES COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts :

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés en contrepartie du compte de résultat.

Commissions :

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

(En milliers MAD)

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2024

BILAN ACTIF

ACTIF	déc-24	déc-23
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**4 216 702**	**2 788 234**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**4 073 478**	**5 996 170**
- A vue	1 497 171	2 535 242
- A terme	2 576 307	3 460 928
Créances sur la clientèle	**76 925 828**	**69 219 086**
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	17 711 388	17 260 305
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	10 739 847	9 739 331
- Crédits et financements participatifs immobiliers	28 382 046	28 586 827
- Autres crédits et financements participatifs	20 092 547	13 632 623
Créances acquises par affacturage	**1 542 098**	**3 297 949**
Titres de transaction et de placement	**10 405 797**	**6 934 314**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 770 699	4 988 370
- Autres titres de créance	45 007	349 165
- Certificats de Sukuk	-	-
- Titres de propriété	7 590 091	1 596 779
Autres actifs	**3 914 859**	**3 675 501**
Titres d'investissement	**9 061 996**	**8 371 427**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 202 142	3 825 512
- Autres titres de créance	5 859 854	4 545 915
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	**2 376 315**	**2 426 280**
- Participation dans les entreprises liées	1 931 026	1 980 986
- Autres titres de participation et emplois assimilés	445 289	445 294
- Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	**-**	**-**
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	**560 017**	**557 355**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**-**	**-**
Immobilisations données en Ijara	**-**	**-**
Immobilisations incorporelles	**268 520**	**154 784**
Immobilisations corporelles	**1 416 450**	**1 324 122**
TOTAL ACTIF	**114 762 061**	**104 745 221**

BILAN PASSIF

PASSIF	déc-24	déc-23
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**-**	**-**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**13 531 143**	**11 840 652**
- A vue	605 290	602 939
- A terme	12 925 853	11 237 713
Dépôts de la clientèle	**73 663 349**	**66 121 351**
- Comptes à vue créditeurs	47 924 204	42 856 885
- Comptes d'épargne	11 210 309	10 190 522
- Dépôts à terme	11 944 997	11 237 038
- Autres comptes créditeurs	2 583 839	1 836 907
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	**-**	**-**
Titres de créance émis	**7 952 152**	**11 389 883**
- Titres de créance négociables	7 952 152	11 389 883
- Emprunts obligataires	-	-
- Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	**5 281 006**	**2 754 557**
Provisions pour risques et charges	**2 038 765**	**2 035 898**
Provisions réglementées	**-**	**-**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	**-**	**-**
Dettes subordonnées	**5 410 426**	**4 390 369**
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	**-**	**-**
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**2 028 708**	**1 776 513**
Capital	**3 149 728**	**3 051 978**
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	**956 741**	**764 011**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**750 043**	**620 007**
TOTAL PASSIF	**114 762 061**	**104 745 221**

HORS BILAN

Libellé	déc-24	déc-23
ENGAGEMENTS DONNÉS	**19 925 695**	**20 327 124**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	317 451
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	11 659 861	12 060 183
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	16 592	1 027 112
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	8 249 242	6 922 378
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	**15 169 134**	**16 430 132**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	604 450	604 450
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	14 564 684	15 825 683
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Libellé	déc-24	déc-23
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**6 483 534**	**5 901 255**
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	166 729	157 547
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 581 659	3 388 297
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	340 290	323 009
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	314 283	298 777
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	692 677	508 872
Autres produits bancaires	1 387 896	1 224 752
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**2 660 819**	**2 201 092**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	329 945	406 007
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 024 419	894 068
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	326 266	290 643
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	980 189	610 375
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	**3 822 715**	**3 700 162**
Produits d'exploitation non bancaire	61 625	99 260
Charges d'exploitation non bancaire	14 739	155 123
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	**1 696 768**	**1 607 467**
Charges de personnel	686 290	667 161
Impôts et taxes	34 609	39 291
Charges externes	776 201	708 535
Autres charges générales d'exploitation	36 371	30 243
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	163 298	162 236
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**1 278 682**	**1 512 194**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	876 500	440 596
Pertes sur créances irrécouvrables	51 487	19 840
Autres dotations aux provisions	350 695	1 051 758
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**501 137**	**801 107**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	270 631	269 845
Récupérations sur créances amorties	17 303	23 788
Autres reprises de provisions	213 202	507 475
RESULTAT COURANT	**1 395 287**	**1 325 746**
Produits non courants	31	13 566
Charges non courantes	104 615	59 931
RESULTAT AVANT IMPOTS	**1 290 703**	**1 279 382**
Impôts sur les résultats	540 660	659 375
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**750 043**	**620 007**

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

Libellé	déc-24	déc-23
+ Intérêts et produits assimilés	4 088 677	3 868 853
- Intérêts et charges assimilées	1 680 629	1 590 718
MARGE D'INTERET	**2 408 048**	**2 278 135**
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENS PARTICIPATIFS	**-**	**-**
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	**-**	**-**
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	**-**	**-**
+ Commissions perçues	743 284	557 667
- Commissions servies	387 900	272 936
Marge sur commissions	**355 384**	**284 732**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	303 304	312 468
+ Résultat des opérations sur titres de placement	94 473	50 058
+ Résultat des opérations de change	490 099	518 966
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-1 590	-2 765
Résultat des opérations de marché	**886 287**	**878 726**
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	350 018	397 520
- Diverses autres charges bancaires	177 022	138 951
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT ET DES MOUWAKIL	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	**3 822 715**	**3 700 162**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	500	-
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	61 625	99 260
- Autres charges d'exploitation non bancaire	14 739	15 123
- Charges générales d'exploitation	1 696 768	1 607 467
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**2 173 332**	**2 176 833**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-640 053	-166 803
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-137 992	-684 284
RESULTAT COURANT	**1 395 287**	**1 325 746**
RESULTAT NON COURANT	**-104 584**	**-46 364**
- Impôts sur les résultats	540 660	659 375
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**750 043**	**620 007**

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 décembre 2024

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 3.149.728.300 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

(En milliers MAD)

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

Libellé	déc-24	déc-23
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	750 043	620 007
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	163 298	162 236
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	134 046	978 885
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	68 128	501 333
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	9 075	3 994
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 986	252
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	140 000
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	975 169	1 396 053
- Bénéfices distribués	427 277	427 277
AUTOFINANCEMENT	547 892	968 776

ÉTAT DES DÉROGATIONS

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Libellé	déc-24	déc-23
Produits d'exploitation bancaire perçus	6 483 534	5 901 255
Récupérations sur créances amorties	17 303	23 788
Produits d'exploitation non bancaire perçus	61 625	99 260
Charges d'exploitation bancaire versées	(2 660 819)	(2 201 092)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(14 739)	(155 123)
Charges générales d'exploitation versées	(1 696 768)	(1 607 467)
Impôts sur les résultats versés	(540 660)	(659 375)
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**1 649 475**	**1 401 246**
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 922 692	(2 052 879)
Créances sur la clientèle	(5 950 891)	(4 687 098)
Titres de transaction et de placement	(3 471 483)	2 197 012
Autres actifs	(239 358)	(697 097)
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 690 491	(2 331 446)
Dépôts de la clientèle	7 541 998	3 443 390
Titres de créance émis	(3 437 731)	3 107 793
Autres passifs	2 526 449	465 019
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**582 166**	**(555 306)**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	2 231 641	845 941
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	432 103
Acquisition d'immobilisations financières	(1 553 934)	(484 863)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(410 323)	(353 106)
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	238 417	222 918
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(1 725 840)	(182 948)
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	1 000 000	-
Emission d'actions	349 945	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés		-
Intérêts versés		-
Dividendes versés	(427 277)	(427 277)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	922 668	(427 277)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	1 428 469	235 716
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 788 234	2 552 518
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	4 216 702	2 788 234

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

CRÉANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	1 756 956	-	402 475	1 051 656	3 211 087	3 482 508
VALEURS REÇUES EN PENSION	-	-	529 763	-	529 763	499 847
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	529 763	-	529 763	499 847
PRÊTS DE TRÉSORERIE	-	-	-	258 899	258 899	1 356 418
- au jour le jour	-	-	-	-	-	611 237
- à terme	-	-	-	258 899	258 899	745 181
PRÊTS FINANCIERS	-	764 860	1 026 958	-	1 791 818	2 191 368
CRÉANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CRÉANCES	-	17 309	-	-	17 309	13 152
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	-	9 010	12 523	25	21 557	41 200
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 756 956	791 178	1 971 719	1 310 580	5 830 434	7 584 493

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE	1 940 522	177 159	13 139 666	136 425	15 393 772	14 881 075
- Comptes à vue débiteurs	1 022 505	177 159	3 432 862	88 733	4 721 259	4 948 390
- Créances commerciales sur le Maroc	69 000	-	1 621 118	-	1 690 118	1 451 284
- Crédits à l'exportation	-	-	80 114	-	80 114	157 148
- Autres crédits de trésorerie	849 017	-	8 005 572	47 692	8 902 281	8 324 253
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS À LA CONSOMMATION	-	-	-	2 258 785	2 258 785	2 326 301
- Crédits à la consommation	-	-	-	2 258 785	2 258 785	2 326 301
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS À L'ÉQUIPEMENT	334 294	1 055 709	8 911 103	369 400	10 670 506	9 688 991
- Crédits à l'équipement	334 294	1 055 709	8 911 103	369 400	10 670 506	9 688 991
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	429 203	-	9 046 321	18 890 576	28 366 100	28 576 429
- Crédits immobiliers	429 203	-	9 046 321	18 890 576	28 366 100	28 576 429
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobilliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	170 230	16 957 304	14 291	-	17 141 825	11 021 314
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	753 577	-	788 521	-	1 542 098	3 297 949
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	-	16 944	138 999	5 118	161 061	130 105
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	37 012	710 452	2 186 314	2 933 778	2 594 870
- Créances pré-douteuses	-	9 080	50 384	395 197	454 661	375 349
- Créances douteuses	-	27 397	82 347	206 854	316 598	180 499
- Créances compromises	-	535	577 721	1 584 264	2 162 519	2 039 022
TOTAL	3 627 826	18 244 128	32 749 354	23 846 618	78 467 926	72 517 035

(En milliers MAD)

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS	-	-	-	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TITRES NON COTÉS	1 391 423	8 065 765	8 010 851	1 873 040	19 341 079	15 198 713
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	5 942 084	-	-	5 942 084	8 771 108
Obligations	45 000	2 123 681	-	-	2 168 681	2 566 451
Autres titres de créance	1 346 423	-	420 760	1 873 040	3 640 223	2 264 401
Certificats de sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	7 590 091	-	7 590 091	1 596 753
ICNE	37 421	47 540	2 346	39 407	126 714	107 028
TOTAL	1 428 844	8 113 305	8 013 197	1 912 447	19 467 793	15 305 741

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

Titres	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	8 761 169	8 761 169	8 761 169	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	2 770 699	2 770 699	2 770 699	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	5 990 470	5 990 470	5 990 470	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	1 705 962	1 644 726	45 029	225	61 334	61 334
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	45 029	45 105	45 029	76	21	21
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	1 660 934	1 599 621	-	149	61 313	61 313
TITRES D'INVESTISSEMENT	9 061 996	9 061 996	-	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	3 202 142	3 202 142	-	-	-	-
Obligations	2 251 179	2 251 179	-	-	-	-
Autres titres de créance	3 608 675	3 608 675	-	-	-	-

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels	-
Opérations diverses sur titres (débiteur)	188 989
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	188 989
Débiteurs divers	845 393
- Sommes dues par l'Etat	733 938
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	894
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	110 561
Valeurs et emplois divers	1 644 966
- Valeurs et emplois divers	1 644 966
Comptes d'ajustement de hors bilan (débiteur)	312 053
Comptes d'écart sur devises et titres (débiteur)	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	112 872
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	544 848
- Produits à recevoir	493 092
- Charges constatées d'avance	51 756
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	263 331
Créances en souffrance sur opérations diverses	90 251
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	87 843
TOTAL	3 914 859

TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2024

	Capital Social	VN	Actions détenues en nombre	Actions détenues en %	Situation au 31 décembre 2024			Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIÉES			**14 154 892**		**2 384 314**	**453 293**	**1 931 021**		**2 336 104**	**272 774**	**155 827**
SOFAC	210 450 000	100	1 395 543	66,30%	521 258	-	521 258	31/12/2023	938 727	201 504	66 302
Umnia BANK	1 100 000 000	100	3 600 000	40,00%	440 000	-	440 000	31/12/2023	498 028	-17 779	-
PALM-BAY	100 000 000	1 000	85 000	85,00%	10 000	10 000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	44 462 000	100	444 609	89,36%	115 191	115 191	-	31/12/2023	-37 198	-10 091	-
LE TIVOLI CCA					74 171	74 171	-				
RHOSN ENNAKHIL	400 000	100	3 200	80,00%	320	-	320	31/12/2023	28 127	23 509	-
CIH COURTAGE	1 000 000	100	10 000	100,00%	1 000	-	1 000	31/12/2023	32 078,38	30 675,02	30 800,00
SANGHO	494 000	100	4 940	100,00%	253 831	253 831	-	31/12/2023	-5 277	-6 480	-
LANA CASH	35 000 000	100	599 994	99,99%	59 999	-	59 999	31/12/2023	12 568	-7 914	-
HMST (Ex SCI NATHALIE)	100 000	100	1 000	100,00%	100	100	-	31/12/2023	771	9	-
BMCI ASSET MANAGEMENT	1 000 000	100	10 000	100,00%	70 000		70 000	31/12/2023	1 743	643	-
CIH PATRIMMO	806 083 813	100	8 000 606	100,00%	838 444	-	838 444	31/12/2023	866 537	58 699	58 724
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS			**6 409 091**		**452 125**	**6 833**	**445 293**		**10 454 151**	**316 559**	**82 590**
ATLANTASANAD	602 835 950	10	6 028 360	9,99%	410 057	-	410 057	31/12/2023	3 855 133	442 642	34 362
AJARINVEST	7 000 000	100	28 000	40,00%	2 800	-	2 800	31/12/2021	12 253	14 918	48 000
TAKAFULIA ASSURANCES	50 300 000	100	100 600	20,00%	10 060		10 060	-	-	-	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98 200 000	100	70 000	7,13%	7 000	-	7 000	31/12/2016	182 731	83 632	-
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19 005 000	100	12 670	6,67%	1 267	-	1 267	31/12/2014	21 519	216	63
INTERBANK	11 500 000	100	6 899	6,00%	690	690	-	31/12/2014	12 489	140	-
SGFG	1 000 000	100	588	5,88%	59	-	59	31/12/2022	5 019 488	-246 492	-
SBVC CASABLANCA	387 517 900	100	116 256	3,00%	11 765	-	11 765	31/12/2023	751 607	10 891	165
MAROCLEAR	100 000 000	5 000	275	1,38%	275	-	275	31/12/2022	334 068	12 559	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	0,00%	750	750	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	100 000	100	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6 100 000	100	9 150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300 000	100	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2 100 000	100	3 000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37 000 000	500	7 423	10,03%	3 737	3 737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20 000 000	100	20 000	10,00%	2 000	-	2 000	31/12/2014	48 314	3 014	-
SED FES	10 000 000	100	5 000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100 000 000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/2014	216 548	-4 961	-
ADER-FES	35 000 000	100	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA											
Moucharaka fixe											
Moucharaka dégressive											
TITRES DE MOUDARABA											
Moudaraba restreinte											
Moudaraba non restreinte											
TOTAL			20 563 983		2 836 439	460 125	2 376 314		12 790 255	589 333	238 417

(En milliers MAD)

CRÉANCES SUBORDONNÉES

RUBRIQUES	MONTANT GLOBAL	APPARENTÉS				EXERCICE 31/12/2024	EXERCICE 31/12/2023
		ETS. DE CRÉD. & ASSIM.	ESES FINANCIÈRE	ESES NON FINANCIÈRE	AUTRES APPARENTÉS		
Créances subordonnées	**560 017**	**560 017**	**-**	**-**	**-**	**560 017**	**557 355**
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissement de crédits et assimilés	560 017	560 017	-	-	-	560 017	557 355
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance							
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance							

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions/ reclassement au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits/ reclassement au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**335 679**	**132 900**	**7**	**468 573**	**180 895**	**19 158**	**-**	**200 053**	**268 520**
Droit au bail	77 743	-	-	77 743	100	-	-	100	77 643
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	257 936	132 900	7	390 830	180 795	19 158	-	199 953	190 876
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**2 559 193**	**277 406**	**41 451**	**2 795 148**	**1 235 070**	**144 140**	**513**	**1 378 698**	**1 416 450**
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**1 061 326**	**146 538**	**-**	**1 207 864**	**330 701**	**34 645**	**-**	**365 345**	**842 519**
Terrain d'exploitation	140 760	118 312	-	259 072	-	-	-	-	259 072
Immeubles d'exploitation. Bureaux	737 660	28 226	-	765 886	246 864	28 052	-	274 916	490 970
Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	815	-	-	815	815	-	-	815	-
Immeubles d'exploitation. Logements de vacances	182 091	-	-	182 091	83 022	6 593	-	89 614	92 477
MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION	**555 813**	**41 800**	**-**	**597 613**	**370 397**	**55 761**	**-**	**426 159**	**171 454**
Mobilier de bureau d'exploitation	77 110	6 273	-	83 383	48 507	4 699	-	53 205	30 177
Matériel de bureau d'exploitation	60 812	722	-	61 534	43 456	5 889	-	49 345	12 189
Matériel Informatique	391 268	33 679	-	424 947	257 563	43 032	-	300 596	124 352
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	7 295	182	-	7 477	5 002	668	-	5 670	1 807
Autres matériels d'exploitation	19 329	943	-	20 272	15 869	1 473	-	17 343	2 929
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**871 023**	**87 395**	**12 997**	**945 421**	**505 323**	**51 303**	**50**	**556 576**	**388 845**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**71 030**	**1 674**	**28 455**	**44 249**	**28 649**	**2 432**	**463**	**30 618**	**13 632**
Terrains hors exploitation	602	-	230	372	-	-	-	-	372
Immeubles hors exploitation	2 610	-	493	2 118	1 403	-	463	940	1 177
Mobilier et matériel hors exploitation	39 485	1 121	-	40 606	27 179	2 404	-	29 583	11 023
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	28 333	553	27 733	1 154	67	28	-	95	1 059
TOTAL	**2 894 872**	**410 307**	**41 458**	**3 263 721**	**1 415 966**	**163 298**	**513**	**1 578 751**	**1 684 969**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

Dettes	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS	-	-	131 831	237 473	369 304	372 327
VALEURS DONNÉES EN PENSION	8 424 073	-	1 185 242	-	9 609 315	6 953 402
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	8 424 073	-	1 185 242	-	9 609 315	6 953 402
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE	2 281 000	-	144 261	-	2 425 261	3 072 930
- au jour le jour	-	-	144 261	-	144 261	144 261
- à terme	2 281 000	-	-	-	2 281 000	2 928 669
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	-	161 752	829 398	991 150	1 301 673
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	104 402	-	-	104 402	98 974
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	29 223	-	940	1 548	31 711	41 346
TOTAL	**10 734 296**	**104 402**	**1 624 027**	**1 068 418**	**13 531 143**	**11 840 652**

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

Dépôts	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	432 689	1 025 413	8 722 149	37 743 946	47 924 197	42 856 698
Comptes d'épargne	-	-	-	11 210 284	11 210 284	10 190 497
Dépôts à terme	14 580	1 716 635	844 450	9 189 691	11 765 356	11 105 460
Autres comptes créditeurs	309 011	103 582	949 850	1 205 911	2 568 354	1 836 907
Intérêts courus à payer	290	35 061	55 276	104 531	195 159	131 789
TOTAL	**756 570**	**2 880 691**	**10 571 725**	**59 454 362**	**73 663 349**	**66 121 351**

DETTES SUBORDONNÉES

RUBRIQUES	MONTANT GLOBAL	NON APPARENTÉ	APPARENTÉS				Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
			ETS. DE CRÉD. & ASSIM.	ESES FINANCIÈRE	ESES NON FINANCIÈRE	AUTRES APPARENTÉS		
Dettes subordonnées	**5 300 000**	**-**	**4 300 000**	**1 000 000**	**-**	**-**	**5 300 000**	**4 300 000**
Dettes subordonnées à durée déterminée	**4 000 000**	**-**	**3 000 000**	**1 000 000**	**-**	**-**	**4 000 000**	**3 000 000**
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	3 000 000	-	3 000 000	-	-	-	3 000 000	3 000 000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	1 000 000	-	-	1 000 000	-	-	1 000 000	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	**1 300 000**	**-**	**1 300 000**	**-**	**-**	**-**	**1 300 000**	**1 300 000**
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	400 000	-	400 000	-	-	-	400 000	400 000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	900 000	-	900 000	-	-	-	900 000	900 000
Intérêts courus à payer	**110 426**	**-**	**110 426**	**-**	**-**	**-**	**110 426**	**90 369**

(En milliers MAD)

TITRES DE CRÉANCE ÉMIS (Y COMPRIS LES DETTES SUBORDONNÉES)

Nature	Date Émission	Taux actuel (%)	Nature du taux	Fréquence de révision	Prime de risque (en bps)	Durée	Mode de rembour-sement	Échéance finale	Montant émis (Kdh)	Montant non amorti (Kdh)	ICNE (Kdh)	CRD + ICNE
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe			10	In Fine	09/01/2025	53 300	53 300	2 476	55 776
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe			10	In Fine	18/05/2028	82 600	82 600	2 074	84 674
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe			10	In Fine	09/01/2025	626 500	626 500	29 108	655 608
Obligations subordonnées	09/01/2015	3,99	Taux Revisable	Annuelle		10	In Fine	09/01/2025	320 200	320 200	12 705	332 905
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,82	Taux Fixe			10	In Fine	15/12/2026	39 400	39 400	70	39 470
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,46	Taux Revisable	Annuelle		10	In Fine	15/12/2026	960 600	960 600	1 570	962 170
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe			10	In Fine	18/05/2028	417 400	417 400	10 481	427 881
Obligations subordonnées	18/05/2018	3,73	Taux Revisable	Annuelle		10	In Fine	18/05/2028	500 000	500 000	11 812	511 812
Obligations subordonnées	07/06/2024	4,44	Taux Fixe			10	In Fine	07/06/2034	350 000	350 000	8 856	358 856
Obligations subordonnées	07/06/2024	3,75	Taux Revisable	Annuelle		10	In Fine	07/06/2034	650 000	650 000	14 083	664 083
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	6,23	Taux Revisable	Annuelle			Perpétuel		150 000	150 000	102	150 102
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	5,19	Taux Revisable	Annuelle			Perpétuel		350 000	350 000	202	350 202
Obligations subordonnées perpétuelles	28/07/2022	4,84	Taux Revisable	Annuelle			Perpétuel		800 000	800 000	16 886	816 886
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									**5 300 000**	**5 300 000**	**110 426**	**5 410 426**
CDN	18/05/2020	2,97	Taux Fixe			5	In Fine	18/05/2025	950 000	950 000	17 625	967 625
CDN	18/05/2020	3,51	Taux Revisable	Annuelle		5	In Fine	18/05/2025	235 000	235 000	5 224	240 224
CDN	29/07/2020	2,53	Taux Fixe			5	In Fine	01/08/2025	530 000	530 000	5 621	535 621
CDN	29/09/2020	2,59	Taux Fixe			5	In Fine	29/09/2025	556 000	556 000	3 709	559 709
CDN	25/06/2021	2,37	Taux Fixe		40	5	In Fine	01/07/2026	188 000	188 000	2 246	190 246
CDN	25/06/2021	2,61	Taux Fixe		50	7	In Fine	25/06/2028	485 000	485 000	6 589	491 589
CDN	22/11/2021	2,63	Taux Fixe		50	7	In Fine	22/11/2028	981 000	981 000	2 827	983 827
CDN	24/05/2022	2,72	Taux Fixe		40	5	In Fine	24/05/2027	50 000	50 000	827	50 827
CDN	24/05/2022	3,51	Taux Revisable	Annuelle	40	5	In Fine	24/05/2027	2 045 000	2 045 000	44 264	2 089 264
CDN	29/05/2023	4,12	Taux Fixe		30	2	In Fine	01/10/2025	700 000	700 000	7 269	707 269
CDN	22/09/2023	3,85	Taux Fixe		31	3	In Fine	02/02/2026	210 000	210 000	10 316	220 316
CDN	22/09/2023	3,93	Taux Fixe		33	3	In Fine	22/09/2026	293 000	293 000	3 186	296 186
CDN	22/09/2023	4,07	Taux Fixe		37	4	In Fine	22/09/2027	345 000	345 000	3 885	348 885
CDN	21/02/2024	3,4	Taux Fixe		22	1	In Fine	19/02/2025	129 300	129 300	3 847	133 147
CDN	04/04/2024	3,3	Taux Fixe			1	In Fine	04/04/2025	70 400	70 400	1 731	72 131
CDN	04/07/2024	3,36	Taux Fixe		20	1	In Fine	03/07/2025	64 200	64 200	1 085	65 285
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DÉPÔT									**7 831 900**	**7 831 900**	**120 252**	**7 952 152**
TOTAL GÉNÉRAL									**13 131 900**	**13 131 900**	**230 678**	**13 362 578**

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'opérations sur titres	81 843
Dettes sur titres	1 758 289
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**1 019 135**
- Sommes dues à l'État	766 958
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	42 390
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	252
- Sommes dues au personnel	23 454
- Fournisseurs de biens et service	68 664
- Divers autres Créditeurs	117 417
Comptes d'ajustement de hors bilan	**44 251**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**48 579**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**540 072**
- Charges à payer	522 323
- Produits constatés d'avance	17 749
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	1 788 837
Opérations diverses sur titres	-
TOTAL	**5 281 006**

PROVISIONS

Provisions	Encours 31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2024
PROVISIONS, DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR :	**2 905 198**	**1 003 230**	**262 999**	**28**	**3 645 457**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	22	2	-		24
Créances sur la clientèle	2 267 097	845 837	243 175	28	2 869 787
Titres de placement et d'investissement	61 598	-	264		61 334
Titres de participation et emplois assimilés	311 264	149 362	500		460 125
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-		-
Autres actifs	265 217	8 029	19 060		254 186
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**2 035 898**	**223 966**	**221 099**	**-**	**2 038 765**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	56 554	30 661	27 457		59 758
Provisions pour risques de change	-	-	-		-
Provisions pour risques généraux	1 768 447	134 046	67 628		1 834 864
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-		-
Provisions pour autres risques et charges	210 898	59 259	126 014		144 143
Provisions réglementées	-				-
TOTAL GÉNÉRAL	**4 941 097**	**1 227 195**	**484 098**	**28**	**5 684 222**

CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres	Encours 31/12/2023	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2024
Écarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	1 776 513	-	252 194	2 028 707
Réserve légale	305 197	-	-	305 197
Autres réserves	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	1 471 317	-	252 194	1 723 510
Capital	3 051 978	-	97 750	3 149 728
Capital appelé	3 051 978	-	97 750	3 149 728
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	**764 011**	**-764 011**	**956 741**	**956 741**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	**620 007**	**-620 007**	**750 043**	**750 043**
TOTAL GÉNÉRAL	**6 212 510**	**-1 384 018**	**2 056 727**	**6 885 219**

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS

	Opérations de couverture	Autres opérations
Opérations de change à terme		
Devises à recevoir	2 395 083	-
Dirhams à livrer	2 425 942	-
Devises à livrer	8 772 916	-
Dirhams à recevoir	8 977 848	-
Dont swaps financiers de devises	5 561 480	-
Engagements sur produits dérivés		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE (RISQUES > 10% FP)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont crédits par décaissement	Crédits par signature (de financement et de garantie données)	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et déductions
6	7 848 084	5 820 676	1 819 561	412 857	7 725 708

(En milliers MAD)

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE

	D≤ 1 mois	1 mois <D≤ 3 mois	3 mois <D≤ 1 an	1 an <D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	302 842	103 126	702 848	963 076	508 589	2 580 481
Créances sur la clientèle	20 393 085	3 749 351	8 576 211	16 277 901	16 704 788	65 701 336
Titres de créance	8 617 076	1 795 130	2 573 273	2 602 993	3 779 346	19 367 818
Créances subordonnées	-	-	-	-	560 017	560 017
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**29 313 003**	**5 647 607**	**11 852 332**	**19 843 970**	**21 552 740**	**88 209 652**
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	547 568	653 595	4 942 463	1 655 651	5 078 221	12 877 498
Dettes envers la clientèle	3 314 152	2 314 500	5 527 629	612 487	-	11 768 768
Titres de créance émis	-	129 300	3 105 600	4 597 000	-	7 831 900
Emprunts subordonnées	1 000 000	-	-	2 500 000	1 800 000	5 300 000
TOTAL	**4 861 720**	**3 097 395**	**13 575 692**	**9 365 138**	**6 878 221**	**37 778 166**

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse, Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	129 976
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 273 527
Créances sur la clientéle	3 083 665
Titres	5 792 425
Autres actifs	68 539
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	**10 348 132**
PASSIF :	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 222 718
Dépôts de la clientèle	2 017 773
Autres passifs	72 882
TOTAL PASSIF	**3 313 373**
HORS-BILAN :	
Engagements donnés	273 930
Engagements reçus	1 389 463

MARGE D'INTÉRÊT

RUBRIQUE	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	166 729	157 547
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 581 659	3 388 297
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	340 290	323 009
Total intérêts et produits assimilés	**4 088 677**	**3 868 853**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	329 945	406 007
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 024 419	894 068
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	326 266	290 643
Total intérêts et charges assimilés	**1 680 629**	**1 590 718**
MARGE D'INTÉRÊTS	**2 408 048**	**2 278 135**

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Produits sur titres de placement (de propriété)	**75 867**	
- Dividendes sur titres OPCVM	-	
- Dividendes sur autres titres de propriétés	-	
- Autres produits sur titres de propriété	75 867	
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**238 417**	
- Dividendes sur titres de participation	238 417	
- Dividendes sur participations liées	-	
- Autres produits sur titres de propriété	-	

COMMISSIONS REÇUES ET VERSÉES

RUBRIQUE	COMMISSIONS		COMMENTAIRE
	E. CRÉDIT	CLIENTÈLE	
COMMISSIONS REÇUES	**-**	**743 284**	
Commissions sur fonctionnement de compte	-	49 883	
Commissions sur moyens de paiement	-	493 426	
Commissions sur opérations de titres	-	102	
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	16 732	
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	54 519	
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	7 991	
Autres produits sur prestations de service	-	70 024	
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-	
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-	
Commissions sur produits dérivés	-	1 669	
Commissions sur opérations de change virement	-	48 939	
Commissions sur opérations de change billet	-	-	
COMMISSIONS VERSÉES	**-**	**387 900**	
Charges sur moyens de paiement	-	244 024	
Commissions sur achat et vente de titres	-	-	
Commissions sur droits de garde de titres	-	-	
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-	
Commissions sur engagements sur titres	-	-	
Autres charges sur prestations de service	-	95 272	
Commissions sur produits dérivés	-	1 568	
Commissions sur opérations de change virement	-	47 036	
Commissions sur opérations de change billets	-	-	

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
. Gains sur titres de transaction	431 593	
. Perte sur titres de transaction	128 288	
Résultat sur titres de transaction	**303 304**	
. Plus-values de cession sur titres de placement	94 473	
. Moins-values de cession sur titres de placement	-	
Résultat sur titres de placement	**94 473**	
. Produits sur engagement sur titres	-	
. Charges sur engagement sur titres	-	
Résultat sur engagements sur titres	**-**	
. Produits sur engagement sur produits dérivés	2 022	
. Charges sur engagement sur produits dérivés	3 611	
Résultat sur engagements sur produits dérivés	**-1 590**	
. Produits sur opérations de change	773 686	
. Charges sur opérations de change	283 587	
Résultat sur opérations de change	**490 099**	

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Charges de personnel	**686 290**	
Salaires et appointements	330 379	
Primes et Gratifications	132 586	
Autres rémunérations du personnel	75 780	
Charges d'assurances sociales	73 491	
Charges de retraite	42 757	
Charges de formation	19 823	
Autres charges de personnel	11 474	
Impôts et taxes	**34 609**	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	3 650	
Patente	24 516	
Taxes locales	-	
Droits d'enregistrement	-	
Timbres fiscaux et formules timbrées	-	
Taxes sur les véhicules	19	
Autres impôts et taxes, droits assimilés	6 424	
Charges extérieures	**411 807**	
Loyers de crédit-bail	82 160	
Loyers de location simple	116 354	
Frais d'entretien et de réparation	99 771	
Rémunération du personnel intérimaire	-	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	87 380	
Primes d'assurance	10 615	
Frais d'actes et de contentieux	561	
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	14 965	
Transport et déplacement	**364 394**	
Transport et déplacement	31 113	
Mission et réception	2 618	
Publicité, publication et relations publiques	55 258	
Frais postaux & de télécommunication	42 961	
Frais de recherche et de documentation	10 624	
Frais de conseil et d'assemblée	-	
Dons et cotisations	54 364	
Fournitures de bureau et imprimés	5 767	
Autres charges externes	161 689	
Autres charges d'exploitation	**36 371**	
Frais préliminaires	21 801	
Frais d'acquisition d'immobilisation	5 844	
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	2 553	
Pénalités et délits	-	
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-	
Dons libéralités et lots	-	
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-	
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	736	
Diverses autres charges générales d'exploitation	5 438	
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**163 298**	
Immobilisations incorporelles d'exploitation	19 158	
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	
Immobilisations corporelles d'exploitation	141 708	
Immobilisations corporelles hors exploitation	2 433	
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation		
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation		
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation		
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation		

(En milliers MAD)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	**35 999**	
Divers autres produits bancaires	35 735	
. Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-	
. Produits des exercices antérieurs	-	
. Divers autres produits bancaires	35 735	
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	264	
Autres charges bancaires	**272 294**	
Divers charges sur titres de propriété	-	
Frais d'émission des emprunts	-	
Autres charges sur opérations sur titres	-	
Autres sur prestations de services	95 272	
Divers autres charges bancaires	177 022	
. Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-	
. Cotisation au fonds de garantie des déposants	120 206	
. Produits rétrocédés	384	
. Charges des exercices antérieurs	2 304	
. Divers autres charges bancaires	54 127	
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	-	
Produits d'exploitation non bancaires	**61 625**	
Produits sur valeurs et emplois assimilés	33 261	
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	9 075	
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-	
Produits accessoires	2 597	
Subventions reçues	-	
Autres produits d'exploitation non bancaires	16 691	
Charges d'exploitation non bancaires	**14 739**	
Charges sur valeurs et emplois assimilés	9 400	
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	4 986	
Autres charges d'exploitation non bancaire	354	
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**876 500**	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	2	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	845 837	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-	
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	-	
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	30 661	

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Pertes sur créances irrécouvrables	**51 487**	
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	5 852	
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	45 635	
Autres dotations aux provisions	**350 695**	
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	-	
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	342 666	
Dotations aux provisions réglementées	-	
Dotations aux autres provisions	8 029	
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**270 631**	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	243 175	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-	
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-	
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	27 457	
Récupération sur créances amorties	**17 303**	
Autres reprises de provisions	**213 202**	
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	500	
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	
Reprises de provisions pour autres risques et charges	193 642	
Reprises de provisions réglementées	-	
Reprises des autres provisions	19 060	
Produits non courants	**31**	
Reprises non courantes des amortissements	-	
Reprises non courantes des provisions	-	
Autres produits non courants	31	
Charges non courantes	**104 615**	
Dotations non courantes aux amortissements	-	
Dotations non courantes aux provisions	-	
Autres charges non courantes	104 615	

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU PAR PÔLE D'ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

1. Ventilation par pôle d'activité

PÔLE D'ACTIVITÉ	PRODUIT NET BANCAIRE	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RÉSULTAT AVANT IMPÔT
- Activité bancaire	3 822 715	2 173 332	1 290 703
- Autres activités	-	-	-
TOTAL			

2. Ventilation par zone géographique

PÔLE D'ACTIVITÉ	PRODUIT NET BANCAIRE	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RÉSULTAT AVANT IMPÔT
- MAROC	3 822 715	2 173 332	1 290 703
- Autres zones	-	-	-
TOTAL			

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL (Établissements financiers)

INTITULÉS	MONTANT(+)	MONTANT(-)
I. RÉSULTAT NET COMPTABLE		
. Bénéfice net	750 043	
. Perte nette		
II. RÉINTÉGRATIONS FISCALES		
. Réintégrations fiscales	934 000	
RÉINTÉGRATIONS FISCALES COURANTES		
Provision pour risque généraux	275 775	
Amortissement non déductible sur matériel roulant	1 176	
Charges sur exercices antérieurs	765	
IS de l'exercice	540 660	
Pertes non déductibles	26 067	
RÉINTÉGRATIONS FISCALES NON COURANTES		
. Contribution à la cohésion social	87 334	
. Pénalités et amendes fiscales	2 222	
III. DÉDUCTIONS FISCALES		
. Déductions fiscales		279 730
DÉDUCTIONS FISCALES COURANTES		
. Revenus des titres de participation exonérés		210 039
. Reprises sur provisions pour risques généraux		67 628
. Étalement des Produits à recevoir		1 092
. Reprise de provsions sur créances		971
DÉDUCTIONS FISCALES NON COURANTES		
. Reprises sur provisions pour risques et charges		
TOTAL	1 684 042	279 730
IV. RÉSULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	1 404 313	
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V. REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
VI - RÉSULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) (OU)	1 404 313	
. Déficit net fiscal (B)		
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		
. Cumul des amortissements fiscalement différés		
VIII. CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 395 287
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	303 783
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	279 730
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	1 419 340
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	546 446
. Résultat courant après impôts (=)	872 894

II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES

Néant

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3 = 4)
A. TVA collectée	291 980	313 692	404 320	201 352
B. TVA à récupérer	29 758	234 627	250 129	14 256
Sur charges	26 121	185 846	200 137	11 830
Sur immobilisations	3 636	48 782	49 992	2 426
C. TVA due ou crédit de TVA (A-B)	262 222	79 065	154 191	187 097

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Capital Social: 3 149 728 300 Nombre d'actions ou de parts sociales : 31 497 283

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siège social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MASSIRA CAPITAL MANAGEMENT	Place Moulay El Hassan, RABAT	HOLDING	17 530 419	55,66%	55,66%
CDG EP	Tour Mamounia, Place Moulay Hassan, Rabat	Institution Financière	2 105 738	6,69%	6,69%
Groupe HOLMARCOM	20, Rue Mostafa El Maani, Casablanca	HOLDING	37 489	0,12%	0,12%
ATLANTASANAD	181, Bd d'Anfa, Casablanca	ASSURANCES	3 614 072	11,47%	11,47%
RCAR	Ryad Business Center, Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 Rabat	Régime de retraite	1 639 980	5,21%	5,21%
Flottant en Bourse			5 340 006	16,95%	16,95%
PERSONNEL GROUPE CIH BANK			1 229 579	3,90%	3,90%
TOTAL			31 497 283	100%	100%

(En milliers MAD)

ÉTAT D'AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RÉSULTATS À AFFECTER		B. AFFECTATION DES RÉSULTATS	
. Report à nouveau	764 011	. Réserve légale	-
. Résultats nets en instance d'affectation	-	. Autres réserves (facultative)	-
. Résultats net de l'exercice	620 007	. Tantième	-
. Prélèvements sur les réserves	-	. Dividendes	427 277
. Autres Prélèvements	-	. Autres affectations	-
		. Report à nouveau	956 741

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	déc-24	déc-23	déc-22
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	6 885 220	6 212 510	6 019 780
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	3 822 715	3 700 162	2 786 515
2- Résultat avant impôts	1 290 703	1 279 382	918 119
3- Impôts sur les résultats	540 660	659 375	325 386
4- Bénéfices distribués	427 277	427 277	396 546
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	-	-	-
RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	24	20	19
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	14	14
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	686 290	667 161	643 120
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

. Date de clôture (1) **: 31 décembre 2024**

. Date d'établissement des états de synthèse (21) février 2024

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. ÉVÈNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ÈRE COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Dates	Indications des événements
. Défavorables	Néant

EFFECTIF

(En nombre)

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/2024	31/12/2023
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	2394	2289
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	700	705
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1694	1584
Cadres (équivalent plein temps)	1696	1648
Employés (équivalent plein temps)	698	641

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	45	42	24 609 249	9 169 532
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

ÉTAT DES CRÉANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

Rubrique	31/12/2024		31/12/2023	
	Créance en souffrance (*)	Provisions	Créance en souffrance (*)	Provisions
Créances pré-douteuses	491 267	36 606	401 196	25 837
Créances douteuses	472 262	172 577	220 289	39 790
Créances compromises	4 823 123	2 660 604	4 240 482	2 201 470
TOTAL	**5 786 652**	**2 869 787**	**4 861 966**	**2 267 097**

(*) Net des agios réservés

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

(En nombre)

Éléments	31/12/2024	31/12/2023
Comptes courants	88 693	79 362
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	41 347	39 791
Autres comptes chèques	3 242 388	2 953 164
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	1 248 249	958 399
Comptes à terme	2 596	2 533
Bons de caisse	640	700
Autres comptes de dépôts	3 957	4 261

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

2e semestre 2024	2e semestre 2023	2e semestre 2022
6 483 534	5 901 255	4 717 036

ÉTATS NÉANTS

CODE ETAT	APPELLATION
B08	IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE
B19	ENGAGEMENTS SUR TITRES
	TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS
	PASSIF ÉVENTUEL
	DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS PLACÉS
	DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS REÇUS
	DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	TABLEAU DES MARGES CONSTATÉES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	IMMOBILISATIONS DONNÉES EN IJARA
	TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS
	ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE
	COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE

forvis mazars

76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca-Maroc

Deloitte.

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C, Tour Ivoire 3, 3ème étage
La Marina - Casablanca

CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH BANK)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH BANK) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 12.295.646, dont un bénéfice net de KMAD 750.043, relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH BANK) arrêtés au 31 décembre 2024, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 11 mars 2025

Les Commissaires aux Comptes

FORVIS MAZARS

Taha Ferdaous
Associé

DELOITTE AUDIT

Hicham Belemqadem
Associé

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 décembre 2024

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2023

www.cihbank.ma

COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2023 DU GROUPE CIH BANK

Sous la Présidence de M. Lotfi SEKKAT, le Conseil d'Administration de CIH BANK s'est réuni le Mercredi 21 Février 2024 pour examiner l'activité et les résultats sociaux et consolidés du Groupe CIH BANK au 31 Décembre 2023, ainsi que les divers points inscrits à son ordre du jour.

Chiffres consolidés

Résultats commerciaux (Chiffres consolidés)

- **Dépôts clientèle**

Avec une collecte nette de 5,3 MMDH à fin Décembre 2023, les dépôts clientèle ont progressé de +7,6% par rapport à Décembre 2022, et s'établissent à 74,2 MMDH. Sur base individuelle, ces dépôts sont composés essentiellement de ceux de CIH BANK à hauteur de 65,9 MMDH et de ceux d'UMNIA BANK à concurrence de 4,9 MMDH.
Les dépôts à vue constituent 83% des dépôts clientèles à fin Décembre 2023, soit au même niveau de pourcentage constatée en 2022 et consolidant ainsi l'optimisation du coût des ressources.

- **Crédits clientèle**

En hausse de 8,8% par rapport à Décembre 2022, les encours crédits consolidés ont atteint 90,8 MMDH. Sur base individuelle, les crédits de CIH BANK s'établissent à 69,7 MMDH, tandis que SOFAC et UMNIA BANK contribuent respectivement à hauteur de 13,9 MMDH et 7,1 MMDH.

Représentant 48 % de l'encours des crédits consolidés, les crédits hors immobilier enregistrent une augmentation de 9,9% par rapport à Décembre 2022, pour s'établir à 44,0 MMDH confirmant la politique de diversification des emplois clientèle de la banque.

Le total bilan consolidé s'établit à 125,4 MMDH en progression de 7,1% par rapport à Décembre 2022.

La dynamique commerciale s'est traduite par l'amélioration des parts de marché du Groupe CIH BANK. A fin Décembre 2023, le Groupe représente 27% des financements automobile (+272 Pbs), 6% des crédits à la consommation (+63 Pbs) et 9,7% des crédits immobiliers destinés à l'habitat (+26 Pbs). La part de marché des dépôts clientèle du Groupe s'établit à 6,0% (+10Pbs).

Indicateurs Résultats :

Le PNB consolidé s'élève à 4 468,2 MDH en accroissement de +27,0% par rapport à Décembre 2022.
Cette évolution résulte de la progression de la marge nette d'intérêt de 8.6 % et des performances de l'activité de marché à fin Décembre 2023 comparé à fin 2022.

En social, le produit net bancaire de CIH BANK s'établit à 3 700,2 MDH, en croissance de +32,8% par rapport à Décembre 2022.

Le coût du risque en consolidé s'établit à 1 280,6 MDH soit une augmentation de 116,9 % comparé à Décembre 2022. Le taux du coût du risque à fin Décembre 2023 s'établit ainsi à 1,16 % contre 0,71% une année auparavant. Cette hausse reflète la politique de provisionnement prospective et prudente adoptée par le Groupe.

En social, le coût du risque s'élève à 851,1 MDH contre 344,8 MDH correspondant respectivement à un taux de coût du risque de 1,13% en Décembre 2023 contre 0,48% à fin 2022.

Le résultat net consolidé s'élève à 776,9 MDH contre 710,9 à fin Décembre 2022, soit une hausse de 9,3%. Le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 710,4 MDH à fin Décembre 2023 contre 669,1 MDH à fin Décembre 2022.

En social, le résultat net s'élève à 620,0 MDH à fin Décembre 2023 contre 592,7 MDH par rapport à fin 2022 soit une progression de 4,6%.

Faits Marquants

Durant l'année 2023, Le Groupe CIH BANK a poursuivi son effort de financement de l'économie nationale et d'inclusion financière particulièrement envers les femmes et les jeunes. Cette dynamique de croissance s'est appuyée sur le développement de ses services digitaux et sur l'extension régulière du réseau de la Banque et de ses filiales avec l'ouverture de 14 nouvelles agences et l'installation de 100 nouveaux GAB, portant ainsi le nombre total d'agences à 408 et de GAB à 844. Ainsi 460.000 nouveaux clients ont rejoint le groupe CIH BANK.

Dans le cadre de sa stratégie de diversification, CIH BANK a accordé une importance particulière à l'amélioration des services dédiés à la clientèle professionnelle avec une spécialisation de certaines agences à la clientèle entreprise ainsi que le lancement de nouvelles offres dédiées (Code Maalem, Offre pack PME et l'Offre Pro Sayidati).

Le groupe a aussi poursuivi l'enrichissement des fonctionnalités sur les canaux digitaux confirmant sa position en tant qu'acteur de référence en la matière : E-chèque PRO, Apple Pay, Code 212 dédié aux Marocains du Monde.

A fin 2023, Le groupe CIH BANK a initié la première opération de titrisation synthétique d'actifs en devises au Maroc en lançant le fonds «FT Synthésium». La réussite d'une telle opération innovante témoigne de la confiance des investisseurs ainsi que celle des autres parties prenantes.

La Banque a clôturé l'opération d'acquisition de BMCI Asset Management spécialisée en gestion d'OPCVM dont la dénomination devient « CIH Capital Management » afin d'offrir à sa clientèle diversifiée de nouveaux produits innovants de placement et de gestion d'épargne.

La croissance de l'activité et la diversification des emplois de la banque vers la clientèle entreprise a conduit la banque à mettre en place une stratégie de couverture prospective et prudente des risques.

Suite à la survenance d'anomalies dans certaines opérations de factoring avec quelques clients, CIH BANK a rapidement réagi et mis en place les mesures correctives permettant à la banque de recouvrer ses droits et de sauvegarder ses intérêts.
Il est à noter que l'ensemble du portefeuille factoring a fait l'objet d'une analyse exhaustive. Les comptes arrêtés à fin Décembre 2023 comprennent les provisions couvrant les risques résiduels et les risques prospectifs à date, relatifs à cette activité.

Décision du Conseil

A l'issue de la présentation des résultats annuels et après avoir entendu les rapports des Comités d'Audit et des Risques ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes sociaux et consolidés au 31 Décembre 2023.

Le Conseil d'Administration a approuvé la politique de provisionnement prospective et prudente adoptée et note avec satisfaction les performances commerciales et financières réalisées.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire, la distribution d'un dividende de 14 DH par action.

Le Conseil d'Administration félicite l'ensemble des équipes du Groupe CIH BANK pour leur engagement et leur mobilisation en faveur des clients et de l'ensemble des parties prenantes.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2023

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :

- Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
- Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
  - Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
  - Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, les actifs financiers à la juste valeur par Capitaux Propres et les instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers

Bases de présentation

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.
Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.
Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Certaines catégories d'actifs telles que les terrains et constructions sont évaluées à la juste valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions Exploitation :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût amorti qui correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeurs.

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément aux options offertes par la norme IAS 40, Avant l'exercice 2022, les immeubles de placement étaient comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

A partir du 01.01.2022, les immeubles de placement sont comptabilisés à la juste valeur selon la norme IAS 40, l'impact du changement de méthode réalisé a été comptabilisé en capitaux propres pour un montant global de 266 985 KMAD.

CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1er janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location.

Pour tout contrat de location simple et de financement, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est enregistrée au compte de résultat sur la ligne « Charges des autres activités » ainsi que la charge d'intérêt sur la dette.

Options retenues :

Pour identifier les contrats de location qui entrent dans le périmètre de la norme, voici les critères retenus :

Le Groupe a utilisé les deux mesures de simplification proposées par la norme IFRS 16 portant sur les contrats à court terme (durée de 12 mois ou moins) et sur les contrats à actifs sous-jacents de faible valeur, dont la valeur est inférieure ou égale au seuil proposé par l'IASB, à savoir 5000 USD.

Durée retenue : La durée pendant laquelle le Groupe a généralement utilisé des types particuliers de biens (loués ou détenus en propre) auparavant et les raisons économiques sous-jacentes ont été utilisées pour déterminer si le groupe a la certitude raisonnable d'exercer une option ou de ne pas l'exercer.

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée des paiements de loyers et des paiements estimés à la fin du contrat (pénalités de résiliation le cas échéant et la garantie de la valeur résiduelle si applicable).

Le taux utilisé pour l'actualisation de ces paiements est le taux d'endettement marginal qui correspond au taux de refinancement sur le marché financier sur des durées équivalentes à celles des dettes locatives.

TEST DE DEPRECIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.
Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.
Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.
La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.
- ***Niveau 1 :*** justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif ;
- ***Niveau 2 :*** justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
- ***Niveau 3 :*** justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS9 « Instruments financiers », remplace la norme IAS39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :
- La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2023

Liens entre le classement sous IAS 39 et le classement sous IFRS 9 :

Le premier critère vise à comprendre la manière dont sont gérés, par le métier, les actifs au niveau du portefeuille. Le modèle de gestion correspond à la stratégie de gestion définie par le management.

L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :
- La collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

		Modèle de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre-Vente
Test SPPI*	Satisfaction	Coût amorti	juste valeur par OCI recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfaction	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat

(*) Le test SPPI permet d'analyser les caractéristiques des flux de trésorerie d'un contrat/produit et d'apprécier (au regard des dispositions de la norme) si ceux-ci sont composés uniquement du remboursement du principal et d'intérêts sur le principal restant dû.

La grille d'analyse du modèle de gestion, grille dédiée à la première application de la norme IFRS 9, permet de documenter le modèle de gestion, selon les critères IFRS 9, en considérant notamment les axes suivants :
- Description de la nature d'activité de chaque portefeuille : stratégie, intention de gestion, catégories d'instruments utilisés ;
- Analyse des opérations de cession ;
- Analyse des indicateurs de performance de l'activité. Cette grille d'analyse est renseignée par portefeuilles homogènes.

Dépréciation des actifs sous IFRS9

Le modèle de dépréciation prévoit d'une part, l'anticipation des pertes en se basant sur les pertes attendues (ECL) et d'autre part, la prise en compte de prévisions macro-économiques dans la détermination des paramètres de risque (Forward looking).

Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS 9 pour le CIH concerne :
• Les créances envers la clientèle
• Les créances envers les établissements bancaires
• Le portefeuille titres

S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité : Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise(BE).

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origination du crédit. Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

• **Bucket 1** (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis le comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait dans une période de 12 mois après la clôture comptable.

• **Bucket 2** (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit.

• **Bucket 3** (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) → Comptabilisation d'un dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif financier.

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENRTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :
• Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
ou
• Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
- Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
ou
- Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:
• Prime de fin de carrière ;
• Prime d'ancienneté ;
• Indemnité de départ à la retraite anticipé.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2023

Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé
Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues	Indimités de départ à la retraite		Autres avantages long erme	
	31-Déc-23	31-Déc-22	31-Déc-23	31-Déc-22
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,00%	3.8%	5,00%	3.8%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	2474	2434	2474	2434
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,0% et 1,5%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.
Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

IFRIC 23

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est une interprétation qui précise la manière dont les risques liés aux impôts sur le résultat doivent être présentés dans les comptes annuels.
Elle clarifie les dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.
IFRIC 23 donne le choix aux entreprises d'appliquer la norme, pour la première fois au 1er janvier 2019, selon l'une des deux approches suivantes :
• Approche totalement rétrospective selon la norme IAS 8, si une entité peut le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori ;
• Approche partiellement rétrospective, avec prise en compte de l'effet cumulatif de la première application dans le RAN ou dans d'autres éléments appropriés des capitaux propres du bilan d'ouverture ;

Le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective partielle en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires », ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».
Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017.

L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.
Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.
Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelières des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPÔT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.
Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.
La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :
• Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;
Ou
• Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2023

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).
Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.
Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

Regroupements d'entreprises

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :
• La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
• Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;
Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.
Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.
Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

Goodwill

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.
Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.
Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.
Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.
Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

Recours À des estimations

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.
Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.
Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :
• Provisions pour dépréciation des créances clients ;
• Goodwill ;
• Provisions pour risques et charges ;
• Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure 'Entité Structurée' : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).
Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.
Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.
La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.
En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :
1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :

• L'activité banque ;
• L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC ;
• Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques de CIH BANK s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.
Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités de CIH BANK et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

• La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

• Modalité d'exercice de la Direction Générale :
- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.
Le système de gouvernance des risques adopté par CIH BANK s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière de CIH BANK. Il arrête les orientations stratégiques de la banque et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale de CIH BANK et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques de CIH BANK à travers, notamment, le Comité des Risques et le Comité d'Audit.

Rôle de la direction générale

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition de CIH BANK aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Structures et Organisation
Le Dispositif de gestion des risques est organisé comme suit :
• La Direction Gestion et Contrôle des Risques et La Direction Risque Opérationnel et Contrôle permanent sont rattachées à la Gestion Globale des Risques & Contrôle Permanent.
• La Direction des Engagements Groupe, La Direction de la Surveillance du risque de contrepartie et le Pôle Recouvrement sont rattachés au Financement et Recouvrement
• La Direction Contrôle de gestion et ALM est rattachée au Pôle Stratégie, Finances et Développement
• L'entité Lutte Anti Blanchiment est rattachée au Pôle Conformité.
• L'entité Sécurité des Systèmes d'Information est rattachée au Pôle Système d'Information.
• Le Contrôle périodique est pris en charge par le Pôle Audit et Inspection Groupe.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2023

Les Comités relevant de la Direction Générale
- Le Comité de Management des Risques ;
- Le Comité de Management des Risques ;
- Le Comité Contrôle Interne ;
- Le Comité Risques Opérationnels et Contrôle Permanent ;
- Le comité de pilotage des risques de crédit ;
- Le Comité des Engagements ;
- Le Comité de Recouvrement ;
- Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
- Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
- Le Comité de Suivi du Contentieux ;
- Le Comité de Provisionnement ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité Trésorerie et placement ;
- Le Comité risque nouveaux produits et services ;

Les Comités émanant du Conseil d'Administration :
- Le Comité des Risques ;
- Le Comité d'Audit ;
- Le Comité des Grands Engagements et Investissements.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, CIH BANK a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration de CIH BANK.

Identification

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques de CIH BANK. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

Mesure

CIH BANK a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet à CIH BANK de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, CIH BANK a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Des modèles de notation sont également élaborés pour les segments professionnels, banques et assurances. Les systèmes de notation font l'objet de revue et back-testing réguliers.

Aussi, dans un objectif d'industrialisation et d'amélioration de ses traitements, CIH BANK a mis en place une base Engagements qui centralise l'ensemble des données des contrats d'engagements de la clientèle et les informations y afférentes. En effet, cette base permet de mettre à niveau les outils de pilotage et de reporting et de faciliter le processus de production et d'accès à l'information clé.

CIH BANK a également lancé un projet d'automatisation des crédits corporate. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de digitalisation, de certification et de monitoring des activités de la banque et aussi afin de créer une nouvelle dynamique lui permettant d'améliorer son efficience interne et par conséquent la qualité du service de ses clients.

CIH BANK a lancé en 2022 un projet Excellence crédit aux entreprises qui vise à soutenir la croissance des Crédits Entreprises, en dotant CIH BANK d'une organisation et de processus performants pour absorber l'évolution des volumes et améliorer la qualité de service à la clientèle.

Maîtrise

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

En plus des limites réglementaires, le dispositif de limites, actuellement en vigueur à CIHBANK, couvre les différents risques, dont les risques de crédit, de concentration, de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, CIH BANK a déployé le dispositif ICAAP et appétence au risque. En effet, l'appétence au risque constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie. Elle est exprimée au moyen d'indicateurs clés tels que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont ainsi définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de la banque.

Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'activité (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

Aussi, CIH BANK a mis en place un dispositif PRCI Plan de redressement interne qui s'inscrit dans un cadre réglementaire régi par la circulaire n°4/W/2017 publiée en Juillet 2017. Il permet d'élaborer des mesures adéquates qui garantiront la viabilité financière de la banque en réaction à d'éventuels chocs extrêmes et de documenter ces mesures dans un plan de redressement avant qu'une crise ne se produise.

En plus des attentes du régulateur, le PRCI présentera des opportunités pour la banque lui permettant d'anticiper les chocs et se préparer à leur gestion, de renforcer la confiance du régulateur dans la banque, et d'identifier les éléments structurels permettant de rationaliser l'organisation et gagner en efficacité. Il constitue également un outil d'aide à la stratégie et à l'optimisation de l'allocation des ressources financières.

Contrôle et surveillance

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels et un contrôle de deuxième niveau par la Conformité et le Contrôle Permanent pour ce qui est du risque de non-conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction Gestion et Contrôle et des Risques, Direction Risque Opérationnel et Contrôle Permanent, Direction de la Comptabilité, Direction de Surveillance de Risque de Contrepartie, ...). Le Pôle Audit et Inspection Groupe assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction gestion et contrôle des risques, de la Direction Risque opérationnels et contrôle Permanent et de la Direction de Surveillance de Risque de Contrepartie consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Eléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

CIH BANK a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadré par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits.

a. Principes de base régissant l'activité de crédit

L'activité de crédit au CIH BANK s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants :
- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.
- Système de délégation de pouvoir approprié.
- Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

b. Politiques Risques

La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par un ensemble de politiques risques organisées en une politique risque chapeau et des politiques risques par thème.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risques opérationnels, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :
- Politique Risque Banque de l'entreprise ;
- Politique Risque Banque de l'immobilier ;
- Politique Risque Banque des particuliers ;
- Politique Risque marché des professionnels ;
- Politique de provisionnement ;
- Charte des risques sensibles.

c. Comités Crédit

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité crédit. On distingue entre :
- Les comités d'octroi, notamment :
  - Comité des Grands engagements et investissements
  - Comités des Engagement et investissements/
  - Comité de délégation DGA/Pôle
  - Comité middle market
  - Comité Banque des particuliers et professionnels
- Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
  - Comité de provisionnement ;
  - Comité grands risques ;
  - Comité risques sensibles ;
  - Comité de pilotage risque de crédit ;
  - Comité risque nouveaux produits et services
  - Comité Management des risques.
- Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques, le Comité d'Audit et le Comité des Grands Engagements et Investissements.

d. Procédures Engagements

Le processus d'octroi de crédit chez CIH BANK est encadré par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose, entre autres, sur les principes suivants :
- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Analyse financière de la contrepartie
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision via le Comité Compétent,
- Respect de nos politiques risques,
- Respect du système de délégation des pouvoirs.
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches :

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2023

- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements ;
- Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
- Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
- Déblocage / Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.

Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

e. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit

De par l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit aux particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé.

Dans la continuité de sa stratégie de digitalisation, CIHBANK a lancé un projet d'industrialisation des crédits corporate.

f. Surveillance et pilotage du risque de crédit

Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit

Le suivi de la gestion du risque de crédit à CIH BANK est assuré par la Gestion Globale des Risques et recouvrement, notamment :
- La Direction Gestion et Contrôle des risques Groupe, au travers des entités suivantes : Pilotage de la solvabilité et solidité financière, Risk Analytics et Modélisation.
- La Direction de Surveillance de Risque de Contrepartie : Pilotage et surveillance du risque crédit, classification et provisionnement des créances.
- La Direction des Engagements Groupe : entités : Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, et Evaluation & Analyse du risque de contrepartie.
- En plus des banques commerciales, notamment : Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de l'Entreprise, de l'Immobilier et de l'Investissement.

Parallèlement aux structures centrales en charge de la gestion des risques de crédit, les structures de back office engagements distribués par les Banques opérant dans les différents segments assurent notamment un suivi quant aux conditions d'éligibilité des clients et produits relevant de leur domaine de compétence et interviennent conformément aux règles et procédures encadrant l'octroi et la gestion courante des engagements se rapportant à leur portefeuille.

Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction Contrôle et Gestion des Risques Groupe, la Direction de Surveillance de Risque de Contrepartie et la Direction des Engagements. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agrégée à travers :
- L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement ;
- La re-notation annuelle du portefeuille de crédits ;
- Le suivi technique des projets immobiliers ;
- La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit ;
- Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers ;
- Le suivi des seuils réglementaires, des limites internes, des limites groupe, des ratios prudentiels et du coût du risque ;
- Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
- Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reportings sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de Management des Risques et au comité de Pilotage des Risques de Crédit.

Système de notation de la banque

CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, la Promotion Immobilière, les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit.
Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client. L'outil a été déployé en 2021/2022 pour matérialiser le processus de notation des Entreprises, des Etablissements de crédit et des Pro/TPE.

Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue annuel L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.

- Modèle de notation des particuliers :
La notation des prêts des particuliers consiste en l'affectation d'une note aux crédits à l'habitat et à la consommation destinés aux clients particuliers sur la base de critères relatifs, d'une part à la signalétique client (Age, Situation familiale, ...) et d'autres relatifs au comportement prêt et compte (montant du prêt, durée du prêt, impayé...).

La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II. La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie. Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque mensuellement.

- Modèle de notation des entreprises :
Le modèle de notation pour les entreprises est à dires d'experts et a été actualisé et backtesté. A cet effet, Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité et de critères liés au comportement interne et externe du client. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.

Modèle de notation de la promotion immobilière :
La note pour la promotion immobilière est la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite par le Middle office de la banque de l'immobilier à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.

Modèle de notation des Professionnels :
Le modèle de notation des professionnels consiste, d'une part, en une notation de comportement des clients professionnels de CIH BANK vis-à-vis de leurs engagements envers la banque et d'autre part, la notation à l'octroi des clients souhaitant bénéficier de nouveaux crédits.

Modèle de notation des Banques et Assurances :
Le modèle de notation des banques et assurances s'appuie sur le profil financier de ces dernières. En effet, le premier pilier du processus d'évaluation est la prise en compte de la situation financière de l'institut (de crédit ou d'assurance) à noter. La note financière se basant sur des ratios à calculer à partir des bilans consolidés selon deux dimensions : la solvabilité et la liquidité. Après le calcul de la note finale, celle-ci peut être forcée sur la base des critères d'ajustement définis.

Revue des garanties

Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction Gestion et Contrôle des Risques lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

Dispositif de suivi du risque de concentration

La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.
Ce dispositif est étoffé par le processus ICAAP et appétence aux risques.

Limites fixées en termes de risque de crédit

Le suivi du risque de crédit et de concentration est étoffé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus des ratios réglementaires dont le Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR) :

- Limites par segment : des limites sont fixées pour la branche entreprise, et la branche promotion immobilière en pourcentage des fonds propres.
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limites de contrepartie (activité de marché).
- Limites définies dans le cadre de l'ICAAP et de l'appétence au risque.

Ces limites sont validées par les Comités Compétents. La politique de risques du CIHBANK prévoit une révision annuelle éventuelle ou à l'occasion de tout changement dans les spécificités relatives à l'activité du crédit ou à l'aversion de la banque au risque de crédit.

Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR)

Les exigences réglementaires, en termes de coefficient maximum de division des risques CMDR, imposent que les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 20% des fonds propres. Cet indicateur est fortement suivi par BAM et les instances de gouvernance. En cas de dépassement, le montant sera déduit des fonds propres.
Au 31/12/2023, le CMDR est inférieur à 20% pour l'ensemble des contreparties et est, par conséquent, conforme aux exigences réglementaires.

Processus de traitement des créances sensibles

La Direction Contrôle et Gestion des Risques Groupe procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.
Les risques de crédit sont recensés trimestriellement pour alimenter la Watch-List de la Banque. Ils font l'objet de fiches renseignées par les métiers et sont présentées au Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions.
Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.

A partir de 2020, CIHBANK a ajouté, au niveau de la cartographie des risques, une nouvelle classe interne de suivi du risque appelée Weak List en amont de la classe sensible. Il s'agit de contreparties détectées par le processus de suivi des risques sensibles, examinées également lors du Comité Risques Sensibles mais dont le niveau de risque, compte tenu d'autres éléments apportés à la connaissance de comité, n'atteint pas un niveau de risque justifiant leur inscription en WL. Néanmoins, elles nécessitent un suivi particulier.

En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une analyse par le Comité recouvrement grands comptes.
Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires à risques significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

Système de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle. En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, de l'Immobilier et de l'Investissement, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.
Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune desdites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement.

Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex : incidents de paiement) ou externe (ex: Centrale des risques), la notation/score. Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent ;
Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...) ;
L'avis réservé ou défavorable de la Gestion globale des Risques et Recouvrement/Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

I. RISQUE OPERATIONNEL

Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.
Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

a. Principes de Gestion des Risques Opérationnels

Les Principes directeurs de Gestion des Risques Opérationnels se déclinent comme suit :

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2023

1. La Gestion des risques opérationnels est la responsabilité de tous : Toutes les entités de CIH BANK, les responsables opérationnels ainsi que les employés à tous les niveaux sont concernés par la gestion des risques opérationnels relevant de leur responsabilité et de la mise en œuvre des actions permettant de gérer ces risques.

2. L'approche par les processus et l'unicité du référentiel : Le dispositif de gestion des risques opérationnels est construit autour d'une approche par les processus : La cartographie des processus étant un référentiel commun et unique au sein de CIH BANK.

3. Articulation des contrôles : La cartographie des risques est l'axe principal autours duquel s'articule la mise en place des contrôles de premier et de deuxième niveau.

4. La hiérarchisation des risques opérationnels : Le dispositif de gestion de risques opérationnel doit permettre de traiter de manière prioritaire les risques opérationnels importants pour CIH BANK.

5. La gestion des risques opérationnels est un processus intégré aux autres processus : La gestion des risques opérationnels est un élément à part entière de la planification de la stratégie et de la gestion opérationnelle.

6. Le processus de gestion des risques opérationnels est un processus évolutif, en amélioration constante : Le processus de gestion des risques opérationnels doit être constamment amélioré afin de refléter les meilleures pratiques et d'augmenter la performance de CIH BANK. La performance du processus de gestion des risques opérationnels pourra être évaluée suivant ces critères : Implication des dirigeants, participation étendue à l'ensemble de la banque, démarche structurée, suivi continu et reporting régulier, informations sur les risques relatifs à tous les niveaux d'activités et fonctions.

7. La gestion des risques opérationnels est un processus supervisé : Les organes d'administration de la gestion de risques (Conseil d'administration et Comité Risques) doivent obtenir régulièrement une vision de l'état des lieux sur les risques opérationnels majeurs et sur le dispositif de contrôle qui leur est associé.

8. Le processus de gestion des risques opérationnels est auditable : Le contrôle de l'efficacité du processus de gestion des risques opérationnels doit être effectué de manière indépendante.

Les reportings produits par la Direction Risques Opérationnels et Contrôle Permanent sont adressés au Comité Risques Opérationnels (trimestriel), au Comité Management des Risques (Trimestriel), au Comité Contrôle Interne, au Comité Risques, au Comité d'Audit (trimestriel)

b. Politiques et procédures risques opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.

Aussi, les risques opérationnels de type Crise - interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

c. Processus de gestion des risques opérationnels

La Direction des Risques Opérationnels et Contrôle Permanent, rattachée à la Gestion globale des risques et recouvrement, est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers :
- L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
- Le traitement des risques opérationnels ;
- Le suivi du risque opérationnel.

Pour assoir ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :

Collecte des incidents
La collecte des incidents de la banque couvre toutes les activités bancaires et ce via le recueille et l'analyse de différentes sources de données notamment : les données relatives aux pertes, aux charges et aux provisions.

Collecte des Indicateurs clés « KRI »
L'objectif de ce dispositif est de suivre des indicateurs chiffrés susceptibles de donner des informations sur l'environnement de risque et de contrôle (à priori et à postériori) avec comme objectifs :
- Avoir des indicateurs pertinents observés ou calculés pour qualifier et quantifier la présence du risque opérationnel ;
- Permettre au Management et au Risk Manager de compléter et contrôler les informations qui remontent dans la base des incidents et d'évaluer la pertinence du dispositif de maîtrise des risques mis en place ;

Cartographie des risques opérationnels
CIH BANK a mis en place une cartographie des risques opérationnels qui s'appuie sur la cartographie des processus de la banque. Ce dispositif permet de cartographier et évaluer les risques opérationnels et les contrôles visant à les maîtriser et ainsi identifier les risques résiduels devant faire l'objet d'un suivi

Cet outil est évolutif et vise à intégrer les risques liés à l'évolution de l'activité du CIHBANK.

CIH BANK dispose d'un outil SIGR qui supporte l'ensemble du processus de gestion des risques opérationnels. cette outil permet de gérer la cartographie des risques opérationnels, le dispositif de contrôle permanent, le processus de collecte des incidents, ainsi que le référentiel PCA.

Sécurité SI
CIH BANK a mis en place un dispositif de sécurité SI comprenant notamment :
Les contrôles sont intégrés au fonctionnement courant des opérations d'administration des SI. Ces contrôles sont réalisés systématiquement par les personnes attributaires des tâches d'administration ou de supervision. Ces derniers assurent la surveillance et la maîtrise des risques liés aux opérations qu'ils réalisent au titre de leurs fonctions.

Ces contrôles sont intégrés au niveau de l'outil d'automatisation des contrôles internes et sont alimentés régulièrement par les unités opérationnelles.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des audits de sécurité et des tests d'intrusion sont réalisés chaque année en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière. L'objectif étant d'évaluer en continu le niveau de sécurité des plateformes et applications de la banque et en particulier celles exposées sur Internet, et le cas échéant entreprendre les actions correctives nécessaires pour pallier les faiblesses constatées.
Un volet cybercriminalité est suivi au niveau des comités suivants : Comité Organisation et SI, Comité risque opérationnel et Comité des Risques.

d. Le plan de Continuité des Activités

Le plan de continuité des activités est piloté par la direction des Risques Opérationnels et du Contrôle permanent. Ce dispositif est documenté, et comporte les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.

Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement…

Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque, le siège et les agences CIH BANK. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

e. Gestion des risques liés aux activités externalisées

CIH BANK a mis en place un dispositif d'évaluation et de suivi des risques liés aux activités externalisées, dont les principes directeurs et les modalités de fonctionnement sont formalisés dans une politique dédiée
A ce titre, le dispositif d'évaluation des risques d'encadrement des activités externalisées s'articule autour des trois phases suivantes :
• La gestion en amont
• La gestion courante de la prestation et l'exercice d'évaluation/réévaluation annuelle
• L'évaluation post contractuelle

Dans le cadre d'une externalisation, toute entité propriétaire de prestations externalisées doit les piloter, procéder au suivi des risques qui les bordent et veiller à la mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs de maîtrise des risques prévus. Ce suivi est coordonné avec la « Direction Patrimoine, Achat et logistiques ».

La direction des Risques Opérationnels et du Contrôle Permanent pilote des exercices d'évaluation/réévaluation périodique de la criticité des activités externalisés et du niveau de maîtrise des prestataires aux regard des risques identifiés.

Cet exercice permet d'avoir une visibilité sur la qualité des prestations fournies et du niveau d'engagement des prestataires et permet de monitorer le niveau d'exposition au risque liés aux activités externalisées et de mettre en place les plans d'actions adéquats

f. Gestion des Risques Nouveaux produits

CIH BANK a veillé à renforcer son processus de lancement des nouveaux produits/services et nouvelles activités et étendre son cadre aux nouveaux processus. Il vise principalement à établir un cadre sécurisé de lancement en permettant notamment de :

• S'assurer que l'analyse spécifique des risques a été conduite de manière rigoureuse dans le but de les couvrir et de prendre en compte les risques résiduels ;
• S'assurer que l'ensemble nouveaux produits et services, processus et nouvelles activités sont bien couverts par l'évaluation des risques avant leur mise en production/marché ;

Le périmètre d'application couvre les nouveaux produits, services, nouvelles activités, Nouveaux processus et tout changement significatif sur l'offre existante.
Le processus d'évaluation et de suivi des risques inhérents à un nouveau produit/Service/Activité/Processus s'imbrique avec les principales étapes qui cadencent le processus de son lancement : Le cadrage, la conception et mise en œuvre du nouveau produit, la phase de lancement et la phase de bilan post lancement

Ce processus, coordonné par la direction des Risques Opérationnels et du Contrôle Permanent permet d'évaluer l'ensemble des risques potentiels : Non-conformité, crédit, marché, opérationnels, financiers, juridiques, fiscaux, de réputation, environnemental et social…

Ainsi, une première analyse des risques est effectuée, et permet de fournir une évaluation du niveau d'exposition aux différents risques induits par le nouveau produit, et de définir les plans d'atténuation à mettre en œuvre pour maîtriser les risques significatifs.

Un bilan des réalisations relatives aux plans d'atténuation des risques est réalisé et permet donc d'évaluer le risque résiduel. Cette information est nécessaire à la prise de décision quant au lancement du nouveau produit, qui peut alors être avec ou sans réserve.

II. RISQUE DE MARCHE

Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :
• Les risques relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Stratégie et Politique Risques

a. Politique Risque de marché

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK a mis en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de taux, de change, et de contrepartie.

CIH BANK exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

A cet effet, la politique CIH BANK couvre les opérations et éléments de marché suivants :
• Opérations Change et monétaires avec Banques locales : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
• Opérations Change et monétaires avec Banques locales : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
• Opérations Change et monétaires avec Banques étrangères (Change spot, Prêt/Emprunt en Devises) : Pour la gestion de la position de change ou la trésorerie devises de CIH BANK, la SDM traite des opérations spot ou termes devises vs devises, et des opérations de prêt/Emprunt en devises.
• Opérations de change avec les clients (Change Spot, Change à terme) : La position de change doit respecter l'équilibre en Panier (60% EUR, 40% USD). Le risque de marché de la position de change est le risque du niveau du Panier contre le cours central. La marge de fluctuation du Panier est de +/-5% contre le cours central tel que défini par Bank Al-Maghrib au 09 Mars 2020.
• Portefeuilles Compte Propre : PTF de négociation, PTF d'investissement et PTF de placement.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2023

CIH BANK a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.
L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

b. Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de Marchés des Capitaux s'articulent autour d'un nombre d'entités et de directions qui interagissent pour la réalisation, la validation, le dénouement, la comptabilisation des opérations et la gestion des risques et des limites y afférent :

• Banque de l'Entreprise, de l'Immobilier et de l'Investissement : Pôle Investissement :
- Direction Marché des Capitaux,
- Direction Corporate Finance.

• Direction Finances, Services à la Clientèle et Canaux alternatifs :
- Direction Contrôle de gestion et ALM,
- Direction Comptabilité et fiscalité,
- Direction Flux et transactions (BO).

• Direction Gestion et Contrôle des Risques :
- Entité Risques de marché,
- Le Middle office salle des marchés.

Rôle de la Salle Des Marchés/ Direction Marché des Capitaux
La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.
Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.
Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

La direction marché des capitaux a pour principales missions :
• Traitement des opérations de change de la clientèle,
• Structuration de placements pour les clients,
• Gestion des portefeuilles pour compte propre,
• Gestion et optimisation de la trésorerie de la banque.

La Direction Corporate Finance est en charge de la gestion du portefeuille Actions pour compte propre.

Rôle de la Direction Contrôle et Gestion des Risques
Dans le cadre des activités de marché, la direction Gestion et Contrôle des Risques a pour rôle l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi. Par ailleurs, elle est en charge du contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites, la production quotidienne des résultats et la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites…).

Deux entités sont en charge du suivi des activités de marché :
• L'entité Risques sur Activités de Marché pour le renforcement du contrôle et du suivi des risques liés aux activités de marché, à travers notamment :
- La mesure et l'évaluation des risques de marché.
- Le suivi et le contrôle des activités de marché.
- La production et l'analyse des scénarii de stress
- L'élaboration des reporting risques.
- La mise en place du dispositif des limites des risques de marchés.
- Le suivi du respect des limites internes et réglementaires.

• L'entité middle office salle de marché, pour le contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites de contreparties, la production quotidienne des résultats, ainsi que la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites…).

c. Périmètre des activités de marché

Les activités de marchés chez CIH BANK portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.

CIH BANK exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

CIH BANK a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

CIH BANK dispose d'un catalogue de produits de la Salle des Marchés contenant les fiches de produits. Ce catalogue est élaboré par la Direction Marchés des Capitaux (Salle des Marchés), revu par la Direction Gestion et Contrôle des Risques et par le Comité de Trésorerie et de Placements puis validé par la Comité des Engagements.
Le catalogue est enrichi au fur et à mesure du développement des activités de marché.

Dispositif de gestion, de suivi et de mesure des risques de marché :
Sur l'activité pour compte propre, CIH BANK dispose au 31/12/2023 de :
• Un portefeuille de négociation dont l'encours est de **5 138 MDH**.
• Un portefeuille d'investissement MAD dont l'encours est de **3 759 MDH**.
• Un portefeuille d'investissement en devises dont l'encours est de **4 307 MDH**.
• Un portefeuille de placement dont l'encours global est de **1 790 MDH constitué principalement de titres obligataires, d'OPCVM et d'OPCI**.

Le portefeuille d'investissement a pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité de trésorerie et de placement et l'entité Gestion Actif Passif rattachée aux Finances, Moyens et Traitements.

Le portefeuille de placement a pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Le portefeuille de négociation a pour objectif de réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (Système d'information) et au niveau comptable.
Sur l'activité pour le compte de la clientèle, la position de change du CIH BANK s'établit à 120 MDH au 31/12/2023.
Ces activités sont suivies au quotidien par le front Office, le middle Office salle des marchés et les risques de marché. Un Comité de trésorerie hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse de l'activité de marché.

a. Mesure et gestion des risques de marché

CIH BANK a mis en place un dispositif de mesure des risques de marché reposant sur le calcul de la Value at Risk (VAR) et un système de limites.

Value at Risk
Le modèle de VaR utilisé est la VaR historique calculée via des scenarii historiques des facteurs de risques inhérents au portefeuille de négociation.

Cette perte maximale (VAR) au titre du 4ème trimestre 2023 affiche les résultats suivants :
• **Activité Taux :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 17 Millions de dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 12 Millions de dirhams à fin Décembre.
- Le backtesting effectué durant le 4ème trimestre 2023 n'affiche aucun dépassement.

• Activité Change :La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 1,2 Millions dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 838 Mille dirhams à fin Décembre.
- Le backtesting effectué durant le 4ème trimestre 2023 affiche 1 dépassement du backtesting hypothétique de la VaR suite à des mouvements extrêmes du marché.

Système de limites :
L'activité de marché est-elle encadrée par des limites réglementaires et d'autres
• Limites réglementaires définies par Bank Al Maghrib (10% des Fonds Propres par devises, et 20% des Fonds Propres pour la position de change globale longue ou courte).
• Limites internes : change en nominal, tailles des portefeuilles, sensibilité, par type de produit, par contrepartie et des seuils d'alerte liés au P&L.

Situation des portefeuilles de marché au 31/12/2023 :
• Le Portefeuille de transaction affiche : **5 138 MDH**
- Sensibilité : **0,82 MDH** équivalent à la perte en cas d'une hausse 1bp de la courbe des taux.
- Duration du PTF : **1,31 ans**.
- P&L Net : **95 MDH**.

• Position de change : **119 MDH**
- P&L : **487 MDH.**

• Placement - Portefeuille obligataire : **106 MDH**
- Sensibilité PTF : **0,53.**
- Duration du PTF : **0,58 ans**.
- P&L latent : **47 KDH**

• Placement – OPCVM MAD : **23 MDH**
- Rendement PTF : **4,7%.**
- P&L latent : **1 MDH**

• Placement – OPCVM en devises : **43 MDH**
- Rendement PTF : **-20%.**
- P&L latent : **-11 MDH**

• Placement – OPCI : **1 613 MDH**

• Portefeuille d'investissement MAD : **3 759 MDH**
- Sensibilité : **1,68.**
- Duration du PTF : **1,73 ans.**

• Portefeuille d'investissement DEVISE : **4 307 MDH**

b. Outils de gestion du risque de marché :

Les activités de Marchés s'appuient sur des outils permettant le traitement sécurisé des opérations, notamment :
• Application Front to Back (KONDOR) qui permet le traitement, le dénouement et le contrôle de toutes les opérations effectuées par la salle : en cours de mise en place.
• Outils pour le calcul de la consommation des fonds propres, le calcul de la VAR, la réalisation des stress tests et la production des reportings.

Risque de règlement-livraison
Le risque de règlement-livraison représente le risque que, lors du dénouement d'une opération sur un marché financier, une défaillance empêche la contrepartie de livrer le produit, alors que CIH BANK a déjà honoré ses engagements envers cette dernière.

Ce risque est encadré par des limites de contrepartie en distinguant entre les contreparties bénéficiant d'une convention avec la salle des marchés et les autres.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

La gestion Actif-Passif est assurée par la Direction ALM et Contrôle de Gestion qui est rattachée à la Direction Finances, Services à la Clientèle & Canaux Alternatifs.
La Direction Gestion et Contrôle des Risques rattachée à la Direction Gestion Globale des Risques et Recouvrement, assure le suivi des limites de taux et de liquidité et l'élaboration des stress tests.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la banque subisse une perte en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt (conjuguée aux différences entre les natures de taux et les maturités des actifs et des passifs).
La mesure du risque de taux porte sur le risque de taux structurel du bilan, à l'exclusion du risque sur le portefeuille de trading éventuel (portefeuille de négociation) qui est mesuré par des dispositifs propres dans le cadre des risques de marché.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2023

Le risque de taux est mesuré par la variation de la VAN (valeur actuelle nette) des gaps de taux fixe, entraînée par une variation des taux selon les 6 scénarios :
a. Hausse parallèle de la courbe des taux de +200pb ;
b. Baisse parallèle de la courbe des taux de -200pb ;
c. Hausse des taux courts de +300pb ;
d. Baisse des taux courts de -300pb ;
e. Pentification de la courbe des taux
f. Aplatissement de la courbe des taux

a. Politique en matière de gestion du risque de taux d'intérêt
Pour assurer une gestion saine et exhaustive des risques de taux, CIH BANK bâtit sa stratégie de gestion ALM sur les normes d'évaluation, de contrôle et de reporting déclinées dans la politique ALM.

La stratégie ALM adoptée au CIHBANKBANK s'articule autour des principes suivants :
• Une production d'indicateurs synthétiques et compréhensibles (gaps de taux, sensibilité du bilan, ...) calculés conformément aux conventions bancaires et à la réglementation ;
• La fiabilité et l'exhaustivité des indicateurs produits. Pour ce faire un contrôle est effectué en amont sur la fiabilité et la complétude des inputs par le biais d'une analyse de cohérence comptable ;
• La communication régulière aux instances de pilotage (Comité ALM, Comité d'Audit, Comité Management des Risques,) de reportings portant sur les indicateurs produits, des explications et commentaires appropriés et des solutions proposées ;
• La déclinaison des recommandations et instructions exprimées par les instances de pilotage (augmentation de capital, émission obligataire, ...etc.) aux entités opérationnelles pour mise en œuvre ;
• La veille réglementaire, méthodologique et opérationnelle ;
• Le respect des pistes d'audit dudit dispositif aussi bien pour les volets techniques que les volets documentaires.
La gestion des risques de taux d'intérêt au CIHBANK est assurée par la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur les principes suivants :
• La prise en compte de contraintes de gestion du risque de taux lors de la fixation des objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement ;
• La mise en place de limites maximales admissibles sur la valeur et la marge du CIHBANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de taux d'intérêt
CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de taux d'intérêt, notamment :
• Le calcul des Gaps de taux fixe sur les maturités allant de JJ- à la maturité à plus de 20 ans, selon les time-band définis par la réglementation ;
• La sensibilité MNI à court terme (sur un horizon d'un an)
• La sensibilité EVE sur un horizon allant jusqu'à 20ans
• La mise en place de limites relatives aux risques de taux avec les dépassements éventuels ;
En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de taux et respecter les limites.

c. Limites taux
Les limites en termes de taux d'intérêt sont proposées par la Direction Contrôle et Gestion des risques et validées par le Comité des Risques, sont les suivantes :
• Limite de la sensibilité court terme (des tombées des gaps de taux fixe sur les maturités inférieures ou égales à un an) : fixée à un pourcentage du MNI prévisionnel.

• Limite de la sensibilité de l'EVE des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, fixée à pourcentage des Fonds Propres de base T1.

d. Evaluation du risque global de taux
La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH BANK se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (JJ, 2 à 7 J, 8 à 15 J, 16 à 30 J, 1 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 9 mois, 9 à 12 mois, 1 à 2 ans, 2 à 3 ans...15 à 20 ans et plus de 20 ans) Ces gaps sont ensuite actualisés.
La variation entre la EVE calculée avec les taux actuels et la EVE calculée sous chaque scénario de choc, permet de déduire la sensibilité des fonds propres aux variations des taux.
Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2023 :
• Une sensibilité de l'EVE, à une variation de la courbe des taux, de –289 MDH soit 3,82% des fonds propres de base T1 ;
• Une sensibilité MNI, à une variation de +200 pb, de +91 MDH, soit +3,88% de la MNI prévisionnel.
Une sensibilité MNI, à une variation de -200 pb, de -91,9 MDH, soit -3,92% de la MNI prévisionnel.

e. Outils de gestion du risque de taux
Pour assurer la gestion des risques de taux, l'entité ALM utilise des applications Excel alimentées par le système d'informations de la banque.

f. Résultats des stress tests relatifs aux risques de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire.
La sensibilité EVE, aux variations de la courbe des taux à fin décembre 2023 :
• En cas de hausse parallèle des taux de 2%, une sensibilité de –122 MDH soit 1,61% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de baisse parallèle des taux de 2%, une sensibilité de -127 MDH soit 1,69% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de hausse des taux courts de 3%, une sensibilité de -35 MDH soit 0,46% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de baisse des taux courts de 3%, une sensibilité de +25 MDH soit 0,34% des fonds propres de base T1 ;
• En cas d'aplatissement de la courbe, une sensibilité de -33 MDH soit 0,44% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de pentification de la courbe, une sensibilité de -289 MDH soit 3,82% des fonds propres de base T1 ;

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne puisse pas, à un moment donné, faire face à ses engagements en liquidité dans des conditions acceptables. Ce risque s'applique à l'ensemble du bilan et doit être apprécié en conditions normales et exceptionnelles.

a. Politique en matière de gestion du risque de liquidité
CIHBANK est doté d'un dispositif de mesure et de surveillance du risque de liquidité dont les principes sont explicités dans la politique ALM. La gestion du risque de liquidité au CIHBANK se déroule selon un schéma organisationnel défini dans la politique ALM. Plusieurs organes et entités y participent directement ou indirectement. Une saine gestion des risques ALM implique la mise en place d'une stratégie formalisée basée sur les fondamentaux suivants :
• Une évaluation de l'impact de la stratégie commerciale sur l'évolution du bilan en volume et en structure jumelée à une politique adéquate de financement ;
• Les objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement avec leurs contraintes ;
• Le niveau de couverture à assurer en termes de liquidité et les alternatives de financement sur des horizons court, moyen et long terme ;
• Les impacts maximums admissibles sur la valeur et la marge de CIH BANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de liquidité
CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de liquidité, notamment :
• Le calcul des Gaps de liquidité sur les maturités court et moyen et long termes (en flux) ;
• La mise en place en place de limites relatives au risque de liquidité avec les dépassements éventuels ;
En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de liquidité et respecter les limites.

c. Limites liquidité
Ces limites proposées par la Direction Gestion et Contrôle des Risques et validées par le Comité d'audit, sont les suivantes :
• Limite du gap statique de liquidité à 1 mois.
• Limite du gap de liquidité dynamique sur l'exercice en cours.
• Limites de transformation.

d. Le ratio de liquidité
Le ratio LCR en social s'établit à 195% à fin Décembre 2023 contre 119% à fin Juin 2023. Il est conforme aux exigences de Bank Al Maghrib.

Par ailleurs, le ratio LCR consolidé s'établit à 189% en Décembre 2023 contre 122% en Juin 2023.

e. Evaluation du risque de liquidité
Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle. La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés.

Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire. La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
• Calcul des gaps de liquidité (en flux) sur les maturités allant de JJ à la maturité à plus de 20 ans, selon les time-band définis par la réglementation
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité.

f. Stress tests liquidité
CIHBANK effectue, conformément aux recommandations réglementaires et à la politique ALM des stress tests sur le risque de liquidité. Ces Stress Tests sont réalisés avec une fréquence mensuelle et font l'objet d'un suivi régulier par le comité ALM, le comité des Risques et le comité Management des risques.

Les stress tests sur le risque de liquidité consistent à appliquer plusieurs stress scénarii avec des niveaux de chocs différents d'un scénario à l'autre. L'impact est ensuite mesuré sur le besoin additionnel de trésorerie, le ratio besoin de trésorerie/total actifs liquides et réalisables.

A fin décembre 2022, les actifs liquides et disponibles permettent de couvrir le besoin éventuel de liquidité suite aux différents chocs.

Couverture des gaps de taux et de liquidité

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces mesures peuvent se traduire, entre autres, par :

• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

Suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction Gestion et Contrôle des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Un comité trésorerie hebdomadaire est tenu pour le suivi, entre autres, de la liquidité de la banque. Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH BANK. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité Risques.

RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

En application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels du CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires sur base consolidée arrêtés au 31/12/2023 s'établissent à 9 241 MDH contre 9 614 MDH à fin Décembre 2022, soit une diminution de 373 MDH.

Les fonds propres de catégorie 1 sur base consolidée s'établissent 7,6 milliards de dirhams intégrant 4,52 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 1,7 milliards de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 519 millions de dirhams d'intérêts minoritaires et de 1,46 milliards de dirhams d'instruments de fonds propres additionnels versés. Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent du Goodwill pour un montant de 297 MDH, les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 309 millions de dirhams. Les fonds propres de catégorie 2 sur base consolidée s'établissent à 1,64 milliards de dirhams composés principalement d'emprunts obligataires.

Le ratio CET1 prévisionnel sur bases consolidées et sociales est comme suit :

En Mdh	Déc-23 Réalisé	Juin-24 P*	Déc-24 P*	Juin-25 P*
Ratio de fonds propres CET1 (base sociale)	8,67%	8,68%	8,70%	8,72%
Ratio de fonds propres CET1 (base consolidée)	8,30%	8,34%	8,37%	8,40%

*Prévisionnel sous réserve de validation du budget

Au 31 Décembre 2023, le ratio de solvabilité sur base consolidée s'établit à 12.51% contre 14,04% au 31/12/2022.

ENKDH	Décembre 2023
Fonds Propres CET1	6,135,177
Fonds Propres Additionnels	1,463,461
Fonds Propres TIER 1	7,598,638
Fonds Propres TIER 2	1,642,159
Fonds Propres Admissibles	9,240,797
Total des Actifs Pondérés	73,877,056
Risques de Crédit pondérés	66,215,557
Risques de Marché pondérés	728,138
Risques Opérationnels pondérés	6,933,361
Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8%)	**8.30%**
Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9%)	**10.29%**
Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12%)	**12.51%**

CARACTÉRISTIQUES CONTRACTUELLES DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES FONDS PROPRES

Les caractéristiques des dettes subordonnées se présentent comme suit au 31/12/2023 :
(en milliers MAD)

Au 31/12/2023			
Date Emission	**Taux Actuel**	**Durée (Ans)**	**Capital Restant Dû en Kdh**
09/01/2015	4,75%	10	53 300
18/05/2018	4,02%	10	82 600
09/01/2015	4,75%	10	626 500
09/01/2015	3,87%	10	320 200
15/12/2016	3,82%	10	39 400
15/12/2016	3,8%	10	960 600
18/05/2018	4,02%	10	417 400
18/05/2018	4,1%	10	500 000
28/12/2018	6,23%	10	150 000
28/12/2018	5,73%	10	350 000
28/07/2022	5,41%	10	800 000

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin Décembre 2023 représentent 66,2 milliards de dirhams soit 90% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 5,3 milliards de dirhams.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2023, Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 58,3 millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 6,9 milliards de dirhams au 31 Décembre 2023 pour une exigence en fonds propres de 554,7 millions de dirhams.

ELEMENTS D'INFORMATION SUR BASE INDIVIDUELLE DES FILIALES SIGNIFICATIVES

La filiale établissements de crédits du CIH BANK à savoir SOFAC CREDIT déclare, sur base consolidé son ratio de solvabilité à Bank-Al-Maghrib en respect des circulaires 26/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur le risque de crédit et de la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit.

A fin Décembre 2023 Les fonds propres réglementaires de SOFAC CREDIT s'établissent à 1,15 milliards de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élèvent à 9,41 milliards de dirhams. Le ratio de solvabilité s'établit à 12,24%.

Projet ICAAP :

Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième pilier de Bale 2, CIH BANK a déployé un processus ICAAP et appétence aux risques permettant l'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres internes.

Ce dispositif a été validé par le Comité des risques et le Conseil d'Administration et fait l'objet d'une présentation à Bank Al Maghrib.

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires de Bank Al Maghrib et en se basant sur les pratiques observées au niveau international.

Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH BANK, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne.

Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH BANK.

Le dispositif de mesure et du suivi du besoin de capital interne fera l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées au sein de CIH BANK.

La fonction fondamentale de l'ICAAP est de permettre à CIH BANK de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque.

CIH BANK a également défini son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.

L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque. L'objectif de la formalisation de l'appétence au risque est de permettre à la Direction générale et au Conseil d'administration de formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de CIH BANK. Les résultats issus des exercices d'ICAAP sont rapportés annuellement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin de leur permettre d'apprécier en permanence les risques inhérents à l'activité de la Banque et ceux susceptibles de se matérialiser par des impacts négatifs sur les fonds propres.

Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH BANK, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne.

Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH BANK.

Le dispositif de mesure et du suivi du besoin de capital interne fera l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées au sein de CIH BANK.

La fonction fondamentale de l'ICAAP est de permettre à CIH BANK de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque.

CIH BANK a également défini son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.

L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque. L'objectif de la formalisation de l'appétence au risque est de permettre à la Direction générale et au Conseil d'administration de formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de CIH BANK. Les résultats issus des exercices d'ICAAP sont rapportés annuellement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin de leur permettre d'apprécier en permanence les risques inhérents à l'activité de la Banque et ceux susceptibles de se matérialiser par des impacts négatifs sur les fonds propres.

(en milliers MAD)

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2023

BILAN CONSOLIDE

ACTIF IFRS	2023.Déc	2022.Déc
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP	3.844.472	3.202.155
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**6.956.738**	**9.274.996**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5.229.458	6.887.169
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.727.280	2.387.827
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**756.287**	**824.992**
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	43.656	68.532
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	712.630	756.459
Titres au coût amorti	8.371.427	8.688.795
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.355.171	3.856.360
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	90.754.890	83.423.310
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	462.338	413.409
Actifs d'impôt différé	662.668	647.275
Comptes de régularisation et autres actifs	3.113.970	2.158.535
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mise en équivalence	47.861	39.805
Immeubles de placement	1.836.139	1.670.408
Immobilisations corporelles	2.347.871	2.242.651
Immobilisations incorporelles	627.378	539.293
Ecart d'acquisition	296.531	174.884
TOTAL ACTIF	**125.433.741**	**117.156.869**

BILAN CONSOLIDE

PASSIF IFRS	2023.Déc	2022.Déc
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	17.688.066	18.071.735
Dettes envers la clientèle	74.159.350	68.905.888
Titres de créance émis	14.727.502	12.364.164
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	799.373	462.401
Passifs d'impôts différés	364.127	646.674
Compte de régularisation et autres passifs	5.025.576	4.519.745
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	680.141	622.957
Subventions et Fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	4.446.524	4.480.252
Capitaux propres	**7.543.081**	**7.083.052**
Capital et réserves liées	3.051.978	3.051.978
Réserves consolidées	**3.528.568**	**3.101.585**
Réserves consolidées - Part du groupe	2.859.842	2.599.028
Réserves consolidées - Part des minoritaires	668.725	502.557
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**185.568**	**218.525**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	185.568	218.525
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires	-	-
Résultat net de l'exercice	**776.967**	**710.964**
Résultat net de l'exercice - Part du groupe	710.393	669.086
Résultat net de l'exercice - Part des minoritaires	66.574	41.878
TOTAL PASSIF	**125.433.741**	**117.156.869**

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

	2023.Déc	2022.Déc
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	4.712.108	3.949.878
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	-1.906.052	-1.365.448
MARGE D'INTERETS	**2.806.056**	**2.584.431**
Commissions (produits)	704.492	558.712
Commissions (charges)	-344.295	-267.409
MARGE SUR COMMISSIONS	**360.197**	**291.303**
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**959.996**	**342.930**
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	304.650	44.192
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	655.346	298.738
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**36.527**	**83.595**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-898
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	36.527	84.493
Gains ou pertes nets des instruments financiers disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par KP en actifs financiers à la JVR	-	-
Produits nets des activités d'assurance	-	-
Produits des autres activités	615.145	492.181
Charges des autres activités	-309.719	-276.455
PRODUIT NET BANCAIRE	**4.468.202**	**3.517.984**
Charges générales d'exploitation	-1.789.154	-1.659.501
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-202.469	-201.329
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**2.476.579**	**1.657.154**
Coût du risque de crédit	-1.280.559	-590.369
RESULTAT D'EXPLOITATION	**1.196.020**	**1.066.785**
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	44.112	36.041
Gains ou pertes nets sur autres actifs	82.814	11.526
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	**1.322.946**	**1.114.351**
Impôts sur les bénéfices	-545.979	-403.387
Résultat net des d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	**776.967**	**710.964**
Résultats Minoritaires	66.574	41.878
RESULTAT NET PART DU GROUPE	**710.393**	**669.086**

FLUX DE TRESORERIE

	2023.Déc	2022.Déc
Résultat avant impôts	**1.322.946**	**1.114.351**
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	253.865	234.982
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	989.966	523.717
+/- dotations nettes aux provisions	64.397	34.177
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(44.112)	(36.041)
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	195.868	155.573
+/- autres mouvements	(251.966)	123.555
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**1.208.018**	**1.035.965**
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	(1.950.676)	4.258.425
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	(3.312.096)	(3.366.001)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	4.741.598	(2.159.346)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	252.121	(516.754)
Impôts	(831.720)	(483.412)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**(1.100.773)**	**(2.267.087)**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**1.430.191**	**(116.771)**
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	(143.738)	(244.328)
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(447.650)	(260.643)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	**(591.388)**	**(504.971)**
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(162.759)	(427.346)
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(33.728)	788.954
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**(196.487)**	**361.608**
Effet de la variation de reclassement et changement de méthode sur la trésorerie		
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**642.317**	**(260.134)**
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**3.202.155**	**3.462.289**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	3.202.155	3.462.289
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissement de crédit	-	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**3.844.472**	**3.202.155**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	3.844.472	3.202.155
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissement de crédit	-	-
Variation de la trésorerie nette	**642.317**	**(260.134)**

(en milliers MAD)

NOTE-A8 - TITRES AU COÛT AMORTI

	2023.Déc	2022.Déc
Obligations, bons du trésor et valeurs assimilées	**3.889.633**	**5.289.119**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	3.889.633	5.289.119
Autres titres de créance	**4.481.794**	**3.399.676**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	4.481.794	3.399.676
Juste valeur au bilan	**8.371.427**	**8.688.795**

NOTE-A9 - IMPOTS DIFFERES

	2023.Déc	2022.Déc
Actifs d'impôts différés	**662.668**	**647.275**
Passifs d'impôts différés	364.127	646.674
Position nette	**298.540**	**601**

NOTE-A9 BIS - IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

	2023.Déc	2022.Déc
impôts courants	**462.338**	**413.409**
impôts différés	662.668	647.275
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	**1.125.006**	**1.060.685**
impôts courants	799.373	462.401
impôts différés	364.127	646.674
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	**1.163.500**	**1.109.076**

NOTE-A1 - VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, SCP

	2023.Décembre		2022.Décembre	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	1.472.697	-	1.557.346	-
Banques centrales, ccp	2.371.775	-	1.644.809	-
Total	3.844.472	-	3.202.155	-

CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liés au Capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au : 2022.Décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.619.735**	**218.525**	**5.670.733**	**526.371**	**6.197.104**
Autres changements de méthodes comptables, corrections d'erreurs et autres mouvements	-	-	-	287.419	-	287.419	18.064	305.483
Augmentation de capital CIH BANK	219.505	-	-	360.960	-	580.465	-	580.465
Capitaux propres corrigés : 2022.Décembre	**3.051.978**	**-**	**-**	**3.268.114**	**218.525**	**6.538.617**	**544.435**	**7.083.052**
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-430.708	-	-430.708	-33.355	-464.063
Resultat de l'exercice	-	-	-	710.393	-	710.393	66.574	776.967
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	-	-	-	5.944	-27.283	-21.340	-	-21.340
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	5.944	-27.283	-21.340	-	-21.340
Variation de périmètre	-	-	-	11.005	-	11.005	139.998	151.003
Capitaux propres au : 2023.Décembre	**3.051.978**	**-**	**-**	**3.564.748**	**191.241**	**6.807.967**	**717.652**	**7.525.619**
Autres changements de méthodes comptables, corrections d'erreurs et autres mouvements	-	-	-	5.488	-5.673	-186	17.648	17.462
Capitaux propres corrigés : 2023.Décembre	3.051.978	-	-	3.570.236	185.568	6.807.782	735.299	7.543.081

NOTE-A6 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2023.Déc	2022.Déc
Crédit de trésorerie	**1.171.428**	**269.256**	**12.667.274**	**841.321**	**14.949.279**	**15.245.607**
comptes à vue débiteurs	-	269.256	4.410.457	156.457	4.836.171	4.269.841
créances commerciales sur le maroc	-	-	1.451.284	-	1.451.284	1.545.678
crédits à l'exportation	-	-	54.001	103.147	157.148	221.864
autres crédits de trésorerie	1.171.428	-	6.751.532	581.717	8.504.677	9.208.226
Crédits à la consommation	**-**	**-**	**-**	**16.424.398**	**16.424.398**	**13.797.779**
Crédits à l'équipement	**-**	**-**	**8.878.761**	**-**	**8.878.761**	**8.325.305**
Crédits immobiliers	**83.677**	**-**	**10.120.301**	**23.504.082**	**33.708.060**	**33.930.590**
Autres crédits	**-**	**10.573.473**	**10**	**25.401**	**10.598.883**	**6.567.305**
Créances acquises par affacturage	**704.031**	**-**	**2.584.061**	**-**	**3.288.093**	**2.490.577**
Intérêts courus à recevoir	**-**	**16.479**	**99.137**	**50.701**	**166.317**	**145.222**
Créances en souffrance	**-**	**-**	**998.570**	**6.427.092**	**7.425.663**	**6.637.240**
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**-1.224.656**	**-3.502.675**	**-4.727.331**	**-3.742.321**
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances irelatives aux opérations de réassurance et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres prêts et créances	-	3.570	-	39.198	42.768	26.006
TOTAL	1.959.136	10.862.777	34.123.458	43.809.518	90.754.890	83.423.310

NOTE-A2-BIS - CATEGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

	2023.Déc	2022.Déc
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**6.956.738**	**9.274.996**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5.229.458	6.887.169
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.727.280	2.387.827
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**756.287**	**824.992**
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	43.656	68.532
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	712.630	756.459
Actifs financiers au coût amorti	**104.481.487**	**95.968.465**
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.355.171	3.856.360
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	90.754.890	83.423.310
Titres au coût amorti	8.371.427	8.688.795
Autres actifs financiers détenus au coût amorti	-	-

(en milliers MAD)

NOTE-A5 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	2023.Déc	2022.Déc
A VUE	**4.562.108**	**2.142.560**
Comptes ordinaires	3.974.977	2.167.037
Prêts et comptes au jour le jour	611.237	0
Valeurs reçues en pensions au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	-24.106	-24.478
A TERME	**793.947**	**1.714.684**
Comptes et prêts à terme	752.723	1.706.167
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pensions à terme	-	-
Créances rattachées	41.224	8.517
Autres prêts et créances à terme	-	-
TOTAL BRUT	**5.356.055**	**3.857.244**
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établisements de crédit	-884	-884
TOTAL NET	**5.355.171**	**3.856.360**

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION

	2022. Décembre	Augmentation	Diminution	Autres flux	2023. Décembre
Valeur brute	302.811	50.279	-	-	353.090
Amortissement et dépréciation	-90.743	-241.589	10.761	-	-321.571
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**212.068**	**-191.310**	**10.761**	**-**	**31.519**
Valeur brute	339.826	162.684	-9.287	-	493.223
Amortissement et dépréciation	-159.972	153.240	-	-	-6.732
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**179.854**	**315.925**	**-9.287**	**-**	**486.492**
TOTAL IMMOBILISATIONS	**391.922**	**124.615**	**1.474**	**-**	**518.011**

Actifs au titre de droits d'utilisation (Preneur)

	2023.Décembre	2022.Décembre
Immobilisations corporelles	2.347.871	2.242.651
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	31 519	57.108
Immobilisations incorporelles	627.378	539.293
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	486.492	334.813

Passifs au titre de dettes locatives

	2023.Décembre	2022.Décembre
Comptes de régularisation et autres passifs	5.025.576	4.519.745
Dont: dettes locatives	74.482	58.407

Détail des charges de contrats de location

	2023.Décembre	2022.Décembre
Intérêts et charges assimilées	**-1.906.052**	**-1.365.448**
Dont: charges d'intérêts sur dettes locatives	-17.527	-17.114
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	**-202.469**	**-201.329**
Dont: dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-8.281	-4.408

ALLOCATION DES PERTES ATTENDUES AU 31/12/2023

Portefeuille Créances sur les Etablissements de Crédit

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2023	5.356.055	-	-	5.356.055
Encours Hors Bilan au 31/12/2023	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2023	884	-	-	**884**
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2023	-	-	-	-

Portefeuille Créances sur la Clientèle

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2023	77.843.432	9.356.322	8.282.466	95.482.220
Encours Hors Bilan au 31/12/2023	18.640.423	381.193	330.138	19.351.754
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2023	426.133	1.261.908	3.039.290	4.727.331
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2023	72.194	59.134	105.345	236.673

Portefeuille Titres au Coût Amorti

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2023	8.371.427	-	-	8.371.427
Encours Hors Bilan au 31/12/2023	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2023	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2023	-	-	-	-

Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2023	756.287	-	-	756.287
Encours Hors Bilan au 31/12/2023	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2023	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2023	-	-	-	-

NOTE-A10 - COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	2023.Déc	2022.Déc
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	278.982	157.564
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	147.080	104.996
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	590.007	523.068
Autres débiteurs et actifs divers	2.097.901	1.372.907
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	**3.113.970**	**2.158.535**
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	24.241	350
Comptes d'encaissement	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	2.688.471	2.284.484
Autres créditeurs et passifs divers	2.312.865	2.234.911
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	**5.025.576**	**4.519.745**

NOTE-A13 - PARTICIPATION DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
AJARINVEST	47.861	110.280	186.284	203.241	44.112
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	**47.861**	**110.280**	**186.284**	**203.241**	**44.112**

NOTE-A14 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

	Valeur brute 2022.Déc	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variations de périmètre	Valeur brute 2023.Déc
Immeubles de placements	1.670.408	413.202	-214.496	-32.975	1.836.139
TOTAL	**1.670.408**	**413.202**	**-214.496**	**-32.975**	**1.836.139**

NOTE-P15 - DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

	2023.Décembre	2022.Décembre
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.052.000	3.078.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1.300.000	1.326.306
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	94.524	75.947
TOTAL	**4.446.524**	**4.480.252**

NOTE-P4- DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	Bank Al-Maghreb, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilées au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	2023.Décembre	2022.Décembre
Comptes ordinaires créditeurs	**-**	**469.464**	**47.952**	**324.376**	**841.792**	**377.031**
Valeur données en pension	**6.953.402**	**-**	**-**	**-**	**6.953.402**	**11.092.000**
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	6.953.402	-	-	-	6.953.402	11.092.000
Emprunts de trésorerie	**2.469.000**	**4.954.767**	**641.261**	**-**	**8.065.028**	**4.833.618**
- au jour le jour	-	-259	144.261	-	144.001	144.261
- à terme	2.469.000	4.955.026	497.000	-	7.921.026	4.689.357
Emprunts financiers	**-**	**-25.052**	**392.046**	**1.345.354**	**1.712.347**	**1.711.908**
Autres dettes	**-**	**26.230**	**-**	**-**	**26.230**	**26.080**
Intérêts courus à payer	**36.944**	**13.267**	**36.108**	**2.947**	**89.266**	**31.098**
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	**9.459.345**	**5.438.676**	**1.117.367**	**1.672.677**	**17.688.066**	**18.071.735**

(en milliers MAD)

GOODWILL

	2022.Déc	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	2023.Déc
Valeur brute	**174.884**	**-**	**124.543**	**-**	**296.531**
SOFAC	174.884	-	-	-	174.884
CIH CAPITAL MANAGEMENT	-	-	-	-	68.900
BADEEL	-	-	-	-	52.747
Cumul des pertes de valeur	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Valeur nette au bilan	**174.884**	**-**	**-**	**-**	**296.531**

NOTE-A15- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2023.Décembre			2022.Décembre		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	2.312.900	517.839	1.795.061	2.180.102	478.481	1.701.621
Equipement, mobilier, installations	840.494	526.651	313.842	633.982	427.149	206.833
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	807.697	568.730	238.968	845.080	510.882	334.198
TOTAL	**3.961.091**	**1.613.220**	**2.347.871**	**3.659.164**	**1.416.512**	**2.242.651**

NOTE-A16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2022.Décembre	Autres mouvements	Acquisitions	Cessions ou retraits	2023.Décembre
Valeur brute	964.160	6.377	307.477	-227.252	1.050.763
Amortissement et dépréciation	-424.867	-9.435	-40.224	51.140	-423.385
NET	**539.293**	**-3.057**	**267.253**	**-176.112**	**627.378**

NOTE-PER - ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Détail des charges	2023.12	2022.12
Salaires	616.251	576.216
Charges du personnel des exercices antérieurs	603	-
Cotisations sociales	207.681	195.045
Autres rémunérations du personnel	84.959	80.969
TOTAL	**909.494**	**852.230**

Effectif fin de période	2023.12	2022.12
Employés	641	610
Cadres	1.648	1.610
TOTAL	**2.289**	**2.220**

	2023.12
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2022	**(197.855)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(19.538)
Reprise pour utilisation / prestations payées	11.406
OCI	(7.555)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2022	**(213.542)**
	2023.12
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2023	**(213.542)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(20.078)
Reprise pour utilisation / prestations payées	40.847
OCI	13.771
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 30 Décembre 2023	**(179.002)**

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-23	31-déc-22	31-déc-23	31-déc-22
Engagement net	**64.940**	**67.048**	**94.354**	**100.249**
Limitation de l'actif de retraite	0	0	0	0
Coûts des services passés non reconnus	0	0	0	0
Gains/Pertes actuariels non reconnus	0	0	0	0
Actif/Provision net figurant au bilan	**64.940**	**67.048**	**94.354**	**100.249**

SENSIBILITÉ DE L'ENGAGEMENT PAR RAPPORT AU TAUX D'ACTUALISATION

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-23	31-déc-22	31-déc-23	31-déc-22
Sensibilité de l'engagement	**-5,6%**	**-6,2%**	**-6,8%**	**-7,0%**
Sensibilité du coût des services	-8,4%	-9,1%	-10,7%	-11,4%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	13,3%	18,5%	11,8%	17,4%

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	2023.Décembre	2022.Décembre
Dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-202.568	-194.160
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	99	-7.169
Total dotations	**-202.469**	**-201.329**

NOTE-R1 - MARGE D'INTERETS

	2023.12	2022.12
Sur opérations avec les établissements de crédit	118.724	64.079
Sur opérations avec la clientèle	4.257.444	3.668.768
Intérêts courus et échus sur titres de créance	10.169	23.126
Intérêts courus et échus sur titres au coût amorti	317.137	189.896
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	8.635	4.009
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**4.712.108**	**3.949.878**
Sur opérations avec les établissements de crédits	208.076	103.507
Sur opérations avec la clientèle	933.318	673.174
Titres de créance	178.988	92.970
Titres au coût amorti	18.593	34.553
Sur dettes représentées par titres	376.511	317.723
Sur dettes subordonnées	186.467	140.913
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	
Sur opérations de crédit-bail	4.099	2.608
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Charges d'intérêts	**1.906.052**	**1.365.448**
MARGE D'INTERET	**2.806.056**	**2.584.431**

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR

	2023.12	2022.12
GAINS OU PERTS NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JV	**996.523**	**426.525**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	959.996	342.930
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	304.650	44.192
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	655.346	298.738
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**36.527**	**83.595**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-898
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	36.527	84.493

NOTE-R4 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

	2023.Décembre	2022.Décembre
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtellière	7.988	5.613
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-826	-331
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & reprises sur immeubles de placement	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	607.156	486.567
Autres charges	-308.893	-276.125
Produits et charges des autres activités	**305.426**	**215.725**

NOTE-R5 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	2023.Décembre	2022.Décembre
Charges de personnel	874.953	865.923
Impôts et taxes	59.799	49.714
Services extérieurs et autres charges	854.402	743.865
Charges d'exploitation	**1.789.154**	**1.659.501**

(en milliers MAD)

NOTE-R2 - MARGE SUR COMMISSIONS

	2023.Décembre			2022.Décembre		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**158.046**	**82.382**	**75.664**	**135.686**	**78.467**	**57.219**
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	2.242	-2.242	-	3	-3
Sur opérations avec la clientèle	109.165	-	109.165	93.834	-	93.834
Sur opérations sur titres	4.510	4.252	258	3.650	2.692	958
Sur opérations de change	44.372	75.889	-31.517	38.202	75.772	-37.570
Sur opérations sur instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	**546.446**	**261.913**	**284.533**	**423.026**	**188.942**	**234.084**
Produits nets de gestions d'OPCVM	13.515	-	13.515	14.065	-	14.065
Produits nets sur moyens de paiement	350.398	-	350.398	271.560	-	271.560
Autres	182.533	261.913	-79.380	137.402	188.942	-51.540
Produits nets des commissions	**704.492**	**344.295**	**360.197**	**558.712**	**267.409**	**291.303**

COUT DU RISQUE

	2023.Décembre	2022.Décembre
Dotations aux provisions	**1.596.020**	**999.780**
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	1.483.040	971.295
Provisions pour dépréciations des titres	-	-
Provisions pour risques et charges	112.979	28.485
Reprises de provisions	**377.156**	**407.321**
Reprises de provisions pour dépréciations des prêts et créances	362.236	399.045
Reprises de provisions pour dépréciations des titres	-	-
Reprises des provisions pour risques et charges	14.920	8.275
Variation des provisions	**1.218.864**	**592.459**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	88.536	24.936
Récupération sur prêts et créances amorties	-26.841	-27.026
Autres pertes	-	-
COUT DU RISQUE	**1.280.559**	**590.369**

NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

	2023.Décembre	2022.Décembre
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**-44.511**	**14.216**
Plus value de cession	-44.259	16.387
Moins value de cession	-252	-2.170
Titres de capitaux propres consolidés	**-**	**-258.250**
Plus value de cession		-
Moins value de cession	-	-258.250
Gains ou pertes sur autres actifs	**127.326**	**255.560**
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	**82.814**	**11.526**

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2023.Décembre	2022.Décembre
Charge d'impôts exigibles	-831.720	-483.412
Charge d'impôts différés	285.741	80.025
Charge d'impôt de la période	**-545.979**	**-403.387**

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2023.Décembre	2022.Décembre
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	1.322.946	1.114.351
Taux d'impôt théorique	37,75%	37,00%
Impôt théorique	-499.412	-412.310
Ecart taux mère/filiales	47.894	15.194
Effet différences permanentes	-160.385	-142.510
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés		-
Effet des autres éléments	-65.925	-136.239
Charge effective d'impôts	**-545.979**	**-403.387**

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de financements et de garantie donnés	**20.696.317**	**15.550.441**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	317.451	126.698
Engagements de financement en faveur de la clientèle	12.429.377	10.055.505
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1.027.112	3.163.658
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6.922.378	2.204.580
Engagements de financements et de garantie reçus	**27.126.928**	**24.522.748**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	598.015	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	26.528.914	24.522.748

NOTE-R11 - ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	2023.12	2022.12
Résultat net	**776.967**	**710.964**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**185.568**	**218.525**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres	185.568	218.525
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-	-
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	**962.535**	**929.488**
part du groupe	895.961	887.611
part des minoritaires	66.574	41.878

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

	2023.12	2022.12
Résultat net part du Groupe	710.393	669.086
Nombre d'actions ordinaires émises	30.519.784	30.519.784
Résultat par action de base et dilué en dh	**23,3**	**21,9**

NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

	2023.Décembre	2022.Décembre
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Ecarts d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	**-**	**-**

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	31-déc-23		31-déc-22		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Société mère
CIH COURTAGE	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
CIH PATRIMMO	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
LANACASH	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SOFAC	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFASSUR	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFAC STRUCTURED FINANCE	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
TIVOLI	Maroc	89,36%	89,36%	89,36%	89,36%	Intégration globale
CREDITLOG 3	Maroc	-	-	N/A	N/A	Sortie du périmètre
UMNIA BANK	Maroc	40,00%	100,00%	40,00%	100,00%	Intégration globale
GHOSN ENNAKHIL	Maroc	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%	Intégration globale
AJARINVEST	Maroc	40,00%	40,00%	40,00%	40,00%	Mise en équivalence
BADEEL	Maroc	66,30%	66,30%	-	-	Intégration globale
CIH CAPITAL MANAGEMENT	Maroc	100,00%	100,00%	-	-	Intégration globale

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	Entreprises consolidées par intégration globale
ACTIF	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-
Prêts et créances	-2.676.499
Comptes de régularisation et autres actifs	-36.669
PASSIF	
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-
Compte de régularisation et autres passifs	-627.318
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-
RESULTAT	
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	-72.131
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	72.083
Commissions (produits)	-34.992
Commissions (charges)	14.951
Autres	20.581

(en milliers MAD)

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2023. Décembre
TOTAL BILAN	112.118.420	15.835.858	691.680	-3.212.217	125.433.741
Dont	-	-	-	-	-
ELEMENTS D'ACTIF	-	-	-	-	-
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, ccp	3.825.264	17.870	1.338	-	3.844.472
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	6.671.566	27.102	70.852	-1.414.349	5.355.171
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	78.057.853	13.933.820	25.365	-1.262.150	90.754.890
Immobilisations corporelles	997.533	204.632	1.145.706	-	2.347.871
Immobilisations incorporelles	589.796	34.175	3.407	-	627.378
ELEMENTS DU PASSIF	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	13.341.491	6.462.958	294.924	-2.411.308	17.688.066
Dettes envers la clientèle	71.011.442	3.271.649	49.851	-173.592	74.159.350
Titres de créance émis	11.389.883	3.337.619	-	-	14.727.502
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	4.390.369	56.155	-	-	4.446.524
Capitaux propres	6.633.807	812.917	96.358	-	7.543.081

SECTEURS OPÉRATIONNELS

COMPTE DE RESULTAT	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2023. Décembre
Marges d'intérêt	2.245.557	585.557	-25.011	-47	2.806.056
Marge sur commissions	296.434	83.204	601	-20.041	360.197
Produit net bancaire	3.638.843	664.857	243.090	-78.588	4.468.202
Résultat d'exploitation	740.814	298.773	155.942	492	1.196.020
Résultat net	426.129	180.668	170.171	-	776.967
Résultat net part du groupe	436.578	119.783	154.032	-	710.393

NOTE-P5 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	secteur public	Entreprises Financiéres	Entreprises non financières	Autre clientèle	2023.Décembre	2022.Décembre
Comptes ordinaires créditeurs	781.603	1.989.696	8.110.440	34.191.844	45.073.583	42.983.454
Comptes d'épargne	-	-	-	10.190.497	10.190.497	9.486.897
Dépôts à terme	687.869	374.456	1.389.137	9.966.548	12.418.010	11.922.182
Autres comptes créditeurs	12.167	870.807	156.054	3.209.528	4.248.557	2.827.726
Intérêts courus à payer	167	77	80.306	68.590	149.140	129.774
Autres dettes envers la clientèle	73	45.414	475.319	1.558.757	2.079.564	1.555.855
TOTAL	1.481.879	3.280.450	10.211.257	59.185.764	74.159.350	68.905.888

NOTE-P6 - TITRES DE CRÉANCE ÉMIS

	2022.Décembre	Augmentation	Diminution	2023.Décembre
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	12.161.300	3.696.400	-1.379.667	14.478.033
Intérêts courus non échus / titres de créances négociables	88.225	-	-	197.183
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Intérêts courus non échus / emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	41.248	-	-41.248	-
Intérêts courus non échus / autres dettes représentées par un titre	73.391	-	-	52.285
Total	12.364.164	3.696.400	-1.420.915	14.727.502

NOTE-P13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2022.12	Augmentation	Diminution	Autres	2023.12
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	185.539			-	185.539
Provisions pour risques et charges	235.851	109.131	-31.046	1.664	315.600
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	213.542	20.078	-40.847	-13.771	179.002
TOTAL	634.933	129.209	-71.893	-12.108	680.141

Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca

mazars
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

GROUPE CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (GCIH)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2023. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 7.543.081, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 776.967.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier arrêtés au 31 décembre 2023, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 21 février 2024

Les commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON Membre Réseau Grant Thornton International (SA) 7, Bd Driss Slaoui - Casablanca Tél. 05 22 54 44 00 - Fax. 05 22 20 05 75

Ghali GUESSOUS
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL 101, Boulevard Abdelmoumen 20360 Casablanca Tél. : 05 22 42 34 25 Fax : 05 22 24 04 00

Taha FERDAOUS
Associé

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2023

Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH-BANK arrêté au 31/12/2023 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. Et, ils sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Classification des créances :

Les créances sont présentées en deux catégories, les créances sur les établissements de crédit et assimilés et les créances sur la clientèle. La première catégorie est ventilée selon la durée initiale de la créance en créances à vue et créances à terme. Alors que la deuxième catégorie est ventilée selon l'objet économique de la créance en crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers, créances acquises par affacturage et autres crédits.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Engagements par signatures :

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Créances en souffrance sur la clientèle :

Les créances en souffrance sont classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb. Ces créances sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Et, elles sont logées au niveau des « autres crédits » déduction faite des provisions et des agios réservés.
Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
• Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
- 20% pour les créances pré-douteuses ;
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.
• Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine ;
• Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés ;
• Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires ;
• Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) ;
• Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque ;
• Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

Généralement, les estimations des garanties sont effectuées en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. Pourtant, La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation des gages d'une valeur importante. Il est à noter que le CIH-Bank retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

PORTEFEUILLE DE TITRES

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété) et d''autre part par en fonction de l'intention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Titres de transaction :

Sont des titres acquis en vue de leur revente à court terme dans le but d'en tirer un profit et qui sont négociables sur un marché actif.

A leur date d'achat, les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et coupon couru inclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Titres de placement :

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

A leur date d'acquisition, ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement, résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe, font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement :

Sont les titres assortis d'une échéance fixée, acquis ou qui proviennent de la catégorie « titres de placement », avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon couru inclus. Les primes et décotes constatées sur titres d'investissement font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ne font pas l'objet de provisions et les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Titres de participation :

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque, permettant ou non d'exercer une influence notable, un contrôle conjoint ou un contrôle exclusif sur la société émettrice.

Les titres de participation et emplois assimilés sont comptabilisés et évalués conformément aux règles générales d'évaluations du PCEC.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Ces opérations sont enregistrées dans des comptes ouverts et tenus dans chacune des devises utilisées.

A chaque arrêté comptable, les avoirs en billets de banque étrangers, traveller's chèques et lettres de crédit sont convertis en dirhams sur la base du cours rachat aux banques communiqué par Bank Al-Maghrib à la date d'arrêté des comptes. Alors que les autres éléments d'actif, de passif et de hors bilan libellés en devises sont convertis en dirhams sur la base de la moyenne des cours acheteurs et vendeurs des devises cotées par Bank Al-Maghrib lors de la clôture du marché, à la date d'arrêté des comptes ou à la date la plus récente en ce qui concerne les devises non cotées le jour de l'arrêté.

A chaque arrêté comptable, les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de positions de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur des positions de change sont portées au compte de produits et charges. La contrepartie de ces enregistrements est inscrite dans les comptes de contre-valeur de positions de change.

Les produits et charges courus en devises relatifs aux prêts, aux emprunts, aux titres ou aux opérations de hors bilan sont comptabilisés, après leur conversion en dirhams sur la base du cours au comptant de la devise concernée, en comptes de produits et charges.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

A l'exception des actifs immobiliers acquis par voie de dation en paiement, de vente à réméré et d'adjudication qui sont logés en autres actifs, précisément en valeurs & emplois assimilés. Ces derniers sont gérés selon les dispositions de la directive de Bank Al-Maghrib n°4/W/2021.

DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que celles sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :
• Dettes envers les établissements de crédit et assimilés : dettes à vue et à terme ;
• Dettes envers la clientèle : Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs de la clientèle.

Les intérêts courus relatifs à ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste comporte les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent au 31/12/2023 une provision pour risques généraux d'un montant de 1 768 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LES COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts :

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés en contrepartie du compte de résultat.

Commissions :

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

(en milliers MAD)

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2023

BILAN ACTIF

Libellé	déc-23	déc-22
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**2.788.234**	**2.552.518**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**5.996.170**	**3.975.806**
- A vue	2.535.242	1.139.703
- A terme	3.460.928	2.836.103
Créances sur la clientèle	**69.219.086**	**65.134.176**
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	17.260.305	17.714.833
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	9.739.331	8.834.428
- Crédits et financements participatifs immobiliers	28.586.827	29.906.524
- Autres crédits et financements participatifs	13.632.623	8.678.391
Créances acquises par affacturage	**3.297.949**	**2.697.034**
Titres de transaction et de placement	**6.934.314**	**9.127.744**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	4.988.370	6.638.990
- Autres titres de créance	349.165	452.222
- Certificats de Sukuk	-	-
- Titres de propriété	1.596.779	2.036.532
Autres actifs	**3.675.501**	**2.756.400**
Titres d'investissement	**8.371.427**	**8.688.795**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	3.825.512	5.250.890
- Autres titres de créance	4.545.915	3.437.905
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	**2.426.280**	**2.261.672**
- Participation dans les entreprises liées	1.980.986	1.816.379
- Autres titres de participation et emplois assimilés	445.294	445.293
- Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	**-**	**-**
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	**557.355**	**542.485**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**-**	**-**
Immobilisations données en Ijara	**-**	**-**
Immobilisations incorporelles	**154.784**	**216.238**
Immobilisations corporelles	**1.324.122**	**1.262.307**
Total de l'Actif	**104.745.221**	**99.215.174**

HORS BILAN

Libellé	déc-23	déc-22
ENGAGEMENTS DONNES	20.327.124	15.328.845
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	317.451	126.844
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	12.060.183	9.887.065
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1.027.112	3.163.658
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6.922.378	2.151.277
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	16.430.132	14.328.320
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	604.450	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	15.825.683	14.328.320
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collecteé	279.701	471.191	458.912	291.980
B. TVA à récupérer	40.528	230.560	241.329	29.758
Sur charges	32.392	183.809	190.080	26.121
Sur immobilisations	8.136	46.750	51.250	3.636
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	**239.173**	**240.632**	**217.583**	**262.222**

BILAN PASSIF

Libellé	déc-23	déc-22
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**-**	**-**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**11.840.652**	**14.172.098**
- A vue	602.939	419.920
- A terme	11.237.713	13.752.178
Dépôts de la clientèle	**66.121.351**	**62.677.961**
- Comptes à vue créditeurs	42.856.885	40.675.753
- Comptes d'épargne	10.190.522	9.486.922
- Dépôts à terme	11.237.038	10.944.946
- Autres comptes créditeurs	1.836.907	1.570.340
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	**-**	**-**
Titres de créance émis	**11.389.883**	**8.297.210**
- Titres de créance négociables	11.389.883	8.254.525
- Emprunts obligataires	-	-
- Autres titres de créance émis	-0	42.685
Autres passifs	**2.754.557**	**2.289.539**
Provisions pour risques et charges	**2.035.898**	**1.383.338**
Provisions réglementées	**-**	**-**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	**-**	**-**
Dettes subordonnées	**4.390.369**	**4.375.250**
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	**-**	**-**
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**1.776.513**	**1.754.563**
Capital	**3.051.978**	**3.051.978**
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	**764.011**	**620.505**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-0**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**620.007**	**592.734**
Total du passif	**104.745.221**	**99.215.174**

CHARGE GENERALES D'EXPLOITATION

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Charges de personnel	**667.161**	**-**
Salaires et appointements	327.813	-
Primes et Gratifications	124.263	-
Autres rémunérations du personnel	72.870	-
Charges d'assurances sociales	70.443	-
Charges de retraite	39.934	-
Charges de formation	20.752	-
Autres charges de personnel	11.085	-
Impôts et taxes	**39.291**	**-**
Taxe urbaine et taxe d'édilité	4.125	-
Patente	27.931	-
Taxes locales	-	-
Droits d'enregistrement	-	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-	-
Taxes sur les véhicules	19	-
Autres impôts et taxes, droits assimilés	7.216	-
Charges extérieures	**369.260**	**-**
Loyers de crédit-bail	62.476	-
Loyers de location simple	112.762	-
Frais d'entretien et de réparation	89.671	-
Rémunération du personnel intérimaire	-	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	78.622	-
Primes d'assurance	10.390	-
Frais d'actes et de contentieux	362	-
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	14.977	-
Transport et déplacement	**339.275**	**-**
Transport et déplacement	29.004	-
Mission et réception	1.622	-
Publicité, publication et relations publiques	56.912	-
Frais postaux & de télécommunication	39.700	-
Frais de recherche et de documentation	8.912	-
Frais de conseil et d'assemblée	-	-
Dons et cotisations	53.320	-
Fournitures de bureau et imprimés	7.866	-
Autres charges externes	141.940	-
Autres charges d'exploitation	**30.243**	**-**
Frais préliminaires	16.926	-
Frais d'acquisition d'immobilisation	8.158	-
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	2.210	-
Pénalités et délits	-	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-	-
Dons libéralités et lots	-	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	92	-
Diverses autres charges générales d'exploitation	2.856	-
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**162.236**	**-**
Immobilisations incorporelles d'exploitation	25.973	-
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	133.689	-
Immobilisations corporelles hors exploitation	2.574	-
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-

(en milliers MAD)

ETAT DES SOLDES DE GESTION

Libellé	déc-23	déc-22
+ Intérêts et produits assimilés	3.868.853	3.176.645
- Intérêts et charges assimilées	1.590.718	1.102.787
MARGE D'INTERET	**2.278.135**	**2.073.858**
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENS PARTICIPATIFS	**-**	**-**
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	**-**	**-**
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	**-**	**-**
+ Commissions perçues	557.667	447.579
- Commissions servies	272.936	212.104
Marge sur commissions	**284.732**	**235.475**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	312.468	51.671
+ Résultat des opérations sur titres de placement	50.058	-118.147
+ Résultat des opérations de change	518.966	402.003
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-2.765	-
Résultat des opérations de marché	**878.726**	**335.527**
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	397.520	273.155
- Diverses autres charges bancaires	138.951	131.501
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT ET DES MOUWAKIL	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	**3.700.162**	**2.786.515**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	99.260	40.095
- Autres charges d'exploitation non bancaire	15.123	2.119
- Charges générales d'exploitation	1.607.467	1.496.773
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**2.176.833**	**1.327.717**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-166.803	-140.904
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-684.284	-203.864
RESULTAT COURANT	**1.325.746**	**982.949**
RESULTAT NON COURANT	**-46.364**	**-64.829**
- Impôts sur les résultats	659.375	325.386
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**620.007**	**592.734**

Libellé	déc-23	déc-22
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**620.007**	**592.734**
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	162.236	146.475
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	**978.885**	**169.028**
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	**501.333**	**52.247**
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	3.994	2.801
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	252	1.835
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	140.000	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**1.396.053**	**855.025**
- Bénéfices distribués	427.277	396.546
AUTOFINANCEMENT	**968.776**	**458.479**

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	déc-23	déc-22	déc-21
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**6.212.510**	**6.019.780**	**5.243.128**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	3.700.162	2.786.515	2.506.246
2- Résultat avant impôts	1.279.382	918.119	749.720
3- Impôts sur les résultats	659.375	325.386	283.162
4- Bénéfices distribués	427.277	396.546	226.598
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	0	0	0
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	20	19	8
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	14	14
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	667.161	643.120	614.464
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Libellé	déc-23	déc-22
Produits d'exploitation bancaire perçus	5.901.255	4.491.771
Récupérations sur créances amorties	23.788	22.901
Produits d'exploitation non bancaire perçus	99.260	25.835
Charges d'exploitation bancaire versées	(2.201.092)	(1.908.194)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(155.123)	(64.830)
Charges générales d'exploitation versées	(1.607.467)	(1.350.298)
Impôts sur les résultats versés	(659.375)	(325.386)
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**1.401.246**	**891.800**
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(2.052.879)	2.831.132
Créances sur la clientèle	(4.687.098)	(7.045.169)
Titres de transaction et de placement	2.197.012	(311.363)
Autres actifs	(697.097)	(115.920)
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(2.331.446)	417.810
Dépôts de la clientèle	3.443.390	5.404.408
Titres de créance émis	3.107.793	714.312
Autres passifs	465.019	(289.955)
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**(555.306)**	**1.605.254**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**845.941**	**2.497.054**
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	432.103	58.166
Acquisition d'immobilisations financières	(484.863)	(3.814.699)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(353.106)	(308.225)
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	222.918	225.259
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**(182.948)**	**(3.839.499)**
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	814.913
Emission d'actions	-	594.965
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	**(427.277)**	**(396.546)**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**(427.277)**	**1.013.332**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	**235.716**	**(329.114)**
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2.552.518	2.881.632
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**2.788.234**	**2.552.518**

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Libellé	déc-23	déc-22
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**5.901.255**	**4.717.036**
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	157.547	92.576
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3.388.297	2.906.562
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	323.009	177.507
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	298.777	228.909
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	508.872	405.799
Autres produits bancaires	1.224.752	905.682
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**2.201.092**	**1.930.521**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	406.007	234.080
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	894.068	663.841
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	290.643	204.866
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	610.375	827.734
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	**3.700.162**	**2.786.515**
Produits d'exploitation non bancaire	99.260	40.095
Charges d'exploitation non bancaire	155.123	2.119
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**1.607.467**	**1.496.773**
Charges de personnel	667.161	643.120
Impôts et taxes	39.291	38.172
Charges externes	708.535	644.926
Autres charges générales d'exploitation	30.243	24.080
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	162.236	146.475
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**1.512.194**	**807.068**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	440.596	341.559
Pertes sur créances irrécouvrables	19.840	8.059
Autres dotations aux provisions	1.051.758	457.450
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**801.107**	**462.299**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	269.845	185.812
Récupérations sur créances amorties	23.788	22.901
Autres reprises de provisions	507.475	253.585
RESULTAT COURANT	**1.325.746**	**982.949**
Produits non courants	13.566	0
Charges non courantes	59.931	64.830
RESULTAT AVANT IMPOTS	**1.279.382**	**918.119**
Impôts sur les résultats	659.375	325.386
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**620.007**	**592.734**

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2023

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 3.051.978.400 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

(en milliers MAD)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1.588.323		275.902	1.618.283	3.482.508	2.216.840
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	499.847	-	499.847	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	499.847	-	499.847	-
PRETS DE TRESORERIE	-	360.000	-	996.418	1.356.418	1.758.151
- au jour le jour	-	60.000	-	551.237	611.237	51.984
- à terme	-	300.000	-	445.181	745.181	1.706.167
PRETS FINANCIERS	-	848.343	1.343.025	-	2.191.368	1.130.968
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	13.152	-	-	13.152	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	13.048	27.660	491	41.200	8.494
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1.588.323	1.234.543	2.146.434	2.615.192	7.584.493	5.114.452

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE	1.171.428	275.614	12.711.739	722.294	14.881.075	15.466.200
- Comptes à vue débiteurs	-	275.614	4.514.595	158.181	4.948.390	4.490.432
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	1.451.284	-	1.451.284	1.545.678
- Crédits à l'exportation	-	-	54.001	103.147	157.148	221.864
- Autres crédits de trésorerie	1.171.428	-	6.691.859	460.966	8.324.253	9.208.226
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	-	-	-	2.326.301	2.326.301	2.198.124
- Crédits à la consommation	-	-	-	2.326.301	2.326.301	2.198.124
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	-	-	9.688.991	-	9.688.991	8.786.020
- Crédits à l'équipement	-	-	9.688.991	-	9.688.991	8.786.020
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	85.576	-	10.349.966	18.140.887	28.576.429	29.893.009
- Crédits immobiliers	85.576	-	10.349.966	18.140.887	28.576.429	29.893.009
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobilliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	10.995.800	4.205	21.309	11.021.314	6.521.985
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	819.192	-	2.478.757	-	3.297.949	2.697.034
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	16.449	98.956	14.701	130.105	115.952
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	521.610	2.073.260	2.594.870	2.152.886
- Créances pré-douteuses	-	-	42.537	332.812	375.349	317.618
- Créances douteuses	-	-	25.570	154.929	180.499	152.014
- Créances compromises	-	-	453.503	1.585.519	2.039.022	1.683.254
TOTAL	2.076.196	11.287.863	35.854.224	23.298.752	72.517.035	67.831.209

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	-	-	-	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
TITRES NON COTES	123.667	11.006.991	1.821.913	2.246.142	15.198.713	17.634.874
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	8.771.108	-	-	8.771.108	11.831.976
OBLIGATIONS	105.408	2.235.884	225.160	-	2.566.451	1.966.669
AUTRES TITRES DE CREANCE	18.259	-	-	2.246.142	2.264.401	1.799.697
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	1.596.753	-	1.596.753	2.036.532
ICNE	31	60.188	102	46.707	107.028	181.665
TOTAL	123.698	11.067.180	1.822.014	2.292.849	15.305.741	17.816.539

DETTES SUBORDONNEES

Rubriques	Montant global	Non apparentés	Apparentes				EXERCICE 31/12/2023	EXERCICE 31/12/2022
			Ets. de créd. & Assim.	Eses financières	Eses non financières	Autres apparentés		
Dettes subordonnées	**4.300.000**	**-**	**4.300.000**	**-**	**-**	**-**	**4.300.000**	**4.300.000**
Dettes subordonnées à durée déterminée	**3.000.000**	**-**	**3.000.000**	**-**	**-**	**-**	**3.000.000**	**3.000.000**
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	**1.300.000**	**-**	**1.300.000**	**-**	**-**	**-**	**1.300.000**	**1.300.000**
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	400.000	-	400.000	-	-	-	400.000	400.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	900.000	-	900.000	-	-	-	900.000	900.000
Intérêts courus à payer	**90.369**	**-**	**90.369**	**-**	**-**	**-**	**90.369**	**75.250**

(en milliers MAD)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Instruments optionnels	-	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	23.610	-
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	22.633	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	977	-
Débiteurs divers	522.616	-
- Sommes dues par l'Etat	418.004	-
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
- Sommes diverses dues par le personnel	768	-
- Comptes clients de prestations non bancaire	-	-
- Divers autres débiteurs	103.843	-
Valeurs et emplois divers	1.556.284	-
- Valeurs et emplois divers	1.556.284	-
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	196.236	-
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	-	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	85.523	-
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)"	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	605.473	-
- Produits à recevoir	523.226	-
- Charges constatées d'avance	82.246	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	693.885	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	79.718	-
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	-87.843	-
TOTAL	3.675.501	-

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	24.241
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**1.207.633**
- Sommes dues à l'Etat	1.008.666
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	36.031
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	249
- Sommes dues au personnel	21.689
- Fournisseurs de biens et service	62.139
- Divers autres Créditeurs	78.859
Comptes d'ajustement de hors bilan	**105**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**63.701**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**417.764**
- Charges à payer	394.200
- Produits constatés d'avance	23.564
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	**1.041.114**
Opérations diverses sur titres	**-**
TOTAL	2.754.557

TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31-12-2023

Titre	Capital Social (En dirhams)	VN	Actions détenus en nombre	Actions détenus en %	Situation au 31 Décembre 2023			Extrait des derniers états de synthèse de la société émetttrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES			**13.857.594**		**2.284.917**	**303.931**	**1.980.986**		**1.675.927**	**284.033**	**151.510**
SOFAC	193.200.000	100	1.395.551	66,30%	521.262	-	521.262	31/12/2022	736.200	149.965	65.626
Umnia BANK	900.000.000	100	3.600.000	40,00%	440.000	-	440.000	31/12/2022	316	-57.750	-
PALM-BAY	100.000.000	1.000	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	44.462.000	100	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/2022	-34.348	-7.259	-
RHOSN ENNAKHIL	400.000	100	3.200	80,00%	320	-	320	31/12/2022	4.127	-86	-
RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES	-				7.375	-	7.375	-	-	-	1.119,92
CIH COURTAGE	1.000.000	100	10.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/2022	28.403	27.169	27.000
SANGHO	494.000	100	4.940	100,00%	253.831	253.831	0	30/09/2022	53.218	116.954	-
LANA CASH	35.000.000	100	349.994	99,99%	34.999	-	34.999	31/12/2022	20.482	-6.077	-
HMST (Ex SCI NATHALIE)	100.000	100	1.000	100,00%	100	100	-	31/12/2022	762	-27	-
BMCI ASSET MANAGEMENT	1.000.000	100	10.000	100,00%	70.000		70.000	31/12/2022	4.536	3.284	-
CIH PATRIMMO	806.083.813	100	8.000.606	100,00%	838.444	-	838.444	31/12/2022	862.230	57.860	57.764
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES			**6.411.091**		**452.625**	**7.333**	**445.293**		**10.375.077**	**675.980**	**71.407**
ATLANTASANAD	602.835.950	10	6.028.360	9,99%	410.057	-	410.057	31/12/2022	3.805.729	409.605	33.156
AJARINVEST	7.000.000	100	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/2021	12.253	14.918	36.000
TAKAFULIA ASSURANCES	50.300.000	100	100.600	20,00%	10.060		10.060	-	-	-	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98.200.000	100	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/2016	182.731	83.632	2.100
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000.000	100	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/2014	21.519	216	-
INTERBANK	11.500.000	100	6.899	6,00%	690	690	-	31/12/2014	12.489	140	-
SGFG	1.000.000	100	588	5,88%	59	-	59	31/12/2020	5.000.374	128.821	-
SBVC casablanca	387.517.900	100	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/2021	753.611	30.835	151
MAROCLEAR	100.000.000	5.000	275	1,38%	275	-	275	31/12/2021	321.509	9.761	-
DAR AD-DAMANE	75.000.000	250	2.000	0,67%	500	500	-	-	-	-	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	0,00%	750	750	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	100.000	100	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6.100.000	100	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300.000	100	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2.100.000	100	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37.000.000	500	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20.000.000	100	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/2014	48.314	3.014	-
SED FES	10.000.000	100	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100.000.000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/2014	216.548	-4.961	-
ADER-FES	35.000.000	100	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA			-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUDARABA			-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL			20.268.685	-	2.737.543	311.264	2.426.279	-	12.051.004	960.014	222.918

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		**B. AFFECTATION DE RESULTATS**	
. Report à nouveau	620.505	. Réserve légale	21.950
	-	. Autres réserves (FACULTATIVE)	-
. Résultats net de l'exercice	592.734	. Tantième	-
. Prélèvements sur les réserves	-	. Dividendes	427.277
. Autres Prélèvements	-	. Autres affectations	-
		. Report à nouveau	764.011

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

. Date de clôture (1) 31 Décembre 2023

. Date d'établissement des états de synthèse (15) Février 2023

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE II.

Dates	Indications des événements
	Défavorables Néant

(en milliers MAD)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions/ reclassement au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits/ reclassement au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**422.300**	**128.023**	**214.644**	**335.679**	**206.063**	**25.973**	**51.140**	**180.895**	**154.784**
Droit au bail	77.743	-	-	77.743	100	-	-	100	77.643
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	344.557	128.023	214.644	257.936	205.963	25.973	51.140	180.795	77.141
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**2.364.911**	**225.083**	**30.802**	**2.559.193**	**1.102.604**	**136.262**	**3.796**	**1.235.070**	**1.324.122**
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**998.697**	**62.630**	**-**	**1.061.326**	**298.096**	**32.605**	**-**	**330.701**	**730.626**
Terrain d'exploitation	140.760	-	-	140.760	-	-	-	-	140.760
Immeubles d'exploitation, Bureaux	699.656	38.004	-	737.660	219.821	27.043	-	246.864	490.796
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	815	-	-	815	815	-	-	815	-
Immeubles d'exploitation, Logements de VACANCES	157.466	24.625	-	182.091	77.460	5.561	-	83.022	99.070
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**505.014**	**54.168**	**3.369**	**555.813**	**321.168**	**52.440**	**3.211**	**370.397**	**185.416**
Mobilier de bureau d'exploitation	71.712	7.423	2.025	77.110	45.996	4.429	1.918	48.507	28.603
Matériel de bureau d'exploitation	60.186	1.147	521	60.812	37.591	6.385	520	43.456	17.356
Matériel Informatique	349.065	42.884	681	391.268	218.830	39.391	657	257.563	133.705
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	4.930	2.365	-	7.295	4.511	491	-	5.002	2.293
Autres matériels d'exploitation	19.121	349	141	19.329	14.240	1.745	116	15.869	3.459
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**793.664**	**104.105**	**26.747**	**871.023**	**456.742**	**48.644**	**62**	**505.323**	**365.699**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**67.536**	**4.180**	**686**	**71.030**	**26.597**	**2.574**	**522**	**28.649**	**42.381**
Terrains hors exploitation	602	-	-	602	-	-	-	-	602
Immeubles hors exploitation	3.219	-	608	2.610	1.906	-	503	1.403	1.207
Mobilier et matériel hors exploitation	36.033	3.499	47	39.485	24.635	2.563	19	27.179	12.306
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	27.683	681	31	28.333	55	11	-	67	28.266
TOTAL	**2.787.212**	**353.106**	**245.445**	**2.894.872**	**1.308.666**	**162.235**	**54.936**	**1.415.966**	**1.478.906**

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et /ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	199.616	503	199.113	269.120	71.563	1.556
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	3.410	3.292	117	299	182	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	213.811	51.140	162.671	162.684	-	-
TOTAL	**416.837**	**54.936**	**361.901**	**432.103**	**71.745**	**1.556**

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDI-TEURS	800.938	2.038.917	8.311.073	31.705.770	42.856.698	40.675.753
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	10.190.497	10.190.497	9.486.897
DEPOTS A TERME	700.000	381.059	1.413.636	8.610.765	11.105.460	10.815.204
AUTRES COMPTES CREDITEURS	93	58.010	607.151	1.171.653	1.836.907	1.570.340
INTERETS COURUS A PAYER	167	77	80.306	51.239	131.789	129.767
TOTAL	**1.501.198**	**2.478.063**	**10.412.166**	**51.729.924**	**66.121.351**	**62.677.961**

PROVISIONS

PROVISIONS	Encours 31/12/2022	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2023
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	**2.677.927**	**474.330**	**500.886**	**253.827**	**2.905.198**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	22	-	0		22
Créances sur la clientèle	2.114.833	421.873	269.604	-4	2.267.097
Titres de placement et d'investissement	150.628	0	89.030		61.598
Titres de participation et emplois assimilés	197.432	-	140.000	253.831	311.264
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-		-
Autres actifs	215.012	52.457	2.252		265.217
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**1.637.169**	**1.018.024**	**365.463**	**-253.831**	**2.035.898**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	38.071	18.723	240	-	56.554
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	1.150.895	978.885	361.333	-	1.768.447
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	448.203	20.416	3.890	-253.831	210.898
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**4.315.096**	**1.492.354**	**866.349**	**-4**	**4.941.097**

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etabliss. de crédit à l'étranger	Total 31/12/23	Total 31/12/22
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établiss. de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	**-**	**-**	**47.952**	**324.375**	**372.327**	**188.008**
VALEURS DONNEES EN PENSION	**6.953.402**	**-**	**-**	**-**	**6.953.402**	**11.092.000**
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	6.953.402	-	-	-	6.953.402	11.092.000
EMPRUNTS DE TRESORERIE	**2.469.000**	**459.669**	**144.261**	**-**	**3.072.930**	**1.363.261**
- au jour le jour	-	-	144.261	-	144.261	144.261
- à terme	2.469.000	459.669	-	-	2.928.669	1.219.000
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS	**-**	**-**	**273.613**	**1.028.060**	**1.301.673**	**1.413.215**
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	**-**	**98.974**	**-**	**-**	**98.974**	**100.164**
INTERETS COURUS A PAYER	**36.944**	**1.379**	**75**	**2.947**	**41.346**	**15.450**
TOTAL	**9.459.346**	**560.022**	**465.901**	**1.355.382**	**11.840.652**	**14.172.09**

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2022	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2023
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**1.754.563**	**21.951**	**-**	**1.776.513**
Réserve légale	283.246	21.951	-	305.197
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	1.471.317	-	-	1.471.317
Capital	**3.051.978**	**-**	**-**	**3.051.978**
Capital appelé	3.051.978	-	-	3.051.978
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**620.505**	**-620.505**	**764.011**	**764.011**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**592.734**	**-592.734**	**620.007**	**620.007**
TOTAL GENERAL	**6.019.780**	**-1.191.288**	**1.384.018**	**6.212.510**

(en milliers MAD)

TITRES DE CREANCES EMIS (y compris les dettes subordonnées)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	NATURE DU TAUX	RÉQUENCE DE RÉVISION	PRIME DE RISQUE (EN BPS)	DURÉE	MODE DE REMBOURSEMENT)	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	53.300	53.300	2.476	55.776
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	82.600	82.600	2.069	84.669
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	626.500	626.500	29.107	655.607
Obligations subordonnées	09/01/2015	3,87	Taux Revisable	Annuelle	-	10	In Fine	09/01/2025	320.200	320.200	12.288	332.488
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,82	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	15/12/2026	39.400	39.400	70	39.470
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,8	Taux Revisable	Annuelle	-	10	In Fine	15/12/2026	960.600	960.600	1.724	962.324
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	417.400	417.400	10.453	427.853
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,1	Taux Revisable	Annuelle	-	10	In Fine	18/05/2028	500.000	500.000	12.983	512.983
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	6,23	Taux Revisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	-	150.000	150.000	102	150.102
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	5,73	Taux Revisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	-	350.000	350.000	223	350.223
Obligations subordonnées perpétuelles	28/07/2022	5,41	Taux Revisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	-	800.000	800.000	18.875	818.875
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									**4.300.000**	**4.300.000**	**90.369**	**4.390.369**
CDN	18/05/2020	2,97	Taux Fixe	-	-	5	In Fine	18/05/2025	950.000	950.000	17.577	967.577
CDN	18/05/2020	3,77	Taux Revisable	Annuelle	-	5	In Fine	18/05/2025	235.000	235.000	5.611	240.611
CDN	29/07/2020	2,53	Taux Fixe	-	-	5	In Fine	01/08/2025	530.000	530.000	5.605	535.605
CDN	29/09/2020	2,59	Taux Fixe	-	-	5	In Fine	29/09/2025	556.000	556.000	3.698	559.698
CDN	25/06/2021	2,37	Taux Fixe	-	40	5	In Fine	01/07/2026	188.000	188.000	2.240	190.240
CDN	25/06/2021	2,61	Taux Fixe	-	50	7	In Fine	25/06/2028	485.000	485.000	6.571	491.571
CDN	22/11/2021	2,63	Taux Fixe	-	50	7	In Fine	22/11/2028	981.000	981.000	2.820	983.820
CDN	24/05/2022	2,24	Taux Fixe	-	20	2	In Fine	24/05/2024	506.000	506.000	6.875	512.875
CDN	24/05/2022	2,72	Taux Fixe	-	40	5	In Fine	24/05/2027	50.000	50.000	825	50.825
CDN	24/05/2022	3,71	Taux Revisable	Annuelle	40	5	In Fine	24/05/2027	2.045.000	2.045.000	46.786	2.091.786
CDN	20/02/2023	3,75	Taux Fixe	-	20	1	In Fine	19/02/2024	123.800	123.800	4.062	127.862
CDN	13/04/2023	3,68	Taux Fixe	-	20	1	In Fine	12/04/2024	58.500	58.500	1.551	60.051
CDN	20/04/2023	3,9	Taux Fixe	-	25	1	In Fine	20/06/2024	660.900	660.900	18.028	678.928
CDN	20/04/2023	3,95	Taux Fixe	-	25	1	In Fine	19/07/2024	1.339.100	1.339.100	36.997	1.376.097
CDN	11/05/2023	3,8	Taux Fixe	-	25	1	In Fine	11/05/2024	29.200	29.200	712	29.912
CDN	24/05/2023	3,8	Taux Fixe	-	37	1	In Fine	24/05/2024	85.600	85.600	1.973	87.573
CDN	29/05/2023	4,12	Taux Fixe	-	30	2	In Fine	01/10/2025	700.000	700.000	17.099	717.099
CDN	08/06/2023	3,7	Taux Fixe	-	25	1	In Fine	07/06/2024	17.000	17.000	357	17.357
CDN	03/07/2023	3,62	Taux Fixe	-	25	1	In Fine	03/07/2024	26.100	26.100	470	26.570
CDN	27/07/2023	3,5	Taux Fixe	-	25	1	In Fine	26/07/2024	67.900	67.900	1.029	68.929
CDN	22/09/2023	3,6	Taux Fixe	-	22	1	In Fine	02/12/2024	652.000	652.000	6.477	658.477
CDN	22/09/2023	3,85	Taux Fixe	-	31	3	In Fine	02/02/2026	210.000	210.000	2.231	212.231
CDN	22/09/2023	3,93	Taux Fixe	-	33	3	In Fine	22/09/2026	293.000	293.000	3.178	296.178
CDN	22/09/2023	4,07	Taux Fixe	-	37	4	In Fine	22/09/2027	345.000	345.000	3.875	348.875
CDN	27/09/2023	3,48	Taux Fixe	-	-	1	In Fine	27/09/2024	58.600	58.600	535	59.135
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									**11.192.700**	**11.192.700**	**197.183**	**11.389.883**
TOTAL GENERAL									**15.492.700**	**15.492.700**	**287.553**	**15.780.253**

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	5.232.011	5.232.011	5.232.011	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	4.988.370	4.988.370	4.988.370	-	-	-
OBLIGATIONS	225.382	225.382	225.382	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	18.259	18.259	18.259	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	1.702.304	1.704.796	105.525	2.439	61.598	61.598
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	105.578	105.577	105.525	-	53	53
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	1.658.324	1.599.218	-	2.439	61.545	61.545
TITRES D'INVESTISSEMENT	8.371.427	8.371.427	-	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	3.825.512	3.825.512	-	-	-	-
OBLIGATIONS	2.253.298	2.253.298	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	2.292.617	2.292.617	-	-	-	-

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siége social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MASSIRA CAPITAL MANAGEMENT	Place Moulay EL Hassan, RABAT	HOLDING	17.530.419	57,44%	57,44%
CDG EP	Tour Mamounia, Place Moulay Hassan Rabat	Institution Financière	2.105.738	6,90%	6,90%
Groupe HOLMARCOM	20 Rue Mostafa El Maani, Casablanca	HOLDING	36.328	0,12%	0,12%
ATLANTASANAD	181, Bd d'anfa, Casablanca	ASSURANCES	3.543.422	11,61%	11,61%
Flottant en Bourse			5.936.239	19,45%	19,45%
PERSONNEL GROUPE CIH BANK			1.367.638	4,48%	4,48%
Total	-	-	30.519.784	100%	100%

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	42	42	9.169.532	7.817.274
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

CREANCES SUBORDONNEE

Rubriques	Montant global	Apparentes				Exercice 2023	Exercice 2022
		Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	557.355	557.355	-	-	-	557.355	542.485
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissement de crédits et assimilés	557.355	557.355	-	-	-	557.355	542.485
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-

(en milliers MAD)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	**187.773**	**-**
Divers autres produits bancaires	98.743	-
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-	-
Produits des exercices antérieurs	-	-
Divers autres produits bancaires	98.743	-
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	89.030	-
Autres charges bancaires	**138.951**	**-**
Divers charges sur titres de propriété	-	-
Frais d'émission des emprunts	-	-
Autres charges sur opérations sur titres	-	-
Autres sur prestations de services	-	-
Divers autres charges bancaires	138.951	-
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	112.897	-
Produits rétrocédés	565	-
Charges des exercices antérieurs	1.066	-
Divers autres charges bancaires	24.422	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	0	-
Produits d'exploitation non bancaires	**99.260**	**-**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	67.751	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	3.994	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-	-
Produits accessoires	5.660	-
Subventions reçues	-	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	21.856	-
Charges d'exploitation non bancaires	**155.123**	**-**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	1.304	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	140.000	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	252	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	13.567	-
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**440.596**	**-**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	421.873	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	-	-
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	18.723	-

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Pertes sur créances irrécouvrables	**19.840**	
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	17.002	
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	2.838	
Autres dotations aux provisions	**1.051.758**	
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	-	
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	999.301	
Dotations aux provisions réglementées	-	
Dotations aux autres provisions	52.457	
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**269.845**	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	0	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	269.604	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-	
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-	
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	240	
Récupération sur créances amorties	**23.788**	
Autres reprises de provisions	**507.475**	
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	140.000	
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	
Reprises de provisions pour autres risques et charges	365.223	
Reprises de provisions réglementées	-	
Reprises de provisions	2.252	
Produits non courants	**13.566**	
Reprises non courantes des amortissements	-	
Reprises non courantes des provisions	-	
Autres produits non courants	13.566	
Charges non courantes	**59.931**	
Dotations non courantes aux amortissements	-	
Dotations non courantes aux provisions	-	
Autres charges non courantes	59.931	

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D≤ 1 mois	1 mois <D≤ 3 mois	3 mois <D≤ 1 an	1 an <D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3.136.395	-	300.000	-	-	3.436.395
Créances sur la clientèle	17.727.586	1.814.136	16.535.624	11.012.156	15.659.972	62.749.474
Titres de créance	-	-	6.573.356	2.528.363	1.520.735	10.622.454
Créances subordonnées	-	-	-	-	557.355	557.355
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**20.863.981**	**1.814.136**	**23.408.980**	**13.540.519**	**17.738.062**	**77.365.678**
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9.910.777	639.000	-	630.000	-	11.179.777
Dettes envers la clientèle	3.392.360	2.377.423	6.066.150	124.616	-	11.960.549
Titres de créance émis	-	182.300	3.442.400	7.568.000	-	11.192.700
Emprunts subordonnées	-	-	-	3.000.000	1.300.000	4.300.000
TOTAL	**13.303.137**	**3.198.723**	**9.508.550**	**11.322.616**	**1.300.000**	**38.633.026**

Concentration des risques sur un même bénéficiaire (risques > 10% FP)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont crédits par décaissement	crédits par signature (de financement et de garantie données	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et déductions
9	11.832.664	9.598.103	884.942	934.118	7.766.618

(en milliers MAD)

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	57.133
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.615.706
Créances sur la clientéle	3.274.854
Titres	4.640.381
Autres actifs	32.200
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	**10.620.274**
PASSIF:	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2.040.030
Dépôts de la clientèle	2.019.688
Autres passifs	17.479
TOTAL PASSIF	**4.077.197**
HORS-BILAN:	
ENGAGEMENTS DONNES	271.588
ENGAGEMENTS RECUS	1.445.667

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

RUBRIQUE	COMMISSIONS		COMMENTAIRE
	E. CREDIT	CLIENTELE	
COMMISSIONS RECUS	**-**	**557.667**	**-**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	44.470	-
Commissions sur moyens de paiement	-	336.081	-
Commissions sur opérations de titres	-	63	-
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	13.515	-
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	54.984	-
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	8.111	-
Autres produits sur prestations de service	-	51.648	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	4.424	-
Commissions sur opérations de change virement	-	44.372	-
Commissions sur opérations de change billet	-	-	-
COMMISSIONS VERSEES	**-**	**272.936**	**-**
Charges sur moyens de paiement	-	182.892	-
Commissions sur achat et vente de titres	-	-	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-	-
Autres charges sur prestations de service	-	9.904	-
Commissions sur produits dérivés	-	4.252	-
Commissions sur opérations de change virement	-	75.889	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-	-

MARGE D'INTERET

Libellé	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	157.547	92.576
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établisse-ments de crédit	3.388.297	2.906.562
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	323.009	177.507
Total intérêts et produits assimiles	**3.868.853**	**3.176.645**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	406.007	234.080
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	894.068	663.841
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	290.643	204.866
Total intérêts et charges assimiles	**1.590.718**	**1.102.787**
Marge d intérêts	**2.278.135**	**2.073.858**

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

2° semestre 2023	2° semestre 2022	2° semestre 2021
5.901.255	4.717.036	4.099.681

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Produits sur titres de placement (de propriété)	**75.860**	
- Dividendes sur titres OPCVM	-	
- Dividendes sur autres titres de propriétés	-	
- Autres produits sur titres de propriété	75.860	
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**222.918**	
- Dividendes sur titres de participation	221.798	
- Dividendes sur participations liées	-	
- Autres produits sur titres de propriété	1.120	

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL (Etablissements financiers)

INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
*Bénéfice net	620.007	-
*Perte nette	-	-
II. REINTEGRATIONS FISCALES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
REINTEGRATIONS FISCALES	1.684.659	-
REINTEGRATIONS FISCALES COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Provision pour congés payés dus	978.885	-
Amortissements excédentaires	360	-
Charges sur exercices antérieurs	92	-
IS de l'exercice	659.375	-
REINTEGRATIONS FISCALES NON COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Contribution à la cohésion social	43.971	-
Penalités et amendes fiscales	1.976	-
III. DEDUCTIONS FISCALES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
DEDUCTIONS FISCALES	-	557.978
DEDUCTIONS FISCALES COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Revenus des titres de participation exonérés	-	194.821
Reprises sur provisions pour risques généraux	-	361.333
Etalement des Produits à recevoir	-	1.092
Reprise de provsions sur créances	-	731
DEDUCTIONS FISCALES NON COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Reprises sur provisions pour risques et charges	-	-
Total		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Total	2.304.666	557.978
IV. RESULTAT BRUT FISCAL		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Bénéfice brut si T1> T2 (A)	1.746.688	-
Déficit brut fiscal si T2> T1 (B)	-	-
V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
* Exercice n-4	-	-
*Exercice n-3	-	-
*Exercice n-2	-	-
*Exercice n-1	-	-
VI - RESULTAT NET FISCAL		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
/ Bénéfice net fiscal (A - C) (OU)	1.746.688	-
/ Déficit net fiscal (B)	-	-
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Cumul Des Amortissements Fiscalement Différés	-	-
VIII. CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
* Exercice n-4	-	-
*Exercice n-3	-	-
*Exercice n-2	-	-
*Exercice n-1	-	-

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE

1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	3.700.162	2.176.833	1.279.382
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	3.700.162	2.176.833	1.279.382

2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	3.700.162	2.176.833	1.279.382
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	3.700.162	2.176.833	1.279.382

(en milliers MAD)

COMPTES DE LA CLIENTELE

	31/12/2023	31/12/2022
Comptes courants	79.362	68.103
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	39.791	34.825
Autres comptes chèques	2.953.164	2.502.672
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	958.399	660.298
Comptes à terme	2.533	2.821
Bons de caisse	700	769
Autres comptes de dépôts	4.261	3.476

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Gains sur titres de transaction	338.531	
Perte sur titres de transaction	26.063	
Résultat sur titres de transaction	**312.468**	
Plus-values de cession sur titres de placement	116.170	
Moins-values de cession sur titres de placement	66.112	
Résultat sur titres de placement	**50.058**	
Produits sur engagement sur titres	-	
Charges sur engagement sur titres	-	
Résultat sur engagements sur titres	**-**	
Produits sur engagement sur produits dérivés	852	
Charges sur engagement sur produits dérivés	3.617	
Résultat sur engagements sur produits dérivés	**-2.765**	
Produits sur opérations de change	621.661	
Charges sur opérations de change	102.695	
Résultat sur opérations de change	**518.966**	

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

Rubrique	31/12/2023		31/12/2022	
	Créance en souffrance (*)	Provisions	Créance en souffrance (*)	Provisions
Créances pré-douteuses	401.196	25.837	336.821	19.203
Créances douteuses	220.289	39.790	181.600	29.586
Créances compromises	4.240.482	2.201.470	3.749.297	2.066.043
TOTAL	4.861.966	2.267.097	4.267.719	2.114.833

(*) Net des agio réservés

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/2023	31/12/2022
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	2289	2220
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	705	657
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1584	1563
Cadres (équivalent plein temps)	1648	1610
Employés (équivalent plein temps)	641	610

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges		1.325.746
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	979.337
. Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	557.978
. Résultat courant théoriquement imposable	(=)	1.747.105
. Impôt théorique sur résultat courant	(-)	659.532
. Résultat courant après impôts	(=)	1.087.573

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

Néant

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture	Autres opérations
Opérations de change à terme	23.647.332	-
Devises à recevoir	2.719.816	-
Dirhams à livrer	2.768.269	-
Devises à livrer	8.963.304	-
Dirhams à recevoir	9.195.944	-
Dont swaps financiers de devises	4.580.951	-
Engagements sur produits dérivés	100.000	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	100.000	-

ETATS NEANTS

B08	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	ENGAGEMENTS SUR TITRES
	PASSIF EVENTUEL
	DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES
	DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS
	DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA
	TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS
	ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE
	COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE

Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
Casablanca

mazars
101, boulevard Abdelmoumen
20 360 Casablanca
Maroc

CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH BANK)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH BANK) comprenant le bilan, l'hors bilan et le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 31 décembre 2023. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 10.602.879 dont un bénéfice net de KMAD 620.007, relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH BANK) arrêtés au 31 décembre 2023, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 21 février 2024

Les commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton International
7 Bd Driss Slaoui - Casablanca
Tél. 05 22 54 48 00 - Fax. 05 22 29 56 79

Ghali GUESSOUS
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha FERDAOUS
Associé

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2023

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2022

www.cihbank.ma

COMMUNIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2022 DU GROUPE CIH BANK

Chiffres sociaux

Total Bilan : 99 MMDH (+8,5%)
Capitaux propres : 6.020 MDH (+14,8%)
Dépôts clientèle : 63 MMDH (+9,4%)
Crédits clientèle : 68 MMDH (+11,4%)
PNB : 2.787 MDH (+ 11,2%)
RN : 593 MDH (+27,0%)

Chiffres consolidés

Total Bilan : 117 MMDH (+10,1)
Capitaux propres : 7.083 MDH (+21,1%)
Dépôts clientèle :69 MMDH (+9,5%)
Crédits clientèle : 83 MMDH (+12,1%)
PNB : 3.518 MDH (+13,2%)
RNPG : 669 MDH (+11,0%)

(*) Evolution par rapport à décembre 2021

Sous la Présidence de M. Lotfi SEKKAT, le Conseil d'Administration de CIH BANK s'est réuni le mercredi 15 Mars 2023 pour examiner l'activité et les résultats sociaux et consolidés au 31 décembre 2022, ainsi que les divers points inscrits à son ordre du jour.

Faits marquants de l'année 2022

L'année 2022 a été marquée, sur les plans international et régional, par un ralentissement de l'activité économique dû à un contexte géopolitique incertain, des tensions inflationnistes, un resserrement des politiques monétaires et le relèvement des taux directeurs. L'environnement économique et monétaire dans notre pays n'a pas échappé à cette même tendance avec un taux de croissance de PIB attendu aux alentours au 1,2%, un niveau d'inflation de 8,3%, et un relèvement du taux directeur passant de 1,5% à 2,5%.

Dans ce contexte, Le Groupe CIH BANK a poursuivi ses efforts en matière d'accompagnement de la clientèle grâce à une dynamique commerciale soutenue et une proximité consolidée à travers les réseaux digitaux et physiques. La Banque a renforcé son réseau par 5 nouvelles agences et plus de 104 guichets et automates de dépôt le portant ainsi à 318 agences et 693 guichets et automates de dépôts. La Banque a mis également à la disposition de ses clients 27 espaces de « Libre-Service Bancaire .

L'exercice 2022, a été aussi marqué par le lancement de plusieurs nouvelles offres et l'enrichissement des fonctionnalités digitales proposées pour les différents segments de la clientèle : offre « Code 60 » pour les clients séniors, le crédit immobilier dédié aux jeunes actifs « Code Sakane », « CIH PAY » première solution de paiement sans contact via smartphone déployée au Maroc, et « E-Trade » pour la gestion en ligne des opérations à l'international.

L'offre « Smart-services » consolide le positionnement de la Banque en tant que référence sur le Digital permettant aux clients d'opérer un ensemble de transactions de manière simple, intuitive et sécurisée.
Par ailleurs, la Banque a réalisé plusieurs opérations permettant de renforcer ses fonds propres de base et additionnels :

- Emission obligataire subordonnée perpétuelle, pour un montant global de 800 MDH.
- Augmentation de capital réservée aux actionnaires et aux détenteurs de droits préférentiels de souscription par émission de 645.073 nouvelles actions pour un montant global de 180,4 MDH.
- Augmentation de capital au bénéfice du personnel du Groupe avec une émission de 1.612.903 nouvelles actions pour un montant global de 400 MDH.

En matière de Responsabilité Sociétale, CIH BANK s'est dotée d'une fonction RSE, et a mis en place un dispositif de gouvernance à même d'identifier, et de veiller à l'intégration, au cœur de ses métiers, des risques et des opportunités liées notamment aux changements climatiques, et de manière générale, aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Ainsi, la Banque a poursuivi la commercialisation de son produit GREEN DEV conçu pour accompagner les entreprises dans la transition énergétique.

Sur le volet social, l'augmentation de capital réservée au personnel du Groupe, levier de la performance RSE, renforce l'engagement du Capital Humain dans la stratégie de croissance de la Banque. D'autre part, en soutien aux efforts de renforcement du bien-être au travail, la création de la première crèche d'entreprise a vu le jour en 2022, obéissant aux meilleurs standards éducatifs.

Résultats commerciaux (Chiffres consolidés)

Avec une collecte nette de 6,0 MMDH, les dépôts clientèle progressent de +9,5% par rapport à décembre 2021, et s'établissent à 68,9 MMDH. Sur base individuelle, ces dépôts sont composés essentiellement de ceux de CIH BANK à hauteur de 62,3 MMDH et de ceux d'UMNIA BANK à concurrence 3,9 MMDH.

La collecte annuelle en ressources à vue a progressé de +15,4 % par rapport à 2021, constituant ainsi 83% de la collecte globale.

En hausse de 12,1% par rapport à décembre 2021, les encours crédits consolidés ont atteint 83,4 MMDH. Sur base individuelle, les crédits de CIH BANK s'établissent à 66,1 MMDH, tandis que SOFAC et UMNIA BANK contribuent respectivement à hauteur de 11,5 MMDH et 5,9 MMDH.

Représentant 54% de l'encours des crédits consolidés, les crédits hors immobilier enregistrent une hausse de 21,8% par rapport à Décembre2021, pour s'établir à 39,9 MMDH. La Banque consolide ainsi sa politique de diversification des emplois clientèle.

Le total bilan consolidé s'établit à 117,2 MMDH en progression de 10,1% par rapport à décembre 2021.

Indicateurs de rentabilité

Le PNB consolidé s'élève à 3 518,0 MDH en accroissement de +13,2% par rapport à décembre 2021. Cette évolution résulte principalement de la progression de la marge nette d'intérêt de 13,6% suite à la croissance de l'activité commerciale.

En social, le produit net bancaire de CIH BANK s'établit à 2 786,5 MDH, en croissance de +11,2% par rapport à Décembre 2021.

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 1 657,2 MDH en hausse de +19,3% par rapport à décembre 2021. En social, cet agrégat s'établit 1.327,7 en évolution de 14,7 %.

Le coût du risque en consolidé s'établit à 590,4 MDH, soit +29,3% par rapport à décembre 2021, traduisant la volonté de la Banque de couvrir de manière prospective les risques de contrepartie tout en maitrisant le taux du coût du risque qui s'établit à 0,71% contre 0,59% une année auparavant.

En social, le coût du risque s'élève à 344,8 MDH, correspondant à un taux de coût du risque de 0,48% contre 0,61% en Décembre2021.

Le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 669,1 MDH à fin décembre 2022 contre 603,0 MDH à fin décembre 2021, soit une croissance de 11%.
En social, le résultat s'élève à 592,7 MDH contre 466,6 MDH en 2021, soit une progression de 27%.

Décision du Conseil

A l'issue de la présentation des résultats annuels et après avoir entendu les rapports des Comités d'Audit et des Risques ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes sociaux et consolidés au 31 Décembre 2022.

Le Conseil d'Administration note avec satisfaction les performances commerciales et financières réalisées traduisant la résilience de la Banque dans ce contexte difficile.

Le Conseil d'Administration félicite l'ensemble des équipes du Groupe CIH BANK pour leur engagement et leur mobilisation en faveur des clients et de l'ensemble des parties prenantes.

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187 avenue Hassan II – Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire :

Le jeudi 15 Juin 2023, à 15 Heures

à l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Ratification des modalités de convocation ;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2022 ;
3. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2022 ;
4. Lecture et examen du rapport général des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2022 ;
5. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2022 ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 ;
9. Ratification de la cooptation d'administrateur ;
10. Ratification de nomination d'un administrateur indépendant ;
11. Ratification de l'opération d'augmentation du capital ;
12. Pouvoirs en vue des formalités légales.

Modalités de participation à l'Assemblée :

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité dès lors qu'ils s'inscrivent sur le registre des actions nominatives de la Société depuis au moins cinq (5) jours avant la date de la réunion.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agrée cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

• Modalités de vote par procuration
Les actionnaires peuvent se faire représenter à l'Assemblée Générale en procédant à la signature d'un pouvoir dont le modèle est mis à leur disposition au Secrétariat Général du Groupe CIH Bank au siège social de la banque. Ce modèle de pouvoir peut être également téléchargé sur le site internet du CIH BANK : http://www.cihbank.ma/corporate/espace-financier/communiques : Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire.

• Modalités de vote par correspondance
Les actionnaires peuvent voter au moyen du formulaire de vote qui est mis à la disposition des actionnaires au Secrétariat Général du Groupe CIH BANK. Ce formulaire de vote par correspondance peut être également téléchargé sur le site internet du CIH BANK : www.cihbank.ma, rubrique http://www.cihbank.ma/corporate/espace-financier/communiques : Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les textes et projet de résolutions ainsi que l'ensemble des documents et informations visés aux articles 121 et 121 bis de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée, sont mis à la disposition du public sur le site internet du CIH : www.cihbank.ma.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projet de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le jeudi 15 juin 2023, à partir de 15 heures.

Données de contact :
• Mlle AMAL MOUHOUB
• Tél : 05 22 47 94 24
• Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

Projet de résolutions à présenter à l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIÈRE RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

DEUXIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2022 approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2022, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire de 592.733. 610 Dirhams pour les comptes sociaux.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du Conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2022.

TROISIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux Commissaires aux Comptes de l'accomplissement de leur mission.

QUATRIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels :
• Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de **620.504.817 Dirhams** est de **1.191.287.937 Dirhams** ;
• Décide de fixer le montant du dividende à **14 Dirhams** l'action ;
• Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2022 s'élève à **427.276.976 Dirhams** ;
• Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de **764.010.961 Dirhams** ;
• Le dividende de **14 Dirhams** par action est payable à partir du **1er juillet 2023**.

Récapitulatif de l'affectation des résultats - exercice clos 2022	Montants en Dirhams
Bénéfice de l'exercice	592 733 610
Déduction des pertes antérieures	0
Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes	592 733 610
Réserve légale (-)	21 950 490
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	620 504 817
Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice	1 191 287 937
Nombre d'actions	30 519 784
Dividende par action	14
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	427 276 976
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	764 010 961

CINQUIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2023.

SIXIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, approuve les conclusions dudit rapport.

SEPTIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale prend acte de la démission de M. Abdellatif ZAGHNOUN du Conseil d'Administration du CIH. A ce titre, l'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserves à M. Abdellatif ZAGHNOUN de sa gestion durant toute la durée de son mandat.

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation en remplacement de Monsieur Abdellatif ZAGHNOUN telle que faite par le Conseil d'Administration du 13 septembre 2022, de Monsieur Khalid SAFIR, en qualité d'administrateur, pour la durée restante du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2026.

HUITIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de Mme. Myriam TAZI en qualité d'administrateur indépendant, faite par le Conseil d'Administration en date du 16 novembre 2022 pour six (6), soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2028.

NEUVIEME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration ayant constaté la réalisation de l'opération d'augmentation du capital social par apport en numéraire de l'opération d'augmentation de capital d'un montant maximum de 200 000 000 de dirhams, prime d'émission comprise, portant ainsi le capital social du Crédit Immobilier et Hôtelier de 2.832.473.500 MAD (Deux Milliards huit Cent trente-deux Millions quatre Cent soixante-treize Mille Cinq Cent Dirhams) à la somme de 2 890 688 100 MAD (Deux Milliards Huit Cent Quatre-Vingt-Dix Millions Six Cent Quatre-Vingt-Huit Mille Cent Dirhams) divisé en 28 906 881 (Vingt-huit millions neuf cent six mille huit cent quatre-vingt-un) actions, d'une valeur nominale de 100 (Cent) Dirhams chacune, toutes de même catégorie, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la constatation de la réalisation de l'opération d'augmentation du capital, conformément aux dispositions de l'Article 186 de la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes, et conformément, aussi, à la délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 08 septembre 2022.

L'Assemblée Générale en prend acte et ratifie la modification corrélative de l'article 6 des statuts, comme suit :

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL
Le capital social est fixé à la somme de somme 2 890 688 100 MAD (Deux Milliards Huit Cent Quatre-Vingt-Dix Millions Six Cent Quatre-Vingt-Huit Mille Cent Dirhams) divisé en 28 906 881 (Vingt-huit millions neuf cent six mille huit cent quatre-vingt-un) actions, d'une valeur nominale de 100 (Cent) Dirhams chacune, toutes de même catégorie.

DIXIEME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration ayant constaté la réalisation de l'opération d'augmentation du capital social par apport en numéraire de l'opération d'augmentation de capital réservée au personnel de CIH BANK et des filiales concernées, d'un montant maximum de 400 000 000 de dirhams, prime d'émission comprise, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la constatation de la réalisation de l'opération d'augmentation du capital, conformément aux dispositions de l'Article 186 de la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes, et conformément, aussi, à la délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 08 septembre 2022.

L'Assemblée Générale en prend acte et ratifie la modification corrélative de l'article 6 des statuts, comme suit :

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL
Le capital social est fixé à la somme 3 051 978 400 Dirhams (Trois milliards cinquante et un millions neuf cent soixante-dix-huit mille quatre cents Dirhams) divisé en 30 519 784 Trente millions cinq cent dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-quatre actions, d'une valeur nominale de 100 (Cent) Dirhams chacune, toutes de même catégorie. »

ONZIEME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :
• Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
• Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
- Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
- Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, les actifs financiers à la juste valeur par Capitaux Propres et les instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes.
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers.

Bases de présentation
Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.
Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.
Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles
Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Certaines catégories d'actifs telles que les terrains et constructions sont évaluées à la juste valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions Exploitation :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût amorti qui correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeurs.

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément aux options offertes par la norme IAS 40, Avant l'exercice 2022, les immeubles de placement étaient comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

A partir du 01.01.2022, les immeubles de placement sont comptabilisés à la juste valeur selon la norme IAS 40, l'impact du changement de méthode réalisé a été comptabilisé en capitaux propres pour un montant global de 266 985 KMAD.

CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1er janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location.

Pour tout contrat de location simple et de financement, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est enregistrée au compte de résultat sur la ligne « Charges des autres activités » ainsi que la charge d'intérêt sur la dette.

Options retenues :
Pour identifier les contrats de location qui entrent dans le périmètre de la norme, voici les critères retenus :

Le Groupe a utilisé les deux mesures de simplification proposées par la norme IFRS 16 portant sur les contrats à court terme (durée de 12 mois ou moins) et sur les contrats à actifs sous-jacents de faible valeur, dont la valeur est inférieure ou égale au seuil proposé par l'IASB, à savoir 5000 USD.

Durée retenue : La durée pendant laquelle le Groupe a généralement utilisé des types particuliers de biens (loués ou détenus en propre) auparavant et les raisons économiques sous-jacentes ont été utilisées pour déterminer si le groupe a la certitude raisonnable d'exercer une option ou de ne pas l'exercer.

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée des paiements de loyers et des paiements estimés à la fin du contrat (pénalités de résiliation le cas échéant et la garantie de la valeur résiduelle si applicable).

Le taux utilisé pour l'actualisation de ces paiements est le taux d'endettement marginal qui correspond au taux de refinancement sur le marché financier sur des durées équivalentes à celles des dettes locatives.

TEST DE DEPRECIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.
Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.
Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.
La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.
• ***Niveau 1 :*** justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif ;
• ***Niveau 2 :*** justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
• ***Niveau 3 :*** justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS9 « Instruments financiers », remplace la norme IAS39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :
• La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
• La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

Liens entre le classement sous IAS 39 et le classement sous IFRS 9 :

Le premier critère vise à comprendre la manière dont sont gérés, par le métier, les actifs au niveau du portefeuille. Le modèle de gestion correspond à la stratégie de gestion définie par le management.

L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :
- La collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

		Modèle de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre-Vente
Test SPPI*	Satisfaction	Cout amorti	juste valeur par OCI recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfaction	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat

(*) Le test SPPI permet d'analyser les caractéristiques des flux de trésorerie d'un contrat/produit et d'apprécier (au regard des dispositions de la norme) si ceux-ci sont composés uniquement du remboursement du principal et d'intérêts sur le principal restant dû.

La grille d'analyse du modèle de gestion, grille dédiée à la première application de la norme IFRS 9, permet de documenter le modèle de gestion, selon les critères IFRS 9, en considérant notamment les axes suivants :
- Description de la nature d'activité de chaque portefeuille : stratégie, intention de gestion, catégories d'instruments utilisés ;
- Analyse des opérations de cession ;
- Analyse des indicateurs de performance de l'activité. Cette grille d'analyse est renseignée par portefeuilles homogènes.

Dépréciation des actifs sous IFRS9

Le modèle de dépréciation prévoit d'une part, l'anticipation des pertes en se basant sur les pertes attendues (ECL) et d'autre part, la prise en compte de prévisions macro-économiques dans la détermination des paramètres de risque (Forward looking).

Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS 9 pour le CIH concerne :
• Les créances envers la clientèle
• Les créances envers les établissements bancaires
• Le portefeuille titres

S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité :
Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise(BE).

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origination du crédit. Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

• **Bucket 1** (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis le comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait dans une période de 12 mois après la clôture comptable.

• **Bucket 2** (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit.

• **Bucket 3** (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) → Comptabilisation d'un dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif financier.

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENRTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :
• une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
ou
• une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
- Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
ou
- Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:
• Prime de fin de carrière ;
• Prime d'ancienneté ;
• Indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du **1er janvier 2013** avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues	Indimités de départ à la retraite		Autres avantages long erme	
	31-Déc-22	31-Déc-21	31-Déc-22	31-Déc-21
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	3.8%	3.10%	3.8%	3.10%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	2434	2343	2434	2343
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,0% et 1,5%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.
Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.
Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

IFRIC 23

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est une interprétation qui précise la manière dont les risques liés aux impôts sur le résultat doivent être présentés dans les comptes annuels.
Elle clarifie les dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

IFRIC 23 donne le choix aux entreprises d'appliquer la norme, pour la première fois au 1er janvier 2019, selon l'une des deux approches suivantes :
• Approche totalement rétrospective selon la norme IAS 8, si une entité peut le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori ;
• Approche partiellement rétrospective, avec prise en compte de l'effet cumulatif de la première application dans le RAN ou dans d'autres éléments appropriés des capitaux propres du bilan d'ouverture ;

Le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective partielle en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires »,
ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».
Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017.
L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.
Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPÔT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.
Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.
La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :
- Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;
ou
- Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.
Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

Regroupements d'entreprises

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :
- La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.
Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.
Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

Goodwill

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.
Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.
Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

Recours À des estimations

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.
Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.
Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :
- Provisions pour dépréciation des créances clients ;
- Goodwill ;
- Provisions pour risques et charges ;
- Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure '**Entité Structurée**' : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts. Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :
1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2022*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1.500	164.1

* En millions de dirhams

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :
• L'activité banque ;
• L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC ;
• Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques de CIH BANK s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.
Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités de CIH BANK et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

• La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

• Modalité d'exercice de la Direction Générale :
- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par CIH BANK s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière de CIH BANK. Il arrête les orientations stratégiques de la banque et assure la surveillance de la gestion de ses activités.
Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale de CIH BANK et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.
Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques de CIH BANK à travers, notamment, le Comité des Risques et le Comité d'Audit.

Rôle de la direction générale

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition de CIH BANK aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Structures et Organisation
Le Dispositif de gestion des risques est organisé comme suit :

• La Direction Gestion et Contrôle des Risques, La Direction Risque Opérationnel et Contrôle permanent, la Direction des Engagements et le Pôle Recouvrement sont rattachés à La Gestion Globale des Risques et Recouvrement.
• La Direction Contrôle de gestion et ALM est rattachée aux Finances, Services à la Clientèle & Canaux Alternatifs.
• L'entité Lutte Anti Blanchiment est rattachée au Pôle Conformité.
• L'entité Sécurité des Systèmes d'Information est rattachée au Pôle Système d'Information.
• Le Contrôle périodique est pris en charge par le Pôle Audit et Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale
• Le Comité de Management des Risques ;
• Le Comité Contrôle Interne ;
• Le Comité Risques Opérationnels et Contrôle Permanent ;
• Le comité de pilotage des risques de crédit ;
• Le Comité des Engagements ;
• Le Comité de Recouvrement ;
• Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

• Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
• Le Comité de Suivi du Contentieux ;
• Le Comité de Provisionnement ;
• Le Comité ALM ;
• Le Comité Trésorerie et placement ;
• Le Comité risque nouveaux produits et services ;

Les Comités émanant du Conseil d'Administration :
• Le Comité des Risques ;
• Le Comité d'Audit ;
• Le Comité des Grands Engagements et Investissements.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, CIH BANK a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration de CIH BANK.

Identification

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques de CIH BANK. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

Mesure

CIH BANK a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet à CIH BANK de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, CIH BANK a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Des modèles de notation sont également élaborés pour les segments professionnels, banques et assurances. Les systèmes de notation font l'objet de revue et back-testing réguliers.

Aussi, dans un objectif d'industrialisation et d'amélioration de ses traitements, CIH BANK a mis en place une base Engagements qui centralise l'ensemble des données des contrats d'engagements de la clientèle et les informations y afférentes. En effet, cette base permet de mettre à niveau les outils de pilotage et de reporting et de faciliter le processus de production et d'accès à l'information clé.

CIH BANK a également lancé un projet d'automatisation des crédits corporate. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de digitalisation, de certification et de monitoring des activités de la banque et aussi afin de créer une nouvelle dynamique lui permettant d'améliorer son efficience interne et par conséquent la qualité du service de ses clients.

CIH BANK a lancé en 2022 un projet Excellence crédit aux entreprises qui vise à soutenir la croissance des Crédits Entreprises, en dotant CIH Bank d'une organisation et de processus performants pour absorber l'évolution des volumes et améliorer la qualité de service à la clientèle.

Maîtrise

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

En plus des limites réglementaires, le dispositif de limites, actuellement en vigueur à CIHBANK, couvre les différents risques, dont les risques de crédit, de concentration, de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, CIH BANK a déployé le dispositif ICAAP et appétence au risque. En effet, l'appétence au risque constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie. Elle est exprimée au moyen d'indicateurs clés tels que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont ainsi définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de la banque.

Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'activité (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

Aussi, CIH BANK a mis en place un dispositif PRCI Plan de redressement interne qui s'inscrit dans un cadre réglementaire régi par la circulaire n°4/W/2017 publiée en Juillet 2017. Il permet d'élaborer des mesures adéquates qui garantiront la viabilité financière de la banque en réaction à d'éventuels chocs extrêmes et de documenter ces mesures dans un plan de redressement avant qu'une crise ne se produise.

En plus des attentes du régulateur, le PRCI présentera des opportunités pour la banque lui permettant d'anticiper les chocs et se préparer à leur gestion, de renforcer la confiance du régulateur dans la banque, et d'identifier les éléments structurels permettant de rationaliser l'organisation et gagner en efficacité. Il constitue également un outil d'aide à la stratégie et à l'optimisation de l'allocation des ressources financières.

Contrôle et surveillance

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par la Conformité et le Contrôle Permanent pour ce qui est du risque de non-conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction Gestion et Contrôle et des Risques, Direction Risque Opérationnel et Contrôle Permanent, Direction de la Comptabilité, RSSI...). Le Pôle Audit et Inspection Générale assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction gestion et contrôle des risques et de la Direction Risque opérationnels et contrôle Permanent, consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Eléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

CIH BANK a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadré par la règlementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits.

a. Principes de base régissant l'activité de crédit

L'activité de crédit au CIH BANK s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants :
• Respect de la règlementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.
• Système de délégation de pouvoir approprié.
• Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la règlementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

b. Politiques Risques

La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par un ensemble de politiques risques organisées en une politique risque chapeau et des politiques risques par thème.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risques opérationnels, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :
• Politique Risque Banque de l'entreprise ;
• Politique Risque Banque de l'immobilier ;
• Politique Risque Banque des particuliers ;
• Politique Risque marché des professionnels ;
• Politique de provisionnement ;
• Charte des risques sensibles.

c. Comités Crédit

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité crédit. On distingue entre :
• Les comités d'octroi, notamment :
  - Comités Banques de l'Entreprise ;
  - Comité Banque de l'Immobilier ;
  - Comité Banque de Détail ;
  - Comité des Engagements.
• Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
  - Comité de provisionnement ;
  - Comité grands risques ;
  - Comité risques sensibles ;
  - Comité de pilotage risque de crédit ;
  - Comité risque nouveaux produits et services
  - Comité Management des risques.
• Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques, le Comité d'Audit et le Comité des Grands Engagements et Investissements.

d. Procédures Engagements

Le processus d'octroi de crédit chez CIH BANK est encadré par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose, entre autres, sur les principes suivants :
- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision via le Comité Compétent,
- Respect de nos politiques risques,
- Respect du système de délégation des pouvoirs.
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches :
- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements ;
- Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
- Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
- Déblocage / Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.

Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

e. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit

De par l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit aux particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

Dans la continuité de sa stratégie de digitalisation, CIHBANK a lancé un projet d'industrialisation des crédits corporate.

f. Surveillance et pilotage du risque de crédit

Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit

Le suivi de la gestion du risque de crédit à CIH BANK est assuré par la Gestion Globale des risques et recouvrement, notamment :
- La Direction Gestion et Contrôle des risques, au travers des entités suivantes : Pilotage du risque de crédit, Pilotage de la solvabilité et solidité financière, Risk Analytics et Modélisation.
- La Direction des Engagements : entités : Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, et Evaluation & Analyse du risque de contrepartie.
- En plus des banques commerciales, notamment : Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de l'Entreprise, de l'Immobilier et de l'Investissement.

Parallèlement aux structures centrales en charge de la gestion des risques de crédit, les structures de back office engagements distribués par les Banques opérant dans les différents segments assurent notamment un suivi quant aux conditions d'éligibilité des clients et produits relevant de leur domaine de compétence et interviennent conformément aux règles et procédures encadrant l'octroi et la gestion courante des engagements se rapportant à leur portefeuille.

Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction contrôle et gestion des Risques et la Direction des Engagements. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agrégée à travers :
- L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement ;
- La renotation annuelle du portefeuille de crédits ;
- Le suivi technique des projets immobiliers ;
- La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit ;
- Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers ;
- Le suivi des seuils réglementaires, des limites internes, des limites groupe, des ratios prudentiels et du coût du risque ;
- Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
- Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reporting sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

Système de notation de la banque

CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, la Promotion Immobilière, les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit.
Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client et donnant une indication sur la tarification.
La dégradation des notes est un critère d'inscription au comité risques sensibles et d'inscription en bucket 2 et bucket 3 selon la norme IFRS 9.
Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue.
L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.
Un outil intégrant à la fois les différents modèles de notation des entreprises, de la promotion immobilière, des professionnels ainsi que des Banques et assurances a été déployé en 2021/2022.

- Modèle de notation des particuliers :
La notation des prêts des particuliers consiste en l'affectation d'une note aux crédits à l'habitat et à la consommation destinés aux clients particuliers sur la base de critères relatifs, d'une part à la signalétique client (Age, Situation familiale, ...) et d'autres relatifs au comportement prêt et compte (montant du prêt, durée du prêt, impayé...).
La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II. La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie. Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque sur la base des données mises à jour mensuellement.

- Modèle de notation des entreprises :
Le modèle de notation pour les entreprises est à dires d'experts et a été actualisé et backtesté. A cet effet, un nouveau modèle de notation entreprises a été ainsi mis en place en 2019.
Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité et de critères liés au comportement interne et externe du client. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.

- Modèle de notation de la promotion immobilière :
Le modèle de notation de la Promotion immobilière est à dire d'expert. La note étant la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite par le Middle office de la banque de l'immobilier à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.

- Modèle de notation des Professionnels :
Le modèle de notation des professionnels consiste, d'une part, en une notation de comportement des clients professionnels de CIH BANK vis-à-vis de leurs engagements envers la banque et d'autre part, la notation à l'octroi des clients souhaitant bénéficier de nouveaux crédits.

- Modèle de notation des Banques et Assurances :
Le modèle de notation des banques et assurances s'appuie sur le profil financier de ces dernières. En effet, le premier pilier du processus d'évaluation est la prise en compte de la situation financière de l'institut (de crédit ou d'assurance) à noter. La note financière se basant sur des ratios à calculer à partir des bilans consolidés selon deux dimensions : la solvabilité et la liquidité. Après le calcul de la note finale, celle-ci peut être forcée sur la base des critères d'ajustement définis.

Revue des garanties

Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction Gestion et Contrôle des Risques lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

Dispositif de suivi du risque de concentration

La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.

Ce dispositif est étoffé par le processus ICAAP et appétence aux risques.

Limites fixées en termes de risque de crédit

Le suivi du risque de crédit et de concentration est étoffé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus des ratios réglementaires dont le Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR) :
- Limites par segment : des limites sont fixées pour la branche entreprise, et la branche promotion immobilière en pourcentage des fonds propres.
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limites de contrepartie (activité de marché).
- Limites définies dans le cadre de l'ICAAP et de l'appétence au risque.

Ces limites sont validées par les Comités Compétents. La politique de risques du CIHBANK prévoit une révision annuelle éventuelle ou à l'occasion de tout changement dans les spécificités relatives à l'activité du crédit ou à l'aversion de la banque au risque de crédit.

Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR)

Les exigences réglementaires, en termes de coefficient maximum de division des risques CMDR, imposent que les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 20% des fonds propres. Cet indicateur est fortement suivi par BAM et les instances de gouvernance. En cas de dépassement, le montant sera déduit des fonds propres.
Au 31/12/2021, le CMDR est inférieur à 20% pour l'ensemble des contreparties et est, par conséquent, conforme aux exigences réglementaires.

Processus de traitement des créances sensibles

La Direction Contrôle et Gestion des Risques Groupe procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.

Les risques de crédit devenus sensibles sont recensés trimestriellement en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis, alimentant la Watch-List des risques sensibles de la Banque. Ils font l'objet de fiches établies par les métiers et sont présentés au Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions. Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.

A partir de 2020, CIHBANK a ajouté, au niveau de la cartographie des risques, une nouvelle classe interne de suivi du risque appelée Weak List. Cette nouvelle classe permet d'assurer un suivi pertinent et rapproché des créances sensibles. Elle est constituée par toutes les créances détectées par le processus de suivi des risques sensibles, indépendamment de leur intégration ou non dans la Watch List.

En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une analyse par le Comité de suivi des Affaires Spéciales et le Comité de Suivi du recouvrement amiable et contentieux.

Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires à risques significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

Système de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle. En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, Banque de l'Immobilier, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.

Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune desdites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement.

Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex : incidents de paiement) ou externe (ex: Centrale des risques), la notation/score. Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent ;
Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...) ;
L'avis réservé ou défavorable de la Gestion globale des Risques et Recouvrement/Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Le taux de CES s'établit à 5,61% en Décembre 2022 contre 6,40% en Décembre 2021. (En créances nettes d'agios réservés).

II. RISQUE OPERATIONNEL

Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

a. Principes de Gestion des Risques Opérationnels

Les Principes directeurs de Gestion des Risques Opérationnels se déclinent comme suit :
1. La Gestion des risques opérationnels est la responsabilité de tous : Toutes les entités de CIH BANK, les responsables opérationnels ainsi que les employés à tous les niveaux sont concernés par la gestion des risques opérationnels relevant de leur responsabilité et de la mise en œuvre des actions permettant de gérer ces risques.
2. L'approche par les processus et l'unicité du référentiel : Le dispositif de gestion des risques opérationnels est construit autour d'une approche par les processus : La cartographie des processus étant un référentiel commun et unique au sein de CIH BANK.

3. Articulation des contrôles : La cartographie des risques est l'axe principal autours duquel s'articule la mise en place des contrôles de premier et de deuxième niveau.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

4. La hiérarchisation des risques opérationnels : Le dispositif de gestion de risques opérationnel doit permettre de traiter de manière prioritaire les risques opérationnels importants pour CIH BANK.

5. La gestion des risques opérationnels est un processus intégré aux autres processus : La gestion des risques opérationnels est un élément à part entière de la planification de la stratégie et de la gestion opérationnelle.

6. Le processus de gestion des risques opérationnels est un processus évolutif, en amélioration constante : Le processus de gestion des risques opérationnels doit être constamment amélioré afin de refléter les meilleures pratiques et d'augmenter la performance de CIH BANK. La performance du processus de gestion des risques opérationnels pourra être évaluée suivant ces critères : Implication des dirigeants, participation étendue à l'ensemble de la banque, démarche structurée, suivi continu et reporting régulier, informations sur les risques relatifs à tous les niveaux d'activités et fonctions.

7. La gestion des risques opérationnels est un processus supervisé : Les organes d'administration de la gestion de risques (Conseil d'administration et Comité Risques) doivent obtenir régulièrement une vision de l'état des lieux sur les risques opérationnels majeurs et sur le dispositif de contrôle qui leur est associé.

8. Le processus de gestion des risques opérationnels est auditable : Le contrôle de l'efficacité du processus de gestion des risques opérationnels doit être effectué de manière indépendante.

Les reportings produits par la Direction Risques Opérationnels et Contrôle Permanent sont adressés au Comité Risques Opérationnels (trimestriel), au Comité Management des Risques (Trimestriel), au Comité Contrôle Interne, au Comité Risques, au Comité d'Audit (trimestriel).

b. Politiques et procédures risques opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.

Aussi, les risques opérationnels de type Crise - interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

c. Processus de gestion des risques opérationnels

La Direction des Risques Opérationnels et Contrôle Permanent, rattachée à la Gestion globale des risques et recouvrement, est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers :
- L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
- Le traitement des risques opérationnels ;
- Le suivi du risque opérationnel.

CIH BANK a mené un projet d'implémentation d'un nouvel outil SIGR répondant à l'évolution de son processus de gestion des risques opérationnels. A fin 2022, tous les modules de la solution ont été mis en production, et les formations des utilisateurs sur les modules surveillance permanente (Population siège et agence), collecte des incidents et contrôle de niveau 2 réalisées.

Pour assoir ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :

Collecte des incidents
La collecte des incidents de la banque couvre toutes les activités bancaires et ce via le recueille et l'analyse de différentes sources de données notamment : les données relatives aux pertes, aux charges et aux provisions.

Collecte des Indicateurs clés « KRI »
L'objectif de ce dispositif est de suivre des indicateurs chiffrés susceptibles de donner des informations sur l'environnement de risque et de contrôle (à priori et à postériori) avec comme objectifs :
- Avoir des indicateurs pertinents observés ou calculés pour qualifier et quantifier la présence du risque opérationnel ;
- Permettre au Management et au Risk Manager de compléter et contrôler les informations qui remontent dans la base des incidents et d'évaluer la pertinence du dispositif de maîtrise des risques mis en place.

Cartographie des risques opérationnels
CIH BANK a mis en place une cartographie des risques opérationnels qui s'appuie sur la cartographie des processus de la banque. Ce dispositif permet de cartographier et évaluer les risques opérationnels et les contrôles visant à les maîtriser et ainsi identifier les risques résiduels devant faire l'objet d'un suivi.

Cet outil est évolutif et vise à intégrer les risques liés à l'évolution de l'activité du CIHBANK.

Courant 2022, Le CIH a finalisé le chantier de revue de sa cartographie des risques opérationnels finalisée en mars 2019.

Sécurité SI
CIH BANK a mis en place un dispositif de sécurité SI comprenant notamment :
Les contrôles sont intégrés au fonctionnement courant des opérations d'administration des SI. Ces contrôles sont réalisés systématiquement par les personnes attributaires des tâches d'administration ou de supervision. Ces derniers assurent la surveillance et la maîtrise des risques liés aux opérations qu'ils réalisent au titre de leurs fonctions.

Ces contrôles sont intégrés au niveau de l'outil d'automatisation des contrôles internes et sont alimentés régulièrement par les unités opérationnelles.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des audits de sécurité et des tests d'intrusion sont réalisés chaque année en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière. L'objectif étant d'évaluer en continu le niveau de sécurité des plateformes et applications de la banque et en particulier celles exposées sur Internet, et le cas échéant entreprendre les actions correctives nécessaires pour pallier les faiblesses constatées.

Un volet cybercriminalité est suivi au niveau des comités suivants : Comité Organisation et SI, Comité risque opérationnel et Comité des Risques.

d. Le plan de Continuité des Activités

Le plan de continuité des activités est piloté par la direction des Risques Opérationnels et du Contrôle permanent. Ce dispositif est documenté, et comporte les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.
Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement…
Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque, le siège et les agences CIH Bank. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

Subséquemment, CIH BANK a finalisé un projet de mise à niveau et revue de tout le dispositif PCA et PSI.

e. Gestion des risques liés aux activités externalisées

CIH Bank a mis en place un dispositif d'évaluation et de suivi des risques liés aux activités externalisées, dont les principes directeurs et les modalités de fonctionnement sont formalisés dans une politique dédiée.

A ce titre, le dispositif d'évaluation des risques d'encadrement des activités externalisées s'articule autour des trois phases suivantes :
• La gestion en amont,
• La gestion courante de la prestation et l'exercice d'évaluation/réévaluation annuelle,
• L'évaluation post contractuelle.

Dans le cadre d'une externalisation, toute entité propriétaire de prestations externalisées doit les piloter, procéder au suivi des risques qui les bordent et veiller à la mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs de maîtrise des risques prévus. Ce suivi est coordonné avec la « Direction Patrimoine, Achat et logistiques ».

La direction des Risques Opérationnels et du Contrôle Permanent pilote des exercices d'évaluation/réévaluation périodique de la criticité des activités externalisés et du niveau de maîtrise des prestataires aux regard des risques identifiés.

Cet exercice permet d'avoir une visibilité sur la qualité des prestations fournies et du niveau d'engagement des prestataires et permet de monitorer le niveau d'exposition au risque liés aux activités externalisées et de mettre en place les plans d'actions adéquats.

f. Gestion des Risques Nouveaux produits

CIH Bank a veillé à renforcer son processus de lancement des nouveaux produits/services et nouvelles activités et étendre son cadre aux nouveaux processus. Il vise principalement à établir un cadre sécurisé de lancement en permettant notamment de :

• S'assurer que l'analyse spécifique des risques a été conduite de manière rigoureuse dans le but de les couvrir et de prendre en compte les risques résiduels ;
• S'assurer que l'ensemble nouveaux produits et services, processus et nouvelles activités sont bien couverts par l'évaluation des risques avant leur mise en production/marché ;

Le périmètre d'application couvre les nouveaux produits, services, nouvelles activités, Nouveaux processus et tout changement significatif sur l'offre existante.

Le processus d'évaluation et de suivi des risques inhérents à un nouveau produit/Service/Activité/Processus s'imbrique avec les principales étapes qui cadencent le processus de son lancement : Le cadrage, la conception et mise en œuvre du nouveau produit, la phase de lancement et la phase de bilan post lancement

Ce processus, coordonné par la direction des Risques Opérationnels et du Contrôle Permanent permet d'évaluer l'ensemble des risques potentiels : Non-conformité, crédit, marché, opérationnels, financiers, juridiques, fiscaux, de réputation, environnemental et social…

Ainsi, une première analyse des risques est effectuée, et permet de fournir une évaluation du niveau d'exposition aux différents risques induits par le nouveau produit, et de définir les plans d'atténuation à mettre en œuvre pour maîtriser les risques significatifs.

Un bilan des réalisations relatives aux plans d'atténuation des risques est réalisé et permet donc d'évaluer le risque résiduel. Cette information est nécessaire à la prise de décision quant au lancement du nouveau produit, qui peut alors être avec ou sans réserve.

III. RISQUE DE MARCHE

Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :
• Les risques relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Stratégie et Politique Risques

a. Politique Risque de marché

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK a mis en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de taux, de change, et de contrepartie.

CIH BANK exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

A cet effet, la politique CIH BANK couvre les opérations et éléments de marché suivants :
- Opérations Change et monétaires avec Banques locales : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
- Opérations Change et monétaires avec Banques étrangères (Change spot, Prêt/Emprunt en Devises) : Pour la gestion de la position de change ou la trésorerie devises de CIH Bank, la SDM traite des opérations spot ou termes devises vs devises, et des opérations de prêt/Emprunt en devises.
- Opérations de change avec les clients (Change Spot, Change à terme) : La position de change doit respecter l'équilibre en Panier (60% EUR, 40% USD). Le risque de marché de la position de change est le risque du niveau du Panier contre le cours central. La marge de fluctuation du Panier est de +/-5% contre le cours central tel que défini par Bank Al-Maghrib au 09 Mars 2020.
- Portefeuilles Compte Propre : PTF de négociation, PTF d'investissement et PTF de placement.

CIH BANK a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.
L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

b. Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de Marchés des Capitaux s'articulent autour d'un nombre d'entités et de directions qui interagissent pour la réalisation, la validation, le dénouement, la comptabilisation des opérations et la gestion des risques et des limites y afférent :
• Banque de l'Entreprise, de l'Immobilier et de l'Investissement : Pôle Investissement :
  - Direction Marché des Capitaux,
  - Direction Corporate Finance.

• Direction Finances, Services à la Clientèle et Canaux alternatifs :
  - Direction Contrôle de gestion et ALM,

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

- Direction Comptabilité et fiscalité,
- Direction Flux et transactions (BO).

• Direction Gestion et Contrôle des Risques :
- Entité Risques de marché,
- Le Middle office salle des marchés.

Rôle de la Salle Des Marchés/ Direction Marché des Capitaux
La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

La direction marché des capitaux a pour principales missions :
• Traitement des opérations de change de la clientèle,
• Structuration de placements pour les clients,
• Gestion des portefeuilles pour compte propre,
• Gestion et optimisation de la trésorerie de la banque.

La Direction Corporate Finance est en charge de la gestion du portefeuille Actions pour compte propre.

Rôle de la Direction Contrôle et Gestion des Risques
Dans le cadre des activités de marché, la direction Gestion et Contrôle des Risques a pour rôle l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi. Par ailleurs, elle est en charge du contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites, la production quotidienne des résultats et la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites...).
Deux entités sont en charge du suivi des activités de marché :

• L'entité Risques sur Activités de Marché pour le renforcement du contrôle et du suivi des risques liés aux activités de marché, à travers notamment :
- La mesure et l'évaluation des risques de marché.
- Le suivi et le contrôle des activités de marché.
- La production et l'analyse des scénarii de stress
- L'élaboration des reporting risques.
- La mise en place du dispositif des limites des risques de marchés.
- Le suivi du respect des limites internes et réglementaires.

• L'entité middle office salle de marché, pour le contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites de contreparties, la production quotidienne des résultats, ainsi que la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites...).

c. Périmètre des activités de marché
Les activités de marchés chez CIH Bank portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle. CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

CIH Bank dispose d'un catalogue de produits de la Salle des Marchés contenant les fiches de produits. Ce catalogue est élaboré par la Direction Marchés des Capitaux (Salle des Marchés), revu par la Direction Gestion et Contrôle des Risques et par le Comité de Trésorerie et de Placements puis validé par la Comité des Engagements.

Le catalogue est enrichi au fur et à mesure du développement des activités de marché.

Dispositif de gestion, de suivi et de mesure des risques de marché :

Sur l'activité pour compte propre, CIH BANK dispose au 31/12/2022 de :
• Un portefeuille de négociation dont l'encours est de **6 887 MDH**.
• Un portefeuille d'investissement MAD dont l'encours est de **5 180 MDH**.
• Un portefeuille d'investissement en devises dont l'encours est de **3 101MDH**.
• Un portefeuille de placement dont l'encours est de **206 MDH**.

Le portefeuille d'investissement a pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité de trésorerie et de placement et l'entité Gestion Actif Passif rattachée aux Finances, Moyens et Traitements.

Le portefeuille de placement a pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Le portefeuille de négociation a pour objectif de réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (Système d'information) et au niveau comptable.
Sur l'activité pour le compte de la clientèle, la position de change du CIH BANK s'établit à 43 MDH au 31/12/2022.

Ces activités sont suivies au quotidien par le front Office, le middle Office salle des marchés et les risques de marché. Un Comité de placement hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse de l'activité de marché.

a. Mesure et gestion des risques de marché
CIH BANK a mis en place un dispositif de mesure des risques de marché reposant sur le calcul de la Value at Risk (VAR) et un système de limites.

Value at Risk
Le modèle de VaR utilisé est la VaR historique calculée via des scenarii historiques des facteurs de risques inhérents au portefeuille de négociation.
Cette perte maximale (VAR) au titre du 4ème trimestre 2022 affiche les résultats suivants :

• **Activité Taux :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 6,3 Millions de dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 11,5 Millions de dirhams à fin Décembre.
Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2022 affiche 2 dépassements du backtesting hypothétique de la VaR suite à des mouvements extrêmes du marché (avec une perte maximale de 15.7 Millions de dirhams durant le trimestre).

• **Activité Change :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 802 Mille dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 594 Mille dirhams à fin Décembre.
Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2022 n'affiche aucun dépassement.

Système de limites :
L'activité de marché est-elle encadrée par des limites réglementaires et d'autres internes :
• Limites réglementaires définies par Bank Al Maghrib (10% des Fonds Propres par devises, et 20% des Fonds Propres pour la position de change globale longue ou courte).
• Limites internes : change en nominal, tailles des portefeuilles, sensibilité, par type de produit, par contrepartie et des seuils d'alerte liés au P&L.
Situation des portefeuilles de marché :
• Le Portefeuille de transaction affiche au 31/12/2022 : 6 887 MDH
- Structure du PTF : constitué de 96% de BDT,
- Sensibilité : 0,58 en cas de hausse de la courbe des taux de 100 point de base, la moins-value serait de 580 KMAD,
- Duration du PTF : 0,97 ans.
- P&L Net : -69 MDH.
• Portefeuille d'investissement MAD au 31/12/2022 : 5 180 MDH
- Sensibilité : 2,06 ;
- Duration du PTF : 2,12 ans.
- Coupons encaissés : 62 MDH.
• Portefeuille d'investissement DEVISE au 31/12/2022 : 3 101 MDH
- Coupons encaissés : 51 MDH.
• Placement - Portefeuille obligataire au 31/12/2022 : 206 MDH
- Sensibilité PTF : 5,64.
- Duration du PTF : 5,96 ans.
- P&L : 12,5 MDH.
• Placement – OPCVM MAD au 31/12/2022 : 482 MDH
- Rendement PTF : -12,3%.
- P&L : -68 MDH
• Placement – OPCVM en devises au 31/12/2022 : 45 MDH
- Rendement PTF : -18,2%.
- P&L : -10MDH
• Position de change au 31/12/2022 : 43 MDH
- P&L : 339MDH ;

b. Outils de gestion du risque de marché :
Les activités de Marchés s'appuient sur des outils permettant le traitement sécurisé des opérations, notamment :
• Application Front to Back (KONDOR) qui permet le traitement, le dénouement et le contrôle de toutes les opérations effectuées par la salle : en cours de mise en place.
• Outils pour le calcul de la consommation des fonds propres, le calcul de la VAR, la réalisation des stress tests et la production des reportings.

Risque de règlement-livraison

Le risque de règlement-livraison représente le risque que, lors du dénouement d'une opération sur un marché financier, une défaillance empêche la contrepartie de livrer le produit, alors que CIH BANK a déjà honoré ses engagements envers cette dernière.
Ce risque est encadré par des limites de contrepartie en distinguant entre les contreparties bénéficiant d'une convention avec la salle des marchés et les autres.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

La gestion Actif-Passif est assurée par la Direction ALM et Contrôle de Gestion qui est rattachée à la Direction Finances, Services à la Clientèle & Canaux Alternatifs.
La Direction Gestion et Contrôle des Risques rattachée à la Direction Gestion Globale des Risques et Recouvrement, assure le suivi des limites de taux et de liquidité et l'élaboration des stress tests.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la banque subisse une perte en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt (conjuguée aux différences entre les natures de taux et les maturités des actifs et des passifs).
La mesure du risque de taux porte sur le risque de taux structurel du bilan, à l'exclusion du risque sur le portefeuille de trading éventuel (portefeuille de négociation) qui est mesuré par des dispositifs propres dans le cadre des risques de marché.
Le risque de taux est mesuré par la variation de la VAN (valeur actuelle nette) des gaps de taux fixe, entraînée par une variation des taux selon les 6 scénarios :
a. Hausse parallèle de la courbe des taux de +200pb ;
b. Baisse parallèle de la courbe des taux de -200pb ;
c. Hausse des taux courts de +300pb ;
d. Baisse des taux courts de -300pb ;
e. Pentification de la courbe des taux ;
f. Aplatissement de la courbe des taux.

a. Politique en matière de gestion du risque de taux d'intérêt
Pour assurer une gestion saine et exhaustive des risques de taux, CIH BANK bâtit sa stratégie de gestion ALM sur les normes d'évaluation, de contrôle et de reporting déclinées dans la politique ALM.
La stratégie ALM adoptée au CIHBANKBANK s'articule autour des principes suivants :
• Une production d'indicateurs synthétiques et compréhensibles (gaps de taux, sensibilité du bilan, ...) calculés conformément aux conventions bancaires et à la réglementation ;
• La fiabilité et l'exhaustivité des indicateurs produits. Pour ce faire un contrôle est effectué en amont sur la fiabilité et la complétude des inputs par le biais d'une analyse de cohérence comptable ;
• La communication régulière aux instances de pilotage (Comité ALM, Comité d'Audit, Comité Management des Risques,) de reportings portant sur les indicateurs produits, des explications et commentaires appropriés et des solutions proposées ;
• La déclinaison des recommandations et instructions exprimées par les instances de pilotage (augmentation de capital, émission obligataire, ...etc.) aux entités opérationnelles pour mise en œuvre ;
• La veille réglementaire, méthodologique et opérationnelle ;
• Le respect des pistes d'audit dudit dispositif aussi bien pour les volets techniques que les volets documentaires.
La gestion des risques de taux d'intérêt au CIHBANK est assurée par la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur les principes suivants :
• La prise en compte de contraintes de gestion du risque de taux lors de la fixation des objectifs en termes

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

de performance financière et de politique de tarification ou de placement ;
• La mise en place de limites maximales admissibles sur la valeur et la marge du CIHBANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de taux d'intérêt
CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de taux d'intérêt, notamment :
• Le calcul des Gaps de taux fixe sur les maturités allant de JJ- à la maturité à plus de 20 ans, selon les time-band définis par la réglementation ;
• La sensibilité MNI à court terme (sur un horizon d'un an)
• La sensibilité EVE sur un horizon allant jusqu'à 20ans
• La mise en place de limites relatives aux risques de taux avec les dépassements éventuels ;
En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de taux et respecter les limites.

c. Limites taux
Les limites en termes de taux d'intérêt sont proposées par la Direction Contrôle et Gestion des risques et validées par le Comité des Risques, sont les suivantes :
• Limite de la sensibilité court terme (des tombées des gaps de taux fixe sur les maturités inférieures ou égales à un an) : fixée à un pourcentage du MNI prévisionnel.
• Limite de la sensibilité de l'EVE des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, fixée à pourcentage des Fonds Propres de base T1.

d. Evaluation du risque global de taux
La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (JJ, 2 à 7 J, 8 à 15 J, 16 à 30 J, 1 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 9 mois, 9 à 12 mois, 1 à 2 ans, 2 à 3 ans…15 à 20 ans et plus de 20 ans) Ces gaps sont ensuite actualisés.
La variation entre la EVE calculée avec les taux actuels et la EVE calculée sous chaque scénario de choc, permet de déduire la sensibilité des fonds propres aux variations des taux.
Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2022 :
• Une sensibilité de l'EVE, à une variation de la courbe des taux, de –354 MDH soit 5,26% des fonds propres de base T1 ;
• Une sensibilité MNI, à une variation de +200 pb, de -72,4 MDH, soit -3,77% de la MNI prévisionnel.
• Une sensibilité MNI, à une variation de -200 pb, de +65,4 MDH, soit +3,41% de la MNI prévisionnel.

e. Outils de gestion du risque de taux
Pour assurer la gestion des risques de taux, l'entité ALM utilise des applications Excel alimentées par le système d'informations de la banque.

f. Résultats des stress tests internes relatifs aux risques de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire
La sensibilité EVE, aux variations de la courbe des taux à fin Décembre 2022 :
• En cas de hausse parallèle des taux de 2%, une sensibilité de –354 MDH soit 5,26% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de baisse parallèle des taux de 2%, une sensibilité de +312 MDH soit 4,63% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de hausse des taux courts de 3%, une sensibilité de -203 MDH soit 3,02% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de baisse des taux courts de 3%, une sensibilité de -204 MDH soit 3,03% des fonds propres de base T1 ;
• En cas d'aplatissement de la courbe, une sensibilité de -12 MDH soit 0,18% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de pentification de la courbe, une sensibilité de -184 MDH soit 2,73% des fonds propres de base T1.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne puisse pas, à un moment donné, faire face à ses engagements en liquidité dans des conditions acceptables. Ce risque s'applique à l'ensemble du bilan et doit être apprécié en conditions normales et exceptionnelles.

a. Politique en matière de gestion du risque de liquidité
CIHBANK est doté d'un dispositif de mesure et de surveillance du risque de liquidité dont les principes sont explicités dans la politique ALM.
La gestion du risque de liquidité au CIHBANK se déroule selon un schéma organisationnel défini dans la politique ALM. Plusieurs organes et entités y participent directement ou indirectement.
Une saine gestion des risques ALM implique la mise en place d'une stratégie formalisée basée sur les fondamentaux suivants :
• Une évaluation de l'impact de la stratégie commerciale sur l'évolution du bilan en volume et en structure jumelée à une politique adéquate de financement ;
• Les objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement avec leurs contraintes ;
• Le niveau de couverture à assurer en termes de liquidité et les alternatives de financement sur des horizons court, moyen et long terme ;
• Les impacts maximums admissibles sur la valeur et la marge de CIH BANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de liquidité
CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de liquidité, notamment :
• Le calcul des Gaps de liquidité sur les maturités court et moyen et long termes (en flux) ;
• La mise en place en place de limites relatives au risque de liquidité avec les dépassements éventuels ;
En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de liquidité et respecter les limites.

c. Limites liquidité
Ces limites proposées par la Direction Gestion et Contrôle des Risques et validées par le Comité d'audit, sont les suivantes :
• Limite du gap statique de liquidité à 1 mois.
• Limite du gap de liquidité dynamique sur l'exercice en cours.
• Limites de transformation.

d. Le ratio de liquidité
Le ratio LCR en social s'établit à 153% à fin Décembre 2022 contre 125,7% à fin Juin 2022. Il est conforme aux exigences de Bank Al Maghrib.

Par ailleurs, le ratio LCR consolidé s'établit à 156% en Décembre 2022 contre 125% en Juin 2022.

e. Evaluation du risque de liquidité
Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.
La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.
La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
• Calcul des gaps de liquidité (en flux) sur les maturités allant de JJ- à la maturité à plus de 20 ans, selon les time-band définis par la réglementation ;
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité.

f. Stress tests liquidité
CIHBANK effectue, conformément aux recommandations réglementaires et à la politique ALM des stress tests sur le risque de liquidité. Ces Stress Tests sont réalisés avec une fréquence mensuelle et font l'objet d'un suivi régulier par le comité ALM, le comité des Risques et le comité Management des risques.
Les stress tests sur le risque de liquidité consistent à appliquer plusieurs stress scénarii avec des niveaux de chocs différents d'un scénario à l'autre. L'impact est ensuite mesuré sur le besoin additionnel de trésorerie, le ratio besoin de trésorerie/total actifs liquides et réalisables.
A fin décembre 2022, les actifs liquides et disponibles permettent de couvrir le besoin éventuel de liquidité suite aux différents chocs.

Couverture des gaps de taux et de liquidité

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces mesures peuvent se traduire, entre autres, par :
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

Suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction Gestion et Contrôle des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.
Un comité trésorerie hebdomadaire est tenu pour le suivi, entre autres, de la liquidité de la banque.
Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité Risques.

Note 14 : Informations qualitatives liées aux instruments financiers du groupe

L'impact de l'application de la norme IFRS9 sur le processus de crédit et des provisions se traduit par :
• La notation périodique de l'ensemble du portefeuille de crédit et des contreparties.
• L'intégration de la classification en Buckets 1, 2 et 3, dans le processus de traitement des risques sensibles.
• L'intégration de la dimension IFRS9 dans le processus de traitement des provisions.
• Dans ce sens, le portefeuille titrisé fait désormais l'objet de notation et de traitements IFRS9.
• Projet d'amélioration des traitements des garanties.
• Le système de décision d'octroi des crédits pour les grandes branches tient compte de la provision des lignes à mettre en place même si elles sont saines.
• Amélioration du suivi des dépassements et des renouvellements des lignes.

RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

En application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels du CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires sur base consolidée arrêtés au 31/12/2022 s'établissent à 9 614 MDH contre 8 125 MDH à fin Décembre 2021, soit une hausse de 1,49 milliards de dirhams.

Les fonds propres de catégorie 1 sur base consolidée s'établissent 7,31 milliards de dirhams intégrant 4,52 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 1,39 milliards de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 452 millions de dirhams d'intérêts minoritaires et de 1,46 milliards de dirhams d'instruments de fonds propres additionnels versés.

Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent du Goodwill pour un montant de 175 MDH, les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 302 MDH et 39 MDH relatives aux ajustements découlant des filtres prudentiels.

L'application des dispositions transitoires afférentes aux impacts du FTA de la norme IFRS 9 a généré l'intégration de 46 MDH correspondant à 20% du montant résultant de la différence entre le montant des provisions calculées sous la norme IAS 39 au 31 Décembre 2017 et celui calculé selon la norme IFRS 9 au 01/01/2018.

Avec l'application du lissage de l'impact du FTA de la norme IFRS 9, Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 9,90% au lieu de 9,82%.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base consolidée s'établissent à 2,3 milliards de dirhams composés principalement d'emprunts obligataires subordonnés pour un montant de 2,17 milliards de dirhams.

Le ratio CET1 prévisionnel sur bases consolidées et sociales est comme suit :

ENKDH	2022 Réalisé	Juin-2023*	2023*	Juin-2024*
Ratio de fonds propres CET1 (base sociale)	8,68%	8,54%	8,40%	8,62%
Ratio de fonds propres CET1 (base consolidée)	8,54%	8,37%	8,20%	8,25%

* prévisionnel

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

Au 31 décembre 2022, le ratio de solvabilité sur base consolidée s'établit à 14,04% contre 14,42% au 31/12/2021.

ENKDH	Décembre 2022
Fonds Propres CET1	5,851,251
Fonds Propres TIER 1	7,309,613
Fonds Propres TIER 2	2,304,323
Fonds Propres Admissibles	9,613,936
Total des Actifs Pondérés	68,481,028
Risques de Crédit pondérés	61,903,228
Risques de Marché pondérés	712,666
Risques Opérationnels pondérés	5,865,134
Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8%)	8.54%
Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9%)	10.67%
Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12%)	14.04%

CARACTÉRISTIQUES CONTRACTUELLES DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES FONDS PROPRES

Les caractéristiques des dettes subordonnées se présentent comme suit au 31/12/2022 : (en milliers MAD)

Au 31/12/2022			
Date Emission	Taux Actuel	Durée (Ans)	Capital Restant Dû en Kdh
09/01/2015	4,75%	10	53 300
18/05/2018	4,02%	10	82 600
09/01/2015	4,75%	10	626 500
09/01/2015	3,19%	10	320 200
15/12/2016	3,82%	10	39 400
15/12/2016	2,62%	10	960 600
18/05/2018	4,02%	10	417 400
18/05/2018	2,87%	10	500 000
28/12/2018	6,23%	10	150 000
28/12/2018	4,33%	10	350 000

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin Décembre 2022 représentent 61,90 milliards de dirhams soit 90% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 4,95 milliards de dirhams.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin Décembre 2022, Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 57 millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 5,87 milliards de dirhams au 31 décembre 2022 pour une exigence en fonds propres de 469 millions de dirhams.

ELEMENTS D'INFORMATION SUR BASE INDIVIDUELLE DES FILIALES SIGNIFICATIVES

La filiale établissements de crédits du CIH BANK à savoir SOFAC CREDIT déclare, son ratio de solvabilité à Bank-Al-Maghrib en respect des circulaires 26/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur le risque de crédit et de la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit.

A fin Décembre 2022 Les fonds propres réglementaires de SOFAC CREDIT s'établissent à 864 millions de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élèvent à 7.18 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 12,03%.

Projet ICAAP :

Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième pilier de Bale 2, CIH BANK a déployé un processus ICAAP et appétence aux risques permettant l'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres internes.

Ce dispositif a été validé par le Comité des risques et le Conseil d'Administration et fait l'objet d'une présentation à Bank Al Maghrib.

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires de Bank Al Maghrib et en se basant sur les pratiques observées au niveau international.

Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH Bank, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne. Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH Bank.

Le dispositif de mesure et du suivi du besoin de capital interne fera l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées au sein de CIH Bank.

La fonction fondamentale de l'ICAAP est de permettre à CIH Bank de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque.

CIH Bank a également défini son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.

L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

L'objectif de la formalisation de l'appétence au risque est de permettre à la Direction générale et au Conseil d'administration de formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée.

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de CIH Bank.

Les résultats issus des exercices d'ICAAP seront rapportés annuellement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin de leur permettre d'apprécier en permanence les risques inhérents à l'activité de la Banque et ceux susceptibles de se matérialiser par des impacts négatifs sur les fonds propres.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2022

(en milliers MAD)

BILAN CONSOLIDE

ACTIF IFRS	2022.Déc	2021.Déc
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP	3.202.155	3.462.289
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**9.274.996**	**9.306.900**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6.887.169	8.459.573
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	2.387.827	847.326
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**824.992**	**841.281**
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	68.532	258.441
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	756.459	582.840
Titres au coût amorti	8.688.795	4.887.459
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.856.360	6.186.532
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	83.423.310	74.406.732
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	413.409	329.849
Actifs d'impôt différé	647.275	486.153
Comptes de régularisation et autres actifs	2.158.535	2.366.447
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mise en équivalence	39.805	3.750
Immeubles de placement*	1.670.408	1.069.706
Immobilisations corporelles	2.242.651	2.274.677
Immobilisations incorporelles	539.293	496.054
Ecart d'acquisition	174.884	299.428
TOTAL ACTIF	**117.156.869**	**106.417.254**

* Au 01/01/2022, CIH BANK a procédé à un changement de méthode de traitement des immeubles de placement sous la norme IAS 40, en appliquant "la méthode à la juste valeur" au lieu de "la méthode coût" amorti les impacts ont été constatés en réserves consolidées.

BILAN CONSOLIDE

PASSIF IFRS	2022.Déc	2021.Déc
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	18.071.735	16.119.633
Dettes envers la clientèle	68.905.888	62.953.110
Titres de créance émis	12.364.164	11.430.017
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	462.401	398.358
Passifs d'impôts différés	646.674	373.733
Compte de régularisation et autres passifs	4.519.745	4.871.195
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	622.957	733.214
Subventions et Fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	4.480.252	3.691.298
Capitaux propres	**7.083.052**	**5.846.695**
Capital et réserves liées	3.051.978	2.832.474
Réserves consolidées	**3.101.585**	**2.283.071**
Réserves consolidées - Part du groupe	2.599.028	1.787.794
Réserves consolidées - Part des minoritaires	502.557	495.277
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**218.525**	**109.144**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	218.525	109.144
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires	-	-
Résultat net de l'exercice	**710.964**	**622.007**
Résultat net de l'exercice - Part du groupe	669.086	603.036
Résultat net de l'exercice - Part des minoritaires	41.878	18.971
TOTAL PASSIF	**117.156.869**	**106.417.254**

(en milliers MAD)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

	2022.Déc	2021.Déc
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	3.949.878	3.508.410
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	-1.365.448	-1.232.383
MARGE D'INTERETS	**2.584.431**	**2.276.027**
Commissions (produits)	558.712	458.996
Commissions (charges)	-267.409	-172.437
MARGE SUR COMMISSIONS	**291.303**	**286.559**
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**342.930**	**379.400**
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	44.192	134.811
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	298.738	244.589
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**83.595**	**30.429**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-898	2.351
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	84.493	28.079
Gains ou pertes nets des instruments financiers disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par KP en actifs financiers à la JVR	-	-
Produits nets des activités d'assurance	-	-
Produits des autres activités	492.181	419.982
Charges des autres activités	-276.455	-285.841
PRODUIT NET BANCAIRE	**3.517.984**	**3.106.557**
Charges générales d'exploitation	-1.659.501	-1.558.485
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-201.329	-159.399
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1.657.154	1.388.674
Coût du risque de crédit	-590.369	-456.529
RESULTAT D'EXPLOITATION	**1.066.785**	**932.145**
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	36.041	5.953
Gains ou pertes nets sur autres actifs	11.526	69.034
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	**1.114.351**	**1.007.131**
Impôts sur les bénéfices	-403.387	-385.125
Résultat net des d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	**710.964**	**622.007**
Résultats Minoritaires	41.878	18.971
RESULTAT NET PART DU GROUPE	**669.086**	**603.036**
RÉSULTAT PAR ACTION (EN DIRHAM)	21,9	21,3
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN DIRHAM)	1,4	0,7

FLUX DE TRESORERIE

	2022.Déc	2021.Déc
Résultat avant impôts	**1.114.351**	**1.007.131**
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	234.982	269.666
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	523.717	260.786
+/- dotations nettes aux provisions	34.177	70.291
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(36.041)	(5.953)
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	155.573	(73.632)
+/- autres mouvements	123.555	(41.951)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**1.035.965**	**479.205**
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	4.258.425	2.018.287
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	(3.366.001)	(2.426.118)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(2.159.346)	(681.535)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(516.754)	761.211
Impôts	(483.412)	(386.360)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**(2.267.087)**	**(714.514)**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**(116.771)**	**771.823**
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	(244.328)	(87.346)
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(260.643)	788.040
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	**(504.971)**	**700.694**
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(427.346)	(227.301)
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	788.954	(29.967)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**361.608**	**(257.268)**
Effet de la variation de reclassement et changement de méthode sur la trésorerie	-	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(260.134)**	**1.215.249**
COMPOSITION DE LA TRESORERIE	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**3.462.289**	**2.247.041**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	3.462.289	2.247.453
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissement de crédit	-	(412)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**3.202.155**	**3.462.289**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	3.202.155	3.462.289
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissement de crédit	-	-
Variation de la trésorerie nette	**(260.134)**	**1.215.249**

NOTE-A8 - TITRES AU COÛT AMORTI

	2022.Déc	2021.Déc
Obligations, bons du trésor et valeurs assimilées	**5.289.119**	**2.630.960**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	5.289.119	2.630.960
Autres titres de créance	**3.399.676**	**2.256.499**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	3.399.676	2.256.499
Juste valeur au bilan	**8.688.795**	**4.887.459**

NOTE-A9 - IMPOTS DIFFERES

	2022.Déc	2021.Déc
Actifs d'impôts différés	**647.275**	**486.153**
Passifs d'impôts différés	646.674	373.733
Position nette	**601**	**112.419**

NOTE-A9 BIS - IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

	2022.Déc	2021.Déc
impôts courants	**413.409**	**329.849**
impôts différés	647.275	486.153
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	**1.060.685**	**816.001**
impôts courants	462.401	398.358
impôts différés	646.674	373.733
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	**1.109.076**	**772.092**

NOTE-A1 - VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, SCP

	2022.Décembre		2021.Décembre	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	1.557.346	-	1.614.869	-
Banques centrales, ccp	1.644.809	-	1.847.421	-
Total	3.202.155	-	3.462.289	-

NOTE-A2-BIS - CATEGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

	2022.Déc	2021.Déc
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**9.274.996**	**9.306.900**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6.887.169	8.459.573
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	2.387.827	847.326
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	824.992	841.281
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	68.532	258.441
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	756.459	582.840
Actifs financiers au coût amorti	95.968.465	85.480.723
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.856.360	6.186.532
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	83.423.310	74.406.732
Titres au coût amorti	8.688.795	4.887.459
Autres actifs financiers détenus au coût amorti	-	-

NOTE-A5 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	2022.Déc	2021.Déc
A VUE	**2.142.560**	**2.168.497**
Comptes ordinaires	2.167.037	2.137.318
Prêts et comptes au jour le jour	0	51.984
Valeurs reçues en pensions au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	-24.478	-20.805
A TERME	**1.714.684**	**4.019.685**
Comptes et prêts à terme	1.706.167	4.010.983
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pensions à terme	-	-
Créances rattachées	8.517	8.702
Autres prêts et créances à terme	-	-
TOTAL BRUT	**3.857.244**	**6.188.182**
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établisements de crédit	-884	-1.649
TOTAL NET	**3.856.360**	**6.186.532**

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liés au Capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au : 2021.Décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.385.313**	**109.144**	**5.326.931**	**513.846**	**5.840.777**
Autres changements de méthodes comptables, corrections d'erreurs et autres mouvements	-	-	-	5.517		5.517	402	5.919
Capitaux propres corrigés : 2021.Décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.390.830**	**109.144**	**5.332.448**	**514.247**	**5.846.695**
Opérations sur capital	-	-	-	-1.043	-	-1.043	-	-1.043
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-396.542	-	-396.542	-29.755	-426.297
Resultat de l'exercice	-	-	-	669.086	-	669.086	41.878	710.964
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	-	-	-	-5.143	109.380	104.237	-	104.237
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-5.143	109.380	104.237	-	104.237
Variation de périmètre	-	-	-	-37.452	-	-37.452	-	-37.452
Capitaux propres au : 2022.Décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.619.735**	**218.525**	**5.670.733**	**526.371**	**6.197.104**
Autres changements de méthodes comptables, corrections d'erreurs et autres mouvements	-	-	-	287.419	-	287.419	18.064	305.483
Augmentation de capital CIH BANK	219.505	-	-	360.960	-	580.465	-	580.465
Capitaux propres corrigés : 2022.Décembre	**3.051.978**	**-**	**-**	**3.268.114**	**218.525**	**6.538.617**	**544.435**	**7.083.052**

NOTE-A6 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2022.Déc	2021.Déc
Crédit de trésorerie	**600.000**	**-**	**13.675.130**	**970.478**	**15.245.607**	**10.425.589**
comptes à vue débiteurs	-	-	4.197.825	72.016	4.269.841	2.696.110
créances commerciales sur le maroc	-	-	1.545.678	-	1.545.678	1.173.288
crédits à l'exportation	-	-	30.748	191.116	221.864	153.118
autres crédits de trésorerie	600.000	-	7.900.880	707.346	9.208.226	6.403.073
Crédits à la consommation	**-**	**-**	**5.280**	**13.792.499**	**13.797.779**	**11.789.621**
Crédits à l'équipement	**-**	**-**	**8.325.305**	**-**	**8.325.305**	**9.103.950**
Crédits immobiliers	**263.737**	**-**	**11.467.817**	**22.199.037**	**33.930.590**	**29.561.757**
Autres crédits	**-**	**6.523.142**	**5**	**44.158**	**6.567.305**	**9.151.417**
Créances acquises par affacturage	**1.009.867**	**-**	**1.480.711**	**-**	**2.490.577**	**1.409.179**
Intérêts courus à recevoir	**-**	**2.051**	**103.213**	**39.958**	**145.222**	**167.546**
Créances en souffrance	**-**	**-**	**828.146**	**5.809.093**	**6.637.240**	**5.992.376**
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**-413.947**	**-3.328.374**	**-3.742.321**	**-3.212.316**
sur base individuelle	-	-	-413.947	-3.328.374	-3.742.321	-3.212.316
sur base collective	-	-	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances irelatives aux opérations de réassurance et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres prêts et créances	-	-	-	26.006	26.006	17.612
TOTAL	**1.873.604**	**6.525.193**	**35.471.660**	**39.552.854**	**83.423.310**	**74.406.732**

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION

	2021. Décembre	Augmentation	Diminution	Autres flux	2022. Décembre
Valeur brute	217.964	46.243	-600	39.203	302.811
Amortissement et dépréciation	-69.381	-31.903	18.527	-7.986	-90.743
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**148.584**	**14.340**	**17.927**	**31.217**	**212.068**
Valeur brute	355.462	-	-15.636	-	339.826
Amortissement et dépréciation	-113.709	-46.263	-	-	-159.972
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**241.753**	**-46.263**	**-15.636**	**-**	**179.854**
TOTAL IMMOBILISATIONS	**390.337**	**-31.924**	**2.291**	**31.217**	**391.922**

Actifs au titre de droits d'utilisation (Preneur)

	2022.Décembre	2021.Décembre
Immobilisations corporelles	2.242.651	2.274.677
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	57.108	57.953
Immobilisations incorporelles	539.293	496.054
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	334.813	352.168

Passifs au titre de dettes locatives

	2022.Décembre	2021.Décembre
Comptes de régularisation et autres passifs	4.519.745	4.871.195
Dont: dettes locatives	58.407	39.094

Détail des charges de contrats de location

	2022.Décembre	2021.Décembre
Intérêts et charges assimilées	-1.365.448	-1.232.383
Dont: charges d'intérêts sur dettes locatives	-17.114	-17.769
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-201.329	-159.399
Dont: dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-4.408	-3.644

(en milliers MAD)

ALLOCATION DES PERTES ATTENDUES AU 31/12/2022

Portefeuille Créances sur les Etablissements de Crédit

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2022	3.857.244	-	-	3.857.244
Encours Hors Bilan au 31/12/2022	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2022	884	-	-	884
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2022	-	-	-	-

Portefeuille Titres au Coût Amorti

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2022	8.688.795	-	-	8.688.795
Encours Hors Bilan au 31/12/2022	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2022	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2022	-	-	-	-

Portefeuille Créances sur la Clientèle

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2022	72.721.340	7.254.076	7.190.215	87.165.631
Encours Hors Bilan au 31/12/2022	12.211.923	164.124	247.983	12.624.030
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2022	566.134	514.176	2.662.011	3.742.321
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2022	93.440	12.555	79.544	185.539

Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2022	824.992	-	-	824.992
Encours Hors Bilan au 31/12/2022	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2022	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2022	-	-	-	-

NOTE-A10 - COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	2022.Déc	2021.Déc
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	157.564	199.005
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	104.996	95.637
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	523.068	401.583
Autres débiteurs et actifs divers	1.372.907	1.670.222
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	2.158.535	2.366.447
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	350	35.278
Comptes d'encaissement	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	2.284.484	1.888.786
Autres créditeurs et passifs divers	2.234.911	2.947.132
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	4.519.745	4.871.195

NOTE-A13 - PARTICIPATION DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
AJARINVEST	39.805	90.101	159.998	160.719	36.041
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	39.805	90.101	159.998	160.719	36.041

NOTE-A14 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

	Valeur brute 2021.Déc	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variations de périmètre	Valeur brute 2022.Déc
Immeubles de placements	1.407.342	22.953	-10.504	250.617	1.670.408
TOTAL	1.407.342	22.953	-10.504	250.617	1.670.408

GOODWILL

	2021.Déc	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	2022.Déc
Valeur brute	**299.428**	**-**	**124.543**	**-**	**174.884**
SOFAC	174.884	-	-	-	174.884
SANGHO	124.543	-	124.543	-	-
Cumul des pertes de valeur	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Valeur nette au bilan	**299.428**	**-**	**124.543**	**-**	**174.884**

NOTE-P15 - DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

	2022.Décembre	2021.Décembre
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.078.000	3.104.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1.326.306	526.306
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	75.947	60.992
TOTAL	4.480.252	3.691.298

NOTE-P4- DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	Bank Al-Maghreb, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilées au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	2022.Décembre	2021.Décembre
Comptes ordinaires créditeurs	**-**	**189.023**	**182.540**	**5.468**	**377.031**	**832.158**
Valeur données en pension	**11.092.000**	**-**	**-**	**-**	**11.092.000**	**10.340.289**
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	11.092.000	-	-	-	11.092.000	10.340.289
Emprunts de trésorerie	**919.000**	**3.320.357**	**594.261**	**-**	**4.833.618**	**3.664.190**
- au jour le jour	-	-	144.261	-	144.261	269.261
- à terme	919.000	3.320.357	450.000	-	4.689.357	3.394.929
Emprunts financiers	**-**	**1.684.322**	**27.586**	**-**	**1.711.908**	**1.242.162**
Autres dettes	**-**	**26.080**	**-**	**-**	**26.080**	**26.462**
Intérêts courus à payer	**3.371**	**19.237**	**8.490**	**-**	**31.098**	**14.373**
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	12.014.371	5.239.018	812.877	5.468	18.071.735	16.119.633

NOTE-A15- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2022.Décembre			2021.Décembre		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	2.180.102	478.481	1.701.621	1.984.844	426.863	1.557.981
Equipement, mobilier, installations	633.982	427.149	206.833	727.089	501.053	226.036
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	845.080	510.882	334.198	1.051.399	560.739	490.660
TOTAL	3.659.164	1.416.512	2.242.651	3.763.332	1.488.655	2.274.677

NOTE-A16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2021.Décembre	Autres mouvements	Acquisitions	Cessions ou retraits	2022.Décembre
Valeur brute	883.166	-110	95.057	-13.953	964.160
Amortissement et dépréciation	-387.112	110	-37.387	-478	-424.867
NET	496.054	-	57.670	-14.431	539.293

(en milliers MAD)

NOTE-PER - ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Détail des charges	2022.12	2021.12
Salaires	576.216	542.448
Charges du personnel des exercices antérieurs	-	101
Cotisations sociales	195.045	195.167
Autres rémunérations du personnel	80.969	78.469
TOTAL	**852.230**	**816.184**

Effectif fin de période	2022.12	2021.12
Employés	610	606
Cadres	1.610	1.575
TOTAL	**2.220**	**2.181**

	2022.12
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2021	**(203.983)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(20.143)
Reprise pour utilisation / prestations payées	12.927
OCI	13.344
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2021	**(197.855)**

	2022.12
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2022	**(197.855)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(19.538)
Reprise pour utilisation / prestations payées	11.406
OCI	(7.555)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 30 Juin 2022	**(213.542)**

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-22	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-21
Engagement net	**67.048**	**70.542**	**100.249**	**101.139**
Limitation de l'actif de retraite	0	0	0	0
Coûts des services passés non reconnus	0	0	0	0
Gains/Pertes actuariels non reconnus	0	0	0	0
Actif/Provision net figurant au bilan	**67.048**	**70.542**	**100.249**	**101.139**

SENSIBILITÉ DE L'ENGAGEMENT PAR RAPPORT AU TAUX D'ACTUALISATION

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-22	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-21
Sensibilité de l'engagement	**-6,2%**	**-5,8%**	**-7,0%**	**-14,9%**
Sensibilité du coût des services	-9,1%	-10,4%	-11,4%	-10,6%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	18,5%	15,6%	17,4%	9,4%

NOTE-R1 - MARGE D'INTERETS

	2022.12	2021.12
Sur opérations avec les établissements de crédit	64.079	61.235
Sur opérations avec la clientèle	3.668.768	3.283.463
Intérêts courus et échus sur titres de créance	23.126	39.326
Intérêts courus et échus sur titres au coût amorti	189.896	122.112
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	4.009	2.274
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**3.949.878**	**3.508.410**
Sur opérations avec les établissements de crédits	103.507	78.188
Sur opérations avec la clientèle	673.174	596.720
Titres de créance	92.970	76.957
Titres au coût amorti	34.553	24.548
Sur dettes représentées par titres	317.723	316.167
Sur dettes subordonnées	140.913	136.781
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit-bail	2.608	3.023
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Charges d'intérêts	**1.365.448**	**1.232.383**
MARGE D'INTERET	**2.584.431**	**2.276.027**

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR

	2022.12	2021.12
GAINS OU PERTS NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JV	**426.525**	**409.830**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	342.930	379.400
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	44.192	134.811
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	298.738	244.589
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**83.595**	**30.429**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-898	2.351
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	84.493	28.079

NOTE-R4 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

	2022.Décembre	2021.Décembre
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtellière	5.613	-
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-331	-1.130
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & reprises sur immeubles de placement	-	-64.859
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	486.567	419.982
Autres charges	-276.125	-219.852
Produits et charges des autres activités	**215.725**	**134.142**

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	2022.Décembre	2021.Décembre
Dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-194.160	-155.633
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-7.169	-3.765
Total dotations	**-201.329**	**-159.399**

NOTE-R5 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	2022.Décembre	2021.Décembre
Charges de personnel	865.923	823.401
Impôts et taxes	49.714	47.319
Services extérieurs et autres charges	743.865	687.766
Charges d'exploitation	**1.659.501**	**1.558.485**

NOTE-R2 - MARGE SUR COMMISSIONS

	2022.Décembre			2021.Décembre		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**135.686**	**78.467**	**57.219**	**98.217**	**44.700**	**53.517**
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	3	-3	-	3.169	-3.169
Sur opérations avec la clientèle	93.834	-	93.834	71.794	-	71.794
Sur opérations sur titres	3.650	2.692	958	2.371	1.515	856
Sur opérations de change	38.202	75.772	-37.570	24.052	40.016	-15.964
Sur opérations sur instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	**423.026**	**188.942**	**234.084**	**360.779**	**127.737**	**233.042**
Produits nets de gestions d'OPCVM	14.065	-	14.065	9.141	-	9.141
Produits nets sur moyens de paiement	271.560	-	271.560	220.632	-	220.632
Autres	137.402	188.942	-51.540	131.005	127.737	3.268
Produits nets des commissions	**558.712**	**267.409**	**291.303**	**458.996**	**172.437**	**286.559**

(en milliers MAD)

COUT DU RISQUE

	2022.Décembre	2021.Décembre
Dotations aux provisions	**999.780**	**864.270**
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	971.295	818.539
Provisions pour dépréciations des titres	-	-30.380
Provisions pour risques et charges	28.485	76.111
Reprises de provisions	**407.321**	**532.487**
Reprises de provisions pour dépréciations des prêts et créances	399.045	518.837
Reprises de provisions pour dépréciations des titres	-	-
Reprises des provisions pour risques et charges	8.275	13.650
Variation des provisions	**592.459**	**331.783**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	24.936	161.169
Récupération sur prêts et créances amorties	-27.026	-36.423
Autres pertes	-	-
COUT DU RISQUE	**590.369**	**456.529**

NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

	2022.Décembre	2021.Décembre
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**14.216**	**14.592**
Plus value de cession	16.387	14.604
Moins value de cession	-2.170	-12
Titres de capitaux propres consolidés	**-258.250**	**33.373**
Plus value de cession	-	-
Moins value de cession	-258.250	33.373
Gains ou pertes sur autres actifs	**255.560**	**21.069**
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	**11.526**	**69.034**

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2022.Décembre	2021.Décembre
Charge d'impôts exigibles	-483.412	-386.360
Charge d'impôts différés	80.025	1.235
Charge d'impôt de la période	**-403.387**	**-385.125**

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2022.Décembre	2021.Décembre
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	1.114.351	1.007.131
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	-412.310	-372.639
Ecart taux mère/filiales	15.194	-5.228
Effet différences permanentes	-142.510	-394.429
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-136.239	-387.171
Charge effective d'impôts	**-403.387**	**-385.125**

NOTE-R11 - ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	2022.12	2021.12
Résultat net	**710.964**	**622.007**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**218.525**	**109.144**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres	218.525	109.144
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-	-
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	**929.488**	**731.151**
part du groupe	887.611	712.180
part des minoritaires	41.878	18.971

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

	2022.12	2021.12
Résultat net part du Groupe	669.086	603.036
Nombre d'actions ordinaires émises	30.519.784	28.324.735
Résultat par action de base et dilué en dh	**21,9**	**21,3**

NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

	2022.Décembre	2021.Décembre
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Ecarts d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	**-**	**-**

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	31-déc-22		31-déc-21		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Société mère
CIH COURTAGE	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
CIH PATRIMMO	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
LANACASH	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SOFAC	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFASSUR	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFAC STRUCTURED FINANCE	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
TIVOLI	Maroc	89,36%	89,36%	89,36%	89,36%	Intégration globale
CREDITLOG 3	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
UMNIA BANK	Maroc	40,00%	100,00%	40,00%	100,00%	Intégration globale
GHOSN ENNAKHIL	Maroc	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%	Intégration globale
SANGHO	Maroc	-	-	100,00%	100,00%	Sortie du périmètre
AJARINVEST	Maroc	40,00%	40,00%	40,00%	40,00%	Mise en équivalence

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2022. Décembre
TOTAL BILAN	105.737.491	12.391.750	949.779	-1.922.151	117.156.869
Dont	-	-	-	-	-
ELEMENTS D'ACTIF	-	-	-	-	-
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, ccp	3.198.794	2.466	895	-	3.202.155
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	4.555.170	130.083	128.633	-957.527	3.856.360
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	72.798.675	11.461.194	20.924	-857.482	83.423.310
Immobilisations corporelles	966.780	247.284	1.028.588	-	2.242.651
Immobilisations incorporelles	498.706	33.164	7.423	-	539.293
ELEMENTS DU PASSIF	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	15.494.297	3.722.116	305.759	-1.450.437	18.071.735
Dettes envers la clientèle	66.321.903	2.551.484	194.793	-162.292	68.905.888
Titres de créance émis	8.297.210	4.066.954	-	-	12.364.164
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	4.375.250	156.986	-	-51.983	4.480.252
Capitaux propres	**6.311.293**	**663.244**	**108.515**	**-**	**7.083.052**

SECTEURS OPÉRATIONNELS

COMPTE DE RESULTAT	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2022. Décembre
Marges d'intérêt	2.055.904	544.841	-16.314	-	2.584.431
Marge sur commissions	249.873	70.811	-1.596	-27.785	291.303
Produit net bancaire	2.797.002	619.250	182.362	-80.630	3.517.984
Résultat d'exploitation	626.737	310.396	129.238	413	1.066.785
Résultat net	391.148	179.771	140.046	-	710.964
Résultat net part du groupe	420.380	119.188	129.518	-	669.086

(en milliers MAD)

NOTE-P5 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	secteur public	Entreprises Financiéres	Entreprises non financières	Autre clientèle	2022.Décembre	2021.Décembre
Comptes ordinaires créditeurs	-	1.059.959	9.493.540	32.429.955	42.983.454	36.470.903
Comptes d'épargne	-	-	-	9.486.897	9.486.897	8.208.567
Dépôts à terme	-	584.600	1.132.692	10.204.890	11.922.182	13.560.388
Autres comptes créditeurs	167	13.754	142.217	2.671.587	2.827.726	2.769.493
Intérêts courus à payer	-	-	79.245	50.529	129.774	168.819
Autres dettes envers la clientèle	441	36.220	363.570	1.155.623	1.555.855	1.774.939
TOTAL	**609**	**1.694.532**	**11.211.264**	**55.999.482**	**68.905.888**	**62.953.110**

NOTE-P6 - TITRES DE CRÉANCE ÉMIS

	2021.Décembre	Augmentation	Diminution	2022.Décembre
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	10.114.267	3.050.000	-1.002.967	12.161.300
Intérêts courus non échus / titres de créances négociables	80.606	-	-	88.225
Emprunts obligataires	1.000.000	-	-1.000.000	-
Intérêts courus non échus / emprunts obligataires	27.515	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	134.825	-	-93.577	41.248
Intérêts courus non échus / autres dettes représentées par un titre	72.803	-	-	73.391
Total	**11.430.017**	**3.050.000**	**-2.096.544**	**12.364.164**

NOTE-P13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2021.12	Augmentation	Diminution	Autres	2022.12
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	173.564	-	-	-	173.564
Provisions pour risques et charges	361.795	25.007	-148.982	-1.969	235.851
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	197.855	19.538	-11.406	7.555	213.542
TOTAL	**733.214**	**44.545**	**-160.388**	**5.586**	**622.957**

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2022	31/12/2021
Engagements de financements et de garantie donnés	**15.550.441**	**12.681.349**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**126.698**	**210.257**
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	126.698	210.257
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**10.055.505**	**8.908.259**
- Crédits documentaires import	1.012.064	595.432
- Acceptations ou engagements de payer	466.747	670.861
- Ouvertures de crédit confirmés	4.477.297	4.979.214
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	4.099.397	2.662.753
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**3.163.658**	**16.588**
- Crédits documentaires export confirmés	3.146.919	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	16.739	16.588
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**2.204.580**	**3.546.244**
- Garanties de crédits données	10.500	1.670.534
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	1.411.779	1.221.610
- Autres cautions et garanties données	728.999	654.099
- Engagements en souffrance	53.302	-
Engagements de financements et de garantie reçus	**24.522.748**	**25.164.908**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**2.700.295**
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	2.700.295
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**24.522.748**	**22.464.614**
- Garanties de crédits	14.328.320	13.711.217
- Autres garanties reçues	10.194.428	8.753.397

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	Entreprises consolidées par intégration globale
ACTIF	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-55
Prêts et créances	-1.815.009
Comptes de régularisation et autres actifs	-107.088
PASSIF	
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-
Compte de régularisation et autres passifs	-257.438
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-51.983
RESULTAT	
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	-38.977
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	38.977
Commissions (produits)	-39.889
Commissions (charges)	12.104
Autres	28.199

Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca
Maroc

mazars
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

GROUPE CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH BANK)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca
Maroc

mazars
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH BANK)
187, avenue Hassan II
Casablanca

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, ainsi que le compte de résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 7 083 052, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 710 964.

Ces états ont été établis par la Direction de la banque, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable d'évaluation des immeubles de placement, mentionné dans la note [a] relative au bilan consolidé.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Evaluation du risque de crédit sur les crédits à la clientèle

Risque identifié	Réponse d'audit
Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier constitue des provisions pour dépréciations destinées à couvrir ce risque. Ces dépréciations sont déterminées selon les dispositions de la norme IFRS 9 Instruments financiers et le principe des pertes de crédit attendues. L'évaluation des pertes de crédit attendues pour les portefeuilles de prêts à la clientèle requiert l'exercice du jugement notamment pour : - Déterminer les critères de classement des encours en Bucket 1, Bucket 2 ou Bucket 3 ; - Estimer le montant des pertes attendues en fonction des différentes étapes ; - Etablir des projections macro-économiques qui sont intégrées à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure des pertes attendues. Les informations concernant notamment la reconnaissance et les modalités d'estimation des pertes de crédit attendues sont principalement détaillées dans la note « Dépréciation des actifs sous IFRS 9 » de l'annexe aux comptes consolidés. Au 31 décembre 2022, l'encours total des prêts à la clientèle par décaissement exposés au risque de crédit s'élève à 87.165 MMAD ; le montant total des dépréciations y afférentes s'élève à 3.742 MMAD. En ce qui concerne les engagements hors bilan à la clientèle, les dépréciations pour pertes attendues s'élèvent à 185 MMAD. Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations et provisions constituaient un point clé de l'audit, compte tenu (i) de l'importance du montant de ces actifs dans les comptes du Groupe CIH (ii) et du fait que ces éléments font appel au jugement et aux estimations de la direction, en particulier pour les financements accordés aux entreprises dans les secteurs économiques les plus sensibles.	Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier et testé les contrôles clés relatifs à l'appréciation du risque de crédit et à l'évaluation des pertes attendues. Nous avons concentré nos travaux sur les encours et/ou portefeuilles de prêts à la clientèle les plus significatifs et notamment sur les financements accordés aux entreprises dans des secteurs sensibles. Sur les aspects de dépréciation, nos travaux d'audit ont notamment consisté à : - Etudier la conformité à la norme IFRS 9 Instruments financiers des principes mis en œuvre par le groupe ; - Prendre connaissance du dispositif de gouvernance et des contrôles clés mis en place au niveau du groupe ; - Conduire des tests sur une sélection de modèles mis en œuvre par le groupe ; - Analyser les principaux paramètres et règles retenus par le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier pour la classification des encours au 31 décembre 2022 (buckets 1, 2 et 3) ; - Tester le calcul des pertes attendues sur une sélection de crédits en buckets 1 et 2 ; - Tester les principales hypothèses retenues pour l'estimation de dépréciations relatives à des crédits classés en bucket 3.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation fidèle de ces états financiers consolidés, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la présentation des états financiers consolidés exempts d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 16 mars 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON	MAZARS AUDIT ET CONSEIL
FIDAROC GRANT THORNTON Membre Réseau Grant Thornton Immeuble Ifrane 7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 56 70	MAZARS AUDIT ET CONSEIL 101, Boulevard Abdelmoumen 20360 Casablanca Tél : 05 22 42 34 25 Fax : 05 22 42 34 00
Ghali GUESSOUS **Associé**	**Taha FERDAOUS** **Associé**

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2022

Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH-BANK arrêté au 31/12/2022 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. Et, ils sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Classification des créances :

Les créances sont présentées en deux catégories, les créances sur les établissements de crédit et assimilés et les créances sur la clientèle. La première catégorie est ventilée selon la durée initiale de la créance en créances à vue et créances à terme. Alors que la deuxième catégorie est ventilée selon l'objet économique de la créance en crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers, créances acquises par affacturage et autres crédits.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Engagements par signatures :

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Créances en souffrance sur la clientèle :

Les créances en souffrance sont classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb. Ces créances sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Et, elles sont logées au niveau des « autres crédits » déduction faite des provisions et des agios réservés.
Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
• Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
- 20% pour les créances pré-douteuses ;
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.
• Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine ;
• Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés ;
• Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires ;
• Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) ;
• Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque ;
• Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

Généralement, les estimations des garanties sont effectuées en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. Pourtant, La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation des gages d'une valeur importante. Il est à noter que le CIH-Bank retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).).

PORTEFEUILLE DE TITRES

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété) et d''autre part par en fonction de l'intention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Titres de transaction :

Sont des titres acquis en vue de leur revente à court terme dans le but d'en tirer un profit et qui sont négociables sur un marché actif.

A leur date d'achat, les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et coupon couru inclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Titres de placement :

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

A leur date d'acquisition, ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement, résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe, font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement :

Sont les titres assortis d'une échéance fixée, acquis ou qui proviennent de la catégorie « titres de placement », avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon couru inclus. Les primes et décotes constatées sur titres d'investissement font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ne font pas l'objet de provisions et les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Titres de participation :

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque, permettant ou non d'exercer une influence notable, un contrôle conjoint ou un contrôle exclusif sur la société émettrice.

Les titres de participation et emplois assimilés sont comptabilisés et évalués conformément aux règles générales d'évaluations du PCEC.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Ces opérations sont enregistrées dans des comptes ouverts et tenus dans chacune des devises utilisées.

A chaque arrêté comptable, les avoirs en billets de banque étrangers, traveller's chèques et lettres de crédit sont convertis en dirhams sur la base du cours rachat aux banques communiqué par Bank Al-Maghrib à la date d'arrêté des comptes. Alors que les autres éléments d'actif, de passif et de hors bilan libellés en devises sont convertis en dirhams sur la base de la moyenne des cours acheteurs et vendeurs des devises cotées par Bank Al-Maghrib lors de la clôture du marché, à la date d'arrêté des comptes ou à la date la plus récente en ce qui concerne les devises non cotées le jour de l'arrêté. A chaque arrêté comptable, les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de positions de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur des positions de change sont portées au compte de produits et charges. La contrepartie de ces enregistrements est inscrite dans les comptes de contre-valeur de positions de change.

Les produits et charges courus en devises relatifs aux prêts, aux emprunts, aux titres ou aux opérations de hors bilan sont comptabilisés, après leur conversion en dirhams sur la base du cours au comptant de la devise concernée, en comptes de produits et charges.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

A l'exception des actifs immobiliers acquis par voie de dation en paiement, de vente à réméré et d'adjudication qui sont logés en autres actifs, précisément en valeurs & emplois assimilés. Ces derniers sont gérés selon les dispositions de la directive de Bank Al-Maghrib n°4/W/2021.

DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que celles sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

• Dettes envers les établissements de crédit et assimilés : dettes à vue et à terme ;
• Dettes envers la clientèle : Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs de la clientèle.

Les intérêts courus relatifs à ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste comporte les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent au 31/12/2022 une provision pour risques généraux d'un montant de 1 151 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LES COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts :

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés en contrepartie du compte de résultat.

Commissions :

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

(en milliers MAD)

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2022

BILAN SOCIAL

Libellé	déc-22	déc-21
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**2.552.518**	**2.881.632**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**3.975.806**	**6.806.938**
- A vue	1.139.703	1.493.251
- A terme	2.836.103	5.313.687
Créances sur la clientèle	**65.134.176**	**59.480.217**
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	17.714.833	12.669.970
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	8.834.428	9.246.910
- Crédits et financements participatifs immobiliers	29.906.524	26.336.926
- Autres crédits et financements participatifs	8.678.391	11.226.411
Créances acquises par affacturage	**2.697.034**	**1.428.318**
Titres de transaction et de placement	**9.127.744**	**8.867.901**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	6.638.990	7.634.420
- Autres titres de créance	452.222	547.199
- Certificats de Sukuk	-	-
- Titres de propriété	2.036.532	686.282
Autres actifs	**2.756.400**	**2.689.972**
Titres d'investissement	**8.688.795**	**4.887.459**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	5.250.890	2.617.911
- Autres titres de créance	3.437.905	2.269.547
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	**2.261.672**	**2.504.686**
- Participation dans les entreprises liées	1.816.379	2.069.453
- Autres titres de participation et emplois assimilés	445.293	435.233
- Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	**-**	**-**
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	**542.485**	**442.232**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**-**	**-**
Immobilisations données en Ijara	**-**	**-**
Immobilisations incorporelles	**216.238**	**161.150**
Immobilisations corporelles	**1.262.307**	**1.262.248**
Total de l'Actif	**99.215.174**	**91.412.752**

HORS BILAN

Libellé	déc-22	déc-21
ENGAGEMENTS DONNES	15.328.845	11.670.339
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	126.844	110.111
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	9.887.065	8.009.592
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3.163.658	1.670.534
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2.151.277	1.880.101
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	14.328.320	16.411.512
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	14.328.320	16.411.512
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collecteé	261.887	352.601	334.787	279.701
B. TVA à récupérer	27.838	189.026	176.337	40.528
Sur charges	21.705	154.224	143.537	32.392
Sur immobilisations	6.133	34.802	32.800	8.136
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	**234.049**	**163.575**	**158.451**	**239.173**

BILAN SOCIAL

Libellé	déc-22	déc-21
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**-**	**-**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**14.172.098**	**13.754.288**
- A vue	419.920	1.065.829
- A terme	13.752.178	12.688.458
Dépôts de la clientèle	**62.677.961**	**57.273.553**
- Comptes à vue créditeurs	40.675.753	34.848.581
- Comptes d'épargne	9.486.922	8.208.592
- Dépôts à terme	10.944.946	12.761.816
- Autres comptes créditeurs	1.570.340	1.454.565
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	**-**	**-**
Titres de créance émis	**8.297.210**	**7.582.898**
- Titres de créance négociables	8.254.525	6.414.906
- Emprunts obligataires	-	1.027.515
- Autres titres de créance émis	42.685	140.477
Autres passifs	**2.289.539**	**2.579.494**
Provisions pour risques et charges	**1.383.338**	**1.419.055**
Provisions réglementées	**-**	**-**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	**-**	**-**
Dettes subordonnées	**4.375.250**	**3.560.337**
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	**-**	**-**
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**1.754.563**	**1.379.102**
Capital	**3.051.978**	**2.832.474**
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	**620.505**	**564.993**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**592.734**	**466.559**
Total du passif	**99.215.174**	**91.412.752**

CHARGE GENERALES D'EXPLOITATION

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Charges de personnel	**643.120**	**-**
Salaires et appointements	321.576	-
Primes et Gratifications	115.146	-
Autres rémunérations du personnel	70.216	-
Charges d'assurances sociales	68.968	-
Charges de retraite	37.813	-
Charges de formation	17.876	-
Autres charges de personnel	11.525	-
Impôts et taxes	**38.172**	**-**
Taxe urbaine et taxe d'édilité	3.981	-
Patente	27.157	-
Taxes locales	-	-
Droits d'enregistrement	-	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-	-
Taxes sur les véhicules	20	-
Autres impôts et taxes, droits assimilés	7.015	-
Charges extérieures	**339.723**	**-**
Loyers de crédit-bail	54.583	-
Loyers de location simple	109.723	-
Frais d'entretien et de réparation	83.256	-
Rémunération du personnel intérimaire	-	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	68.293	-
Primes d'assurance	9.848	-
Frais d'actes et de contentieux	383	-
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	13.638	-
Transport et déplacement	**305.203**	**-**
Transport et déplacement	28.938	-
Mission et réception	1.717	-
Publicité, publication et relations publiques	56.291	-
Frais postaux & de télécommunication	39.305	-
Frais de recherche et de documentation	7.128	-
Frais de conseil et d'assemblée	-	-
Dons et cotisations	36.987	-
Fournitures de bureau et imprimés	7.043	-
Autres charges externes	127.793	-
Autres charges d'exploitation	**24.080**	**-**
Frais préliminaires	10.899	-
Frais d'acquisition d'immobilisation	8.543	-
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	2.411	-
Pénalités et délits	-	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-	-
Dons libéralités et lots	-	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	115	-
Diverses autres charges générales d'exploitation	2.112	-
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**146.475**	**-**
Immobilisations incorporelles d'exploitation	20.022	-
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	123.988	-
Immobilisations corporelles hors exploitation	2.465	-
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-

(en milliers MAD)

ETAT DES SOLDES DE GESTION

Libellé	déc-22	déc-21
+ Intérêts et produits assimilés	3.176.645	2.862.091
- Intérêts et charges assimilées	1.102.787	1.007.694
MARGE D'INTERET	**2.073.858**	**1.854.397**
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENS PARTICIPATIFS	**-**	**-**
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	**-**	**-**
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	**-**	**-**
+ Commissions perçues	447.579	372.371
- Commissions servies	212.104	126.380
Marge sur commissions	**235.475**	**245.991**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	51.671	138.700
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-118.147	16.095
+ Résultat des opérations de change	402.003	236.110
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	**335.527**	**390.905**
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	273.155	133.993
- Diverses autres charges bancaires	131.501	119.039
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT ET DES MOUWAKIL	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	**2.786.515**	**2.506.246**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-18.784
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	40.095	47.170
- Autres charges d'exploitation non bancaire	2.119	25
- Charges générales d'exploitation	1.496.773	1.376.901
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**1.327.717**	**1.157.706**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-140.904	-142.104
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-203.864	-227.588
RESULTAT COURANT	**982.949**	**788.014**
RESULTAT NON COURANT	**-64.829**	**-38.294**
- Impôts sur les résultats	325.386	283.162
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**592.734**	**466.559**

Libellé	déc-22	déc-21
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	592.734	466.559
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	146.475	116.897
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	1.190
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	169.028	494.066
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	52.247	427.331
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	2.801	3.240
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1.835	12
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	17.594
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	855.025	665.746
- Bénéfices distribués	396.546	226.598
AUTOFINANCEMENT	458.479	439.148

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	déc-22	déc-21	déc-20
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**6.019.780**	**5.243.128**	**5.002.970**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	2.786.515	2.506.246	2.255.484
2- Résultat avant impôts	918.119	749.720	464.550
3- Impôts sur les résultats	325.386	283.162	215.402
4- Bénéfices distribués	396.546	226.598	396.546
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	0	0	0
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	19	8	9
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	14	14
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	643.120	614.464	578.327
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Libellé	déc-22	déc-21
Produits d'exploitation bancaire perçus	4.491.771	3.999.958
Récupérations sur créances amorties	22.901	32.430
Produits d'exploitation non bancaire perçus	25.835	41.517
Charges d'exploitation bancaire versées	(1.908.194)	(1.713.448)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(64.830)	(53.975)
Charges générales d'exploitation versées	(1.350.298)	(1.260.004)
Impôts sur les résultats versés	(325.386)	(283.162)
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**891.800**	**763.316**
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.831.132	(2.110.919)
Créances sur la clientèle	(7.045.169)	(7.710.369)
Titres de transaction et de placement	(311.363)	(1.046.566)
Autres actifs	(115.920)	(1.110.107)
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	417.810	3.392.253
Dépôts de la clientèle	5.404.408	7.200.320
Titres de créance émis	714.312	84.569
Autres passifs	(289.955)	1.563.875
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**1.605.254**	**263.055**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**2.497.054**	**1.026.371**
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	1.042.676
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	58.166	58.166
Acquisition d'immobilisations financières	(3.814.699)	(522.394)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(308.225)	(436.724)
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	225.259	104.857
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**(3.839.499)**	**246.581**
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	814.913	-
Emission d'actions	594.965	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	(396.546)	(226.598)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**1.013.332**	**(226.598)**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	**(329.114)**	**1.046.353**
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2.881.632	1.835.279
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**2.552.518**	**2.881.632**

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Libellé	déc-22	déc-21
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**4.717.036**	**4.099.681**
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	92.576	84.473
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2.906.562	2.637.543
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	177.507	120.131
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	228.909	111.296
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	405.799	345.954
Autres produits bancaires	905.682	800.284
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**1.930.521**	**1.593.435**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	234.080	154.415
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	663.841	639.824
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	204.866	213.454
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	827.734	585.740
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	**2.786.515**	**2.506.246**
Produits d'exploitation non bancaire	40.095	47.170
Charges d'exploitation non bancaire	2.119	17.620
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**1.496.773**	**1.376.901**
Charges de personnel	643.120	614.464
Impôts et taxes	38.172	31.107
Charges externes	644.926	589.723
Autres charges générales d'exploitation	24.080	24.710
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	146.475	116.897
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**807.068**	**1.113.344**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	341.559	309.595
Pertes sur créances irrécouvrables	8.059	150.399
Autres dotations aux provisions	457.450	653.350
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**462.299**	**742.462**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	185.812	285.461
Récupérations sur créances amorties	22.901	32.430
Autres reprises de provisions	253.585	424.572
RESULTAT COURANT	**982.949**	**788.014**
Produits non courants	0	15.681
Charges non courantes	64.830	53.975
RESULTAT AVANT IMPOTS	**918.119**	**749.720**
Impôts sur les résultats	325.386	283.162
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**592.734**	**466.559**

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2022

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 3.051.978.400 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

(en milliers MAD)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1.138.645	-	104.102	974.092	2.216.840	2.864.824
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	499.837
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	499.837
PRETS DE TRESORERIE	-	834.776	51.984	871.391	1.758.151	4.062.967
- au jour le jour	-	-	51.984	-	51.984	-
- à terme	-	834.776	-	871.391	1.706.167	4.062.967
PRETS FINANCIERS	-	306.133	824.835	-	1.130.968	762.923
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	36.184
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	2.767	5.249	477	8.494	8.678
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**1.138.645**	**1.143.676**	**986.171**	**1.845.960**	**5.114.452**	**8.235.412**

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE	600.000	-	14.233.919	632.280	15.466.200	10.663.909
- Comptes à vue débiteurs	-	-	4.415.189	75.243	4.490.432	2.932.610
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	1.545.678	-	1.545.678	1.151.978
- Crédits à l'exportation	-	-	30.748	191.116	221.864	131.478
- Autres crédits de trésorerie	600.000	-	8.242.305	365.921	9.208.226	6.447.843
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	-	-	5.277	2.192.847	2.198.124	1.985.715
- Crédits à la consommation	-	-	5.277	2.192.847	2.198.124	1.985.715
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	-	-	8.786.020	-	8.786.020	9.146.304
- Crédits à l'équipement	-	-	8.786.020	-	8.786.020	9.146.304
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	270.843	-	11.776.811	17.845.355	29.893.009	26.324.439
- Crédits immobiliers	270.843	-	11.776.811	17.845.355	29.893.009	26.324.439
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobilliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	6.509.935	2.520	9.530	6.521.985	9.151.270
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1.017.600	-	1.679.434	-	2.697.034	1.428.318
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	2.073	104.275	9.604	115.952	142.440
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	308.864	1.844.022	2.152.886	2.066.140
- Créances pré-douteuses	-	-	25.755	291.863	317.618	383.724
- Créances douteuses	-	-	14.360	137.654	152.014	169.427
- Créances compromises	-	-	268.749	1.414.505	1.683.254	1.512.989
TOTAL	**1.888.443**	**6.512.007**	**36.897.121**	**22.533.638**	**67.831.209**	**60.908.535**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	-	-	-	-	-	2.306.490
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	2.255.614
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	50.875
TITRES NON COTES	1.701.875	13.483.952	952.892	1.496.155	17.634.874	11.432.000
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	11.831.976	-	-	11.831.976	10.344.521
OBLIGATIONS	74.010	1.651.977	-	240.682	1.966.669	452.654
AUTRES TITRES DE CREANCE	97.856	-	446.368	1.255.473	1.799.697	5.938
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	1.530.008	-	506.524	-	2.036.532	628.887
ICNE	30	57.904	106.972	16.759	181.665	16.870
TOTAL	**1.701.905**	**13.541.857**	**1.059.864**	**1.512.914**	**17.816.539**	**13.755.360**

DETTES SUBORDONNEES

Rubriques	Montant global	Non apparentés	Apparentes				EXERCICE 31/12/2022	EXERCICE 31/12/2021
			Ets. de créd. & Assim.	Eses financières	Eses non financières	Autres apparentés		
Dettes subordonnées	4.300.000	-	4.300.000	-	-	-	4.300.000	3.500.000
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1.300.000	-	1.300.000	-	-	-	1.300.000	500.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	400.000	-	400.000	-	-	-	400.000	400.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	900.000	-	900.000	-	-	-	900.000	100.000
Intérêts courus à payer	75.250	-	75.250	-	-	-	75.250	60.337

(en milliers MAD)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Instruments optionnels	-	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	-	-
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	-	-
Débiteurs divers	522.161	-
- Sommes dues par l'Etat	399.787	-
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
- Sommes diverses dues par le personnel	870	-
- Comptes clients de prestations non bancaire	-	-
- Divers autres débiteurs	121.504	-
Valeurs et emplois divers	1.233.326	-
- Valeurs et emplois divers	1.233.326	-
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	94.418	-
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	-	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	85.590	-
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)"	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	568.802	-
- Produits à recevoir	498.405	-
- Charges constatées d'avance	70.397	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	263.943	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	76.002	-
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	-87.843	-
TOTAL	**2.756.399**	**-**

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	-
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**973.828**
- Sommes dues à l'Etat	677.033
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	110.360
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	247
- Sommes dues au personnel	19.853
- Fournisseurs de biens et service	85.842
- Divers autres Créditeurs	80.494
Comptes d'ajustement de hors bilan	**54.502**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**4.061**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**365.131**
- Charges à payer	346.661
- Produits constatés d'avance	18.470
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	**891.667**
Opérations diverses sur titres	**350**
TOTAL	**2.289.539**

TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILES

Titre	Capital Social (En dirhams)	VN	Actions détenus en nombre	Actions détenus en %	Situation au 31 Décembre 2022			Extrait des derniers états de synthèse de la société émetttrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES			**13.733.053**	**-**	**2.120.309**	**303.931**	**1.816.378**	-	**-**	**-**	**192.770**
SOFAC	193.200.000	100	1.281.010	66,30%	454.861	-	454.861	31/12/2021	674.526	133.762	58.542
Umnia BANK	900.000.000	100	3.600.000	40,00%	360.000	-	360.000	31/12/2021	373.557	-80.668	-
PALM-BAY	100.000.000	1.000	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	44.462.000	100	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/2021	-17.543	-19.705	-
RHOSN ENNAKHIL	400.000	100	3.200	80,00%	320	-	320	31/12/2022	4.127	86	-
RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	59.167	-	59.167	-	-	-	-
CIH COURTAGE	1.000.000	100	10.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/2022	28.403	27.169	24.300
SANGHO	494.000	100	4.940	100,00%	253.831	253.831	0	30/09/2022	53.219	116.953	52.004
LANA CASH	35.000.000	100	349.994	99,99%	34.999	-	34.999	31/12/2021	26.559	-5.740	-
HMST (Ex SCI NATHALIE)	100.000	100	1.000	100,00%	100	100	-	31/12/2022	762	-27	-
CIH PATRIMMO	806.083.813	100	8.000.606	100,00%	838.444	-	838.444	31/12/2022	863.534	57.860	57.924
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES			**6.411.091**	**-**	**592.626**	**147.333**	**445.294**	-	**-**	**-**	**31.648**
ATLANTASANAD	602.835.950	10	6.028.360	10,00%	410.057	-	410.057	31/12/2021	3.709.598	454.821	31.347
AJARINVEST	7.000.000	100	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/2021	12.253	14.918	-
TAKAFULIA ASSURANCES	50.300.000	100	100.600	20,00%	10.060	-	10.060	-	-	-	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98.200.000	100	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/2016	182.731	83.632	-
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000.000	100	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/2014	21.519	216	-
INTERBANK	11.500.000	100	6.899	6,00%	690	690	-	31/12/2014	12.489	140	-
SGFG	1.000.000	100	588	5,88%	60	-	60	31/12/2020	5.000.374	128.821	
SBVC casablanca	387.517.900	100	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/2021	753.611	30.835	301
MAROCLEAR	100.000.000	5.000	275	1,38%	275	-	275	31/12/2021	321.509	9.761	-
DAR AD-DAMANE	75.000.000	250	2.000	0,67%	500	500	-	-	-	-	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	0,00%	750	750	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	100.000	100	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6.100.000	100	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300.000	100	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2.100.000	100	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37.000.000	500	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20.000.000	100	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/2014	48.314	3.014	-
SED FES	10.000.000	100	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100.000.000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/2014	216.548	-4.961	-
ADER-FES	35.000.000	100	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
NEW SALAM	215.000.000	100	-	65,12%	140.000	140.000	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA			-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUDARABA			-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL			**20.144.144**	**-**	**2.712.936**	**451.264**	**2.261.672**	**-**	**-**	**-**	**224.418**

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	**B. AFFECTATION DES RESULTATS**	-
. Report à nouveau	564.993	. Réserve légale	14.501
. Résultats nets en instance d'affectation	-	. Autres réserves (FACULTATIVE)	-
. Résultats net de l'exercice	466.559	. Tantième	-
. Prélèvements sur les réserves	-	. Dividendes	396.546
. Autres Prélèvements	-	. Autres affectations	-
		. Report à nouveau	620.505

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

. Date de clôture (1) 31 Décembre 2022

. Date d'établissement des états de synthèse (15) Février 2023

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Défavorables Néant

(en milliers MAD)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions/ reclassement au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits/ reclassement au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**347.190**	**75.209**	**99**	**422.300**	**186.041**	**20.022**	**-**	**206.063**	**216.238**
Droit au bail	77.343	400	-	77.743	100	-	-	100	77.643
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	269.847	74.809	99	344.557	185.941	20.022	-	205.963	138.595
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**2.255.954**	**402.258**	**293.301**	**2.364.911**	**993.706**	**126.453**	**17.556**	**1.102.604**	**1.262.308**
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**752.972**	**245.724**	**-**	**998.697**	**266.897**	**31.199**	**-**	**298.096**	**700.601**
Terrain d'exploitation	108.998	31.763	-	140.760	-	-	-	-	140.760
Immeubles d'exploitation, Bureaux	643.160	56.496	-	699.656	194.178	25.642	-	219.821	479.835
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	815	-	-	815	815	-	-	815	-
Immeubles d'exploitation, Logements de VACANCES	-	157.466	-	157.466	71.904	5.556	-	77.460	80.006
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**487.167**	**35.025**	**17.178**	**505.014**	**289.687**	**48.540**	**17.058**	**321.168**	**183.846**
Mobilier de bureau d'exploitation	68.253	4.544	1.085	71.712	42.734	4.261	999	45.996	25.716
Matériel de bureau d'exploitation	59.109	1.588	511	60.186	31.429	6.673	510	37.591	22.595
Matériel Informatique	339.517	24.690	15.142	349.065	198.442	35.497	15.109	218.830	130.235
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	4.930	-	-	4.930	3.885	626	-	4.511	419
Autres matériels d'exploitation	15.358	4.202	439	19.121	13.196	1.483	439	14.240	4.881
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**771.518**	**119.816**	**97.670**	**793.664**	**412.544**	**44.250**	**52**	**456.742**	**336.922**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**244.296**	**1.693**	**178.453**	**67.536**	**24.579**	**2.465**	**446**	**26.597**	**40.938**
Terrains hors exploitation	602	-	-	602	-	-	-	-	602
Immeubles hors exploitation	151.653	-	148.434	3.219	2.085	-	178	1.906	1.312
Mobilier et matériel hors exploitation	34.656	1.663	286	36.033	22.439	2.455	259	24.635	11.398
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	57.386	30	29.733	27.683	55	10	9	55	27.627
TOTAL	**2.603.145**	**477.467**	**293.400**	**2.787.212**	**1.179.747**	**146.475**	**17.556**	**1.308.666**	**1.478.545**

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	17.503	17.368	135	505	369	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**17.503**	**17.368**	**135**	**505**	**369**	**-**

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	911.824	9.580.486	30.183.444	40.675.753	34.848.573
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	9.486.897	9.486.897	8.208.567
DEPOTS A TERME	-	584.600	1.132.692	9.097.912	10.815.204	12.593.045
AUTRES COMPTES CREDITEURS	609	49.969	501.586	1.018.176	1.570.340	1.454.549
INTERETS COURUS A PAYER	-	-	79.240	50.527	129.767	168.819
TOTAL	**609**	**1.546.393**	**11.294.004**	**49.836.955**	**62.677.961**	**57.273.553**

PROVISIONS

PROVISIONS	Encours 31/12/2021	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2022
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	**2.416.741**	**448.993**	**187.252**	**-555**	**2.677.927**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20	-	-	2	22
Créances sur la clientèle	1.992.384	307.310	184.815	-47	2.114.833
Titres de placement et d'investissement	30.386	120.243	-	-	150.628
Titres de participation et emplois assimilés	197.432	-	-	-	197.432
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	196.519	21.440	2.437	-510	215.012
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**1.419.055**	**470.259**	**252.145**	**-**	**1.637.169**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	4.819	34.249	997	-	38.071
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	1.034.114	169.028	52.247	-	1.150.895
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	380.123	266.982	198.901	-	448.203
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**3.835.797**	**919.251**	**439.397**	**-555**	**4.315.096**

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etabliss. de crédit à l'étranger	Total 31/12/22	Total 31/12/21
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établiss. de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	182.540	5.468	188.008	709.678
VALEURS DONNEES EN PENSION	11.092.000	-	-	-	11.092.000	10.340.289
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	11.092.000	-	-	-	11.092.000	10.340.289
EMPRUNTS DE TRESORERIE	919.000	300.000	144.261	-	1.363.261	1.690.261
- au jour le jour	-	-	144.261		144.261	269.261
- à terme	919.000	300.000			1.219.000	1.421.000
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	1.413.215	-	-	1.413.215	908.387
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	100.164	-	-	100.164	99.553
INTERETS COURUS A PAYER	3.371	12.042	36	-	15.450	6.120
TOTAL	**12.014.371**	**1.825.421**	**326.837**	**5.468**	**14.172.098**	**13.754.288**

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2021	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2022
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**1.379.103**	**14.499**	**360.961**	**1.754.563**
Réserve légale	268.747	14.499	-	283.246
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	1.110.356	-	360.961	1.471.317
Capital	**2.832.474**	**-**	**219.504**	**3.051.978**
Capital appelé	2.832.474	-	219.504	3.051.978
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**564.993**	**-554.713**	**610.225**	**620.505**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**466.559**	**-466.559**	**592.734**	**592.734**
TOTAL GENERAL	**5.243.129**	**-1.006.773**	**1.783.424**	**6.019.780**

(en milliers MAD)

TITRES DE CREANCES EMIS (y compris les dettes subordonnées)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	NATURE DU TAUX	RÉQUENCE DE RÉVISION	PRIME DE RISQUE (EN BPS)	DURÉE	MODE DE REMBOURSEMENT)	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	53.300	53.300	2.476	55.776
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	82.600	82.600	2.074	84.674
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	626.500	626.500	29.107	655.607
Obligations subordonnées	09/01/2015	2,50	Taux Revisable	Annuelle	-	10	In Fine	09/01/2025	320.200	320.200	7.938	328.138
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,82	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	15/12/2026	39.400	39.400	70	39.470
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,58	Taux Revisable	Annuelle	-	10	In Fine	15/12/2026	960.600	960.600	1.624	962.224
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	417.400	417.400	10.481	427.881
Obligations subordonnées	18/05/2018	2,33	Taux Revisable	Annuelle	-	10	In Fine	18/05/2028	500.000	500.000	7.378	507.378
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	6,23	Taux Revisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	150.000	150.000	102	150.102
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	5,59	Taux Revisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	350.000	350.000	217	350.217
Obligations subordonnées perpétuelles	28/07/2022	3,95	Taux Revisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	800.000	800.000	13.781	813.781
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									**4.300.000**	**4.300.000**	**75.250**	**4.375.250**
BHBM	13/03/2005	5,49	Taux Fixe	-	-	18	Annuites Constantes	13/03/2023	254.136	21.057	931	21.988
BHBM	13/07/2005	5,31	Taux Fixe	-	-	18	Annuites Constantes	13/07/2023	242.700	20.196	501	20.697
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME									**496.836**	**41.253**	**1.433**	**42.685**
CDN	18/05/2020	2,97	Taux Fixe	-	-	5	In Fine	18/05/2025	950.000	950.000	17.625	967.625
CDN	18/05/2020	2,16	Taux Revisable	Annuelle	-	5	In Fine	18/05/2025	235.000	235.000	3.215	238.215
CDN	29/07/2020	2,25	Taux Fixe	-	-	3	In Fine	01/08/2023	240.300	240.300	2.266	242.566
CDN	29/07/2020	2,53	Taux Fixe	-	-	5	In Fine	01/08/2025	530.000	530.000	5.621	535.621
CDN	29/09/2020	2,59	Taux Fixe	-	-	5	In Fine	29/09/2025	556.000	556.000	3.709	559.709
CDN	25/06/2021	2,37	Taux Fixe	-	40	5	In Fine	01/07/2026	188.000	188.000	2.246	190.246
CDN	25/06/2021	2,61	Taux Fixe	-	50	7	In Fine	25/06/2028	485.000	485.000	6.589	491.589
CDN	22/11/2021	2,63	Taux Fixe	-	50	7	In Fine	22/11/2028	981.000	981.000	2.827	983.827
CDN	24/05/2022	1,96	Taux Fixe	-	15	1	In Fine	23/05/2023	250.000	250.000	3.022	253.022
CDN	24/05/2022	2,24	Taux Fixe	-	20	2	In Fine	24/05/2024	506.000	506.000	6.894	512.894
CDN	24/05/2022	2,72	Taux Fixe	-	40	5	In Fine	24/05/2027	50.000	50.000	827	50.827
CDN	24/05/2022	2,16	Taux Revisable	Annuelle	40	5	In Fine	24/05/2027	2.045.000	2.045.000	27.239	2.072.239
CDN	21/10/2022	2,7	Taux Fixe	-	15	1	In Fine	21/02/2023	500.000	500.000	2.700	502.700
CDN	21/10/2022	2,65	Taux Fixe	-	15	1	In Fine	20/01/2023	650.000	650.000	3.445	653.445
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									**8.166.300**	**8.166.300**	**88.225**	**8.254.525**
TOTAL GENERAL									**12.963.136**	**12.507.553**	**164.908**	**12.672.460**

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	6.881.283	6.881.283	6.881.283	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6.638.990	6.638.990	6.638.990	-	-	-
OBLIGATIONS	144.437	144.437	144.437	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	97.856	97.856	97.856	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	2.246.461	2.270.131	205.000	31.079	117.958	117.958
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	209.929	202.520	205.000	-	7.409	7.409
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	2.036.532	2.067.612	-	31.079	110.549	110.549
TITRES D'INVESTISSEMENT	8.688.795	8.688.795	-	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	5.250.890	5.250.890	-	-	-	-
OBLIGATIONS	1.651.977	1.651.977	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	1.785.928	1.785.928	-	-	-	-

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siége social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MASSIRA CAPITAL MANAGEMENT	Place Moulay EL Hassan, RABAT	HOLDING	17.530.419	57,44%	57,44%
CDG EP	Tour Mamounia, Place Moulay Hassan Rabat	Institution Financière	2.105.738	6,90%	6,90%
RCAR	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	Regime de retraite	1.101.769	3,61%	3,61%
Groupe HOLMARCOM	20 Rue Mostafa El Maani, Casablanca	HOLDING	34.176	0,11%	0,11%
ATLANTASANAD	181, Bd d'Anfa, Casablanca	ASSURANCES	3.543.427	11,61%	11,61%
FLOTTANT EN BOURSE	-	-	4.591.352	15,04%	15,04%
PERSONNEL GROUPE CIH BANK	-	-	1.612.903	5,28%	5,28%
Total	-	-	30.519.784	100%	100%

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	42	40	7.817.274	11.406.685
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

CREANCES SUBORDONNEE

Rubriques	Montant global	Apparentes				Exercice 2022	Exercice 2021
		Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	542.485	542.485	-	-	-	542.485	442.232
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissement de crédits et assimilés	542.485	542.485	-	-	-	542.485	442.232
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-

(en milliers MAD)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	**44.246**	**-**
Divers autres produits bancaires	44.246	-
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-81	-
Produits des exercices antérieurs	4.806	-
Divers autres produits bancaires	39.521	-
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	-	-
Autres charges bancaires	**251.744**	**-**
Divers charges sur titres de propriété	-	-
Frais d'émission des emprunts	-	-
Autres charges sur opérations sur titres	-	-
Autres sur prestations de services	-	-
Divers autres charges bancaires	131.501	-
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	104.856	-
Produits rétrocédés	194	-
Charges des exercices antérieurs	683	-
Divers autres charges bancaires	25.768	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	120.243	-
Produits d'exploitation non bancaires	**40.095**	**-**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	13.581	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	2.801	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-	-
Produits accessoires	5.200	-
Subventions reçues	-	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	18.514	-
Charges d'exploitation non bancaires	**2.119**	**-**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	284	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	1.835	-
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**341.559**	**-**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	307.310	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	-	-
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	34.249	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture	Autres opérations
Opérations de change à terme	21.940.522	-
Devises à recevoir	1.647.894	-
Dirhams à livrer	1.425.980	-
Devises à livrer	9.469.812	-
Dirhams à recevoir	9.396.837	-
Dont swaps financiers de devises	4.623.031	-
Engagements sur produits dérivés	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-

ETATS NEANTS

B08	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	ENGAGEMENTS SUR TITRES
	PASSIF EVENTUEL
	DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES
	DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS
	DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA
	TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS
	ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE
	COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/2022	31/12/2021
Effectifs rémunérés	-	-
Effectifs utilisés	-	-
Effectifs équivalent plein temps	2220	2181
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	657	742
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1563	1439
Cadres (équivalent plein temps)	1610	1575
Employés (équivalent plein temps)	610	606

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D≤ 1 mois	1 mois <D≤ 3 mois	3 mois <D≤ 1 an	1 an <D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.551.995	-	-	300.000	-	2.851.995
Créances sur la clientèle	12.582.528	2.369.751	17.250.541	10.457.745	15.239.209	57.899.774
Titres de créance	-	-	11.475.959	4.414.091	2.654.944	18.544.994
Créances subordonnées	-	-	-	-	542.485	542.485
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**15.134.523**	**2.369.751**	**28.726.500**	**15.171.836**	**18.436.639**	**79.839.248**
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	13.433.131	319.000	-	-	-	13.752.131
Dettes envers la clientèle	1.885.485	2.740.190	6.030.215	167.071	-	10.822.961
Titres de créance émis	650.000	521.052	510.496	5.060.000	1.466.000	8.207.548
Emprunts subordonnées	-	-	-	2.000.000	2.300.000	4.300.000
TOTAL	**15.968.616**	**3.580.242**	**6.540.711**	**7.227.071**	**3.766.000**	**37.082.640**

Concentration des risques sur un même bénéficiaire (risques > 10% FP)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont crédits par décaissement	crédits par signature (de financement et de garantie données	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et déductions
4	5.858.016	4.333.577	656.721	867.718	4.616.998

(en milliers MAD)

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	160.247
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.159.177
Créances sur la clientéle	4.354.114
Titres	55.796
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	**6.729.334**
PASSIF:	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1.443.759
Dépôts de la clientèle	437.298
Autres passifs	-
TOTAL PASSIF	**1.881.057**
HORS-BILAN:	-
ENGAGEMENTS DONNES	1.336.802
ENGAGEMENTS RECUS	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

RUBRIQUE	COMMISSIONS		COMMENTAIRE
	E. CREDIT	CLIENTELE	
COMMISSIONS RECUS	**-**	**447.579**	**-**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	42.832	-
Commissions sur moyens de paiement	-	263.385	-
Commissions sur opérations de titres	-	72	-
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	14.065	-
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	44.657	-
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	9.994	-
Autres produits sur prestations de service	-	30.795	-
Commissions sur moyens de paiement	-	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	3.578	-
Commissions sur produits dérivés	-	38.202	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-	-
Commissions sur opérations de change billet	-		-
COMMISSIONS VERSEES	**-**	**212.104**	**-**
Charges sur moyens de paiement	-	133.640	-
Commissions sur achat et vente de titres	-	-	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	2.692	-
Commissions sur opérations de change virement	-	75.772	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-	-

MARGE D'INTERET

Libellé	31/12/2022	31/12/2021
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	92.576	84.473
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	2.906.562	2.637.543
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	177.507	140.076
Total intérêts et produits assimiles	**3.176.645**	**2.862.091**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	234.080	154.415
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	663.841	639.824
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	204.866	213.454
Total intérêts et charges assimiles	1.102.787	1.007.694
Marge d intérêts	**2.073.858**	**1.854.397**

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

2° semestre 2022	1° semestre 2022	2° semestre 2021
4.717.036	2.216.027	4.099.681

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Produits sur titres de placement (de propriété)	**3.650**	-
- Dividendes sur titres OPCVM	-	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	-	-
- Autres produits sur titres de propriété	3.650	-
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**225.259**	**-**
- Dividendes sur titres de participation	224.418	-
- Dividendes sur participations liées	-	-
- Autres produits sur titres de propriété	841	-

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL (Etablissements financiers)

INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
*Bénéfice net	592.734	-
*Perte nette	-	-
II. REINTEGRATIONS FISCALES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
REINTEGRATIONS FISCALES	216.697	-
REINTEGRATIONS FISCALES COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Provision pour congés payés dus	-	-
Dotations aux amortissements sur exercices antérieurs	-	-
Amortissements excédentaires	-	-
Dons & Cotisations	-	-
Provision pour risque généraux	169.028	-
Contribution à la cohésion social	38.265	-
Charges sur exercices antérieurs	116	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
IS de l'exercice	325.386	-
REINTEGRATIONS FISCALES NON COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
CM de l'exercice 2022	-	-
Dotations pour risque et charges	-	-
Penalités et amendes fiscales	1.645	-
Produit à refacturer	7.643	-
III. DEDUCTIONS FISCALES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
DEDUCTIONS FISCALES	-	255.396
DEDUCTIONS FISCALES COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Revenus des titres de participation exonérés	-	201.249
Revenus des titres de placement exonérés	-	-
Reprises sur provisions pour risques généraux	-	54.147
Surcis d'imposition Plus valus OPCI	-	-
Provision pour congés dus	-	-
DEDUCTIONS FISCALES NON COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Reprises sur provisions pour risques et charges	-	-
Total		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Total	-	255.396
IV. RESULTAT BRUT FISCAL		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Bénéfice brut si T1> T2 (A)	879.420	-
Déficit brut fiscal si T2> T1 (B)	-	-
V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
* Exercice n-4	-	-
*Exercice n-3	-	-
*Exercice n-2	-	-
*Exercice n-1	-	-
VI - RESULTAT NET FISCAL		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
/ Bénéfice net fiscal (A - C) (OU)	879.420	-
/ Déficit net fiscal (B)	-	-
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Cumul Des Amortissements Fiscalement Différés		
VIII. CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
* Exercice n-4		
*Exercice n-3		
*Exercice n-2		
*Exercice n-1		

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	2.786.515	1.327.717	918.119
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	**2.786.515**	**1.327.717**	**918.119**

2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	2.786.515	1.327.717	918.119
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	**2.786.515**	**1.327.717**	**918.119**

(en milliers MAD)

COMPTES DE LA CLIENTELE

	31/12/2022	31/12/2021
Comptes courants	68.103	56.919
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	34.825	29.635
Autres comptes chèques	2.502.672	2.039.257
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	660.298	503.011
Comptes à terme	2.821	2.603
Bons de caisse	769	693
Autres comptes de dépôts	3.476	3.129

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Gains sur titres de transaction	145.999	-
Perte sur titres de transaction	94.329	-
Résultat sur titres de transaction	**51.671**	**-**
Plus-values de cession sur titres de placement	6.995	-
Moins-values de cession sur titres de placement	125.142	-
Résultat sur titres de placement	**-118.147**	**-**
Produits sur engagement sur titres	-	-
Charges sur engagement sur titres	-	-
Résultat sur engagements sur titres	**-**	**-**
Produits sur engagement sur produits dérivés	-	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	**-**	**-**
Produits sur opérations de change	666.661	-
Charges sur opérations de change	264.658	-
Résultat sur opérations de change	**402.003**	**-**

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

Rubrique	31/12/2022		31/12/2021	
	Créance en souffrance (*)	Provisions	Créance en souffrance (*)	Provisions
Créances pré-douteuses	336.821	19.203	414.131	30.406
Créances douteuses	181.600	29.586	197.010	27.583
Créances compromises	3.749.297	2.066.043	3.447.384	1.934.395
TOTAL	**4.267.719**	**2.114.833**	**4.058.525**	**1.992.384**

(*) Net des agio réservés

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges		982.949
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	207.409
. Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	255.396
. Résultat courant théoriquement imposable	(=)	934.962
. Impôt théorique sur résultat courant	(-)	345.936
. Résultat courant après impôts	(=)	637.013
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES		
Néant		

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Pertes sur créances irrécouvrables	**8.059**	**-**
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	3.787	-
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	4.272	-
Autres dotations aux provisions	457.450	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	-	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	436.010	-
Dotations aux provisions réglementées	-	-
Dotations aux autres provisions	21.440	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**185.812**	**-**
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	184.815	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-	-
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	997	-
Récupération sur créances amorties	**22.901**	**-**
Autres reprises de provisions	**253.585**	**-**
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Reprises de provisions pour autres risques et charges	251.148	-
Reprises de provisions réglementées	-	-
Reprises de provisions	2.437	-
Produits non courants	**-**	**-**
Reprises non courantes des amortissements	-	-
Reprises non courantes des provisions	-	-
Autres produits non courants	-	-
Charges non courantes	**64.830**	**-**
Dotations non courantes aux amortissements	-	-
Dotations non courantes aux provisions	-	-
Autres charges non courantes	64.830	-

Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca
Maroc

CREDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER « CIH BANK »

mazars
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca
Maroc

mazars
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH BANK)
187, avenue Hassan II
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 10 395 029, dont un bénéfice net de KMAD 592 734 relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 mars 2023.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2022 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui

nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Evaluation du risque de crédit sur les crédits à la clientèle

Risque identifié	Réponse d'audit
Les crédits à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose CIH Bank à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. La banque constitue des provisions destinées à couvrir ce risque. Ces provisions sont déterminées et comptabilisées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC), des dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions et des règles de Bank Al Maghrib relatives au provisionnement des créances sensibles. L'évaluation des provisions en couverture des créances requiert de : : - Classer les encours de créances en créances saines, créances sensibles et créances en souffrance ; - Evaluer le montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances. Les informations concernant les règles de classification et de provisionnement des créances sont présentées dans l'état « principales méthodes comptables » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC). Au 31 décembre 2022, l'encours total des créances à la clientèle s'élève à 69.946 MMAD (y compris les créances acquises par affacturage) ; le montant total des provisions y afférentes s'élève à 2.115 MMAD. Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations et provisions constituaient un point clé de l'audit, compte tenu (i) de l'importance du montant de ces actifs dans les comptes de la banque (ii) et du fait que ces éléments font appel au jugement et aux estimations de la direction, en particulier pour les financements accordés aux entreprises dans les secteurs économiques les plus sensibles.	Nous avons évalué le dispositif de contrôle interne de CIH BANK et testé les contrôles clés relatifs à la classification des créances et à l'évaluation des provisions y afférentes. Sur les aspects de classification et de provisionnement des créances, nos travaux d'audit ont notamment consisté à : - Prendre connaissance du dispositif de gouvernance et des contrôles clés mis en place au niveau de la banque, notamment des décisions prises par les comités internes en charge du suivi, du déclassement et du provisionnement des créances de la banque ; - Etudier la conformité des principes appliqués par la banque au PCEC et notamment aux dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib ; - Tester le calcul des provisions sur une sélection d'encours de créances sensibles (watchlist) et en souffrance en prenant en compte notamment les financements accordés aux entreprises dans des secteurs sensibles.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'audit des états de synthèse

La Direction est responsable de la préparation et la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques
Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Casablanca, le 16 mars 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON	MAZARS AUDIT ET CONSEIL
FIDAROC GRANT THORNTON Membre Réseau Grant Thornton International 7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca Tél : 05 22 54 48 00 Fax : 05 22 29 58 70	MAZARS AUDIT ET CONSEIL 101, Boulevard Abdelmoumen 20360 Casablanca Tél : 05 22 42 33 05 Fax : 05 22 42 31 00
Ghali GUESSOUS **Associé**	**Taha FERDAOUS** **Associé**

CIH BANK
Avec mon appli
J'ai accès à la nouvelle génération des smart services.
9:41
Virement permanent
Ouverture compte sur carnet
Gestion plafonds carte
Assistance Géolocalisée
#ClicClicBoom
Download on the App Store
GET IN ON Google Play
RAPP

CIH BANK

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

2021

www.cihbank.ma

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

S O M M A I R E

07 Résultats financiers au 31 décembre 2021

45 Rapport des commissaires aux comptes pour les comptes consolidés

51 Rapport des commissaires aux comptes pour les comptes sociaux

57 Rapport spécial des commissaires aux comptes

65 Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes

68 Rapport de gestion

108 Rapport ESG

186 Liste des communiqués de presse publiés au titre de l'exercice 2021

CIH BANK

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -
www.cihbank.ma

CIH BANK

www.cihbank.ma

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2021

RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2021 DU GROUPE CIH BANK

Chiffres sociaux

Dépôts clientèle : 57 MMDH (+14,4%)
Crédits clientèle : 61 MMDH (+14,4%)
PNB : 2.506 MDH (+ 11,1%)
RN : 467 MDH (+87,1%)

Chiffres consolidés

Dépôts clientèle : 63 MMDH (+17,1%)
Crédits clientèle : 74 MMDH (+18,1%)
PNB : 3.107 MDH (+12,6%)
RNPG : 603 MDH (+647,7%)

(*) Evolution par rapport à décembre 2020

Sous la Présidence de M. Lotfi SEKKAT, le Conseil d'Administration de CIH Bank s'est réuni le jeudi 10 Mars 2022 pour examiner l'activité et les résultats sociaux et consolidés au 31 Décembre 2021, ainsi que les divers points inscrits à son ordre du jour.

Faits marquants de l'année 2021

Au titre de l'exercice 2021, le Groupe CIH BANK a continué sa contribution active dans le financement de l'économie destinée à relancer l'activité des entreprises, particulièrement les TPME ainsi que l'accompagnement des jeunes entrepreneurs.

Sur le volet activité, le Groupe CIH BANK poursuit sa dynamique commerciale portée par le développement continu des offres orientées vers le digital, la satisfaction des besoins de la clientèle et par l'extension de son réseau avec 6 nouvelles agences et 63 automates de retraits et de dépôts supplémentaires.

L'année 2021 a été également marquée par le lancement d'une nouvelle version d'ouverture des comptes à distance selon un processus entièrement digitalisé, et par l'enrichissement de son canal digital avec de nouvelles offres et fonctionnalités de CIH Mobile & CIH Net.

La Banque a aussi renouvelé sa quadruple certification ISO 9001 V 2015 des activités : Monétique, Crédits Immobiliers, Bancassurance et Financement des entreprises.

Résultats commerciaux (Chiffres consolidés)

Avec une collecte nette de 9,2 MMDH, les dépôts clientèle progressent de +17,1% par rapport à Décembre 2020, et s'établissent à 63 MMDH. Sur base individuelle, ces dépôts sont composés essentiellement de ceux de CIH BANK à hauteur de 57,5 MMDH et de ceux d'UMNIA BANK à concurrence 3 MMDH.

La collecte annuelle en ressources à vue a progressé de +21,3 % par rapport à 2020, constituant ainsi 78% de la collecte globale.

En hausse de 18,1% par rapport à Décembre 2020, les encours crédits consolidés ont atteint 74,4 MMDH. Sur base individuelle, les crédits de CIH BANK s'établissent à 60,2 MMDH, tandis que SOFAC et UMNIA BANK contribuent respectivement à hauteur de 9,4 MMDH et 4,8 MMDH.

Représentant 56,4% de l'encours des crédits consolidés, les crédits hors immobilier enregistrent une hausse de 28 % par rapport à Décembre 2020, pour s'établir à 41,9 MMDH. La Banque consolide ainsi sa politique de diversification des emplois clientèle.

Le total bilan consolidé s'établit à 106,4 MMDH en progression de 18,8% par rapport à décembre 2020.

Indicateurs de rentabilité

Le PNB consolidé s'élève à 3 106,6 MDH en accroissement de +12,6% par rapport à Décembre 2020. Cette évolution résulte principalement de la progression de la marge nette d'intérêt de 22,2% suite à la croissance de l'activité commerciale.

En social, le produit net bancaire de CIH BANK s'établit à 2 506,2 MDH, en croissance de +11,1% par rapport à Décembre 2020.

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 1 388,7 MDH en hausse de +30,5% par rapport à Décembre 2020.

Le coût du risque en consolidé s'établit à 456,5 MDH affichant une baisse de -54,2% par rapport à Décembre 2020. Ainsi, le taux du coût du risque est de 0.59% contre 1,51% une année auparavant.
En social, le coût du risque s'élève à 370,8 MDH soit une baisse de - 54,8%, correspondant à un taux de coût du risque de 0,56% contre 1,22% en Décembre 2020.

Le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 603,0 MDH à fin Décembre 2021 contre 80,7 MDH à fin Décembre 2020.

En social, le résultat net à Décembre 2021 s'élève à 466,6 MDH contre 249,3 MDH par rapport à la même période en 2020.

Décision du Conseil

A l'issue de la présentation des résultats annuels et après avoir entendu les rapports des Comités d'Audit et des Risques ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes sociaux et consolidés au 31 Décembre 2021.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende ordinaire de 14 dirhams par action, payable à compter du 1er juillet 2022.

Le Conseil d'Administration note avec satisfaction les performances commerciales et financières réalisées par la Banque courant l'année 2021 et ce en dépit du contexte difficile.

Le Conseil d'Administration félicite l'ensemble des équipes du Groupe CIH BANK pour leur engagement et leur mobilisation en faveur de la clientèle.

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187 avenue Hassan II – Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire :

Le Mercredi 15 Juin 2022, à 15 Heures

à l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Ratification des modalités de convocation ;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2021 ;
3. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2021 ;
4. Lecture et examen du rapport général des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2021 ;
5. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2021 ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Programme d'émissions obligataires ;
9. Pouvoirs en vue des formalités légales.

Modalités de participation à l'Assemblée :

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité dès lors qu'ils s'inscrivent sur le registre des actions nominatives de la Société depuis au moins cinq (5) jours avant la date de la réunion.
Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agrée cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

• Modalités de vote par procuration

Les actionnaires peuvent se faire représenter à l'Assemblée Générale en procédant à la signature d'un pouvoir dont le modèle est mis à leur disposition au Secrétariat Général du Groupe CIH Bank au siège social de la banque. Ce modèle de pouvoir peut être également téléchargé sur le site internet du CIH Bank : http://www.cihbank.ma/corporate/espace-financier/communiques : Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire.

• Modalités de vote par correspondance

Les actionnaires peuvent voter au moyen du formulaire de vote qui est mis à la disposition des actionnaires au Secrétariat Général du Groupe CIH Bank. Ce formulaire de vote par correspondance peut être également téléchargé sur le site internet du CIH Bank : www.cihbank.ma, rubrique http://www.cihbank.ma/corporate/espace-financier/communiques : Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les textes et projet de résolutions ainsi que l'ensemble des documents et informations visés aux articles 121 et 121 bis de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée, sont mis à la disposition du public sur le site internet du CIH : www.cihbank.ma.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projet de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le mercredi 15 juin 2022, à partir de 15 heures.

Il est à rappeler, à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2021 ont été publiés dans le journal suivant dûment habilité à recevoir les annonces légales :

• Le Matin : 14 Mars 2022

Données de contact :
• M. AMAL MOUHOUB
• Tel : 05 22 47 94 24
• Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II

Projet de résolutions à présenter à l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIÈRE RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

DEUXIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2021 approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2021, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire de **466.558.624 Dirhams** pour les comptes sociaux.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du Conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2021.

TROISIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux Commissaires aux Comptes de l'accomplissement de leur mission.

QUATRIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels :
• Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 564.992.682 Dirhams est de **1.017.051.107 Dirhams** ;
• Décide de fixer le montant du dividende à **14 Dirhams** l'action ;
• Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2021 s'élève à **396.546.290 Dirhams** ;
• Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de **620.504.817 Dirhams** ;
• Le dividende de 14 Dirhams par action est payable à partir du **1er juillet 2022**.

Récapitulatif de l'affectation des résultats - exercice clos 2021	Montants en Dirhams
Bénéfice de l'exercice	466 558 624
Déduction des pertes antérieures	0
Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes	466 558 624
Réserve légale (-)	14 500 199
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	564 992 682
Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice	1 017 051 107
Nombre d'actions	28 324 735
Dividende par action	14
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	396 546 290
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	620 504 817

CINQUIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2022.

SIXIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, approuve les conclusions dudit rapport.

SEPTIÈME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration à mettre en place un programme d'émissions obligataires, classiques ou subordonnées, avec ou sans appel public à l'épargne, plafonné à 6 milliards de dirhams, réalisable en une ou plusieurs fois, en application de dispositions des articles 292 à 315 de la loi N°17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée.

HUITIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, l'Assemblée Générale Ordinaire délègue, en vertu de l'article 294 de la loi N°17-95 au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, dans les limites légales et réglementaires, les pouvoirs nécessaires à l'effet :

• De procéder, aux périodes qu'il jugera convenables avant l'expiration du délai de cinq (5) ans à l'émission d'un ou plusieurs emprunts obligataires ;
• D'arrêter les proportions, conditions et modalités du ou des emprunts obligataires présentement autorisés selon ce qu'il jugera convenable et conforme à l'intérêt social, dans la limite du montant de 6 milliards de dirhams.

Cette délégation conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire au conseil d'administration est valable pour une durée de 5 ans à compter de la date de la tenue de la présente Assemblée.

NEUVIEME RÉSOLUTION :
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2021

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :
• Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
• Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
- Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
- Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, les actifs financiers à la juste valeur par Capitaux Propres et les instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers.

Bases de présentation
Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.
Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.
Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles
Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Certaines catégories d'actifs telles que les terrains et constructions sont évaluées à la juste valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions Exploitation :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût amorti qui correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeurs.

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.
Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les amortissements des immeubles de placement sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité suivantes :

Immeubles et constructions Hors Exploitation

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Equipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1er janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location.

Pour tout contrat de location simple et de financement, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est enregistrée au compte de résultat sur la ligne « Charges des autres activités » ainsi que la charge d'intérêt sur la dette.

Options retenues :
Pour identifier les contrats de location qui entrent dans le périmètre de la norme, voici les critères retenus :

Le Groupe a utilisé les deux mesures de simplification proposées par la norme IFRS 16 portant sur les contrats à court terme (durée de 12 mois ou moins) et sur les contrats à actifs sous-jacents de faible valeur, dont la valeur est inférieure ou égale au seuil proposé par l'IASB, à savoir 5000 USD.

Durée retenue : La durée pendant laquelle le Groupe a généralement utilisé des types particuliers de biens (loués ou détenus en propre) auparavant et les raisons économiques sous-jacentes ont été utilisées pour déterminer si le groupe a la certitude raisonnable d'exercer une option ou de ne pas l'exercer.

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée des paiements de loyers et des paiements estimés à la fin du contrat (pénalités de résiliation le cas échéant et la garantie de la valeur résiduelle si applicable).

Le taux utilisé pour l'actualisation de ces paiements est le taux d'endettement marginal qui correspond au taux de refinancement sur le marché financier sur des durées équivalentes à celles des dettes locatives

TEST DE DEPRECIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.
Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.
Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.
La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.
Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.
• ***Niveau 1 :*** justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.
• ***Niveau 2 :*** justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
• ***Niveau 3 :*** justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS9 « Instruments financiers », remplace la norme IAS39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :
• La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
• La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

Liens entre le classement sous IAS 39 et le classement sous IFRS 9 :

Le premier critère vise à comprendre la manière dont sont gérés, par le métier, les actifs au niveau du portefeuille. Le modèle de gestion correspond à la stratégie de gestion définie par le management.

L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :
- La collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

(*) Le test SPPI permet d'analyser les caractéristiques des flux de trésorerie d'un contrat/produit et d'apprécier (au regard des dispositions de la norme) si ceux-ci sont composés uniquement du remboursement du principal et d'intérêts sur le principal restant dû.

La grille d'analyse du modèle de gestion, grille dédiée à la première application de la norme IFRS 9, permet de documenter le modèle de gestion, selon les critères IFRS 9, en considérant notamment les axes suivants :
- Description de la nature d'activité de chaque portefeuille : stratégie, intention de gestion, catégories d'instruments utilisés ;
- Analyse des opérations de cession ;
- Analyse des indicateurs de performance de l'activité. Cette grille d'analyse est renseignée par portefeuilles homogènes.

Dépréciation des actifs sous IFRS9

Le modèle de dépréciation prévoit d'une part, l'anticipation des pertes en se basant sur les pertes attendues (ECL) et d'autre part, la prise en compte de prévisions macro-économiques dans la détermination des paramètres de risque (Forward looking).

Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS 9 pour le CIH concerne :
• Les créances envers la clientèle
• Les créances envers les établissements bancaires
• Le portefeuille titres

S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité :
Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise(BE).

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origination du crédit. Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

• **Bucket 1** (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait dans une période de 12 mois après la clôture comptable.

• **Bucket 2** (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit.

• **Bucket 3** (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) → Comptabilisation d'un dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif financier.

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IFRS 9 « Instruments financiers » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENRTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :
• une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
ou
• une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
- Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
ou
- Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:
• Prime de fin de carrière ;
• Prime d'ancienneté ;
• Indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er **janvier 2013** avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé
Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues	indimités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Déc-21	31-Déc-20	31-Déc-21	31-Déc-20
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	3.10%	4.40%	3.10%	3.50%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	2343	2192	2343	2192
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,0% et 1,5%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.
Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.
Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

IFRIC 23

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est une interprétation qui précise la manière dont les risques liés aux impôts sur le résultat doivent être présentés dans les comptes annuels.
Elle clarifie les dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

IFRIC 23 donne le choix aux entreprises d'appliquer la norme, pour la première fois au 1er janvier 2019, selon l'une des deux approches suivantes :
• Approche totalement rétrospective selon la norme IAS 8, si une entité peut le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori ;
• Approche partiellement rétrospective, avec prise en compte de l'effet cumulatif de la première application dans le RAN ou dans d'autres éléments appropriés des capitaux propres du bilan d'ouverture ;
Le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective partielle en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires »,
ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».
Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017.
L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.
Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.
Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPÔT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.
Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.
La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus. Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :
- Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;
ou
- Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.
Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).
Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.
Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

Regroupements d'entreprises

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :
- La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;
Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.
Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.
Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

Goodwill

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.
Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.
Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

Recours À des estimations

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.
Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.
Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :
- Provisions pour dépréciation des créances clients ;
- Goodwill ;
- Provisions pour risques et charges ;
- Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure '**Entité Structurée**' : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.
Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :
1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2021*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1.500	211.5

* En millions de dirhams

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :
• L'activité banque ;
• L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
• Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques de CIH BANK s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.
Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités de CIH BANK et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

• La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

• Modalité d'exercice de la Direction Générale :
- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par CIH BANK s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière de CIH BANK. Il arrête les orientations stratégiques de la banque et assure la surveillance de la gestion de ses activités.
Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale de CIH BANK et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.
Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques de CIH BANK à travers, notamment, le Comité des Risques et le Comité d'Audit.

Rôle de la direction générale

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition de CIH BANK aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Structures et Organisation

Le Dispositif de gestion des risques est organisé comme suit :

• La Direction Gestion et Contrôle des Risques, La Direction Risque Opérationnel et Contrôle permanent, la Direction des Engagements et le Pôle Recouvrement sont rattachés à La Gestion Globale des Risques et Recouvrement.
• La Direction Contrôle de gestion et ALM est rattachée aux Finances, Services à la Clientèle & Canaux Alternatifs.
• L'entité Lutte Anti Blanchiment est rattachée au Pôle Conformité.
• L'entité Sécurité des Systèmes d'Information est rattachée à la DSI.
• Le Contrôle périodique est pris en charge par le Pôle Audit et Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale
• Le Comité de Management des Risques ;
• Le Comité Contrôle Interne ;
• Le Comité Risques Opérationnels et Contrôle Permanent ;
• Le comité de pilotage des risques de crédit ;
• Le Comité des Engagements ;
• Le Comité de Recouvrement ;
• Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
• Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
• Le Comité de Suivi du Contentieux ;
• Le Comité de Provisionnement ;
• Le Comité ALM ;
• Le Comité Trésorerie et placement ;
• Le Comité Nouveaux produits.

Les Comités émanant du Conseil d'Administration :
• Le Comité des Risques ;
• Le Comité d'Audit ;
• Le Comité des Grands Engagements et Investissements.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, CIH BANK a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration de CIH BANK.

Identification

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques de CIH BANK. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

Mesure

CIH BANK a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.
Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet à CIH BANK de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, CIH BANK a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Des modèles de notation sont également élaborés pour les segments professionnels, banques et assurances.

Les systèmes de notation font l'objet de revue et back-testing réguliers.
Aussi, dans un objectif d'industrialisation et d'amélioration de ses traitements, CIH BANK a mis en place une base Engagements qui centralise l'ensemble des données des contrats d'engagements de la clientèle et les informations y afférentes. En effet, cette base permet de mettre à niveau les outils de pilotage et de reporting et de faciliter le processus de production et d'accès à l'information clé.

CIH BANK a également lancé un projet d'automatisation des crédits corporate. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de digitalisation, de certification et de monitoring des activités de la banque et aussi afin de créer une nouvelle dynamique lui permettant d'améliorer son efficience interne et par conséquent la qualité du service de ses clients.

Maîtrise

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

En plus des limites réglementaires, le dispositif de limites, actuellement en vigueur à CIHBANK, couvre les différents risques, dont les risques de crédit, de concentration, de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, CIH BANK a déployé le dispositif ICAAP et appétence au risque. En effet, l'appétence au risque constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie. Elle est exprimée au moyen d'indicateurs clés tels que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont ainsi définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de la banque.

Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'activité (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

Aussi, CIH BANK a mis en place un dispositif PRCI Plan de redressement interne qui s'inscrit dans un cadre réglementaire régi par la circulaire n°4/W/2017 publiée en Juillet 2017. Il permet d'élaborer des mesures adéquates qui garantiront la viabilité financière de la banque en réaction à d'éventuels chocs extrêmes et de documenter ces mesures dans un plan de redressement avant qu'une crise ne se produise.

En plus des attentes du régulateur, le PRCI présentera des opportunités pour la banque lui permettant d'anticiper les chocs et se préparer à leur gestion, de renforcer la confiance du régulateur dans la banque, et d'identifier les éléments structurels permettant de rationaliser l'organisation et gagner en efficacité. Il constitue également un outil d'aide à la stratégie et à l'optimisation de l'allocation des ressources financières.

Contrôle et surveillance

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par la Conformité et le Contrôle Permanent pour ce qui est du risque de non-conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction Gestion et Contrôle et des Risques, Direction Risque Opérationnel et Contrôle Permanent, Direction de la Comptabilité, RSSI...). Le Pôle Audit et Inspection Générale assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction gestion et contrôle des risques et de la Direction Risque opérationnels et contrôle Permanent, consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Eléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

CIH BANK a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadré par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits.

a. Principes de base régissant l'activité de crédit

L'activité de crédit au CIH BANK s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants :
• Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.
• Système de délégation de pouvoir approprié.
• Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

b. Politiques Risques

La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par un ensemble de politiques risques organisées en une politique risque chapeau et des politiques risques par thème.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risques opérationnels, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :
• Politique Risque Banque de l'entreprise ;
• Politique Risque Banque de l'immobilier ;
• Politique Risque Banque des particuliers ;
• Politique Risque marché des professionnels ;
• Politique de provisionnement ;
• Charte des risques sensibles.

c. Comités Crédit

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité crédit. On distingue entre :
• Les comités d'octroi, notamment :
  - Comités Banques de l'Entreprise ;
  - Comité Banque de l'Immobilier ;
  - Comité Banque de Détail ;
  - Comité des Engagements.
• Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
  - Comité de provisionnement ;
  - Comité grands risques ;

- Comité risques sensibles ;
- Comité de pilotage risque de crédit ;
- Comité risque nouveaux produits et services
- Comité Management des risques.

• Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques, le Comité d'Audit et le Comité des Grands Engagements et Investissements.

d. Procédures Engagements

Le processus d'octroi de crédit chez CIH BANK est encadré par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose, entre autres, sur les principes suivants :
- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision via le Comité Compétent,
- Respect de nos politiques risques,
- Respect du système de délégation des pouvoirs.
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches :
- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements ;
- Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
- Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
- Déblocage / Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.

Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

e. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit

De par l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit aux particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé.
Dans la continuité de sa stratégie de digitalisation, CIHBANK a lancé un projet d'industrialisation des crédits corporate.

f. Surveillance et pilotage du risque de crédit

Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit

Le suivi de la gestion du risque de crédit à CIH BANK est assuré par la Gestion Globale des risques et recouvrement, notamment :
- La Direction Gestion et Contrôle des risques, au travers des entités suivantes : Pilotage du risque de crédit, Pilotage de la solvabilité et solidité financière, Risk Analytics et Modélisation.
- La Direction des Engagements : entités : Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, et Evaluation & Analyse du risque de contrepartie.
- En plus des banques commerciales, notamment : Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de l'Entreprise, de l'Immobilier et de l'Investissement.

Parallèlement aux structures centrales en charge de la gestion des risques de crédit, les structures de back office engagements distribués par les Banques opérant dans les différents segments assurent notamment un suivi quant aux conditions d'éligibilité des clients et produits relevant de leur domaine de compétence et interviennent conformément aux règles et procédures encadrant l'octroi et la gestion courante des engagements se rapportant à leur portefeuille.

Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction contrôle et gestion des Risques et la Direction des Engagements. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agrégée à travers :
- L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement ;
- La renotation annuelle du portefeuille de crédits ;
- Le suivi technique des projets immobiliers ;
- La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit ;
- Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers ;
- Le suivi des seuils réglementaires, des limites internes, des limites groupe, des ratios prudentiels et du coût du risque ;
- Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
- Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reporting sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

Système de notation de la banque

CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, la Promotion Immobilière, les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit.
Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client et donnant une indication sur la tarification. La dégradation des notes est un critère d'inscription au comité risques sensibles et d'inscription en bucket 2 et bucket 3 selon la norme IFRS 9.

Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue.
L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.
Un outil intégrant à la fois les différents modèles de notation des entreprises, de la promotion immobilière, des professionnels ainsi que des Banques et assurances a été déployé en 2021.
- Modèle de notation des particuliers :
La notation des prêts des particuliers consiste en l'affectation d'une note aux crédits à l'habitat et à la consommation destinés aux clients particuliers sur la base de critères relatifs, d'une part à la signalétique client (Age, Situation familiale, ...) et d'autres relatifs au comportement prêt et compte (montant du prêt, durée du prêt, impayé...).
La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II. La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie.
Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque sur la base des données mises à jour mensuellement.

- Modèle de notation des entreprises :
Le modèle de notation pour les entreprises est à dires d'experts et a été actualisé et backtesté. A cet effet, un nouveau modèle de notation entreprises a été ainsi mis en place en 2019.
Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité et de critères liés au comportement interne et externe du client. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.

- Modèle de notation de la promotion immobilière :
Le modèle de notation de la Promotion immobilière est à dire d'expert. La note étant la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite par le Middle office de la banque de l'immobilier à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.

- Modèle de notation des Professionnels :
Le modèle de notation des professionnels consiste, d'une part, en une notation de comportement des clients professionnels de CIH BANK vis-à-vis de leurs engagements envers la banque et d'autre part, la notation à l'octroi des clients souhaitant bénéficier de nouveaux crédits.

- Modèle de notation des Banques et Assurances :
Le modèle de notation des banques et assurances s'appuie sur le profil financier de ces dernières. En effet, le premier pilier du processus d'évaluation est la prise en compte de la situation financière de l'institut (de crédit ou d'assurance) à noter. La note financière se basant sur des ratios à calculer à partir des bilans consolidés selon deux dimensions : la solvabilité et la liquidité. Après le calcul de la note finale, celle-ci peut être forcée sur la base des critères d'ajustement définis.

Revue des garanties

Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction Gestion et Contrôle des Risques lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

Dispositif de suivi du risque de concentration

La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.
Ce dispositif est étoffé par le processus ICAAP et appétence aux risques.

Limites fixées en termes de risque de crédit

Le suivi du risque de crédit et de concentration est étoffé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus des ratios réglementaires dont le Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR) :
- Limites par segment : des limites sont fixées pour la branche entreprise, et la branche promotion immobilière en pourcentage des fonds propres.
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limites de contrepartie (activité de marché).
- Limites définies dans le cadre de l'ICAAP et de l'appétence au risque.

Ces limites sont validées par les Comités Compétents. La politique de risques du CIHBANK prévoit une révision annuelle éventuelle ou à l'occasion de tout changement dans les spécificités relatives à l'activité du crédit ou à l'aversion de la banque au risque de crédit.

Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR)

Les exigences réglementaires, en termes de coefficient maximum de division des risques CMDR, imposent que les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 20% des fonds propres. Cet indicateur est fortement suivi par BAM et les instances de gouvernance. En cas de dépassement, le montant sera déduit des fonds propres.
Au 31/12/2021, le CMDR est inférieur à 20% pour l'ensemble des contreparties et est, par conséquent, conforme aux exigences réglementaires.

Processus de traitement des créances sensibles

La Direction Contrôle et Gestion des Risques procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.

Les risques de crédit devenus sensibles sont recensés trimestriellement en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis, alimentant la Watch-List des risques sensibles de la Banque. Ils font l'objet de fiches établies par les métiers et sont présentés au Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions.

Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.

A partir de 2020, CIHBANK a ajouté, au niveau de la cartographie des risques, une nouvelle classe interne de suivi du risque appelée Weak List. Cette nouvelle classe permet d'assurer un suivi pertinent et rapproché des créances sensibles. Elle est constituée par toutes les créances détectées par le processus de suivi des risques sensibles, indépendamment de leur intégration ou non dans la Watch List.

En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une l'analyse par le Comité de suivi des Affaires Spéciales et le Comité de Suivi du recouvrement amiable et contentieux.
Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires à risques significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

Système de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle. En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, Banque de l'Immobilier, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.

Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune desdites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement.

Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex : incidents de paiement) ou externe (ex: Centrale des risques), la notation/score. Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent ;
Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...) ;
L'avis réservé ou défavorable de la Gestion globale des Risques et Recouvrement/ Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004.
Le taux de CES s'établit à 6,40% en Décembre 2021 contre 6,48% en Juin 2021 et 6,98% en Décembre 2020. (En créances nettes d'agios réservés).

II. RISQUE OPERATIONNEL

Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

a. Principes de Gestion des Risques Opérationnels

Les Principes directeurs de Gestion des Risques Opérationnels se déclinent comme suit :
1. La Gestion des risques opérationnels est la responsabilité de tous : Toutes les entités de CIH BANK, les responsables opérationnels ainsi que les employés à tous les niveaux sont concernés par la gestion des risques opérationnels relevant de leur responsabilité et de la mise en œuvre des actions permettant de gérer ces risques.

2. L'approche par les processus et l'unicité du référentiel : Le dispositif de gestion des risques opérationnels est construit autour d'une approche par les processus : La cartographie des processus étant un référentiel commun et unique au sein de CIH BANK.

3. Articulation des contrôles : La cartographie des risques est l'axe principal autours duquel s'articule la mise en place des contrôles de premier et de deuxième niveau.

4. La hiérarchisation des risques opérationnels : Le dispositif de gestion de risques opérationnel doit permettre de traiter de manière prioritaire les risques opérationnels importants pour CIH BANK.

5. La gestion des risques opérationnels est un processus intégré aux autres processus : La gestion des risques opérationnels est un élément à part entière de la planification de la stratégie et de la gestion opérationnelle.

6. Le processus de gestion des risques opérationnels est un processus évolutif, en amélioration constante :
Le processus de gestion des risques opérationnels doit être constamment amélioré afin de refléter les meilleures pratiques et d'augmenter la performance de CIH BANK. La performance du processus de gestion des risques opérationnels pourra être évaluée suivant ces critères : Implication des dirigeants, participation étendue à l'ensemble de la banque, démarche structurée, suivi continu et reporting régulier, informations sur les risques relatifs à tous les niveaux d'activités et fonctions.

7. La gestion des risques opérationnels est un processus supervisé : Les organes d'administration de la gestion de risques (Conseil d'administration et Comité Risques) doivent obtenir régulièrement une vision de l'état des lieux sur les risques opérationnels majeurs et sur le dispositif de contrôle qui leur est associé.

8. Le processus de gestion des risques opérationnels est auditable : Le contrôle de l'efficacité du processus de gestion des risques opérationnels doit être effectué de manière indépendante.

Les reportings produits par la Direction Risques Opérationnels et Contrôle Permanent sont adressés au Comité Risques Opérationnels (trimestriel), au Comité Management des Risques (Trimestriel), au Comité Contrôle Interne, au Comité Risques, au Comité d'Audit (trimestriel).

b. Politiques et procédures risques opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.

Aussi, les risques opérationnels de type Crise - interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

c. Processus de gestion des risques opérationnels

La Direction des Risques Opérationnels et Contrôle Permanent, rattachée à la Gestion globale des risques et recouvrement, est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers :
- L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
- Le traitement des risques opérationnels ;
- Le suivi du risque opérationnel.

CIH BANK a entamé en 2021, un projet d'implémentation d'un nouvel outil SIGR répondant à l'évolution de son processus de gestion des risques opérationnels. sa mise en production est prévue pour S1 2022.

Pour assoir ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :

Collecte des incidents

La collecte des incidents de la banque couvre toutes les activités bancaires et ce via le recueille et l'analyse de différentes sources de données notamment : les données relatives aux pertes, aux charges et aux provisions.

Collecte des Indicateurs clés « KRI »

L'objectif de ce dispositif est de suivre des indicateurs chiffrés susceptibles de donner des informations sur l'environnement de risque et de contrôle (à priori et à postériori) avec comme objectifs :
- Avoir des indicateurs pertinents observés ou calculés pour qualifier et quantifier la présence du risque opérationnel ;
- Permettre au Management et au Risk Manager de compléter et contrôler les informations qui remontent dans la base des incidents et d'évaluer la pertinence du dispositif de maîtrise des risques mis en place.

Cartographie des risques opérationnels

CIH BANK a mis en place une cartographie des risques opérationnels qui s'appuie sur la cartographie des processus de la banque. Ce dispositif permet de cartographier et évaluer les risques opérationnels et les contrôles visant à les maîtriser et ainsi identifier les risques résiduels devant faire l'objet d'un suivi.

Cet outil est évolutif et vise à intégrer les risques liés à l'évolution de l'activité du CIHBANK.

Un exercice de revue a été mené en 2021, et à permis de réviser la version de la cartographie finalisée en mars 2019 .

Sécurité SI

CIH BANK a mis en place un dispositif de sécurité SI comprenant notamment :
Les contrôles sont intégrés au fonctionnement courant des opérations d'administration des SI. Ces contrôles sont réalisés systématiquement par les personnes attributaires des tâches d'administration ou de supervision. Ces derniers assurent la surveillance et la maîtrise des risques liés aux opérations qu'ils réalisent au titre de leurs fonctions.

Ces contrôles sont intégrés au niveau de l'outil d'automatisation des contrôles internes et sont alimentés régulièrement par les unités opérationnelles.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des audits de sécurité et des tests d'intrusion sont réalisés chaque année en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière. L'objectif étant d'évaluer en continu le niveau de sécurité des plateformes et applications de la banque et en particulier celles exposées sur Internet, et le cas échéant entreprendre les actions correctives nécessaires pour pallier les faiblesses constatées.

Un volet cybercriminalité est suivi au niveau des comités suivants : Comité Organisation et SI, Comité risque opérationnel et Comité des Risques.

d. Le plan de Continuité des Activités

Le plan de continuité des activités est piloté par la direction des Risques Opérationnels et du Contrôle permanent. Ce dispositif est documenté, et comporte les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.
Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement…
Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque, le siège et les agences CIH Bank. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.
Subséquemment, CIH BANK a finalisé un projet de mise à niveau et revue de tout le dispositif PCA et PSI.

e. Gestion des risques liés aux activités externalisées

Courant l'année 2021, CIH Bank a mis en place un dispositif d'évaluation et de suivi des risques liés aux activités externalisées, dont les principes directeurs et les modalités de fonctionnement sont formalisés dans une politique dédiée.

A ce titre, le dispositif d'évaluation des risques d'encadrement des activités externalisées s'articule autour des trois phases suivantes :
• La gestion en amont,
• La gestion courante de la prestation et l'exercice d'évaluation/réévaluation annuelle,
• L'évaluation post contractuelle.

Dans le cadre d'une externalisation, toute entité propriétaire de prestations externalisées doit les piloter, procéder au suivi des risques qui les bordent et veiller à la mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs de maîtrise des risques prévus. Ce suivi est coordonné avec la « Direction Patrimoine, Achat et logistiques ».

La direction des Risques Opérationnels et du Contrôle Permanent pilote des exercices d'évaluation/ réévaluation périodique de la criticité des activités externalisés et du niveau de maîtrise des prestataires aux regard des risques identifiés.

Cet exercice permet d'avoir une visibilité sur la qualité des prestations fournies et du niveau d'engagement des prestataires et permet de monitorer le niveau d'exposition au risque liés aux activités externalisées et de mettre en place les plans d'actions adéquats.

f. Gestion des Risques Nouveaux produits

Courant 2021, CIH Bank a veillé à renforcer son processus de lancement des nouveaux produits/services et nouvelles activités et étendre son cadre aux nouveaux processus. Il vise principalement à établir un cadre sécurisé de lancement en permettant notamment de :

• S'assurer que l'analyse spécifique des risques a été conduite de manière rigoureuse dans le but de les couvrir et de prendre en compte les risques résiduels ;
• S'assurer que l'ensemble nouveaux produits et services, processus et nouvelles activités sont bien couverts par l'évaluation des risques avant leur mise en production/ marché ;

Le périmètre d'application couvre les nouveaux produits, services, nouvelles activités, Nouveaux processus et tout changement significatif sur l'offre existante.

Le processus d'évaluation et de suivi des risques inhérents à un nouveau produit/ Service/Activité/Processus s'imbrique avec les principales étapes qui cadencent le processus de son lancement : Le cadrage, la conception et mise en œuvre du nouveau produit, la phase de lancement et la phase de bilan post lancement

Ce processus, coordonné par la direction des Risques Opérationnels et du Contrôle Permanent permet d'évaluer l'ensemble des risques potentiels : Non-conformité, crédit, marché, opérationnels, financiers, juridiques, fiscaux, de réputation, environnemental et social…

Ainsi, une première analyse des risques est effectuée, et permet de fournir une évaluation du niveau d'exposition aux différents risques induits par le nouveau produit, et de définir les plans d'atténuation à mettre en œuvre pour maîtriser les risques significatifs.

Un bilan des réalisations relatives aux plans d'atténuation des risques est réalisé et permet donc d'évaluer le risque résiduel. Cette information est nécessaire à la prise de décision quant au lancement du nouveau produit, qui peut alors être avec ou sans réserve.

III. RISQUE DE MARCHE

Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :
• Les risques relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Stratégie et Politique Risques

a. Politique Risque de marché

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK a mis en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de taux, de change, et de contrepartie.

CIH BANK exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

A cet effet, la politique CIH BANK couvre les opérations et éléments de marché suivants :
- Opérations Change et monétaires avec Banques locales : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
- Opérations Change et monétaires avec Banques étrangères (Change spot, Prêt/ Emprunt en Devises) : Pour la gestion de la position de change ou la trésorerie devises de CIH Bank, la SDM traite des opérations spot ou termes devises vs devises, et des opérations de prêt/Emprunt en devises.
- Opérations de change avec les clients (Change Spot, Change à terme) : La position de change doit respecter l'équilibre en Panier (60% EUR, 40% USD). Le risque de marché de la position de change est le risque du niveau du Panier contre le cours central. La marge de fluctuation du Panier est de +/-5% contre le cours central tel que défini par Bank Al-Maghrib au 09 Mars 2020.
- Portefeuilles Compte Propre : PTF de négociation, PTF d'investissement et PTF de placement.

CIH BANK a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.
L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

b. Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de Marchés des Capitaux s'articulent autour d'un nombre d'entités et de directions qui interagissent pour la réalisation, la validation, le dénouement, la comptabilisation des opérations et la gestion des risques et des limites y afférent :
• Banque de l'Entreprise, de l'Immobilier et de l'Investissement : Pôle Investissement :
  - Direction Marché des Capitaux,
  - Direction Corporate Finance.

• Direction Finances, Services à la Clientèle et Canaux alternatifs :
  - Direction Contrôle de gestion et ALM,
  - Direction Comptabilité et fiscalité,
  - Direction Flux et transactions (BO).
• Direction Gestion et Contrôle des Risques :
  - Entité Risques de marché,
  - Le Middle office salle des marchés.

<u>Rôle de la Salle Des Marchés/ Direction Marché des Capitaux</u>

La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

La direction marché des capitaux a pour principales missions :
• Traitement des opérations de change de la clientèle,
• Structuration de placements pour les clients,
• Gestion des portefeuilles pour compte propre,
• Gestion et optimisation de la trésorerie de la banque.

La Direction Corporate Finance est en charge de la gestion du portefeuille Actions pour compte propre.

<u>Rôle de la Direction Contrôle et Gestion des Risques</u>

Dans le cadre des activités de marché, la direction Gestion et Contrôle des Risques a pour rôle l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi. Par ailleurs, elle est en charge du contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites, la production quotidienne des résultats et la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites…).
Deux entités sont en charge du suivi des activités de marché :

- Entité Risques de marché pour le renforcement du contrôle et du suivi des risques liés aux activités de marché, et des limites et la production des reporting réglementaires et internes ainsi que la production des alertes.
- Le Middle office salle des marchés pour assurer le contrôle et la confirmation des opérations, des positions, des limites de contrepartie et de la production quotidienne des résultats ainsi que la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites…).

c. Périmètre des activités de marché

Les activités de marchés chez CIH BANK portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.

CIH BANK exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

CIH BANK a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

CIH BANK dispose d'un catalogue de produits de la Salle des Marchés contenant les fiches de produits. Ce catalogue est élaboré par la Direction Marchés des Capitaux (Salle des Marchés), revu par la Direction Gestion et Contrôle des Risques et par le Comité de Trésorerie et de Placements puis validé par la Comité des Engagements.

Le catalogue est enrichi au fur et à mesure du développement des activités de marché.

Dispositif de gestion, de suivi et de mesure des risques de marché :

Sur l'activité pour compte propre, CIH BANK dispose au 31/12/2021 de :
• **Un portefeuille de négociation** dont l'encours est de **7 961 MDH**.
• **Un portefeuille d'investissement** MAD dont l'encours est de **2 630 MDH**.
• **Un portefeuille d'investissement** en devises dont l'encours est de **2257 MDH**.
• **Des titres de placement :**
  - Un portefeuille obligataire dont l'encours est de **220,3 MDH**.
  - Un portefeuille OPCVM MAD dont l'encours est de **124 MDH**.
  - Un portefeuille OPCVM en devises dont l'encours est de **47 MDH**.
  - Un portefeuille OPCI dont l'encours est de **507 MDH**.

Le portefeuille d'investissement a pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité de trésorerie et de placement et l'entité Gestion Actif Passif rattachée aux Finances, Moyens et Traitements.

Le portefeuille de placement a pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Le portefeuille de négociation a pour objectif de réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (Système d'information) et au niveau comptable.
Sur l'activité pour le compte de la clientèle, la position de change du CIH BANK s'établit à 87 MDH au 31/12/2021.

Ces activités sont suivies au quotidien par le front Office, le middle Office salle des marchés et les risques de marché. Un Comité de placement hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse de l'activité de marché.

a. Mesure et gestion des risques de marché

CIH BANK a mis en place un dispositif de mesure des risques de marché reposant sur le calcul de la Value at Risk (VAR) et un système de limites.

Value at Risk

Le modèle de VaR utilisé est la VaR historique calculée via des scenarii historiques des facteurs de risques inhérents au portefeuille de négociation.

Cette perte maximale (VAR) au titre du 4ème trimestre 2021 affiche les résultats suivants :

• **Activité Taux :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 5,7 Millions de dirhams en moyenne sur le trimestre.
Le back-testing effectué durant le 4ème trimestre 2021 n'affiche aucun dépassement (avec une perte maximale de 4,06 Millions de dirhams constatée durant le trimestre).

• **Activité Change :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 1,2 Million dirhams en moyenne sur le trimestre.
Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2021 affiche un dépassement (avec une perte maximale de 388 Mille dirhams constatée durant le trimestre).

<u>Système de limites :</u>

L'activité de marché est-elle encadrée par des limites réglementaires et d'autres internes :
• Limites réglementaires définies par Bank Al Maghrib (10% des Fonds Propres par devises, et 20% des Fonds Propres pour la position de change globale longue ou courte).
• Limites internes : change en nominal, tailles des portefeuilles, sensibilité, par type de produit, par contrepartie et des seuils d'alerte STOP loss et STOP win.

<u>Situation des portefeuilles de marché :</u>

• Le Portefeuille de transaction affiche au 31/12/2021 : 7 961 MDH
  - Structure du PTF: constitué de minimum 95,92 % BDT,
  - Sensibilité: 2,29: en cas de hausse de la courbe des taux de 100 point de base, la moins-value serait de 182,8MMMAD,
  - Duration du PTF: 2,34 ans
  - P&L Net : 31 884 KDH
• Portefeuille d'investissement MAD au 31/12/2021 : 2 630 MDH
  - Sensibilité: 2,12 ;
  - Duration du PTF: 2,16 ans
  - Coupons encaissés : 67 531KDH
• Portefeuille d'investissement DEVISE au 31/12/2021 : 2 257 MDH
  - Coupons encaissés : 38 807KDH
• Placement - Portefeuille obligataire au 31/12/2021 : 220,3 MDH
  - Sensibilité PTF : 6,14.
  - Duration du PTF: 6,43 ans.
  - P&L : 7 539 KDH.
• Placement – OPCVM MAD au 31/12/2021 : 124 MDH
  - Rendement PTF : 1,01%.
  - P&L : 41 062 KDH
• Placement – OPCVM en devises au 31/12/2021 : 47 MDH
  - Rendement PTF : -3,49%.
  - P&L : -168 KDH
• Position de change au 31/12/2021 : 87 MDH
  - P&L : 187 650 KDH

b. Outils de gestion du risque de marché :

Les activités de Marchés s'appuient sur des outils permettant le traitement sécurisé des opérations, notamment :
• Application Front to Back (KONDOR) qui permet le traitement, le dénouement et le contrôle de toutes les opérations effectuées par la salle : en cours de mise en place.
• Outils pour le calcul de la consommation des fonds propres, le calcul de la VAR, la réalisation des stress tests et la production des reportings.

Risque de règlement-livraison

Le risque de règlement-livraison représente le risque que, lors du dénouement d'une opération sur un marché financier, une défaillance empêche la contrepartie de livrer le produit, alors que CIH BANK a déjà honoré ses engagements envers cette dernière.
Ce risque est encadré par des limites de contrepartie en distinguant entre les contreparties bénéficiant d'une convention avec la salle des marchés et les autres.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

La gestion Actif-Passif est assurée par la Direction ALM et Contrôle de Gestion qui est rattachée à la Direction Finances, Services à la Clientèle & Canaux Alternatifs.
La Direction Gestion et Contrôle des Risques rattachée à la Direction Gestion Globale des Risques et Recouvrement, assure le suivi des limites de taux et de liquidité et l'élaboration des stress tests.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la banque subisse une perte en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt (conjuguée aux différences entre les natures de taux et les maturités des actifs et des passifs).
La mesure du risque de taux porte sur le risque de taux structurel du bilan, à l'exclusion du risque sur le portefeuille de trading éventuel (portefeuille de négociation) qui est mesuré par des dispositifs propres dans le cadre des risques de marché.
Le risque de taux est mesuré par la variation de la VAN (valeur actuelle nette) des gaps de taux fixe, entraînée par une variation des taux selon les 6 scénarios :
a. Hausse parallèle de la courbe des taux de +200pb ;
b. Baisse parallèle de la courbe des taux de -200pb ;
c. Hausse des taux courts de +300pb ;
d. Baisse des taux courts de -300pb ;
e. Pentification de la courbe des taux
f. Aplatissement de la courbe des taux

a. Politique en matière de gestion du risque de taux d'intérêt

Pour assurer une gestion saine et exhaustive des risques de taux, CIH BANK bâtit sa stratégie de gestion ALM sur les normes d'évaluation, de contrôle et de reporting déclinées dans la politique ALM.
La stratégie ALM adoptée au CIHBANKBANK s'articule autour des principes suivants :
• Une production d'indicateurs synthétiques et compréhensibles (gaps de taux, sensibilité du bilan, …) calculés conformément aux conventions bancaires et à la réglementation ;
• La fiabilité et l'exhaustivité des indicateurs produits. Pour ce faire un contrôle est effectué en amont sur la fiabilité et la complétude des inputs par le biais d'une analyse de cohérence comptable ;
• La communication régulière aux instances de pilotage (Comité ALM, Comité d'Audit, Comité Management des Risques,) de reportings portant sur les indicateurs produits, des explications et commentaires appropriés et des solutions proposées ;
• La déclinaison des recommandations et instructions exprimées par les instances de pilotage (augmentation de capital, émission obligataire, …etc.) aux entités opérationnelles pour mise en œuvre ;
• La veille réglementaire, méthodologique et opérationnelle ;
• Le respect des pistes d'audit dudit dispositif aussi bien pour les volets techniques que les volets documentaires.
La gestion des risques de taux d'intérêt au CIHBANK est assurée par la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur les principes suivants :
• La prise en compte de contraintes de gestion du risque de taux lors de la fixation des objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement ;
• La mise en place de limites maximales admissibles sur la valeur et la marge du CIHBANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de taux d'intérêt

CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de taux d'intérêt, notamment :
• Le calcul des Gaps de taux fixe sur les maturités allant de JJ à la maturité à plus de 20 ans, selon les time-band définis par la réglementation ;
• La sensibilité MNI à court terme (sur un horizon d'un an) ;
• La sensibilité EVE sur un horizon allant jusqu'à 20ans ;
• La mise en place de limites relatives aux risques de taux avec les dépassements éventuels ;

En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de taux et respecter les limites.

c. Limites taux
Les limites en termes de taux d'intérêt sont proposées par la Direction Contrôle et Gestion des risques et validées par le Comité des Risques, sont les suivantes :
• Limite de la sensibilité court terme (des tombées des gaps de taux fixe sur les maturités inférieures ou égales à un an) : fixée à un pourcentage du MNI prévisionnel.
• Limite de la sensibilité de la VAN des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, fixée à pourcentage des Fonds Propres de base T1.
• Limite de la sensibilité de la VAN des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, rapportée au total Bilan.

d. Evaluation du risque global de taux
La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (JJ, 2 à 7 J, 8 à 15 J, 16 à 30 J, 1 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 9 mois, 9 à 12 mois, 1 à 2 ans, 2 à 3 ans…15 à 20 ans et plus de 20 ans) Ces gaps sont ensuite actualisés.
La variation entre la VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée sous chaque scénario de choc, permet de déduire la sensibilité des fonds propres aux variations des taux.
Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2021 :
• Une sensibilité de l'EVE, à une variation de la courbe des taux, de -245 MDH, soit 4,65% des fonds propres de base T1 ;
• Une sensibilité MNI, à une variation de +200 pb, de 84 MDH, soit 4,38% de la MNI prévisionnel.
• Une sensibilité MNI, à une variation de -200 pb, de - 84,5 MDH, soit 4,40% de la MNI prévisionnel.

e. Outils de gestion du risque de taux
Pour assurer la gestion des risques de taux, l'entité ALM utilise des applications Excel alimentées par le système d'informations de la banque.

f. Résultats des stress tests internes relatifs aux risques de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire
La sensibilité EVE, aux variations de la courbe des taux à fin décembre 2021 :
• En cas de hausse parallèle des taux de 2%, une sensibilité de +213 MDH soit 4,04% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de baisse parallèle des taux de 2%, une sensibilité de -81 MDH soit 1,54% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de hausse des taux courts de 3%, une sensibilité de +242 MDH soit 4,59% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de baisse des taux courts de 3%, une sensibilité de -245 MDH soit 4,65% des fonds propres de base T1 ;
• En cas d'aplatissement de la courbe, une sensibilité de +253 MDH soit 4,82% des fonds propres de base T1 ;
• En cas de pentification de la courbe, une sensibilité de -154 MDH soit 2,92% des fonds propres de base T1.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne puisse pas, à un moment donné, faire face à ses engagements en liquidité dans des conditions acceptables. Ce risque s'applique à l'ensemble du bilan et doit être apprécié en conditions normales et exceptionnelles.

a. Politique en matière de gestion du risque de liquidité
CIHBANK est doté d'un dispositif de mesure et de surveillance du risque de liquidité dont les principes sont explicités dans la politique ALM.
La gestion du risque de liquidité au CIHBANK se déroule selon un schéma organisationnel défini dans la politique ALM. Plusieurs organes et entités y participent directement ou indirectement.
Une saine gestion des risques ALM implique la mise en place d'une stratégie formalisée basée sur les fondamentaux suivants :
• Une évaluation de l'impact de la stratégie commerciale sur l'évolution du bilan en volume et en structure jumelée à une politique adéquate de financement ;
• Les objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement avec leurs contraintes ;
• Le niveau de couverture à assurer en termes de liquidité et les alternatives de financement sur des horizons court, moyen et long terme ;
• Les impacts maximums admissibles sur la valeur et la marge de CIH BANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de liquidité
CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de liquidité, notamment :
• Le calcul des Gaps de liquidité sur les maturités court et moyen et long termes (en flux et en encours);
• La mise en place en place de limites relatives au risque de liquidité avec les dépassements éventuels ;
En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de liquidité et respecter les limites.

c. Limites liquidité
Ces limites proposées par la Direction Gestion et Contrôle des Risques et validées par le Comité d'audit, sont les suivantes :
• Limite du gap statique de liquidité à 1 mois.
• Limite du gap de liquidité dynamique sur l'exercice en cours.
• Limites de transformation.

d. Le ratio de liquidité
Le ratio LCR en social s'établit à 222% à fin Décembre 2021 contre 218,36% en juin 2021. Il est conforme aux exigences de Bank Al Maghrib.
Par ailleurs, en juin 2021, CIH BANK a entamé le calcul du ratio LCR en consolidé qui s'établit à 216,1% en Décembre 2021 contre 225,8% en juin 2021.

e. Evaluation du risque de liquidité
Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.
La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.
La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
• Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur les maturités allant de JJ à la maturité à plus de 20 ans, selon les time-band définis par la réglementation
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité.

f. Stress tests liquidité
CIHBANK effectue, conformément aux recommandations réglementaires et à la politique ALM des stress tests sur le risque de liquidité. Ces Stress Tests sont réalisés avec une fréquence mensuelle et font l'objet d'un suivi régulier par le comité ALM, le comité des Risques et le comité Management des risques.
Les stress tests sur le risque de liquidité consistent à appliquer plusieurs stress scénarii avec des niveaux de chocs différents d'un scénario à l'autre. L'impact est ensuite mesuré sur le besoin additionnel de trésorerie, le ratio besoin de trésorerie/ total actifs liquides et réalisables.
A fin décembre 2021, les actifs liquides et disponibles permettent de couvrir le besoin éventuel de liquidité suite aux différents chocs.

Couverture des gaps de taux et de liquidité

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces mesures peuvent se traduire, entre autres, par :
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

Suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction Gestion et Contrôle des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.
Un comité trésorerie hebdomadaire est tenu pour le suivi, entre autres, de la liquidité de la banque.
Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité Risques.

Note 14 : Informations qualitatives liées aux instruments financiers du groupe

L'impact de l'application de la norme IFRS9 sur le processus de crédit et des provisions se traduit par :
• La notation périodique de l'ensemble du portefeuille de crédit et des contreparties.
• L'intégration de la classification en Buckets 1, 2 et 3, dans le processus de traitement des risques sensibles.
• L'intégration de la dimension IFRS9 dans le processus de traitement des provisions.
• Dans ce sens, le portefeuille titrisé fait désormais l'objet de notation et de traitements IFRS9.
• Projet d'amélioration des traitements des garanties.
• Le système de décision d'octroi des crédits pour les grandes branches tient compte de la provision des lignes à mettre en place même si elles sont saines.
• Amélioration du suivi des dépassements et des renouvellements des lignes.

RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

En application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels du CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires sur base consolidée arrêtés au 31/12/2021 s'établissent à 8 125 MDH contre 8 077 MDH à fin Décembre 2020, soit une hausse de 47 MDH.

Les fonds propres de catégorie 1 sur base consolidée s'établissent 5,53 milliards de dirhams intégrant 3,94 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 993 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 308 millions de dirhams d'intérêts minoritaires et de 817 millions d'instruments de fonds propres additionnels versés.

Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent du Goodwill pour un montant de 299 MDH, les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 233 millions de dirhams et 41 MDH relatives aux ajustements découlant des filtres prudentiels.

L'application des dispositions transitoires afférentes aux impacts du FTA de la norme IFRS 9 a généré l'intégration de 46 MDH correspondant à 20% du montant résultant de la différence entre le montant des provisions calculées sous la norme IAS 39 au 31 Décembre 2017 et celui calculé selon la norme IFRS 9 au 01/01/2018.

Avec l'application du lissage de l'impact du FTA de la norme IFRS 9, Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 9,90% au lieu de 9,82%.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base consolidée s'établissent à 2,6 milliards de dirhams composés d'emprunts obligataires.

Au 31 décembre 2021, le ratio de solvabilité sur base consolidée s'établit à 14,53% contre 15,10% au 31/12/2020.

Le ratio CET1 prévisionnel à fin 2022 et 2023 est estimé respectivement à 8,62% et 8,14% sur base consolidée et à 9,71% et 9,48% sur base sociale.

ENKDH	Décembre 2021
Fonds Propres CET1	4,717,156
Fonds Propres TIER 1	5,534,040
Fonds Propres TIER 2	2,591,031
Fonds Propres Admissibles	8,125,072
Total des Actifs Pondérés	55,907,309
Risques de Crédit pondérés	48,915,640
Risques de Marché pondérés	1,764,822
Risques Opérationnels pondérés	5,226,847
Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8%)	8.44%
Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9%)	9.90%
Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12%)	14.53%

CARACTÉRISTIQUES CONTRACTUELLES DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES FONDS PROPRES

Les caractéristiques des dettes subordonnées se présentent comme suit au 31/12/2021 : (en milliers MAD)

Au 31/12/2021			
Date Emission	Taux Actuel	Durée (Ans)	Capital Restant Dû en Kdh
09/01/2015	4,75%	10	53 300
18/05/2018	4,02%	10	82 600
09/01/2015	4,75%	10	626 500
09/01/2015	3,19%	10	320 200
15/12/2016	3,82%	10	39 400
15/12/2016	2,62%	10	960 600
18/05/2018	4,02%	10	417 400
18/05/2018	2,87%	10	500 000
28/12/2018	6,23%	10	150 000
28/12/2018	4,33%	10	350 000

RISQUE DE CREDIT
En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin Décembre 2021 représentent 48,92 milliards de dirhams soit 87% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 3,91 milliards de dirhams.

RISQUE DE MARCHE
Au vu de la situation arrêtée à fin Décembre 2021, Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 141,19 millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL
En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 5,22 milliards de dirhams au 31 décembre 2021 pour une exigence en fonds propres de 418,14 millions de dirhams.

ELEMENTS D'INFORMATION SUR BASE INDIVIDUELLE DES FILIALES SIGNIFICATIVES
La filiale établissements de crédits du CIH BANK à savoir SOFAC CREDIT déclare, sur base consolidé son ratio de solvabilité à Bank-Al-Maghrib en respect des circulaires 26/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur le risque de crédit et de la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit.

A fin Décembre 2021 Les fonds propres réglementaires de SOFAC CREDIT s'établissent à 647 Millions de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élèvent à 5.77 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 14,95%.

Projet ICAAP :
Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième pilier de Bale 2, CIH BANK a déployé un processus ICAAP et appétence aux risques permettant l'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres internes.

Ce dispositif a été validé par le Comité des risques et le Conseil d'Administration et fait l'objet d'une présentation à Bank Al Maghrib.

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires de Bank Al Maghrib et en se basant sur les pratiques observées au niveau international.

Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH Bank, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne. Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH Bank.

Le dispositif de mesure et du suivi du besoin de capital interne fera l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées au sein de CIH Bank.

La fonction fondamentale de l'ICAAP est de permettre à CIH Bank de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque.

CIH Bank a également défini son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.

L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

L'objectif de la formalisation de l'appétence au risque est de permettre à la Direction générale et au Conseil d'administration de formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée.

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de CIH Bank.

Les résultats issus des exercices d'ICAAP seront rapportés annuellement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin de leur permettre d'apprécier en permanence les risques inhérents à l'activité de la Banque et ceux susceptibles de se matérialiser par des impacts négatifs sur les fonds propres.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2021

(en milliers MAD)

BILAN CONSOLIDE

ACTIF IFRS	2021.Déc	2020.Déc
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP	3.462.289	2.247.453
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**9.306.900**	**8.268.513**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8.459.573	6.955.731
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	847.326	1.312.782
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**841.281**	**696.314**
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	258.441	201.988
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	582.840	494.326
Titres au coût amorti	4.887.459	3.796.436
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	6.186.532	3.926.548
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	74.406.732	62.983.367
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	329.849	269.063
Actifs d'impôt différé	486.153	445.015
Comptes de régularisation et autres actifs	2.366.447	2.370.571
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mise en équivalence	3.750	462.357
Immeubles de placement	1.069.706	1.253.245
Immobilisations corporelles	2.274.677	2.155.605
Immobilisations incorporelles	496.054	392.445
Ecart d'acquisition	299.428	299.428
TOTAL ACTIF	**106.417.254**	**89.566.358**

NOTE-A2-BIS - CATEGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

	2021.12	2020.12
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**9.306.900**	**8.268.513**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8.459.573	6.955.731
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	847.326	1.312.782
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	841.281	696.314
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	258.441	201.988
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	582.840	494.326
Actifs financiers au coût amorti	85.480.723	70.706.350
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	6.186.532	3.926.548
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	74.406.732	62.983.367
Titres au coût amorti	4.887.459	3.796.436
Autres actifs financiers détenus au coût amorti	-	-

BILAN CONSOLIDE

PASSIF IFRS	2021.Déc	2020.Déc
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	16.119.633	12.278.279
Dettes envers la clientèle	62.953.110	53.769.117
Titres de créance émis	11.430.017	10.175.730
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	398.358	331.469
Passifs d'impôts différés	373.733	237.897
Compte de régularisation et autres passifs	4.871.195	3.117.905
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	733.214	510.452
Subventions et Fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.691.298	3.721.265
Capitaux propres	**5.846.695**	**5.424.245**
Capital et réserves liées	2.832.474	2.832.474
Réserves consolidées	**2.283.071**	**2.493.693**
Réserves consolidées - Part du groupe	1.787.794	1.945.508
Réserves consolidées - Part des minoritaires	495.277	548.185
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**109.144**	**53.381**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	109.144	53.381
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires	-	-
Résultat net de l'exercice	**622.007**	**44.698**
Résultat net de l'exercice - Part du groupe	603.036	80.655
Résultat net de l'exercice - Part des minoritaires	18.971	-35.957
TOTAL PASSIF	**106.417.254**	**89.566.358**

NOTE-A8 - TITRES AU COÛT AMORTI

	2021.Déc	2020.Déc
Obligations, bons du trésor et valeurs assimilées	**2.630.960**	**2.642.283**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	2.630.960	2.642.283
Autres titres de créance	**2.256.499**	**1.154.153**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	2.256.499	1.154.153
Juste valeur au bilan	**4.887.459**	**3.796.436**

NOTE-A9 - IMPOTS DIFFERES

	2021.Déc	2020.Déc
Actifs d'impôts différés	**486.153**	**445.015**
Passifs d'impôts différés	373.733	237.897
Position nette	**112.419**	**207.118**

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

	2021.Déc	2020.Déc
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	3.508.410	3.100.195
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	-1.232.383	-1.237.121
MARGE D'INTERETS	**2.276.027**	**1.863.074**
Commissions (produits)	458.996	345.413
Commissions (charges)	-172.437	-142.988
MARGE SUR COMMISSIONS	**286.559**	**202.425**
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**379.400**	**552.730**
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	134.811	214.871
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	244.589	337.859
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**30.429**	**16.527**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	2.351	14.613
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	28.079	1.914
Gains ou pertes nets des instruments financiers disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par KP en actifs financiers à la JVR	-	-
Produits nets des activités d'assurance	-	-
Produits des autres activités	419.982	324.146
Charges des autres activités	-285.841	-199.230
PRODUIT NET BANCAIRE	**3.106.557**	**2.759.674**
Charges générales d'exploitation	-1.558.485	-1.533.581
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-159.399	-162.303
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1.388.674	1.063.790
Coût du risque de crédit	-456.529	-996.600
RESULTAT D'EXPLOITATION	**932.145**	**67.190**
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	5.953	-1.645
Gains ou pertes nets sur autres actifs	69.034	46.573
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	**1.007.131**	**112.118**
Impôts sur les bénéfices	-385.125	-67.420
Résultat net des d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	**622.007**	**44.698**
Résultats Minoritaires	18.971	-35.957
RESULTAT NET PART DU GROUPE	**603.036**	**80.655**
RÉSULTAT PAR ACTION (EN DIRHAM)	21	2,8
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN DIRHAM)	1	2,8

NOTE-A5 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	2021.Déc	2020.Déc
A VUE	**2.168.497**	**1.782.665**
Comptes ordinaires	2.137.318	1.801.389
Prêts et comptes au jour le jour	51.984	0
Valeurs reçues en pensions au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	-20.805	-18.724
A TERME	**4.019.685**	**2.145.399**
Comptes et prêts à terme	4.010.983	2.142.172
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pensions à terme	-	-
Créances rattachées	8.702	3.227
Autres prêts et créances à terme	-	-
TOTAL BRUT	**6.188.182**	**3.928.063**
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établisements de crédit	-1.649	-1.516
TOTAL NET	**6.186.532**	**3.926.548**

FLUX DE TRESORERIE

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat avant impôts	**1.007.131**	**112.117**
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	269.666	233.039
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	260.786	860.269
+/- dotations nettes aux provisions	70.291	96.918
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(5.953)	1.645
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	(73.632)	(25.329)
+/- autres mouvements	(41.951)	(12.016)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**479.205**	**1.154.526**
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	2.018.287	3.839.746
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	(2.426.118)	(979.739)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(681.535)	(2.647.703)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	761.211	(319.602)
Impôts	(386.360)	(311.648)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**(714.514)**	**(418.946)**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**771.823**	**847.697**
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	(87.346)	(22.460)
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	788.040	(925.938)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	**700.694**	**(948.398)**
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(227.301)	(242.964)
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(29.967)	25.356
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**(257.268)**	**(217.607)**
Effet de la variation de reclassemnt et changement de méthode sur la trésorerie	-	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**1.215.248**	**(318.308)**
COMPOSITION DE LA TRESORERIE	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**2.247.041**	**2.565.349**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	2.247.453	2.573.522
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissement de crédit	(412)	(8.174)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**3.462.289**	**2.247.041**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	3.462.289	2.247.453
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissement de crédit	-	(412)
Variation de la trésorerie nette	**1.215.249**	**(318.308)**

NOTE-A1 - VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, SCP

	2021.Décembre		2020.Décembre	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	1.614.869	-	1.605.962	-
Banques centrales, ccp	1.847.421	-	641.491	-
Total	3.462.289	-	2.247.453	-

NOTE-A9BIS - IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

	2021.Déc	2020.Déc
impôts courants	**329.849**	**269.063**
impôts différés	486.153	445.015
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	**816.001**	**714.079**
impôts courants	398.358	331.469
impôts différés	373.733	237.897
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	**772.092**	**569.366**

CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liés au Capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au : 2019.décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**1.969.187**	**53.380**	**4.855.040**	**488.047**	**5.343.087**
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs et utres mouvements	-	-	-	56.977	-	56.977	24.181	81.158
Capitaux propres corrigés : 2019.décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.026.164**	**53.380**	**4.912.017**	**512.228**	**5.424.245**
Opérations sur capital	-	-	-	-703	-	-703	-	-703
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-226.598	-	-226.598	-	-226.598
Resultat de l'exercice	-	-	-	603.036	-	603.036	18.971	622.007
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	-	-	-	-50.967	55.764	4.796	-	4.796
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-50.967	55.764	4.796	-	4.796
Variation de périmètre	-0	-	-	17.030	-	17.030	-	17.030
Capitaux propres au : 2020.décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.367.961**	**109.144**	**5.309.578**	**531.198**	**5.840.777**
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs et autres mouvements				5.517		5.517	402	5.919
Capitaux propres corrigés : 2020.décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.373.478**	**109.144**	**5.315.095**	**531.600**	**5.846.695**

NOTE-A6 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2021.Déc	2020.Déc
Crédit de trésorerie	**361.599**	**7.715**	**9.715.206**	**341.069**	**10.425.589**	**9.211.101**
comptes à vue débiteurs	-	-	2.647.936	48.175	2.696.110	2.689.648
créances commerciales sur le maroc	-	-	1.173.288	-	1.173.288	792.680
crédits à l'exportation	-	-	153.118	-	153.118	184.192
autres crédits de trésorerie	361.599	7.715	5.740.865	292.894	6.403.073	5.544.580
Crédits à la consommation	**-**	**-**	**-**	**11.789.621**	**11.789.621**	**9.320.274**
Crédits à l'équipement	**-**	**-**	**9.103.950**	**-**	**9.103.950**	**8.101.153**
Crédits immobiliers	**-**	**-**	**8.386.994**	**21.174.762**	**29.561.757**	**27.906.249**
Autres crédits	**-**	**9.108.884**	**6**	**42.527**	**9.151.417**	**4.935.686**
Créances acquises par affacturage	**1.180.528**	**-257**	**226.173**	**2.736**	**1.409.179**	**1.165.708**
Intérêts courus à recevoir	**-**	**-**	**129.953**	**37.593**	**167.546**	**147.563**
Créances en souffrance	**-**	**-**	**877.599**	**5.114.778**	**5.992.376**	**5.340.665**
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**-361.425**	**-2.850.891**	**-3.212.316**	**-3.163.168**
sur base individuelle	-	-	-361.425	-2.850.891	-3.212.316	-3.163.168
sur base collective	-	-	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances relatives aux opérations de réassurance et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres prêts et créances	-	-	-	17.612	17.612	18.136
TOTAL	1.542.127	9.116.341	28.078.455	35.669.808	74.406.732	62.983.367

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION

	2020. Déc	Augmentation	Diminution	Autres flux	2021. Déc
Valeur brute	186.505	26.856	-	4.603	217.964
Amortissement et dépréciation	-54.734	-26.360	8.946	2.767	-69.381
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**131.771**	**497**	**8.946**	**7.370**	**148.584**
Valeur brute	295.167	69.242	-8.946	-	355.462
Amortissement et dépréciation	-66.793	-27.132	-	-	-93.926
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**228.374**	**42.109**	**-8.946**	**-**	**261.537**
TOTAL IMMOBILISATIONS	360.144	42.606	-	7.370	410.120

Actifs au titre de droits d'utilisation (Preneur)

	2021.Décembre	2020.Décembre
Immobilisations corporelles	2.274.677	2.155.605
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	57.953	66.553
Immobilisations incorporelles	496.054	392.445
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	352.168	293.591

Passifs au titre de dettes locatives

	2021.Décembre	2020.Décembre
Comptes de régularisation et autres passifs	4.871.195	3.117.905
Dont: dettes locatives	39.094	361.332

Détail des charges de contrats de location

	2021.Décembre	2020.Décembre
Intérêts et charges assimilées	-1.232.383	-1.237.121
Dont: charges d'intérêts sur dettes locatives	-17.769	-17.083
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-159.399	-162.303
Dont: dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-3.644	-64.879

ALLOCATION DES PERTES ATTENDUES AU 31/12/2021

Portefeuille Créances sur les Etablissements de Crédit

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2021	6.188.182	-	-	**6.188.182**
Encours Hors Bilan au 31/12/2021	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2021	1.649	-	-	**1.649**
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2021	-	-	-	-

Portefeuille Titres au Coût Amorti

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2021	4.887.459	-	-	**4.887.459**
Encours Hors Bilan au 31/12/2021	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2021	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2021	-	-	-	-

Portefeuille Créances sur la Clientèle CONSO

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2021	64.278.955	6.934.166	6.579.491	**77.792.612**
Encours Hors Bilan au 31/12/2021	12.025.765	207.767	220.972	**12.454.503**
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2021	462.378	357.034	2.392.904	**3.212.316**
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2021	46.492	4.812	122.260	**173.564**

Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2021	841.281	-	-	**841.281**
Encours Hors Bilan au 31/12/2021	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2021	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2021	-	-	-	-

NOTE-A10 - COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	2021.Déc	2020.Déc
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	199.005	168.350
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	95.637	130.124
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	401.583	294.949
Autres débiteurs et actifs divers	1.670.222	1.777.148
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	2.366.447	2.370.571
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	35.278	1.807
Comptes d'encaissement	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	1.888.786	1.314.435
Autres créditeurs et passifs divers	2.947.132	1.801.663
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	4.871.195	3.117.905

NOTE-A13 - PARTICIPATION DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordi-naires	Quote part dans le résultat
MAROC LEASING	-	-	370.853	-	-
Maghreb Titrisation	-	-	132	-	-
AJARINVEST	3.750	14.883	26.999	36.809	5.953
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	3.750	14.883	397.985	36.809	5.953

NOTE-P15 - DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

	2021.Déc	2020.Déc
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.104.000	3.130.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	526.306	526.306
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	60.992	64.959
TOTAL	3.691.298	3.721.265

NOTE-A14 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

	Valeur brute 2020.Déc	Acquisi-tions	Cessions	Reclasse-ments et variations de péri-mètre	Valeur brute 2021 .Déc
Immeubles de placements	1.564.101	44.432	37.391	-238.582	1.407.342
Amort et pertes de valeurs : immeubles de placements	-310.856	-50.623	12.281	11.562	-337.636
TOTAL	1.253.245	-6.191	49.672	-227.020	1.069.706

GOODWILL

	2020.Déc	Augmen-tation	Diminu-tion	Perte de valeur de la période	2021. Déc
Valeur brute	**299.428**	**-**	**-**	**-**	**299.428**
SOFAC	174.884	-	-	-	174.884
MAROC LEASING	-	-	-	-	-
SANGHO	124.543	-	-	-	124.543
Cumul des pertes de valeur	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Valeur nette au bilan	299.428	-	-	-	299.428

NOTE-P4- DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	Bank Al-Maghreb, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilées au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	2021.Déc	2020.Déc
Comptes ordinaires créditeurs	**-**	**179.677**	**74.564**	**577.917**	**832.158**	**702.159**
Valeur données en pension	**10.340.289**	**-**	**-**	**-**	**10.340.289**	**4.867.173**
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	10.340.289	-	-	-	10.340.289	4.867.173
Emprunts de trésorerie	**1.421.000**	**1.973.929**	**269.261**	**-**	**3.664.190**	**5.579.073**
- au jour le jour	-	-	269.261	-	269.261	1.110.412
- à terme	1.421.000	1.973.929	-	-	3.394.929	4.468.661
Emprunts financiers	**-**	**-19.520**	**660.373**	**601.309**	**1.242.162**	**1.091.736**
Autres dettes	**-**	**26.462**	**-**	**-**	**26.462**	**21.889**
Intérêts courus à payer	**2.597**	**10.085**	**1.691**	**-**	**14.373**	**16.249**
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	11.763.886	2.170.633	1.005.889	1.179.226	16.119.633	12.278.279

NOTE-A15- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2021.Décembre			2020.Décembre		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	1.984.844	426.863	1.557.981	1.698.828	188.026	1.510.802
Equipement, mobilier, installations	727.089	501.053	226.036	662.699	461.079	201.620
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	1.051.399	560.739	490.660	960.207	517.025	443.182
TOTAL	3.763.332	1.488.655	2.274.677	3.321.735	1.166.130	2.155.605

NOTE-A16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2020.Décembre	Impact variation périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	2021.Décembre
Valeur brute	754.063	-7.308	146.469	-10.058	883.166
Amortissement et dépréciation	-361.618	3.591	-29.085	-	-387.112
NET	392.445	-3.718	117.385	-10.058	496.054

NOTE-PER - ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Détail des charges	2021.12	2020.12
Salaires	542.448	500.375
Charges du personnel des exercices antérieurs	101	1
Cotisations sociales	195.167	172.248
Autres rémunérations du personnel	78.469	75.031
TOTAL	816.184	747.655

Effectif fin de période	2021.12	2020.12
Employés	606	834
Cadres	1.575	1.745
TOTAL	2.181	2.579

	2021.12
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2019	**(191.974)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(21.446)
Reprise pour utilisation / prestations payées	9.626
Ecart actuariel	(188)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2019	**(203.983)**

	2020.12
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2020	**(203.983)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(20.143)
Reprise pour utilisation / prestations payées	12.927
Ecart actuariel	13.344
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2020	**(197.855)**

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-21	31-déc-20	31-déc-21	31-déc-20
Engagement net	**64.928**	**79.334**	**99.174**	**99.174**
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	**64.928**	**79.334**	**99.174**	**99.174**

SENSIBILITÉ DE L'ENGAGEMENT PAR RAPPORT AU TAUX D'ACTUALISATION

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-21	31-déc-20	31-déc-21	31-déc-20
Sensibilité de l'engagement	**-7%**	**-6%**	**-11%**	**-15%**
Sensibilité du coût des services	-10%	-10%	-9%	-11%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	19%	16%	11%	9%

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	2021.Décembre	2020.Décembre
Dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-155.633	-162.197
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-3.765	-106
Total dotations	-159.399	-162.303

NOTE-R1 - MARGE D'INTERETS

	2021.12	2020.12
Sur opérations avec les établissements de crédit	61.235	52.537
Sur opérations avec la clientèle	3.283.463	2.926.626
Intérêts courus et échus sur titres de créance	39.326	54.599
Intérêts courus et échus sur titresau coût amorti	122.112	65.360
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	2.274	1.074
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**3.508.410**	**3.100.195**
Sur opérations avec les établissements de crédits	78.188	-65.702
Sur opérations avec la clientèle	596.720	632.974
Titres de créance	76.957	43.992
Titres au coût amorti	24.548	9.661
Sur dettes représentées par titres	316.167	340.528
Sur dettes subordonnées	36.781	142.284
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit-bail	3.023	1.980
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Charges d'intérêts	**1.232.383**	**1.237.121**
MARGE D'INTERET	**2.276.027**	**1.863.074**

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR

	2021.12	2020.12
GAINS OU PERTS NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JV	**409.830**	**569.257**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**379.400**	**552.730**
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	134.811	214.871
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	244.589	337.859
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**30.429**	**16.527**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	2.351	14.613
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	28.079	1.914

NOTE-R4 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

	2021.Déc	2020.Déc
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtellière	-	37.914
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-1.130	-4.778
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & reprises sur immeubles de placement	-64.859	-29.840
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	419.982	286.232
Autres charges	-219.852	-164.612
Produits et charges des autres activités	134.142	124.916

NOTE-R5 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	2021.Décembre	2020.Décembre
Charges de personnel	823.401	756.670
Impôts et taxes	47.319	54.333
Services extérieurs et autres charges	687.766	722.578
Charges d'exploitation	1.558.485	1.533.581

NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

	2021.Déc	2020.Déc
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**14.592**	**23.415**
Plus value de cession	14.604	23.704
Moins value de cession	-12	-288
Titres de capitaux propres consolidés	**33.373**	**-**
Plus value de cession	-	-
Moins value de cession	33.373	-
Gains ou pertes sur autres actifs	**21.069**	**23.158**
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	69.034	46.573

NOTE-R2 - MARGE SUR COMMISSIONS

	2021.Décembre			2020.Décembre		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**98.217**	**44.700**	**53.517**	**83.977**	**40.676**	**43.302**
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	3.169	-3.169	-	5.303	-5.303
Sur opérations avec la clientèle	71.794	-	71.794	65.734	-	65.734
Sur opérations sur titres	2.371	1.515	856	29	18	11
Sur opérations de change	24.052	40.016	-15.964	18.214	35.355	-17.140
Sur opérations sur instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	**360.779**	**127.737**	**233.042**	**261.436**	**102.312**	**159.124**
Produits nets de gestions d'OPCVM	9.141	-	9.141	7.634	-	7.634
Produits nets sur moyens de paiement	220.632	-	220.632	145.948	93.947	52.001
Autres	131.005	127.737	3.268	107.854	8.365	99.489
Produits nets des commissions	458.996	172.437	286.559	345.413	142.988	202.425

COUT DU RISQUE

	2021.Déc	2020.Déc
Dotations aux provisions	**864.270**	**1.149.682**
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	818.539	1.050.849
Provisions pour dépréciations des titres	-30.380	-2
Provisions pour risques et charges	76.111	98.835
Reprises de provisions	**532.487**	**163.301**
Reprises de provisions pour dépréciations des prêts et créances	518.837	153.072
Reprises de provisions pour dépréciations des titres	-	-87
Reprises des provisions pour risques et charges	13.650	10.316
Variation des provisions	**331.783**	**986.381**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	161.169	26.799
Récupération sur prêts et créances amorties	-36.423	-16.580
Autres pertes	-	-
COUT DU RISQUE	456.529	996.600

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2021.Déc	2020.Déc
Charge d'impôts exigibles	386.360	311.648
Charge d'impôts différés	-1.235	-244.228
Charge d'impôt de la période	385.125	67.420

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2021.Déc	2020.Déc
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	1.007.131	112.117
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	372.639	41.483
Ecart taux mère/filiales	5.228	-20.883
Effet différences permanentes	394.429	394.429
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	387.171	347.610
Charge effective d'impôts	385.125	67.420

NOTE-R11 - ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	2021.Déc	2020.Déc
Résultat net	**622.007**	**44.698**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**109.144**	**53.381**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres	109.144	53.381
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-	-
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	**731.151**	**98.078**
part du groupe	712.180	134.036
part des minoritaires	18.971	-35.957

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

	2021.Déc	2020.Déc
Résultat net part du Groupe	603.036	80.655
Nombre d'actions ordinaires émises	28.324.735	28.324.735
Résultat par action de base et dilué en dh	**21,3**	**2,8**

NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

	2021.Déc	2020.Déc
NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION	-	-
Ecarts d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	31-déc-21		31-déc-20		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Société mère
CIH COURTAGE	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
CIH PATRIMMO	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
MAGHREB TITRISATION	Maroc	-	-	29,33%	29,33%	Sortie du périmètre
MAROC LEASING	Maroc	-	-	34,01%	34,01%	Sortie du périmètre
SOFAC	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFASSUR	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFAC STRUCTURED FINANCE	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
TIVOLI	Maroc	89,36%	89,36%	89,36%	89,36%	Intégration globale
CREDITLOG 3	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
CREDITLOG 4	Maroc	-	-	N/A	N/A	Sortie du périmètre
UMNIA BANK	Maroc	40,00%	100,00%	40,00%	100,00%	Intégration globale
GHOSN ENNAKHIL	Maroc	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%	Intégration globale
SANGHO	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
AJARINVEST	Maroc	40,00%	40,00%	40,00%	40,00%	Mise en équivalence

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2021. Décembre
TOTAL BILAN	**96.344.597**	**10.847.503**	**965.371**	**-1.740.217**	**106.417.254**
Dont	-	-	-	-	-
ELEMENTS D'ACTIF	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, ccp	3.460.332	1.452	505	-	3.462.289
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	7.257.931	58.418	124.085	-1.253.902	6.186.532
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	65.354.554	9.413.930	11.794	-373.546	74.406.732
Immobilisations corporelles	800.155	307.516	1.167.005	-	2.274.677
Immobilisations incorporelles	458.662	33.397	3.994	-	496.054
ELEMENTS DU PASSIF	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	14.907.516	2.330.161	293.375	-1.411.419	16.119.633
Dettes envers la clientèle	60.255.623	2.519.479	269.436	-91.428	62.953.110
Titres de créance émis	7.582.898	3.847.118	-	-	11.430.017
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.560.337	182.944	-	-51.983	3.691.298
Capitaux propres	**5.292.552**	**511.614**	**42.529**	**-**	**5.846.695**

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2021. Décembre
Marges d'intérêt	1.833.910	447.817	-5.699	-	2.276.027
Marge sur commissions	240.535	76.511	-2.780	-27.708	286.559
Produit net bancaire	2.489.132	520.341	179.270	-82.187	3.106.557
Résultat d'exploitation	589.259	270.599	71.873	413	932.145
Résultat net	399.227	164.383	58.397	-0	622.007
Résultat net part du groupe	443.592	108.986	50.458	-0	603.036

NOTE-P5 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	secteur public	Entreprises Financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2021.Décembre	2020.Décembre
Comptes ordinaires créditeurs	**-**	**205.622**	**2.661.628**	**33.603.654**	**36.470.903**	**30.153.077**
Comptes d'épargne	**-**	**-**	**-**	**8.208.567**	**8.208.567**	**7.081.451**
Dépôts à terme	1.035.023	431.000	2.387.499	9.706.866	13.560.388	13.094.256
Autres comptes créditeurs	100	317.185	119.445	2.285.406	2.769.493	1.999.670
Intérêts courus à payer	**-**	**10.359**	**34.634**	**123.827**	**168.819**	**162.735**
Autres dettes envers la clientèle	456	294.814	313.375	1.103.385	1.774.939	1.277.928
TOTAL	**1.035.579**	**1.258.980**	**5.516.580**	**55.031.705**	**62.953.110**	**53.769.116**

NOTE-P6 - TITRES DE CRÉANCE ÉMIS

	2020.Décembre	Augmentation	Diminution	2021.Décembre
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	8.770.933	2.278.000	-934.667	10.114.267
Intérêts courus non échus / titres de créances négociables	89.674	-	-	80.606
Emprunts obligataires	1.000.000	-	-	1.000.000
Intérêts courus non échus / emprunts obligataires	29.322	-	-	27.515
Autres dettes représentées par un titre	223.393	-88.568	-	134.825
Intérêts courus non échus / autres dettes représentées par un titre	62.407	-	-	72.803
TOTAL	**10.175.730**	**2.189.432**	**-934.667**	**11.430.017**

NOTE-P13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2020.12	Augmentation	Diminution	Autres	2021.12
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	2.434	-	-	171.129	173.564
Provisions pour risques et charges	304.035	74.943	-13.659	-3.524	361.795
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	203.983	20.143	-12.927	-13.344	197.855
TOTAL	**510.452**	**95.086**	**-26.586**	**154.261**	**733.214**

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2021	31/12/2020
Engagements de financements et de garantie donnés	**12.681.349**	**10.368.756**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**210.257**	**-**
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	210.257	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**8.908.259**	**8.307.375**
- Crédits documentaires import	595.432	623.274
- Acceptations ou engagements de payer	670.861	-
- Ouvertures de crédit confirmés	4.979.214	6.101.815
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	2.662.753	1.582.285
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**16.588**	**629.339**
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	16.588	629.339
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**3.546.244**	**1.432.042**
- Garanties de crédits données	1.670.534	1.416.915
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	1.221.610	-
- Autres cautions et garanties données	654.099	-
- Engagements en souffrance	-	15.127
Engagements de financements et de garantie reçus	**25.164.908**	**10.435.673**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**2.700.295**	**-**
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	
- Autres engagements de financement reçus	2.700.295	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**3.489**
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	3.489
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**22.464.614**	**10.432.184**
- Garanties de crédits	13.711.217	10.432.184
- Autres garanties reçues	8.753.397	-

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	Entreprises consolidées par intégration globale
ACTIF	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-216
Prêts et créances	-1.627.448
Comptes de régularisation et autres actifs	-112.553
PASSIF	
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-
Compte de régularisation et autres passifs	-185.387
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-51.983
RESULTAT	
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	-33.573
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	33.573
Commissions (produits)	-39.362
Commissions (charges)	11.653
Autres	28.122

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2021

Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH-BANK arrêté au 31/12/2021 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. Et, ils sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Classification des créances :

Les créances sont présentées en deux catégories, les créances sur les établissements de crédit et assimilés et les créances sur la clientèle. La première catégorie est ventilée selon la durée initiale de la créance en créances à vue et créances à terme. Alors que la deuxième catégorie est ventilée selon l'objet économique de la créance en crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers, créances acquises par affacturage et autres crédits.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Engagements par signatures :

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Créances en souffrance sur la clientèle :

Les créances en souffrance sont classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb. Ces créances sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Et, elles sont logées au niveau des « autres crédits » déduction faite des provisions et des agios réservés.
Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
• Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
- 20% pour les créances pré-douteuses ;
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.
• Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine ;
• Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés ;
• Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires ;
• Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) ;
• Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque ;
• Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

Généralement, les estimations des garanties sont effectuées en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. Pourtant, La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation des gages d'une valeur importante. Il est à noter que le CIH-Bank retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

PORTEFEUILLE DE TITRES

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété) et d''autre part par en fonction de l'intention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Titres de transaction :

Sont des titres acquis en vue de leur revente à court terme dans le but d'en tirer un profit et qui sont négociables sur un marché actif.

A leur date d'achat, les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et coupon couru inclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Titres de placement :

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

A leur date d'acquisition, ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon inclus.
Les primes et décotes sur titres de placement, résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe, font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement :

Sont les titres assortis d'une échéance fixée, acquis ou qui proviennent de la catégorie « titres de placement », avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon couru inclus. Les primes et décotes constatées sur titres d'investissement font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ne font pas l'objet de provisions et les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Titres de participation :

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque, permettant ou non d'exercer une influence notable, un contrôle conjoint ou un contrôle exclusif sur la société émettrice.

Les titres de participation et emplois assimilés sont comptabilisés et évalués conformément aux règles générales d'évaluations du PCEC.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Ces opérations sont enregistrées dans des comptes ouverts et tenus dans chacune des devises utilisées.

A chaque arrêté comptable, les avoirs en billets de banque étrangers, traveller's chèques et lettres de crédit sont convertis en dirhams sur la base du cours rachat aux banques communiqué par Bank Al-Maghrib à la date d'arrêté des comptes. Alors que les autres éléments d'actif, de passif et de hors bilan libellés en devises sont convertis en dirhams sur la base de la moyenne des cours acheteurs et vendeurs des devises cotées par Bank Al-Maghrib lors de la clôture du marché, à la date d'arrêté des comptes ou à la date la plus récente en ce qui concerne les devises non cotées le jour de l'arrêté.
A chaque arrêté comptable, les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de positions de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur des positions de change sont portées au compte de produits et charges. La contrepartie de ces enregistrements est inscrite dans les comptes de contre-valeur de positions de change.

Les produits et charges courus en devises relatifs aux prêts, aux emprunts, aux titres ou aux opérations de hors bilan sont comptabilisés, après leur conversion en dirhams sur la base du cours au comptant de la devise concernée, en comptes de produits et charges.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

A l'exception des actifs immobiliers acquis par voie de dation en paiement, de vente à réméré et d'adjudication qui sont logés en autres actifs, précisément en valeurs & emplois assimilés. Ces derniers sont gérés selon les dispositions de la directive de Bank Al-Maghrib n°4/W/2021.

DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que celles sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :
• Dettes envers les établissements de crédit et assimilés : dettes à vue et à terme ;
• Dettes envers la clientèle : Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs de la clientèle.

Les intérêts courus relatifs à ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste comporte les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Au 31/12/2021, l'établissement a constitué une provision pour risques généraux d'un montant de 1 034 millions de Dirhams pour faire face aux risques probables de l'activité bancaire et plus particulièrement aux risques liés à la crise sanitaire « Covid19 ». La démarche de la banque a été d'évaluer la tendance du risque sur l'année et d'anticiper les impacts de la pandémie sur les engagements de la banque.

PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LES COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts :

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés en contrepartie du compte de résultat.

Commissions :

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

(en milliers MAD)

BILAN SOCIAL

Libellé	déc-21	déc-20
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**2.881.632**	**1.835.279**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**6.806.938**	**4.696.019**
- A vue	1.493.251	1.030.635
- A terme	5.313.687	3.665.384
Créances sur la clientèle	**59.480.217**	**52.043.621**
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	12.669.970	11.085.569
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	9.246.910	8.393.952
- Crédits et financements participatifs immobiliers	26.336.926	25.633.757
- Autres crédits et financements participatifs	11.226.411	6.930.343
Créances acquises par affacturage	**1.428.318**	**1.176.295**
Titres de transaction et de placement	**8.867.901**	**7.851.715**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	7.634.420	6.159.233
- Autres titres de créance	547.199	530.158
- Certificats de Sukuk	-	-
- Titres de propriété	686.282	1.162.323
Autres actifs	**2.689.972**	**1.579.865**
Titres d'investissement	**4.887.459**	**3.796.436**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2.617.911	2.631.125
- Autres titres de créance	2.269.547	1.165.310
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	**2.504.686**	**3.026.158**
- Participation dans les entreprises liées	2.069.453	2.589.846
- Autres titres de participation et emplois assimilés	435.233	436.312
- Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	**-**	**-**
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	**442.232**	**340.000**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**-**	**-**
Immobilisations données en Ijara	**-**	**-**
Immobilisations incorporelles	**161.150**	**106.031**
Immobilisations corporelles	**1.262.248**	**2.305.172**
Total de l'Actif	**91.412.752**	**78.756.591**

HORS BILAN

Libellé	déc-21	déc-20
ENGAGEMENTS DONNES	11.670.339	10.207.359
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	110.111	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	8.009.592	8.145.977
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1.670.534	629.340
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.880.101	1.432.042
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	16.411.512	10.527.804
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	16.411.512	10.527.804
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

BILAN SOCIAL

Libellé	déc-21	déc-20
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**-**	**-**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**13.754.288**	**10.362.034**
- A vue	1.065.829	1.773.598
- A terme	12.688.458	8.588.436
Dépôts de la clientèle	**57.273.553**	**50.073.234**
- Comptes à vue créditeurs	34.848.581	29.429.173
- Comptes d'épargne	8.208.592	7.081.476
- Dépôts à terme	12.761.816	11.964.542
- Autres comptes créditeurs	1.454.565	1.598.043
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	**-**	**-**
Titres de créance émis	**7.582.898**	**7.498.329**
- Titres de créance négociables	6.414.906	6.235.974
- Emprunts obligataires	1.027.515	1.029.322
- Autres titres de créance émis	140.477	233.033
Autres passifs	**2.579.494**	**1.015.619**
Provisions pour risques et charges	**1.419.055**	**1.239.293**
Provisions réglementées	**-**	**-**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	**-**	**-**
Dettes subordonnées	**3.560.337**	**3.564.916**
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	**-**	**-**
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**1.379.102**	**1.366.635**
Capital	**2.832.474**	**2.832.474**
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	**564.993**	**554.713**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-0**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**466.559**	**249.345**
Total du passif	**91.412.752**	**78.756.591**

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

CHARGE GENERALES D'EXPLOITATION

RUBRIQUE	MONTANT
Charges de personnel	**614.464**
Salaires et appointements	261.262
Primes et Gratifications	46.146
Autres rémunérations du personnel	854
Charges d'assurances sociales	67.233
Charges de retraite	36.643
Charges de formation	14.582
Autres charges de personnel	187.743
Impôts et taxes	**31.107**
Taxe urbaine et taxe d'édilité	3.577
Patente	20.504
Taxes locales	-
Droits d'enregistrement	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-
Taxes sur les véhicules	41
Autres impôts et taxes, droits assimilés	6.984
Charges extérieures	**317.676**
Loyers de crédit-bail	54.655
Loyers de location simple	107.865
Frais d'entretien et de réparation	78.763
Rémunération du personnel intérimaire	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	53.948
Primes d'assurance	8.654
Frais d'actes et de contentieux	539
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	13.253
Transport et déplacement	**272.047**
Transport et déplacement	26.826
Mission et réception	705
Publicité, publication et relations publiques	51.433
Frais postaux & de télécommunication	40.371
Frais de recherche et de documentation	6.817
Frais de conseil et d'assemblée	-
Dons et cotisations	37.576
Fournitures de bureau et imprimés	5.350
Autres charges externes	102.969
Autres charges d'exploitation	**24.709**
Frais préliminaires	6.167
Frais d'acquisition d'immobilisation	7.778
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	3.395
Pénalités et délits	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-
Dons libéralités et lots	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	173
Diverses autres charges générales d'exploitation	7.197
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**116.897**
Immobilisations incorporelles d'exploitation	6.815
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	99.911
Immobilisations corporelles hors exploitation	10.171
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	déc-21	déc-20	déc-19
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**5.243.127**	**5.002.970**	**5.150.368**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	2.506.246	2.255.484	2.016.649
2- Résultat avant impôts	749.720	464.550	637.738
3- Impôts sur les résultats	283.162	215.402	186.338
4- Bénéfices distribués	226.598	396.546	372.513
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	0	0	0
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	8	9	16
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	14	14
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	614.464	578.327	558.435
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION

Libellé	déc-21	déc-20
+ Intérêts et produits assimilés	2.862.091	2.563.653
- Intérêts et charges assimilées	1.007.694	1.066.779
MARGE D'INTERET	1.854.397	1.496.874
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENS PARTICIPATIFS	-	-
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
+ Commissions perçues	372.371	276.258
- Commissions servies	126.380	96.188
Marge sur commissions	245.991	180.071
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	138.700	218.610
+ Résultat des opérations sur titres de placement	16.095	52.018
+ Résultat des opérations de change	236.110	237.644
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	390.905	508.271
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	133.993	164.575
- Diverses autres charges bancaires	119.039	94.603
PRODUIT NET BANCAIRE	2.506.246	2.255.188
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-18.784	-100
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	47.170	340.853
- Autres charges d'exploitation non bancaire	25	-
- Charges générales d'exploitation	1.376.901	1.280.557
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1.157.706	1.315.385
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	-142.104	-234.851
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-227.588	-584.871
RESULTAT COURANT	788.014	495.663
RESULTAT NON COURANT	-38.294	-30.801
- Impôts sur les résultats	283.162	215.517
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**466.559**	**249.345**

Libellé	déc-21	déc-20
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	466.559	249.345
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	116.897	112.692
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1.190	100
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	494.066	529.922
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	427.331	18.900
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	3.240	325.120
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	12	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	17.594	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	665.746	548.038
- Bénéfices distribués	226.598	396.546
AUTOFINANCEMENT	439.148	151.492

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Libellé	déc-21	déc-20
Produits d'exploitation bancaire perçus	3.999.958	3.550.935
Récupérations sur créances amorties	32.430	14.024
Produits d'exploitation non bancaire perçus	41.517	15.733
Charges d'exploitation bancaire versées	(1.713.448)	(1.408.853)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(53.975)	(30.801)
Charges générales d'exploitation versées	(1.260.004)	(1.167.865)
Impôts sur les résultats versés	(283.162)	(215.517)
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**763.316**	**757.656**
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(2.110.919)	(982.942)
Créances sur la clientèle	(7.710.369)	(8.617.150)
Titres de transaction et de placement	(1.046.566)	(153.997)
Autres actifs	(1.110.107)	(504.546)
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3.392.253	4.581.966
Dépôts de la clientèle	7.200.320	8.689.867
Titres de créance émis	84.569	445.345
Autres passifs	1.563.875	(1.155.128)
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**263.055**	**2.303.415**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**1.026.371**	**3.061.071**
Produit des cessions d'immobilisations financières	1.042.676	100.000
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	58.166	476.387
Acquisition d'immobilisations financières	(522.394)	(3.369.441)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(436.724)	(318.918)
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	104.857	103.026
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**246.581**	**(3.008.947)**
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	(226.598)	(396.546)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**(226.598)**	**(396.546)**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	**1.046.353**	**(344.422)**
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1.835.279	2.179.701
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**2.881.632**	**1.835.279**

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Libellé	déc-21	déc-20
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**4.099.681**	**3.654.048**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	84.473	74.130
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2.637.543	2.393.434
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	120.131	96.089
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	111.296	125.254
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	345.954	258.021
Autres produits bancaires	800.284	707.120
Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**1.593.435**	**1.398.860**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	154.415	154.727
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	639.824	664.923
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	213.454	247.128
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	585.740	332.081
Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	**2.506.246**	**2.255.188**
Produits d'exploitation non bancaire	47.170	340.583
Charges d'exploitation non bancaire	17.620	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**1.376.901**	**1.280.557**
Charges de personnel	614.464	578.327
Impôts et taxes	31.107	28.322
Charges externes	589.723	542.753
Autres charges générales d'exploitation	24.710	18.463
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	116.897	112.692
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**1.113.344**	**981.345**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	309.595	363.864
Pertes sur créances irrécouvrables	150.399	9.996
Autres dotations aux provisions	653.350	607.485
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**742.462**	**161.523**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	285.461	124.984
Récupérations sur créances amorties	32.430	14.024
Autres reprises de provisions	424.572	22.514
RESULTAT COURANT	**788.014**	**495.663**
Produits non courants	15.681	-
Charges non courantes	53.975	30.801
RESULTAT AVANT IMPOTS	**749.720**	**464.862**
Impôts sur les résultats	283.162	215.517
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**466.559**	**249.345**

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1.428.475	-	114.171	1.322.178	2.864.824	1.286.745
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	499.837	-	499.837	499.955
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	499.837	-	499.837	499.955
PRETS DE TRESORERIE	-	4.062.967	-	-	4.062.967	2.294.155
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	4.062.967	-	-	4.062.967	2.294.155
PRETS FINANCIERS	-	-	762.923	-	762.923	867.981
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	36.184	-	-	36.184	23.019
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	6.467	2.073	138	8.678	3.204
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**1.428.475**	**4.105.618**	**1.379.003**	**1.322.316**	**8.235.412**	**4.975.059**

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRESORERIE	500.000	-	9.830.377	333.532	10.663.909	9.411.557
- Comptes à vue débiteurs	-	-	2.880.884	51.726	2.932.610	2.890.104
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	1.151.978	-	1.151.978	792.680
- Crédits à l'exportation	-	-	131.478	-	131.478	584.193
- Autres crédits de trésorerie	500.000	-	5.666.037	281.806	6.447.843	5.144.580
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	-	-	-	1.985.715	1.985.715	1.662.638
- Crédits à la consommation	-	-	-	1.985.715	1.985.715	1.662.638
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	-	-	9.146.304	-	9.146.304	8.315.498
- Crédits à l'équipement	-	-	9.146.304	-	9.146.304	8.315.498
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	180.085	-	8.444.660	17.699.694	26.324.439	25.621.939
- Crédits immobiliers	180.085	-	8.444.660	17.699.694	26.324.439	25.621.939
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobilliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	9.139.840	3.967	7.463	9.151.270	4.935.921
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1.184.533	-	243.785	-	1.428.318	1.165.708
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	-	129.953	12.487	142.440	126.403
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	299.423	1.766.717	2.066.140	1.980.253
- Créances pré-douteuses	-	-	48.511	335.213	383.724	474.188
- Créances douteuses	-	-	34.959	134.468	169.427	208.170
- Créances compromises	-	-	215.953	1.297.036	1.512.989	1.297.895
TOTAL	**1.864.618**	**9.139.840**	**28.098.469**	**21.805.608**	**60.908.535**	**53.219.917**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	2.255.614	-	50.875	-	2.306.490	26.867
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	2.255.614	-	-	-	2.255.614	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	50.875	-	50.875	26.867
TITRES NON COTES	375.271	10.427.841	628.887	-	11.432.000	11.563.333
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	10.344.521	-	-	10.344.521	8.748.070
OBLIGATIONS	369.333	83.321	-	-	452.654	807.823
AUTRES TITRES DE CREANCE	5.938	-	-	-	5.938	875.836
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	628.887	-	628.887	1.131.603
ICNE	13.345	3.525	-	-	16.870	57.280
TOTAL	**2.644.231**	**10.431.366**	**679.763**	**-**	**13.755.360**	**11.647.480**

DETTES SUBORDONNEES

Rubriques	Montant global	Non apparentés	Apparentes				EXERCICE 2021	EXERCICE 2020
			Ets. de créd. & Assim.	Eses financières	Eses non financières	Autres apparentés		
Dettes subordonnées	3.500.000	-	3.500.000	-	-	-	3.500.000	3.500.000
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	500.000	-	500.000	-	-	-	500.000	500.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	400.000	-	400.000	-	-	-	400.000	400.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	100.000	-	100.000	-	-	-	100.000	100.000
Intérêts courus à payer	60.337	-	60.337	-	-	-	60.337	64.916

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

RUBRIQUE	MONTANT	COMMEN-TAIRE
Instruments optionnels	-	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	5.767	-
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	5.767	-
Débiteurs divers	486.716	-
- Sommes dues par l'Etat	456.225	-
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
- Sommes diverses dues par le personnel	887	-
- Comptes clients de prestations non bancaire	-	-
- Divers autres débiteurs	29.604	-
Valeurs et emplois divers	1.063.002	-
- Valeurs et emplois divers	1.063.002	-
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	139.829	-
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	-	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	68.306	-
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)"	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	493.372	-
- Produits à recevoir	393.832	-
- Charges constatées d'avance	99.539	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	444.852	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	71.239	-
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	-83.112	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**2.689.972**	**-**

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	35.278
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**801.788**
- Sommes dues à l'Etat	593.781
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	47.680
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	245
- Sommes dues au personnel	18.485
- Fournisseurs de biens et service	81.244
- Divers autres Créditeurs	60.354
Comptes d'ajustement de hors bilan	**70.036**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**7.696**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**291.465**
- Charges à payer	280.141
- Produits constatés d'avance	11.325
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	**1.373.229**
TOTAL	**2.579.494**

TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILES

Titre	Capital Social (En dirhams)	VN	Actions détenus en nombre	Actions détenus en %	Situation au 31 Décembre 2021			Extrait des derniers états de synthèse de la société émetttrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES			**13.733.053**	**-**	**2.119.552**	**50.100**	**2.069.452**	-	1.910.127	-30.576	**76.504**
SOFAC	193.200.000	100	1.281.010	66,30%	454.861	-	454.861	31/12/2020	540.764	17.326	-
Umnia BANK	900.000.000	100	3.600.000	40,00%	360.000	-	360.000	31/12/2020	454.225	-110.012	-
PALM-BAY	100.000.000	1.000	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	44.462.000	100	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/2020	2.162	-7.101	-
RHOSN ENNAKHIL	400.000	100	3.200	80,00%	320	-	320	31/12/2020	2.356	2.681	-
RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	58.410	-	58.410	-	-	-	-
CIH COURTAGE	1.000.000	100	10.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/2020	23.792	22.592	22.500
SANGHO	494.000	100	4.940	100,00%	253.831	-	253.831	31/12/2020	552	-7.954	-
LANA CASH	35.000.000	100	349.994	99,99%	34.999	-	34.999	31/12/2020	32.299	-2.541	-
HMST (Ex SCI NATHALIE)	100.000	100	1.000	100,00%	100	100	-	31/12/2020	817	390	-
CIH PATRIMMO	06.083.813	100	8.000.606	100,00%	838.444	-	838.444	31/12/2020	853.159	54.042	54.004
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES			**6.310.491**	-	**582.566**	**147.333**	**435.234**	-	**5.041.880**	**542.845**	**27.128**
ATLANTASANAD	602.835.950	10	6.028.360	10,00%	410.057	-	410.057	31/12/2020	3.526.053	436.951	27.128
AJARINVEST	7.000.000	100	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/2020	-2.665	5.202	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98.200.000	100	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/2016	182.731	83.632	-
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000.000	100	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/2014	21.519	216	-
INTERBANK	11.500.000	100	6.899	6,00%	690	690	-	31/12/2014	12.489	140	-
SGFG	1.000.000	100	588	5,88%	60	-	60	31/12/2017	2.423	852	-
SBVC casablanca	387.517.900	100	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/2020	722.720	12.300	-
MAROCLEAR	100.000.000	5.000	275	1,38%	275	-	275	31/12/2020	311.748	5.500	-
DAR AD-DAMANE	75.000.000	250	2.000	0,67%	500	500	-	-	-	-	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	0,00%	750	750	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	100.000	100	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6.100.000	100	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300.000	100	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2.100.000	100	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37.000.000	500	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20.000.000	100	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/2014	48.314	3.014	-
SED FES	10.000.000	100	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100.000.000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/2014	216.548	-4.961	-
ADER-FES	35.000.000	100	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
NEW SALAM	215.000.000	100	-	65,12%	140.000	140.000	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA			-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUDARABA			-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL			**20.043.544**	**-**	**2.702.119**	**197.433**	**2.504.686**	**-**	**6.952.007**	**512.269**	**103.632**

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	**B. AFFECTATION DES RESULTATS**	-
. Report à nouveau	554.713	. Réserve légale	12.467
. Résultats nets en instance d'affectation	-	. Autres réserves (FACULTATIVE)	-
. Résultats net de l'exercice	249.345	. Tantième	-
. Prélèvements sur les réserves	-	. Dividendes	226.598
. Autres Prélèvements	-	. Autres affectations	-
		. Report à nouveau	564.993

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. Date de clôture (1) 31 Décembre 2021

. Date d'établissement des états de synthèse (10) Mars 2022

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Défavorables Néant

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**288.877**	**65.791**	**8.058**	**347.190**	**183.426**	**6.815**	**4.200**	**186.041**	**161.150**
Droit au bail	77.343	-	-	77.343	100	-	-	100	77.243
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	203.568	65.791	92	269.847	179.126	6.815	-	185.941	83.906
Immobilisations incorporelles hors exploitation	7.965	-	7.965	-	4.200	-	4.200	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1.871.027**	**155.933**	**17.715**	**2.008.664**	**787.422**	**99.911**	**7.425**	**879.328**	**1.129.336**
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**719.007**	**33.965**	**-**	**752.972**	**170.797**	**24.197**	**-**	**194.993**	**557.979**
Terrain d'exploitation	91.312	17.686	-	108.998	-	-	-	-	108.998
Immeubles d'exploitation, Bureaux	626.881	16.279	-	643.160	169.982	24.197	-	194.178	448.981
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	815	-	-	815	815	-	-	815	-
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**428.551**	**68.157**	**8.960**	**487.167**	**260.666**	**37.026**	**7.425**	**289.687**	**197.480**
Mobilier de bureau d'exploitation	64.455	3.859	60	68.253	38.774	4.021	60	42.734	25.519
Matériel de bureau d'exploitation	39.184	16.760	90	59.109	26.693	4.826	90	31.429	27.681
Matériel Informatique	303.056	47.336	7.040	339.517	178.319	25.639	5.516	198.442	141.075
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	6.699	-	1.770	4.930	4.784	860	1.758	3.885	1.045
Autres matériels d'exploitation	15.157	202	-	15.358	11.516	1.681	-	13.196	2.162
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**723.468**	**53.811**	**8.755**	**768.524**	**355.959**	**38.688**	**-**	**394.648**	**373.877**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**1.399.671**	**44.711**	**1.200.086**	**244.296**	**181.361**	**35.527**	**102.509**	**114.378**	**129.917**
Terrains hors exploitation	499.619	38.056	537.074	602	11.300	25.273	36.573	-	602
Immeubles hors exploitation	808.586	5.028	661.961	151.653	132.595	6.311	64.918	73.988	77.665
Mobilier et matériel hors exploitation	34.797	875	1.016	34.656	20.848	2.603	1.012	22.439	12.217
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	56.670	751	35	57.386	16.617	1.341	7	17.951	39.434
ECART DE FUSION ACTIF	**2.994**	-	-	**2.994**	-	-	-	-	**2.994**
TOTAL	**3.562.569**	**266.434**	**1.225.859**	**2.603.144**	**1.151.628**	**142.253**	**114.135**	**1.179.747**	**1.423.397**

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et /ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	44.945	2.965	41.980	57.973	16.013	21
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	7.441	7.425	16	193	182	5
Immobilisation incorporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**52.386**	**10.390**	**41.996**	**58.166**	**16.195**	**25**

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	1.448.334	6.910.529	26.489.710	34.848.573	28.527.817
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	8.208.567	8.208.567	7.081.451
DEPOTS A TERME	1.035.023	431.000	2.387.499	8.739.523	12.593.045	11.659.764
AUTRES COMPTES CREDITEURS	558	360.805	383.521	709.665	1.454.549	2.641.460
INTERETS COURUS A PAYER	-	10.359	34.634	123.827	168.819	162.742
TOTAL	**1.035.581**	**2.250.498**	**9.716.183**	**44.271.292**	**57.273.553**	**50.073.234**

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/21	Total 31/12/20
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	81.100	628.578	709.678	105.069
VALEURS DONNEES EN PENSION	10.340.289	-	-	-	10.340.289	4.867.173
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	10.340.289	-	-	-	10.340.289	4.867.173
EMPRUNTS DE TRESORERIE	1.421.000	-	269.261	-	1.690.261	4.022.114
- au jour le jour	-	-	269.261	-	269.261	1.110.000
- à terme	1.421.000	-	-	-	1.421.000	2.912.114
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	3.967	473.243	431.177	908.387	799.247
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	99.553	-	-	99.553	558.482
INTERETS COURUS A PAYER	2.597	1.832	1.691	-	6.120	9.950
TOTAL	**11.763.886**	**105.352**	**825.295**	**1.059.755**	**13.754.288**	**10.362.035**

PROVISIONS

PROVISIONS	Stock au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Stock au 31/12/2021
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	**2.313.210**	**388.537**	**285.006**	**2.416.741**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20	-	-	20
Créances sur la clientèle	1.970.634	306.751	285.001	1.992.384
Titres de placement et d'investissement	6	30.386	5	30.386
Titres de participation et emplois assimilés	196.242	1.190	-	197.432
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	146.308	50.210	-	196.519
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**1.239.293**	**604.794**	**425.031**	**1.419.055**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	2.434	2.844	459	4.819
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	951.698	494.066	411.650	1.034.114
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	285.161	107.884	12.922	380.123
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**3.552.503**	**993.331**	**710.038**	**3.835.796**

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2020	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2021
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**1.366.635**	**12.467**	**-**	**1.379.102**
Réserve légale	256.280	12.467	-	268.747
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	1.110.356	-	-	1.110.356
Capital	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.832.474**
Capital appelé	2.832.474	-	-	2.832.474
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**554.713**	**-554.713**	**564.993**	**564.993**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**249.345**	**-249.345**	**466.559**	**466.559**
TOTAL GENERAL	**5.003.167**	**-791.591**	**1.031.552**	**5.243.128**

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	-	-	-	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	7.634.420	7.634.420	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	324.404	324.404	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	-	-	-	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	219.929	220.474	215.000	581	35	35
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	716.509	690.343	-	4.184	30.350	30.350
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2.574.470	2.629.952	-	55.482	-	-
OBLIGATIONS	1.212.956	1.212.956	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	1.042.658	1.042.658	-	-	-	-

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2020 (y compris les dettes subordonnés)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	DURÉE (ANS)	MODE REMBOURSE-MENT	TVA O/N	Dernière échéance	Jours	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
Obligations ordinaires non garanties	08/05/2012	5,3	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	08/05/2022	615.000	615.000	21.254	636.254
Obligations ordinaires non garanties	2012/05/08	2,46	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	08/05/2022	385.000	385.000	6.261	391.261
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	53.300	53.300	2.476	55.776
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	82.600	82.600	2.074	84.674
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	626.500	626.500	29.107	655.607
Obligations subordonnées	09/01/2015	2,49	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	09/01/2025	320.200	320.200	7.907	328.107
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,82	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	15/12/2026	39.400	39.400	70	39.470
Obligations subordonnées	15/12/2016	2,62	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	15/12/2026	960.600	960.600	1.021	961.621
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	417.400	417.400	10.481	427.881
Obligations subordonnées	18/05/2018	2,19	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	18/05/2028	500.000	500.000	6.935	506.935
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	6,23	Taux Révisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	150.000	150.000	102	150.102
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	4,33	Taux Révisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	350.000	350.000	164	350.164
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									**4.500.000**	**4.500.000**	**94.238**	**4.594.238**
BHBM	10/04/2004	5,83	Taux Fixe	-	-	18	Annuites Constantes	10/04/2022	146.968	12.924	549	13.473
BHBM	13/03/2005	5,49	Taux Fixe	-	-	18	Annuites Constantes	13/03/2023	254.136	41.018	1.814	42.832
BHBM	13/07/2005	5,31	Taux Fixe	-	-	18	Annuites Constantes	13/07/2023	242.700	39.373	985	40.358
BHBM	17/01/2004	5,89	Taux Fixe	-	-	18	Annuites Constantes	17/01/2022	99.306	8.650	487	9.137
BHBM	20/01/2004	5,83	Taux Fixe	-	-	18	Annuites Constantes	20/01/2022	378.453	32.865	1.816	34.681
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME									**1.404.100**	**223.393**	**9.640**	**233.033**
CDN	20/01/2017	3,3	Taux Fixe		-	5	In Fine	20/01/2022	30.000	30.000	938	30.938
CDN	25/04/2017	3,3	Taux Fixe		-	5	In Fine	25/04/2022	600.000	600.000	3.616	613.616
CDN	05/05/2017	3,33	Taux Fixe		-	5	In Fine	05/05/2022	300.000	300.000	6.596	306.596
CDN	28/09/2017	3,3	Taux Fixe		-	5	In Fine	28/09/2022	605.000	605.000	5.196	610.196
CDN	18/05/2020	2,63	Taux Fixe		-	2	In Fine	18/05/2022	634.000	634.000	10.416	644.416
CDN	18/05/2020	2,97	Taux Fixe		-	5	In Fine	18/05/2025	950.000	950.000	17.625	967.625
CDN	18/05/2020	1,94	Taux Revisable	Annual	-	5	In Fine	18/05/2025	235.000	235.000	2.887	237.887
CDN	29/07/2020	2,25	Taux Fixe		-	3	In Fine	01/08/2023	240.300	240.300	2.266	242.566
CDN	29/07/2020	2,53	Taux Fixe		-	5	In Fine	01/08/2025	530.000	530.000	5.621	535.621
CDN	29/09/2020	2,59	Taux Fixe		-	5	In Fine	29/09/2025	556.000	556.000	3.709	559.709
CDN	25/06/2021	2,37	Taux Fixe		-	5	In Fine	01/07/2026	188.000	188.000	2.319	190.319
CDN	25/06/2021	2,61	Taux Fixe		-	7	In Fine	25/06/2028	485.000	485.000	6.589	491.589
CDN	22/11/2021	2,63	Taux Fixe		-	7	In Fine	22/11/2028	981.000	981.000	2.827	983.827
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									**6.334.300**	**6.334.300**	**80.606**	**6.414.906**

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siége social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MASSIRA CAPITAL MANAGEMENT	Place Moulay EL Hassan, RABAT	HOLDING	17.530.419	61,89%	61,89%
CDG EP	Place Moulay EL Hassan, RABAT	Institution Financière	1.702.511	6,01%	6,01%
RCAR	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	Regime de retraite	1.251.490	4,42%	4,42%
Groupe HOLMARCOM	20 Rue Mostafa El Maani, Casablanca	HOLDING	35.525	0,13%	0,13%
ATLANTASANAD	181, Bd d'anfa, Casablanca	ASSURANCES	3.390.664	11,97%	11,97%
FLOTTANT EN BOURSE	-	-	4.414.126	15,58%	15,58%
Total	-	-	**28.324.735**	**100%**	**100%**

CREANCES SUBORDONNEE

Rubriques	Montant global	Apparentes				Exercice 2021	Exercice 2020
		Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	442.232	442.232	-	-	-	442.232	340.000
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissement de crédits et assimilés	442.232	442.232	-	-	-	442.232	340.000
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	40	39	11.406.685	8.710.254
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture	Autres opérations
Opérations de change à terme	14.994.521	-
Devises à recevoir	1.356.006	-
Dirhams à livrer	864.650	-
Devises à livrer	6.570.982	-
Dirhams à recevoir	6.202.883	-
Dont swaps financiers de devises	2.109.580	-
Engagements sur produits dérivés	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

2° semetre 2021	1° semetre 2021	2° semetre 2020
4.124.869	2.050.059	2.255.484

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/2021	31/12/2020
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	2181	2083
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	742	620
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1439	1463
Cadres (équivalent plein temps)	1575	1523
Employés (équivalent plein temps)	606	560

ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
	SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
	ENGAGEMENTS SUR TITRES
	PASSIF EVENTUEL
	DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES
	DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS
	DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA
	TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCE-MENTS PARTICIPATIFS
	ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE
	COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICI-PATIVE

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	**11.670.338**	**10.207.359**
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	110.111	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	110.111	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8.009.592	8.145.977
Crédits documentaires import	595.432	623.274
Acceptations ou engagements de payer	670.861	-
Ouvertures de crédit confirmés	4.251.481	6.101.815
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	2.491.818	1.420.888
Engagements de garantie d'ordre d'établissments de crédit et assimilés	1.670.534	629.339
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	1.670.534	629.339
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.880.101	1.432.042
Garanties de crédits données	1.221.610	1.416.915
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties donnés	639.714	-
Engagements en souffrance	18.777	15.127
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	16.411.512	10.432.184
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	16.411.512	10.432.184
Garanties de crédits	16.411.512	10.432.184
Autres garanties reçues	-	-

MARGE D'INTERET

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	84.473	74.130
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	2.637.543	2.393.434
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	140.076	96.089
Total intérêts et produits assimiles	**2.862.091**	**2.563.653**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	154.415	154.727
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	639.824	664.923
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	213.454	247.129
Total intérêts et charges assimiles	1.007.694	1.066.779
Marge d intérêts	**1.854.397**	**1.496.874**

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	21.815
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4.367.104
Créances sur la clientéle	2.663.982
Titres	4.772
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	7.057.673
PASSIF:	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1.732.352
Dépôts de la clientèle	299.556
Autres passifs	-
TOTAL PASSIF	2.031.908
HORS-BILAN:	-
ENGAGEMENTS DONNES	1.285.010
ENGAGEMENTS RECUS	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

RUBRIQUE	COMMISSIONS		COMMEN-TAIRE
	E. CREDIT	CLIENTELE	
COMMISSIONS RECUS	**-**	**372.371**	**-**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	42.601	-
Commissions sur moyens de paiement	-	216.649	-
Commissions sur opérations de titres	-	7	-
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	9.141	-
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	42.320	-
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	13.832	-
Autres produits sur prestations de service	-	21.404	-
Commissions sur moyens de paiement	-	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	2.364	-
Commissions sur opérations de change virement	-	24.052	-
Commissions sur opérations de change billet	-	-	-
COMMISSIONS VERSEES	**-**	**126.380**	**-**
Charges sur moyens de paiement	-	82.516	-
Commissions sur achat et vente de titres	-	-	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	1.515	-
Commissions sur opérations de change virement	-	40.016	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-	-
Commissions sur autres prestations de service	-	2.333	-

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D≤ 1 mois	1 mois <D≤ 3 mois	3 mois <D≤ 1 an	1 an <D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	4.613.687	700.000	-	-	5.313.687
Créances sur la clientèle	15.199.409	1.700.550	12.607.110	10.489.561	14.585.956	54.582.586
Titres de créance	-	-	8.474.730	3.259.704	1.960.615	13.695.049
Créances subordonnées	-	-	-	-	442.232	442.232
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**15.199.409**	**6.314.237**	**21.781.840**	**13.749.265**	**16.988.803**	**74.033.554**
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10.340.289	961.000	595.485	548.088	220.847	12.665.709
Dettes envers la clientèle	1.685.906	2.600.118	8.062.189	244.831	-	12.593.044
Titres de créance émis	-	71.510	3.151.924	2.779.691	1.466.000	7.469.125
Emprunts subordonnées	-	-	-	1.000.000	2.500.000	3.500.000
TOTAL	**12.026.195**	**3.632.628**	**11.809.598**	**4.572.610**	**4.186.847**	**36.227.878**

Concentration des risques sur un même bénéficiaire (risques > 10% FP)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont crédits par décaissement	crédits par signature (de financement et de garantie données	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et déductions
2	2.461.513	1.851.618	120.730	412.857	2.204.356

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMEN-TAIRE
Produits sur titres de placement (de propriété)	53.197	-
- Dividendes sur titres OPCVM	40.541	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	1.225	-
- Autres produits sur titres de propriété	11.431	-
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**104.583**	**-**
- Dividendes sur titres de participation	103.632	-
- Dividendes sur participations liées	-	-
- Autres produits sur titres de propriété	951	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMEN-TAIRE
Gains sur titres de transaction	258.352	-
Perte sur titres de transaction	119.652	-
Résultat sur titres de transaction	**138.700**	**-**
Plus-values de cession sur titres de placement	46.490	-
Moins-values de cession sur titres de placement	30.395	-
Résultat sur titres de placement	**16.095**	**-**
Produits sur engagement sur titres	-	-
Charges sur engagement sur titres	-	-
Résultat sur engagements sur titres	**-**	**-**
Produits sur engagement sur produits dérivés	-	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	**-**	**-**
Produits sur opérations de change	426.384	-
Charges sur opérations de change	190.274	-
Résultat sur opérations de change	**236.110**	**-**

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	2.511.386	1.376.901	749.720
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	**2.511.386**	**1.376.901**	**749.720**

2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	2.511.386	1.376.901	749.720
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	**2.511.386**	**1.376.901**	**749.720**

TABLEAU DE PASSAGE RC AU RF

Résultat Brut Avant Impôt		464.862
Réintégrations	A +B	543.236
Pénalités et majorations	167	
Charges sur ex antérieurs	556	
Amortissement non déductible sur matériel roulant et de service	-	
A Total réintégrations 1	**724**	
Provision pour risques généraux	529.922	
Impôt contribution cohésion sociale	12.590	
B Total réintégrations 2 provisions autres que CES	**542.512**	
Déductions	C+D	425.619
Produits des participations	98.561	
Plus values cession OPCI	306.586	
C Total déductions 1	**405.147**	
Reprises provisions	20.471	
Autres reprises provisions		
Reprises sur PRG		
D Total deductions 2	**20.471**	
Résultat Brut Fiscal	I+II-III	582.479
Reports Déficitaires antérieurs		
Amortissements fiscalement différés	0,00	
Déficit exploitation reportable	0,00	
Résultat Net Fiscal	IV-V	582.479
IS Brut avant imputation crédit CM	VI*%IS	215.517
Credit cotisation minimale		
IS de l'exercice	VII-VIII	215.517
Résultat Net	**I-IX**	**249.345**

COMPTES DE LA CLIENTELE

	31/12/2021	31/12/2020
Comptes courants	56.919	48.752
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	29.635	27.212
Autres comptes chèques	2.039.257	1.627.493
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	503.011	384.132
Comptes à terme	2.603	2.458
Bons de caisse	693	715
Autres comptes de dépôts	3.129	304

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMEN-TAIRE
Autres produits bancaires	**42.646**	**-**
Divers autres produits bancaires	42.641	-
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-	-
Produits des exercices antérieurs	-	-
Divers autres produits bancaires	42.641	-
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	6	-
Autres charges bancaires	**151.758**	**-**
Divers charges sur titres de propriété	-	-
Frais d'émission des emprunts	-	-
Autres charges sur opérations sur titres	-	-
Autres sur prestations de services	2.333	-
Divers autres charges bancaires	119.039	-
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	89.653	-
Produits rétrocédés	-	-
Charges des exercices antérieurs	-	-
Divers autres charges bancaires	29.386	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	30.386	-
Produits d'exploitation non bancaires	**47.170**	**-**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	16.195	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-	-
Produits accessoires	4.817	-
Subventions reçues	-	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	26.158	-
Charges d'exploitation non bancaires	**17.620**	**-**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	17.608	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	12	-
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**309.595**	**-**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	306.751	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	-	-
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	2.844	-

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collecteé	261.301	309.621	309.035	261.887
B. TVA à récupérer	32.668	151.158	155.988	27.838
Sur charges	26.028	117.722	122.046	21.705
Sur immobilisations	6.640	33.436	33.942	6.133
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	**228.632**	**158.464**	**153.047**	**234.049**

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

Rubrique	31/12/2021		31/12/2020	
	Créance en souffrance (*)	Provisions	Créance en souffrance (*)	Provisions
Créances pré-douteuses	414.131	30.406	515.041	40.853
Créances douteuses	197.010	27.583	245.960	37.789
Créances compromises	3.447.384	1.934.395	3.189.995	1.892.101
TOTAL	**4.058.525**	**1.992.384**	**3.950.996**	**1.970.743**

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMEN-TAIRE
Pertes sur créances irrécouvrables	**150.399**	**-**
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	147.053	-
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	3.346	-
Autres dotations aux provisions	653.350	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	1.190	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	601.950	-
Dotations aux provisions réglementées	-	-
Dotations aux autres provisions	50.210	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**285.461**	**-**
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	285.001	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-	-
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	459	-
Récupération sur créances amorties	**32.430**	**-**
Autres reprises de provisions	**424.572**	**-**
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Reprises de provisions pour autres risques et charges	424.572	-
Reprises de provisions réglementées	-	-
Reprises de provisions	-	-
Produits non courants	**15.681**	**-**
Reprises non courantes des amortissements	15.681	-
Reprises non courantes des provisions	-	-
Autres produits non courants	-	-
Charges non courantes	**53.975**	**-**
Dotations non courantes aux amortissements	-	-
Dotations non courantes aux provisions	-	-
Autres charges non courantes	53.975	-

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL (Etablissements financiers)

INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
*Bénéfice net	466.559	-
*Perte nette	-	-
II. REINTEGRATIONS FISCALES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
REINTEGRATIONS FISCALES	798.269	-
REINTEGRATIONS FISCALES COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Provision pour congés payés dus au 31/12/2020	-	-
Dotations aux amortissements sur exercices antérieurs	-	-
Amortissements excédentaires	-	-
Dons & Cotisations	-	-
Charges sur exercices antérieurs	174	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
IS de l'exercice	283.162	-
REINTEGRATIONS FISCALES NON COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
CM de l'exercice 2020	-	-
Provision pour risque généraux	494.066	-
Contribution à la cohésion social	20.387	-
Dotations pour risque et charges	-	-
Penalités et amendes fiscales	481	-
III. DEDUCTIONS FISCALES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
DEDUCTIONS FISCALES	-	499.526
DEDUCTIONS FISCALES COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Revenus des titres de participation exonérés	-	83.255
Revenus des titres de placement exonérés	-	-
Surcis d'imposition Plus valus OPCI	-	-
Provision pour congés dus au 31/12/2020	-	-
DEDUCTIONS FISCALES NON COURANTES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Reprises sur provisions pour risques et charges	-	-
Reprises sur provisions pour risques généraux	-	416.270
Total		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Total	-	-
IV. RESULTAT BRUT FISCAL		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Bénéfice brut si T1→ T2 (A)	765.302	-
Déficit brut fiscal si T2→ T1 (B)	-	-
V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
* Exercice n-4	-	-
*Exercice n-3	-	-
*Exercice n-2	-	-
*Exercice n-1	-	-
VI - RESULTAT NET FISCAL		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
/ Bénéfice net fiscal (A - C) (OU)	765.302	-
/ Déficit net fiscal (B)	-	-
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
Cumul Des Amortissements Fiscalement Différés		
VIII. CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
INTITULES	MONTANT(+)	MONTANT(-)
* Exercice n-4		
*Exercice n-3		
*Exercice n-2		
*Exercice n-1		

Rapport des commissaires aux comptes pour les comptes consolidés

CIH BANK

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -
www.cihbank.ma

Fidaroc GrantThornton
Fidaroc GRANT THORNTON
7, Boulevard Driss Slaoui
20 160 Casablanca
Maroc

mazars
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
187, avenue Hassan II
Casablanca

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 5 846 695, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 622 007.

Ces états ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration tenu en date du 10 mars 2022 dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Evaluation du risque de crédit sur les crédits à la clientèle

Risque identifié	Réponse d'audit
Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier constitue des provisions pour dépréciations destinées à couvrir ce risque. Ces dépréciations sont déterminées selon les dispositions de la norme IFRS 9 Instruments financiers et le principe des pertes de crédit attendues. L'évaluation des pertes de crédit attendues pour les portefeuilles de prêts à la clientèle requiert l'exercice du jugement notamment pour : o Déterminer les critères de classement des encours en Bucket 1, Bucket 2 ou Bucket 3 ; o Estimer le montant des pertes attendues en fonction des différentes Buckets ; o Etablir des projections macro-économiques qui sont intégrées à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure des pertes attendues. Les informations concernant notamment la reconnaissance et les modalités d'estimation des pertes de crédit attendues sont principalement détaillées dans la note « Dépréciation des actifs sous IFRS 9 » de l'annexe aux comptes consolidés. Au 31 décembre 2021, l'encours total des prêts à la clientèle par décaissement exposés au risque de crédit s'élève à 77.793 MMAD ; Le montant total des dépréciations y afférentes s'élève à 3.212 MMAD. En ce qui concerne les engagements hors bilan à la clientèle, les dépréciations pour pertes attendues s'élèvent à 174 MMAD. Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations et provisions constituaient un point clé de l'audit, compte tenu de l'importance du montant de ces actifs dans les comptes du Groupe CIH et du fait que ces éléments font appel au jugement et aux estimations de la Direction, en particulier pour les financements accordés aux entreprises dans les secteurs économiques les plus sensibles.	Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier et testé les contrôles clés relatifs à l'appréciation du risque de crédit et à l'évaluation des pertes attendues. Nous avons concentré nos travaux sur les encours et/ou portefeuilles de prêts à la clientèle les plus significatifs et notamment sur les financements accordés aux entreprises dans des secteurs sensibles. Sur les aspects de dépréciation, nos travaux d'audit ont notamment consisté à : o Etudier la conformité à la norme IFRS 9 Instruments financiers des principes mis en œuvre par le groupe ; o Prendre connaissance du dispositif de Gouvernance et des contrôles clés mis en place au niveau du groupe ; o Analyser les principaux paramètres et règles retenus par le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier pour la classification des encours au 31 décembre 2021 (buckets 1, 2 et 3) ; o Tester le calcul des pertes attendues sur une sélection de crédits en buckets 1 et 2 ; o Tester les principales hypothèses retenues pour l'estimation de dépréciations relatives à des crédits classés en bucket 3.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la Gouvernance à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation fidèle de ces états financiers consolidés, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la présentation des états financiers consolidés exempts d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se

rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la Gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la Gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 11 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 / Fax : 05 22 29 66 70

Ghali GUESSOUS
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha FERDAOUS
Associé

Rapport des commissaires aux comptes pour les comptes sociaux

CIH BANK
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -
www.cihbank.ma

Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20 160 Casablanca
Maroc

mazars
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
187, avenue Hassan II
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 8 803 464, dont un bénéfice net de KMAD 466 559 relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 10 mars 2022 dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2021 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Evaluation du risque de crédit sur les crédits à la clientèle

Risque identifié	Réponse d'audit
Les crédits à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose CIH Bank à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. La banque constitue des provisions destinées à couvrir ce risque. Ces provisions sont déterminées et comptabilisées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC), des dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions et des règles de Bank Al Maghrib relatives au provisionnement des créances sensibles. L'évaluation des provisions en couverture des créances requiert de : ○ Classer les encours de créances en créances saines, créances sensibles et créances en souffrance ; ○ Evaluer le montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances. Les informations concernant les règles de classification et de provisionnement des créances sont présentées dans l'état « principales méthodes comptables » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC). Au 31 décembre 2021, l'encours brut total des créances à la clientèle s'élève à 62 901 MMAD (y compris les créances acquises par affacturage) ; le montant total des provisions y afférentes s'élève à 1.992 MMAD. Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations et provisions constituaient un point clé de l'audit, compte tenu (i) de l'importance du montant de ces actifs dans les comptes de la banque (ii) et du fait que ces éléments font appel au jugement et aux estimations de la Direction, en particulier pour les financements accordés aux entreprises dans les secteurs économiques les plus sensibles.	Nous avons évalué le dispositif de contrôle interne de CIH BANK et testé les contrôles clés relatifs à la classification des créances et à l'évaluation des provisions y afférentes. Sur les aspects de classification et de provisionnement des créances, nos travaux d'audit ont notamment consisté à : ○ Prendre connaissance du dispositif de Gouvernance et des contrôles clés mis en place au niveau de la banque, notamment des décisions prises par les comités internes en charge du suivi, du déclassement et du provisionnement des créances de la banque ; ○ Etudier la conformité des principes appliqués par la banque au PCEC et notamment aux dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib ; ○ Tester le calcul des provisions sur une sélection d'encours de créances sensibles (watchlist) et en souffrance en prenant en compte notamment les financements accordés aux entreprises dans des secteurs sensibles.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la Gouvernance à l'égard de l'audit des états de synthèse

La Direction est responsable de la préparation et la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la Gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la Gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 11 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON	**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**
FIDAROC GRANT THORNTON Membre Réseau Grant Thornton International 7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca Tél : 05 22 54 48 00 Fax : 05 22 29 66 70	MAZARS AUDIT ET CONSEIL 101, Boulevard Abdelmoumen 20360 Casablanca Tél : 05 22 42 34 25 Fax : 05 22 42 34 00
Ghali GUESSOUS	**Taha FERDAOUS**
Associé	**Associé**

Rapport spécial des commissaires aux comptes

CIH BANK
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -
www.cihbank.ma

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
Casablanca

Aux actionnaires du
Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH)
187, avenue Hassan II
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre banque, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Président de votre Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2021

Néant

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE 2021

2.1 Convention entre le Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) et SOFAC.

Entités et personnes concernées :

- CIH actionnaire majoritaire de SOFAC.

2.1.1. Convention de recouvrement avec SOFAC.

Nature, objet et modalités de la convention

Ladite convention a pour objet la sous-traitance auprès de SOFAC de la gestion des relances téléphoniques des clients ayant des échéances impayées dont le nombre est inférieur ou égal à 4. Ainsi, SOFAC assurera la gestion des relances téléphoniques des clients mettant à la disposition du CIH son savoir-faire en matière de démarchage téléphonique dans le domaine du recouvrement.

La charge relative à l'exercice 2021 s'élève à 2 292 KMAD hors taxes. Le montant des prestations réglées en 2021 est de 3 398 KMAD hors taxes.

2.1.2. Convention de gestion des crédits à la consommation par SOFAC.

Nature, objet et modalités de la convention

Cette convention entre CIH et SOFAC a pris effet le 03 juin 2014. Elle a pour objet la sous-traitance d'une partie de la chaîne de traitement des crédits à la consommation en faveur de SOFAC. Ainsi, SOFAC assurera la gestion pour compte en mettant à la disposition de CIH son savoir-faire en matière des crédits à la consommation. CIH distribuera les crédits et portera leurs encours sur ses livres. Le contrat a été signé le 16/05/2016.

La charge relative à l'exercice 2021 s'élève à 24 006 KMAD hors taxes. Le montant des prestations réglées en 2021 est de 28 921 KMAD hors taxes.

2.2 Convention entre le Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) et la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG).

Entités et personnes concernées :

- La Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) actionnaire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH BANK)

2.1.3. Mise en place d'un contrat d'emprunt signé entre la CDG et le CIH.

Nature, objet et modalités de la convention

La convention a pour objet la mise en place d'un contrat d'emprunt dans le cadre de l'article 20 de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédits. Les Conditions et modalités de rémunération se présentent comme suit :

- Montant de l'emprunt : 269 261 020 MAD.
- Durée : indéterminée.
- Date départ : 15 octobre 2020.Taux d'intérêt : équivalent au taux des BDT à maturité de 52 semaines + spread de 280 Bps, révisable chaque six mois sur la base du TMP S-1 des BDT 52 semaines.
- Rémunération : les intérêts seront servis selon une fréquence trimestrielle.

Le montant des intérêts comptabilisées en charges au titre de l'exercice 2021 s'élève à 17 995 KMAD, dont 17 995 KMAD servis au cours de l'exercice.

2.3 Convention entre le Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) et Atlanta-Sanad.

Entités et personnes concernées :
- Groupe Holmarcom actionnaire d'Atlanta-Sanad et du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH BANK).

2.3.1 Mise en place d'un emprunt signé entre Atlanta-Sanad et le CIH.

Nature, objet et modalités de la convention

La convention a pour objet la mise en place d'un contrat d'emprunt dans le cadre de l'article 20 de la circulaire 14/G/2013. Les conditions et modalités de rémunération se présentent comme suit :

- Montant de l'emprunt : 47 356 568 MAD ;
- Durée : indéterminée.
- Date départ : 07 octobre 2020
- Taux d'intérêt : équivalent au taux des BDT à maturité de 52 semaines + spread de 280 Bps, révisable chaque six mois sur la base du TMP S-1 des BDT 52 semaines.
- Rémunération : les intérêts seront servis selon une fréquence trimestrielle.

Le montant des intérêts comptabilisées en charges au titre de l'exercice 2021 s'élève à 2 574 KMAD.

2.4 Convention conclue entre le Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) et Umnia Bank.

Entités et personnes concernées :
- CIH Bank actionnaire d'Umnia Bank

2.4.1 Convention d'Assistance Technique.

Nature, objet et modalités de la convention

L'objet de la convention est la fourniture par le CIH des services requis pour qu'Umnia Bank puisse réaliser ses activités. Les modalités de facturation varient selon les prestations.
Le montant des prestations comptabilisées en produits au titre de l'exercice 2021 s'élève à 11 131 KMAD hors taxes. Le montant réglé au titre de 2021 est de 6 787 KMAD hors taxes.

2.5 Convention conclue entre le Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) et ses Administrateurs.

Entités et personnes concernées :
- CIH Bank, membre du Conseil d'Administration du CIH BANK.

2.5.1 Rémunération d'administrateurs.

Nature, objet et modalités de la convention
Le Conseil d'Administration du 19 février 2020, a autorisé la rémunération des administrateurs membres des comités suivants :

- Le Comité de Nomination et de Rémunération,
- Le Comité Stratégique,
- Le Comité d'Audit,
- Le Comité des Risques.

➢ Eligibilité : tout administrateur membre d'un des quatre comités précédents ou de tout comité venant à être créé par le Conseil d'Administration et ne rentrant pas dans le champ de l'exclusion suivante :
➢ Exclusion : Ne bénéficient pas de cette rémunération :
  - Les Administrateurs et mandataires sociaux, salariés de C.I.H ;
  - Les Administrateurs et mandataires sociaux, salariés de l'actionnaire majoritaire.
➢ Montant de la rémunération tel que modifié en 2020 :
  - En tant que membre d'un comité : 20.000 Dh brut /séance de comité ;
  - En tant que Président d'un comité : 30.000 Dh brut /séance de comité.
➢ Règle d'attribution :
  - Participation à la réunion du comité sous forme physique, par visio-conférence ou par messagerie,
  - La participation est justifiée par feuille de présence signée.
➢ Champ d'application :
  - Application au titre de l'activité des comités de l'exercice 2020 et des années postérieures.
➢ Formalisme de mise en œuvre :
  - Le paiement se fait par la banque, à la fin de chaque semestre civil, sur la base des feuilles de présence dûment signées.
  - Cette rémunération est portée aux charges de la banque.
  - Elle donne lieu aux prélèvements fiscaux en vigueur.

Le montant comptabilisé en charges en 2021 s'élève à 960 KMAD hors taxes. Le montant décaissé aux administrateurs en 2021 s'élève à 1 300 KMAD.

2.6 Établissement de la convention de garantie entre le Crédit Immobilier et Hôtelier et l'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA

- **Parties concernées** : Le Crédit Immobilier et Hôtelier est actionnaire et administrateur de l'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA.
- **Nature et objet de la convention** : Aux termes d'opérations d'apport en nature des actifs par le Crédit Immobilier et Hôtelier à l'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA d'un ensemble d'actifs, en contrepartie de la souscription par le Crédit Immobilier et Hôtelier des actions de l'OPCI et de la prise à bail des actifs par le Crédit Immobilier et Hôtelier, en qualité de locataire.
  Le Crédit Immobilier et Hôtelier et l'OPCI ont souhaité couvrir notamment les dépenses, coûts, perte de valeur, résultant des mises en conformité.
  Dans ce contexte, à titre de condition essentielle et déterminante de la signature, par l'OPCI du traité d'apport, le CIH a accepté de faire certaines déclarations et de donner certaines garanties se rapportant aux actifs et d'indemniser l'OPCI selon les termes et les conditions définis dans la convention.
- **Date d'effet** : 30/12/2019
- **Conditions de rémunération** : le montant cumulé des préjudices pour lesquels le bénéficiaire pourrait réclamer l'indemnisation au garant, au titre des mises en conformité prescrites dans le rapport d'audit technique, ne pourra dépasser pendant la durée de l'engagement de garantie, le montant de 19.000.000 MAD.

2.7 Établissement de la convention de garantie entre le Crédit Immobilier et Hôtelier et l'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA

- **Parties concernées :** Le Crédit Immobilier et Hôtelier est actionnaire et administrateur de l'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA.
- **Nature et objet de la convention** : Aux termes d'opérations d'apport en nature des actifs par le Crédit Immobilier et Hôtelier à l'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA d'un ensemble d'actifs, en contrepartie de la souscription par le Crédit Immobilier et Hôtelier des actions de l'OPCI et de la prise à bail des actifs par le Crédit Immobilier et Hôtelier, en qualité de locataire.
  Le Crédit Immobilier et Hôtelier et l'OPCI ont souhaité couvrir notamment les dépenses, coûts, perte de valeur, résultant des mises en conformité.
  Dans ce contexte, à titre de condition essentielle et déterminante de la signature, par l'OPCI du traité d'apport, le Crédit Immobilier et Hôtelier a accepté de faire certaines déclarations et de donner certaines garanties se rapportant aux actifs et d'indemniser l'OPCI selon les termes et les conditions définis dans la convention.
- **Date d'effet :** 28/12/2020
- **Conditions de rémunération :** le montant cumulé des préjudices pour lesquels le bénéficiaire pourrait réclamer l'indemnisation au garant, au titre des mises en conformité prescrites dans le rapport d'audit technique, ne pourra dépasser les plafonds annuels d'indemnisation détaillés dans le tableau suivant :

Année	Plafond Annuel d'Indemnisation
2021	Vingt millions (20.000.000) dirhams
2022	Quinze millions (15.000.000) dirhams
2023	Dix millions (10.000.000) dirhams
2024	Cinq millions (5.000.000) dirhams

2.8 Établissement d'un contrat de bail entre l'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA et le Crédit Immobilier et Hôtelier

- **Parties concernées** : Le Crédit Immobilier et Hôtelier est actionnaire et administrateur de l'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA.
- **Nature et objet de la convention :** L'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA donne à bail au Crédit Immobilier et Hôtelier, un ensemble de locaux, pour usage de siège social de CIH Bank et à toutes activités connexes ou complémentaire.
- **Date d'effet** : 28/12/2020
- **Modalités de la convention :** 19.241.112 DH HT (Loyer annuel hors TSC)
- **Montant comptabilisé en charge en 2021 :** 21.261.428,76 DH
- **Montant décaissé en 2021** : 25.513.714,51 TTC
- **Solde de la dette au 31 décembre 2021** : Néant

2.9 Établissement d'un contrat de bail entre l'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA et le Crédit Immobilier et Hôtelier

- **Parties concernées :** Le Crédit Immobilier et Hôtelier est actionnaire et administrateur de l'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA.
- **Nature et objet de la convention :** L'OPCI CIH PATRIMMO SPI-RFA donne à bail au Crédit Immobilier et Hôtelier, un ensemble de locaux, pour l'exercice d'une activité bancaire.
- **Date d'effet :** 13/01/2020
- **Modalités de la convention :** Loyer payable semestriellement et d'avance
- **Montant comptabilisé en charge en 2021 :** 38.532.247,13 DH
- **Montant décaissé en 2021 :** 46.238.696,55 DH TTC
- **Solde de la dette au 31 décembre 2021 :** Néant

Casablanca, le 11 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha FERDAOUS
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON

Ghali GUESSOUS
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 / Fax : 05 22 29 66 70

Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes

CIH BANK
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -
www.cihbank.ma

Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes (Montants HT)

	CAC 1						CAC 2						Total
	Montant/Année			Pourcentage*/Année			Montant/Année			Pourcentage*/Année			
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	
"Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés"	550.000,00	550.000,00	650.000,00	100%	100%	100%	550.000,00	550.000,00	650.000,00	100%	100%	100%	3.500.000,00
Émetteur	550.000,00	550.000,00	650.000,00										
Filiales													
"Autres diligences et presratlons directement liées à la mission du Commissaire aux comptes"													
Émetteur													
Filiales													
Sous Total	550.000,00	550.000,00	650.000,00				550.000,00	550.000,00	650.000,00				3.500.000,00
Autres presratlons rendues													
Autres													
Sous Total													
Total	**550.000,00**	**550.000,00**	**650.000,00**	**100%**	**100%**	**100%**	**550.000,00**	**550.000,00**	**650.000,00**	**100%**	**100%**	**100%**	**3.500.000,00**

(*) : Part de chaque ligne dans le total général de l'année concérnée

CIH BANK

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -
www.cihbank.ma

CIH BANK

RAPPORT DE GESTION - CIH BANK 2021

www.cihbank.ma

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Après une récession profonde en 2020 suite à la crise sanitaire, l'économie mondiale aurait enregistré un fort rebond de « rattrapage » en 2021. Cette reprise devrait marquer le pas dans un contexte marqué par la propagation de la COVID-19 avec différents risques qui limitent toutefois les perspectives de croissance tels que l'apparition de nouveaux variants du coronavirus et l'anticipation d'inflation et des tensions financières

Après une contraction d'ampleur historique de 3,4% en 2020, la croissance économique mondiale enregistre une reprise de 5,5 % en 2021. Appuyé par des mesures de relance de grandes entreprises par les différents pays. Ainsi cette reprise reflète particulièrement le fort rebond de certaines grandes économies, notamment les États-Unis et la Chine.

Croissance économique annuelle [1]

Selon les dernières Perspectives économiques mondiales, la croissance mondiale devrait sensiblement décélérer, pour s'établir à 4,1 % en 2022 contre 5,5 % en 2021, dans un contexte marqué par la persistance des flambées de COVID-19, la réduction des mesures de soutien budgétaire et monétaire à travers le monde ainsi que des problèmes d'approvisionnement persistants. La propagation rapide du variant Omicron laisse en outre prédire que la pandémie continuera probablement de perturber l'activité économique à court terme.

[1]Banque mondiale/ Global économic prospects/ janvier 2022

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

Après sa profonde récession en 2020, l'activité économique nationale aurait connu un fort rebond en 2021, bénéficiant des retombées positives de la campagne agricole et du renforcement des demandes intérieure et extérieure après le ralentissement de la situation épidémiologique.

Selon le Haut-Commissariat au Plan l'activité économique nationale se serait raffermie de 4,9% en variation annuelle après une récession en 2020 de 5,5%. Cette évolution serait imputable notamment à la hausse de la valeur ajoutée agricole par 19,1% profitant des conditions climatiques favorable de la campagne agricole 2020/2021, ainsi qu'à la valeur ajoutée non-agricole qui aurait augmenté de 2,9% en 2021 au lieu d'une diminution de 4,9% en 2020.

Du côté des finances publiques, l'année 2021 serait marquée par une sensible atténuation du déficit budgétaire pour se situer à 6,5% du PIB après sa dégradation historique en 2020 de 7,6%. Ce déficit devrait rester, toutefois, à un niveau élevé qui permet le retour à la situation d'avant la crise, un objectif difficile à atteindre, au moment où l'Etat mène une politique de relance, qui vise le soutien des secteurs productifs et la réduction des disparités sociales. Ainsi, le taux d'endettement public global devrait se situer à 90,3% du PIB en 2021, contre 92,5%en 2020. La part de la dette du trésor devrait dégager une hausse de près de 75,4% du PIB en 2021 au lieu de 76,4 % en 2020.

Analyse sectorielle

Evolution de la croissance par secteur[1]

Les activités agricoles constituant L'essentiel du secteur primaire, continuent de soutenir la croissance économique globale en 2021 avec une hausse de 19,1%.

Les activités secondaires auraient ralenti, portant sa contribution à la croissance de PIB à 0,8 point. Le secteur de la construction aurait été marqué en 2021 par une augmentation de sa valeur ajoutée de 6,7% par rapport à la même période de l'année précédente.il est à noter que la demande adressée au secteur de l'immobiliers avait été relativement dynamique et les crédits à l'habitat avaient augmenté en 2021.

Par ailleurs, le secteur tertiaire aurait également contribué pour 1,5 point à l'évolution du PIB, soutenu par la bonne orientation des activités de commerce et des services publics. Enfin, le secteur agroalimentaire aurait conservé toutefois sa tendance haussière au cours de l'année 2021 avec une augmentation de 4,7% au quatrième trimestre au lieu de 2,5% un an auparavant. Profitant des résultats positifs de la compagne agricole et de l'orientation favorable de la demande.

[1] Haut-Commissariat au Plan : Situation économique en 2021 et ses perspectives en 2022

Perspectives économiques en 2021

Les prévisions de la croissance économique nationale pour l'année 2022 du HCP tiennent compte des nouvelles tendances de l'environnement international, notamment, de l'évolution des prix des matières premières en quasi-stabilisation. Ces projections supposent également la poursuite de l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc qui devrait augmenter de près de 6,7% en 2022 après 9,3% en 2021. Toutefois, ces perspectives restent entourées de fortes incertitudes liées essentiellement à l'évolution de la situation épidémiologique et à l'aboutissement du processus de vaccination aux niveaux national et international.

- En tenant compte de ces hypothèses, le secteur primaire devrait afficher une valeur ajoutée en baisse de 1,6% en 2022 après une hausse de 17,9% en 2021. Cette faible performance s'expliquerait par la moyenne production céréalière et de la consolidation de celle des autres cultures agricoles et de l'élevage.
- Le secteur secondaire devrait de son côté, continuer d'enregistrer une valeur ajoutée en raffermissement modérée, de 3,3% en 2022 au lieu de 6,8% en 2021. En raison essentiellement de l'amélioration des secteurs du BTP, des mines et des performances des industries de transformation.
- Les activités non agricoles devraient enregistrer une valeur ajoutée en amélioration de de 3,5% en 2022 au lieu de 5,6% en 2021, en raison de la poursuite de récupération du secteur tertiaire sous l'effet du redressement des services marchands, notamment ceux du tourisme, du transport et du commerce. Le secteur tertiaire de son côté devrait s'accroitre de près de 3,6% en 2022 au lieu de 5,0% en 2021.
- Compte tenu de ces évolutions et d'une hausse des impôts et taxes sur produits nets de subventions de 3,9%, le Produit Intérieur Brut devrait augmenter de 2,9% en 2022, après un rebond de 7,2% en 2021.

ENVIRONNEMENT BANCAIRE ET MARCHES FINANCIERS

SECTEUR BANCAIRE

Les dépôts de la clientèle du secteur bancaire ressortent en hausse de 5,2% pour s'établir à 1 061.9 milliards de dirhams en 2021.

Les dépôts non rémunérés maintiennent une part majoritaire dans la structure des ressources bancaires à fin décembre 2020, avec une participation à hauteur de 67%. Les dépôts rémunérés représentent pour leur part 33% du total des ressources de la clientèle.

Les dépôts à vue s'élèvent quant à eux à 874 milliards de dirhams à fin 2021 au lieu de 819 milliards de dirhams l'année précédente, en hausse de 6.7% Par ailleurs, les dépôts à terme augmentent de 26.2% pour atteindre 173 milliards de dirhams en 2021 contre 137 milliards de dirhams en 2020.

L'encours des crédits du secteur bancaire s'apprécie de 3% et s'établit à 988 212 millions de dirhams à fin 2021 contre 959 006 millions de dirhams à fin 2020. Les crédits bancaires maintiennent pour la cinquième année consécutive leur tendance haussière.

Cette variation est due principalement à l'appréciation de 3.1% des crédits hors immobiliers principalement due à la hausse des crédits trésorerie + 10,3% et des crédits à la consommation de 2.7% par rapport à 2020, cependant les crédits à l'équipement ont baissé de -7%.

Les crédits immobiliers quant à eux ont augmentés de 2.7% par rapport à l'année dernière pour s'établir à 291 953 millions de dirhams à fin 2021.

De leur côté, les engagements hors bilan augmentent de 10 % s'établissant à 348 023 millions de dirhams à fin 2021. Les engagements de financement participent à hauteur de 51,3% au total des engagements donnés contre 48,7% pour les engagements de garantie.

En ce qui concerne le risque de crédit, les créances en souffrance de la clientèle affichent une hausse de 4% pour s'établir à 83 474 millions de dirhams en 2021 contre 80 225 millions de dirhams en 2020.

MARCHES TAUX

Liquidité et Marché Monétaire

Le marché monétaire aurait été marqué en 2021 par un recul du rythme d'accroissement de la masse monétaire à 6,3%, imputable essentiellement à la diminution du rythme de croissance des avoirs extérieurs nets passant de 20% en 2020 à uniquement près de 3,3% en 2021. Le niveau de ces avoirs, combiné au repli du rythme d'augmentation de la circulation fiduciaire et l'amélioration des réserves de changes, aurait permis l'atténuation du déficit de la liquidité bancaire pour s'établir à 64,4 milliards de dirhams à fin 2021. Dans ces conditions, la BAM continue de satisfaire 100% de la demande bancaire permettant de maintenir les taux interbancaires en ligne avec le taux directeur à 1,5% en 2021.

Bank Al-Maghrib a jugé en particulier que le niveau actuel du taux directeur demeure approprié et a décidé ainsi de le maintenir inchangé à 1,5% en 2021.

Finances Publiques et Marché Obligataire

En 2021 Le déficit budgétaire aurait connu un allègement pour atteindre 6,5% du PIB, après son creusement en 2020. Cet allégement aurait été dû, en grande partie, à la forte croissance des impôts indirects, suite notamment à la progression de la TVA et des droits de douanes qui auraient bénéficié de la reprise de la consommation des ménages ainsi de la hausse des importations. Pour ce qui est des impôts directs, les recettes tirées des impôts sur les entreprises auraient connu un repli en 2021 sous l'effet de la contraction de l'activité en 2020.

Néanmoins, ces améliorations relatives des revenus fiscaux, auraient été accompagnées également par l'amélioration du niveau des dépenses d'investissement avec 7% du PIB.

Du côté des dépenses, les dépenses ordinaires ont augmenté de 8,7%. Cette progression aurait été liée à la hausse des dépenses de fonctionnement et à l'accroissement de 50% des charges de compensation suite à l'appréciation des cours moyens du gaz butane de près de 67%.

Toutefois, le Trésor aurait recouru à l'endettement intérieur, profitant des conditions de financement favorables. La dette intérieure aurait atteint presque 690 MMDH, soit 59,3% du PIB et 77% de la dette globale du Trésor.

Touchant, la dette extérieure garantie aurait, quant à elle, enregistré une évolution modérée en 2021 représentant 14,9% du PIB au lieu de 16,1% en 2020, à ce compte le taux d'endettement public global aurait atteint près de 90,3% du PIB après 92,5% en 2020.

MARCHE BOURSIER

Suite à l'amélioration de la situation sanitaire et économique au cours de l'année 2021, la bourse de Casablanca a cloturé l'année sur une hausse par rapport à 2020. D'ailleur les indices MASI et MSI20 clôture ainsi l'année 2021 sur une hausse respective de 18,35% et 17,40%. Contre une dépréciation anuelle respective de 7,27% et 7,52% l'année précédente. Le MSI2O remplacera définitivement le MADEX à la bourse de Casablanca et devient dès le 1 er janvier 2022 l'indice de référence du marché boursier marocain aux cotés du MASI.

La capitalisation globale de la place, elle s'est établie à 691 milliards de DH, soit une évolution de 105,7 milliards de DH (+18,1%) en comparaison avec 2020 (585 MMDH).

Sur les sociétés cotées en bourse, ci-dessous les 10 plus fortes capitalisations à fin 2021 s'accaparant plus de 71% de la capitalisation globale du marché :

Société	Capitalisation	Part
Maroc Telecom	122 589 845 163	17,75 %
Attijariwafa Bank	104 773 588 593	15,17 %
BCP	57 120 639 289	8,27 %
LafargeHolcim Maroc	51 548 728 000	7,46 %
BANK OF AFRICA	38 654 049 824	5,60 %
CIMENT DU MAROC	27 428 407 600	3,97 %
TAQA MOROCCO	24 767 969 100	3,59 %
COSUMAR	24 661 144 323	3,57 %
SODEP-Marsa Maroc	20 543 428 440	2,97 %
AFRIQUIA GAZ	18 218 750 000	2,64 %

En ce qui concerne le volume global échangé, ce dernier a atteint 74,74 milliards de dirhams contre 55,78 milliards l'année précédente. Soit une progression de 19 milliards de DH (+34,1%). Cette variation résulte de l'effet combiné de la hausse de 7,64 milliards de dirhams des transaction réalisées sur le marché des blocs et de la hausse de 23,57% du volume traité sur le marché central à 40,8 milliards de dirhams.

ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS DE CIH BANK

CIH BANK
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -
www.cihbank.ma

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE CIH BANK (SUR BASE INDIVIDUELLE)

ACTIVITE

TOTAL BILAN

Le total bilan de CIH Bank s'établit à 91,4 milliards de dirhams en progression de 16,1% par rapport à fin 2020. Le total des actifs est représenté à hauteur de 66,6% par les prêts et les créances sur la clientèle, de 15,0% par les titres d'investissement de transaction et de placement et de 7,4% par les créances sur les établissements de crédits et assimilés. Ces rubriques contribuent ensemble à 89,1% du total des emplois.

En contrepartie, le total des passifs est représenté à hauteur de 62,7% par les ressources Clientèle, de 12,2% par les ressources Marché et de 15,0% par les dettes envers les établissements de crédits et assimilés. Ces trois rubriques contribuent ensemble à 89,9% du total des ressources.

RESSOURCES DE LA BANQUE

Les ressources de CIH Bank ont évolué de 11,9% passant de 61,1 milliards de dirhams en 2020 à 68,4 milliards de dirhams en 2021.

Les dépôts de la clientèle de CIH Bank affichent une hausse de 14,4% s'établissant à 57,3 milliards de dirhams contre 50,1 milliards de dirhams à fin 2020.

Avec une part de 63,4% du total des dépôts, les ressources non rémunérées passent de 31,0 milliards de dirhams à 36,3 milliards de dirhams et enregistrent ainsi une hausse de 17,0%. Cette progression résulte principalement de l'augmentation de 21,1% à 34,5 milliards de dirhams de l'encours des comptes chèques et des comptes courants.

Les dépôts rémunérés participent pour leur part à hauteur de 36,6% des ressources de la clientèle. Progressant de 10,1% à fin 2021 pour s'établir à 21,0 milliards de dirhams, ces dépôts profitent principalement de l'accroissement de 15,9% à 8,2 milliards de dirhams des comptes d'épargne.

ÉVOLUTION PAR TYPE DE DÉPÔT EN MILLIONS DE DIRHAMS

Les ressources Marché enregistrent une légère hausse de 0,7%, passant de 11,0 milliards de dirhams en 2020 à 11,1 milliards de dirhams en 2021.

L'encours des dettes subordonnées s'établit à 3,6 milliards de dirhams à fin décembre 2021, en stagnation par rapport à l'exercice précédent.

CREANCES SUR LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle CIH Bank s'élèvent à 60,9 milliards de dirhams en 2021 contre 53,2 milliards de dirhams en 2020, soit un bond de 14,4%. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation à 11,2 milliards de dirhams des autres crédits tirée par la hausse des valeurs reçues en pension de la clientèle, et l'appréciation de 14,3% à 12,7 milliards de dirhams des crédits de trésorerie et à la consommation, ainsi que l'accroissement de 10,2% à 9,2 milliards de dirhams des crédits à l'équipement.

D'un autre côté, les créances en souffrance s'établissent à 4,1 milliards de dirhams et les provisions pour créances en souffrance à 2,0 milliards de dirhams, ce qui porte le taux de couverture à 49,1%.

Les créances acquises par affacturage ressortent à 1,4 milliards de dirhams en 2021, en hausse de 21,4% par rapport à l'année précédente.

RESULTATS DE CIH BANK-BASE INDIVIDUELLE :

PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)

Le PNB s'accroit de 11,1% passant de 2 255,2 millions de dirhams en 2020 à 2 506,2 millions de dirhams en 2021.

Cette évolution résulte de l'effet combiné de l'augmentation à 1 854,4 millions de dirhams de la marge d'intérêt contre 1 496,9 millions de dirhams à fin 2020, soit un bond de 23,9%, et de l'appréciation de 36,6% à 246,0 millions de dirhams de la marge sur commissions ainsi que de la baisse de 23,1% à 390,9 millions de dirhams du résultat des opérations de marché.

MARGE D'INTERET

Représentant 74,0% du PNB, la marge d'intérêt enregistre une hausse de 23,9% pour s'établir à 1 854,4 millions de dirhams à fin 2021 au lieu de 1 496,9 millions de dirhams un an auparavant.

MARGE SUR COMMISSIONS

La marge sur commissions s'apprécie de 36,6% s'établissant à 246,0 millions de dirhams à fin 2021 contre 180,1 millions de dirhams un an auparavant, en raison de l'effet combiné de :

- La hausse de 72,9 millions de dirhams des commissions reçus sur moyens de paiement pour atteindre 216,6 millions de dirhams à fin 2021 ;
- L'accroissement des commissions sur opérations à l'international de 30,6% passant de 28,9 millions de dirhams en 2020 à 37,7 millions de dirhams à fin 2021, soit un bond de 8,8 millions de dirhams ;
- La hausse de 2,4% des commissions sur fonctionnement de comptes qui s'établissent à 42,6 millions de dirhams au lieu de 41,6 millions de dirhams en 2020 ;
- L'appréciation de 12,1 millions de dirhams des commissions sur opérations de crédits pour s'établir à 42,3 millions de dirhams à fin décembre 2021 au lieu de 30,2 millions de dirhams l'année précédente ;
- La hausse de 22,8 millions de dirhams des commissions servis sur moyens de paiement passant de 59,7 millions de dirhams en 2020 à 82,5 millions de dirhams à fin 2021 ;
- L'appréciation de 39,3 millions de dirhams des commissions monétiques qui s'établissent à 127,2 millions dirhams en 2021.

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

Le résultat des opérations de marché enregistre une baisse de 23,1% s'établissant à 390,9 millions de dirhams en 2021 contre 508,3 millions de dirhams en 2020.

Le rendement du portefeuille de transaction se déprécie de 79,9 millions de dirhams atteignant 138,7 millions de dirhams à fin 2021.

Pour sa part, le rendement du portefeuille de placement a baissé de 35,9 millions de dirhams pour s'établir à 16,1 millions de dirhams à fin décembre 2021 contre 52,0 millions de dirhams un an auparavant.

DIVERS AUTRES PRODUITS & CHARGES BANCAIRES

Les autres produits bancaires en 2021 baissent de 18,6% passant de 164,6 millions de dirhams en 2020 à 134,0 millions de dirhams en 2021. Cette variation s'explique par :

- La baisse de 73,8% des produits sur titres de placement et de propriété pour s'établir à 6,7 millions de dirhams à fin 2021 au lieu de 25,7 millions de dirhams à fin 2020 ;
- L'appréciation de 5,0% des produits sur titres de participation et emplois assimilés qui passent de 99,6 millions de dirhams en 2020 à 104,6 millions de dirhams en 2021 ;
- La baisse de 42,3% des divers autres produits bancaires à 22,7 millions de dirhams.

Les autres charges bancaires augmentent pour leur part de 25,8% atteignant 119,0 millions de dirhams en 2021 contre 94,6 millions de dirhams en 2020. Cette variation s'explique principalement par la hausse de la cotisation des fonds de garantie de 20,0% passant de 74,7 millions de dirhams en 2020 à 89,7 millions de dirhams à fin décembre 2021.

FRAIS DE GESTION

Les charges générales d'exploitation enregistrent une hausse de 7,5% pour s'établir à 1 376,9 millions de dirhams en 2021 contre 1 280,6 millions de dirhams en 2020.

Les charges du personnel progressent quant à elles de 36,1 millions de dirhams s'établissant à 614,5 millions de dirhams suite à la hausse de 7,1% des salaires et appointements, soit un bond de 20,5 millions de dirhams, et l'accroissement de 4,8% des charges d'assurances sociales. Les charges externes évoluent quant à eux de 47,0 millions de dirhams atteignant 589,7 millions de dirhams, suite à la hausse de 36 millions de dirhams des loyers de crédit-bail et de location et de l'augmentation de 4,9% des autres charges externes (+10,2 millions de dirhams).

En ce qui concerne les dotations aux amortissements d'exploitation, celles-ci s'apprécient de 3,7% et passent de 112,7 millions de dirhams à fin 2020 à 116,9 millions de dirhams à fin 2021 sous l'effet combiné de la hausse de 4,5% des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et de la baisse de 6,7% des dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles.

Les charges du personnel, les charges externes et les dotations aux amortissements participent respectivement à hauteur de 44,6%, 42,8% et 8,5% du total des charges générales d'exploitation.

Le coefficient d'exploitation analytique s'établit à 54,9% à fin décembre 2021 contre 56,8% l'année précédente, en baisse de 1,8 point.

RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le résultat brut d'exploitation affiche une baisse de 12,0% pour s'établir à 1 157,7 millions de dirhams à fin 2021 contre 1 315,4 millions de dirhams à fin 2020, en raison principalement de la dépréciation de 293,7 millions de dirhams des autres produits d'exploitation non bancaire à 47,2 millions de dirhams.

COUT DU RISQUE

Le coût du risque global s'élève à 369,7 millions de dirhams en 2021 contre 819,7 millions de dirhams en 2020. Cette variation s'explique par :

• Des dotations nettes de provisions pour autres risques et charges de 177,4 millions de dirhams en baisse de 407,5 millions de dirhams par rapport à fin 2020 ;

• Des pertes sur créances irrécouvrables de 150,4 millions de dirhams en hausse de 140,4 millions de dirhams par rapport à l'année précédente ;

• Des récupérations sur créances amorties de 32,4 millions de dirhams en 2021 au lieu de 14,0 millions de dirhams l'année précédente ;

• Des dotations nettes de provisions pour dépréciation des prêts et créances de 24,1 millions de dirhams à fin décembre 2021 au lieu de dotations nettes de 238,9 millions de dirhams un an auparavant. Les dotations aux provisions baissent à 309,6 millions de dirhams en 2021 au lieu de 363,9 millions de dirhams en 2020, tandis que les reprises s'élèvent à 285,5 millions de dirhams en 2021 contre 125,0 millions de dirhams en 2020 ;

Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions s'élève à 49,1% en 2021 contre 49,9% en 2020.

RESULTAT NET

Le résultat net de CIH Bank en 2021 affiche une hausse de 217,2 millions de dirhams pour s'établir à 466,6 millions de dirhams contre 249,3 millions de dirhams un an auparavant.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Total Bilan

Le total bilan du Groupe CIH Bank s'apprécie de 18,8% s'établissant à 106,4 milliards de dirhams à fin 2021 contre 89,6 milliards de dirhams un an auparavant.

Le total des actifs est représenté à hauteur de 69,9% par les prêts et créances sur la clientèle au coût amorti, de 8,7% par les actifs financiers à la juste valeur par résultat et de 5,8% par les prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti. Ces rubriques contribuent ensemble à 84,5% du total des emplois.

La hausse de 16,9 milliards de dirhams de l'actif entre 2020 et 2021 s'explique principalement par :

• L'augmentation de 11 423,3 millions de dirhams à 74 406,8 millions de dirhams des prêts et créances sur la clientèle ;

• L'accroissement des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti de 2 260,0 millions de dirhams, pour s'établir à 6 186,6 millions de dirhams ;

• La hausse respective de 145,0 millions de dirhams et de 1 038,3 millions de dirhams des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des actifs financiers à la juste valeur par résultat.

En contrepartie, le total des passifs est représenté à hauteur de 59,2% par les dettes envers la clientèle, de 10,7% par les titres de créance émis et de 15,1% par les dettes envers les établissements de crédit et assimilés. Ces trois rubriques contribuent ensemble à 85,0% du total des ressources.

Par conséquent, la progression des passifs est due à :

• La hausse de 9 184,0 millions de dirhams des dettes envers la clientèle qui ressortent à 62 953,1 millions de dirhams à fin 2021 contre 53 769,1 millions de dirhams en 2020 ;

• L'accroissement de 3 841,4 millions de dirhams des dettes envers les établissements de crédit et assimilés à 16 119,7 millions de dirhams à fin 2021 au lieu de 12 278,3 millions de dirhams en 2020 ;

• L'augmentation de 1 254,3 millions de dirhams des titres de créance émis à 11 430,0 millions de dirhams à fin 2021 contre 10 175,7 millions de dirhams en 2020.

Capitaux propres Part du Groupe

Les Capitaux propres part du Groupe CIH Bank affichent une augmentation de 8,6% pour s'établir à 5 332,4 millions de dirhams à fin 2021 au lieu de 4 912,0 millions de dirhams à fin 2020.

Crédits consolidés

Les prêts et créances sur la clientèle augmentent de 18,1% s'établissant à 74 406,7 millions de dirhams en 2021 contre 62 983,4 millions de dirhams en 2020. Cette évolution résulte notamment de la hausse des crédits de trésorerie et à la consommation, de l'accroissement des crédits à l'équipement, de l'augmentation des valeurs reçues en pension de la clientèle de CIH Bank. En effet, et conformément à la politique de diversification des emplois clientèle de la banque, les crédits hors immobilier représentent 56,4% l'encours des crédits consolidés, et enregistrent une hausse de 28% par rapport à décembre 2020 s'établissant ainsi à 41 934,9 millions de dirhams.

Cette variation résulte également de la contribution d'UMNIA Bank et de SOFAC.

Dépôts consolidés

Les dettes envers la clientèle enregistrent une hausse de 17,1% et passent de 53 769,1 millions de dirhams à fin décembre 2020 à 62 953,1 millions de dirhams à fin décembre 2021. Cette variation s'explique par la hausse de l'encours des dépôts à vue de 8 717,9 millions de dirhams et de 466,1 millions de dirhams des dépôts à terme, ainsi que de la contribution de la filiale UMNIA BANK.

Produit Net Bancaire consolidé (PNB)

Le PNB consolidé du Groupe CIH Bank s'apprécie de 12,6% à 3 106,6 millions de dirhams en 2021 contre 2 759,7 millions de dirhams en 2020.

Cette progression s'explique par :

- Une augmentation de 413 millions de dirhams à 2 276,0 millions de dirhams de la marge d'intérêts ;
- Une baisse de 173,3 millions de dirhams des gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat pour atteindre 379,4 millions de dirhams ;
- Un accroissement de 13,9 millions de dirhams des gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres pour atteindre 30,4 millions de dirhams.

A fin 2021, la structure du PNB consolidé se présente comme suit :

Cette performance résulte des bonnes réalisations de la banque ainsi que de la contribution des différentes filiales en 2021 :

- Appréciation du PNB de l'activité bancaire de 277,6 millions de dirhams ;
- Accroissement de 74,7 millions de dirhams du PNB des SFS particulièrement la contribution SOFAC ;
- Augmentation de 6 millions de dirhams du PNB de l'activité de CIH Courtage.

Par ailleurs, les PNB de l'hôtellerie et l'immobilier se sont dépréciés respectivement de 4,2 et 6,8 millions de dirhams.

Résultat brut d'exploitation consolidé (RBE)

Le résultat brut d'exploitation affiche une hausse de 30,5% à 1 388,7 millions de dirhams en 2021 au lieu de 1 063,8 millions de dirhams en 2020.

Les charges générales d'exploitation augmentent pour leur part de 1,6% à 1 558,5 millions de dirhams à fin 2021 contre 1 533,6 millions de dirhams à fin 2020. Les dotations aux amortissements et aux provisions affichent une baisse de 1,8% à 159,4 millions de dirhams en 2021 contre 162,3 millions de dirhams en 2020. Ainsi, le coefficient d'exploitation s'élève à 55,4% en 2020 en amélioration de 6,06 points par rapport à 2021.

Coût du risque consolidé

Le coût du risque s'élève à 456,5 millions de dirhams à fin 2021 contre 996,9 millions de dirhams en 2020. Le taux de coût de risque est en baisse de 0,97% s'établissant à 0,53% en 2021.

De leur côté, les créances en souffrance s'établissent à 5 992,4 millions de dirhams pour un total encours de 74,4 milliards de dirhams. Le taux de créances en souffrance augmente de 0,4 points à 8,1% contre 8,5% l'année dernière.

Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé du Groupe CIH Bank ressort à 622,0 millions de dirhams à fin 2021 contre 44,7 millions de dirhams à fin 2020.

Résultat net Part du Groupe (RNPG)

Le résultat Net Part du Groupe CIH Bank ressort à 603,0 millions de dirhams à fin 2021 contre 80,7 millions de dirhams à fin 2020.

La répartition du résultat net du groupe CIH Bank se présente comme suit :

En raison de l'amélioration du résultat net, le ROAE ressort à 11,0% en 2021 au lieu de 0,8% en 2020. Le ROA augmente également à 0,58% en 2021 contre 0,05% en 2020.

RÉSULTATS ET CONTRIBUTIONS DES PRINCIPALES FILIALES DE CIH BANK

ACTIVITE

À fin décembre 2021, le portefeuille de participations de CIH Bank se compose de 30 entités pour un montant net de 2 504,7 millions de dirhams en baisse de 521,9 millions de dirhams par rapport à 2020. Cette variation résulte de :

- La Cession de 34,01% du capital de Maroc leasing ;
- La Cession de 24,33% du capital de Maroc Titrisation ;

Suite à ces opérations, la structure du portefeuille des participations de CIH Bank à fin décembre 2021 se présente comme suit :

En Mdh	Nombre	Valeur de souscription	Part/Total	Montant Net de Provisions	Produits* inscrits au CPC
Sociétés financières	11	1.248	47,22%	1.247	27
Sociétés hôtelières et immobilières	2	248	9,38%	68	-
Sociétés d'aménagement	12	19	0,72%	62	-
Filiales de 100%	5	1.128	42,68%	1.128	76
TOTAL	30	2643	100%	2505	103

*Correspondent uniquement aux dividendes perçus par CIH Bank
**Hors dotations diverses de la société Ghosn Ennakhil

Le volume des participations de CIH Bank dans les sociétés financières et assimilées représente la majeure partie du portefeuille des participations avec un montant de 1 248 millions de dirhams et 47,22% du total du portefeuille. Ces participations dont l'essentiel a été initié dans le cadre du plan stratégique 2010-2014, ont généré des produits sous forme de dividendes encaissés courant l'exercice 2021 à travers l'encaissement de 27 millions de dirhams.

Le portefeuille des filiales à 100% de CIH Bank est de 1 128 millions de dirhams, représentant ainsi 42,68% du portefeuille de CIH Bank.

Le portefeuille des participations hôtelières et immobilières ainsi que le portefeuille des sociétés d'aménagement n'ont fait l'objet d'aucun changement au cours de l'année 2021.

CONTRIBUTION ET RESULTATS DES PRINCIPALES FILIALES

SOFAC

La contribution de SOFAC dans le RNPG s'établit à 88,7 millions de dirhams à fin 2021 en amélioration de 120,1 millions de dirhams par rapport à 2020. En ce qui concerne le PNB consolidé, la contribution de SOFAC a évolué de 74,6 millions de dirhams pour atteindre 500,5 millions de dirhams contre 425,8 millions de dirhams en 2020.

SOFASSUR

SOFASSUR, Filiale à 100% de SOFAC, contribue au RNPG du Groupe à hauteur de 20,3 millions de dirhams à fin 2021 contre 16,7 millions de dirhams en 2020. De son côté, la contribution dans le PNB consolidé s'améliore de 21,5% à 46,3 millions de dirhams en 2021 comparativement à 38,1 millions de dirhams l'année précédente.

CIH COURTAGE

En 2021, CIH Courtage a servi à CIH Bank un dividende de 22,5 millions de dirhams contre 21,7 millions de dirhams une année auparavant. En termes de RNPG, sa contribution s'améliore de 7,3% à 24,2 millions de dirhams à fin 2021 contre 22,6 millions de dirhams en 2020. Sa contribution dans le PNB augmente quant à elle de 17,6% à 39,7 millions de dirhams en 2021 comparativement à 33,7 millions de dirhams l'année précédente.

UMNIA BANK

La contribution d'UMNIA Bank dans le PNB consolidé s'élève à 152,6 millions de dirhams en 2021, soit un bond de 48,6 millions de dirhams. Sa contribution au RNPG s'établit à 0,2 millions de dirhams à fin 2021 contre -20,9 millions de dirhams en 2020.

Affectation des résultats

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels :

- Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 564.992.682 Dirhams est de 1.017.051.107 Dirhams ;
- Décide de fixer le montant du dividende à 14 Dirhams l'action ;
- Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2021 s'élève à 396.546.290 Dirhams ;
- Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de 620.504.817 Dirhams ;
- Le dividende de 14 Dirhams par action est payable à partir du 1er juillet 2022.

Récapitulatif de l'affectation des résultats - exercice clos 2021	Montants en Dirhams
Bénéfice de l'exercice	466 558 624
Déduction des pertes antérieures	0
Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes	466 558 624
Réserve légale (-)	14 500 199
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	564 992 682
Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice	1 017 051 107
Nombre d'actions	28 324 735
Dividende par action	14
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	396 546 290
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	620 504 817

Perspectives

CIH Bank n'a pas cessé d'évoluer et de se réinventer pour être une banque universelle avec une panoplie d'offres compétitives adaptées aux besoins des différents marchés (Retail, Grandes entreprises, PME & TPME) et segments. A horizon 2026 CIH Bank mise sur une stratégie axée sur l'économie d'échelle et le développement des revenus tout en maitrisant les coûts et les risques.

Aussi, CIH Bank a comme leviers de développement :

- La qualité des services orientés clients comme un vecteur de transformation transversale « Front to Back » en assurant la fiabilité, la réactivité, l'expertise, l'empathie et les moyens ;
- L'innovation axée sur les nouvelles technologies permettant d'accompagner la croissance de la banque et l'amélioration des outils de fidélisation (sécurité et disponibilité des services SI) ;
- La diversification des sources de revenue à travers de nouvelles initiatives en proposant des solutions plus simples, rapides et abordables aux clients ;
- L'optimisation de l'allocation des ressources et de l'efficacité opérationnelle ;
- La rationalisation des dépenses en optimisant l'allocation des ressources.

GOUVERNANCE

CIH BANK
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -
www.cihbank.ma

STRUCTURE ET ACTIVITÉ DES ORGANES DE GOUVERNANCE EN 2021

Le système de gouvernance mis en place respecte les principes généraux du gouvernement d'entrieprise. Ce système se compose d'organes de contrôle et de gestion, issus du Conseil d'Administration.

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil peut constituer en son sein, et avec le concours, s'il l'estime nécessaire, de tiers, actionnaires ou non, des comités techniques chargés d'étudier les questions qu'il leur soumet pour avis. Il est rendu compte aux séances du conseil de l'activité de ces comités et des avis ou recommandations formulés.
Le Conseil fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

Composition du Conseil d'Administration au 31 décembre 2021

Fonction	Nom et fonction	Date de nomination ou de cooptation par le Conseil d'Administration	EXPIRERA - à l'issue de l'AG appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre
Président	M. Lotfi SEKKAT Président Directeur Général de CIH Bank	11/06/2019	2024
Administrateurs	M. Abdellatif ZAGHNOUN Directeur Général de la CDG	11/03/2015	2026
	Massira Capital Management représentée par Mme Meriam MECHAHOURI	11/03/2015	2026
	Mme Latifa ECHIHABI Secrétaire Générale de la CDG	06/09/2017	2026
	M. Khalid EL HATTAB Directeur Pôle Finances de la CDG	19/02/2020	2025
	HOLMARCOM représentée par M. Mohamed Hassan BENSALAH	11/03/2015	2026
	M. Mustapha LAHBOUBI Pôle Stratégie et Développement de la CDG	11/03/2015	2026
	M. Karim CHIOUAR Directeur Général Délégué de HOLMARCOM	19/02/2020	2025
Administrateurs Indépendants	M. Khalid CHEDDADI Président Directeur Général de la CIMR	22/02/2017	2022
	Mme Amina BENKHADRA Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines	14/12/2016	2021
	M. Ahmed Reda CHAMI Président du Conseil Économique, Social et Environnemental	13/11/2019	2024
	Mme Dayae OUDGHIRI Présidente de la Société FULGURANS	13/11/2019	2024

Activité du Conseil d'Administration au 31 décembre 2021

Le Conseil d'Administration a tenu 6 réunions, au cours desquelles il a traité notamment les points suivants :

- Arrêté des comptes de l'exercice 2020 ;
- Point sur la rentabilité économique par marché ;
- Opération de titrisation en devise ;
- Projet RSE : stratégie et objectifs ;
- Création de la Fondation CIH BANK ;
- Création d'un Comité « Technologie » ;

- Présentation de la Politique PHE et point sur le portefeuille ;
- Présentation des Politiques de lutte contre la fraude et anti-corruption ;
- Présentation sur le Système d'information de CIH : état des lieux et perspectives ;
- Budget 2022.
- PMT 2021-2025

COMITES EMANANT DU Conseil d'Administration

Comité de Nomination, Rémunération et Gouvernance

D'une périodicité annuelle, le Comité de Nomination, Rémunération et Gouvernance donne un avis sur le recrutement, la nomination, la révocation et la rémunération du Président du Conseil d'Administration et de ses membres, des dirigeants et salariés de la société.

Membre*	Fonction
M. Abdellatif ZAGHNOUN	Président du Comité - Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion
M. Khalid CHEDDADI	Membre du comité - Président Directeur Général de la CIMR

* Au 31 décembre 2021

Ce comité examiné la rémunération des dirigeants de la banque.

Comité des grands Engagements et investissements

Présidé par le Président Directeur Général, le Comité des Grands Engagements et Investissements se réunit mensuellement et à chaque fois que nécessaire. Ce comité a pour mission de Statuer sur les Grands Engagements et Investissements de la banque.

Le Conseil d'administration a délégué une partie de ses pouvoirs au Comité des grands Engagements et investissements qui statue sur les actes de gestion ; d'octroi de crédit, d'acquisition et de cession d'éléments d'actifs et plus généralement toute question jugée importante par le Conseil d'administration.

Par ailleurs, afin de permettre au Conseil d'administration de statuer sur certaines décisions, le Comité des Grands Engagements et Investissements sera consulté pour avis, sur les sujets d'investissements ou de désinvestissements suivants :

- Politique de gestion du Patrimoine Hors Exploitation ;
- Politique d'investissement en activités connexes ;
- Politique d'investissement du portefeuille de placements ;
- Politique d'Investissements en participations.

Membre*	Fonction
M. Lotfi SEKKAT	Président du Comité - Président Directeur Général de CIH Bank
Mme. Latifa ECHIHABI	Membre du Comité - Secrétaire Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion
M. Mustapha LAHBOUBI	Membre du Comité - Directeur du Pôle Stratégie et Développement de la CDG
M. Mohammed Hassan BENSALAH	Membre du Comité - Président Directeur Général de HOLMARCOM
M. Khalid CHEDDADI	Membre du comité - Président Directeur Général de la CIMR

* Au 31 décembre 2021

Le Comité des Grands Engagements et investissements a tenu 12 réunions au 31 décembre 2021 au cours desquelles il a traité des sujets suivants :
• Approbations de crédits ;
• Examen de schémas de sortie de dossiers en recouvrement.

Comité d'audit
Le comité d'Audit qui se tient au moins quatre fois par an, il d'assiste le Conseil d'Administration et d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières ainsi que la surveillance de l'efficacité des systèmes de contrôle interne.

Membre*	Fonction
Mme Dayae OUDGHIRI	Présidente du comité - Présidente de la Société FULGURANS
M. Khalid EL HATTAB	Président du Comité – Directeur du Pôle Finances de la Caisse Dépôt et de Gestion
M. Karim CHIOUAR	Membre du Comité – Directeur Général Délégué de la société HOLMARCOM
Mme Meriam MECHAHOUR	Membre du Comité - Directeur du Pôle Risk Management de la CDG
Mme Amina BENKHADRA	Membre du comité - Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines

* Au 31 décembre 2021

Au 31 décembre 2021, le comité d'audit s'est réuni 05 fois au cours desquelles il a examiné les points suivants :
• Arrêté trimestriel des comptes sociaux et des comptes consolidés ;
• Ratios de solvabilités ;
• Points Contrôle Permanent ;
• Points Audit & Inspection Générale ;
• Point Sécurité Système Information 2021 ;
• Suivi des plans d'actions suite à la mission BAM sur le contrôle interne ;
• Dispositif de production de l'information Comptable ;
• Synthèse des Réclamations Clientèles ;
• Audit Sécurité SI ;
• Finance (suivi de recommandation) ;
• Plan d'action Contrôle Permanent 2022 ;
• Synthèse Conformité 2021 ;
• Plan d'audit Sécurité Système d'Information 2022 ;
• PAC 2022 -2023 Audit & Inspection Générale.

Comité des Risques
Le comité des Risques qui se tient au moins 04 fois par an, est chargé d'assister le Conseil d'Administration en matière de définition de la stratégie globale des risques et du niveau d'appétence aux risques au regard de la capacité au risque de CIH BANK. Il assiste par ailleurs le Conseil d'Administration dans le suivi de la stratégie des risques, la gestion et surveillance des risques et des niveaux auxquels CIH BANK est exposés.

Membre*	Fonction
M. Ahmed Reda CHAMI	Président du Comité - Président du Conseil Économique, Social et Environnemental
M. Khalid EL HATTAB	Membre du Comité - Directeur du Pôle Finances de la Caisse Dépôt et de Gestion
Mme Meriam MECHAHOURI	Membre du Comité - Directeur du Pôle Risk Management de la CDG
M. Karim CHIOUAR	Membre du Comité - Directeur Général Délégué de la société HOLMARCOM

* Au 31 décembre 2021

Au 31 décembre 2021, Le Comité des Risques a tenu 05 réunions au cours desquelles il a traité notamment des sujets suivants :
• Suivi des Recommandations ;
• Evolution des Engagements ;
• Evolution du coût du Risque ;
• Risques Financiers :
  - Ratios Prudentiels ;
  - Consommation des FP par Marché ;
  - Risque ALM et Liquidité ;
• Risques de Marchés ;
• Risques Opérationnels & PCA ;
• Plan d'action Sécurité des SI ;
• Indicateurs risque de crédit :
  - Notation ;
  - Matrice de Passage et Transition ;
  - Qualité de la production ;
  - Point sur l'Escompte Papier Commercial (LCN) ;

• Risque Financiers :
  - Ratios Prudentiels ;
  - Rentabilité par Marche ;
  - Rentabilité Fogarim Risque ALM et Liquidité ;

• Focus du trimestre :
  - Nouvelles circulaires de BAM ;
  - Avancement principaux chantiers GGRR ;

• Point sécurité SI- Volet Risque ;
• Coût du risque social et IFRS9.
• Projet de politique sur le dispositif d'évaluation des risques relatifs aux Nouveaux Produits/Services & Activités ;
• Synthèse des Déclarations ICCAP/Appétence aux et PRCI ;
• Risque SI et SSI ;
• Projet de réforme du dispositif de contrôle et gestion comptable ;
• Risque de Solvabilité ;
• Risque de Taux - IRRBB: analyse de l'impact de la nouvelle Directive de BAM ;
• Plan d'actions des filières : Bilan annuel et plan d'actions 2022.

Le système de gouvernance mis en place respecte les principes généraux du gouvernement d'entreprise. Ce système se compose d'organes de contrôle et de gestion, issus du conseil d'administration.

MÉDIATION INTERNE

La médiation interne entre dans le cadre d'une série de mesures édictées par le Mangement de la banque pour améliorer la relation d'affaires CIH Bank/Clients et contribuer ainsi de manière efficace et concrète au règlement des conflits entre la clientèle et la banque. Le Médiateur, qui est force de proposition, a pour mission d'abord, de vider le conflit de sa charge émotionnelle et d'essayer de rapprocher les points de vue des parties vers des positions plus rationnelles. Passer de la confrontation à un dialogue serein et constructif augurant de bonnes conditions d'une médiation.

ACTIVITE MEDIATION INTERNE EN 2021

Réclamations reçues par la médiation interne pour l'année 2021, par origine

En 2021, la Médiation Interne a reçu 612 réclamations dont 247 émanant du Centre Marocain de Médiation Bancaire soit 40% du total reçu, 212 réclamations reçues par la Direction Générale soit 35% du total, 117 réclamations émanant directement de la clientèle soit 19% du total reçu et 36 réclamations de Bank Al Maghrib soit 6%.

Au titre de l'année 2021, la Médiation Interne a traité 546 réclamations.

Principaux domaines d'activité remontés pour l'année 2021

Trois domaines d'activité constituent 78% du total des sujets reçus, l'aspect engagements aux particuliers (demandes de report d'échèances, demandes de mainlevées, demandes d'arragements, contestations d'impayés..) représente 36% du total, la monétique 22% (retraits GAB non servis, opérations E-com..), la gestion des comptes (demandes de clôtures de comptes, contestations de frais ou de solde...) 20%, suivie des autres domaines: Entrée en relation, Multicanal, Moyens de paiement, bancassurance, International, Assistance, Packs... qui totalisent 22%.

GESTION GLOBALE DES RISQUES

DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, CIH Bank a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration de CIH Bank.

IDENTIFICATION

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques de CIH Bank. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

MESURE

CIH BANK a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet à CIH BANK de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propres requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, CIH BANK a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Des modèles de notation sont également élaborés pour les segments professionnels, banques et assurances.
Les systèmes de notation font l'objet de revue et back-testing réguliers.

Aussi, dans un objectif d'industrialisation et d'amélioration de ses traitements, CIH BANK a mis en place une base Engagements qui centralise l'ensemble des données des contrats d'engagements de la clientèle et les informations y afférentes. En effet, cette base permet de mettre à niveau les outils de pilotage et de reporting et de faciliter le processus de production et d'accès à l'information clé.

CIH BANK a également lancé un projet d'automatisation des crédits Corporate, notamment pour les segments entreprises, promotion immobilière et la clientèle professionnelle et TPE. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de digitalisation, de certification et de monitoring des activités de la banque et aussi afin de créer une nouvelle dynamique lui permettant d'améliorer son efficience interne et par conséquent la qualité du service de ses clients.

Pour les risques opérationnels, CIH Bank a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

MAITRISE

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

En plus des limites réglementaires, le dispositif de limites, actuellement en vigueur à CIHBANK, couvre les différents risques, dont les risques de crédit, de concentration, de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, CIH BANK a déployé le dispositif ICAAP et appétence au risque. En effet, l'appétence au risque constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie. Elle est exprimée au moyen d'indicateurs clés tels que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont ainsi définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de la banque.

Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'activité (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

Aussi, CIH BANK a mis en place un dispositif PRCI Plan de redressement interne qui s'inscrit dans un cadre réglementaire régi par la circulaire n°4/W/2017 publiée en Juillet 2017. Il permet d'élaborer des mesures adéquates qui garantiront la viabilité financière de la banque en réaction à d'éventuels chocs extrêmes et de documenter ces mesures dans un plan de redressement avant qu'une crise ne se produise.

En plus des attentes du régulateur, le PRCI présentera des opportunités pour la banque lui permettant d'anticiper les chocs et se préparer à leur gestion, de renforcer la confiance du régulateur dans la banque, et d'identifier les éléments structurels permettant de rationaliser l'organisation et gagner en efficacité. Il constitue également un outil d'aide à la stratégie et à l'optimisation de l'allocation des ressources financières.

CONTROLE ET SURVEILLANCE

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non-conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.
Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

CIH BANK a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadré par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits.

Principes de base régissant l'activité de crédit

L'activité de crédit de CIH Bank s'appuie sur les principes de base suivants, en particulier :
• Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.
• Système de délégation de pouvoir approprié.
• Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

Surveillance et pilotage du risque de crédit

• Dispositif de suivi du risque de crédit
Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction Gestion et Contrôle des Risques et la Direction des Engagements.

Des reporting sont régulièrement adressés aux comités compétents.

• Analyse du portefeuille des engagements
L'évolution de l'encours au 31 décembre 2021 est portée par les trois marchés :
• Entreprise : Hausse de 16,95% sur une année glissante (soit 3 435MDH).
• Promotion immobilière : Hausse de 4,84 % de l'encours hors créances en souffrance sur une année glissante (soit 555 MDH).
• Particuliers et professionnels : Légère hausse de l'encours hors créances en souffrance de 6,83% par rapport à décembre 2020 (soit 1 283 MDH).

• Système de notation de la banque
CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, la Promotion Immobilière, les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit. Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client et donnant une indication sur la tarification.

Aussi, la dégradation des notes est-elle un critère d'inscription au comité risques sensibles et d'inscription en bucket 2 et bucket 3 selon la norme IFRS 9.

Ces modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue.

L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.

Un outil intégrant à la fois les différents modèles de notation des entreprises, de la promotion immobilière, des professionnels ainsi que des Banques et assurances a été déployé en 2021.

• Qualité du portefeuille de crédit
Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Le taux de CES s'établit à 6,40% en Décembre 2021 contre 6,48% en Juin 2021 et 6,98% en Décembre 2020. (En créances nettes d'agios réservés).

RISQUE OPERATIONNEL

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ».
Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

• Processus de gestion des risques opérationnels
La Direction des Risques Opérationnels et Contrôle Permanent, rattachée à la Gestion globale des risques et recouvrement, est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers :
• L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
• Le traitement des risques opérationnels ;
• Le suivi du risque opérationnel.
CIH BANK a entamé en 2021, un projet d'implémentation d'un nouvel outil SIGR répondant à l'évolution de son processus de gestion des risques opérationnels.
Pour assoir ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :
• Collecte des incidents ;
• Collecte des indicateurs clés KRI ;
• Cartographie des risques opérationnels :
• Sécurité SI.

Un Reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au Comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

• Le plan de continuité des activités (PCA)
Le plan de continuité des activités est piloté par la direction des Risques Opérationnels et du Contrôle permanent. Ce dispositif est documenté, et comporte les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.

Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement...

Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque, le siège et les agences CIH Bank. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

Subséquemment, CIH BANK a finalisé, en 2021, un projet de mise à niveau et revue de tout le dispositif PCA et PSI.

• Gestion des risques liés aux activités externalisées

Courant l'année 2021, CIH Bank a mis en place un dispositif d'évaluation et de suivi des risques liés aux activités externalisées, dont les principes directeurs et les modalités de fonctionnement sont formalisés dans une politique dédiée

A ce titre, le dispositif d'évaluation des risques d'encadrement des activités externalisées s'articule autour des trois phases suivantes :

• La gestion en amont
• La gestion courante de la prestation et l'exercice d'évaluation/réévaluation annuelle
• L'évaluation post contractuelle

• Gestion des risques nouveaux produits

Courant 2021, CIH Bank a veillé à renforcer son processus de lancement des nouveaux produits/services et nouvelles activités et étendre son cadre aux nouveaux processus. Il vise principalement à établir un cadre sécurisé de lancement en permettant notamment de :

• S'assurer que l'analyse spécifique des risques a été conduite de manière rigoureuse dans le but de les couvrir et de prendre en compte les risques résiduels ;
• S'assurer que l'ensemble nouveaux produits et services, processus et nouvelles activités sont bien couverts par l'évaluation des risques avant leur mise en production/marché ;

Le périmètre d'application couvre les nouveaux produits, services, nouvelles activités, Nouveaux processus et tout changement significatif sur l'offre existante.

RISQUE DE MARCHE

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

• Les risques relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de Marchés des Capitaux s'articulent autour d'un nombre d'entités et de directions qui interagissent pour la réalisation, la validation, le dénouement, la comptabilisation des opérations et la gestion des risques et des limites y afférent :

• Banque de l'Entreprise, de l'Immobilier et de l'Investissement : Pôle Investissement :
  - Direction Marché des Capitaux (salle des marchés).
  - Direction Corporate Finance.
• Finances, Services à la Clientèle et Canaux alternatifs :
  - Direction Contrôle de gestion et ALM.
  - Direction Comptabilité et fiscalité.
  - Direction Flux et transactions (à travers l'entité Back Office salle des marchés)
• Direction Gestion et Contrôle des Risques :
  - Entité Middle office salle des marchés.
  - Entité Risques de marché.

• Rôle de la Salle des Marchés

La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

La direction marché des capitaux a pour principales missions :

• Traitement des opérations de change de la clientèle ;
• Structuration de placements pour les clients ;
• Gestion des portefeuilles pour compte propre ;
• Gestion et optimisation de la trésorerie de la banque.

La Direction Corporate Finance est en charge de la gestion du portefeuille Actions pour compte propre.

• Rôle de la direction Contrôle et Gestion des risques

Dans le cadre des activités de marché, la direction Gestion et Contrôle des Risques a pour rôle l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi. Par ailleurs, elle est en charge du contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites, la production quotidienne des résultats et la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites...).

Deux entités sont en charge du suivi des activités de marché :

• Le Middle office salle des marchés pour assurer le contrôle et la confirmation des opérations, des positions, des limites de contrepartie et de la production quotidienne des résultats ainsi que la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites...) ;
• Entité Risques de marché pour le renforcement du contrôle et du suivi des risques liés aux activités de marché, et des limites et la production des reporting réglementaires et internes ainsi que la production des alertes.

Dispositif risques de marché

Les activités de marchés chez CIH Bank portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.
CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

Sur l'activité pour compte propre, CIH BANK dispose de :
• Un portefeuille de négociation : ayant pour objectif réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.
• Un portefeuille d'investissement.
• Un portefeuille d'investissement MAD et devises : ayant pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité de trésorerie et de placement et l'entité Gestion Actif Passif rattachée aux Finances, Moyens et Traitements.
• Des titres de placement : ayant pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (Système d'information) et au niveau comptable.
Sur l'activité pour le compte de la clientèle, CIH BANK détient une position de change.

Ces activités sont suivies au quotidien par le front Office, le middle Office salle des marchés et les risques de marché. Un Comité de placement hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse de l'activité de marché. D'autre part, CIH BANK a mis en place un dispositif de mesure des risques de marché reposant sur le calcul de la Value at Risk (VAR) et un système de limites.

Gestion Actif-Passif

EVALUATION DES RISQUES DE TAUX D'INTERET ET DE LIQUIDITE

• Evaluation du risque global de taux
La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (JJ, 2 à 7 J, 8 à 15 J, 16 à 30 J, 1 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 9 mois, 9 à 12 mois, 1 à 2 ans, 2 à 3 ans...15 à 20 ans et plus de 20 ans) Ces gaps sont ensuite actualisés.

La variation entre la VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée sous chaque scénario de choc, permet de déduire la sensibilité des fonds propres aux variations des taux.

Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2021 :
• Une sensibilité de l'EVE, à une variation de la courbe des taux, de -245 MDH, soit 4,65% des fonds propres de base T1 ;

• Une sensibilité MNI, à une variation de +200 pb, de 84 MDH, soit 4,38% de la MNI prévisionnel.
• Une sensibilité MNI, à une variation de -200 pb, de - 84,5 MDH, soit 4,40% de la MNI prévisionnel.

• Evaluation du risque de liquidité
Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
• Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur les maturités allant de JJ à la maturité à plus de 20 ans, selon les time-band définis par la réglementation ;
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité. Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

• Couverture des gaps de taux et de liquidité
Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

• Suivi des risques de taux et de liquidité
Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un Reporting trimestriel.

En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de Reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH BANK. Ces données sont présentées en Comité ALM, Comité Management des Risques et Comité d'Audit.

RATIO DE SOLVABILITÉ ET ACTIFS PONDÉRÉS

SUR BASE INDIVIDUELLE

Au 31 décembre2021, en application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres réglementaires de CIH Bank s'établissent à 8,277 milliards de dirhams. Le ratio de solvabilité s'établit à 16,70%.

Les fonds propres de catégorie 1 s'établissent 5,27 milliards de dirhams intégrant 3,94 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1 et de 903 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués. Les déductions opérées sur les fonds propres de base concernent les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 157 millions de dirhams et les participations pour un montant global de 233 millions de dirhams.

Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 10,64%.

Les fonds propres de catégorie 2 s'établissent à 3 milliards de dirhams composés principalement d'emprunts obligataires subordonnés pour un montant de 2,46 milliards de dirhams.

• Risque de crédit
En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2021 s'élèvent à 43,55 Milliards de dirhams, soit une augmentation de 1,29 Milliards de dirhams par rapport à Décembre 2020.

• Risque de marché
Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 1,76 milliards de dirhams au 31 Décembre 2021.

• Risque opérationnel
En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 4,24 milliards de dirhams en Décembre 2021 contre 3,80 milliards de dirhams à fin Décembre 2020.

SUR BASE CONSOLIDEE

Au 31 décembre 2021, les fonds propres réglementaires de CIH Bank s'établissent à 8,125 milliards de dirhams intégrant 5,53 milliards de dirhams de fonds propres de catégorie 1 et 2,59 milliards de dirhams de fonds propres de catégorie 2. Le ratio de fonds propre Tier 1 ressort à 9,90% et le ratio de solvabilité s'établit à 14,53%.

A fin Décembre 2021, les risques pondérés s'élèvent à 55,91 Mrds de DH, soit une augmentation de 2,41 Mrds de DH par rapport à Décembre 2020.

• Risque de crédit
En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2021 s'élèvent à 48,92 milliards de dirhams, soit une augmentation de 1,65 milliards de dirhams par rapport à Décembre 2020.

• Risque de marché
Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 1,76 milliards de dirhams, soit une hausse de 23 millions de dirhams par rapport à Décembre 2020.

• Risque opérationnel
En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 5,23 milliards de dirhams contre 4,93 milliards de dirhams à fin Décembre 2020.

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

CIH BANK

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -
www.cihbank.ma

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

113-126

Mot de
M. Le Président

Présentation de
CIH BANK

127-138

Démarche
de responsabilité
sociétale

1 Faciliter l'accès aux services bancaires

139-146

A. Faciliter l'inclusion bancaire par la digitalisation, l'accessibilité et la proximité

B. Faciliter l'accès au crédit grâce au digital

C. Assurer la gratuité des services de base et facturer le juste prix des services à valeur ajoutée en toute transparence

D. Assurer des relations clients bienveillantes et de qualité

2 Orienter ses financements pour préparer le futur

147-158

A. Accélérer et libérer l'innovation

B. Soutenir la culture, la santé et le développement social des communautés

C. Financer l'atténuation et l'adaptation au changement climatique

3 Avoir des processus internes modernes

159-166

A. Mettre en place une gouvernance de la RSE

B. Respecter l'éthique des affaires et la déontologie

C. Améliorer les processus internes par le digital

D. Anticiper et gérer les risques et les crises systémiques

E. Veiller à la protection des données clients et à la cybersécurité

4 Être un employeur citoyen

167-180

A. Le profil humain

B. Assurer le bien-être et la santé des collaborateurs

C. Développer les collaborateurs et leurs carrières

D. Garantir une rémunération équitable corrélée à la performance réelle

181-184

À propos de ce rapport

Mentions réglementaires

Lotfi SEKKAT
Président Directeur Général de CIH BANK

Mot de
M. Le Président

L'année 2021 a été marquée par les retombées de la crise sanitaire liée au virus COVID-19 dans un contexte socio-économique et environnemental mondial complexe et sans précédent.

Plus que jamais le secteur financier s'est avéré un acteur majeur, non seulement dans la relance économique et l'accompagnement des secteurs et des populations impactés, mais aussi dans la lutte contre les effets du changement climatique.

CIH BANK et ses filiales ont maintenu une croissance stable durant cet exercice, tout en menant des projets structurants au bénéfice de la clientèle, des collaborateurs et de toutes les parties prenantes.

Dans ce contexte, nous avons poursuivi nos efforts de bancarisation et d'inclusion économique, par la digitalisation et la gratuité des services de base, en étendant le concept de la banque gratuite à vie à toutes les ouvertures de compte en ligne et en introduisant les services de payement mobile par tokenisation.

L'innovation qui est aujourd'hui au cœur de notre stratégie est un moteur, qui nous permet d'offrir à nos clients des produits innovants, adaptés et responsables. En partie jeune et ultra connectée, notre clientèle conserve le besoin du contact humain dans nos agences, ainsi nous avons agrandi notre réseau, parallèlement au développement des meilleurs solutions digitales.

Orienter nos financements pour préparer le futur, un engagement que nous avons pris dans le cadre de notre stratégie RSE à horizon 2025, il se matérialise aujourd'hui, par les choix que nous avons fait dans l'accompagnement des entreprises dans le financement de la transition énergétique, en mettant à leur disposition la ligne de financement GEFF, et d'autre part, en réponse aux défis sociaux auxquels notre pays est confronté, nous avons inauguré cette année, la Fondation CIH BANK, un cadre de réflexion et d'action au service de nos engagements en faveur de l'éducation, de la culture et de la solidarité.

Afin de mener à bien tous ces engagements, nous nous appuyions sur un système de gouvernance aligné aux bonnes pratiques et répondant à toutes les dispositions réglementaires, nous avons ainsi crée en 2021, trois nouveaux comités internes : le Comité Risques Nouveaux produits, le Comité Rentabilité et le Comité RSE.

Nous menons aussi plusieurs chantiers de modernisation de notre organisation et de nos processus, en gardant le bien-être de notre capital humain au cœur de nos choix au quotidien. Malgré les retombées de la crise liée au COVID 19, nous avons continué à attirer les meilleurs talents, et à former et orienter nos collaborateurs dans leur carrière. Nous avons aussi fait le choix, d'adopter le mode de travail hybride, inspiré par le confinement de 2020, en phase avec notre stratégie digitale et innovante et en concertation avec nos dirigeants et collaborateurs.

Le dialogue social permanent et constructif, est maintenu avec le partenaire social à travers des réunions mensuelles et dans le cadre des instances représentatives du personnel. Autant d'occasions de partage et d'échange sur les projets structurants de la Banque et les attentes des collaborateurs.

Le présent rapport ESG, est le rendez vous annuel de CIH Bank, pour établir le bilan de ses performances Sociales, Environnementales et de Gouvernances, pour lesquelles nous avons crée en 2021 une fonction dédiée.

Enfin, l'année 2022 est une année « Post Covid » au cours de laquelle nous veillerons à faire croître notre activité en maintenant et en renforçant l'impact socio-économique de la Banque, par :

- une revue externe de notre gouvernance,
- le déploiement de notre stratégie RSE,
- la mise en œuvre des actions de la Fondation CIH.
- une revue de nos valeurs.

Notre engagement est de mettre à la disposition de nos clients « La Banque de Demain Dès Aujourd'hui », de grandir et faire grandir nos clients, tout en tenant compte du contexte économique complexe que nous avons vécu et que nous continuons de vivre jusqu'à présent.

Présentation de CIH BANK

Une banque **historique**

Avec près de 100 ans d'existence CIH BANK est au service du développement économique et social du Royaume :

1920 — Création de « La Caisse de Prêts Immobiliers du Maroc »

1967 — La CPIM devient - « Le Crédit Immobilier et Hôtelier » - CIH

1988 — Ouverture des guichets CIH aux dépôts et aux opérations bancaires

2000 — Plan de redressement du CIH

2002 — Lancement de la première opération de titrisation au Maroc

2009 — Transformation du mode de gouvernance de société anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance en société anonyme à Conseil d'Administration

2014 — Changement de l'identité visuelle et du nom de la banque qui devient « CIH BANK »

2015 2020 — • Accélération de la transformation digitale
• Produits bancaires innovants, gratuits et à usage simplifié
• Quadruple certification selon la norme internationale ISO

2020 2022 — • Gestion de la crise liée au virus COVID 19,
• Mise en place d'un plan d'action de lutte contre les effets de la pandémie
• Accompagnement de la relance économique post pandémie

Actionnariat

CIH BANK est une société anonyme au capital social de 2,83 milliards de dirhams. Elle compte parmi ses actionnaires principaux des partenaires économiques qui œuvrent en faveur de son développement.

Répartition du capital de CIH BANK

Faits marquants **2021**

Faciliter l'accès aux services bancaires

1,76 M clients actifs **(+26 %)**

La gratuité étendue aux comptes ouverts à distance

+90,6 % de clients particuliers bénéficiant de la gratuité

1,75 M de comptes CIH ONLINE et CIH MOBILE **(+16,2 %)**

205,9 M de connexions à CIH ONLINE et CIH MOBILE **(+97 %)**

311 agences **(+ 5)**

Orienter ses financements pour préparer le futur

Intégration du programme Founders 212

Création de la Fondation CIH BANK

1 % du résultat net en budget de mécénat

Mise en place de la ligne de financement Green Invest (25 millions d'euros)

Avoir des processus internes modernes

Recrutement d'un Responsable RSE

2 Conseils d'administrations avec la RSE à l'ordre du jour

Mise à jour de la politique de sécurité des systèmes d'information

Être un employeur exemplaire

2069 collaborateurs en CDI

42 % de femmes

Mise en place de CIH BANK Academy

Finalisation du projet de crèche d'entreprise

+20,1 % de budget par salarié en médecine préventive

COVID 19

Des actions immédiates en réponse à la crise sanitaire et un engagement fort dans la relance post pandémique

Pour nos clients Particuliers

Réponses à la crise sanitaire

• Le maintien de l'activité et du service client tout au long du confinement.
• CIH BANK a offert à ses clients impactés financièrement par la pandémie Covid-19 la possibilité de reporter les échéances des crédits au logement et à la consommation pour une durée de 4 mois (Mars, Avril, Mai et juin 2020).
• Pour les clients disposant d'un crédit FOGARIM, le report s'est fait automatiquement sans aucune démarche ou demande de la part du bénéficiaire.

Pour nos clients Entreprises

Réponses à la crise sanitaire

• Pour permettre à ses clients Entreprises de faire face aux impacts économiques induits par la crise sanitaire liée au virus COVID-19, la Banque a proposé dès les débuts de la crise « l'Avance Oxygène » qui est un découvert exceptionnel qui permet de financer, à un taux avantageux, les charges courantes qui ne peuvent pas être reportées ou suspendues, à savoir les salaires du personnel, les loyers, frais généraux et achats de matières nécessaires à la production.

Un financement pouvant aller jusqu'à 20 Millions de Dirhams pour les entreprises bénéficiant déjà de lignes de fonctionnement et 5 Millions de Dirhams pour les entreprises n'ayant pas d'engagements, un remboursement in Fine jusqu'au 31/12/2020 et un taux avantageux.

Accompagnement de la relance post pandémique

Le dispositif Damane Relance pour accompagner la relance comporte deux dispositifs : « Damane Relance TPE » et « Damane Relance PME ». Par ailleurs, une forte mobilisation des chargés d'affaires professionnels, du centre de relation client et une communication ciblée, permettent de prendre en charge les dossiers, d'informer et de répondre aux interrogations de la clientèle.

Damane Relance TPE (Moins de 10 MMAD de chiffre d'affaires)
Crédit moyen terme plafonné à 1MMAD dédié au financement du besoin en fonds de roulement, assorti d'un taux bonifié et garanti par la CCG remboursable sur une durée de sept ans dont deux ans de différé.

Damane Relance PME et grandes entreprises
Crédit plafonné à 100 MMAD dédié au financement du besoin en fonds de roulement, assorti d'un taux bonifié et garanti par la CCG remboursable sur une durée de sept ans dont deux ans de différé.

Pour nos collaborateurs

Réponses à la crise sanitaire

• Mise en place d'une cellule de veille dédiée
• Mesures d'hygiène et de sécurité au niveau des agences et du siège
• Campagnes de dépistage du COVID-19
• Accompagnement de la relance post pandémique
• Mise en place du télétravail
• Campagnes de communication et de sensibilisation

Accompagnement de la relance post pandémique

• Dispositif d'accompagnement post confinement
• Flashs et kit de communication préparés et publiés par la cellule de veille
• Sensibilisation et suivi de la vaccination
• Mise à disposition des collaborateurs des capsules vidéo en développement personnel
• Transformation de la restauration sous une nouvelle forme de Lunch box
• Accompagnement du service médico-social des cas suspects, et/ou confirmés avec tenue d'un reporting par l'infirmerie.

Notre Participation à l'effort National de lutte contre le COVID 19

Participation au Fond de Solidarité COVID 19

A la suite des hautes instructions données par sa Majesté Mohammed VI pour procéder à la création d'un fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du Coronavirus, CIH BANK a contribué à hauteur de 150 MMAD au Fond de Solidarité COVID 19 et a mis à disposition de ses clients qui souhaitent faire un don, une rubrique spéciale COVID-19 au niveau de l'application CIH MOBILE.

Une banque **créatrice** de **valeur** durable

Nos valeurs

L'Innovation et la Digitalisation

La Performance et l'Excellence

L'esprit de Famille et la Cohésion entre les Générations

Mégatendances

DANS UN MONDE EMPREINT D'INCERTITUDES...

- Accroissement des phénomènes climatiques extrêmes et raréfaction des ressources naturelles
- Augmentation de la fréquence des pandémies Incertitudes géopolitiques et économiques
- Interventionnisme des Etats et creusement des déficits publics

...ET DES SOCIETES EN MUTATION

- Inégalités sociales croissants
- Evolution démographique et quête de sens des nouvelles générations

NOTRE METIER EST EN CONSTANTE EVOLUTION

- Fragilisation du modèle bancaire traditionnel
- Recherche du meilleur équilibre entre les interactions digitales et humaines

Nos ressources et atouts

Nos Talents

2181 collaborateurs dont **42 %** de femmes

Notre Transformation

2015-2021 accélération de la transformation digitale & produits innovants et gratuits

Notre Réseau

311 agences

Nos clients

1 738 044 millions de clients particuliers

23 656 clients entreprises

Nos Capitaux Propres

4,75 Mds MAD

Nos Métiers

La Banque des Particuliers et des Professionnels

Développer la collecte des ressources et l'octroi de crédits

La Banque de l'Entreprise et de l'Immobilier

Consolider la position historique de la Banque dans le financement de la promotion et de l'accès au logement tout en développant le nouveau métier d'accompagnement des entreprises

La Banque de Financement et d'Investissement

Développer les métiers liés aux marchés des capitaux, la Corporate Finance et le Trading, nouveaux leviers de croissance

La Banque de Demain Dès Aujourd'hui

Nos engagements RSE

1. Faciliter l'accès aux services bancaires
2. Orienter ses financements pour préparer le futur
3. Avoir des processus internes modernes
4. Être un employeur exemplaire

Notre Création de valeur

Clients

85 % (+10 pts) des clients particuliers bénéficient de la gratuité des services de base

60,9 (+14 pts) Mds MAD d'encours de crédit à la clientèle dont 7,68 (-12,5 %) Mds débloqués en 2021

46 % de femmes et 54 % de jeunes ≤ 30 ans parmi les clients particuliers

92 % taux de satisfaction clients

Collaborateurs

259 (+77 %) nouveaux recrutements

156(+13 %) promotions

212 (+57 %) mobilités

7,34 % (+0,34 pts) de primes dans la masse salariale

2,6 % (-0,3 pts) de la masse salariale dédiée à la formation

417 Prêt au personnel

1887 (+171 %) bénéficiaires des logements de vacances

Actionnaires

2,50 Mds MAD (+11 %) de PNB

9,6 Mds MAD (+28 %) de capitalisation boursière

466,56 MMAD (+87 %) de résultat net

226,5 MMAD (-43 %) de dividendes distribués*

Fournisseurs

96 % (+1 pts) de prestataires locaux et qui fournissent 95 % (-4 pts) des prestations en valeur

687 MMAD (-16 pts) d'achats réalisés

Autorités Publiques

928,7 MMAD (+13 %) de charges sociales et fiscales

Société Civile

Communautés

4,8 MMAD (1 % du résultat net 2021) de soutien aux associations

** relatifs à l'exercice 2020 après augmentation de capital*

ODD auxquels nous contribuons significativement

Anticiper les grandes **évolutions**

Un accroissement des phénomènes climatiques extrêmes et raréfaction des ressources naturelles

• Forte exposition du Maroc aux conséquences du changement climatique (hausse des moyennes des températures, stress hydrique, hausse des prix de l'énergie...)
• Le Maroc a actualisé à la hausse sa Contribution Nationale Déterminée (CDN) en juin 2021, visant une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 45,5 % à l'horizon 2030 avec un objectif inconditionnel de 18,3 % par rapport au scénario de référence
• Un renforcement de la réglementation environnementale (taxonomie, finance climat...)

Opportunités
• Développement de produits verts de financement de projets et d'investissements en faveur de l'adaptation et l'atténuation au changement climatique
• Développement de produits de gestion d'actifs verts
• Développement de produits de financement d'éco-efficacité à destination des particuliers
• Commercialisation de produits d'assurance contre les risques climatiques

Risques
• Récession due aux phénomènes climatiques extrêmes (stress hydrique, inondations...)
• Fragilisation du portefeuille de financements touristiques et agricoles
• Fragilisation de l'industrie agro-alimentaire
• Mise en difficulté des clients et augmentation du défaut de crédit

Nos réponses actuelles
• Accélération du financement de projets d'EnR

Nos ambitions
• Définir une politique qui traite du risque et de l'impact climatique des crédits
• Définir un mécanisme innovant de financement en faveur du climat et des communautés

Une augmentation de la fréquence des pandémies

• La pandémie Covid-19 est au moins la 6ème depuis 1918
• La perturbation des écosystèmes et de la biodiversité favorise les transferts viraux de la faune vers l'humain
• La multiplication des maladies infectieuses engendre des coûts sociaux et économiques plus lourds que leur prévention
• Prise de conscience de la nécessité de favoriser des pratiques de consommation durable

Opportunités
• Valorisation du positionnement digital de la Banque
• Plus grande ouverture des clients au digital
• Accélération de la digitalisation interne

Risques
• Ralentissement de la captation clients et de la vente de produits à valeur ajoutée
• Conduite du changement des collaborateurs et des clients devant une digitalisation croissante des processus internes et des produits
• Augmentation des impayés et du risque crédit, difficulté à respecter les ratios financiers réglementaires

Nos réponses actuelles
• Tokenisation de la carte / souscription du compte sur carnet activable à distance / amélioration du parcours d'entrée en relation en ligne
• Digitalisation du parcours fournisseurs de l'entrée en relation aux factures, d'une partie des contrôles permanents, digitalisation croissante des échanges entre les agences et le back office

Nos ambitions
• 50 % des ouvertures de compte en ligne
• Digitaliser tous les processus internes
• 100 % du réseau "zéro archives"

Des incertitudes géopolitiques et économiques

• Phénomène de stagflation combinant faible croissance économique et inflation
• Perturbation des chaînes d'approvisionnement et du commerce international
• Remise en cause de l'interdépendance économique des nations
• Tensions géopolitiques, mondialisation mise à mal et polarisation
• Pression sur les systèmes financiers (incertitudes des taux, complexité de l'évaluation des risques)

Opportunités
• Financement d'investissements dans la production industrielle d'import substitution
• Captation des clients devant être financés pour la revue de leur business model
• Opportunités de partenariats et financements dans le cadre de nouvelles alliances géopolitiques

Risques
• Mise en difficulté des entreprises exportatrices et importatrices
• Inflation et baisse du pouvoir d'achats, augmentant le risque de défaut de crédit des particuliers et entreprises
• Baisse des rentabilités des crédits avec l'augmentation des taux directeurs

Nos réponses actuelles
• Financements spécifiques pour les importateurs pour accompagner les hausses de prix et donc le BFR croissant
• Financements en devises étrangères des exportateurs pour optimiser les coûts et neutraliser le risque de change
• Offre de Produits de Couverture Marchés : Risque de change et Risques sur matières premières (notamment pour endiguer les tensions inflationnistes)
• Développement d'un large réseau mondial de correspondants bancaires
• Partenariat avec une multitude de DFI (Development Finance Institutions)
• Digitalisation et innovation continue sur le volet Transaction Banking

Nos ambitions
• Se positionner comme banque de référence sur le TRADE FINANCE
• Renforcer notre position de banque pionnière et leader sur les financements en devises
• Consolider notre position de banque de l'innovation et du digital sur le segment Entreprises

Un Interventionnisme des Etats et un creusement des déficits publics

• Augmentation du protectionnisme (droits de douanes, nouvelles taxes...)
• Politiques dynamiques en faveur de la production et la consommation locales
• Lancement en septembre 2020 par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique d'une politique de substitution des importations par la fabrication locale
• Renforcement de la réglementation bancaire (solvabilité, risque de taux d'intérêt, risque climatique...)
• Augmentation des dépenses des Etats en faveur de la relance post-pandémique. Au Maroc, le déficit public s'est élevé à -6,2 % du PIB en 2021 versus -3,8 % en 2019

Opportunités
• Meilleure qualification du risque client grâce à un scoring plus poussé permettant une gestion du risque plus fine et plus analytique
• Nouveaux produits de financement subventionnés et à faible risque

Risques
• Limitation des capacités d'investissements par une maitrise plus serrée des fonds propres
• Limitation des capacités de financement des entreprises et des ménages, impactant le développement économique
• Limitation de l'indépendance des choix de financement

Nos réponses actuelles
• Veille réglementaire proactive

Nos ambitions
• Affiner le système de scoring du risque crédit
• Intégration des risques E&S aux critères de financement des investissements et des projets

...ET DES SOCIETES EN MUTATION

Des inégalités sociales croissantes

• Des disparités sociales exacerbées par la crise sanitaire et ses retentissements sur l'emploi (Au Maroc, l'indice de Gini, qui rend compte du niveau d'inégalité, a atteint 46,4 % en 2021 contre 38,5 % avant la crise sanitaire)
• L'inflation provoque une baisse du pouvoir d'achats qui pénalise en premier lieu les classes moyennes et défavorisées
• Des systèmes éducatifs qui n'impactent pas suffisamment l'ascension sociale

Opportunités
• Recrutement de clients attirés par la gratuité des services bancaires de base

Risques
• Ralentissement de la bancarisation

Nos réponses actuelles
• Généralisation de la gratuité des services bancaires de base à l'ensemble des clients ouvrant leur compte en ligne

Nos ambitions
• Poursuite de l'inclusion financière avec un taux de croissance annuel de 30 % de notre base clientèle

Une évolution démographique et quête de sens des nouvelles générations

• Baisse des taux de fécondité et vieillissement des populations
• Au Maroc, augmentation de la proportion des jeunes en âge de travailler, "aubaine démographique" qui se prolongera jusqu'en 2040-2050. Des jeunes qui nécessitent un accompagnement adapté
• Exigences croissantes de transparence, de réactivité et d'engagement de la part des marques, en particulier chez les jeunes qui exercent une influence importante sur leur entourage
• Attention croissante aux preuves qui soutiennent le discours de communication des marques
• Croissance du pouvoir des citoyens par leurs choix de consommation

Opportunités
• Accompagnement des jeunes
• Attraction des talents et des clients par le positionnement digital et l'engagement sociétal de la Banque

Risques
• Fragilisation des systèmes de retraite
• Fidélisation des nouvelles générations
• Attentes différentes qui pourraient être mieux appréhendées par des acteurs étrangers
• Langage et langues différents (anglophone)

Nos réponses actuelles
• Offres dédiées aux jeunes
• Programme "customer voice" pour être à l'écoute de l'évolution des attentes des clients

Nos ambitions
• Nouveaux crédits dédiés aux jeunes
• Déploiement de la feuille de route RSE

NOTRE METIER EST EN CONSTANTE EVOLUTION

Une fragilisation du modèle bancaire traditionnel

• Renforcement des leaders continentaux
• Services financiers proposés par de multiples acteurs (fintechs, opérateurs telecom...)
• Essor de l'open banking et des services financiers innovants
• Pression tarifaire et nouveaux modèles de facturation (freemium...)

Opportunités
• Partenariats avec des acteurs internationaux et des nouveaux acteurs (telecom par exemple)
• Partenariats avec les Fintechs pour proposer de nouveaux produits innovants
• Consolidation du positionnement innovant de la Banque

Risques
• Marché à terme moins protecteur du fait de l'entrée d'acteurs étrangers
• Perte du positionnement de précurseur digital et de différenciation face à des acteurs étrangers
• Entrée sur le marché d'établissements de paiement à large base de clientèle (telecom par exemple)
• Pression accrue sur la qualité des processus et la satisfaction clients
• Concurrence des Fintechs et Néobanques

Nos réponses actuelles
• Précurseur sur les services non bancaires (paiement de la vignette, paiement de factures, paiement des impôts...)
• Amélioration continue des services digitaux
• Participation au programme Founders 212
• Programme "customer voice" pour être à l'écoute de l'évolution des attentes des clients

Nos ambitions
• Créer un programme d'innovation sociale

Une recherche du meilleur équilibre entre les interactions digitales et humaines

• Augmentation de la pénétration d'internet, indépendamment de la classe sociale, aussi bien en milieu rural qu'urbain (+9,1 % d'internautes au Maroc entre 2020 et 2021)
• Attentes en faveur du digital au niveau des produits et de la communication
• Adoption croissante du digital pour les interactions bancaires avec une volonté parallèle de renforcer la personnalisation et la proximité
• Recherche de fluidité dans la relation

Opportunités
• Valorisation du positionnement digital de la Banque et de l'extension progressive du réseau pour une meilleure couverture du territoire
• Fluidification de la relation client
• Accompagnement des jeunes
• Innovation produits et processus

Risques
• Décalage de la transformation et de la performance des systèmes d'information
• 'Mise à l'écart' des clients non 'digitaux'
• Baisse de la qualité de service liée à des ruptures entre les canaux
• Diminution de la vente de produits à valeur ajoutée du fait des déplacements en agence moins nombreux

Nos réponses actuelles
• Projet d'agences mobiles
• Parcours entrée en relation à distance hybride application / conseiller en visio

Nos ambitions
• 1 agence mobile par région pour une couverture des zones sans agence
• Espace libre-service bancaire supervisé par un conseillé

Démarche de responsabilité sociétale

Dialogue avec les parties prenantes

Nous avons identifié l'ensemble des catégories de parties prenantes avec qui nous entretenons un haut degré de relation. Pour chacune d'entre elles, les modes de dialogue sont riches et complémentaires.

Parties prenantes	Modes de dialogue
Collaborateurs et représentants du personnel	Communication interne Intranet Dialogue social Entretiens annuels d'évaluation
Clients (particuliers, professionnels, entreprises)	Communication clients CIH Mobile et CIH Online Gestion de la relation clientèle Centre de relation clientèle Médiation interne Enquêtes de satisfaction
Fournisseurs	Clauses RSE contractuelles Plateforme NACHTARI Charte d'achats responsables Partenariats et co-développement de produits
Actionnaires et administrateurs, investisseurs	Communication financière et extra-financière Assemblée Générale, Conseil d'Administration et Comités spécialisés
Filiales	Conseil d'Administration Comités ad hoc
Pouvoirs publics et autorités de régulation	Réunions liées à l'activité bancaire et financière Réglementation
Bailleurs de fonds et partenaires commerciaux	Conventions de partenariat Reporting extra-financier
Analystes et media	Conférences et communiqués de presse Événements et forums Reporting extra-financier
Organismes professionnels, d'accréditation et fédérations sectorielles	Commissions thématiques Événements
Société civile & associations	Conventions et partenariats

Étude de **matérialité**

L'étude de matérialité a été l'occasion d'approfondir notre dialogue avec les parties prenantes, et de bien comprendre leurs attentes vis-à-vis de la Banque. Elle a aussi permis d'évaluer l'importance de nos impacts sur l'économie, l'environnement et la société.

La méthodologie

Une revue des bonnes pratiques de 6 banques locales et africaines ainsi que la conduite d'entretiens avec le Président et le Secrétaire Général Groupe ont donné lieu à l'identification de 30 enjeux potentiellement pertinents pour la Banque, classés en 5 thématiques.

Ces enjeux ont été soumis à la notation des membres du Comité de Direction de CIH BANK et de ses administrateurs, qui se sont prononcés sur les niveaux de performance, de risques et d'opportunités. La synthèse de cette notation a permis d'évaluer la maturité et l'importance « business » de chacun des 30 enjeux.
Les collaborateurs ainsi que les parties prenantes externes ont été consultées à travers un questionnaire en ligne, les appelant à sélectionner les enjeux prioritaires. Les collaborateurs ont, en outre, pu s'exprimer sur le niveau de performance de chacun des enjeux. La consolidation et l'analyse des résultats obtenus a permis de quantifier le niveau d'attente des parties prenantes pour chacun des enjeux. Des entretiens individuels avec des parties prenantes expertes sont venus compléter cette approche quantitative.

Catégorie	Intitulé court sur la matrice	Intitulé complet
Éthiques et procédures internes	Gouvernance RSE	Mettre en place une gouvernance de la RSE
	Éthique des affaires	Respecter l'éthique des affaires et la déontologie
	Processus internes digitalisés	Améliorer les processus internes par le digital
	Empreinte environnementale	Limiter son empreinte environnementale directe
	Principes ESG	Intégrer les principes ESG dans les financements
	Risques systémiques	Anticiper et gérer les risques et les crises systémiques
Capital Humain	Développement des collaborateurs	Développer les collaborateurs et leurs carrières
	Santé et bien-être des collaborateurs	Assurer le bien-être et la santé des collaborateurs
	Parité H/F	Favoriser la parité femme/homme
	Diversité et inclusion	Favoriser la diversité et l'inclusion
	Dialogue social	Assurer un dialogue social continu et équilibré
	Rémunération équitable	Garantir une rémunération équitable corrélée à la performance réelle
	Culture d'écoute	Créer un climat favorable à l'expression et à l'engagement de tous
Clients	Données clients	Veiller à la protection des données clients et à la cybersécurité
	Éducation financière et numérique	Promouvoir l'éducation financière et numérique
	Relation clients	Assurer des relations clients bienveillantes et de qualité
Produits	Gratuité services de base	Assurer la gratuité des services de base et facturer le juste prix des services à valeur ajoutée en toute transparence
	Logement social	Favoriser l'accès au logement social
	Inclusion bancaire	Faciliter l'inclusion bancaire par la digitalisation, l'accessibilité et la proximité
	Accès digitalisé au crédit	Faciliter l'accès au crédit grâce au digital
	Financement du changement climatique	Financer l'atténuation et l'adaptation au changement climatique
	Produits à impact social	Promouvoir des financements et produits à impact de développement social
Écosystème	Résilience économique locale	Contribuer à la vitalité et à la résilience économique locale
	Système financier formel	Favoriser le développement d'un système financier formel
	Promoteurs immobiliers	Encourager la conduite responsable des promoteurs immobiliers
	Soutien des communautés	Soutenir la culture, la santé et le développement social des communautés
	Innovation	Accélérer et libérer l'innovation
	Achats responsables	Promouvoir des achats responsables et des relations équilibrées avec les fournisseurs et sous-traitants
	Achats locaux	Privilégier les achats locaux et auprès des TPME et start-ups
	Culture de responsabilité	Promouvoir une culture de la responsabilité auprès de ses parties prenantes

Le **traitement** des données

Les données issues de la consultation ont fait l'objet d'un traitement en 4 étapes :

1 Vérification de la qualité des données

- Analyse du profil des clients répondants en termes de genre, tranches d'âge, de revenus, région
- Analyse du profil des collaborateurs répondants en termes de genre, tranches d'âge / d'ancienneté et de catégorie professionnelle
- Analyse de la variabilité des résultats démontrant la non-nécessité d'un redressement statistique
- Analyse de la spécificité et significativité des résultats des autres catégories de parties prenantes
- Entretiens avec les parties prenantes expertes

2 Calculs

- Pondération homogène des données selon 4 catégories de parties prenantes
- Consolidation des données de la notation business
- Consolidation des notations de performance

3 Analyse et Hiérarchisation

- Positionnement des enjeux sur la matrice de matérialité
- Identification de 4 catégories d'enjeux : très importants pour le business et les parties prenantes, assez importants pour les deux, très importants pour l'un ou l'autre
- Confrontation des résultats avec la performance et les avis d'experts

4 Sélection des enjeux

- Présentation au Comité de Direction de la matrice de matérialité et des 4 catégories d'enjeux qui se distinguent
- Sélection et validation des enjeux par le Comité de Direction

La matrice de **matérialité**

Suite au traitement des données, les 30 enjeux potentiels ont été positionnés comme suit sur la matrice de matérialité :

Sont indiqués en gras les 15 enjeux validés par le Comité de Direction. Ce dernier a retenu les enjeux très importants ou assez importants à la fois pour le business et les parties prenantes ainsi que l'enjeu 'Gouvernance RSE' qui fait l'objet d'attentes importantes de la part des parties prenantes. Il a été décidé de sélectionner par ailleurs les enjeux 'Soutien des communautés' et 'Financement du changement climatique', bien qu'assez peu importants pour les deux parties, au regard des avis d'experts et/ou de leur dimension stratégique pour le développement du Royaume.

Stratégie
RSE CIH BANK

Définis en 2020, les 15 enjeux matériels de notre stratégie RSE s'articulent autour de 4 axes d'engagement, en phase avec nos valeurs et notre signature « La Banque de demain dès aujourd'hui ». La stratégie RSE de CIH BANK a donné lieu à la feuille de route RSE, constituée d'actions adossées à chaque enjeu. En 2021, nous avons créé la fonction RSE, responsable du pilotage des indicateurs et actions et qui reportera dès 2022 à un Comité de Direction dédié à la RSE.

La Banque de Demain dès Aujourd'hui

Faciliter l'accès aux services bancaires

- Assurer la gratuité des services de base et facturer le juste prix des services à valeur ajoutée en toute transparence.
- Faciliter l'inclusion bancaire par la digitalisation, l'accessibilité et la proximité.
- Faciliter l'accès aux crédits grâce au digital
- Assurer des relations clients bienveillantes et de qualité

Orienter ses financements pour préparer le futur

- Accélérer et libérer l'innovation
- Soutenir la culture, la santé et le développement social des communautés
- Financer l'atténuation et l'adaptation au changement climatique

Avoir des processus internes modernes

- Mettre en place une gouvernance de la RSE
- Respecter l'éthique des affaires et la déontologie
- Améliorer les processus internes par le digital
- Anticiper et gérer les risques et les crises systémiques
- Veiller à la protection des données clients et à la cybersécurité

Être un employeur exemplaire

- Développer les collaborateurs et leurs carrières
- Assurer le bien-être et la santé des collaborateurs
- Garantir une rémunération équitable corrélée à la performance réelle

Quelle contribution concrète de CIH BANK aux Objectifs de développement durable de l'ONU ?

En 2020, nous avions complété le questionnaire en ligne intitulé « SDG Action plan manager » développé par B Lab et le Global Compact de l'ONU avec le soutien de plusieurs organismes dont « Global Reporting Initiative ». Nous avions enrichi cette analyse par une cartographie des ODD et cibles par rapport à nos engagements stratégiques. Plus récemment, nous avons complété l'analyse par l'identification des réalisations phares, de nos contributions chiffrées ainsi que nos ambitions pour chacun des 6 ODD ci-dessous.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1 PAS DE PAUVRETÉ

Cible

1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance

Quels engagements stratégiques ?

- Assurer la gratuité des services de base et facturer le juste prix des services à valeur ajoutée en toute transparence
- Faciliter l'inclusion bancaire par la digitalisation, l'accessibilité et la proximité
- Faciliter l'accès au crédit grâce au digital

Quelles réalisations phares ?

- Gratuité des services bancaires de base pour tous les particuliers ouvrant un compte en ligne
- Lancement de CIH PAY, 1er service de paiement mobile en Afrique du Nord
- Lancement de CIH M3AK, 1er service bancaire sur WhatsApp

Contribution 2021

90,6 % des clients particuliers bénéficient de la gratuité

Ambition 2025

3 millions de clients particuliers, auto-entrepreneurs et TPE actifs (dont 70 % dans les régions hors CASA)

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Cible

5.a Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne

Quels engagements stratégiques ?

• Assurer la gratuité des services de base et facturer le juste prix des services à valeur ajoutée en toute transparence
• Développer les collaborateurs et leurs carrières

Quelles réalisations phares ?

• Gratuité des services bancaires de base pour toutes les femmes depuis 2018
• Offre « Green Dev » en partenariat avec la BERD (25M euros) dédiée aux financements verts avec un soutien des activités qui visent à améliorer l'égalité des chances d'accès des femmes et des hommes
• Nomination de 2 nouvelles directrices et d'une nouvelle administratrice

Contribution 2021

46 % de femmes parmi nos clients **(+6,5 pts)**

33 % de femmes parmi les administrateurs

Ambition 2025

• Poursuivre la féminisation des instances dirigeantes

• Partenaire de référence pour le financement et l'incubation des femmes entrepreneurs

10 INÉGALITÉS RÉDUITES

Cible

10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre

10.4 Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité

Quels engagements stratégiques ?

• Soutenir la culture, la santé et le développement social des communautés
• Développer les collaborateurs et leurs carrières
• Assurer le bien-être et la santé des collaborateurs

Quelles réalisations phares ?

• Inauguration de la Fondation CIH BANK pour coordonner les actions de soutien aux populations vulnérables, à l'éducation financière, à la santé et aux projets de développement durable
• Création de CIH BANK Academy
• Lancement du projet de classification des emplois en faveur de l'équité
• Mise en place d'une crèche d'entreprise
• Mise en place d'un mode de travail hybride (présentiel / télétravail)

Contribution 2021

4,8 MMAD de budget de mécénat

+20 % du montant moyen investi par salarié en médecine préventive

Ambition 2025

Mettre en place un mécanisme innovant de financement en faveur du climat et des communautés

90 % taux de satisfaction relatif à l'équilibre vie privée/vie professionnelle

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

Cible

7.2 D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial
7.3 D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique

Quels engagements stratégiques ?

• Financer l'atténuation et l'adaptation au changement climatique

Quelles réalisations phares ?

• Offre « Green Dev » en partenariat avec la BERD (25M euros) permettant aux entreprises d'investir en efficacité énergétique et énergies renouvelables. Ce financement sur mesure comprend une subvention de 10 à 15 % du montant du prêt et une assistance technique gratuite (audit énergétique pour orienter le choix des postes à optimiser et du matériel à acquérir)

Contribution 2021

25 Millions EUR dédiée au financement de la transition énergétique

Ambition 2025

Mettre en place un mécanisme innovant de financement en faveur du climat et des communautés

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

Cible

16.4 D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée

16.5 Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes

16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux

16.7 Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions

Quels engagements stratégiques ?

• Assurer des relations clients bienveillantes et de qualité
• Respecter l'éthique des affaires et la déontologie
• Mettre en place une gouvernance de la RSE
• Améliorer les processus internes par le digital
• Anticiper et gérer les risques et les crises systémiques

Quelles réalisations phares ?

• Lancement de « Customer voice » mesurant la satisfaction à l'événement
• Mis à jour du Code d'Ethique et de Déontologie pour y intégrer spécifiquement la politique des cadeaux, de lutte contre la corruption et du devoir d'alerte
• Nouvelle politique de lutte contre la corruption
• Recrutement d'un responsable dédié à la RSE
• Mise à jour de la politique de sécurité des systèmes d'information
• Nouvelle politique de lutte contre la fraude

Contribution 2021

Aucune sanction ou allégation liées au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme

2 réunions du Conseil d'administration ayant la RSE à l'ordre du jour

93,3 % des processus dématérialisés entre les agences et le back office

Ambition 2025

100 % du réseau et des fonctions concernées formées à la lutte contre la corruption

100 % des collaborateurs sensibilisés à la RSE

Politique de risques ESG

Un dispositif de **gouvernance** abouti

CIH BANK s'est inscrite depuis plusieurs années dans un processus continu de renforcement de son mode de gouvernance pour plus de transparence et de concertation. Le mode de gouvernance de CIH BANK est construit en respect de la réglementation de Bank Al Maghrib, de l'AMMC et des bonnes pratiques.

Composition du Conseil d'Administration au 31.12.2021

12 Administrateurs

55 ans
Âge moyen

33 %
Indépendance

3,3 ans
Ancienneté moyenne

33 %
Femmes
1 de plus qu'en 2020

Fonctionnement et évaluation du Conseil

La principale mission du Conseil d'Administration est de définir la stratégie et les grandes orientations de l'activité de l'entreprise. Aussi, le Conseil contrôle la mise en œuvre de ladite stratégie et évalue la performance de l'entreprise. Un ensemble de règles régit le fonctionnement du Conseil d'Administration et de ses comités spécialisés : un règlement intérieur qui définit les missions et les modalités d'organisation et de tenue des réunions et précise la composition, la mission et le fonctionnement du Conseil ; les chartes des comités spécialisés ; une charte de l'Administrateur qui regroupe les droits et obligations liés à la fonction d'Administrateur, notamment concernant la confidentialité et la gestion d'intérêts et des opérations portant sur les valeurs de la gestion des conflits d'intérêts.

6 réunions du Conseil d'Administration

81 % de taux de présence moyen des administrateurs

Les comités spécialisés

Comité d'audit
5 réunions

- Assister le Conseil d'Administration et assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières ainsi que la surveillance de l'efficacité des systèmes de contrôle interne
- Veiller à l'intégrité de l'information financière diffusée par la Banque en s'assurant de la pertinence et de la cohérence des normes comptables appliquées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés

Comité des risques
5 réunions

- Assister le Conseil d'Administration en matière de définition de la stratégie globale des risques et du niveau d'appétence au risque
- Assister le Conseil d'Administration dans le suivi de la stratégie des risques, la gestion et surveillance des risques et des niveaux auxquels CIH BANK est exposée

Comité des grands engagements et investissements
12 réunions

- Statuer sur les Grands Engagements et Investissements de la Banque

Comité de nomination, de rémunération et de gouvernance
1 réunion

- Donner un avis sur le recrutement, la nomination, la révocation et la rémunération du Président du Conseil d'Administration et des membres du Conseil d'Administration, ainsi que des dirigeants de la Banque

La rémunération des dirigeants

L'enveloppe globale de rémunération annuelle des administrateurs s'élève à 1 100 KDH hors taxes. Les dirigeants de CIH BANK, définis comme les 21 membres de son Comité de Direction, ont perçu une rémunération globale de 29 765 KDH brut en 2021. Les dirigeants ne perçoivent aucun stock option, ni rémunération en nature.

Année	Enveloppe globale	Montant principal des prêts accordés aux membres du comité de direction en KDH	Encours des prêts accordés aux membres du comité de direction en KDH
2021	29 765	51 822	38 355
2020	23 634	44 662	33 795
2019	33 938	46 848	34 556

Nom des administrateurs	Date de naissance	Date de début de mandat	Date de fin des mandats	Nombre de mandats	Partie prenante représentée	Indépendant (oui / non)
M. Lotfi **SEKKAT**	31/08/1964	11/06/2019	2024	1	PRESIDENT	NON
M. Abdellatif **ZAGHNOUN**	01/01/1960	11/03/2015	2026	2	ACTIONNAIRE	NON
M. Mustapha **LAHBOUBI**	19/11/1967	11/03/2015	2026	2	ACTIONNAIRE	NON
Mme MERIAM **MECHAHOURI**	11/11/1977	26/04/2006	2026	3	ACTIONNAIRE	NON
M. Khalid **El HATTAB**	10/05/1977	19/02/2020	2025	2	ACTIONNAIRE	NON
Mme Latifa **ECHIHABI**	29/04/1962	06/09/2017	2026	2	ACTIONNAIRE	NON
M. Mohamed Hassan **BENSALAH**	21/10/1970	11/03/2015	2026	2	ACTIONNAIRE	NON
M. Karim **CHIOUAR**	02/01/1963	19/02/2020	2025	2	ACTIONNAIRE	NON
Mme Amina **BENKHADRA**	28/11/1954	14/12/2016	2021	1	ADMINISTRATEUR INDEPENDANT	OUI
M. Khalid **CHEDDADI**	29/10/1957	22/02/2017	2022	2	ADMINISTRATEUR INDEPENDANT	OUI
M. Ahmed **REDA CHAMI**	16/05/1961	13/11/2019	2024	1	ADMINISTRATEUR INDEPENDANT	OUI
Mme Dayae **OUDGHIRI**	03/06/1977	13/11/2019	2024	1	ADMINISTRATEUR INDEPENDANT	OUI

Faciliter l’accès aux services bancaires

A. Faciliter l'inclusion bancaire par la **digitalisation**, l'accessibilité et la proximité

Historiquement engagée dans la bancarisation à travers l'accompagnement des populations défavorisées dans l'accès au logement, CIH Bank poursuit son engagement par la bancarisation digitale. La Banque s'appuie sur une offre de produits et de services répondant aux besoins de ses clients et axée sur les meilleures évolutions technologiques.

En 2021, CIH BANK est la première banque en Afrique du Nord à lancer, CIH PAY, une solution de paiement mobile sécurisée par tokenisation, confortant ainsi sa place de leader dans les services bancaires digitaux innovants. Bien que fortement engagée dans la digitalisation du parcours client, la Banque poursuit l'expansion de son réseau d'agences.

CIH M3AK : premier service bancaire sur WhatsApp

En complément des canaux digitaux mis en place par CIH BANK, le service CIH M3AK lancé en février 2021 vient répondre aux besoins d'une cible ultra-connectée, habituée à l'usage des messageries instantanées, en lui permettant de consulter de manière gratuite, rapide et sécurisée : le solde du compte, les localisations des GAB les plus proches, le RIB, les dotations touristiques et e-commerce, la situation des crédits, l'historique des opérations, les cours de change, le solde JAWAZ, les factures à payer. Ce service sera étoffé progressivement en y incluant de nouvelles fonctionnalités.

CIH PAY : une solution de paiement mobile sécurisée par tokenisation

CIH PAY est une solution de mobile payement, qui offre une nouvelle expérience de paiement plus simple et sécurisée. Cette solution permet de régler avec son Smartphone, tous les achats chez les commerçants équipés de terminaux de paiement sans contact, au Maroc comme à l'étranger et exploite le dispositif de « tokenisation » veillant à sécuriser les transactions électroniques.

Une nouvelle version de **CIH Mobile**

La nouvelle version de CIH Mobile, offre aux clients une navigation plus fluide, un fonctionnement cohérent et accessible, combiné à un design agréable. Elle permet d'ouvrir un compte épargne instantanément sans avoir à se déplacer en agence, de créer un virement permanent, le suspendre ou même l'arrêter définitivement. La nouvelle version de CIH Mobile permet aussi aux utilisateurs de redéfinir le code d'accès en cas d'oubli et d'éditer le reçu de paiement d'une facture à tout moment.

2021 en chiffres

+124 %
de bénéficiaires du crédit **INTELAKA** en 2021/2020

205,9M
de connexions à CIH ONLINE et CIH MOBILE

97%
de progression par rapport à 2020

5
nouvelles agences en 2021

Ambition 2025

Objectif :
3 millions de clients particuliers, auto-entrepreneurs et TPE actifs (dont 70 % dans les régions hors CASA)

Action :
Extension de la gratuité vers de nouvelles catégories de clients

Performance

	2019	2020	2021
Nombre de comptes CIH ONLINE & CIH MOBILE	1 104 621	1 506 670	1 751 104
Nombre de connexions à CIH ONLINE & CIH MOBILE	77 742 534	104 158 620	205 975 778
Nombre d'opérations digitales (y compris espace self-service et opérations GAB)	31 166 868	39 565 973	38 593 979

		2019	2020	2021
Nombre de clients bénéficiaires du crédit FOGARIM (et PDM)	Nombre (%)	47 669	46 976	47 916
Valeur des encours de crédit FOGARIM (et PDM)	MMAD (%)	6 472 594	6 528	6 286
Nombre de bénéficiaires du crédit Intelaka (et PDM)	Nombre (%)	–	202	454
Valeur des encours de crédit Intelaka (et PDM)	MMAD (%)	–	84,7	165
Nombre de bénéficiaires du crédit Damane Oxygène (et PDM)	Nombre (%)	–	302	308
Valeur des encours de crédit Damane Oxygène (et PDM)	MMAD (%)	–	40,4	41
Nombre de bénéficiaires du crédit Damane Relance (et PDM)	Nombre (%)	–	245	329
Valeur des encours de crédit Damane Relance (et PDM)	MMAD (%)	–	60,4	79

Réseau d'agences	2019	2020	2021
Nombre d'agences par région	299	307	311
CASA	93	96	118
CENTRE	27	27	47
NORD	25	26	26
ORIENTAL	22	23	24
SAISS	30	32	32
SUD	26	26	36
SOUSS	34	34	28
Nombre d'agences avec accès aux personnes à mobilité réduite	42	43	43

B. Faciliter l'accès au **crédit** grâce au **digital**

Etendre l'offre produits au processus relatif aux crédit de l'entrée en relation, à l'octroi puis au remboursement s'inscrit dans la stratégie de digitalisation avancée de l'offre et dans la volonté de rendre accessible le financement à tous. C'est dans ce sens que CIH BANK poursuit ses efforts pour la mise en place de nouveaux processus facilitant la demande de crédit par la numérisation, le suivi du statut de la demande et une unique visite en agence pour la signature du contrat.

C. Assurer **la gratuité** des **services de base** et facturer le juste prix des services à valeur ajoutée en toute transparence

La gratuité des services de base pour de plus en plus de catégories de clientèles est au cœur de notre stratégie de développement. Au service de la bancarisation et de l'accessibilité des produits financiers au plus grand nombre, notre vision s'appuie sur l'automatisation des services bancaires de base et la facturation au juste prix des services à valeur ajoutée. C'est donc à travers une grande transparence, la comparabilité et la lisibilité des tarifs que nous continuons à nourrir la confiance de nos clients.

La Banque gratuite à vie d'abord pour les jeunes en 2015 et successivement pour les femmes en 2018 et les fonctionnaires en 2019, s'étend à tous les particuliers ouvrant un compte en ligne depuis juin 2021. CIH BANK permet donc d'ouvrir un compte bancaire à distance, en toute sécurité, suivant un parcours totalement digitalisé sur l'application CIH Mobile. Les données du client sont collectées et traitées conformément aux directives de Bank Al Maghrib et dans le respect des dispositions de la loi de protection des données personnelles.

Afin de garantir la transparence de nos tarifs, le lancement de chaque nouveau produit fait l'objet d'un processus rigoureux allant de la validation du Pôle conformité de tous les tarifs et fiches produits, en passant par l'affichage et la communication sur différents canaux jusqu'à la collecte de l'avis de nos clients à travers des focus groupes et des études de satisfaction.

La banque gratuite pour toute ouverture de compte via l'application CIH Mobile

En Juin 2021, CIH BANK met en place ce concept qui n'est d'autre que la continuité de sa stratégie de rendre la banque plus accessible, à la fois par l'utilisation des nouvelles technologies et la gratuité des services. Ce nouveau dispositif permet aux clients d'ouvrir leur compte bancaire à distance en toute sécurité, suivant un parcours totalement digitalisé sur l'application CIH Mobile.Dans une démarche de dématérialisation, CIH BANK permet également aux futurs clients de déposer leur spécimen de signature en ligne afin de compléter l'ouverture de leur compte. Le client a également la possibilité de choisir l'offre la plus adaptée à son profil. Le nouveau service d'ouverture de compte en ligne sur l'application CIH Mobile n'exige aucun versement initial et n'est soumis à aucune condition de revenu. Les données du client sont collectées et traitées conformément aux directives de Bank Al Maghrib et dans le respect des dispositions de la loi de protection des données personnelles, assure la Banque.

2021 en chiffres

+17,33pts
d'évolution de la part des femmes bénéficiant de la gratuité

+72pts
d'évolution de la part des jeunes bénéficiant de la gratuité

+90,6pts
d'évolution des clients particuliers bénéficiant de la gratuité

Performance

Part des clientes femmes

Part des clientes Femmes dans total comptes

Part des jeunes (code30) particuliers

Part clients (Code 30) dans total

Nouveaux clients bénéficiant de la gratuité

	2019	2020	2021
Nb total des clients	263 931	240 363	350 768
Nb des nouveaux clients bénéficiant de la gratuité	245 466	218 103	311 865
Part nouveaux clients bénéficiant de la gratuité parmi l'ensemble des nouveaux clients	93,00 %	90,74 %	88,91 %

Part des clients bénéficiant de la gratuité

Ambition 2025

Objectif :
100 % des services à valeur ajoutée faisant l'objet d'une communication transparente

Action :
Etendre la gratuité aux clients sénior +60 ans

D. Assurer des relations clients bienveillantes et de **qualité**

CIH BANK a connu ces dernières années une forte croissance qui s'appuie essentiellement sur la digitalisation du parcours et de la relation client. De ce fait, la Banque place la satisfaction de sa clientèle au rang de priorité et organise tous les deux ans une enquête de satisfaction client de grande envergure. Par ailleurs, le centre de relation client, ainsi que le système de gestion des réclamations permettent de répondre aux doléances quotidiennes afin d'offrir une expérience client optimale. La prévention du surendettement et la prise en compte des aléas de parcours de vie de nos clients font l'objet d'une attention particulière, à travers une politique de risque crédit prudente et une étude approfondie de chaque demande de prêt.

2021 en chiffres

Taux de satisfaction des clients

Construire des parcours clients avec les clients

CIH BANK s'est dotée, d'une entité « Customer experience » dont la mission est d'accompagner le passage d'une culture centrée produit vers une culture centrée client. L'amélioration de l'expérience client, basée autant sur une écoute permanente de leurs attentes que sur celles des collaborateurs à leur contact au quotidien, à travers plusieurs outils tels que : «L'observatoire des clients, client voice », les visites d'agences et les sondages. Aussi, le lancement d'un model relationnel à destination du réseau qui a pour vocation de favoriser une démarche d'excellence relationnelle.

Quelques enseignements tirés de la dernière session de «L'observatoire du client» organisé en novembre 2021 :

• Les clients souhaitent pouvoir effectuer un maximum d'opérations en self-care ;
• Être guidés dans l'utilisation des services et des nouvelles fonctionnalités à travers des tutos in app ;
• Commande vocale pour certaines opérations ;
• Pouvoir augmenter et diminuer à sa guise le plafond de paiement.

Etudes clients mystères

CIH Bank a réalisé en juillet 2021 614 visites clients mystères visant à évaluer la qualité du service délivré aux clients au niveau de l'ensemble de son réseau d'agences, soit deux visites par agence. Les opportunités d'amélioration identifiées à travers cette étude ont permis de dresser un plan d'actions faisant l'objet d'un suivi par toutes les parties prenantes concernées.

La mesure de la qualité à l'événement

Pour plus de réactivité et en complément des enquêtes de satisfaction plus longues et fastidieuses, le département « Customer experience » a lancé la mesure de la qualité à l'événement à travers un court questionnaire qui fait suite à un événement tel que l'octroi d'un crédit, l'ouverture de compte ou encore la clôture d'une réclamation. Ce programme intitulé « Customer voice » vise à calculer un indice de satisfaction en fonction du « dernier moment de vérité du client », afin d'identifier précisément les parcours clients à améliorer.

614
visites mystères des agences CIH BANK réalisées en 2021

Ambition 2025

Objectif :
98% de taux de clôture des réclamations clients dans les délais

Action :
• Formation des collaborateurs du réseau en matière de satisfaction clients,
• Mise en place d'un Chatbot pour le service client.

Performance

Réclamations par origine	2019	2020	2021
Nombre d'opérations bancaires*	2 623 00 4	200.000	5.902.000
Nombre de réclamations	44496	68286	94825
Nombre de réclamations répétitives	12.865	16.185	29.778
Délais de prise en compte des réclamations clients	3,1 j	2,9 j	1,6 j
Pourcentage de résolution des réclamations clients	95%	93%	94%
Taux de clôture des réclamations dans les délais	89%	50%	70%

Médiation interne

Réclamations par origine	Nombre 2020	Nombre 2021
Clients / autres canaux	495	117
CCMB	101	247
Direction Générale	288	212
BAM	27	36
Réclamations par domaine	**Nombre 2020**	**Nombre 2021**
Engagements aux particuliers	236	222
Gestion des comptes	164	123
Monétique	410	132
Autres	101	135

Orienter ses financements pour préparer le futur

A. Accélérer et libérer **l'innovation**

La Banque poursuit ses actions en faveur de l'innovation, inscrite au cœur de son positionnement. Nous agissons pour cela sur deux volets : la stimulation de l'innovation interne auprès des collaborateurs et la captation de l'innovation externe en soutenant l'écosystème des start-ups

Atelier de co-construction de l'Agence de Demain

CIH BANK mise sur une orientation stratégique structurée autour des principaux moments de vie de la relation banque/client afin d'enclencher une transformation à horizon 2024, en pensant l'agence dans un environnement omnicanal et en refondant le parcours client en agence, qui a pour vocation de :

• Redéfinir les parcours de la Banque au quotidien et de vente afin de mieux gérer le flux des clients en agence
• Répondre au mieux aux attentes clients et améliorer la satisfaction à la suite d'une visite en agence
• Permettre aux conseillers de se concentrer sur des opérations complexes et leur dégager du temps
• Réduire le temps d'attente des clients en agence et leur proposer des alternatives.

Dans ce contexte, un atelier en mode design thinking a été initié afin d'embarquer l'ensemble des parties prenantes et réfléchir collectivement à des solutions concrètes répondant aux pain points des clients et des collaborateurs.

2
jours d'atelier

20
participants répartis en 4 groupes

4
moments de vie

1
board klaxoon

450
post-it

16
défis prioritaires

15
solution concrètaires

Hackathons TIBU MAROC/CIH BANK

CIH Bank accompagne le premier Hackathon de TIBU Maroc, une organisation opérant dans l'éducation sportive et l'insertion socio-économique des jeunes par le sport. Sous le thème « Football & Social Innovation », ce premier Hackathon organisé par TIBU MAROC et Sport Social Innovation Lab en septembre, a connu la participation de jeunes porteurs de projets sportifs, des acteurs de la société civile ainsi que de l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Le Hackathon a accueilli plusieurs jeunes issus de l'ancienne Médina de Casablanca qui ont eu l'occasion de bénéficier de plusieurs ateliers ainsi que d'un accompagnement dans la conception de leurs projets. Notre Banque a également accompagné le 2ème Hackathon organisé dans le cadre du programme CIH BANK / TIBU MAROC en faveur des porteurs de projets sportifs en Novembre 2021 à Agadir et Casablanca en faveur de 140 participants.

2021 en chiffres

140
Participants au 2ème Hackathon CIH BANK TIBU

3
Projets d'innovation interne FIKR@ en cours de développement

Ambition 2025

Objectifs :

Déployer au moins 1 programme d'innovation interne et 1 programme d'innovation externe au bénéfice des start-ups chaque année

Actions :

• Test des capacités d'Open Banking par l'accompagnement de fintechs incubées
• Mise en place d'un Programme pour l'innovation verte et sociale
• Intégration du programme Founders 212
• Mise en place d'un mécanisme de suivi de l'impact des actions innovation

B. Soutenir la culture, la santé et le développement social des **communautés**

Inaugurée en Juin 2021, la Fondation CIH BANK, organisation à but non lucratif, à vocation citoyenne, vient couronner l'engagement historique du Crédit Hôtelier et Immobilier auprès des communautés dans toutes ses régions de présence. Soutenir la culture, la santé et le développement social des communautés est aujourd'hui un enjeu majeur de la Stratégie de Responsabilité Sociétale de CIH BANK et le cœur de la mission de sa Fondation. Un cadre d'actions conçu pour soutenir la création artistique et l'entreprenariat innovant, empreint de la culture digitale et avant-gardiste de la Banque. Aussi, la Fondation maintient-elle les engagements de soutien aux populations vulnérables, à l'éducation financière, à la santé et aux projets de développement durable.

Organisation et Gouvernance de la Fondation CIH BANK

Le Président de la Fondation est le Président Directeur Général de CIH BANK.

Trois instances de gouvernance de la Fondation :

• **Assemblée Générale :** elle comprend tous les membres fondateurs ainsi que les membres actifs. Elle a pour prérogatives de :

- Elire les membres du Conseil d'Administration ;
- Délibérer sur les orientations générales de la fondation ;
- Approuver le rapport d'activité et les comptes de l'exercice arrêtés par le Conseil d'Administration ;
- Voter le budget prévisionnel.

• **Conseil d'Administration :** il est composé de 5 à 12 membres élus par l'Assemblée Générale Ordinaire, il est investi des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs statutairement réservés aux assemblées générales, pour gérer, diriger et administrer l'association dans la limite de l'objet social.

• **Bureau :** Le bureau de la Fondation est composé du Président de la Fondation et de 3 personnes nommées et révoquées par le Conseil d'Administration sur proposition du Président : (un Directeur Exécutif ; un Secrétaire Général et un Trésorier). Le bureau assure la gestion courante de l'association et veille à la mise en œuvre des décisions du Conseil d'Administration.

Evolution du budget alloué au mécénat (MAD)

2018

Budget global
4 566 030

Education
385 730

Santé
3 110 000

Autres
1 070 300

2019

Budget global
4 447 100

Education
166 000

Santé
3 281 100

Autres
1 000 000

2020

Budget global
6 081 000

Education
1 811 000

Santé
3 900 000

Autres
1 000 000

2021

Budget global
4 786 000(*)

Education
166 000

Santé
3 620 000

Autres
1 000 000

(*) impact de la contribution à l'engagement dans le cadre de la pandémie COVID 19, hausse par rapport à 2019

La santé

Fidèle à son engagement en faveur de l'accès à la santé, CIH BANK a reconduit en 2021 son soutien à la Fondation Lalla Salma de prévention et de traitement du Cancer, l'Organisation Panafricaine de lutte contre le Sida(OPALS), la Société Marocaine de Télémédecine. Un budget de 3 620 000 DH a été consacré à ce volet qui est un axe majeur du soutien communautaire de la banque.

L'Education et la Solidarité

Plusieurs actions ont été menées en 2021 en faveur des populations défavorisées, dans le cadre un effort de solidarité et aussi par des actions contribuant à l'éducation des jeunes.

Deux partenariats ont marqué l'année, à savoir celui avec l'Association LEAD MOROCCO pour le programme « She plays Football » et le partenariat avec TIBU Maroc. Les deux liés au sport, un secteur motivant et formateur pour les jeunes.

"SHE PLAYS FOOTBALL » pour le développement du football féminin

Contribuer au développement du sport national et surtout du Football féminin au Maroc est l'objectif de notre banque dans l'accompagnement du programme « She Plays Football », en tant que sponsor des finales.

C'était un festival qui s'insère dans le contexte de la Coupe d'Afrique des Nations Féminine prévue au Maroc en juillet 2022. Le programme consiste en :

- une caravane qui sillonne plusieurs régions pour proposer des sessions de formation axées sur le Football et le Coaching pour 16 entraineurs. Plus de 600 filles ont bénéficié en outre, d'une formation en développement personnel, leadership, hygiène féminine, égalité des genres
- un tournoi avec des phases de qualification régionales. Les équipes sélectionnées, soit 60 jeunes filles, en compagnie de 12 Coachs professionnels du Maroc et des Etats Unis, ont été accueillies et prises en charge au Club CIH BANK du 21 au 23 mai 2021 pour les matchs finaux.

Hackathons TIBU MAROC

Opérant dans l'éducation sportive et l'insertion socioéconomique des jeunes par le sport, TIBU Maroc a organisé son premier Hackathon, en collaboration avec CIH BANK.

A travers cette opération, notre Banque renforce sa politique RSE en faveur de la culture et de l'éducation, tout en confortant son positionnement sur le marché bancaire, en tant que Banque des jeunes.

Organisé en deux éditions, sous le thème « Football & Social Innovation », à Casablanca puis à Agadir, respectivement en Septembre et en novembre, cet événement tournait autour de l'utilisation de la force de sport pour développer des idées de projets novatrices, capables de proposer des solutions sociales créatrices de valeurs économiques.

Les participants ont bénéficié de plusieurs ateliers ainsi que d'un accompagnement dans la conception de leurs projets sportifs. Plus de 140 participants, ont pu profiter également d'une formation sur le programme Intilaka. Riche et ambitieux, ce partenariat continuera en 2022 pour faire bénéficier plus de jeunes.

C. Financer l'atténuation et l'adaptation au **changement climatique**

Confronté aux conséquences du changement climatique, principalement celles liées à la rareté des ressources en eau, le Royaume du Maroc s'est engagé à déployer les efforts à même de contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation aux effets de ce dernier. C'est dans ce sens que notre Banque œuvre en faveur du financement de projets à impact environnemental tout en mettant en œuvre une gestion environnementale interne de ses propres activités.

Maitriser notre propre empreinte environnementale

Avec l'extension de nos activités et de notre réseau, l'optimisation de nos consommations d'énergie et de matière s'impose et requiert la mise en place de nouvelles actions chaque année.

Impact environnemental direct

Notre impact environnemental direct est issu de la construction, la rénovation et l'usage de nos bâtiments, siège et agences, ainsi que des déplacements de nos collaborateurs entre leur domicile et leur lieu de travail et durant l'exercice de leur métier. Nous consommons ainsi de l'énergie de différents types (électricité, carburant, liquides frigorigènes…) pour l'éclairage, les déplacements, la climatisation, le fonctionnement du matériel informatique, les ascenseurs, les groupes électrogènes… Nous produisons également des déchets de construction, papiers, toners, organiques et contenants alimentaires en plastique et métal. Du fait de la nature de notre activité, notre consommation d'eau est mineure.

Politique environnementale et mesures phares

Notre politique environnementale s'articule autour de deux grands axes : le choix de solutions et technologies à impact positif sur l'environnement et l'incitation des prestataires à travers une charte.

La Banque a ainsi fait depuis quelques années les choix suivants :

- Usage de matériaux et équipements durables pour la construction et la rénovation de ses bâtiments (corian, bois, verre, climatisation écoefficiente…) depuis 2017 ;
- Généralisation progressive de l'éclairage LED depuis 2017 ;
- Généralisation des imprimantes multifonctions paramétrées recto/verso par défaut et suppression des imprimantes individuelles ;
- Digitalisation des processus métiers fortement consommateurs de papier ainsi que des comités internes et des instances sociales ;
- Digitalisation d'une partie des imprimés et des courriers adressés à la clientèle ;
- Déploiement de la politique zéro archive au niveau des agences ;
- Remplacement au fur et à mesure des serveurs informatiques par des de nouveaux serveurs nécessitant moins de réfrigération ;
- Réduction du nombre de voitures du parc auto et remplacement par des voitures plus efficientes.

Ces grands projets s'accompagnent d'un suivi par agence (eau et électricité) afin de sensibiliser aux excès de consommations avec intervention pour analyse et réparation en cas de besoin (fuite d'eau par exemple).

2021 en chiffres

100 %
des imprimantes collectives

68 %
des agences équipées d'un éclairage LED

Ambition 2025

Réaliser le Bilan carbone de l'activité propre de la Banque

Performance

Indicateur	Unité	2019	2020	2021	Commentaires
Consommations d'eau, d'énergie et de matières					
Consommations d'eau du siège et extension	m3				(et par régions) Indicateur est en cours d'implémentation pour l'exercice 2022.
Consommations d'électricité du Siège et extension	KWh	2 383 209	2 095 658	1 959 583	la baisse est dûe principalement au Renouvellement des équipements de Climatisation au niveau de la salle Blanche et l'extension (4 pompes à chaleur modifiées).
Consommations d'électricité Centre de Back Up	KWh	1 085 375	651 951	379 580	Réduction de 42 % des consommations back up est dûe au renouvellement des serveurs et à la supression d'armoires réfrigérantes (4 armoirs réffrigérantes enlevées).
Déploiement LED Agence	Nb. (%)	40 %	52 %	68 %	Installation LED à fin 2021 comprend 68 % du réseau + Optimisation de puissance et nombre de lampes installées.
Consommations de refroidissement	KWh ou kJ (indiquer)				NC
Consommations de chauffage (si chauffage autre qu'électrique)	KWh ou kJ (indiquer)				NC
Nombre de voiture Parc Auto	Nb.		26	23	Cession de 3 anciennes voitures
Consommations de carburant	litre	33 393	21 428	25 250	La consomation est exprimée en litres et ne comprend pas les consommations du personnel (voitures de service ou personnelle). L'augmentation de 18 % est dûe princimaplement à la reprise d'activité post-covid.
Consommations de papier (dont part recyclée)	Kgs (consommation totale)	73 438	68 122	78 984	le poids net d'une rame est de 2,4Kg
Nombre de voiture Parc Auto	(%) recyclé	11 %	8 %	15 %	Le taux a baissé suite à : Baisse de la fréquence des Commissions de destruction (une seule en 2020 VS 5 en 2018)
Consommations de tonners (dont part recyclée)	Nb. (%)	58 unités (0 %)	14 unités (0 %)	15 unités (0 %)	Les toners au niveau du réseau sont gérés en externe ; La prestation d'impression est gérée par location
Autre ? Consommation de carton	Kgs (consommation totale)	164,14	128,44	190,23	le poids d'un carton est de 85 g

Financer des projets verts

La Banque finance plusieurs projets à bénéfice environnemental, c'est-à-dire permettant la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou l'ajustement aux phénomènes climatiques actuels et futurs.

L'offre de financement "Green Dev" est un crédit d'investissement conçu en partenariat avec la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) dans le cadre de la ligne de financement GEFF (Green Economy Financing Facility), permettant aux entreprises d'investir en efficacité énergétique et énergies renouvelables.

Cette offre est une solution clé en main intégrant ce qui suit :
• Un financement sur mesure selon le besoin du client et la nature de l'investissement ;
• Une assistance technique gratuite permettant au client de bénéficier d'un audit énergétique à même de l'orienter dans le choix des postes, consommant de l'énergie, à optimiser et du matériel à acquérir ;
• Une subvention d'investissement variant de 10 % à 15 % du montant du prêt.

2021 en chiffres

25
millions d'euros dédiés aux financements verts

Ambition 2025

• Mettre en place un Système de gestion de Risques Environnement et Sociaux
• Mettre en place un mécanisme innovant de financement en faveur du climat et des communautés

Avoir des processus internes modernes

A. Mettre en place une **gouvernance** de la RSE

La Gouvernance de la RSE au sein de CIH BANK repose sur 4 piliers : le Conseil d'Administration qui valide les orientations stratégiques, le Comité de Direction dédié à la RSE, semestriel, propose les orientations et veille à la mise en œuvre de la stratégie, la fonction RSE qui coordonne la mise en œuvre de la feuille de route, veille au reporting des performances en collaboration avec les relais RSE au sein des fonctions.

2021 en chiffres

2
Réunions du Conseil d'administration et

3
Comités de Direction avec la RSE à l'ordre du jour

1
Responsable RSE

16
relais RSE, à raison d'un relais par fonction concernée par les enjeux RSE

Ambition 2025

Objectif :
100 % des collaborateurs sensibilisés à la RSE

Actions :
- Recrutement d'une ressource dédiée à la RSE
- Points RSE réguliers en Comité d'Administration
- Intégration de critères de performance liés aux objectifs RSE dans la rémunération variable des dirigeants
- Système dématérialisé de reporting RSE (collecte des indicateurs et informations qualitatives)
- Dispositif de contrôle interne RSE à intégrer à l'audit interne ou à l'audit permanent (au sujet des risques significatifs en termes de RSE)

B. Respecter l'**éthique** des affaires et la déontologie

La conformité de ses pratiques aux lois et réglementations en vigueur a toujours été une priorité pour CIH BANK. Par ailleurs, la Banque conduit ses affaires dans le respect de l'éthique et la déontologie du métier, autant avec ses clients et collaborateurs que ses fournisseurs.

Les risques de corruption, de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme inhérents au secteur bancaire sont identifiés et traités conformément aux lois et réglementations nationales et internationales.

Le Code d'Ethique et de Déontologie a été mis à jour en 2021 de façon à intégrer spécifiquement le volet relatif à la politique des cadeaux, à la lutte contre la corruption et au devoir d'alerte éthique. De même, une nouvelle politique de lutte contre la corruption ainsi qu'une politique de lutte contre la fraude ont été validées au cours de l'année 2021 par les instances de la Banque.

Aussi, nous avons renforcé notre politique de sécurité des systèmes d'information, afin d'accompagner notre transformation digitale en essor constant et de garantir la protection des données à caractère personnel de clients.

La politique d'achats responsables s'appuie sur 5 principes qui dictent les règles à observer, de l'expression du besoin à la livraison des produits et services :

- La redevabilité
- La transparence et le comportement éthique et déontologique
- Le respect des parties prenantes
- L'intégration des aspects RSE dans les pratiques d'achats
- La conformité légale et réglementaire

Pour un approvisionnement traçable et responsable

Nous suivons une procédure rigoureuse de sélection des fournisseurs, dont la conformité aux lois sociales et fiscales est vérifiée sur la base de documents administratifs.

Le processus rigoureux de sélection de nos fournisseurs, nous permet de vérifier sur base documentaire, leur conformité aux lois sociales et fiscales. Aussi, veillons-nous à la mise en concurrence des fournisseurs pour la passation des marchés pour toutes les prestations dont la Banque à besoin, celle-ci se fait sur la base d'une réponse à un cahier de prescriptions spéciales (CPS) pour prestation d'un montant supérieur à 200 000 MAD.

C'est la réponse technique la plus aboutie par rapport à ce CPS qui est privilégiée dans la limite des estimations budgétaires.

Par ailleurs, la priorité est donnée aux entreprises marocaines ou implantées au Maroc et lorsque la prestation n'est pas disponible localement, nous n'hésitons pas à encourager le prestataire étranger à avoir une activité locale. En outre, nous privilégions tant que possible, en veillant au respect des standards de qualité , les achats dans les régions. Le personnel de sécurité et d'entretien fait l'objet d'un recrutement local dans les différentes régions de la part des prestataires choisis.

Notre panel de fournisseurs est constitué d'entreprises de toutes tailles, avec une majorité de PME et de starts ups. Nous orientons uniquement les achats nécessitant d'importants investissements vers les grandes entreprises.

Suite à l'intégration des critères RSE dans le portail digitalisé N@chtary de réponse aux appels d'offres et consultations, l'entreprise soumissionnaire doit indiquer si elle dispose d'une politique RSE. Les aspects RSE sont regardés de plus près pour les fournisseurs critiques, en particulier les prestataires d'entretien et de sécurité qui font l'objet d'une vérification continue des déclarations à la CNSS des travailleurs sur nos sites. Des critères environnementaux sont par ailleurs appliqués spécifiquement aux achats informatiques et autres équipements énergivores : efficience des serveurs informatiques et des équipements, clauses de reprise du matériel informatique...La relation avec nos fournisseurs est encadrée par une charte des prestataires qui engage tout un chacun au respect de la législation, de l'environnement et de l'éthique. L'adhésion à cette charte est un préalable au référencement de tout fournisseur

2021 en chiffres

Aucune sanction ou allégation liées au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme

95 %
des achats en valeur réalisés auprès de prestataire locaux

Ambition 2025

Objectif :
100 % du réseau et des fonctions Audit et Inspection Générale, Achats, etc... (fonctions à préciser selon les zones de risques) formés à la lutte contre la corruption d'ici 2025

Actions :
• Ligne d'alerte anonyme de déontologie (plateforme permettant aux collaborateurs de faire part de leurs inquiétudes éventuelles concernant tout dysfonctionnement ou infraction à la législation, aux règlements et aux politiques et procédures internes, dès lors que les canaux habituels d'expression des préoccupations sont indisponibles ou inappropriés, sans crainte de représailles)
• Dématérialisation complète du circuit de paiement des fournisseurs

C. Améliorer les **processus** internes par le digital

En phase avec les nouvelles offres 100% digitales de la Banque, CIH BANK poursuit l'automatisation et la digitalisation de ses processus internes dans une agilité croissante. Consciente de cette dimension essentielle à son développement, CIH BANK a été la première banque à entamer son processus de transformation digitale dès le changement de son identité visuelle en 2014, en phase avec sa signature « La Banque de demain dès aujourd'hui ». Process par process, métier par métier, la digitalisation interne de la Banque est depuis en bonne marche.

2021 en chiffres

100 %
des nouvelles offres sont digitalisées

Dématérialisation des échanges entre agence et back office Docflow :

56 process
dématérialisés sur 60 dont 13 en 2021

Ambition 2025

Objectif :
100 % du réseau couvert par la politique zéro archive

Actions :
• Améliorer les applications internes et externes par le digital
• Repenser et alléger les processus internes (signature électronique, GMAO, etc.)
• Digitaliser l'instruction des crédits pour l'entreprise

D. Anticiper et **gérer** les **risques** et les crises systémiques

Analyser et anticiper les risques économiques, sociétaux et environnementaux inhérents au système financier en va de la pérennité de ses acteurs. C'est dans cette optique que nous mettons en œuvre tous les moyens à même de nous permettre d'identifier les signaux faibles et d'accroitre notre capacité à gérer les crises éventuelles.

La Banque s'appuie, pour cela, sur deux cartographies des risques opérationnels à impact financier : l'une pour les métiers et l'autre pour les fonctions supports. Ces cartographies sont mises à jour annuellement pour prendre en compte de nouveaux risques et de nouvelles cotations. Elles sont présentées au Comité des Risques, émanant du Conseil d'Administration.

Les risques sont qualifiés selon le processus suivant :

Cotation
Chaque risque est coté selon son occurrence, son impact financier et son impact légal et en termes d'image

Classification
Les risques sont ensuite classifiés dans une matrice selon leur fréquence et l'impact, qui déterminent la gravité

Appréciation
Cette gravité des risques est croisée avec le score de maîtrise du risque selon la matrice ci-dessous

Seuil des risques résiduels tolérables

En 2021, nous avons amorcé le processus d'intégration des risques environnementaux et sociaux dans nos activités d'octroi de prêts aux entreprises.

2021 en chiffres

135

positions (incluant 20 positions relatives aux effectifs de la DSI) identifiées comme étant critiques pour la continuité d'activité et pour lesquelles une stratégie a été mise en place pour garantir le repli.

Ambition 2025

Mise en place d'une politique de gestion des risques financiers et extra-financiers tenant compte des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance.

E. Veiller à la protection des **données clients** et à la **cybersécurité**

Les risques de protection des données clients et de cybersécurité engendrés par la digitalisation croissante de nos produits et services et de l'ouverture des systèmes d'information bancaires font l'objet d'une gestion rapprochée et en temps réel, dans le but de préserver notre image et la qualité de la relation client. C'est ainsi que le code de déontologie et d'éthique rappelle l'importance de l'intégrité et du bon traitement des données personnelles et définit les obligations des collaborateurs.

En 2021, la Banque a procédé à une mise à jour de la politique de sécurité des systèmes d'informations s'appuyant sur une revue de la cartographie des risques de sécurité prenant en considération l'impact sur les métiers, l'image de marque , ainsi que les infrastructures sensibles. Cette politique est accompagnée d'un ensemble d'outils, dont un plan de communication à destination de tous les collaborateurs. Ce dernier est soutenu par une plateforme permettant l'automatisation, le suivi des indicateurs et le lancement de campagnes de sensibilisation situationnelles.

Capacité de détection et de réaction

Des audits de sécurité ou tests d'intrusion sont menés 3 à 4 fois par an par des « ethical hackers ».

Ces tests sont réalisés à partir de données anonymisées, ne permettant pas d'accéder aux données clients. Un comité se réunit mensuellement afin de passer en revue les incidents et vulnérabilités éventuellement détectées. A fin 2021, quelques possibilités d'intrusions majeures ont été détectées et corrigées dans la foulée.

2021 en chiffres

100 %

des traitements ont reçu un retour favorable de la CNDP.

Ambition 2025

Objectif :
Corriger 100 % des possibilités d'intrusion détectées.

Action :
Nomination d'un Data Protection Officer (spécialement assigné à la protection des données et aux politiques de conformité associées)

Être un employeur citoyen

A. Le profil **humain**

Les effectifs ont cru significativement en 2021 (+4,7 %) pour s'établir à 2181 collaborateurs.

Indicateur	2019				2020				2021			
Informations par catégorie	Total	Cadres responsables	Cadres	Gradés	Total	Cadres responsables	Cadres	Gradés	Total	Cadres responsables	Cadres	Gradés
Recrutements par catégorie	281	1	193	87	149	2	112	35	259	15	137	107
Démissions par catégorie	109	2	81	26	74	2	65	7	113	9	76	28
Licenciements par catégorie		1	3	4	3	0	2	1	4		1	3

Casablanca concentre **58,2 %** des effectifs, chiffre en hausse du fait des nombreux recrutements au siège

La diversité de nos effectifs

Notre Code d'Éthique et de Déontologie rappelle l'importance que nous accordons au principe d'égalité des chances dès le recrutement et tout au long de la carrière, tant dans les affectations ou promotions que dans la rémunération.

> *"Aucune distinction ne peut se faire sur la base d'origine éthique ou géographique, de l'âge, du genre, de la couleur, de la religion, de l'appartenance politique ou syndicale, du handicap, de la situation matérielle [...] ."*
>
> **Extrait du Code d'Éthique et de Déontologie**

Âge

De nombreux jeunes chargés de compte et de clientèle viennent étoffer les effectifs du réseau afin d'accompagner son extension et la croissance. Les collaborateurs ayant moins de dix ans d'ancienneté comptent ainsi pour plus de la moitié de nos effectifs. La Banque va à la rencontre de ses nouvelles recrues lors des salons et forums de recrutement organisés par les écoles et universités.

Parité

La question du genre en général, et de la parité dans nos effectifs en particulier représente un chantier de progrès important de nos engagements RSE. En 2021, la part des femmes dans notre capital humain a progressé de 2 %, et nous comptons deux femmes de plus parmi nos cadres dirigeants et une femme supplémentaire au sein de notre Conseil d'Administration.

Part des femmes dans l'effectif

38,8 % 2019

39,9 % 2020

41,9 % 2021

B. Assurer le bien-être et la **santé** des collaborateurs

Santé et sécurité

La mobilisation de tous nos employés est essentielle au déploiement de notre business model et à l'accompagnement de notre croissance. Ils sont nos meilleurs ambassadeurs auprès de nos clients et de nos parties prenantes. Leur équilibre et leur bonne santé sont une condition de notre performance.

Entité 'Action sociale'

- Mettre en place des actions visant à favoriser l'épanouissement des collaborateurs
- Veiller au respect des exigences régelementaires en matière de conditions de travail (médecine de travail, hygiène et sécurité,...)

Comité Hygiène & Sécurité

- Comité réglementaire instauré par le Code du Travail
- Traite de toutes les questions en rapport avec la sécurité, l'hygiène ou la médecine de travail.
- Lieu d'échange et de concertation, il passe en revue les actions réalisées et
- Traite et analyse les accidents du travail
- Statue sur les améliorations à apporter en matière de conditions de travail

Service médico-social

- Assister les collaborateurs en cas d'urgence et assurer les visites médicales réglementaires
- Le service se compose du médecin du travail, en charge des examens médicaux d'aptitude et des visites médicales annuelles, d'une assistante sociale chargée d'assister le personnel dans les hospitalisations et d'une infirmière en charge des soins

1.247 MAD montant moyen par salarié investi en médecine préventive en **2021**

Pour veiller à la santé de ses collaborateurs, CIH BANK leur fait bénéficier d'une couverture maladie complète, de régimes de retraite simples et complémentaires ainsi que de prestations d'assurance et de prévoyance offrant des indemnités en cas de maladie, maternité, décès, invalidité, accident du travail et responsabilité civile. Des actions de médecine préventive sont également menées chaque année, telles que la vaccination contre la grippe saisonnière et le dépistage des affections pulmonaires. Des actions de prévention spécifiques au COVID-19 ont fait passer le montant moyen par salarié investi en médecine préventive de 1037 MAD en 2020 à 1.247 MAD en 2021.

Bien-être

Au-delà de sa responsabilité de garantir la santé et sécurité pour ses salariés, CIH BANK s'applique à proposer à ses collaborateurs et collaboratrices un cadre de travail qui contribue à leur bien-être, leur équilibre et leur épanouissement.

Mise en place d'une crèche d'entreprise

Créée dans un esprit d'amélioration des prestations sociales de la Banque, principalement pour une meilleure conciliation vie professionnelle et vie personnelle, la crèche CIH BANK répond aux meilleurs standards pédagogiques. Elle est dédiée aux enfants des collaborateurs et connaîtra sa première rentrée en septembre 2022. Représentant un réel avantage pour les collaborateurs, jeunes parents, la nouvelle crèche représente une solution de garde fiable, de grande qualité et à coût abordable du fait des subventions de la Banque.

Mode de travail hybride : mise en place d'un système de télétravail

CIH BANK a recouru au télétravail de manière généralisée afin d'établir une protection face à la pandémie de COVID 19. Cette bascule vers le télétravail, réalisée dans un contexte singulier, a changé les pratiques professionnelles, et les habitudes de chacun. Avec désormais presque deux années de recul et suite à une phase d'étude de plusieurs mois, nous avons décidé d'organiser le passage à un mode hybride de travail, combinant les modes présentiel et à distance. La Banque a engagé une démarche globale de transformation. Elle étend et pérennise le mode d'organisation hybride, grâce à la mise en place générale et progressive du télétravail. La Banque s'appuie par railleurs sur l'effort de digitalisation entrepris depuis plusieurs années pour concilier le bien-être de chacun avec l'impératif d'efficacité opérationnelle qui s'impose à tous.

Dialogue social

L'année 2021 a été marquée par l'organisation des élections des délégués du Personnel à l'échelle de tout l'établissement qui a permis l'élection de 39 délégués titulaires et 39 suppléants. Cette année a connu également le renouvellement des membres du Comité d'Entreprise et du Comité d'Hygiène et de Sécurité.

Un dialogue permanent et constructif est maintenu tout au long de l'année avec le partenaire social tant à travers des réunions mensuelles que dans le cadre des instances représentatives du Personnel, notamment le CE et le CHS.

Ces rencontres sont des occasions de partage et d'échange sur les projets structurants de la Banque et les différents sujets préoccupant les collaborateurs visant l'amélioration des conditions de travail et le bien-être de ces derniers. Ainsi, ce dialogue empreint de confiance et maturité a permis la consolidation d'une paix sociale durable au sein de l'établissement.

Comme fruit de ce partenariat, l'année écoulée a été marquée aussi par une baisse de taux de 0,50 % pour les crédits accordés au Personnel, notamment les prêts relatifs au logement principal, logement secondaire, Consommation, Consolidation, In-fine, Aménagement et voiture.

Pour les litiges sociaux, un seul dossier a été enregistré au titre de l'année 2021 concernant un ex-employé de la banque.

Sur un autre registre et dans un souci de préservation de la santé de nos collaborateurs dans le contexte sanitaire particulier lié à la pandémie COVID-19 et ses variants, l'année 2021 a connu la mise en place d'un dispositif complet de gestion de télétravail en étroite collaboration avec le partenaire social.

2021 en chiffres

20 %

taux de progression du montant investit par salarié par an en médecine préventive

714

prêts au personnel débloqués en 2021.

Ambition 2025

Objectifs :

90 % de taux de satisfaction relatif à l'équilibre vie privée/vie professionnelle

Actions :

- Adoption du télétravail comme mode d'organisation alternatif
- Ouverture de la crèche d'entreprise
- Lancement d'un baromètre interne de mesure de la satisfaction des collaborateurs

Performances

Évolution du nombre d'accidents du travail

Part du résultat net de la Banque consacré aux œuvres sociales (hors santé, prévoyance et retraite)

Effectif dédié à la médecine du travail (médecins, infirmières...)

Nombre de logements de vacances réservés en 2021

Nombre de centres	Nombre de bénéficiaires	Nombre de Nuités
22	1887	8724

Montant moyen par salarié investi en médecine préventive en MAD

Dialogue social	2019	2020	2021
Litiges collectifs	0	0	0
Litiges individuels	4	2	1
Le pourcentage d'employés couverts par des accords de négociation collective		100%	100%

C. Développer les **collaborateurs** et leurs carrières

Le positionnement innovant de la Banque, nécessite l'accompagnement de l'accélération technologique, des changements réglementaires et des mutations socio-économiques par les capacités à même de garantir la performance et la croissance attendues. La gestion de carrière accompagnée d'un parcours de formation personnalisé, demeure la meilleure réponse à nos enjeux de consolidation et d'extension du réseau, de digitalisation de nos offres et de nos processus.

Détection des talents

Nous avons continué à détecter les talents qui accompagneront notre croissance grâce à un processus de recrutement ciblé et transparent. Les postes à créer sont ainsi validés lors des approbations budgétaires, puis les besoins exprimés par les différentes entités sont agrégés. L'entité recrutement, au sein de la Direction du Capital Humain, a la charge de rechercher et de sélectionner des candidats à ces postes, parfois avec le concours de cabinets spécialisés. Des entretiens sont conduits à son niveau puis par le pôle métier au sein duquel le manager valide la candidature. L'ensemble des recrutements sont entérinés par le Comité Administratif. Les salaires sont proposés sur la base de la nouvelle grille de salaires d'embauche.

Évolution des recrutements par catégorie

Gestion de carrière et mobilité interne

En 2021, 87,5 % des employés ont bénéficié d'une revue de performance et d'évolution annuelle. Ce moment constitue un espace d'échange et de projection en faisant le bilan des réalisations et de la performance du collaborateur par rapport aux objectifs fixés un an plus tôt. Il permet aussi d'aborder les perspectives d'évolution (promotion ou mobilité) et les besoins de formation du salarié.

Chaque année, est présenté au Comité Administratif un bilan des enseignements globaux issus de ces entretiens afin d'orienter la politique en matière de gestion de carrières. Ce bilan annuel est un moment privilégié pour détecter les possibilités de mobilité interne et de promotion. Ainsi, en 2021, 156 collaborateurs ont été promus et 212 ont bénéficié d'une mobilité interne, significativement en hausse versus 2019 et 2020. La mobilité interne est particulièrement encouragée au niveau du réseau : elle permet d'acquérir une connaissance complète du métier, préalable à une promotion. Des conditions avantageuses sont octroyées, et les frais de mobilité géographique sont pris en charge afin d'accompagner l'extension de notre réseau dans toutes les régions.

Formation et développement des compétences

En 2021, 62 % de notre effectif a bénéficié d'au moins une formation, une hausse de 9 points par rapport à 2020. C'est le fruit d'un renforcement des activités de formation par CIH BANK, qui souhaite accompagner la dynamique de changement de la Banque. En 2021, le nombre de jours/hommes moyen de formation par collaborateur est de 6, en hausse de 3 points par rapport à 2020.

Lancement du projet de classification des emplois

Le projet de classification des emplois a pour objectif de revaloriser le système de classification actuel et en faire le socle de cohérence des activités RH, d'évaluer à sa juste valeur la contribution de chaque emploi dans le fonctionnement de la Banque et dans l'atteinte de ses résultats opérationnels et financiers. Par ailleurs, la nouvelle classification permettra de garantir une gestion des ressources humaines équitable (ajustée aux responsabilités et compétences de chaque emploi), de moderniser l'ensemble des pratiques de gestion du capital humain tout en tenant compte de l'évolution des métiers et de la mise en avant des nouvelles compétences par la construction de trajectoire de carrière par profil.

2021 en chiffres

156

collaborateurs ont reçu une promotion, 18 de plus qu'en 2020

Ambition 2025

Objectifs :

100 % de collaborateurs bénéficiant d'au moins une formation par an

95 % des collaborateurs bénéficiant d'une revue de performance et d'évaluation annuelle

Actions :

- Mise en place d'un nouveau programme d'on-boarding des nouvelles recrues
- Création d'une bourse de mobilité interne
- Mise à jour du référentiel des emplois et compétences

Performances

nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation

Part du budget de formation par rapport à la masse salariale

Nombre de jour/homme moyen de formation par collaborateur

Taux global de satisfaction des formations

Gestion de carrière

Part des employés ayant bénéficié d'une revue de performance et d'évolution de carrière au cours de la période de reporting par genre et catégorie

Nombre de promotions

Nombre de mobilités

D. Garantir une **rémunération équitable** corrélée à la performance réelle

Un système de rémunération équitable, adossé à la performance, est essentiel pour garantir l'équité, soutenir la motivation des équipes et fidéliser les talents. Ceci se traduit à la fois dans la rémunération individuelle et dans l'intéressement de tous aux résultats de la Banque, favorisant la création de valeur collective.

Notre système de rémunération s'appuie sur deux composantes complémentaires :

La rémunération fixe

Elle est issue d'une grille d'embauche et de tranches de salaires, servant de référence aux managers lors des augmentations annuelles. Ces tranches de salaires ont été définies sur la base d'une analyse fine des salaires par fonction et profil.

La rémunération variable

Elle est fonction de la performance individuelle dans un but de méritocratie. Elle s'appuie sur le taux de réalisation des objectifs pour le réseau et sur des indicateurs majoritairement qualitatifs pour le siège. Elle est aussi un levier de réduction des écarts salariaux injustifiés.

Intéressement & participation

Les collaborateurs bénéficient, en outre, d'un système d'intéressement et de participation

2021 en chiffres

7,34 %

part des primes dans la masse salariale

Ambition 2025

Objectif :

95 % des collaborateurs bénéficiant d'une revue de performance et d'évaluation annuelle

Action :

Mise à jour du référentiel des emplois et compétences (rémunération cible, minimale, médiane, variable)

Performances

Part des primes dans la masse salariale

À PROPOS

À propos de ce **rapport**

Référentiel de reporting

Le présent rapport se réfère à la norme internationale de reporting Global Reporting Initiative (GRI) et à la circulaire n° 03/19 du 20 février 2019 de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux, à laquelle CIH BANK est soumise en tant que société cotée à la Bourse de Casablanca. Dans un souci de transparence et d'adoption des meilleures pratiques, les informations publiées sont en conformité essentielle avec GRI, dans la limite de leur disponibilité. En outre, la contribution de la Banque aux objectifs de développement durable de l'ONU, a été mesurée grâce au questionnaire SDG Action Manager développé par B Lab et UN Global Compact.

Périmètre de reporting et de consolidation des données

Le périmètre de reporting couvre CIH BANK. Les données qualitatives concernent majoritairement l'année 2021 et la plupart des données quantitatives sont communiquées pour la période 2019-2021. Chaque fonction a calculé et transmis ses indicateurs quantitatifs qui ont fait l'objet d'un contrôle de cohérence par l'équipe projet. Le contenu de ce rapport a été validé par les membres du Comité de Direction.

Méthodologie de reporting

Ce rapport a été préparé par la fonction RSE, sur la base des engagement stratégiques RSE pris en 2020 à horizon 2025, et de la contribution des relais RSE. L'approche managérial identifié et les indicateurs pilotés ont été mis à jour par chaque fonction concernée dans la limite de leur disponibilité.

Contacts

Mme Hind CHIGUER
Responsable RSE CIH BANK
Hind.chiguer@cihbank.ma

Mentions **réglementaires**

Crédit Immobilier et Hôtelier
Société anonyme au Capital Social de 2.832.473.500 DH. Agrément N° 2348-94 du 14 Rabii 1er 1415 / 23 Août 1994. Siège Social : 187, Avenue Hassan II - 20019 - Casablanca Maroc.
R.C. : Casablanca N° 203 - C.N.S.S N° 1027805 - ID Fiscal N° 01084033 - Patente N° 34200588.
Tél. : (+212) 522 479 000 / (+212) 522 479 111 - Fax : (+212) 522 479 163.
Centre de relation clients : 47 47

Liste des communiqués de presse publiés au titre de l'exercice 2021

CIH BANK

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -
www.cihbank.ma

Communiqué des Indicateurs trimestriels au 30 Juin 2021

Acquisition par la Banque Centrale Populaire de la participation de CIH BANK dans Maroc Leasing et Maghreb Titularisation

Communiqué Post Assemblée Générale Ordinaire du 16 Juin 2021

Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire

Résultats financiers au 31 Décembre 2020

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

187, Avenue Hassan II - 20019 - Casablanca

Tél : (+212) 0522 47 90 00

(+212) 0522 47 91 11

Fax : (+212) 0522 47 90 63

www.cihbank.ma

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

www.cihbank.ma

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :
- Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
- Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
  - Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
  - Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, les actifs financiers à la juste valeur par Capitaux Propres et les instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers.

Bases de présentation
Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.
Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.
Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles
Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Certaines catégories d'actifs telles que les terrains et constructions sont évaluées à la juste valeur.
Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions Exploitation :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes :

Le modèle du coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs. Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers et possédant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chacun des composants est amorti de façon systématique sur sa durée d'utilité propre, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques.

Le modèle de la réévaluation peut être retenu lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. Le montant comptabilisé dans ce cas correspond à la juste valeur de l'immobilisation à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et des pertes de valeur. La fréquence de la réévaluation dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

Cette méthode est appliquée à une catégorie d'actifs, dont la fréquence de la réévaluation dépend les fluctuations de la juste valeur desdites immobilisations.

La juste valeur : correspond au prix qui serait perçu à l'occasion de la vente d'un actif ou le prix qui serait payé pour transférer une dette, dans le cadre d'une opération conclue à des conditions normales par des intervenants de marché, à la date de l'évaluation.

La valeur résiduelle : corresponds au prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

La durée d'utilité : désigne la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement débute quand cet actif est disponible pour être utilisé. Par conséquent, l'amortissement cesse quand l'actif est sorti du bilan. La base amortissable correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

Note Changement de méthode comptable :

CHANGEMENT DE MÉTHODE D'ÉVALUATION DES TERRAINS ET CONSTRUCTIONS:
Le changement de méthode d'évaluation de la catégorie terrains et constructions des immobilisations corporelles, a été opéré le 01.01.2020. Le modèle retenu est celui de la juste valeur (modèle de réévaluation) en remplacement du coût amorti conformément aux normes IAS 8, IAS 16 et IFRS 13. L'impact de ce changement de méthode sur les capitaux propres part du Groupe au 01.01.2020 est de 80 MDH.
Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, le Groupe CIH a prévu de réévaluer par inventaire tournant l'ensemble des actifs significatifs du Groupe relevant de la même catégorie.

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les amortissements des immeubles de placement sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité suivantes :

Immeubles et constructions Hors Exploitation

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	15
Catégorie D	Equipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1er janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location.

Pour tout contrat de location simple et de financement, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est enregistrée au compte de résultat sur la ligne « Charges des autres activités » ainsi que la charge d'intérêt sur la dette.

Options retenues :
Pour identifier les contrats de location qui entrent dans le périmètre de la norme, voici les critères retenus :

Le Groupe a utilisé les deux mesures de simplification proposées par la norme IFRS 16 portant sur les contrats à court terme (durée de 12 mois ou moins) et sur les contrats à actifs sous-jacents de faible valeur, dont la valeur est inférieure ou égale au seuil proposé par l'IASB, à savoir 5000 USD.

Durée retenue : La durée pendant laquelle le Groupe a généralement utilisé des types particuliers de biens (loués ou détenus en propre) auparavant et les raisons économiques sous-jacentes ont été utilisées pour déterminer si le groupe a la certitude raisonnable d'exercer une option ou de ne pas l'exercer.

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée des paiements de loyers et des paiements estimés à la fin du contrat (pénalités de résiliation le cas échéant et la garantie de la valeur résiduelle si applicable).

Le taux utilisé pour l'actualisation de ces paiements est le taux d'endettement marginal qui correspond au taux de refinancement sur le marché financier sur des durées équivalentes à celles des dettes locatives

TEST DE DEPRECIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.
Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.
Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.
La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.
Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.
• ***Niveau 1 :*** justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.
• ***Niveau 2 :*** justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
• ***Niveau 3 :*** justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS9 « Instruments financiers », remplace la norme IAS39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :
• La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
• La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

Liens entre le classement sous IAS 39 et le classement sous IFRS 9 :

Le premier critère vise à comprendre la manière dont sont gérés, par le métier, les actifs au niveau du portefeuille. Le modèle de gestion correspond à la stratégie de gestion définie par le management.

L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :
- La collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

		Modèle de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre-Vente
Test SPPI*	Satisfaction	Cout amorti	juste valeur par OCI recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfaction	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat

(*) Le test SPPI permet d'analyser les caractéristiques des flux de trésorerie d'un contrat/produit et d'apprécier (au regard des dispositions de la norme) si ceux-ci sont composés uniquement du remboursement du principal et d'intérêts sur le principal restant dû.

La grille d'analyse du modèle de gestion, grille dédiée à la première application de la norme IFRS 9, permet de documenter le modèle de gestion, selon les critères IFRS 9, en considérant notamment les axes suivants :
- Description de la nature d'activité de chaque portefeuille : stratégie, intention de gestion, catégories d'instruments utilisés ;
- Analyse des opérations de cession ;
- Analyse des indicateurs de performance de l'activité. Cette grille d'analyse est renseignée par portefeuilles homogènes.

Dépréciation des actifs sous IFRS9

Le modèle de dépréciation prévoit d'une part, l'anticipation des pertes en se basant sur les pertes attendues (ECL) et d'autre part, la prise en compte de prévisions macro-économiques dans la détermination des paramètres de risque (Forward looking).

Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS 9 pour le CIH concerne :
• Les créances envers la clientèle
• Les créances envers les établissements bancaires
• Le portefeuille titres

S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité :
Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise(BE).

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origination du crédit. Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

• **Bucket 1** (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis le comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait dans une période de 12 mois après la clôture comptable.

• **Bucket 2** (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit.

• **Bucket 3** (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) → Comptabilisation d'un dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif financier.

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IFRS 9 « Instruments financiers » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENRTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

• une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

• une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :

- Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

  ou

- Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:

• Prime de fin de carrière ;
• Prime d'ancienneté ;
• Indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du **1er janvier 2013** avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues	indimités de départ à la retraite		Autres avantages long erme	
	31-Déc-20	31-Déc-19	31-Déc-20	31-Déc-19
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	4.40%	4.70%	3.50%	3.60%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	2192	2208	2192	2208
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,0% et 1,5%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.
Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

IFRIC 23

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est une interprétation qui précise la manière dont les risques liés aux impôts sur le résultat doivent être présentés dans les comptes annuels.
Elle clarifie les dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

IFRIC 23 donne le choix aux entreprises d'appliquer la norme, pour la première fois au 1er janvier 2019, selon l'une des deux approches suivantes :

• Approche totalement rétrospective selon la norme IAS 8, si une entité peut le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori ;
• Approche partiellement rétrospective, avec prise en compte de l'effet cumulatif de la première application dans le RAN ou dans d'autres éléments appropriés des capitaux propres du bilan d'ouverture ;

Le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective partielle en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires », ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».
Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017.
L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.
Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue.
Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions-Prestation de services et autres.
Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPÔT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.
Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.
La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.
Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :
- Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;
ou
- Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.
Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).
Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.
Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

Regroupements d'entreprises

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise.
Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :
- La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;
Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.
Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.
Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.
Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

Goodwill

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.
Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains.
Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

Recours À des estimations

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.
Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.
Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :
- Provisions pour dépréciation des créances clients ;
- Goodwill ;
- Provisions pour risques et charges ;
- Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure '**Entité Structurée**' : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.
Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :
1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2020*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1.500	283.7
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1.200	112.9

* En millions de dirhams

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :
• L'activité banque ;
• L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
• Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.
Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

• La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

• Modalité d'exercice de la Direction Générale :
- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

Rôle du Conseil d'Administration
Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.
Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit et des Risques.

Rôle de la direction générale
La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle
Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.
Structures et Organisation

Structures et Organisation
Le Dispositif de gestion des risques est organisé comme suit :

• La Direction Contrôle et gestion des Risques, La Direction Risque Opérationnel et Contrôle permanent et la Direction des Engagements sont rattachées à La Gestion Globale des Risque et Recouvrement.
• La Direction Contrôle de gestion et ALM est rattachée aux Finances, Services à la Clientèle & Canaux Alternatifs.
• L'entité Lutte Anti Blanchiment est rattachée au Pôle Conformité.
• L'entité Sécurité des Systèmes d'Information est rattachée à la DSI.
• Le Contrôle périodique est pris en charge par le Pôle Audit et Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale
• Le Comité de Management des Risques ;
• Le Comité Contrôle Interne ;
• Le Comité Risques Opérationnels et Contrôle Permanent ;
• Le comité de pilotage des risques de crédit ;
• Le Comité des Engagements ;
• Le Comité de Recouvrement ;
• Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
• Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
• Le Comité de Suivi du Contentieux ;
• Le Comité de Provisionnement ;
• Le Comité ALM ;
• Le Comité Trésorerie et placement ;
• Le Comité Nouveaux produits.

Les Comités émanant du Conseil d'Administration :
• Le Comité des Risques ;
• Le Comité d'Audit ;
• Le Comité des Grands Engagements et Investissements.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES
En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

Identification
L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH.
A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

Mesure
Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.
Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Des modèles de notation sont également élaborés pour les segments professionnels, banques et assurances.

Maîtrise
Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites
L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.
Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence
Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'activité (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

Contrôle et surveillance
Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par la Conformité et le Contrôle Permanent pour ce qui est du risque de non-conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). Le Pôle Audit et Inspection Générale assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction contrôle et gestion des risques et de la Direction Risque opérationnels et contrôle Permanent, consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Eléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

I. RISQUE DE CREDIT
On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

Le CIH a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadrées par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits

a. Principes de base régissant l'activité de crédit
L'activité de crédit au CIH Bank s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants :
• Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.
• Système de délégation de pouvoir approprié.
• Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.
Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

b. Politiques Risques
La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par un ensemble de politiques risques organisées en une politique risque chapeau et des politiques risques par thème.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risques opérationnels, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :
• Politique Risque Banque de l'entreprise ;
• Politique Risque Banque de l'immobilier ;
• Politique Risque Banque des particuliers ;
• Politique Risque marché des professionnels ;
• Politique de provisionnement ;
• Charte des risques sensibles.

c. Comités Crédit
Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité crédit. On distingue entre :
• Les comités d'octroi, notamment :
  - Comités Banques de l'Entreprise ;
  - Comité Banque de l'Immobilier ;
  - Comité Banque de Détail ;
  - Comité Stratégique ;
  - Comité des Engagements.
• Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
  - Comité de provisionnement ;
  - Comité grands risques ;
  - Comité risques sensibles ;
  - Comité de pilotage risque de crédit ;
  - Comité Management des risques.
• Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques, le Comité d'Audit et le Comité des Grands Engagements et Investissements.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

d. Procédures Engagements

Le processus d'octroi de crédit chez CIH Bank est encadré par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose, entre autres, sur les principes suivants :
- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision via le Comité Compétent,
- Respect de nos politiques risques,
- Respect du système de délégation des pouvoirs.
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches :
- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements ;
- Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
- Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
- Déblocage/ Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.

Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

e. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit

De par l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit aux particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé. La banque envisage de généraliser cette approche aux autres activités.

f. Surveillance et pilotage du risque de crédit

Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit

Le suivi de la gestion du risque de crédit à CIH BANK est assuré par la Gestion Globale des risques et recouvrement, notamment :
- La Direction Contrôle et Gestion des risques, au travers des entités suivantes : Pilotage du risque de crédit, Pilotage de la solvabilité et solidité financière, Risk Analytics et Modélisation.
- La Direction des Engagements : entités : Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, et Evaluation & Analyse du risque de contrepartie.
- En plus des 3 banques commerciales, notamment : Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de la Promotion Immobilière et Banque de l'Entreprise.

Parallèlement aux structures centrales en charge de la gestion des risques de crédit, les structures de back office engagements distribués par les Banques opérant dans les trois segments Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de la Promotion Immobilière et Banque de l'Entreprises assurent notamment un suivi quant aux conditions d'éligibilité des clients et produits relevant de leur domaine de compétence et interviennent conformément aux règles et procédures encadrant l'octroi et la gestion courante des engagements se rapportant à leur portefeuille.

Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction contrôle et gestion des Risques et la Direction des Engagements. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agrégée à travers :
- L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement ;
- La renotation annuelle du portefeuille de crédits ;
- Le suivi technique des projets immobiliers ;
- La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit ;
- Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers ;
- Le suivi des seuils réglementaires, des limites internes, des limites groupe, des ratios prudentiels et du coût du risque ;
- Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
- Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reporting sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

Système de notation de la banque

CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, la Promotion Immobilière, les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit.
Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client et donnant une indication sur la tarification.
La dégradation des notes est un critère d'inscription au comité risques sensibles et d'inscription en bucket 2 et bucket 3 selon la norme IFRS 9.
Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue.
L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.

- Modèle de notation des particuliers :
La notation des prêts des particuliers consiste en l'affectation d'une note aux crédits à l'habitat et à la consommation destinés aux clients particuliers sur la base de critères relatifs, d'une part à la signalétique client (Age, Situation familiale, ...) et d'autres relatifs au comportement prêt et compte (montant du prêt, durée du prêt, impayé...).
La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II. La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie. Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque sur la base des données mises à jour mensuellement.

- Modèle de notation des entreprises :
Le modèle de notation pour les entreprises est à dires d'experts et a été actualisé et backtesté. A cet effet,
Un nouveau modèle de notation entreprises a été ainsi mis en place en 2019.
Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité et de critères liés au comportement interne et externe du client. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.

- Modèle de notation de la promotion immobilière :
Le modèle de notation de la Promotion immobilière est à dire d'expert. La note étant la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite par le Middle office de la banque de l'immobilier à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.

Un projet de mise en place d'un outil intégrant à la fois les modèles de notation entreprises, promotion immobilière et professionnels a été entamé en fin 2019. Ce projet est géré en lots, dont le déploiement du lot Entreprises est prévu en T1 2021. Les modèles Promotion immobilière, Professionnels et Banques sont également en cours de développement.

Revue des garanties

Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction des engagements lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

Dispositif de suivi du risque de concentration

La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.

Limites fixées en termes de risque de crédit

Le suivi du risque de crédit et de concentration est étoffé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus du Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR):
- Limites par segment : des limites sont fixées pour la branche entreprise, et la branche promotion immobilière en pourcentage des fonds propres ;
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limites de contrepartie (activité de marché).

Ces limites sont validées par les Comités Compétents. La politique de risques du CIHBANK prévoit une révision annuelle éventuelle ou à l'occasion de tout changement dans les spécificités relatives à l'activité du crédit ou à l'aversion de la banque au risque de crédit.

Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR)

Les exigences réglementaires, en termes de coefficient maximum de division des risques CMDR, imposent que les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 20% des fonds propres. Cet indicateur est fortement suivi par BAM et les instances de gouvernance. En cas de dépassement, le montant sera déduit des fonds propres.
Au 31/12/2020, le CMDR est inférieur à 20% pour l'ensemble des contreparties et est, par conséquent, conforme aux exigences réglementaires.

Processus de traitement des créances sensibles

La Direction Contrôle et Gestion des Risques procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.

Les risques de crédit devenus sensibles sont recensés trimestriellement en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis, alimentant la Watch-List des risques sensibles de la Banque. Ils font l'objet de fiches établies par les métiers et sont présentés au Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions.

Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.

En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une l'analyse par le Comité de suivi des Affaires Spéciales et le Comité de Suivi du recouvrement amiable et contentieux.

Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires à risques significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

Système de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle. En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, Banque de l'Immobilier, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.

Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune desdites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement ;
Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex: incidents de paiement) ou externe (ex: Centrale des risques), la notation/score. Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent ;
Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...);
L'avis réservé ou défavorable de la Gestion globale des Risques et Recouvrement/Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Le taux de CES s'établit à 6,98% en Décembre 2020 contre 6,85% en Décembre 2019. (En créances nettes d'agios réservés).

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

II. RISQUE OPERATIONNEL

Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

a. Principes de Gestion des Risques Opérationnels

Les Principes directeurs de Gestion des Risques Opérationnels se déclinent comme suit :
- La Gestion des risques opérationnels est la responsabilité de tous ;
- L'approche par les processus et l'unicité du référentiel ;
- Articulation des contrôles ;
- La hiérarchisation des risques opérationnels ;
- La gestion des risques opérationnels est un processus intégré aux autres processus ;
- Le processus de gestion des risques opérationnels est un processus évolutif, en amélioration constante ;
- La gestion des risques opérationnels est un processus supervisé ;
- Le processus de gestion des risques opérationnels est auditable.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Risques Opérationnels, au Comité Management des Risques et au comité Risques, ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

b. Politiques et procédures risques opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.

Aussi, les risques opérationnels de type interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

c. Processus de gestion des risques opérationnels

La Direction des Risques rattachée à la Gestion globale des risques et recouvrement est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers :
- L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
- Le traitement des risques opérationnels ;
- Le suivi du risque opérationnel.

Ce processus est intégré dans un progiciel qui est déployé depuis début 2011.
En 2020, CIH BANK a lancé un appel d'offres pour l'acquisition et la mise en place d'un nouvel outil SIGR qui prendra en charge ce processus.

Pour assoir ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :

Collecte des incidents
La collecte des incidents inclut, d'un côté, les incidents à impact financier notamment sur la base des pertes, des charges courantes et non courantes et des mouvements opérés sur les provisions. Ainsi que les incidents à impact d'image notamment sur la base de l'analyse des réclamations clients selon une vision risque opérationnel.

Collecte des Indicateurs clés « KRI »
L'objectif de ce dispositif est de suivre des indicateurs chiffrés susceptibles de donner des informations sur l'environnement de risque et de contrôle (à priori et à postériori) avec comme objectifs :
- Avoir des indicateurs pertinents observés ou calculés pour qualifier et quantifier la présence du risque opérationnel ;
- Permettre au Management et au Risk Manager de compléter et contrôler les informations qui remontent dans la base des incidents et d'évaluer la pertinence du dispositif de maîtrise des risques mis en place.

Cartographie des risques opérationnels
CIH BANK a mis en place une cartographie des risques opérationnels qui s'appuie sur la cartographie des processus de la banque. Cette cartographie a fait l'objet d'une mise à jour en 2017 et 2018 pour l'ensemble des processus métiers, de support et de management.
Ce dispositif permet de fiabiliser les risques opérationnels déjà inventoriés, en intégrant les contrôles visant à les maîtriser, d'identifier les risques résiduels devant faire l'objet d'un suivi et d'intégrer de nouveaux risques liés à l'évolution de l'activité du CIHBANK.

Le livrable de cette mise à jour contient :
- La description des processus ;
- Les risques opérationnels ;
- Les types de risques opérationnels ;
- Les types d'impacts détaillés ;
- Les contrôles de premier et deuxième niveau ;
- L'évaluation des risques bruts (historique, projective, et prudente);
- L'évaluation des dispositifs de contrôles associés à chaque risque ;
- L'évaluation des risques résiduels.

Les risques forts et majeurs font l'objet d'un suivi à travers des plans d'atténuation.

Couverture des processus comptables par le dispositif de gestion des risques opérationnels
Les processus comptables font partie du périmètre couvert par la cartographie des risques opérationnels notamment des processus de support et de management, ainsi que par le dispositif du contrôle permanent.

Sécurité SI
CIH BANK a mis en place un dispositif de sécurité SI comprenant notamment :

Les contrôles sont intégrés au fonctionnement courant des opérations d'administration des SI. Ces contrôles sont réalisés systématiquement par les personnes attributaires des tâches d'administration ou de supervision. Ces derniers assurent la surveillance et la maîtrise des risques liés aux opérations qu'ils réalisent au titre de leurs fonctions.

Ces contrôles sont intégrés au niveau de l'outil d'automatisation des contrôles internes et sont alimentés régulièrement par les unités opérationnelles.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des audits de sécurité et des tests d'intrusion sont réalisés chaque année en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière. L'objectif étant d'évaluer en continu le niveau de sécurité des plateformes et applications de la banque et en particulier celles exposées sur Internet, et le cas échéant entreprendre les actions correctives nécessaires pour pallier les faiblesses constatées.

Un volet cybercriminalité est suivi au niveau des comités suivants : Comité Organisation et SI, Comité risque opérationnel et Comité des Risques.

g. Le plan de Continuité des Activités

Le plan de continuité des activités est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.

Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement…

Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

Subséquemment, CIH BANK a lancé un projet de mise à niveau et revue de tout le dispositif PCA et PSI. La mission a débuté en 2020 et sa finalisation est prévue en S1 2021.

III. RISQUE DE MARCHE

Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :
• Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Stratégie et Politique Risques

a. Politique Risque de marché

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK met actuellement en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de change, et de contrepartie.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

A cet effet, la politique CIH BANK prévoit les opérations et éléments de marché suivants :
- Opérations Change et monétaires avec Banques locales : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
- Opérations Change et monétaires avec Banques étrangères (Change spot, Prêt/Emprunt en Devises) : Pour la gestion de la position de change ou la trésorerie devises de CIH Bank, la SDM traite des opérations spot ou termes devises vs devises, et des opérations de prêt/Emprunt en devises.
- Opérations de change avec les clients (Change Spot, Change à terme) : La position de change doit respecter l'équilibre en Panier (60% EUR, 40% USD). Le risque de marché de la position de change est le risque du niveau du Panier contre le cours central. La marge de fluctuation du Panier est de +/-2.5% contre le cours central tel que défini par Bank Al-Maghrib au 15 Janvier 2018.
- Portefeuilles Compte Propre : PTF de négociation, PTF d'investissement et PTF de placement.
CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

b. Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de Marchés des Capitaux s'articulent autour d'un nombre d'entités et de directions qui interagissent pour la réalisation, la validation, le dénouement, la comptabilisation des opérations et la gestion des risques et des limites y afférents:
• Banque de Financement et d'investissement :
  - Direction Marché des Capitaux à travers,
  - Direction Corporate Finance.
• Direction Finances, Services à la Clientèle et Canaux alternatifs :
  - Direction Contrôle de gestion et ALM,
  - Direction Comptabilité et fiscalité,
  - Direction Flux et transactions (BO).
• Direction Gestion Globale des Risques et Recouvrement : Réorganisation de la Direction des Risques et création de:
  - La Direction Gestion et Contrôle des Risques :
    . Et de l'entité Risques des activités de marché pour le renforcement du contrôle et du suivi des risques liés aux activités de marché,
    . Le Middle office salle des marchés fait également partie de la Direction Gestion et contrôle des risques et assure le contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites, la production quotidienne des résultats, ainsi que la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites…).

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

Rôle de la Salle Des Marchés/ Direction Marché des Capitaux
La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

La direction marché des capitaux a pour principales missions :
• Traitement des opérations de change de la clientèle,
• Structuration de placements pour les clients,
• Gestion des portefeuilles pour compte propre,
• Gestion et optimisation de la trésorerie de la banque.

La Direction Corporate Finance est en charge de la gestion du portefeuille Actions pour compte propre.

Rôle de la Direction Contrôle et Gestion des Risques
En 2020, la direction des risques a été réorganisée en créant:
• La direction Gestion et Contrôle des Risques qui a pour rôle le contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites, la production quotidienne des résultats et la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites...).

- Et l'entité Risques sur Activités de Marché pour le renforcement du contrôle et du suivi des risques liés aux activités de marché.
- En plus des actions réalisées par le middle office, notamment le contrôle des résultats et des opérations effectuées par la Salle des Marchés (procédures, réglementation, etc...), du suivi des limites et production des reporting réglementaires et internes et la production des alertes, la Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

c. Périmètre des activités de marché
Les activités de marchés chez CIH Bank portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

CIH Bank dispose d'un catalogue de produits de la Salle des Marchés contenant les fiches de produits. Ce catalogue est élaboré par la Direction Marchés des Capitaux (Salle des Marchés), revu par la Direction des Risques et par le Comité de Trésorerie et de Placements puis validé par la Comité des Engagements.

Le catalogue est enrichi au fur et à mesure du développement des activités de marché.

Dispositif de gestion, de suivi et de mesure des risques de marché :

CIH BANK dispose de :
• **Un portefeuille de négociation** dont l'encours est de **6 456 MDH** au 31/12/2020.
• **Un portefeuille d'investissement** MAD dont l'encours est de **2 653 MDH** au 31/12/2020.
• **Un portefeuille d'investissement** en devises dont l'encours est de **1 189 MDH** au 31/12/2020.
• **Un portefeuille de placement** dont l'encours est de **230 MDH** au 31/12/2020.

Le portefeuille d'investissement a pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité de trésorerie et de placement et l'entité Gestion Actif Passif rattachée aux Finances, Moyens et Traitements.

Le portefeuille de placement a pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Le portefeuille de négociation a pour objectif de réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (Système d'information) et au niveau comptable. Ils sont suivis au quotidien par le front Office et le middle Office. Un Comité de placement hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse des placements.

Aussi, un suivi de la position de change de la banque est-il effectué régulièrement par rapport au seuil réglementaire requis pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de change. Des limites de contrepartie sont fixées pour le dirham, le change au comptant, le change à terme et la position de change. Les limites sont suivies et contrôlées par le Middle Office.

a. Mesure et gestion des risques de marché
CIH BANK a mis en place un dispositif de mesure des risques de marché reposant sur le calcul de la Value at Risk (VAR) et un système de limites.

Value at Risk
Le modèle de VaR utilisé est la VaR historique calculée via des scenarii historiques des facteurs de risques inhérents au portefeuille de négociation.

Cette perte maximale (VAR) au titre du 4ème trimestre 2020 affiche les résultats suivants :

• **Activité Taux :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 5.36 Millions de dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 7.8 Millions de dirhams à fin Décembre.
Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2020 affiche trois dépassements dus à une forte hausse des taux(avec une perte maximale de 11.9 Millions de dirhams durant le trimestre).

• **Activité Change :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 598 Mille dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 369 Mille dirhams à fin Décembre.
Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2020 n'affiche aucun dépassement (avec une perte maximale de 422 Mille dirhams constatée durant le trimestre).

• **Titres de propriété :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 2 848 dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 2 915 à fin Décembre. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2020 n'affiche aucun dépassement (avec une perte maximale de 2 640 dirhams durant le trimestre).

A noter que la perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% est mesurée selon la méthode historique.

Système de limites :
L'activité de marché est-elle encadrée par des limites réglementaires et d'autres internes :
• Limites réglementaires définies par Bank Al Maghrib (10% des Fonds Propres par devises, et 20% des Fonds Propres pour la position Globale longue ou courte).
• Limites internes : change en nominal, tailles des portefeuilles, sensibilité, par type de produit, par contrepartie et des seuils d'alerte STOP loss et STOP win.

Situation des portefeuilles de marché :
• Le Portefeuille de transaction affiche au 31/12/2020 : 6456 MDH
  - Structure du PTF : constitué de minimum 95,41 % BDT,
  - Sensibilité : 1,94%: en cas de hausse de la courbe des taux de 100 point de base, la moins-value serait de 155,5 MMMAD,
  - Duration du PTF : 2,46 ans.
  - Rendement : 1,81%,
  - P&L : Net 90 730 KDH.
• Portefeuille d'investissement MAD au 31/12/2020 : 2653 MDH
  - Sensibilité : 3,01,
  - Duration du PTF : 3,07 ans,
  - P&L Latent : 57 556 KDH.
• Portefeuille d'investissement DEVISE au 31/12/2020 : 1189 MDH
  - P&L Latent : 3 431 KDH.
• Portefeuille de Placement au 31/12/2020 :
  - Sensibilité PTF : 6,42%,
  - Duration du PTF : 6,72 ans,
  - Rendement : 3,80%,
  - PV latente: 4 926 KDH.

b. Outils de gestion du risque de marché :
Les activités de Marchés s'appuient sur des outils permettant le traitement sécurisé des opérations, notamment :
• Application Front to Back (KONDOR) qui permet le traitement, le dénouement et le contrôle de toutes les opérations effectuées par la salle : En cours de mise en place pour remplacer le système actuel ARPSON.
• Systèmes des flux de données de marchés et de traitement instantané des opérations.
• Application permettant la saisie et le dénouement des opérations pour le compte de la clientèle.
• SRBM : application qui sert pour les transferts de fond transitant par le compte BAM.
• SWIFT : permet le transfert des devises chez les correspondants.
• Outils pour le calcul de la consommation des fonds propres, le calcul de la VAR, la réalisation des stress tests et la production des reportings.

Risque de règlement-livraison

Le risque de règlement-livraison représente le risque que, lors du dénouement d'une opération sur un marché financier, une défaillance empêche la contrepartie de livrer le produit, alors que le CIH a déjà honoré ses engagements envers cette dernière.
Ce risque est encadré par des limites par contrepartie en distinguant entre les contreparties bénéficiant d'une convention avec la salle des marchés et les autres.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

La gestion Actif-Passif est assurée par l'entité ALM qui est rattachée à la direction financière.
La Direction des Risques rattachée à la Gestion Globale des Risques et Recouvrement, assure le suivi des limites de taux et de liquidité et l'élaboration des stress tests.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la banque subisse une perte en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt (conjuguée aux différences entre les natures de taux et les maturités des actifs et des passifs).
La mesure du risque de taux porte sur le risque de taux structurel du bilan, à l'exclusion du risque sur le portefeuille de trading éventuel (portefeuille de négociation) qui est mesuré par des dispositifs propres dans le cadre des risques de marché.
Le risque de taux est mesuré par la variation de la VAN (valeur actuelle nette) des gaps de taux fixe, entraînée par une variation des taux (hausse parallèle de la courbe des taux de +100pb).

a. Politique en matière de gestion du risque de taux d'intérêt
Pour assurer une gestion saine et exhaustive des risques de taux, CIH BANK bâtit sa stratégie de gestion ALM sur les normes d'évaluation, de contrôle et de reporting déclinées dans la politique ALM.
La stratégie ALM adoptée au CIHBANKBANK s'articule autour des principes suivants :
• Une production d'indicateurs synthétiques et compréhensibles (gap de taux, sensibilité du bilan, ...) calculés conformément aux conventions bancaires et à la réglementation ;
• La fiabilité et l'exhaustivité des indicateurs produits. Pour ce faire un contrôle est effectué en amont sur la fiabilité et la complétude des inputs par le biais d'une analyse de cohérence comptable ;
• La communication régulière aux instances de pilotage (Comité ALM, Comité d'Audit, Comité Management des Risques,) de reportings portant sur les indicateurs produits, des explications et commentaires appropriés et des solutions proposées ;
• La déclinaison des recommandations et instructions exprimées par les instances de pilotage (augmentation de capital, émission obligataire, ...etc.) aux entités opérationnelles pour mise en œuvre ;
• La veille réglementaire, méthodologique et opérationnelle ;
• Le respect du principe d'auditabilité dudit dispositif aussi bien pour les volets techniques que les volets documentaires.

La gestion des risques de taux d'intérêt au CIHBANK est assurée par la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur les principes suivants :
• La prise en compte de contraintes de gestion du risque de taux lors de la fixation des objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement ;

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

• La mise en place de limites maximales admissibles sur la valeur et la marge du CIHBANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de taux d'intérêt
CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de taux d'intérêt, notamment :
• Le calcul des Gaps de taux fixe sur les maturités allant de 1 mois à 15 ans ;
• La sensibilité du bilan globale et ventilée en sensibilité sur les maturités court terme (0 à 7ans) et sensibilité sur les maturités long terme (> 7ans) ;
• La mise en place en place de limites relatives aux risques de taux avec les dépassements éventuels ;
En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de taux et respecter les limites.

c. Limites taux
Les limites en termes de taux d'intérêt sont proposées par la Direction des risques et validées par le Comité des Risques, sont les suivantes :
• Limite de la sensibilité court terme (des tombées des gaps de taux fixe sur les maturités inférieures ou égales à un an) : fixée à un pourcentage du PNB prévisionnel.
• Limite de la sensibilité de la VAN des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, fixée à pourcentage des Fonds Propres Réglementaires.
• Limite de la sensibilité de la VAN des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, rapportée au total Bilan.

d. Evaluation du risque global de taux
La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans…15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).
Il se dégage de l'application de cette méthode au 30/06/2020, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de 371 MDH, soit 4,71% des fonds propres réglementaires.

e. Outils de gestion du risque de taux
Pour assurer la gestion des risques de taux, l'entité ALM utilise des applications Excel alimentées par le système d'informations de la banque.

f. Résultats des stress tests internes relatifs aux risques de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire
La sensibilité du bilan à une hausse des taux de +200 pb (sur toutes les maturités) :
• Sensibilité sur les maturités CMT (0 à 7 ans) : +197 MDH.
• Sensibilité sur les maturités LT (> 7 ans) : -512 MDH.
• Sensibilité globale du bilan : -315 MDH.

En cas de hausse des taux de +2% sur toutes les maturités, la banque aurait à supporter un surcoût de financement de 315 MDH (contre 519 MDH au 30 septembre 2020), soit 3,77% des fonds propres réglementaires.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne pas puisse pas, à un moment donné, faire face à ses engagements en liquidité dans des conditions acceptables. Ce risque s'applique à l'ensemble du bilan et doit être apprécié en conditions normales et exceptionnelles.

a. Politique en matière de gestion du risque de liquidité
CIH BANK est doté d'un dispositif de mesure et de surveillance du risque de liquidité dont les principes sont explicités dans la politique ALM.
La gestion du risque de liquidité au CIHBANK se déroule selon un schéma organisationnel défini dans la politique ALM. Plusieurs organes et entités y participent directement ou indirectement.
Une saine gestion des risques ALM implique la mise en place d'une stratégie formalisée basée sur les fondamentaux suivants :
• Une évaluation de l'impact de la stratégie commerciale sur l'évolution du bilan en volume et en structure jumelée à une politique adéquate de financement ;
• Les objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement avec leurs contraintes ;
• Le niveau de couverture à assurer en termes de liquidité et les alternatives de financement sur des horizons court, moyen et long terme ;
• Les impacts maximums admissibles sur la valeur et la marge de CIH BANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de liquidité
CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de liquidité, notamment :
• Le calcul des Gaps de liquidité sur les maturités court et moyen et long termes (en flux et en encours);
• La mise en place en place de limites relatives au risque de liquidité avec les dépassements éventuels ;
En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de liquidité et respecter les limites.

c. Limites liquidité
Ces limites proposées par la Direction des risques et validées par le Comité d'audit, sont les suivantes :
• Limite du gap statique de liquidité à 1 mois.
• Limite du gap de liquidité dynamique sur l'exercice en cours.
• Limites de transformation.

d. Le ratio de liquidité
Le ratio LCR 188,24 % à fin décembre 2020. Il est, par ailleurs, conforme aux exigences de Bank Al Maghrib.

e. Evaluation du risque de liquidité
Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.
La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
• Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans…15 ans et plus de 15 ans) ;
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité.

f. Stress tests liquidité
CIHBANK effectue, conformément aux recommandations réglementaires et à la politique ALM des stress tests sur le risque de liquidité. Ces Stress Tests sont réalisés avec une fréquence mensuelle et font l'objet d'un suivi régulier par le comité ALM, le comité des Risques et le comité Management des risques.

Les stress tests sur le risque de liquidité consistent à appliquer plusieurs stress scénarii avec des niveaux de chocs différents d'un scénario à l'autre. L'impact est ensuite mesuré sur le besoin additionnel de trésorerie, le ratio besoin de trésorerie/total actifs liquides et réalisables.

Couverture des gaps de taux et de liquidité

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces mesures peuvent se traduire, entre autres, par :
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

Suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Un comité trésorerie hebdomadaire est tenu pour le suivi, entre autres, de la liquidité de la banque.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité Risques.

Note 14 : Informations qualitatives liées aux instruments financiers du groupe

L'impact de l'application de la norme IFRS9 sur le processus de crédit et des provisions se traduit par :
• La notation périodique de l'ensemble du portefeuille de crédit et des contreparties.
• L'intégration de la classification en Buckets 1, 2 et 3, dans le processus de traitement des risques sensibles.
• L'intégration de la dimension IFRS9 dans le processus de traitement des provisions.
• Dans ce sens, le portefeuille titrisé fait désormais l'objet de notation et de traitements IFRS9.
• Projet d'amélioration des traitements des garanties.
• Le système de décision d'octroi des crédits pour les grandes branches tient compte de la provision des lignes à mettre en place même si elles sont saines.
• Amélioration du suivi des dépassements et des renouvellements des lignes.

RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

En application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels du CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires sur base consolidée arrêtés au 31/12/2020 s'établissent à 8 077 MDH contre 7 879 MDH à fin Décembre 2019, soit une hausse de 198 MDH.

Les fonds propres de catégorie 1 sur base consolidée s'établissent 4,85 milliards de dirhams intégrant 4,04 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 743 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 461 millions de dirhams d'intérêts minoritaires.

Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent du Goodwill pour un montant de 299 MDH, la participation Marocleasing mise en équivalence pour 462 MDH, les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 392 millions de dirhams et 48 MDH relatives aux ajustements découlant des filtres prudentiels.

L'application des dispositions transitoires afférentes aux impacts du FTA de la norme IFRS 9 a généré l'intégration de 92 MDH correspondant à 40% du montant résultant de la différence entre le montant des provisions calculées sous la norme IAS 39 au 31 Décembre 2017 et celui calculé selon la norme IFRS 9 au 01/01/2018.

Avec l'application du lissage de l'impact du FTA de la norme IFRS 9, Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 7,54% au lieu de 7,37%.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base consolidée s'établissent à 3,23 milliards de dirhams composés d'emprunts obligataires.

Au 31 décembre 2020, le ratio de solvabilité sur base consolidée s'établit à 15,10% contre 16,29% au 31/12/2019.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

ENKDH	Décembre 2020
Fonds Propres CET1	4 035 614
Fonds Propres TIER 1	4 852 502
Fonds Propres TIER 2	3 225 135
Fonds Propres Admissibles	8 077 637
Total des Actifs Pondérés	53 501 146
Risques de Crédit pondérés	47 272 387
Risques de Marché pondérés	1 534 772
Risques Opérationnels pondérés	4 693 987
Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8%)	7.54%
Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9%)	9.07%
Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12%)	15.10%

CARACTÉRISTIQUES CONTRACTUELLES DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES FONDS PROPRES

Les caractéristiques des dettes subordonnées se présentent comme suit au 31/12/2020 : (en milliers MAD)

Au 31/12/2020			
Date Emission	Taux Actuel	Durée (Ans)	Capital Restant Dû en Kdh
09/01/2015	4,75%	10	53 300
18/05/2018	4,02%	10	82 600
09/01/2015	4,75%	10	626 500
09/01/2015	3,19%	10	320 200
15/12/2016	3,82%	10	39 400
15/12/2016	2,62%	10	960 600
18/05/2018	4,02%	10	417 400
18/05/2018	2,87%	10	500 000
28/12/2018	6,23%	10	150 000
28/12/2018	4,33%	10	350 000

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin Décembre 2020 représentent 47,27 milliards de dirhams soit 88% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 3,78 milliards de dirhams.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin Décembre 2020, Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 122,78 millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 4,69 milliards de dirhams au 31 décembre 2020 pour une exigence en fonds propres de 375,52 millions de dirhams.

ELEMENTS D'INFORMATION SUR BASE INDIVIDUELLE DES FILIALES SIGNIFICATIVES

La filiale établissements de crédits du CIH BANK à savoir SOFAC CREDIT déclare, sur base sociale son ratio de solvabilité à Bank-Al-Maghrib en respect des circulaires 25/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur le risque de crédit et de la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit.

A fin Décembre 2020 Les fonds propres réglementaires de SOFAC CREDIT s'établissent à 895 Millions de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élèvent à 6,04 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 14,81%.

Projet ICAAP :

Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième pilier de Bale 2, CIH BANK a déployé un processus ICAAP et appétence aux risques permettant l'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres internes. En effet, CIH Bank a lancé courant Mai 2019 un projet de mise en place de ce dispositif qui a été finalisé à fin 2019 sur le périmètre social.
Ce dispositif a été validé par le Comité des risques et le Conseil d'Administration et fait l'objet d'une présentation à Bank Al Maghrib.

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires de Bank Al Maghrib et en se basant sur les pratiques observées au niveau international.

Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH Bank, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne. Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH Bank.

Le dispositif de mesure et du suivi du besoin de capital interne fera l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées au sein de CIH Bank.

La fonction fondamentale de l'ICAAP est de permettre à CIH Bank de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque.

CIH Bank a également défini son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.

L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

L'objectif de la formalisation de l'appétence au risque est de permettre à la Direction générale et au Conseil d'administration de formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée.

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de CIH Bank.

Les résultats issus des exercices d'ICAAP seront rapportés annuellement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin de leur permettre d'apprécier en permanence les risques inhérents à l'activité de la Banque et ceux susceptibles de se matérialiser par des impacts négatifs sur les fonds propres.

Les travaux ICAAP et appétence au risque ont été réalisés à ce stade sur le périmètre social. La mise en place des ICAAP sur le périmètre consolidé est lancée et sa finalisation est prévue en 2020.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2020

(en milliers MAD)

BILAN CONSOLIDE

ACTIF IFRS	2020.Déc	2019.Déc
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP	2.247.453	2.573.522
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**8.268.513**	**8.174.486**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6.955.731	6.890.821
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.312.782	1.283.665
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**696.314**	**446.593**
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	201.988	37.123
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	494.326	409.470
Titres au coût amorti	3.796.436	936.103
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.926.548	3.195.065
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	62.983.367	53.097.311
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	269.063	275.934
Actifs d'impôt différé	445.015	164.544
Comptes de régularisation et autres actifs	2.370.571	1.966.277
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mise en équivalence	462.357	460.754
Immeubles de placement	1.253.245	1.260.107
Immobilisations corporelles	2.155.605	2.070.588
Immobilisations incorporelles	392.445	213.567
Ecart d'acquisition	299.428	299.428
TOTAL ACTIF	**89.566.358**	**75.134.280**

BILAN CONSOLIDE

PASSIF IFRS	2020.Déc	2019.Déc
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12.278.279	7.229.961
Dettes envers la clientèle	53.769.117	44.579.283
Titres de créance émis	10.175.730	9.743.163
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	331.469	290.803
Passifs d'impôts différés	237.897	140.828
Compte de régularisation et autres passifs	3.117.905	3.528.791
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	510.452	438.019
Subventions et Fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.721.265	3.695.908
Capitaux propres	**5.424.245**	**5.487.522**
Capital et réserves liées	2.832.474	2.832.474
Réserves consolidées	**2.493.693**	**2.254.349**
Réserves consolidées - Part du groupe	1.945.508	1.858.320
Réserves consolidées - Part des minoritaires	548.185	396.029
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**53.381**	**-78**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	53.381	-78
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires	-	-
Résultat net de l'exercice	**44.698**	**400.778**
Résultat net de l'exercice - Part du groupe	80.655	426.382
Résultat net de l'exercice - Part des minoritaires	-35.957	-25.604
TOTAL PASSIF	**89.566.358**	**75.134.280**

(en milliers MAD)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

	2020.Déc	2019.Déc
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	3.100.195	2.798.267
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	-1.237.121	-1.166.049
MARGE D'INTERETS	**1.863.074**	**1.632.218**
Commissions (produits)	345.413	348.983
Commissions (charges)	-142.988	-12.865
MARGE SUR COMMISSIONS	**202.425**	**336.117**
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**552.730**	**436.730**
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	214.871	177.176
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	337.859	259.554
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**16.527**	**2.206**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	14.613	956
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	1.914	1.250
Gains ou pertes nets des instruments financiers disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par KP en actifs financiers à la JVR	-	-
Produits nets des activités d'assurance	-	-
Produits des autres activités	324.146	914.189
Charges des autres activités	-199.230	-819.597
PRODUIT NET BANCAIRE	**2.759.674**	**2.501.863**
Charges générales d'exploitation	-1.533.581	-1.394.828
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-162.303	-165.335
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1.063.790	941.701
Coût du risque de crédit	-996.600	-249.930
RESULTAT D'EXPLOITATION	**67.190**	**691.771**
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-1.645	6.226
Gains ou pertes nets sur autres actifs	46.573	36.258
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	**112.118**	**734.255**
Impôts sur les bénéfices	-67.420	-333.477
Résultat net des d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	**44.698**	**400.778**
Résultats Minoritaires	-35.957	-25.604
RESULTAT NET PART DU GROUPE	**80.655**	**426.382**
RÉSULTAT PAR ACTION (EN DIRHAM)	2,8	15,1
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN DIRHAM)	2,8	15,1

FLUX DE TRESORERIE

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat avant impôts	**112.117**	**734.255**
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	233.039	768.485
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	860.269	215.150
+/- dotations nettes aux provisions	96.918	(2.694)
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	1.645	(6.226)
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	(25.329)	(15.790)
+/- autres mouvements	(12.016)	(23.704)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**1.154.526**	**935.221**
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	3.839.746	(240.267)
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	(979.739)	723.172
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(2.647.703)	(977.233)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(319.602)	861.213
Impôts	(311.648)	(285.644)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**(418.946)**	**81.240**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**847.697**	**1.750.716**
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	(22.460)	(9.644)
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(925.938)	(1.001.988)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	**(948.398)**	**(1.011.633)**
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(242.964)	101.913
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	25.356	48.645
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**(217.607)**	**150.558**
Effet de la variation de reclassemnt et changement de méthode sur la trésorerie		(4.057)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(318.308)**	**885.585**
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**2.565.349**	**1.679.764**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	2.573.522	1.548.102
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissement de crédit	(8.174)	131.662
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**2.247.041**	**2.565.349**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	2.247.453	2.573.522
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissement de crédit	(412)	(8.174)
Variation de la trésorerie nette	**(318.308)**	**885.585**

NOTE-A8 - TITRES AU COÛT AMORTI

	2020.Déc	2019.Déc
Obligations, bons du trésor et valeurs assimilées	**2.642.283**	**666.991**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	2.642.283	666.991
Autres titres de créance	**1.154.153**	**269.113**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	1.154.153	269.113
Juste valeur au bilan	**3.796.436**	**936.103**

NOTE-A9BIS - IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

	2020.Déc	2019.Déc
impôts courants	**269.063**	**275.934**
impôts différés	445.015	164.544
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	**714.079**	**440.478**
impôts courants	331.469	290.803
impôts différés	237.897	140.828
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	**569.366**	**431.632**

NOTE-A9 - IMPOTS DIFFERES

	2020.Déc	2019.Déc
Actifs d'impôts différés	**445.015**	**164.544**
Passifs d'impôts différés	237.897	140.828
Position nette	**207.118**	**23.715**

NOTE-A1 - VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, SCP

	2020.Décembre		2019.Décembre	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	1.605.962	-	879.888	-
Banques centrales, ccp	641.491	-	1.693.634	-
Total	2.247.453	-	2.573.522	-

NOTE-A2-BIS - CATEGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

	2020.12	2019.12
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**8.268.513**	**8.174.486**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6.955.731	6.890.821
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.312.782	1.283.665
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	696.314	446.593
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	201.988	37.123
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	494.326	409.470
Actifs financiers au coût amorti	70.706.350	57.228.479
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.926.548	3.195.065
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	62.983.367	53.097.311
Titres au coût amorti	3.796.436	936.103
Autres actifs financiers détenus au coût amorti	-	-

NOTE-A5 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	2020.Déc	2019.Déc
A VUE	**1.782.665**	**1.866.701**
Comptes ordinaires	1.801.389	715.876
Prêts et comptes au jour le jour	0	1.168.143
Valeurs reçues en pensions au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	-18.724	-17.317
A TERME	**2.145.399**	**1.329.877**
Comptes et prêts à terme	2.142.172	1.328.141
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pensions à terme	-	-
Créances rattachées	3.227	1.737
Autres prêts et créances à terme	-	-
TOTAL BRUT	**3.928.063**	**3.196.579**
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établisements de crédit	1.516	1.514
TOTAL NET	**3.926.548**	**3.195.065**

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liés au Capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au : 2019.décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.461.335**	**-78**	**5.293.730**	**372.798**	**5.666.528**
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	-136.763	-	-136.763	0	-136.763
Autres mouvements	-	-	-	-39.870	-	-39.870	-2.373	-42.243
Capitaux propres corrigés : 2019.décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.284.702**	**-78**	**5.117.097**	**370.425**	**5.487.522**
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	180.000	180.000
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-396.542	-	-396.542	-26.421	-422.963
Resultat de l'exercice	-	-	-	80.655	-	80.655	-35.957	44.698
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	-	-	-	-	53.459	53.459	-	53.459
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-	53.459	53.459	-	53.459
Variation de périmètre	-	-	-	372	-	372	0	372
Capitaux propres au : 2020.décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**1.969.187**	**53.381**	**4.855.041**	**488.047**	**5.343.087**
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	56.977	-	56.977	24.181	81.158
Capitaux propres corrigés : 2020.décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.026.164**	**53.381**	**4.912.018**	**512.228**	**5.424.245**

NOTE-A6 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2020.Déc	2019.Déc
Crédit de trésorerie	**-**	**123.805**	**8.479.302**	**607.994**	**9.211.101**	**7.222.901**
comptes à vue débiteurs	-	36.129	2.474.456	179.064	2.689.648	1.899.946
créances commerciales sur le maroc	-	10.657	729.887	52.136	792.680	739.304
crédits à l'exportation	-	2.476	169.601	12.115	184.192	56.654
autres crédits de trésorerie	-	74.543	5.105.358	364.679	5.544.580	4.526.998
Crédits à la consommation	**-**	**-**	**8**	**9.320.266**	**9.320.274**	**8.196.178**
Crédits à l'équipement	**177.663**	**270.229**	**7.186.121**	**467.140**	**8.101.153**	**5.788.323**
Crédits immobiliers	**-**	**236.763**	**8.320.738**	**19.348.748**	**27.906.249**	**26.107.237**
Autres crédits	**-**	**4.925.531**	**-**	**10.154**	**4.935.686**	**2.319.871**
Créances acquises par affacturage	**1.037.866**	**-**	**124.106**	**3.735**	**1.165.708**	**1.252.776**
Intérêts courus à recevoir	**10.587**	**-**	**17.304**	**119.672**	**147.563**	**123.061**
Créances en souffrance	**-**	**-**	**793.804**	**4.546.861**	**5.340.665**	**4.366.506**
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**415.558**	**2.747.610**	**3.163.168**	**2.297.675**
sur base individuelle	-	-	415.558	2.747.610	3.163.168	2.297.675
sur base collective	-	-	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances relatives aux opérations de réassurance et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres prêts et créances	-	-	-	18.136	18.136	18.134
TOTAL	**1.226.116**	**5.562.751**	**24.505.824**	**31.695.098**	**62.983.367**	**53.097.311**

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION

	2019. Décembre	Augmentation	Diminution	Autres flux	2020. Décembre
Valeur brute	240.022	22.318	-76.333	498	186.505
Amortissement et dépréciation	-59.577	-63.304	3.946	-1.018	-119.952
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**180.446**	**-40.986**	**-72.387**	**-520**	**66.553**
Valeur brute	109.492	185.675	-	-	295.167
Amortissement et dépréciation	-	-1.576	-	-	-1.576
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**109.492**	**184.099**	**-**	**-**	**293.591**
TOTAL IMMOBILISATIONS	**289.938**	**143.114**	**-72.387**	**-520**	**360.144**

Actifs au titre de droits d'utilisation (Preneur)

	2020.Décembre	2019.Décembre
Immobilisations corporelles	2.155.605	2.070.588
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	66.553	180.446
Immobilisations incorporelles	392.445	213.567
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	293.591	109.492

Passifs au titre de dettes locatives

	2020.Décembre	2019.Décembre
Comptes de régularisation et autres passifs	3.117.905	3.528.791
Dont: dettes locatives	361.332	260.074

Détail des charges de contrats de location

	2020.Décembre	2019.Décembre
Intérêts et charges assimilées	-1.237.121	-1.166.049
Dont: charges d'intérêts sur dettes locatives	-17.083	-11.187
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-162.303	-165.335
Dont: dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-64.879	-36.101

(en milliers MAD)

ALLOCATION DES PERTES ATTENDUES AU 31/12/2020

Portefeuille Créances sur les Etablissements de Crédit

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2020	3.928.063	-	-	**3.928.063**
Encours Hors Bilan au 31/12/2020	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2020	1.516	-	-	**1.516**
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2020	-	-	-	-

Portefeuille Créances sur la Clientèle CONSO

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2020	52.516.247	7.377.513	6.247.629	**66.141.389**
Encours Hors Bilan au 31/12/2020	9.180.892	89.527	220.490	**9.490.910**
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2020	388.072	336.216	2.130.834	**2.855.123**
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2020	91.557	2.554	208.789	**302.900**

Portefeuille Titres au Coût Amorti

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2020	3.796.436	-	-	**3.796.436**
Encours Hors Bilan au 31/12/2020	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2020	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2020	-	-	-	-

Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2020	696.624	-	-	**696.624**
Encours Hors Bilan au 31/12/2020	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2020	310	-	-	**310**
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2020	-	-	-	-

NOTE-A10 - COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	2020.Déc	2019.Déc
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	168.350	164.520
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	130.124	2.270
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	294.949	189.944
Autres débiteurs et actifs divers	1.777.147	1.609.544
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	**2.370.570**	**1.966.277**
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	1.807	403
Comptes d'encaissement	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	1.314.435	937.689
Autres créditeurs et passifs divers	1.801.663	2.590.699
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	**3.117.905**	**3.528.791**

NOTE-A13 - PARTICIPATION DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
MAROC LEASING	462.187	-4.984	11.989.232	46.972	-3.151
Maghreb Titrisation	2.614	-929	11.283	8.045	-334
AJARINVEST	-2.445	4.599	13.651	18.225	1.840
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	**462.357**	**-1.314**	**12.014.167**	**73.242**	**-1.645**

NOTE-A14 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

	Valeur brute 2019.Déc	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variations de périmètre	Valeur brute 2020.Déc
Immeubles de placements	1.548.139	44.142	-39.653	11.473	1.564.101
Amort et pertes de valeurs : immeubles de placements	-288.032	-29.840	14.860	-7.844	-310.856
TOTAL	**1.260.107**	**14.302**	**-24.793**	**3.629**	**1.253.245**

GOODWILL

	2019.Déc	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	2020.Déc
Valeur brute	**299.428**	-	-	-	**299.428**
SOFAC	174.884	-	-	-	174.884
MAROC LEASING	-	-	-	-	-
SANGHO	124.543	-	-	-	124.543
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-
Valeur nette au bilan	**299.428**	-	-	-	**299.428**

NOTE-P15 - DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

	2020.Déc	2019.Déc
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.130.000	3.130.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	526.306	500.000
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	64.959	65.908
TOTAL	**3.721.265**	**3.695.908**

NOTE-P4- DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	Bank Al-Maghreb, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilées au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	2020.Déc	2019.Déc
Comptes ordinaires créditeurs	-	**683.427**	**17.910**	**822**	**702.159**	**162.788**
Valeur données en pension	**4.867.173**	-	-	-	**4.867.173**	**5.542.569**
- au jour le jour	-	-	-	-	-	52.789
- à terme	4.867.173	-	-	-	4.867.173	5.489.780
Emprunts de trésorerie	**1.736.938**	**1.602.880**	**2.108.620**	**130.635**	**5.579.073**	**1.087.340**
- au jour le jour	-	412	1.110.000	-	1.110.412	58.174
- à terme	1.736.938	1.602.468	998.620	130.635	4.468.661	1.029.167
Emprunts financiers	**666.111**	**-7.442**	**382.969**	**50.098**	**1.091.736**	**409.998**
Autres dettes	-	**21.889**	-	-	**21.889**	**14.759**
Intérêts courus à payer	-	**16.249**	-	-	**16.249**	**12.506**
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	**7.270.222**	**2.317.003**	**2.509.499**	**181.555**	**12.278.279**	**7.229.961**

NOTE-A15- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2020.Décembre			2019.Décembre		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	1.698.828	188.026	1.510.802	1.735.628	280.343	1.455.285
Equipement, mobilier, installations	662.699	461.079	201.620	605.532	437.717	167.814
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	960.207	517.025	443.182	906.301	458.813	447.488
TOTAL	**3.321.735**	**1.166.130**	**2.155.605**	**3.247.461**	**1.176.874**	**2.070.588**

NOTE-A16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2019.Décembre	Impact variation périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	2020.Décembre
Valeur brute	556.905	-	280.821	-83.663	754.063
Amortissement et dépréciation	-343.338	2.634	-27.950	7.036	-361.618
NET	**213.567**	**2.634**	**252.871**	**-76.627**	**392.445**

(en milliers MAD)

NOTE-PER - ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Détail des charges	2020.12	2019.12
Salaires	500.375	487.061
Charges du personnel des exercices antérieurs	1	45
Cotisations sociales	172.248	164.251
Autres rémunérations du personnel	75.031	73.594
TOTAL	747.655	724.952

Effectif fin de période	2020.12	2019.12
Employés	834	1.101
Cadres	1.745	1.696
TOTAL	2.579	2.797

	2020.12
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2019	**(177.418)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(21.136)
Reprise pour utilisation / prestations payées	10.562
Ecart actuariel	(3.982)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2019	**(191.974)**

	2020.12
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2020	**(191.974)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(21.446)
Reprise pour utilisation / prestations payées	9.626
Ecart actuariel	(188)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2020	**(203.983)**

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-20	31-déc-19	31-déc-20	31-déc-19
Engagement net	**79.334**	**74.912**	**99.174**	**96.770**
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	**79.334**	**74.912**	**99.174**	**96.770**

SENSIBILITÉ DE L'ENGAGEMENT PAR RAPPORT AU TAUX D'ACTUALISATION

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
Sensibilité de l'engagement	**-5,8%**	**-6,0%**	**-14,9%**	**-5,5%**
Sensibilité du coût des services	-10,4%	-9,9%	-10,6%	-9,5%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	16%	14%	9%	21%

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	2020.Décembre	2019.Décembre
Dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-162.197	-164.488
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-106	-847
Total dotations	-162.303	-165.335

NOTE-R1 - MARGE D'INTERETS

	2020.12	2019.12
Sur opérations avec les établissements de crédit	52.537	44.615
Sur opérations avec la clientèle	2.926.626	2.678.918
Intérêts courus et échus sur titres de créance	54.599	55.671
Intérêts courus et échus sur titresau coût amorti	65.360	18.319
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	1.074	742
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**3.100.195**	**2.798.267**
Sur opérations avec les établissements de crédits	65.702	64.153
Sur opérations avec la clientèle	632.974	565.108
Titres de créance	43.992	48.800
Titres au coût amorti	9.661	914
Sur dettes représentées par titres	340.528	342.220
Sur dettes subordonnées	142.284	144.852
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit-bail	1.980	-
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Charges d'intérêts	**1.237.121**	**1.166.049**
MARGE D'INTERET	**1.863.074**	**1.632.218**

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR

	2020.12	2019.12
GAINS OU PERTS NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JV	**569.257**	**438.936**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**552.730**	**436.730**
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	214.871	177.176
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	337.859	259.554
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**16.527**	**2.206**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	14.613	956
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	1.914	1.250

NOTE-R4 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

	2020.Décembre	2019.Décembre
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtellière	37.914	76.803
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-4.778	-18.228
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & reprises sur immeubles de placement	-29.840	-18.269
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	286.232	837.386
Autres charges	-164.612	-783.100
Produits et charges des autres activités	124.916	94.592

NOTE-R5 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	2020.Décembre	2019.Décembre
Charges de personnel	756.670	731.734
Impôts et taxes	54.333	42.962
Services extérieurs et autres charges	722.578	620.132
Charges d'exploitation	1.533.582	1.394.828

NOTE-R2 - MARGE SUR COMMISSIONS

	2020.Décembre			2019.Décembre		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**83.977**	**40.676**	**43.302**	**76.996**	**-**	**76.996**
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	5.303	-5.303	114	-	114
Sur opérations avec la clientèle	65.734	-	65.734	63.484	-	63.484
Sur opérations sur titres	29	18	11	11	-	11
Sur opérations de change	18.214	35.355	-17.140	13.387	-	13.387
Sur opérations sur instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	**261.436**	**102.312**	**159.124**	**271.987**	**12.865**	**259.122**
Produits nets de gestions d'OPCVM	7.634	-	7.634	7.823	-	7.823
Produits nets sur moyens de paiement	145.948	93.947	52.001	126.680	-	126.680
Autres	107.854	8.365	99.489	137.484	12.865	124.619
Produits nets des commissions	345.413	142.988	202.425	348.983	12.865	336.117

(en milliers MAD)

COUT DU RISQUE

	2020.Décembre	2019.Décembre
Dotations aux provisions	**1.149.682**	**356.973**
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	1.050.849	356.939
Provisions pour dépréciations des titres	-2	-65
Provisions pour risques et charges	98.835	98
Reprises de provisions	**163.301**	**113.987**
Reprises de provisions pour dépréciations des prêts et créances	153.072	104.554
Reprises de provisions pour dépréciations des titres	-87	-647
Reprises des provisions pour risques et charges	10.316	10.080
Variation des provisions	**986.381**	**242.986**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	26.799	39.895
Récupération sur prêts et créances amorties	-16.580	-32.951
Autres pertes	-	-
COUT DU RISQUE	**996.600**	**249.930**

NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

	2020.Décembre	2019.Décembre
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**23.415**	**25.148**
Plus value de cession	23.704	25.172
Moins value de cession	-288	-24
Titres de capitaux propres consolidés	**-**	**-5.305**
Plus value de cession	-	-
Moins value de cession	-	-5.305
Gains ou pertes sur autres actifs	**23.158**	**16.415**
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	**46.573**	**36.258**

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2020.Décembre	2019.Décembre
Charge d'impôts exigibles	311.648	285.644
Charge d'impôts différés	-244.228	47.833
Charge d'impôt de la période	**67.420**	**333.477**

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2020.Décembre	2019.Décembre
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	112.117	734.255
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	41.483	271.674
Ecart taux mère/filiales	-20.883	-3.028
Effet différences permanentes	394.429	430.874
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	347.610	-366.043
Charge effective d'impôts	**67.420**	**333.477**

NOTE-R11 - ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	2020.12	2019.12
Résultat net	**44.698**	**400.778**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**53.381**	**-78**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres	53.381	-78
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-	-
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	**98.078**	**400.700**
part du groupe	134.036	426.304
part des minoritaires	-35.957	-25.604

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

	2020.12	2019.12
Résultat net part du Groupe	80.655	426.382
Nombre d'actions ordinaires émises	28.324.735	28.324.735
Résultat par action de base et dilué en dh	**2,8**	**15,1**

NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

	2020.Décembre	2019.Décembre
NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION	-	-
Ecarts d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	**-**	**-**

Dénomination sociale	Secteur d'activité	31-déc-20		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	
CIH	Banques et activités financières	100%	100%	Société mère
CIH COURTAGE	Assurances	100%	100%	Intégration globale
CIH PATRIMMO	Immobilier	100%	100%	Intégration globale
LANACASH	Services de paiement	100%	100%	Intégration globale
MAGHREB TITRISATION	Activités financières	35,93%	35,93%	Mise en équivalence
MAROC LEASING	Activités financières	34,01%	34,01%	Mise en équivalence
SOFAC	Activités financières	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFASSUR	Assurances	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFAC STRUCTURED FINANCE	Activités financières	66,30%	66,30%	Intégration globale
TIVOLI	Tourisme	89,36%	89,36%	Intégration globale
CREDITLOG 3	Activités financières	N/A	N/A	Intégration globale
CREDITLOG 4	Activités financières	N/A	N/A	Intégration globale
UMNIA BANK	Banques et activités financières	40%	100%	Intégration globale
RHOSN ENNAKHIL	Promotion immobilière et touristique	80%	80%	Intégration globale
SANGHO	Promotion immobilière et touristique	100%	100%	Intégration globale
AJARINVEST	activités financières	40%	40%	Mise en équivalence

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2020. Décembre
TOTAL BILAN	82.166.842	8.197.525	1.106.593	-1.904.601	89.566.358
Dont	-	-	-	-	-
ELEMENTS D'ACTIF	-	-	-	-	-
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, ccp	2.245.493	1.849	110	-	2.247.452
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.094.633	59.726	72.647	-1.300.460	3.926.547
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	56.131.437	7.238.121	12.990	-399.181	62.983.367
Immobilisations corporelles	856.597	192.795	1.106.214	-	2.155.605
Immobilisations incorporelles	350.081	42.684	-321	-	392.444
ELEMENTS DU PASSIF	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	11.323.897	2.101.195	309.102	-1.455.916	12.278.279
Dettes envers la clientèle	51.966.767	1.689.549	352.353	-239.552	53.769.116
Titres de créance émis	7.498.329	2.677.400	-	-	10.175.730
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.564.916	208.332	-	-51.983	3.721.265
Capitaux propres	**5.080.034**	**297.364**	**46.847**	**-**	**5.424.245**

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2020. Décembre
Marges d'intérêt	1.496.799	369.074	-2.798	-	1.863.074
Marge sur commissions	167.923	76.259	-3.434	-38.323	202.426
Produit net bancaire	2.202.301	443.573	171.762	-57.962	2.759.674
Résultat d'exploitation	14.902	-44.571	96.535	323	67.190
Résultat net	-169	-35.865	80.731	-	44.698
Résultat net part du groupe	50.823	-23.156	52.989	-	80.655

(en milliers MAD)

NOTE-P5 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	secteur public	Entreprises Financiéres	Entreprises non financières	Autre clientèle	2020.12	2019.12
Comptes ordinaires créditeurs	**-**	**1.354.113**	**7.541.047**	**21.257.917**	**30.153.077**	**23.975.363**
Comptes d'épargne	**-**	**-**	**1.450**	**7.080.001**	**7.081.451**	**5.973.905**
Dépôts à terme	500.000	707.961	2.237.691	9.648.604	13.094.256	11.603.703
Autres comptes créditeurs	76	155.854	55.021	1.788.720	1.999.670	1.910.615
Intérêts courus à payer	**-**	**9.985**	**33.386**	**119.364**	**162.735**	**161.759**
Autres dettes envers la clientèle	261	534.275	176.346	567.046	1.277.928	953.938
TOTAL	500.337	2.762.188	10.044.940	40.461.651	53.769.116	44.579.283

NOTE-P6 - TITRES DE CRÉANCE ÉMIS

	2019.Décembre	Augmentation	Diminution	2020.Décembre
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	8.212.433	5.091.300	-4.532.800	8.770.933
Intérêts courus non échus / titres de créances négociables	83.786	-	-	89.674
Emprunts obligataires	1.000.000	-	-	1.000.000
Intérêts courus non échus / emprunts obligataires	29.417	-	-	29.322
Autres dettes représentées par un titre	355.584	-	-132.191	223.393
Intérêts courus non échus / autres dettes représentées par un titre	61.943	-	-	62.407
TOTAL	9.743.163	5.091.300	-4.664.991	10.175.730

NOTE-P13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2019.12	Augmentation	Diminution	2020.12
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1.972	801	-339	2.434
Provisions pour risques et charges	229.980	69.022	-6.451	292.551
Provisions pour affaires sociales	14.092	947	-3.556	11.484
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	191.974	21.634	-9.626	203.983
TOTAL	438.019	92.404	-19.971	510.452

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2020	31/12/2019
Engagements de financements et de garantie donnés	**10.368.756**	**9.568.980**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**188.214**
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	68.214
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	120.000
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**8.307.375**	**7.875.393**
- Crédits documentaires import	623.274	1.209.057
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	6.101.815	5.274.825
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	1.582.285	1.391.511
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**629.339**	**386.708**
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	629.339	386.708
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**1.432.042**	**1.118.665**
- Garanties de crédits données	1.416.915	1.106.461
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	-	-
- Engagements en souffrance	15.127	12.204
Engagements de financements et de garantie reçus	**10.435.673**	**8.070.466**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**970.000**
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	970.000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**3.489**	**2.975**
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	3.489	2.975
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**10.432.184**	**7.097.491**
- Garanties de crédits	10.432.184	7.097.491
- Autres garanties reçues	-	-

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	Entreprises consolidées par intégration globale
ACTIF	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-3.691
Prêts et créances	-1.727.223
Comptes de régularisation et autres actifs	-81.083
PASSIF	
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-
Compte de régularisation et autres passifs	-158.933
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-51.983
RESULTAT	
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	-47.003
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	47.003
Commissions (produits)	-40.229
Commissions (charges)	1.906
Autres	38.646

Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

GROUPE CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire consolidée du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2020. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5 424 245, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 44 698.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 22 février 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de la Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier arrêtés au 31 décembre 2020, conformément aux normes comptables internationales (IAS / IFRS).

Casablanca, le 25 février 2021

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton International
47, Rue Allal Ben Abdellah - Casablanca
Tél.: 05 22 54 48 00 Fax: 05 22 29 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A
COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 Fax: 0522 27 47 7
Abdelaziz ALMECHATT
Associé

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2020

Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH-BANK arrêté au 31 décembre 2020 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. Et, ils sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Classification des créances :

Les créances sont présentées en deux catégories, les créances sur les établissements de crédit et assimilés et les créances sur la clientèle. La première catégorie est ventilée selon la durée initiale de la créance en créances à vue et créances à terme. Alors que la deuxième catégorie est ventilée selon l'objet économique de la créance en crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers, créances acquises par affacturage et autres crédits.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Engagements par signatures :

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Créances en souffrance sur la clientèle :

Les créances en souffrance sont classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb. Ces créances sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Et, elles sont logées au niveau des « autres crédits » déduction faite des provisions et des agios réservés.
Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
• Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
- 20% pour les créances pré-douteuses ;
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.
• Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine ;
• Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés ;
• Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires ;
• Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) ;
• Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque ;
• Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

Généralement, les estimations des garanties sont effectuées en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. Pourtant, La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation des gages d'une valeur importante. Il est à noter que le CIH-Bank retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

PORTEFEUILLE DE TITRES

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété) et d''autre part par en fonction de l'intention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Titres de transaction :

Sont des titres acquis en vue de leur revente à court terme dans le but d'en tirer un profit et qui sont négociables sur un marché actif.

A leur date d'achat, les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et coupon couru inclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Titres de placement :

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

A leur date d'acquisition, ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement, résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe, font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement :

Sont les titres assortis d'une échéance fixée, acquis ou qui proviennent de la catégorie « titres de placement », avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon couru inclus. Les primes et décotes constatées sur titres d'investissement font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ne font pas l'objet de provisions et les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Titres de participation :

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque, permettant ou non d'exercer une influence notable, un contrôle conjoint ou un contrôle exclusif sur la société émettrice.

Les titres de participation et emplois assimilés sont comptabilisés et évalués conformément aux règles générales d'évaluations du PCEC.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Ces opérations sont enregistrées dans des comptes ouverts et tenus dans chacune des devises utilisées.

A chaque arrêté comptable, les avoirs en billets de banque étrangers, traveller's chèques et lettres de crédit sont convertis en dirhams sur la base du cours rachat aux banques communiqué par Bank Al-Maghrib à la date d'arrêté des comptes. Alors que les autres éléments d'actif, de passif et de hors bilan libellés en devises sont convertis en dirhams sur la base de la moyenne des cours acheteurs et vendeurs des devises cotées par Bank Al-Maghrib lors de la clôture du marché, à la date d'arrêté des comptes ou à la date la plus récente en ce qui concerne les devises non cotées le jour de l'arrêté. A chaque arrêté comptable, les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de positions de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur des positions de change sont portées au compte de produits et charges. La contrepartie de ces enregistrements est inscrite dans les comptes de contre-valeur de positions de change.

Les produits et charges courus en devises relatifs aux prêts, aux emprunts, aux titres ou aux opérations de hors bilan sont comptabilisés, après leur conversion en dirhams sur la base du cours au comptant de la devise concernée, en comptes de produits et charges.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que celles sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :
• Dettes envers les établissements de crédit et assimilés : dettes à vue et à terme ;
• Dettes envers la clientèle : Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs de la clientèle.

Les intérêts courus relatifs à ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste comporte les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

A fin décembre 2020, l'établissement a constitué une provision pour risques généraux d'un montant de 952 millions de Dirhams pour faire face aux risques probables de l'activité bancaire et plus particulièrement aux risques liés à la crise sanitaire « Covid19 ». La démarche de la banque a été d'évaluer la tendance du risque sur l'année et d'anticiper les impacts de la pandémie sur les engagements de la banque.

PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LES COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts :

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés en contrepartie du compte de résultat.

Commissions :

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2020

(en milliers MAD)

BILAN SOCIAL

Libellé	DEC-20	DEC-19
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1.835.279	2.179.701
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4.696.019	3.713.077
- A vue	1.030.635	1.804.574
- A terme	3.665.384	1.908.503
Créances sur la clientèle	52.043.621	43.581.266
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	11.085.569	8.831.063
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	8.393.952	6.106.849
- Crédits et financements participatifs immobiliers	25.633.757	24.657.785
- Autres crédits et financements participatifs	6.930.343	3.985.570
Créances acquises par affacturage	1.176.295	1.259.916
Titres de transaction et de placement	7.851.715	7.697.632
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	6.159.233	6.002.824
- Autres titres de créance	530.158	532.954
- Titres de propriété	1.162.323	1.161.855
- Certificats de Sukuk	-	-
Autres actifs	1.579.865	1.075.319
Titres d'investissement	3.796.436	936.103
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2.631.125	663.129
- Autres titres de créance	1.165.310	272.974
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	3.026.158	2.484.288
-Participations dans les entreprises liées	-	-
-Autres titres de participation et emplois assimilés	-	-
-Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	340.000	440.000
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	106.031	103.497
Immobilisations corporelles	2.305.172	2.286.602
Immobilisations données en Ijara	-	-
Total de l'Actif	**78.756.591**	**65.757.402**

BILAN SOCIAL

Libellé	DEC-20	DEC-19
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10.362.034	5.780.068
- A vue	1.773.598	294.934
- A terme	8.588.436	5.485.134
Dépôts de la clientèle	50.073.234	41.383.367
- Comptes à vue créditeurs	29.429.173	22.934.933
- Comptes d'épargne	7.081.476	5.973.930
- Dépôts à terme	11.964.542	11.521.305
- Autres comptes créditeurs	1.598.043	953.200
Titres de créance émis	7.498.329	7.052.984
- Titres de créance négociables	6.235.974	5.652.386
- Emprunts obligataires	1.029.322	1.029.417
- Autres titres de créance émis	233.033	371.181
Autres passifs	1.015.619	2.170.746
Provisions pour risques et charges	1.239.293	653.960
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	3.564.916	3.565.908
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	1.366.635	1.344.065
Capital	2.832.474	2.832.474
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	554.713	522.430
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	249.345	451.399
Total du passif	**78.756.591**	**65.757.402**

HORS BILAN

Libellé	DEC-20	DEC-19
ENGAGEMENTS DONNES	10.207.359	9.378.800
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	188.214
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	8.145.977	7.697.417
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	629.340	386.708
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.432.042	1.106.461
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	10.527.804	7.095.127
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	10.527.804	7.095.127
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

CHARGE GENERALES D'EXPLOITATION

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Charges de personnel	**578.327**	**-**
Salaires et appointements	244.834	-
Primes et Gratifications	106.756	-
Autres rémunérations du personnel	100.187	-
Charges d'assurances sociales	64.149	-
Charges de retraite	34.836	-
Charges de formation	14.204	-
Autres charges de personnel	13.361	-
Impôts et taxes	**80.712**	**-**
Taxe urbaine et taxe d'édilité	4.979	-
Patente	15.559	-
Taxes locales	-	-
Droits d'enregistrement	-	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-	-
Taxes sur les véhicules	52.442	-
Autres impôts et taxes, droits assimilés	7.731	-
Charges extérieures	**280.419**	**-**
Loyers de crédit-bail	42.763	-
Loyers de location simple	83.754	-
Frais d'entretien et de réparation	74.674	-
Rémunération du personnel intérimaire	-	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	57.982	-
Primes d'assurance	7.317	-
Frais d'actes et de contentieux	322	-
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	13.608	-
Transport et déplacement	**263.033**	**-**
Transport et déplacement	24.803	-
Mission et réception	911	-
Publicité, publication et relations publiques	52.642	-
Frais postaux & de télécommunication	45.883	-
Frais de recherche et de documentation	5.513	-
Frais de conseil et d'assemblée	-	-
Dons et cotisations	38.946	-
Fournitures de bureau et imprimés	5.046	-
Autres charges externes	89.288	-
Autres charges d'exploitation	**3.326.068**	**-**
Frais préliminaires	2.444	-
Frais d'acquisition d'immobilisation	8.164	-
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	4.544	-
Pénalités et délits	-	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-	-
Dons libéralités et lots	-	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	624.186	-
Diverses autres charges générales d'exploitation	2.686.730	-
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**112.692**	**-**
Immobilisations incorporelles d'exploitation	7.302	-
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	94.663	-
Immobilisations corporelles hors exploitation	10.726	-
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

ETAT DES SOLDES DE GESTION

Libellé	DEC-20	DEC-19
+ Intérêts et produits assimilés	2.563.653	2.343.458
- Intérêts et charges assimilées	1.066.779	998.437
MARGE D'INTERET	1.496.874	1.345.021
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENS PARTICIPATIFS	-	-
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
+ Commissions perçues	276.258	264.389
- Commissions servies	96.188	48.205
Marge sur commissions	180.071	216.185
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	218.610	179.339
+ Résultat des opérations sur titres de placement	52.018	20.571
+ Résultat des opérations de change	237.644	165.774
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	508.271	365.683
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	164.575	168.976
- Diverses autres charges bancaires	94.603	79.215
PRODUIT NET BANCAIRE	2.255.188	2.016.649
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-100	-
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	340.853	378.461
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	24
- Charges générales d'exploitation	1.280.557	1.173.047
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1.315.385	1.222.039
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	-234.851	-266.170
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-584.871	-277.005
RESULTAT COURANT	495.663	678.864
RESULTAT NON COURANT	-30.801	-41.127
- Impôts sur les résultats	215.517	186.338
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**249.345**	**451.399**

Libellé	DEC-20	DEC-19
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	249.345	451.399
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	112.692	127.644
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	100	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	529.922	306.151
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	18.900	35.794
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	325.120	361.759
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	24
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	5.305
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	548.038	492.969
- Bénéfices distribués	396.546	372.513
AUTOFINANCEMENT	151.492	120.456

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	déc-20	déc-19	déc-18
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**5.002.970**	**5.150.368**	**4.573.653**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	2.255.484	2.016.649	1.806.637
2- Résultat avant impôts	464.550	637.738	645.960
3- Impôts sur les résultats	215.402	186.338	198.939
4- Bénéfices distribués	396.546	372.513	425.729
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	9	16	17
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	14	16
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	578.327	558.435	510.113
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Libellé	DEC-20	DEC-19
Produits d'exploitation bancaire perçus	3.550.935	3.094.106
Récupérations sur créances amorties	14.024	27.110
Produits d'exploitation non bancaire perçus	15.733	16.738
Charges d'exploitation bancaire versées	(1.408.853)	(1.203.381)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(30.801)	(41.162)
Charges générales d'exploitation versées	(1.167.865)	(1.045.403)
Impôts sur les résultats versés	(215.517)	(186.338)
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	757.656	661.669
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(982.942)	(1.011.754)
Créances sur la clientèle	(8.617.150)	(5.353.239)
Titres de transaction et de placement	(153.997)	(926.484)
Autres actifs	(504.546)	(167.013)
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4.581.966	454.039
Dépôts de la clientèle	8.689.867	6.972.029
Titres de créance émis	445.345	(597.649)
Autres passifs	(1.155.128)	1.016.894
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	2.303.415	386.824
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	3.061.071	1.048.493
Produit des cessions d'immobilisations financières	100.000	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	476.387	680.997
Acquisition d'immobilisations financières	(3.369.441)	(635.100)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(318.918)	(579.760)
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	103.026	103.026
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(3.008.947)	(430.838)
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	497.829
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	(396.546)	(372.513)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	(396.546)	125.316
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(344.422)	742.971
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2.179.701	1.436.730
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**1.835.279**	**2.179.701**

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Libellé	DEC-20	DEC-19
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3.654.048	3.197.779
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	74.130	69.447
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2.393.434	2.226.885
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	96.089	47.126
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	125.254	125.212
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	258.021	251.002
Autres produits bancaires	707.120	478.107
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1.398.860	1.181.130
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	154.727	87.548
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	664.923	649.831
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	247.128	261.059
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	332.081	182.693
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	2.255.188	2.016.649
Produits d'exploitation non bancaire	340.853	378.461
Charges d'exploitation non bancaire	-	5.329
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1.280.557	1.173.047
Charges de personnel	578.327	558.435
Impôts et taxes	28.322	27.744
Charges externes	542.753	439.786
Autres charges générales d'exploitation	18.463	19.438
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	112.692	127.644
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	981.345	790.959
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	363.864	458.475
Pertes sur créances irrécouvrables	9.996	22.316
Autres dotations aux provisions	607.485	310.169
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	161.523	253.089
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	124.984	187.511
Récupérations sur créances amorties	14.024	27.110
Autres reprises de provisions	22.514	38.469
RESULTAT COURANT	495.663	678.864
Produits non courants	0	36
Charges non courantes	30.801	41.162
RESULTAT AVANT IMPOTS	464.862	637.738
Impôts sur les résultats	215.517	186.338
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**249.345**	**451.399**

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

(en milliers MAD)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	279.041	-	105.569	902.135	1.286.745	1.963.849
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	499.955	-	499.955	299.960
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	499.955	-	499.955	299.960
PRETS DE TRESORERIE	-	975.643	151.983	1.166.529	2.294.155	2.534.617
- à terme	-	-	-	-	-	1.168.143
- au jour le jour	-	975.643	151.983	1.166.529	2.294.155	1.366.474
PRETS FINANCIERS	-	428.333	439.647	-	867.981	240.276
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	22.529	89	401	23.019	7.442
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	2.233	787	184	3.204	1.713
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**279.041**	**1.428.738**	**1.198.031**	**2.069.248**	**4.975.059**	**5.047.858**

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRESORERIE	-	126.531	8.666.007	619.019	9.411.557	7.373.887
- Comptes à vue débiteurs	-	1	2.833.404	56.699	2.890.104	2.044.273
- Créances commerciales sur le Maroc	-	4.118	788.562	-	792.680	739.304
- Crédits à l'exportation	-	2.026	260.518	321.649	584.193	56.654
- Autres crédits de trésorerie	-	120.386	4.783.523	240.671	5.144.580	4.533.656
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	-	-	8	1.662.630	1.662.638	1.424.396
- Crédits à la consommation	-	-	8	1.662.630	1.662.638	1.424.396
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	185.000	281.389	7.362.677	486.432	8.315.498	6.053.996
- Crédits à l'équipement	185.000	281.389	7.362.677	486.432	8.315.498	6.053.996
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	-	241.000	8.468.515	16.912.424	25.621.939	24.654.583
- Crédits immobiliers	-	241.000	8.468.515	16.912.424	25.621.939	24.654.583
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobilliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	4.931.954	-	3.967	4.935.921	2.314.465
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1.041.903	-	123.805	-	1.165.708	1.252.776
INTERETS COURUS A RECEVOIR	10.587	-	17.304	98.512	126.403	98.239
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	342.413	1.637.840	1.980.253	1.668.840
- Créances pré-douteuses	-	-	73.273	400.915	474.188	342.622
- Créances douteuses	-	-	18.772	189.398	208.170	204.775
- Créances compromises	-	-	250.368	1.047.527	1.297.895	1.121.443
TOTAL	**1.237.490**	**5.580.874**	**24.980.729**	**21.420.824**	**53.219.917**	**44.841.182**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	-	-	25.326	1.541	26.867	65
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	25.326	1.541	26.867	65
TITRES NON COTES	893.302	8.748.070	1.131.603	790.357	11.563.333	8.611.673
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	8.748.070	-	-	8.748.070	6.652.565
OBLIGATIONS	619.184	-	-	188.640	807.823	335.807
AUTRES TITRES DE CREANCE	274.118	-	-	601.717	875.836	466.254
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	1.131.603	-	1.131.603	1.157.048
ICNE	24	43.151	3.791	10.314	57.280	22.087
TOTAL	**893.326**	**8.791.221**	**1.160.721**	**802.212**	**11.647.480**	**8.633.826**

DETTES SUBORDONNEES

Rubriques	Montant global	Non apparentés	Apparentes				EXERCICE 2020	EXERCICE 2019
			Ets. de créd. & Assim.	Eses financières	Eses non financières	Autres apparentés		
Dettes subordonnées	3.500.000	-	3.500.000	-	-	-	3.500.000	3.500.000
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-		-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	500.000	-	500.000	-	-	-	500.000	500.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	400.000	-	400.000	-	-	-	400.000	400.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	100.000	-	100.000	-	-	-	100.000	100.000
Intérêts courus à payer	64.916	-	64.916	-	-	-	64.916	56.598

(en milliers MAD)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Instruments optionnels	-	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	14.354	-
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	14.354	-
Débiteurs divers	608.525	-
- Sommes dues par l'Etat	579.540	-
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
- Sommes diverses dues par le personnel	887	-
- Comptes clients de prestations non bancaire	-	-
- Divers autres débiteurs	28.098	-
Valeurs et emplois divers	1.251	-
- Valeurs et emplois divers	1.251	-
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	131.565	-
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	-	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	54.823	-
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)"	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	431.043	-
- Produits à recevoir	297.691	-
- Charges constatées d'avance	133.352	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	350.176	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	71.239	-
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	-83.112	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1.579.864**	**-**

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	**1.807**
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**724.428**
- Sommes dues à l'Etat	525.021
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	39.595
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	244
- Sommes dues au personnel	17.217
- Fournisseurs de biens et service	72.456
- Divers autres Créditeurs	69.895
Comptes d'ajustement de hors bilan	**334**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**3.904**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**252.066**
- Charges à payer	240.415
- Produits constatés d'avance	11.651
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	**33.080**
TOTAL	**1.015.619**

TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILES

Titre	Capital Social (En dirhams)	VN	Actions détenus en nombre	Actions détenus en %	Situation au 31 Décembre 2020			Extrait des derniers états de synthèse de la société émetttrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES			**14.692.136**	**-**	**2.639.834**	**50.100**	**2.589.734**	-	1.280.234	74.593	**73.683**
MAROCLEASING	277.676.800	100	944.417	34,01%	519.341	-	519.341	31/12/2018	469.375	72.141	-
SOFAC	193.200.000	100	1.281.010	66,30%	454.861	-	454.861	31/12/2018	377.324	105.241	51.983
Umnia BANK	900.000.000	100	3.600.000	40,00%	360.000	-	360.000	31/12/2018	394.944	-124.239	-
MAGHREB TITRISATION	5.579.768	100	14.666	24,33%	1.796	-	1.796	31/12/2018	7.703	-378	-
PALM-BAY	100.000.000	1.000	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	44.462.000	100	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/2018	15.149	-4.266	-
RHOSN ENNAKHIL	400.000	100	3.200	80,00%	320	-	320	31/12/2018	-48	-448	-
RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	57.554	-	57.554	-	-	-	-
CIH COURTAGE	1.000.000	100	10.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/2018	22.054	21.005	21.700
SANGHO	494.000	100	4.940	100,00%	253.831	-	253.831	31/12/2018	9.922	5.915	-
LANA CASH	35.000.000	100	349.994	99,99%	34.999	-	34.999	-	-	-	-
HMST (Ex SCI NATHALIE)	100.000	100	1.000	100,00%	100	100	-	31/12/2018	-16.190	-376	-
CIH PATRIMMO	806.083.813	100	8.000.606	100,00%	838.444	-	838.444	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES			**6.310.491**	-	**582.563**	**146.143**	**436.420**	-	**2.027.699**	**336.138**	**22.315**
ATLANTASANAD	602.835.950	10	6.028.360	10,00%	410.054	-	410.054	31/12/2018	966.995	221.006	19.865
AJARINVEST	7.000.000	100	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/2018	7.230	-4.451	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98.200.000	100	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/2016	182.731	83.632	2.450
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000.000	100	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/2014	21.519	216	-
INTERBANK	11.500.000	100	6.899	6,00%	690	-	690	31/12/2014	12.489	140	-
SGFG	1.000.000	100	588	5,88%	59	-	59	31/12/2017	2.423	852	-
SBVC casablanca	387.517.900	100	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/2017	452.574	28.253	-
MAROCLEAR	100.000.000	5.000	275	1,38%	275	-	275	31/12/2017	116.876	8.438	-
DAR AD-DAMANE	75.000.000	250	2.000	0,67%	500	-	500	-	-	-	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	0,00%	750	750	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	100.000	100	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6.100.000	100	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300.000	100	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2.100.000	100	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37.000.000	500	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20.000.000	100	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/2014	48.314	3.014	-
SED FES	10.000.000	100	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100.000.000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/2014	216.548	-4.961	-
ADER-FES	35.000.000	100	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
NEW SALAM	215.000.000	100	-	65,12%	140.000	140.000	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA			-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUDARABA			-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL			**21.002.627**	**-**	**3.222.397**	**196.243**	**3.026.154**	**-**	**3.307.932**	**410.731**	**95.999**

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	**B. AFFECTATION DES RESULTATS**	-
. Report à nouveau	522.430	. Réserve légale	22.570
. Résultats nets en instance d'affectation	-	. Autres réserves (FACULTATIVE)	-
. Résultats net de l'exercice	451.399	. Tantième	-
. Prélèvements sur les réserves	-	. Dividendes	396.546
. Autres Prélèvements	-	. Autres affectations	-
		. Report à nouveau	554.713

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31 Décemdre 2020

. Date d'établissement des états de synthèse (2) Février 2021

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET
EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Défavorables Néant

(en milliers MAD)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**286.466**	**79.118**	**76.708**	**288.877**	**182.579**	**7.302**	**7.036**	**182.846**	**106.031**
- Droit au bail	75.843	1.500	0	77.343	100	0	0	100	77.243
- Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	202.658	77.618	76.708	203.568	178.279	7.302	7.036	178.546	25.022
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	7.965	0	0	7.965	4.200	0	0	4.200	3.765
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1.798.833.069**	**198.037**	**200.227**	**1.871.027**	**847.546.852**	**94.663**	**104.331**	**787.422**	**1.083.604**
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**791.103**	**63.723**	**135.818**	**719.007**	**225.329**	**26.759**	**81.292**	**170.797**	**548.211**
, Terrain d'exploitation	89.876	34.337	32.901	91.312	0	0	0	0	91.312
, Immeubles d'exploitation, Bureaux	700.411	29.386	102.917	626.881	224.514	26.759	81.292	169.982	456.899
, Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	815	0	0	815	815	0	0	815	0
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**384.804**	**66.464**	**22.716**	**428.551**	**251.079**	**32.003**	**22.417**	**260.666**	**167.885**
, Mobilier de bureau d'exploitation	62.067	5.377	2.990	64.455	37.598	3.897	2.721	38.774	25.681
, Matériel de bureau d'exploitation	41.646	441	2.903	39.184	25.480	4.092	2.879	26.693	12.491
, Matériel Informatique	259.945	58.334	15.223	303.056	172.923	21.193	15.216	178.900	124.157
, Matériel roulant rattaché à l'exploitation	6.837	1.208	1.346	6.699	5.322	807	1.346	4.784	1.916
, Autres matériels d'exploitation	14.308	1.104	255	15.157	9.756	2.015	255	11.516	3.641
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**697.310**	**67.851**	**41.693**	**723.468**	**320.682**	**35.901**	**623**	**355.959**	**367.509**
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**1.377.775**	**44.616**	**22.719**	**1.399.671**	**170.682**	**10.726**	**48**	**181.361**	**1.218.311**
, Terrains hors exploitation	501.347	732	2.459	499.619	11.300	0	0	11.300	488.319
, Immeubles hors exploitation	787.200	41.597	20.212	808.586	126.316	6.279	0	132.595	675.990
, Mobilier et matériel hors exploitation	34.065	780	48	34.797	18.014	2.882	48	20.848	13.949
, Autres immobilisations corporelles hors exploitation	55.163	1.507	0	56.670	15.053	1.565	0	16.617	40.052
- ECART DE FUSION ACTIF	**2.994**	0	0	**2.994**	0	0	0	0	**2.994**
TOTAL	**3.540.452**	**321.771**	**299.654**	**3.562.569**	**1.150.352**	**112.692**	**111.416**	**1.151.628**	**2.410.940**

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et /ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	22.644	-	22.644	31.965	9.321	-
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	164.006	104.626	59.380	375.180	315.800	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	76.278	7.036	69.242	69.242	-	-
TOTAL	**262.928**	**111.662**	**151.266**	**476.387**	**325.120**	**-**

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	904.152	7.574.477	20.049.188	28.527.817	22.934.923
COMPTES D'EPARGNE	-	-	1.450	7.080.001	7.081.451	5.973.930
DEPOTS A TERME	500.000	679.395	1.998.379	8.481.990	11.659.764	11.011.989
AUTRES COMPTES CREDITEURS	558	1.143.416	377.403	1.120.083	2.641.460	1.300.792
INTERETS COURUS A PAYER	-	9.986	33.387	119.369	162.742	161.734
TOTAL	**500.558**	**2.736.949**	**9.985.096**	**36.850.631**	**50.073.234**	**41.383.367**

PROVISIONS

PROVISIONS	Stock au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Stock au 31/12/2020
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**2.074.615**	**363.163**	**124.732**	**2.313.046**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20		-	20
Créances sur la clientèle	1.732.010	363.061	124.671	1.970.400
Titres de placement et d'investissement	65	2	61	6
Titres de participation et emplois assimilés	196.142	100	-	196.242
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	146.378	-	-	146.378
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**653.963**	**608.186**	**22.853**	**1.239.296**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1.972	801	339	2.434
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	440.675	529.922	18.900	951.697
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	211.316	77.464	3.614	285.165
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**2.728.579**	**971.349**	**147.586**	**3.552.342**

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/20	Total 31/12/2019
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	100.460	4.609	105.069	112.060
VALEURS DONNEES EN PENSION	4.867.173	-	-	-	4.867.173	5.442.569
- au jour le jour	-	-	-	-	-	52.789
- à terme	4.867.173	-	-	-	4.867.173	5.389.780
EMPRUNTS DE TRESORERIE	2.399.000	63.424	1.379.261	180.429	4.022.114	50.000
- au jour le jour	-	-	1.110.000	-	1.110.000	50.000
- à terme	2.399.000	63.424	269.261	180.429	2.912.114	-
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	3.967	795.280	-	799.247	92.040
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	558.482	-	-	558.482	80.078
INTERETS COURUS A PAYER	7.644	2	2.293	11	9.950	3.320
TOTAL	**7.273.817**	**625.875**	**2.277.294**	**185.049**	**10.362.035**	**5.780.067**

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2019	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2020
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**1.344.065**	**22.570**	**-**	**1.366.635**
Réserve légale	233.710	22.570	-	256.280
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	1.110.356	-	-	1.110.356
Capital	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.832.474**
Capital appelé	2.832.474	-	-	2.832.474
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**522.430**	**-522.430**	**554.713**	**554.713**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**451.399**	**-451.399**	**249.345**	**249.345**
TOTAL GENERAL	**5.150.368**	**-951.259**	**804.058**	**5.003.167**

(en milliers MAD)

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2020 (y compris les dettes subordonnés)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	DURÉE (ANS)	MODE REMBOURSEMENT	TVA O/N	Dernière échéance	Jours	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
Obligations ordinaires non garanties	08/05/2012	5,3	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	08/05/2022	615.000	615.000	21.254	636.254
Obligations ordinaires non garanties	2012/05/08	3,17	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	08/05/2022	385.000	385.000	8.069	393.069
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	53.300	53.300	2.476	55.776
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	82.600	82.600	2.074	84.674
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	626.500	626.500	29.108	655.608
Obligations subordonnées	09/01/2015	3,19	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	09/01/2025	320.200	320.200	10.158	330.358
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,82	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	15/12/2026	39.400	39.400	70	39.470
Obligations subordonnées	15/12/2016	2,62	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	15/12/2026	960.600	960.600	1.188	961.788
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	417.400	417.400	10.481	427.881
Obligations subordonnées	18/05/2018	2,87	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	18/05/2028	500.000	500.000	9.088	509.088
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	6,23	Taux Révisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	150.000	150.000	102	150.102
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	4,33	Taux Révisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	350.000	350.000	168	350.168
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									**4.500.000**	**4.500.000**	**94.238**	**4.594.238**
BHBM	17/01/2004	5,89	Taux fixe	-	-	18	Annuités constantes	17/01/2022	160.000	16.819	947	17.766
BHBM	20/01/2004	5,83	Taux fixe	-	-	18	Annuités constantes	20/01/2022	381.400	63.915	3.533	67.448
BHBM	10/04/2004	5,83	Taux fixe	-	-	18	Annuités constantes	10/04/2022	250.000	25.135	1.068	26.203
BHBM	13/03/2005	5,49	Taux fixe	-	-	18	Annuités constantes	13/03/2023	370.000	59.940	2.651	62.591
BHBM	13/07/2005	5,31	Taux fixe	-	-	18	Annuités constantes	13/07/2023	242.700	57.583	1.441	59.024
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME									**1.404.100**	**223.393**	**9.640**	**233.033**
CDN	20/01/2017	3,15	Taux Fixe	-	-	4	InFine	20/01/2021	30.000	30.000	896	30.896
CDN	20/01/2017	3,3	Taux Fixe	-	-	5	InFine	20/01/2022	30.000	30.000	939	30.939
CDN	25/04/2017	3,3	Taux Fixe	-	-	5	InFine	25/04/2022	600.000	600.000	13.616	613.616
CDN	05/05/2017	3,33	Taux Fixe	-	-	5	InFine	05/05/2022	300.000	300.000	6.596	306.596
CDN	25/05/2017	3,1	Taux Fixe	-	-	4	InFine	25/05/2021	300.000	300.000	5.631	305.631
CDN	30/06/2017	3,15	Taux Fixe	-	-	4	InFine	30/06/2021	420.000	420.000	6.706	426.706
CDN	28/09/2017	3,3	Taux Fixe	-	-	5	InFine	28/09/2022	605.000	605.000	5.196	610.196
CDN	18/05/2020	2,48	Taux Fixe	-	-	1	InFine	17/05/2021	81.000	81.000	1.272	82.272
CDN	18/05/2020	2,63	Taux Fixe	-	-	2	InFine	18/05/2022	634.000	634.000	10.416	644.416
CDN	18/05/2020	2,97	Taux Fixe	-	-	5	InFine	18/05/2025	950.000	950.000	17.625	967.625
CDN	18/05/2020	2,63	Taux Révisable	Annuelle	-	5	InFine	18/05/2025	235.000	235.000	3.914	238.914
CDN	29/07/2020	1,8	Taux Fixe	-	-	1	InFine	01/03/2021	415.000	415.000	3.237	418.237
CDN	29/07/2020	2	Taux Fixe	-	-	1	InFine	04/11/2021	220.000	220.000	1.881	221.881
CDN	29/07/2020	2,25	Taux Fixe	-	-	3	InFine	01/08/2023	240.300	240.300	2.311	242.611
CDN	29/07/2020	2,53	Taux Fixe	-	-	5	InFine	01/08/2025	530.000	530.000	5.731	535.731
CDN	29/09/2020	2,59	Taux Fixe	-	-	5	InFine	29/09/2025	556.000	556.000	3.709	559.709
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									**6.146.300**	**6.146.300**	**89.674**	**6.235.974**
TOTAL GENERAL									**12.050.400**	**10.869.693**	**193.552**	**11.063.245**

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	6.455.775	6.455.775	6.274.600	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6.159.233	6.159.233	5.984.900	-	-	-
OBLIGATIONS	21.827	21.827	21.000	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	274.650	274.650	268.700	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	65	65	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	1.392.111	1.410.858	225.000	22.447	3.700	6
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	233.640	229.940	225.000	-	3.700	2
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	1.158.471	1.180.918	-	22.447	-	4
TITRES D'INVESTISSEMENT	3.742.990	3.827.364	-	84.374	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2.588.837	2.638.774	-	49.937	-	-
OBLIGATIONS	552.436	579.839	-	27.403	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	601.717	608.752	-	7.034	-	-

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siége social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MASSIRA CAPITAL MANAGEMENT	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17.530.419	61,89%	61,89%
CDG EP	Tour Mamounia, Place Moulay Hassan Rabat	-	1.702.511	6,01%	6,01%
RCAR	Avenue Annakhil, Rabat 10100	-	1.246.608	4,40%	4,40%
Groupe HOLMARCOM	20 rue Mustapha El Maani 20100 Casablanca	-	35.525	0,13%	0,13%
ATLANTASANAD	181 bd d' Anfa 20050 Casablanca - Maroc	ASSURANCES	3.355.811	11,84%	11,84%
FLOTTANT EN BOURSE	-	-	4.453.861	15,72%	15,72%
Total	-	-	**28 324 735**	**100,00%**	**100,00%**

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	39	36	8.710.254	7.016.224
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

2° semetre 2020	1° semetre 2020	2° semetre 2019
2.255.484	1.132.049	2.016.649

CREANCES SUBORDONNEE

Rubriques	Montant global	Apparentes				Exercice 2020	Exercice 2019
		Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	340.000	340.000	-	-	-	340.000	440.000
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissement de crédits et assimilés	340.000	340.000	-	-	-	340.000	440.000
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	**10.207.359**	**9.391.003**
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	-	188.214
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	68.214
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	120.000
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8.145.977	7.697.417
Crédits documentaires import	623.274	1.209.057
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	6.101.815	5.274.825
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	1.420.888	1.213.535
Engagements de garantie d'ordre d'établissments de crédit et assimilés	629.339	386.708
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	629.339	386.708
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.432.042	1.118.665
Garanties de crédits données	1.416.915	1.106.461
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	15.127	12.204
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	10.432.184	7.097.491
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	10.432.184	7.097.491
Garanties de crédits	10.432.184	7.097.491
Autres garanties reçues	-	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture	Autres opérations
Opérations de change à terme	14.994.521	-
Devises à recevoir	1.356.006	-
Dirhams à livrer	864.650	-
Devises à livrer	6.570.982	-
Dirhams à recevoir	6.202.883	-
Dont swaps financiers de devises	2.109.580	-
Engagements sur produits dérivés	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-

ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
B08	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	.SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	.ENGAGEMENTS SUR TITRES
	.PASSIF EVENTUEL
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS
	.DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	.TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA
	.TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS
	.ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE
	.COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/2020	31/12/2019
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	2083	2044
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	620	585
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1463	1459
Cadres (équivalent plein temps)	1523	1484
Employés (équivalent plein temps)	560	560

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D≤ 1 mois	1 mois <D≤ 3 mois	3 mois <D≤ 1 an	1 an <D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF	-	-	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		2.642.127	919.964			3.562.091
Créances sur la clientèle	7.356.115	4.790.887	5.497.505	13.153.183	16.539.383	47.337.073
Titres de créance	-	-	6.455.710	2.483.112	1.493.518	10.432.340
Créances subordonnées	-	-	-	-	340.000	340.000
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**7.356.115**	**7.433.014**	**12.873.179**	**15.636.296**	**18.372.900**	**61.671.504**
PASSIF	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2.941.937	-	218.702	492.080	54.676	3.707.394
Dettes envers la clientèle	2.174.408	2.425.215	6.331.047	776.449	-	11.707.119
Titres de créance émis	30.000	415.000	1.021.000	5.903.693	-	7.369.693
Emprunts subordonnées	-	-	-	1.000.000	2.500.000	3.500.000
TOTAL	**5.146.345**	**2.840.215**	**7.570.749**	**8.172.222**	**2.554.676**	**26.284.206**

Concentration des risques sur un même bénéficiaire (risques > 10% FP)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont crédits par décaissement	crédits par signature (de financement et de garantie données	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et déductions
3	3.673	2.558	541	496	3.497

(en milliers MAD)

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	196.841
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.845.094
Créances sur la clientéle	3.474.314
Autres actifs	-
Titres détenus	1.165.310
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	7.681.559
PASSIF:	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	796.973
Dépôts de la clientèle	232.099
Autres passifs	-
TOTAL PASSIF	1.029.072
HORS-BILAN:	-
ENGAGEMENTS DONNES	1.147.289
ENGAGEMENTS RECUS	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

RUBRIQUE	COMMISSIONS		COMMENTAIRE
	E. CREDIT	CLIENTELE	
COMMISSIONS RECUS	**-**	**276.258**	**-**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	41.589	-
Commissions sur moyens de paiement	-	143.733	-
Commissions sur opérations de titres	-	6	-
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	7.634	-
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	30.222	-
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	20.361	-
Autres produits sur prestations de service	-	14.476	-
Commissions sur moyens de paiement	-	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	23	-
Commissions sur opérations de change virement	-	18.214	-
Commissions sur opérations de change billet	-	-	-
COMMISSIONS VERSEES	**-**	**95.892**	**-**
Charges sur moyens de paiement	-	59.671	-
Commissions sur achat et vente de titres	-	848	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	18	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	35.355	-

MARGE D'INTERET

Libellé	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2.393.434	2.226.885
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	74.130	69.447
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	96.089	47.126
Total intérêts et produits assimiles	**2.563.653**	**2.343.458**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	535.854	649.831
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	148.497	87.548
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	382.427	261.059
Total intérêts et charges assimiles	1.066.779	998.437
Marge d intérêts	1.496.874	1.345.021

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS

I.DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges		495.663
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	529.922
. Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	425.619
. Résultat courant théoriquement imposable	(=)	599.966
. Impôt théorique sur résultat courant	(-)	221.987
. Résultat courant après impôts	(=)	377.978

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

Néant

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Produits sur titres de placement (de propriété)	28.216	-
- Dividendes sur titres OPCVM	-	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	2.563	-
- Autres produits sur titres de propriété	25.653	-
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**97.038**	**-**
- Dividendes sur titres de participation	22.315	-
- Dividendes sur participations liées	73.683	-
- Autres produits sur titres de propriété	1.039	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Gains sur titres de transaction	301.383	-
Perte sur titres de transaction	82.773	-
Résultat sur titres de transaction	218.610	-
Plus-values de cession sur titres de placement	52.020	-
Moins-values de cession sur titres de placement	2	-
Résultat sur titres de placement	52.018	-
Produits sur engagement sur titres	-	-
Charges sur engagement sur titres	-	-
Résultat sur engagements sur titres	-	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	23	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	18	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	5	-
Produits sur opérations de change	296.159	-
Charges sur opérations de change	58.515	-
Résultat sur opérations de change	237.644	-

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	2.255.188	1.315.385	464.862
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	**2.255.188**	**1.315.385**	**464.862**

2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	2.255.188	1.315.385	464.862
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	**2.255.188**	**1.315.385**	**464.862**

TABLEAU DE PASSAGE RC AU RF

Résultat Brut Avant Impôt		464.862
Réintégrations	A +B	543.236
Pénalités et majorations	167	
Charges sur ex antérieurs	556	
Amortissement non déductible sur matériel roulant et de service	-	
A Total réintégrations 1	**724**	
Provision pour risques généraux	529.922	
Impôt contribution cohésion sociale	12.590	
B Total réintégrations 2 provisions autres que CES	**542.512**	
Déductions	C+D	425.619
Produits des participations	98.561	
Plus values cession OPCI	306.586	
C Total déductions 1	**405.147**	
Reprises provisions	20.471	
Autres reprises provisions		
Reprises sur PRG		
D Total deductions 2	**20.471**	
Résultat Brut Fiscal	I+II-III	582.479
Reports Déficitaires antérieurs		
Amortissements fiscalement différés	0,00	
Déficit exploitation reportable	0,00	
Résultat Net Fiscal	IV-V	582.479
IS Brut avant imputation crédit CM	VI*%IS	215.517
Credit cotisation minimale		
IS de l'exercice	VII-VIII	215.517
Résultat Net	**I-IX**	**249.345**

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

(en milliers MAD)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	**39.408**	**-**
Divers autres produits bancaires	39.321	-
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-	-
Produits des exercices antérieurs	-	-
Divers autres produits bancaires	39.321	-
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	87	-
Autres charges bancaires	**95.104**	**-**
Divers charges sur titres de propriété	-	-
Frais d'émission des emprunts	-	-
Autres charges sur opérations sur titres	-	-
Autres sur prestations de services	498	-
Divers autres charges bancaires	94.604	-
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	74.729	-
Produits rétrocédés	-	-
Charges des exercices antérieurs	7	-
Divers autres charges bancaires	19.868	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	2	-
Produits d'exploitation non bancaires	**340.853**	**-**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	325.120	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-	-
Produits accessoires	3.874	-
Subventions reçues	-	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	11.859	-
Charges d'exploitation non bancaires	**-**	**-**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**363.864**	**-**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	2	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	363.061	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	-	-
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	801	-

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Pertes sur créances irrécouvrables	**9.996**	**-**
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	953	-
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	9.043	-
Autres dotations aux provisions	607.485	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	100	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	607.385	-
Dotations aux provisions réglementées	-	-
Dotations aux autres provisions	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**124.984**	**-**
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	124.645	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-	-
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	339	-
Récupération sur créances amorties	**14.024**	**-**
Autres reprises de provisions	**22.524**	**-**
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Reprises de provisions pour autres risques et charges	22.524	-
Reprises de provisions réglementées	-	-
Reprises de provisions	-	-
Produits non courants	**-**	**-**
Reprises non courantes des amortissements	-	-
Reprises non courantes des provisions	-	-
Autres produits non courants	-	-
Charges non courantes	**30.801**	**-**
Dotations non courantes aux amortissements	-	-
Dotations non courantes aux provisions	-	-
Autres charges non courantes	30.801	-

COMPTES DE LA CLIENTELE

	31/12/2020	31/12/2019
Comptes courants	48.752	43 108
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	27.212	28 544
Autres comptes chèques	1.627.493	1 299 205
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	384.132	335 122
Comptes à terme	2.458	2 428
Bons de caisse	715	746
Autres comptes de dépôts	304	3 624

RESEAU

	31/12/2020	31/12/2019
Guichets permanents	307	299
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	482	374
Succursales et agences à l'étranger	-	-
Bureaux de représentation à l'étranger	-	-

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collecteé	242.856	284.886	266.441	261.301
B. TVA à récupérer	38.602	150.788	156.722	32.668
Sur charges	28.414	115.611	117.997	26.028
Sur immobilisations	10.188	35.177	38.725	6.640
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	**204.254**	**134.098**	**109.719**	**228.632**

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

Rubrique	31/12/2020		31/12/2019	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	515.041	40.853	362.759	20.137
Créances douteuses	245.960	37.789	252.973	48.197
Créances compromises	3.189.995	1.892.101	2.785.129	1.663.676
TOTAL	**3.950.996**	**1.970.743**	**3.400.861**	**1.732.010**

Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20.000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20.100 Casablanca
Maroc

CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2020. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 8 568 082, dont un bénéfice net de KMAD 249 345 relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 22 février 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de la Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) arrêtés au 31 décembre 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 25 février 2021

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton International
47, Rue Allal Ben Abdellah - Casablanca
Tél.: 05 22 54 48 00 Fax: 05 22 29 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A
COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47
Abdelaziz ALMECHATT
Associé

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

TPE / PORTEURS DE PROJETS

En réponse aux Hautes Orientations de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, Que Dieu l'assiste, CIH BANK a le plaisir de participer au Programme National d'Accompagnement et de Financement des Petites Entreprises et Porteurs de Projets.

Réalisez vos objectifs avec "INTELAK AL MOUSTATMIR" de CIH BANK

Une offre de financement et d'accompagnement complète :

- Un pack de services gratuits :
  - Compte courant,
  - Carte internationale Visa Premier,
  - CIH Online PRO,
  - Remises de chèques gratuites.

Un taux de crédit de 2%* ; Des frais de dossier à 0 DH.

*Hors taxe

www.cihbank.ma
/cihbank

Crédit Immobilier et Hôtelier, Société anonyme au Capital Social de 2.832.473.500 DH. Agrément N° 2348-94 du 14 Rabii 1er 1415/23 Août 1994. Siège Social :187, Avenue Hassan II - 20019 - Casablanca Maroc. R.C. : Casablanca N° 203 - C.N.S.S N° 1027805 - ID Fiscal N° 01084033 - Patente N° 34200588. Tél. siège : (+212) 522 479 000 / (+212) 522 479 111 Fax : (+212) 522 479 163. Centre de relation clients : 47 47

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2019

www.cihbank.ma

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187 avenue Hassan II – Casablanca, en Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire :

Le Jeudi 02 Avril 2020, à 15 Heures

à l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

A Titre ordinaire

1. Ratification des modalités de convocation ;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2019 ;
3. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2019 ;
4. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2019 ;
5. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 ;
9. Ratification de nomination d'administrateurs ;
10. Renouvellement de mandat d'administrateur ;
11. Désignation d'un nouveau représentant permanent d'un actionnaire ;
12. Ratification de l'opération d'augmentation du capital.

A Titre extraordinaire

13. Mise en conformité des statuts ;
14. Pouvoirs en vue des formalités.

Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité dès lors qu'ils s'inscrivent sur le registre des actions nominatives de la Société depuis au moins cinq (5) jours avant la date de la réunion.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agrée cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Modalités de vote par procuration

Les actionnaires peuvent se faire représenter à l'Assemblée Générale en procédant à la signature d'un pouvoir dont le modèle est mis à leur disposition au Secrétariat Général du Groupe CIH Bank au siège social de la banque. Ce modèle de pouvoir peut être également téléchargé sur le site internet du CIH : http://www.cihbank.ma/corporate/espace-financier/communiques : Avis de convocation à l'assemblée générale mixte Ordinaire et Extraordinaire.

Modalités de vote par correspondance

Les actionnaires peuvent voter au moyen du formulaire de vote qui est mis à la disposition des actionnaires au Secrétariat Général du Groupe CIH Bank. Ce formulaire de vote par correspondance peut être également téléchargé sur le site internet du CIH : www.cihbank.ma, rubrique http://www.cihbank.ma/corporate/espace-financier/communiques : Avis de convocation à l'assemblée générale mixte Ordinaire et Extraordinaire.

Les textes et projets de résolutions ainsi que l'ensemble des documents et informations visés aux articles 121 et 121 bis de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée, sont mis à la disposition du public sur le site internet du CIH : www.cihbank.ma.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le lundi 02 Avril 2020, à partir de 15 heures.
Il est à rappeler, à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2019 ont été publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :
- Le matin du lundi 24 février 2020.
- Finances News jeudi du 27 février 2020.

Données de contact :
• Melle AMAL MOUHOUB
• Tel : 05 22 47 94 24
• Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

Projets de résolutions à présenter à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire

A TITRE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

DEUXIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2019 approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2019, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire 451.399.319,00 Dirhams pour les comptes sociaux.
L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2019.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2015.

TROISIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

QUATRIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

• Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 522.429.956,00 Dirhams, est de 951.259.309,00 Dirhams ;
• Décide de fixer le montant du dividende à 14 Dirhams l'action ;
• Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2019 s'élève à 396.546.290,00 Dirhams ;
• Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de 554.713.019,00 Dirhams ;
• Le dividende de 14 dirhams par action est payable à partir du 1er juillet 2020.

Récapitulatif de l'affectation des résultats - exercice clos 2019	Montants en Dirhams
Bénéfice de l'exercice	**451 399 319**
Déduction des pertes antérieures	**-**
Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes	**451 399 319**
Réserve légale (-)	**22 569 966**
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	**522 429 956**
Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice	**951 259 309**
Nombre d'actions	**28 324 735**
Dividende par action	**14**
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	**396 546 290**
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	**554 713 019**

Le dividende de 14 dirhams par action est payable à partir du 1er juillet 2020.

CINQUIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2019.

SIXIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonyme, approuve les conclusions dudit rapport.

SEPTIÈME RÉSOLUTION : RATIFICATION DE LA NOMINATION D'ADMINISTRATEURS
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de M. Ahmed REDA CHAMI en qualité d'administrateur indépendant, faite par le Conseil d'Administration en date du 13 novembre 2019 pour six (6), soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2024.
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de Mme. Dayae OUDGHIRI en qualité d'administrateur indépendant, faite par le Conseil d'Administration en date du 13 Novembre 2019 pour six (6) ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2024.

HUITIÈME RÉSOLUTION : RENOUVELLEMENT DE MANDAT D'ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. Karim CHIOUAR, pour six (6) ans soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2025.

NEUVIÈME RÉSOLUTION : CHANGEMENT DE REPRÉSENTANT PERMANENT

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, prend acte de la désignation de M. Mohamed Amine FILALI, Directeur du Pôle Risk Management à la CDG, en qualité de représentant permanent de Massira Capital Management.

DIXIÈME RÉSOLUTION : RATIFICATION DE L'AUGMENTATION DU CAPITAL

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration ayant constaté la réalisation de l'opération d'augmentation du capital social par apport en numéraire, portant ainsi le capital social du Crédit Immobilier et Hôtelier de 2.660.808.500,00 Dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent) dirhams à de 2.832.473.500,00 Dirhams (Deux Milliards huit Cent trente-deux Millions quatre cent soixante-treize Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 28.324.735 (Vingt-huit millions trois cent vingt-quatre mille sept cent trente-cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) Dirhams chacune, toutes de même catégorie, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la constatation de la réalisation de l'opération d'augmentation du capital, conformément aux dispositions de l'Article 186 de la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes, et conformément, aussi, à la délégation de l'Assemblée Générale Mixte du 04 Avril 2019.

L'Assemblée Générale en prend acte et ratifie la modification corrélative de l'article 6 des statuts, comme suit :

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 2.832.473.500,00 Dirhams (Deux Milliards huit Cent trente-deux Millions quatre cent soixante-treize Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 28.324.735 (Vingt-huit millions trois cent vingt-quatre mille sept cent trente-cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

A TITRE EXTRAORDINAIRE :

ONZIÈME RÉSOLUTION : MISE A JOUR DES STATUTS

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, décide sur proposition du Conseil d'administration de procéder aux modifications statutaires nécessaires à la mise en conformité des statuts de la Société et ce, conformément aux dispositions de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes complétée et modifiée par loi n° 78-12 et la loi n° 20-19.

DOUZIÈME RÉSOLUTION : MODIFICATION DES ARTICLES DES STATUTS

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier les articles 11, 13, 17, 20, 21, 22, 24, 26 et 29 des statuts de CIH qui sont désormais libellés ainsi qu'il suit :

ARTICLE 11 – CONSEIL D'ADMINISTRATION – COMPOSITION - NOMINATION

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins et de quinze (15) membres au plus. Les administrateurs sont choisis parmi les personnes physiques ou morales, nommées par l'Assemblée Générale Ordinaire, ou à titre provisoire par le Conseil d'Administration dans les conditions prévues à l'article 14 ci- après.
L'Assemblée Générale désigne au sein du Conseil d'Administration un nombre d'administrateurs indépendants qui doit être compris entre un minimum d'un administrateur et un maximum d'un tiers des administrateurs tenant compte de leur taille et selon les modalités fixées par Bank Al-Maghrib».
Ledit administrateur indépendant est nommé, rémunéré et révoqué dans les mêmes conditions et modalités appliquées aux administrateurs. Une rémunération exceptionnelle peut lui être allouée pour les missions qui lui sont confiées à titre spécial et temporaire

L'Assemblée Générale désigne au sein du Conseil d'Administration un nombre d'administrateurs non exécutifs qui ne sont ni président directeur général, ni directeur général, ni directeur général délégué, ni salariés de la société exerçant des fonctions de direction. Leur nombre doit être supérieur à celui des administrateurs ayant l'une de ces qualités.

(... le reste a été supprimé)

ARTICLE 13 – ACTIONS D'ADMINISTRATEURS

Chaque administrateur doit, pendant toute la durée de ses fonctions, être propriétaire d'une action.
Si au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis, ou si en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire de plein droit s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois (3) mois.
Par dérogation aux dispositions légales régissant les sociétés anonymes et aux présents statuts, les membres indépendants du conseil d'administration, ne doivent détenir aucune action de la banque, avec ou sans droit de vote, et ce conformément à la réglementation bancaire, Dahir n° 1-14-193 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés du 1er rabii I 1436 (24 décembre 2014) portant promulgation de loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.

ARTICLE 17 – ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Dans ses rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que ces actes dépassaient ledit objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu de circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

La cession par la Société d'immeubles par nature ainsi que la cession totale ou partielle des participations figurant à son actif immobilisé font l'objet d'une autorisation du Conseil d'Administration.

Toutefois, tout projet de cession de plus de 50% des actifs de la société, durant une période de 12 mois, doit être soumis à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale Extraordinaire, tel que visé à l'article 26 des statuts.

Le Conseil constitue en son sein, et avec le concours, s'il l'estime nécessaire, de tiers, actionnaires ou non, des comités techniques chargés d'étudier les questions qu'il leur soumet pour avis. Et ce, conformément aux dispositions de la loi 17-95 telle qu'elle a été modifiée, et par les textes législatifs et règlementaires concernant son activité. Il est rendu compte aux séances du conseil de l'activité de ces comités et des avis ou recommandations formulés.
Le Conseil fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

Toutes les personnes participant aux réunions desdits comités sont tenues à l'obligation de discrétion prévue par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 20 - RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS, DU DIRECTEUR GENERAL ET DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÈGUES

L'Assemblée générale ordinaire peut allouer au Conseil d'Administration à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, qu'elle détermine librement et que le Conseil d'Administration repartit entre ses membres dans des proportions qu'il juge convenables.

Le conseil lui-même peut allouer à certains administrateurs pour les missions et les mandats qui leur sont confiés à titre spécial et temporaire, et aux membres des comités prévus à l'article 51, une rémunération exceptionnelle, sous réserve de respecter la procédure prescrite par l'article 56.

Il peut également autoriser le remboursement des frais de voyage et de déplacement engagés dans l'intérêt de la société.

Les rémunérations et les remboursements des frais sont portés aux charges d'exploitation.

Le Conseil d'Administration fixe le montant de la rémunération du Président du Conseil et du Secrétaire du Conseil et son mode de calcul et de versement.

Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués.

ARTICLE 21 - CONVENTIONS RÈGLEMENTÉES

21.1 – Conventions autorisées

Toute convention intervenant entre la Société et l'un de ses administrateurs ou Directeurs Généraux, ou Directeurs Généraux Délégués ou un actionnaire détenant, directement ou indirectement, plus de cinq pour cent (5%) du capital ou des droits de vote doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec la Société par personne interposée

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si l'un des administrateurs, Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Délégués de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant administrateur ou directeur général de l'entreprise ou membre de son directoire ou de son Conseil de surveillance.

L'administrateur, le Directeur Général, le Directeur Général Délégué ou l'actionnaire intéressé est tenu d'informer le Conseil, dès qu'il a eu connaissance d'une convention à laquelle les dispositions ci-dessus sont applicables. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée. Ils sont également tenus d'informer le conseil d'administration des éléments permettant d'évaluer leurs intérêts afférents à la conclusion des conventions prévues au même article. Et notamment la nature des relations existantes entre les parties desdites conventions et les raisons économiques justifiant leur conclusion ainsi que leurs différentes caractéristiques.

Le Président du Conseil d'Administration avise les commissaires aux comptes des conventions autorisées dans le délai de trente (30) jours à compter de la conclusion desdites conventions et soumet celles-ci à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Lorsque l'exécution de conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation dans le délai de trente (30) jours à compter de la clôture de l'exercice.

Les commissaires aux comptes présentent sur ces conventions un rapport spécial à l'Assemblée qui statue sur ce rapport. L'intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions approuvées par l'Assemblée, comme celles qu'elle désapprouve, produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées dans le cas de fraude.

Sans préjudice de la responsabilité de l'Administrateur, du Directeur Général, du Directeur Général Délégué ou de l'actionnaire intéressé, les conventions conclues sans autorisation préalable du Conseil d'Administration peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour la société gestionnaire.

La nullité peut être couverte par un vote de l'Assemblée Générale intervenant sur rapport spécial du commissaire aux comptes.
Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

21.2 – Conventions libres

Les dispositions du point 21.1 ci-dessous ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.
Cependant, ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste comprenant l'objet et les conditions desdites conventions est communiquée par le président aux membres du conseil d'administration et au ou aux commissaires aux comptes dans les soixante jours qui suivent la clôture de l'exercice.

21.3 – Conventions interdites

A peine de nullité, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la Société, de l'une de ses filiales ou d'une autre société qu'elle contrôle au sens de l'article 144 de la Loi 17-95, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de se faire cautionner, ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux Directeurs Généraux, aux Directeurs Généraux Délégués, aux représentants permanents des personnes morales administrateurs et aux commissaires aux comptes. Elle s'applique également aux conjoints aux ascendants et descendants jusqu'au deuxième degré inclus des personnes visées au présent article, ainsi qu'à toute personne interposée.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 62 alinéa 2 de la Loi 17-95, cette interdiction ne s'applique pas en cas d'opération courante conclue à des conditions normales.

ARTICLE 22 - NOMINATION ET DURÉE DES FONCTIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Le contrôle est exercé par deux ou plusieurs Commissaires aux comptes chargés des missions (i) de contrôle du suivi des comptes sociaux dans les conditions et pour les buts déterminés par la Loi et par la Loi Bancaire, et (ii) de vérification de la sincérité des informations destinées au public et leur concordance avec les comptes.

Les commissaires aux comptes sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire conformément à l'Article 70 de la Loi Bancaire, pour une durée de trois exercices qui prendra fin lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires qui statuera sur les comptes du troisième exercice. Le commissaire aux comptes, nommé par l'Assemblée en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Lorsqu'à l'expiration des fonctions d'un commissaire aux comptes, il est proposé à l'Assemblée de ne pas les renouveler, le commissaire aux comptes doit être, s'il le demande, entendu par l'Assemblée.

Le renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ayant effectué leur mission auprès d'un même établissement, durant deux mandats consécutifs de trois ans, ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de trois ans après le terme du dernier mandat et sous réserve de l'approbation de Bank Al-Maghrib ».

ARTICLE 24 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES
L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables, opposants, ou privés du droit de vote.

(... sans changement)

5) Les délibérations de l'Assemblée Générale ou Spéciale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres composant le bureau dans les conditions prévues par la loi.
Le procès-verbal de l'assemblée doit préciser pour chaque résolution, au moins le nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés, la proportion du capital social représentée par ces votes, le nombre total de votes valablement exprimés, ainsi que le nombre de votes exprimés pour et contre chaque résolution et, le cas échéant, le nombre d'abstentions.
Les sociétés dont les actions sont inscrites à la cote de la bourse des valeurs publient sur leur site internet, dans un délai qui ne dépasse pas quinze jours après la réunion de l'assemblée, les résultats des votes.

(... le reste sans changement)
ARTICLE 26 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES
1) L'Assemblée Générale Extraordinaire se compose de tous les actionnaires, quelque soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

2) L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultants d'un regroupement d'actions régulièrement effectué, ni changer la nationalité de la Société.

3) Lorsque la cession ou les cessions desdits actifs portent sur plus de 50% des actifs de la société pendant une période de douze (12) mois, une autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire est exigée. La demande d'autorisation doit être accompagnée d'un rapport établi par le conseil de surveillance. Les dispositions de l'article 70 de la présente loi relatives au rapport accompagnant la demande d'autorisation préalable et au mode de calcul du seuil de 50% sont applicables auxdites cessions.

4) Elle est régulièrement constituée et ne délibère valablement qu'autant qu'elle est composée, sur première convocation, d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

Si une première Assemblée n'a pas réuni la moitié du capital social, une nouvelle Assemblée peut être convoquée, dans les formes et délais prévus par la loi. Cette deuxième Assemblée délibère valablement si elle est composée d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

5) Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des actionnaires présents ou représentés.

Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions sans limitation.

ARTICLE 29 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS
Il est dressé, chaque semestre, un état sommaire de la situation active et passive de la Société ; cet état est mis à la disposition des commissaires aux comptes.

Il est en outre, établi chaque année, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la Société. Dans cet inventaire, les divers éléments de l'actif social subissent les amortissements qui sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les états de synthèse et le rapport de gestion du Conseil d'Administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes soixante (60) jours au moins avant l'avis de convocation de l'Assemblée Générale Annuelle.

Le rapport de gestion doit également faire ressortir des mandats des administrateurs ou membres du conseil de surveillance dans d'autres conseils d'administration ou de surveillance ainsi que leurs emplois ou fonctions principales.

Dans les quinze (15) jours qui précèdent l'Assemblée Générale, tout actionnaire peut prendre connaissance au siège social de l'ordre du jour de l'Assemblée, du texte et de l'exposé des motifs des projets de résolutions, de la liste des membres du Conseil d'Administration, de l'inventaire et des états de synthèse de l'exercice écoulé, du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport des commissaires aux comptes, et du projet d'affectation des résultats, selon les modalités fixées par l'Autorité marocaine du marchés des capitaux.

Deux exemplaires des états de synthèse accompagnés d'une copie du rapport du ou des commissaires aux comptes sont déposés au greffe du tribunal, dans un délai de 2 mois à compter de la date de leur approbation par l'assemblée générale.

Ce dépôt peut être effectué par voie électronique dans les conditions fixées par voie réglementaire.

TREIZIÈME RÉSOLUTION : POUVOIRS EN VUE DES FORMALITÉS
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :
• Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
• Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
- Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
- Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles

Bases de présentation
Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.
Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.
Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles
Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.
Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	15
Catégorie D	Equipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

CONTRATS DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.
Deux types de contrat de location sont définis par la norme :
• Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
• Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.
L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.
Les biens faisant l'objet de contrats de location simple ne sont pas comptabilisés à l'actif. Les loyers constituent une charge.

CONTRATS DE LOCATION SOUS IFRS16

La nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, est entrée en vigueur dans les comptes des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2019.
IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location »).
Les contrats de location (Location financement et Location simple) sont traités de la même manière.
Il en résulte une comptabilisation au bilan de tous les contrats de location :
- d'un Droit d'utilisation sur l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations ;
- d'une Dette locative, au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location.
La nouvelle norme fait la distinction très claire entre la définition d'un contrat de location (le client obtient le contrôle sur l'utilisation d'un actif) et d'un contrat de service (le fournisseur conserve le contrôle de l'utilisation de l'actif).

Méthode de transition :

Pour la transition, le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective modifiée.
La méthode implique la prise en compte des frais de location restants dus au 1er janvier 2019 et le calcul de la valeur nette des contrats de location en utilisant le taux d'emprunt marginal moyen pondéré (et non le taux d'actualisation implicite dans le contrat).
La valeur nette des actifs loués est égale au passif à compter du 1er janvier 2019. Il n'y a aucun impact sur les capitaux propres, pas d'années comparatives, pas de comptes pro-forma.
Exemptions d'utilisation :
Le Groupe CIH a utilisé les deux exemptions proposées par la norme :
L'une porte sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à un an ;
L'autre sur les locations d'actifs de faible valeur (le chiffre cité est de 5 000 USD).
Durée et typologie des contrats de location simples retenues :
La durée appliquée dépend de la nature des contrats concernés :
Location des agences dont la durée appliquée est de 9 ans.
Location des logiciels et matériels informatiques dont la durée appliquée est celle du contrat.

TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.
Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.
Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.
La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.
Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.
La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.
• Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.
• Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
• Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS9 « Instruments financiers », remplace la norme IAS39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :
• La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
• La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :
- Soit percevoir les flux de trésorerie contractuels et garder jusqu'à l'échéance (HTC : Hold To Collect) ;
- Soit percevoir les flux contractuels et vendre l'actif (HTCS : Hold To Collect and Sell) ;
- Soit vendre l'actif (HTS: Held for Sale).

L'établissement doit déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont composés uniquement du paiement du principal et des intérêts **(« Solely Payment of Principal and Interest « SPPI »)** pour comptabiliser les instruments financiers au coût amorti. Dans le cas contraire, ils sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur, ce qui se matérialise par l'intention de vendre un actif, et se traduit par des impacts sur le compte de résultat ou sur les réserves pour des catégories d'actifs spécifiques.

Dépréciation des actifs sous IFRS9

Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS9 pour le CIH concerne :
• Les créances envers la clientèle
• Les créances envers les établissements bancaires
• Le portefeuille titres
S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité : Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise(BE).

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origination du crédit.
Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument. Elle propose donc un modèle de dépréciation en 3 temps par phases appelées communément « Buckets » :

• Bucket 1 (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis le comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait dans une période de 12 mois après la clôture comptable.

• Bucket 2 (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit.

• Bucket 3 (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) → Comptabilisation d'un dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l ' actif financier.

La norme IFRS 9 a été adoptée par les Banques marocaines avec une première publication des impacts en juillet 2018 (FTA au 01/01/2018). Un exercice après l'entrée en vigueur, CIH BANK poursuit sa démarche d'amélioration de la méthodologie de dépréciation (ECL) en capitalisant sur l'extension de l'historique des données disponibles, en procédant à un exercice de backtesting sur un périmètre progressivement plus large et en affinant sa démarche.

Au 31/12/2019, les paramètres LGD appliqués aux portefeuilles de crédit à l'habitat ont fait l'objet d'une revue approfondie.

Pour rappel, s'agissant de la LGD, CIH BANK n'applique pas de taux forfaitaire et a opté pour une LGD modélisée reposant sur les données suivantes, extraites du système de gestion, selon une base individuelle et par contrat :
• La probabilité de retour en sain ;
• Le taux de recouvrement attendu de la réalisation des garanties ;
• Le taux de recouvrement attendu des autres sources de remboursement autres que les garanties.

Cette revue a consisté, d'une part, à vérifier le bon calcul, par l'outil IFRS 9 déployé par la Banque, de la LGD en fonction des paramètres retenus en FTA, et d'autre part, à s'assurer de la qualité des prévisions de récupérations initialement intégrées dans le modèle en les comparant avec des données observées.

A l'issue de cette revue, les ajustements et corrections suivants ont été apportés aux paramètres LGD relatifs au portefeuille des crédits à l'habitat :

• La probabilité de retour en sain de l'exposition :

Taux de retour en sain évolutif, calculé sur base statistique dans la limite de 5 ans de séjour en B3 (vs. en FTA, un taux de retour en sain stable dès la deuxième année de séjour en B3 sans limitation dans le temps).

• Le taux de recouvrement attendu de la réalisation des garanties :

Remplacement d'un taux de récupération unique par des taux de récupération selon la famille de produits (Régime général, Fogarim, Fogaloge, etc.), tenant compte des garanties CCG le cas échéant et de l'historique des récupérations observées.

• Le taux de recouvrement attendu des remboursements hors garanties :

Modélisation de taux de récupération sur la base d'un historique de flux encaissés sur une période 6 ans par type de crédit à l'habitat (vs. Estimation à dire d'expert avec les équipes recouvrement)

Les évolutions susmentionnées ont été comptabilisées conformément aux dispositions de la norme IAS 8 et se traduisent par un impact sur les fonds propres de -213 MDH.

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.
Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.
Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.
Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.
Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs
Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs
Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENRTUELS

Actifs éventuels
Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels
• une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
ou
• une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
- il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
ou
- le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.
Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:
• prime de fin de carrière ;
• prime d'ancienneté ;
• indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies
L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies
Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé
Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

**LGD (loss given default) : Estimation de la perte relative à un actif financier dans le cas où survient un défaut, et ce en fonction de la valeur de recouvrement attendue.*

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

Principales hypothèses retenues	indimités de départ à la retraite		Autres avantages long erme	
	31-Déc-19	31-Déc-18	31-Déc-19	31-Déc-18
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	4.70%	5,40%	3.60%	4,80%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	2208	2 042	2208	2 042
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,1% et 1,4%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.
Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Première application d'IFRIC 23 :

Applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est une interprétation qui précise la manière dont les risques liés aux impôts sur le résultat doivent être présentés dans les comptes annuels.

Elle clarifie les dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.
IFRIC 23 donne le choix aux entreprises d'appliquer la norme, pour la première fois au 1er janvier 2019, selon l'une des deux approches suivantes :

• Approche totalement rétrospective selon la norme IAS 8, si une entité peut le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori ;

• Approche partiellement rétrospective, avec prise en compte de l'effet cumulatif de la première application dans le RAN ou dans d'autres éléments appropriés des capitaux propres du bilan d'ouverture ;

Le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective partielle en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires », ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».
Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017.
L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.
Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue.
Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions-Prestation de services et autres.
Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPÔT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.
Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.
La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.
Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :
- le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ; ou
- le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.
Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).
Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

Date de clôture
Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.
Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

Regroupements d'entreprises
Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise.
Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :
- la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;
Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.
Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.
Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.
Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

Goodwill
Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.
Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains.
Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

Recours À des estimations
Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.
Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.
Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :
- Provisions pour dépréciation des créances clients ;
- Goodwill ;
- Provisions pour risques et charges ;
- Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure '**Entité Structurée**' : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.
Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :
1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2019*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1.500	329.7
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1.200	190.7

* En millions de dirhams

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :
• L'activité banque ;
• L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
• Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.
Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES
Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

• La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

• Modalité d'exercice de la Direction Générale :
- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.
Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

Rôle du Conseil d'Administration
Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.
Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.
Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.
Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

Rôle de la direction générale
La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle
Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Structures et Organisation
Le Dispositif de gestion des risques est organisé comme suit :

• La Direction de Risques (dont le Contrôle permanent) et la Direction des Engagements sont rattachées à La Gestion Globale des Risque et Recouvrement.
• L'entité ALM est rattachée au Finances, Moyens et Traitements.
• L'entité Lutte Anti Blanchiment est rattachée au Pôle Conformité.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

• L'entité Sécurité des Systèmes d'Information est rattachée à la DSI.
• Le Contrôle périodique est pris en charge par le Pôle Audit et Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale
• Le Comité de Management des Risques ;
• Le Comité du Contrôle Interne ;
• Le comité de pilotage des risques de crédit ;
• Le Comité des Engagements ;
• Le Comité de Recouvrement ;
• Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
• Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
• Le Comité de Suivi du Contentieux ;
• Le Comité de Provisionnement ;
• Le Comité ALM ;
• Le Comité de Conformité et Risques Opérationnels.

Les Comités émanant du Conseil d'Administration :
• Le Comité des Risques.
• Le Comité d'Audit.
• Le Comité Stratégique.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

Identification

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

Mesure

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.
Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.
Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.
Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

Maîtrise

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiés à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites
L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.
Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence
Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'activité (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

Contrôle et surveillance

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non-conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Eléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

Le CIH a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadrées par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits.

a. Principes de base régissant l'activité de crédit

L'activité de crédit au CIH Bank s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants:
• Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés ;
• Système de délégation de pouvoir approprié ;
• Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

b. Politiques Risques

La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par ensemble de politiques risques organisées en une politique risque mère et des politiques risques par thème.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risque opérationnel, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :
• Politique Risque Banque de l'entreprise ;
• Politique Risque Banque de l'immobilier ;
• Politique Risque Banque des particuliers ;
• Politique Risque marché des professionnels ;
• Politique de provisionnement ;
• Charte des risques sensibles.

c. Comités Crédit

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité crédit. On distingue entre:
• Les comités d'octroi, notamment :
  - Comités Banques de l'Entreprise
  - Comité Banque de l'Immobilier
  - Comité Banque de Détail
  - Comité Stratégique
  - Comité des Engagements
• Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
  - Comité de provisionnement
  - Comité grands risques
  - Comité risques sensibles
  - Comité de pilotage risque de crédit
  - Comité Management des risques.
• Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques.

d. Procédures Engagements

Le processus d'octroi de crédit chez CIH Bank est encadre par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose en autre sur les principes suivants :
- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision via le Comité Compétent,
- Respect de nos politiques risques,
- Respect du système de délégation des pouvoirs.
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches:
- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements;
- Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
- Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
- Déblocage/ Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.
Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

e. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit

De part l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé. La banque vise à généraliser cette approche aux autres activités.

f. Surveillance et pilotage du risque de crédit

<u>Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit</u>
Le suivi de la gestion du risque de crédit à CIH BANK est assuré par la Gestion Globale des risques et recouvrement, notamment :
- La Direction des risques : suivi sur base agrégée
- La Direction des Engagements : suivi des engagements
En plus des 3 banques commerciales, notamment : Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de la Promotion Immobilière et Banque de l'Entreprises.
Le suivi, sur base agrégée, du risque de crédit est assuré par la Direction des Risques, au travers des entités suivantes : « Modélisation, Notation interne et reporting risque de crédit », et « Reporting réglementaire fonds propres et ratio de solvabilité ».
Pour assurer le suivi des engagements, la Direction des Engagements est supportée par les entités : Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, Analyse du risque de contrepartie, Pilotage du risque de contrepartie, Expertise et suivi technique des projets immobiliers.
Parallèlement aux structures centrales en charge de la gestion des risques de crédit, les structures de back office engagements distribués par les Banques opérant dans les trois segments Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de la Promotion Immobilière et Banque de l'Entreprises assurent notamment un suivi quant aux conditions d'éligibilité des clients et produits relevant de leur domaine de compétence et interviennent conformément aux règles et procédures encadrant l'octroi et la gestion courante des engagements se rapportant à leur portefeuille.

<u>Dispositif de suivi du risque de crédit</u>
Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agrégée à travers:
• L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement ;

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

• La renotation annuelle du portefeuille de crédits ;
• Le suivi technique des projets immobiliers ;
• La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit ;
• Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers ;
• Le suivi des seuils réglementaires, des limites internes, des limites groupe, des ratios prudentiels et du coût du risque ;
• Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
• Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reporting sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

Système de notation de la banque
CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, et la Promotion Immobilière.
Toutefois, afin de couvrir tout le périmètre par le système de notation et accompagner le développement de la banque, les modèles de notation pour les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit ont été mis en place en 2019.
Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client et donnant une indication sur la tarification.
La dégradation des notes est un critère d'inscription au comité risques sensibles et d'inscription en bucket 2 et bucket 3 selon la norme IFRS 9.
Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue.
L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.

- Modèle de notation des particuliers :
La notation des prêts des particuliers consiste en l'affectation d'une note aux crédits à l'habitat et à la consommation destinés aux clients particuliers sur la base de critères relatifs, d'une part à la signalétique client (Age, Situation familiale, ...) et d'autres relatifs au comportement prêt et compte (montant du prêt, durée du prêt, impayé...).
La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II.
La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie. Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque sur la base des données mises à jour mensuellement.

- Modèle de notation des entreprises :
Le modèle de notation pour les entreprises est à dires d'experts et a été actualisé et backtesté.
Un nouveau modèle de notation entreprises est ainsi mis en place. A cet effet, un appel d'offres a été lancé fin 2019 pour l'implémentation du nouveau modèle prévue en 2020. L'outil intégrera les modèles suivants: Entreprises, Professionnels et Promotion Immobilière.
Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité et de critères liés au comportement interne et externe du client. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.

- Modèle de notation de la promotion immobilière :
Le modèle de notation de la Promotion immobilière est à dire d'expert. La note étant la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite par le Middle office de la banque de l'immobilier à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.

Un projet de mise en place d'un outil intégrant les modèles de notation entreprises, promotion immobilière et professionnels a été entamé en fin 2019.

Revue des garanties
Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction des engagements lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

Dispositif de suivi du risque de concentration
La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.

Limites fixées en termes de risque de crédit
Le suivi du risque de crédit et de concentration est étoffé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus du Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR) :
- Limites par segment : des limites sont fixées pour la branche entreprise, et la branche promotion immobilière en pourcentage des fonds propres.
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limites de contrepartie (activité de marché).

Ces limites sont validées par les Comités Compétents. La politique de risques du CIHBANK prévoit une révision annuelle éventuelle ou à l'occasion de tout changement dans les spécificités relatives à l'activité du crédit ou à l'aversion de la banque au risque de crédit.

Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR)
Les exigences réglementaires, en termes de coefficient maximum de division des risques CMDR, imposent que les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 20% des fonds propres. Cet indicateur est fortement suivi par BAM et les instances de gouvernance. En cas de dépassement, le montant sera déduit des fonds propres.
Au 31/12/2019, le CMDR est inférieur à 20% pour l'ensemble des contreparties et est, par conséquent, conforme aux exigences réglementaires.

Processus de traitement des créances sensibles
La Direction des Engagements procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.
Les risques de crédit devenus sensibles sont recensés trimestriellement en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis, alimentant la Watch-List des risques sensibles de la Banque. Ils font l'objet de fiches établies par les métiers et sont présentés au Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions.
Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.
En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une l'analyse par le Comité de suivi des Affaires Spéciales et le Comité de Suivi du recouvrement amiable et contentieux.

Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires à risque significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

Système de délégation de pouvoirs
Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle.
En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, Banque de l'Immobilier, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.
Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune desdites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement;
Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex: incidents de paiement) ou externe (ex: Centrale des risques), la notation/score. Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent;
Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...);
L'avis réservé ou défavorable de la Gestion globale des Risques et Recouvremennt/Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

Qualité du portefeuille de crédit
Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 3,9 milliards de Dirhams au 31 décembre 2019.
Le taux de CES s'établit à 6,85% au 31 Décembre 2019 contre 7,25 % au 30 Juin 2019. (En créances nettes d'agios réservés).

II. RISQUE OPERATIONNEL

Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

a. Principes de Gestion des Risques Opérationnels
Les Principes directeurs de Gestion des Risques Opérationnels se déclinent comme suit :
• La Gestion des risques opérationnels est la responsabilité de tous ;
• L'approche par les processus et l'unicité du référentiel ;
• Articulation des contrôles ;
• La hiérarchisation des risques opérationnels ;
• La gestion des risques opérationnels est un processus intégré aux autres processus ;
• Le processus de gestion des risques opérationnels est un processus évolutif, en amélioration constante ;
• La gestion des risques opérationnels est un processus supervisé ;
• Le processus de gestion des risques opérationnels est auditable.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Risques Opérationnels, au Comité Management des Risques et au comité Risques, ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

b. Politiques et procédures risques opérationnels
Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.

Aussi, les risques opérationnels de type interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

c. Processus de gestion des risques opérationnels
La Direction des Risques rattachée à la Gestion globale des risques et recouvrement est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers:
• L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
• Le traitement des risques opérationnels ;
• Le suivi du risque opérationnel.

Ce processus est intégré dans un progiciel qui est déployé depuis début 2011.
Pour assoir ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :

Collecte des incidents
La collecte des incidents inclut, d'un côté, les incidents à impact financier notamment sur la base des pertes, des charges courantes et non courantes et des mouvements opérés sur les provisions. Ainsi que les incidents à impact d'image notamment sur la base de l'analyse des réclamations clients selon une vision risque opérationnel:

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

Collecte des Indicateurs clés « KRI »
L'objectif de ce dispositif est de suivre des indicateurs chiffrés susceptibles de donner des informations sur l'environnement de risque et de contrôle (à priori et à postériori) avec comme objectifs :
• Avoir des indicateurs pertinents observés ou calculés pour qualifier et quantifier la présence du risque opérationnel ;
• Permettre au Management et au Risk Manager de compléter et contrôler les informations qui remontent dans la base des incidents et d'évaluer la pertinence du dispositif de maîtrise des risques mis en place ;

Cartographie des risques opérationnels
CIH BANK a mis en place une cartographie des risques opérationnels qui s'appuie sur la cartographie des processus de la banque. Cette cartographie a fait l'objet d'une mise à jour en 2017 et 2018 pour l'ensemble des processus métiers, de support et de management.
Ce dispositif permet de fiabiliser les risques opérationnels déjà inventoriés, en intégrant les contrôles visant à les maîtrise, d'identifier les risques résiduels devant faire l'objet d'un suivi et d'intégrer de nouveaux risques liés à l'évolution de l'activité du CIHBANK.

Le livrable de cette mise à jour contient :
• La description des processus ;
• Les risques opérationnels ;
• Les types de risques opérationnels ;
• Les types d'impacts détaillés ;
• Les contrôles de premier et deuxième niveau ;
• L'évaluation des risques bruts (historique, projective, et prudente);
• L'évaluation des dispositifs de contrôles associés à chaque risque ;
• L'évaluation des risques résiduels.
Les risques forts et majeurs font l'objet d'un suivi à travers des plans d'atténuation.

Couverture des processus comptables par le dispositif de gestion des risques opérationnels
Les processus comptables font partie du périmètre couvert par la cartographie des risques opérationnels notamment des processus de support et de management, ainsi que par le dispositif du contrôle permanent dont la revue est en cours avec l'accompagnement d'un cabinet externe.

Sécurité SI
CIH BANK a mis en place un dispositif de sécurité SI comprenant notamment :
Les contrôles sont intégrés au fonctionnement courant des opérations d'administration des SI. Ces contrôles sont réalisés systématiquement par les personnes attributaires des tâches d'administration ou de supervision. Ces derniers assurent la surveillance et la maîtrise des risques liés aux opérations qu'ils réalisent au titre de leurs fonctions.
Ces contrôles sont intégrés au niveau de l'outil d'automatisation des contrôles internes et sont alimentés régulièrement par les unités opérationnelles.
Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des audits de sécurité et des tests d'intrusion sont réalisés chaque année en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière. L'objectif étant d'évaluer en continu le niveau de sécurité des plateformes et applications de la banque et en particulier celles exposées sur Internet, et le cas échéant entreprendre les actions correctives nécessaires pour pallier aux faiblesses constatées

Un volet cybercriminalité est suivi au niveau des comités suivants : Comité Organisation et SI, Comité risque opérationnel et Comité des Risques.

g. Le plan de Continuité des Activités
Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.

Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement...

Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque. Subséquemment, une revue de tout le dispositif PCA et PSI est prévue en 2020.

III. RISQUE DE MARCHE

Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :
• Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Stratégie et Politique Risques

a. Politique Risque de marché
Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK met actuellement en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de change, et de contrepartie.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.
A cet effet, la politique CIH BANK prévoit les opérations et éléments de marché suivants :
• Opérations Change et monétaires avec Banques locales : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
• Opérations Change et monétaires avec Banques étrangères (Change spot, Prêt/Emprunt en Devises) : Pour la gestion de la position de change ou la trésorerie devises de CIH Bank, la SDM traite des opérations spot ou termes devises vs devises, et des opérations de prêt/Emprunt en devises.
• Opérations de change avec les clients (Change Spot, Change à terme) : La position de change doit respecter l'équilibre en Panier (60% EUR, 40% USD). Le risque de marché de la position de change est le risque du niveau du Panier contre le cours central. La marge de fluctuation du Panier est de +/-2.5% contre le cours central tel que défini par Bank Al-Maghrib au 15 Janvier 2018.
• Portefeuilles Compte Propre : PTF de négociation, PTF d'investissement et PTF de placement.

CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

b. Organisation de la gestion du risque de marché
Les activités de marché sont organisées autour de trois entités distinctes :
• Le Front Office (Salle Des Marchés) : la Direction Marché des capitaux est rattachée à la Banque de Financement et d'investissement ;
• L'entité Middle office et risque de marché : rattachée à la Direction des Risques ;
• Le Back Office : rattaché à la Direction Flux et traitements ;

Rôle de la Salle Des Marchés
La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

Rôle de la Direction des Risques
En plus des actions réalisées par le middle office, notamment le contrôle des résultats et des opérations effectuées par la Salle des Marchés (procédures, réglementation, etc...), du suivi des limites et production des reporting réglementaires et internes et la production des alertes, la Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

c. Périmètre des activités de marché
Les activités de marchés chez CIH Bank portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.
CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.
CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

CIH Bank dispose d'un catalogue de produits de la Salle des Marchés contenant les fiches de produits. Ce catalogue est élaboré par la Direction Marchés des Capitaux (Salle des Marchés), revu par la Direction des Risques et par le Comité de Trésorerie et de Placements puis validé par la Comité des Engagements.
Le catalogue est enrichi au fur et à mesure du développement des activités de marché.

Dispositif de gestion des risques de marché

CIH BANK dispose de :
• **Un portefeuille de négociatio**n dont l'encours est de **6 MdsDH** au 31/12/2019.
• **Un portefeuille d'investissement** dont l'encours est de **45 MDH** au 31/12/2019.
• **Un portefeuille de placement** dont l'encours est de **650 MD**H au 31/12/2019.

Le portefeuille d'investissement a pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité de trésorerie et de placement et l'entité Gestion Actif Passif rattachée aux Finances, Moyens et Traitements.

Le portefeuille de placement a pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Le portefeuille de négociation a pour objectif de réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (Système d'information) et au niveau comptable. Ils sont suivis au quotidien par le front Office et le middle Office. Un Comité de placement hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse des placements.

Aussi, un suivi de la position de change de la banque est-il effectué régulièrement par rapport au seuil réglementaire requis pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de change. Des limites de contrepartie sont fixées pour le dirham, le change au comptant, le change à terme et la position de change. Les limites sont suivies et contrôlées par le Middle Office.

a. Mesure et gestion des risques de marché
CIH BANK a mis en place un dispositif de mesure des risques de marché reposant sur le calcul de la Value at Risk (VAR) et un système de limites.

Value at Risk
Le modèle de VaR utilisé est la VaR historique calculée via des scenarii historiques des facteurs de risques inhérents au portefeuille de négociation.

Cette perte maximale (VAR) au titre du 4ème trimestre affiche les résultats suivants :
• **Activité Taux :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 4.6 Millions de dirhams. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2018 n'affiche aucun dépassement (Avec une perte maximale de 2.94 Millions constatée durant le trimestre).
• **Activité Change :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 79 394 dirhams. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2018 soulève 4 dépassements (Avec une perte maximale de 67 887 dirhams constatée durant le trimestre).
• **Titres de propriété :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 1 876 dirhams. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2018 n'affiche aucun dépassement (Avec une perte maximale de 1 470 dirhams constatée durant le trimestre).

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

Système de limites :
L'activité de marché est-elle encadrée par des limites réglementaires et d'autres internes :
• Limites réglementaires définies par Bank Al Maghrib (10% des Fonds Propres par devises, et 20% des Fonds Propres pour la position Globale longue ou courte).
• Limites internes : change en nominal, tailles des portefeuilles, sensibilité, par type de produit, par contrepartie et des seuils d'alerte STOP loss et STOP win.

Situation des portefeuilles de marché :
• Le Portefeuille de transaction affiche au 31/12/2019 :
- Structure du PTF: constitué de minimum 91,87% en BDT,
- P&L : une PV latente de 37,92 MDH et MV latente de 7,01 MDH,
- Sensibilité: 1,79. La MV serait de 107 MDH si la courbe augmente de 100 Pb,
- Duration du PTF: 1,83 ans.
• Portefeuille d'investissement au 31/12/2019:
- PV latente : 41 MDH;
- Sensibilité PTF : le PTF d'investissement affiche une contre - performance de 3,73 % en cas de hausse de la courbe des taux de 100 pb, soit 25,67 MDH.
• Portefeuille de Placement au 31/12/2019:
- MV latente: 45 KDH;
- Sensibilité PTF : une contre - performance de 0.95 % en cas de hausse de la courbe des taux de 100 pb, soit 428 KDH.

b. Outils de gestion du risque de marché :
Les activités de Marchés s'appuient sur des outils permettant le traitement sécurisé des opérations, notamment :
• Application Front to Back (KONDOR) qui permet le traitement, le dénouement et le contrôle de toutes les opérations effectuées par la salle : En cours de mise en place pour remplacer le système actuel ARPSON.
• Systèmes des flux de données de marchés et de traitement instantané des opérations.
• Application permettant la saisie et le dénouement des opérations pour le compte de la clientèle.
• SRBM : application qui sert pour les transferts de fond transitant par le compte BAM.
• SWIFT : permet le transfert des devises chez les correspondants.
• Outils pour le calcul de la consommation des fonds propres, le calcul de la VAR, la réalisation des stress tests et la production des reportings.

Risque de règlement-livraison

Le risque de règlement-livraison représente le risque que, lors du dénouement d'une opération sur un marché financier, une défaillance empêche la contrepartie de livrer le produit, alors que le CIH a déjà honoré ses engagements envers cette dernière.
Ce risque est encadré par des limites par contrepartie en distinguant entre les contreparties bénéficiant d'une convention avec la salle des marchés et les autres.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

Evaluation des risques de taux d'intérêt et de liquidité

Evaluation du risque global de taux

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans…15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.
La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.
Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).
Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2019, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -298 millions DH soit 3,79% des fonds propres réglementaires.

Evaluation du risque de liquidité
Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.
La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.
La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :

• Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans…15 ans et plus de 15 ans) ;
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
• Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

Couverture des gaps de taux et de liquidité.
Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

Suivi des risques de taux et de liquidité
Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.
En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.
Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité d'Audit.

RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

En application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels du CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires sur base consolidée arrêtés au 31/12/2019 s'établissent Les fonds propres arrêtés sur base consolidée à fin Décembre 2019, s'établissent à 7 879 MDH contre 7 426 MDH à fin Décembre 2018, soit une hausse de 453 MDH.

Les fonds propres de catégorie 1 sur base consolidée s'établissent 4,69 milliards de dirhams intégrant 3,617 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 1104 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 349 millions de dirhams d'intérêts minoritaires.

Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent du Goodwill pour un montant de 299 MDH, la participation Maroc leasing mise en équivalence pour 463 MDH, les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 214 millions de dirhams et 60 MDH relatives aux ajustements découlant des filtres prudentiels.

L'application des dispositions transitoires afférentes aux impacts du FTA de la norme IFRS 9 a généré l'intégration de 138 MDH correspondant à 60% du montant résultant de la différence entre le montant des provisions calculées sous la norme IAS 39 au 31 Décembre 2017 et celui calculé selon la norme IFRS 9 au 01/01/2018.

Avec l'application du lissage de l'impact du FTA de la norme IFRS 9, Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 10% au lieu de 9,71%. Les fonds propres de catégorie 2 sur base consolidée s'établissent à 3,19 milliards de dirhams composés d'emprunts obligataires. Au 31 décembre 2019, le ratio de solvabilité sur base consolidée s'établit à 16,83% contre 16,74% au 31/12/2018.

ENKDH	Déc-19
Fonds Propres CET1	4 171 354
Fonds Propres TIER 1	4 685 263
Fonds Propres TIER 2	3 194 164
Fonds Propres Admissibles	7 879 427
Total des Actifs Pondérés	46 817 565
Risques de Crédit pondérés	41 442 072
Risques de Marché pondérés	1 132 133
Risques Opérationnels pondérés	4 243 360
Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8%)	8,91%
Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9%)	10,01%
Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12%)	16,83%

CARACTÉRISTIQUES CONTRACTUELLES DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES FONDS PROPRES

Les caractéristiques des dettes subordonnées se présentent comme suit au 31/12/2019 : (en milliers MAD)

Au 31/12/2019			
D. Emission Tit	Taux	Durée (Ans)	Capital Restant Dû en Kdh
09/01/2015	4,75%	10	53 300
18/05/2018	4,02%	10	82 600
09/01/2015	4,75%	10	626 500
09/01/2015	3,7%	10	320 200
15/12/2016	3,82%	10	39 400
15/12/2016	2,97%	10	960 600
18/05/2018	4,02%	10	417 400
18/05/2018	2,99%	10	500 000
28/12/2018	6,23%	10	150 000
28/12/2018	5,1%	10	350 000

RISQUE DE CREDIT
En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2019 représentent 41,44 milliards de dirhams soit 89% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 3,32 milliards de dirhams.

RISQUE DE MARCHE
Au vu de la situation arrêtée à fin Décembre 2019, Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 91 millions de dirhams au 31 Décembre 2019.

RISQUE OPERATIONNEL
En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 4,24 milliards de dirhams au 31 Décembre 2019 pour une exigence en fonds propres de 339 millions de dirhams.

ELEMENTS D'INFORMATION SUR BASE INDIVIDUELLE DES FILIALES SIGNIFICATIVES
La filiale établissements de crédits du CIH BANK à savoir SOFAC CREDIT déclare, sur base sociale son ratio de solvabilité à Bank-Al-Maghrib en respect des circulaires 25/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur le risque de crédit et de la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit.

Les fonds propres réglementaires de SOFAC CREDIT s'établissent à 685 Millions de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élèvent à 5,36 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 12,75%.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

Projet ICAAP :
Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième pilier de Bale 2, CIH BANK est en cours de déploiement d'un processus ICAAP et appétence aux risques permettant l'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres internes.
En effet, CIH Bank a lancé courant Mai 2019 un projet de mise en place de ce dispositif qui a été finalisé à fin 2019 sur le périmètre social.
Ce dispositif a été validé par le Comité des risques et le Conseil d'Administration et fait l'objet d'une présentation à Bank Al Maghrib.
Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires de Bank Al Maghrib et en se basant sur les pratiques observées au niveau international.
Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH Bank, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne. Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH Bank.
Le dispositif de mesure et du suivi du besoin de capital interne fera l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées au sein de CIH Bank.
La fonction fondamentale de l'ICAAP est de permettre à CIH Bank de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque.
CIH Bank a également défini son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.
L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.
L'objectif de la formalisation de l'appétence au risque est de permettre à la Direction générale et au Conseil d'administration de formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée ;
Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de CIH Bank.
Les résultats issus des exercices d'ICAAP seront rapportés annuellement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin de leur permettre d'apprécier en permanence les risques inhérents à l'activité de la Banque et ceux susceptibles de se matérialiser par des impacts négatifs sur les fonds propres.
Les travaux ICAAP et appétence au risque ont été réalisés à ce stade sur le périmètre social. La mise en place des ICAAP sur le périmètre consolidé est lancée et sa finalisation est prévue en 2020.

INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 832 473 500 dirhams (Deux Milliards Huit Cent trente-deux Millions quatre cent soixante-treize cinq cent) divisé en 28 324 735 (Vingt Huit Millions trois cent vingt-quatre milles sep cent trente-cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES sur l'année 2019
Le Conseil d'Administration décide de proposer à L'Assemblée Générale Ordinaire d'affecter le résultat de l'exercice 2019 comme suit :

	2019
Bénéfice de l'exercice	451 399 319
Déduction des pertes antérieures	0
Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes	451 399 319
Réserve légale (-)	22 351 046
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	522 429 956
Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice	951 478 229
Nombre d'actions	28 324 735
Dividende par action	13
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	372 513 190
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	578 965 039

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende ordinaire de 13 dirhams par action et un dividende exceptionnel de 2 dirhams par action. Le dividende ordinaire et le dividende exceptionnel seront payables à partir du 2 juillet 2019.

Politique de conformité de l'établissement

En vue de se conformer aux dispositions réglementaires en matière de contrôle interne et de conformité, la banque a mis en place une fonction conformité (Pôle Conformité), relevant de la Direction Générale. Le Pôle Conformité veille au respect des lois, règlements, normes et usages professionnels, règles de déontologie et procédures internes. Ces attributions se présentent comme suit :

- Veille réglementaire ;
- Identification et mise sous contrôle des risques de non-conformité ;
- Agrément de conformité sur les nouveaux produits commerciaux et les nouveaux process de la banque ;
- Obligation de vigilance en matière de prévention du blanchiment des capitaux ;
- Prévention du délit d'initié et des conflits d'intérêts ;
- Relevé des insuffisances identifiées en matière de Conformité et suivi jusqu'à régularisation ;
- Devoir d'alerte ;
- Relations avec les régulateurs pour les aspects relevant de la conformité ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations des instances internes et externes pour les aspects d'ordre réglementaire ;
- Diffusion de la culture de conformité.

Compte tenu de ces attributions, l'organisation du Pôle Conformité comprend trois entités :
- La Direction Conformité Normative ;
- L'entité Contrôle Permanent ;
- L'entité Sécurité Financière.

Le système de contrôle interne de CIH Bank comprend 3 niveaux, à savoir :

Contrôle de 1er niveau consistant dans :
- La Surveillance Permanente ou l'autocontrôle : Ce système de contrôle consiste, en plus des contrôles au fil de l'eau prévus par les notes de procédures, en la réalisation périodique de certaines vérifications effectuées par les opérationnels et leurs hiérarchies au niveau des agences et des entités du siège. Il vise à garantir la régularité et la sécurité des opérations qu'ils réalisent ;
- Les contrôles inter-entités effectués par les entités de back-office et consistent en des vérifications opérées lors des phases initiation ou exécution, et ce avant la prise de décision.

Contrôle de 2ème niveau qui comprend :
- Le contrôle de la conformité réglementaire, assuré par le Pôle Conformité ;
- Le contrôle des Engagements, assuré par la Direction des engagements ;
- La maîtrise et la surveillance des risques bâlois assurée par la Direction des Risques ;
- Le contrôle de la fiabilité et l'exhaustivité des données comptables et financières assuré par la Direction de la Comptabilité ;
- Le contrôle de la sécurité informatique, assuré par le RSSI (Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Informations).

Le 3ème niveau de contrôle incombe à la Direction de l'Audit Interne qui s'assure de la cohérence d'ensemble et de l'efficacité du système de contrôle interne.

Ce dispositif peut être schématisé comme suit :

Nature des contrôles		Niveaux	Acteurs	Objet
Contrôle Permanent	Contrôle au fil de l'eau	1er Niveau	Opérationnels Hiérarchie Back-oggice RSSI	Autocontrôle Contrôle hiérarchique Contrôle inter-entités Risques informatiques
	Contrôle au fil de l'eau	2éme Niveau	Engagement Comptabilité Conformité Risques	Risque Crédit Risque comptables et budgétaires Risque de non-conformité Risque bâlois
Contrôle Périodique		3éme Niveau	Audit Interne	Cohérence et efficacité d'ensemble

Source : CIH Bank

VOLET ETHIQUE ET DEONTOLOGIE

L'éthique et la déontologie représentent un fort engagement collectif chez CIH Bank qui a établi, à cet égard, un code de bonne conduite, mettant en exergue les valeurs à respecter par le personnel et qui ont pour noms : l'intégrité, le professionnalisme, la loyauté, la méritocratie et la solidarité. En plus des règles générales visant à préserver un bon climat social, ce code traite des sujets précis tels que le secret professionnel, la protection des données personnelles, la lutte contre les abus de marché, la gestion des conflits d'intérêts, la prévention du blanchiment de capitaux et la préservation du patrimoine de la banque. Il a été diffusé auprès de tous les employés qui ont signé un acte par lequel ils expriment leur adhésion et s'engagent à observer ses dispositions, et surtout à s'imprégner de son esprit dans leur travail quotidien. Des formations sont également organisées sur ce thème au profit des nouvelles recrues pour leur transmettre les principes fondamentaux qui sous-tendent la vie au CIH Bank et leur assurer une bonne intégration.
De même, en tant que société cotée, CIH Bank a mis en place une charte de lutte contre le délit d'initié, laquelle définit les engagements à la charge des personnes en position d'initiés permanents ou occasionnels, tels que définis par les circulaires de l'AMMC. Les personnes concernées ont reçu ce document et s'engagent, par acte signé, à en respecter la teneur.
Enfin, dans une démarche volontariste et en vue promouvoir les valeurs d'intégrité et de transparence, CIH Bank a soumis depuis 2011 les responsables, à partir du grade de Directeur de Pôle, à la procédure de déclaration volontaire de patrimoine, en vertu de laquelle ils communiquent régulièrement à la Cour des Comptes leurs revenus et leurs biens et avoirs, mobiliers et immobiliers, conformément à la législation en vigueur.
Pour s'assurer de la traduction dans les faits de ces valeurs d'éthique et de déontologie, des dispositifs ont été mis en place. Une entité dépendant du Pôle Conformité est chargée d'animer les activités liées à ce volet, par le truchement d'actions périodique de sensibilisation. Et pour faciliter la remontée des dysfonctionnements, tous les documents de référence (codes, chartes, politiques, etc.) confèrent au personnel le devoir d'alerte. Sur le plan du contrôle, les responsables sont tenus, dans le cadre de la Surveillance permanente, de remonter au Pôle Conformité les incidents éventuels détectés au cours de la période dans leurs entités respectives. Les dispositifs de contrôle permanent de 2ème niveau, de traitement des réclamations, de Médiation Interne et d'Inspection Générale concourent aussi à la détection éventuelle des comportements déviants qui sont présentés à une structure dépendant de la Direction Générale de la Banque, le Comité administratif, qui prend des sanctions en cas d'irrégularités avérées. L'objectif étant de consolider en permanence notre capital Confiance tant en interne que vis-à-vis de nos clients, de nos autres partenaires et du public.

LUTTE CONTRE LES CONFLITS D'INTERETS

En vue de raffermir les valeurs de transparence, de probité et d'indépendance, CIH Bank a mis en place une charte de lutte contre les conflits d'intérêts qui a été approuvée par son Conseil d'Administration en Mars 2011. Elle matérialise l'engagement de l'ensemble des acteurs de la banque de respecter les règles à même de leur permettre de mieux gérer les situations de conflits d'intérêts.
En application de cette politique, des dispositifs ont été mis en place pour préserver l'indépendance de jugement des administrateurs, des dirigeants exécutifs, des cadres et des employés de la banque. Sur le plan de l'organisation, un recueil des missions et attributions des entités est mis en place, la règle de séparation des tâches et des responsabilités incompatibles est observée, la collégialité est érigée en tant que principe de base dans la prise de décision et l'indépendance hiérarchique des entités de contrôle est assurée.
Pour ce qui a trait aux procédures, les dispositions légales régissant les conventions réglementées

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

sont strictement observées, la règle du double regard est établie et l'obligation de soumettre la décision à l'échelon supérieur est instituée à chaque fois qu'un employé traite une demande qui le concerne personnellement ou l'un de ses proches.
En ce qui concerne les activités commerciales, des prescriptions strictes sont établies, dont la primauté des intérêts du client sur ceux de la banque ou de l'employé, le droit à l'information, l'égalité de traitement et le respect des lois et des réglementations, des règles d'éthique et de déontologie, des procédures internes et des pratiques de la profession.
De même, le devoir d'alerte est conféré à l'ensemble des employés par les documents de référence de la banque tels que les codes, les chartes et les politiques. Les missions de revue réalisées par les commissaires aux comptes et les contrôles assurés par des entités indépendantes, notamment l'Audit Interne, la Conformité, les Engagements et la Comptabilité, veillent au respect des principes liés aux conflits d'intérêts qui visent à préserver une relation saine de la banque avec tous ses partenaires et favoriser ainsi la création de richesses de façon loyale et pérenne, au profit de toutes les parties.

Dispositif de Gouvernance de CIH BANK

Depuis Mai 2009, CIH Bank a adopté un nouveau mode de gouvernance qui a consisté dans :
• La transformation juridique de CIH Bank en Société Anonyme à Conseil d'Administration, au lieu et place de la SA à Directoire et Conseil de Surveillance, à partir du 28 mai 2009 par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2009 ;
• La décision du Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Président Directeur Général.
Dans ce sillage, le Conseil d'Administration du 25 Novembre 2009 a :
• Définit la composition des comités techniques émanant du Conseil d'Administration :
- Comité de Nomination et de Rémunération ;
- Comité Stratégique ;
- Comité d'Audit.
• Approuvé un partage de délégations de pouvoirs de décision entre le Comité Stratégique et le Président Directeur Général, en matière :
- D'octroi de crédit ;
- D'investissement ;
- De traitement amiable et transactionnel des dossiers des créances en souffrance ;
- De cession des actifs immobiliers.
Lors de la réunion du Conseil d'Administration du 23 juin 2010, CIH Bank a présenté son dispositif cible de gouvernance d'entreprise, en complément du plan stratégique 2010-2014.
Ce dispositif vise à doter la banque d'un système de gouvernance conforme aux normes légales et réglementaires et aligné sur les meilleures pratiques, dans le but d'en faire un facteur clé de succès pour la réalisation d'une croissance saine et sécurisée de la banque, conformément à ses objectifs stratégiques.
Le dispositif de gouvernance d'entreprise s'articule autour de 4 modules :
- Module 1 : Organisation – Missions et attributions – Fiches de poste ;
- Module 2 : Système de décision et de délégation des pouvoirs ;
- Module 3 : Gestion collégiale ;
- Module 4 : Supervision et pilotage.
Par ailleurs, et pour permettre d'assurer un suivi du déploiement de ce dispositif cible de Gouvernance d'entreprise, une « Matrice cible de gouvernance d'entreprise » a été définie.
Cette matrice est mise à jour annuellement pour mesurer l'écart entre les travaux réalisés et le dispositif cible de Gouvernance d'Entreprise.

I. Organisation – Manuel des missions et attributions

1. Organisation

La nouvelle organisation de CIH BANK a été déclinée début 2010. Elle s'est traduite par :
• La création de 3 métiers commerciaux :
- La Banque des Particuliers et des Professionnels ;
- La Banque de l'Immobilier ;
- Et La Banque de l'Entreprise.
• La restructuration de la fonction recouvrement ;
• Le rattachement au Président Directeur Général des fonctions de contrôle, Capital Humain, communication et marketing, qualité et Gouvernance ;
• Le rattachement au Directeur Général Délégué des fonctions risques, finances et support.

2. Manuel des Missions et Attributions

Ce manuel est le complément de l'organisation en vigueur. Il définit le rôle, les attributions et les responsabilités des différentes structures de la banque en vue d'une meilleure complémentarité et d'une plus grande synergie.

Les missions se déclinent en attributions d'ordre général et en attributions spécifiques à chaque entité, compte tenu du rôle qu'elle est amenée à jouer dans le modèle opérationnel de la banque.

Les attributions générales consistent en un certain nombre de principes qui concernent l'ensemble des Responsables, indépendamment de leurs fonctions propres : il s'agit de principes communs, relatifs au management de l'entité d'une façon générale (Réalisations des objectifs, gestion des équipes, respect des saines pratiques de gestion, relations avec les autres entités, qualité de service rendu à la clientèle de façon directe ou indirecte, etc.).

Les attributions spécifiques ont trait à chaque entité en particulier, compte tenu de son périmètre d'intervention et de la particularité du métier concerné.

Le manuel des missions et attributions constitue le cadre dans lequel s'exercent les délégations de pouvoirs conférés dans le système délégataire de la banque (voir module 2 ci-après). Il est périodiquement mis à jour en fonction de l'évolution de l'organisation de la banque.

Ce manuel est complété par un manuel des « Fiches de poste » qui décline les attributions au niveau le plus détaillé: le poste de travail.

II. Système de Décision et de Délégation des Pouvoirs

Le Système Délégataire décrit l'ensemble des délégations de pouvoirs conférées aux mandataires de la banque. Il est régi par un certain nombre de principes qui ont présidé à son élaboration et qui en précisent les modalités d'exécution.

Le système de décision a pour objectif de sécuriser le process décisionnel de l'entreprise en veillant à trouver un juste équilibre entre:

• l'impératif de conférer aux mandataires une marge de manœuvre décisionnelle, notamment en matière d'engagements pris à l'égard des tiers, au nom de l'entreprise, pour permettre la réalisation des objectifs commerciaux;
• l'impératif de sécuriser les engagements de l'entreprise en introduisant des jalons appropriés pour le contrôle à priori ou à postériori des risques induits par ces engagements.
• Le système de décision est un élément du dispositif du contrôle interne de l'entreprise.

- La délégation de pouvoirs émane du Président Directeur Général. Elle est conférée à titre institue personae au mandataire concerné ;
- Elle fait l'objet d'une formalisation écrite en vue d'en préciser l'étendue et faciliter le contrôle de son exercice ;
- Elle doit être exercée par le mandataire, dans le cadre de ses attributions, en toute responsabilité, diligence et vigilance pour servir au mieux les intérêts de la banque ;
- La délégation est déclinée pour chaque ligne métier de la banque comme suit :
• Les pouvoirs de la Banque des Particuliers et des Professionnels ;
• Les pouvoirs de la Banque de l'Immobilier ;
• Les pouvoirs de la Banque de l'Entreprise ;
• Les pouvoirs en matière de recouvrement ;
• Les pouvoirs en matière d'achats ;
• Les pouvoirs des autres entités du siège ;

Les pouvoirs de décision
• La délégation de pouvoirs de décision est conférée dans le cadre de limites internes, en fonction du domaine d'activité concerné ;
• La délégation des pouvoirs de décision est exercée par le délégataire soit directement, soit dans le cadre de comités prévus à cet effet et ce, conformément aux règles de prise de décision spécifiques à chaque domaine d'activité ;
• En cas d'absence d'un mandataire, ses pouvoirs sont exercés par un intérimaire nommément et formellement désigné, ou à défaut par son supérieur hiérarchique direct.

Les pouvoirs de signature
• Les pouvoirs de signature portent sur la signature d'actes engageant la banque vis-à-vis des tiers ;
• Ces pouvoirs s'exercent dans le strict respect des pouvoirs de décision dont ils constituent la formalisation et auxquels ils ne se substituent pas ;
• Les pouvoirs de signature doivent être exercés dans le respect de la règle de la double signature des mandataires habilités.

Les pouvoirs de représentation
• Les pouvoirs de représentation visent à permettre à des responsables de la banque de la représenter vis-à-vis des tiers ;
Toute opération de représentation non prévue dans les recueils des pouvoirs doit faire l'objet d'un acte de pouvoir spécial émanant du Président Directeur Général ou d'un Directeur Général Délégué.

III. Gestion collégiale (les comités internes)

• La gestion collégiale se matérialise à travers la création d'un certain nombre de comités internes à la banque.
• Ces Comités sont des instances d'échange d'informations et de prise de décisions, élargies aux responsables métiers concernés par les sujets traités ;
• Ils sont présidés par le Président Directeur Général, ou par tout autre Responsable de la banque désigné par lui ;
• Les Comités sont régis par des Chartes qui en précisent les domaines de compétence, les attributions, la composition et les règles de fonctionnement ;
• Chaque comité est animé par une Direction métier qui en assure le secrétariat ;
• La planification et la coordination entre les différents comités sont assurées par le Secrétariat Général Groupe.
En fonction de leurs compétences, les Comités internes sont regroupés comme suit :
- Les Comités de Supervision
- Les Comités de Gestion Opérationnelle
- Les Comités par Pôles Métiers
- Les Comités Régionaux
- Les Comités prévus par le Code du Travail

Gestion collégiale - Comités de supervision

Comités	Mission	Fréquence
Comité de Direction Générale	Cadre d'informations, d'échange et de concertation entre les principaux responsables de la banque, portant sur des thèmes relatifs à la mise en œuvre de la politique générale de la banque	Hebdomadaire
Comité Commercial	En charge de valider les plans d'actions commerciaux de la Banque des particuliers et des Professionnels en fonction de l'évolution des orientations stratégiques et de l'environnement concurrentiel. Assure le suivi des réalisations commerciales. Ce Comité se réunit trimestriellement avec la présence des Directeurs Régionaux.	Hebdomadaire/ Trimestriel
Comité Organisation et Système d'information	Assure le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de la banque en matière de Système d'Information ;	Mensuelle
Comité de Management des Risques	En charge du suivi des risques de la banque, notamment les risques de crédit, de marché, risques opérationnels...	Trimestrielle
Comité de Contrôle Interne	Vérifie la correcte couverture du périmètre de CIH BANK et de ses filiales par le dispositif de contrôle interne.	Trimestrielle
Comité de suivi des Affaires Spéciales	Examine l'évolution du recouvrement des clients contentieux historiques de la banque.	Mensuelle
Comité de suivi du recouvrement et du contentieux	Examine l'évolution de l'activité de Recouvrement des créances en situation contentieux ou amiable	Trimestrielle
Comité Qualité	Veille au respect des normes qualités, instituée par la banque.	Trimestrielle

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

Gestion collégiale - Comités Risques

Comités	Mission	Fréquence
Comité des Engagements	Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes et le réaménagement des conditions de prêts.	Hebdomadaire
Comité de Recouvrement	Statue sur les propositions de plans d'apurement, de règlements transactionnels, de restructurations, des créances en recouvrement amiable ou judiciaire	Hebdomadaire
Comité de pilotage des risques de crédit	Il valide les principaux indicateurs de mesure des risques de crédit qui lui sont proposés par la Direction des Risques.	Trimestrielle
Comité des grands risques	Examine l'exposition aux grands risques au regard des engagements globaux ;	Trimestrielle
Comité des risques opérationnels/ Conformité	En matière de risques opérationnels, il a pour objet d'identifier les risques opérationnels et valider l'organisation et les moyens à mettre en œuvre pour assurer leur gestion. En matière de conformité, il est en charge de l'élaboration de la politique Conformité de la banque et du suivi du risque de non-conformité.	Trimestrielle
Comité de Suivi des risques sensibles	Il examine la situation des clients (ou groupe de clients), non contentieux repris dans la watch-list et qui présentent des critères de dégradation de la qualité des risques.	Trimestrielle
Comité de provisionnement	En charge d'examiner les dotations aux provisions du trimestre et de l'exercice.	Trimestrielle
Comité ALM	En charge de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de gestion Actif- Passif	Trimestrielle

Gestion collégiale - Comités de gestion

Comités	Mission	Fréquence
Comité Administratif	En charge de la définition, de la mise en place et de l'évaluation de la politique générale de l'institution tant en matière de ressources humaines et de gestion du patrimoine, qu'en matière de moyens généraux nécessaires au développement de l'institution aussi bien sur les plans quantitatif que qualitatif.	Hebdomadaire
Comité Produits	statue sur les nouveaux produits et services à mettre en place dans le cadre du développement des activités de la banque.	Trimestrielle
Comité de Trésorerie	En charge du suivi de la gestion de la trésorerie de la banque.	Hebdomadaire
Comité de suivi des opérations d'assainissement	En charge du suivi du plan d'assainissement du passif de certaines activités, notamment dans les domaines suivants : garanties, suspens, comptes en sommeil.	Trimestrielle
Comité de suivi des Activités Non Bancaires	Ce Comité est une instance en charge du suivi des activités non bancaires de la banque.	Trimestrielle
Comité Gestion Relation Clientèle	A pour mission de veiller sur l'efficience du processus de traitement des réclamations de la clientèle et l'amélioration des process qui sont à leur origine.	Mensuel
Comité PHE	Il statue, dans le cadre des limites de compétence fixées en matière de cession du patrimoine hors Exploitation relevant de son domaine de compétence. Il donne un avis sur les propositions d'acquisition de gages.	A la demande
Comité Multi canal	A pour objectif d'assurer le suivi et la coordination des travaux de mise en œuvre de la stratégie « multi-canal » de CIHBANK.	Mensuel

Gestion collégiale - Comités délégataires des Pôles Métiers

Comités	Mission	Fréquence
Comité de Crédit Banque des Particuliers et des Professionnels	Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes, les modifications de conditions de prêts de la clientèle des Particuliers et professionnels, dans les limites de compétence fixées par le système de délégation de la banque.	Hebdomadaire
Comité de Crédit Banque de l'Immobilier	Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes, les modifications de conditions de prêts concernant la clientèle des promoteurs immobiliers et ce, dans les limites de compétence fixées par le système de délégation de la banque.	Hebdomadaire
Comité de Crédit Banque de l'Entreprise	Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes, les modifications de conditions de prêts concernant la clientèle des entreprises et ce, dans et ce, dans les limites de compétence fixées par le système de délégation de la banque.	Hebdomadaire
Comité Central de Recouvrement	Statue dans le cadre des limites de compétences fixées par le système de délégation sur les propositions de plans d'apurements, de règlements transactionnels, de restructurations des créances en recouvrement amiable ou judiciaire	Hebdomadaire
Comité des Prêts au Personnel	Statue, dans le cadre des limites de compétence fixées par le Président Directeur Général et conformément aux règles et normes en vigueur, en matière de prêts accordés au personnel en activité.	Hebdomadaire

Gestion collégiale - Comités Régionaux

Comités	Mission	Fréquence
Comité Régional	Assurer le suivi des réalisations commerciales régionales ; Traiter toute question d'ordre administratif ou logistique relatives à la région ; Surveiller l'évolution des créances relatives aux dossiers de crédits de la région.	Mensuelle
Comité de Coordination Régionale	Développer la synergie et la complémentarité régionale entre les différents métiers commerciaux de la banque (Banque des Particuliers et professionnels/Banque de l'Immobilier/Banque de l'Entreprise).	Hebdomadaire
Comité Régional de Crédit	Traitement des crédits relevant de la compétence du Directeur Régional.	Quotidienne

IV. Supervision et pilotage

Le dispositif de supervision et de pilotage est composé des organes sociaux de la banque qui sont :
- Le Conseil d'Administration ;
- Les comités techniques émanant du Conseil d'administration ;
- La Direction Générale de la banque.

En sus des dispositions légales et réglementaires précisant les attributions et les responsabilités de l'organe d'Administration et de l'Organe de Direction, le Conseil d'Administration du 18 Décembre 2013 a adopté les documents suivants :
- La déclaration de Gouvernance d'Entreprise ;
- Le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration ;
- Les chartes des comités techniques émanant du Conseil d'Administration ;
- La charte de l'Administrateur.

Ces documents ont été actualisés par le Conseil d'Administration du 22 Février 2017.

V. Structure des organes de gouvernance

Le système de gouvernance mis en place respecte les principes généraux du gouvernement d'entreprise. Ce système se compose d'organes de contrôle et de gestion, issus du conseil d'administration.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.
Le Conseil peut constituer en son sein, et avec le concours, s'il l'estime nécessaire, de tiers, actionnaires ou non, des comités techniques chargés d'étudier les questions qu'il leur soumet pour avis. Il est rendu compte aux séances du conseil de l'activité de ces comités et des avis ou recommandations formulés.
Le Conseil fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DECEMBRE 2019

Fonction	Nom et fonction	Date de cooptation par le Conseil d'Administration	Fin du Mandat
Président	M. Lotfi SEKKAT Président Directeur Général de CIH Bank	11/06/2019	AGO statuant sur les comptes 2024
Administrateurs	M. Abdellatif ZAGHNOUN Directeur Général de la CDG	11/03/2015	AGO statuant sur les comptes 2020
	M. Mohamed Amine FILALI Directeur du Pôle Risk Management de la CDG Représentant Permanent de Massira Capital Management	22/02/2017	AGO statuant sur les comptes 2020
	Mme Latifa ECHIHABI Secrétaire Générale de la CDG	06/09/2017	AGO statuant sur les comptes 2020
	M. Khalid EL HATTAB Directeur Pôle Finances de la CDG	06/09/2017	AGO statuant sur les comptes 2019
	M. Mohamed Hassan BENSALAH Président Directeur Général de HOLMARCOM	07/10/2009	AGO statuant sur les comptes 2020
	M. Mustapha LAHBOUBI Pôle Stratégie et Développement de la CDG	25/11/2010	AGO statuant sur les comptes 2020
	M. Karim CHIOUAR Directeur Général Délégué de HOLMARCOM	17/12/2014	AGO statuant sur les comptes 2019
Administrateurs Indépendants	M. Khalid CHEDDADI Président Directeur Général de la CIMR	23/03/2011	AGO statuant sur les comptes 2022
	Mme Amina BENKHADRA Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines	14/12/2016	AGO statuant sur les comptes 2021
	M. Ahmed Reda CHAMI Président du Conseil Économique, Social et Environnemental	13/11/2019	AGO statuant sur les comptes 2024
	Mme Dayae OUDGHIRI Présidente de la Société FULGURANS	13/11/2019	AGO statuant sur les comptes 2024

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

ACTIVITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2019

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'Administration a tenu 7 réunions, au cours desquelles il a traité notamment les points suivants :
• Arrêté des comptes de l'exercice 2018 ;
• Augmentation du capital pour un montant de 500.000.000 de Dirhams ;
• Nomination de deux Administrateurs indépendants ;
• Cession d'actifs (point d'information) ;
• Approbation du Budget 2020 ;
• Lancement de l'opération OPCI ;
• Stratégie de CIH BANK ;
• Restitution des travaux d'évaluation de la gouvernance d'entreprise CIH.

COMITES ÉMANANT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITE DE NOMINATION, REMUNERATION ET GOUVERNANCE

Comité de Nomination, de Rémunération et de Gouvernance

D'une périodicité annuelle, le Comité de Nomination, Rémunération et Gouvernance donne un avis sur le recrutement, la nomination, la révocation et la rémunération du Président du Conseil d'Administration et de ses membres, des dirigeants et salariés de la société.

Membre*	Fonction
M. Abdellatif ZAGHNOUN	Président du Comité - Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion
M. Khalid CHEDDADI	Membre du comité - Président Directeur Général de la CIMR

** Au 31 décembre 2019*

Ce comité a tenu une réunion au cours de laquelle il a examiné la rémunération des dirigeants de la banque.

COMITE DES GRANDS ENGAGEMENTS ET INVESTISSEMENTS

Présidé par le Président Directeur Général, le Comité des Grands Engagements et Investissements se réunit mensuellement et à chaque fois que nécessaire. Ce comité a pour mission de Statuer sur les Grands Engagements et Investissements de la banque.
Le Conseil d'administration a délégué une partie de ses pouvoirs au Comité des grands Engagements et investissements qui statue sur les actes de gestion ; d'octroi de crédit, d'acquisition et de cession d'éléments d'actifs et plus généralement toute question jugée importante par le Conseil d'administration.

Par ailleurs, afin de permettre au Conseil d'administration de statuer sur certaines décisions, le Comité des Grands Engagements et Investissements sera consulté pour avis, sur les sujets d'investissements ou de désinvestissements suivants :

• Politique de gestion du Patrimoine Hors Exploitation ;
• Politique d'investissement en activités connexes ;
• Politique d'investissement du portefeuille de placements ;
• Politique d'Investissements en participations.

Membre*	Fonction
M. Lotfi SEKKAT	Président du Comité - Président Directeur Général de CIH Bank
Mme. Latifa ECHIHABI	Membre du Comité - Secrétaire Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion
M. Mustapha LAHBOUBI	Membre du Comité - Directeur du Pôle Stratégie et Développement de la CDG
M. Mohammed Hassan BENSALAH	Membre du Comité - Président Directeur Général de HOLMARCOM
M. Khalid CHEDDADI	Membre du comité - Président Directeur Général de la CIMR

** Au 31 décembre 2019*

Le Comité des Grands Engagements et investissements a tenu 13 réunions en 2019 au cours desquelles il a traité des sujets suivants :

• Approbations de crédits ;
• Examen de schémas de sortie de dossiers en recouvrement ;
• Examen de la situation des Hôtels filiales de CIH ;
• Projet de club sportif et centre d'estivage pour le personnel.

COMITE D'AUDIT

Le comité d'Audit qui se tient au moins quatre fois par an, il d'assiste le Conseil d'Administration et d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières ainsi que la surveillance de l'efficacité des systèmes de contrôle interne.

Membre*	Fonction
M. Khalid EL HATTAB	Président du Comité – Directeur du Pôle Finances de la Caisse Dépôt et de Gestion
M. Karim CHIOUAR	Membre du Comité – Directeur Général Délégué de la société HOLMARCOM
M. Mohamed Amine FILALI	Membre du Comité - Directeur du Pôle Risk Management de la CDG
Mme Amina BENKHADRA	Membre du comité - Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines
Mme Dayae OUDGHIRI	Membre du comité - Présidente de la Société FULGURANS

** Au 31 décembre 2019*

Au cours de l'exercice 2019, le comité d'audit s'est réuni 05 fois au cours desquelles il a examiné les points suivants :

• Arrêté des comptes au 31/12/2018 ;
• Validation de la charte d'Audit
• Reconduction du Mandat des Commissaires Aux Comptes
• Analyse de la Mise en place de l'IFRS 9 et de son impact sur le Bilan d'ouverture au 01.01.2018 ;
• Arrêté trimestriel des comptes sociaux et des comptes consolidés au 31/03/2019, au 30/06/2019 et au 30/09/2019 ;
• Synthèse d'avancement de la mise en œuvre des recommandations ;
• Certification IFACI - Synthèse de l'audit à blanc et point sur les étapes ;
• Synthèse du Rapport Contrôle interne CIH BANK 2018 ;
• Synthèse des réclamations de la clientèle ;
• Focus sur les Fonds propres et les ratios de solvabilité ;
• Focus sur l'évolution du Coût du risque ;
• Projet de mise à jour de la Charte du Comité d'Audit ;
• Points Conformité ;
• Points Contrôle Permanent.

COMITE DES RISQUES

Le comité des Risques qui se tient au moins 04 fois par an, est chargé d'assister le Conseil d'Administration en matière de définition de la stratégie globale des risques et du niveau d'appétence aux risques au regard de la capacité au risque de CIH BANK. Il assiste par ailleurs le Conseil d'Administration dans le suivi de la stratégie des risques, la gestion et surveillance des risques et des niveaux auxquels CIH BANK est exposés.

Membre*	Fonction
M. Ahmed Reda CHAMI	Président du Comité - Président du Conseil Économique, Social et Environnemental
M. Mustapha LAHBOUBI	Membre du Comité -Directeur du Pôle Risk Management de la CDG
M. Khalid EL HATTAB	Membre du Comité -Directeur du Pôle Finances de la Caisse Dépôt et de Gestion
M. Karim CHIOUAR	Membre du Comité -Directeur Général Délégué de la société HOLMARCOM
Mme Amina BENKHADRA	Membre du comité - Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines

** Au 31 décembre 2019*

Au cours de l'exercice 2018, Le Comité des Risques a tenu 05 réunions au cours desquelles il a traité notamment des sujets suivants :

• Suivi des Recommandations ;
• Coût de Risque aux normes sociales et IFRS ;
• Évolution des prêts mesurée par système de notation interne ;
• Notation entreprise ;
• Fonds propres et ratio de solvabilité ;
• Maîtrises des risques crédit niveau agences ;
• Estimation de l'Impact de la 19 G ;
• Évolution des Emplois ;
• Évolution des principaux Indicateurs de Risques :

- Risques de Crédit (SNI et Qualité de production) ;
- Risques Financiers (ALM, Fonds propres, ratios, ...) ;
- Risques Opérationnels ;
- Risques Activités de Marchés.

• Synthèse du projet ICAAP et Risk Appetite ;
• Stratégie des Activités de marchés ;
• Validation de la Nouvelle Charte du Comité des Risques.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

(en milliers MAD)

BILAN CONSOLIDE

ACTIF IFRS	2019.Déc	2018.Déc
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP	2.573.522	1.548.102
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	8.174.486	5.645.059
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6.890.821	5.036.876
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.283.665	608.183
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	446.593	1.699.348
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	37.123	1.356.217
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	409.470	343.131
Titres au coût amorti	936.103	875.674
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.195.065	2.447.826
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	53.097.311	47.358.257
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	275.934	254.005
Actifs d'impôt différé	164.544	135.070
Comptes de régularisation et autres actifs	1.966.277	1.016.525
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mise en équivalence	460.754	473.723
Immeubles de placement	1.260.107	1.138.667
Immobilisations corporelles	2.070.588	1.753.627
Immobilisations incorporelles	213.567	304.569
Ecart d'acquisition	299.428	299.428
TOTAL ACTIF	**75.134.280**	**64.949.880**

BILAN CONSOLIDE

PASSIF IFRS	2019.Déc	2018.Déc
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7.229.961	6.798.677
Dettes envers la clientèle	44.579.283	37.052.586
Titres de créance émis	9.743.163	9.660.857
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	290.803	278.671
Passifs d'impôts zdifférés	140.828	99.350
Compte de régularisation et autres passifs	3.528.791	1.853.274
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions pour contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	438.019	437.242
Subventions et Fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.695.908	3.647.263
Capitaux propres	5.487.522	5.121.960
Capital et réserves liées	2.832.474	2.660.809
Réserves consolidées	2.254.349	2.093.804
Réserves consolidées - Part du groupe	1.858.320	1.626.256
Réserves consolidées - Part des minoritaires	396.029	467.547
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-78	-41.953
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	-78	-41.953
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires	-	-
Résultat net de l'exercice	400.778	409.301
Résultat net de l'exercice - Part du groupe	426.382	455.043
Résultat net de l'exercice - Part des minoritaires	-25.604	-45.742
TOTAL PASSIF	**75.134.280**	**64.949.880**

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

	2019.Déc	2018.Déc
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	2.798.267	2.661.163
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	-1.166.049	-1.038.082
MARGE D'INTERETS	**1.632.218**	**1.623.081**
Commissions (produits)	348.983	334.640
Commissions (charges)	-12.865	-10.128
MARGE SUR COMMISSIONS	**336.117**	**324.513**
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	436.730	94.133
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	177.176	82.839
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	259.554	11.294
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.206	21.079
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	956	4.223
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	1.250	16.856
Gains ou pertes nets des instruments financiers disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	1.164
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par KP en actifs financiers à la JVR	-	-
Produits nets des activités d'assurance	-	-
Produits des autres activités	914.189	842.292
Charges des autres activités	-819.597	-657.419
PRODUIT NET BANCAIRE	**2.501.863**	**2.248.842**
Charges générales d'exploitation	-1.394.828	-1.286.744
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-165.335	-139.160
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	941.701	822.937
Coût du risque de crédit	-249.930	-219.895
RESULTAT D'EXPLOITATION	691.771	603.042
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	6.226	30.761
Gains ou pertes nets sur autres actifs	36.258	100.826
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	734.255	734.628
Impôts sur les bénéfices	-333.477	-325.327
Résultat net des d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	400.778	409.301
Résultats Minoritaires	25.604	45.742
RESULTAT NET PART DU GROUPE	**426.382**	**455.044**
RÉSULTAT PAR ACTION (EN DIRHAM)	15,1	17,1
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN DIRHAM)	15,1	17,1

FLUX DE TRESORERIE

	31/12/2019	31/12/2018
Résultat avant impôts	**734.255**	**734.628**
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	768.485	641.647
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/-Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	215.150	105.401
+/- Dotations nettes aux provisions	-2.694	199.731
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(6.226)	(30.761)
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	(15.790)	(47.401)
+/- Produits/charges des activités de financement		(19.382)
+/- Autres mouvements	(23.704)	(91.341)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**935.221**	**757.895**
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	(108.605)	4.281.355
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	723.172	(2.245.607)
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(977.233)	(5.040.540)
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	861.213	211.426
Impôts	(285.644)	(310.552)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**212.902**	**(3.103.918)**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**1.882.378**	**(1.611.395)**
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(9.644)	1.661.449
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	(81.484)
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1.001.988)	(1.068.585)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	**(1.011.633)**	**511.380**
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	101.913	36.915
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	48.645	1.034.066
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**150.558**	**1.070.981**
Effet de la variation de reclassemnt et changement de méthode sur la trésorerie	**(4.057)**	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**1.017.247**	**(29.033)**
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**1.679.764**	**1.708.797**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	1.548.102	1.333.158
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissement de crédit	131.662	375.639
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**2.565.349**	**1.679.764**
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	2.573.522	1.548.102
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissement de crédit	(8.174)	131.662
Variation de la trésorerie nette	**885.585**	**(29.033)**

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liés au Capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Capitaux propres au : 2018.décembre	**2.660.809**	**-**	**-**	**2.126.294**	**-41.953**	**4.745.149**	**422.177**	**5.167.327**
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	-307	-	-307	-370	-677
Autres mouvements	-	-	-	-44.688	-	-44.688	-	-44.688
Capitaux propres corrigés : 2018.décembre	**2.660.809**	**-**	**-**	**2.081.299**	**-41.953**	**4.700.154**	**421.808**	**5.121.962**
Opérations sur capital	171.665	-	-	326.164	-	497.829	-	497.829
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-372.510	-	-372.510	-23.406	-395.916
Resultat de l'exercice	-	-	-	426.382	-	426.382	-25.604	400.778
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	-	-	-	-	41.875	41.875	-	41.875
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-	41.875	41.875	-	41.875
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres corrigés : 2019.décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.461.335**	**-78**	**5.293.730**	**372.798**	**5.666.528**
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	-136.763	-	-136.763	-	-136.763
Autres mouvements	-	-	-	-39.870	-	-39.870	-2.373	-42.243
Capitaux propres corrigés : 2019.décembre	**2.832.474**	**-**	**-**	**2.284.702**	**-78**	**5.117.097**	**370.425**	**5.487.522**

NOTE-A6 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2019.Déc	2018.Déc
Crédit de trésorerie	**-**	**140.259**	**6.847.035**	**235.607**	**7.222.901**	**5.334.170**
comptes à vue débiteurs	-	36.892	1.800.988	62.065	1.899.946	1.752.982
créances commerciales sur le maroc	-	14.356	700.844	24.103	739.304	626.478
crédits à l'exportation	-	1.100	53.707	1.847	56.654	50.137
autres crédits de trésorerie	-	87.909	4.291.497	147.591	4.526.998	2.904.573
Crédits à la consommation	**-**	**-**	**-**	**8.196.178**	**8.196.178**	**7.119.719**
Crédits à l'équipement	**191.223**	**3.824**	**4.418.759**	**1.174.517**	**5.788.323**	**4.143.820**
Crédits immobiliers	**-**	**-**	**7.758.605**	**18.348.632**	**26.107.237**	**25.520.904**
Autres crédits	**-**	**897.193**	**1.412.199**	**10.479**	**2.319.871**	**1.579.599**
Créances acquises par affacturage	**1.252.776**	**-**	**-**	**-**	**1.252.776**	**1.326.491**
Intérêts courus à recevoir	**-**	**2.420**	**74.742**	**45.899**	**123.061**	**94.538**
Créances en souffrance	**-**	**-**	**700.249**	**3.666.258**	**4.366.506**	**4.089.714**
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**340.080**	**1.957.596**	**2.297.675**	**1.858.385**
sur base individuelle	-	-	340.080	1.957.596	2.297.675	1.858.385
sur base collective	-	-	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances irelatives aux opérations de réassurance et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres prêts et créances	-	-	-	18.134	18.134	7.686
TOTAL	**1.443.999**	**1.043.696**	**20.871.509**	**29.738.107**	**53.097.311**	**47.358.257**

NOTE-A8 - TITRES AU COÛT AMORTI

	2019.Déc	2018.Déc
Obligations, bons du trésor et valeurs assimilées	**666.991**	**875.674**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	666.991	875.674
Autres titres de créance	**269.113**	**-**
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	269.113	-
Juste valeur au bilan	**936.103**	**875.674**

NOTE-A9BIS - IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

	2019.Déc	2018.Déc
impôts courants	**275.934**	**254.005**
impôts différés	164.544	135.070
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	**440.478**	**389.075**
impôts courants	290.803	278.671
impôts différés	140.828	99.350
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	**431.632**	**378.021**

NOTE-A9 - IMPOTS DIFFERES

	2019.Déc	2018.Déc
Actifs d'impôts différés	**164.544**	**135.070**
Passifs d'impôts différés	140.828	99.350
Position nette	**23.715**	**35.720**

NOTE-A1 - VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, SCP

	2019.Décembre		2018.Décembre	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	879.888	-	800.477	-
Banques centrales, ccp	1.693.634	-	747.625	-
Total	2.573.522	-	1.548.102	-

NOTE-A2-BIS - CATEGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

	2019.12	2018.12
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**8.174.486**	**5.645.059**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6.890.821	5.036.876
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.283.665	608.183
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	446.593	1.699.348
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	37.123	1.356.217
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	409.470	343.131
Actifs financiers au coût amorti	57.228.479	50.681.757
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.195.065	2.447.826
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	53.097.311	47.358.257
Titres au coût amorti	936.103	875.674
Autres actifs financiers détenus au coût amorti	-	-

NOTE-A5 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	2019.Déc	2018.Déc
A VUE	**1.866.701**	**297.355**
Comptes ordinaires	715.876	310.446
Prêts et comptes au jour le jour	1.168.143	-
Valeurs reçues en pensions au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	-17.317	-13.092
A TERME	**1.329.877**	**2.151.325**
Comptes et prêts à terme	1.328.141	614.288
Prêts subordonnés et participants	-	260.000
Valeurs reçues en pensions à terme	-	1.274.390
Créances rattachées	1.737	2.648
Autres prêts et créances à terme	-	-
TOTAL BRUT	**3.196.579**	**2.448.680**
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établisements de crédit	1.514	855
TOTAL NET	**3.195.065**	**2.447.825**

(en milliers MAD)

Allocation des pertes attendues au 31/12/2019

Portefeuille Créances sur les Etablissements de Crédit

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2019	3.196.579	-	-	**3.196.579**
Encours Hors Bilan au 31/12/2019	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2019	1.514	-	-	**1.514**
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2019	-	-	-	-

Portefeuille Créances sur la Clientèle

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2019	45.104.508	4.998.061	5.290.760	**55.393.329**
Encours Hors Bilan au 31/12/2019	9.065.439	18.293	206.656	**9.290.388**
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2019	184.600	108.752	1.864.641	**2.157.993**
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2019	17.820	466	120.732	**139.018**

Portefeuille Titres au Coût Amorti

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2019	936.103	-	-	**936.103**
Encours Hors Bilan au 31/12/2019	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2019	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2019	-	-	-	-

Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 31/12/2019	446.903	-	-	**446.903**
Encours Hors Bilan au 31/12/2019	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2019	310	-	-	**310**
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2019	-	-	-	-

NOTE-A10 - COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	2019.Déc	2018.Déc
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	164.520	9.124
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	2.270	12.673
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	189.944	147.559
Autres débiteurs et actifs divers	1.609.544	847.169
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	1.966.277	1.016.525
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	403	9.921
Comptes d'encaissement	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	937.689	603.418
Autres créditeurs et passifs divers	2.590.699	1.239.934
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	3.528.791	1.853.274

GOODWILL

	2018.Déc	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	2019.Déc
Valeur brute	**303.628**	-	-	-	**303.628**
Jbilet	2.000				2.000
Belle-vue	2.200				2.200
SOFAC	174.884	-	-	-	174.884
MAROC LEASING	-	-	-	-	-
SANGHO	124.543	-	-	-	124.543
Cumul des pertes de valeur	**4.200**	-	-	-	**4.200**
Jbilet	2.000				2.000
Belle-vue	2.200				2.200
Valeur nette au bilan	299.428	-	-	-	299.428

NOTE-A13 - PARTICIPATION DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
MAROC LEASING	463.039	30.962	12.133.326	30.958	9.174
Maghreb Titrisation	1.996	1.184	13.709	11.496	288
AJARINVEST	-4.281	-8.090	6.445	2.490	-3.236
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	460.754	24.057	12.153.481	44.944	6.226

NOTE-A14 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

	Valeur brute 2018.Déc	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variations de périmètre	Valeur brute 2019.Déc
Immeubles de placements	1.404.406	276.089	-93.168	-39.189	1.548.139
Amort et pertes de valeurs : immeubles de placements	-265.739	-18.269	3.803	-7.827	-288.032
Net	1.138.667	257.820	-89.365	-47.016	1.260.107

NOTE-P15 - DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

	2019.Déc	2019.Déc
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.130.000	3.081.473
Dettes subordonnées à durée indéterminée	500.000	500.000
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	65.908	65.790
TOTAL	3.695.908	3.647.263

NOTE-P4- DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	Bank Al-Maghreb, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilées au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	2019.Déc	2018.Déc
Comptes ordinaires créditeurs	-	**83.756**	**77.970**	**1.062**	**162.788**	**30.517**
Valeur données en pension	**5.389.780**	**152.789**	-	-	**5.542.569**	**4.810.295**
- au jour le jour	52.277	512	-	-	52.789	-
- à terme	5.337.502	152.277	-	-	5.489.780	4.810.295
Emprunts de trésorerie	-	**1.087.340**	-	-	**1.087.340**	**1.400.340**
- au jour le jour	-	58.174	-	-	58.174	-
- à terme	-	1.029.167	-	-	1.029.167	1.400.340
Emprunts financiers	-	**409.998**	-	-	**409.998**	**367.685**
Autres dettes	-	**1.420**	**13.339**	-	**14.759**	**182.552**
Intérêts courus à payer	**2.021**	**9.189**	**1.296**	-	**12.506**	**7.288**
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	5.391.801	1.744.494	92.605	1.062	7.229.961	6.798.677

NOTE-A15- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2019.Décembre			2018.Décembre		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	1.735.628	280.343	1.455.285	1.730.202	559.272	1.170.930
Equipement, mobilier, installations	605.532	437.717	167.814	578.885	431.480	147.406
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	906.301	458.813	447.488	663.246	227.955	435.291
TOTAL	3.247.461	1.176.874	2.070.588	2.972.333	1.218.706	1.753.627

NOTE-A16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2018.Déc	Impact variation périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	2019.Déc
Valeur brute	674.133	107	101.948	-219.284	556.905
Amortissement et dépréciation	-369.563	676	-30.051	55.600	-343.338
NET	304.569	783	71.898	-163.683	213.567

(en milliers MAD)

NOTE-PER - ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Détail des charges	2019.12	2018.12
Salaires	487.061	320.957
Charges du personnel des exercices antérieurs	45	31.781
Cotisations sociales	164.251	122.046
Autres rémunérations du personnel	73.594	193.332
Total	724.952	668.116

Effectif fin de période	2019.12	2018.12
Employés	1.101	1.118
Cadres	1.696	1.601
Total	2.797	2.719

	2019.12
Montant (Provisions) au 1er Janvier	**(162.107)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(17.731)
Reprise pour utilisation / prestations payées	7.144
OCI	(4.724)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre	**(177.418)**

	2019.12
Montant (Provisions) au 1er Janvier	**(177.418)**
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(21.136)
Reprise pour utilisation / prestations payées	10.562
OCI	(3.982)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre	**(191.974)**

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-19	31-déc-18	31-déc-19	31-déc-18
Engagement net	**74.912**	**68.802**	**96.770**	**92.116**
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	**74.912**	**68.802**	**96.770**	**92.116**

SENSIBILITÉ DE L'ENGAGEMENT PAR RAPPORT AU TAUX D'ACTUALISATION

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018
Sensibilité de l'engagement	**-6,0%**	**-6%**	**-5,5%**	**-5%**
Sensibilité du coût des services	-9,9%	-10%	-9,5%	-8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	14%	11%	21%	14%

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	2019.Décembre	2018.Décembre
Dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-164.488	-139.160
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-847	-
Total dotations	-165.335	-139.160

NOTE-R1 - MARGE D'INTERETS

	2019.12	2018.12
Sur opérations avec les établissements de crédit	44.615	50.141
Sur opérations avec la clientèle	2.678.918	2.525.030
Intérêts courus et échus sur titres de créance	55.671	22.188
Intérêts courus et échus sur titresau coût amorti	18.319	62.544
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	742	1.260
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**2.798.267**	**2.661.163**
Sur opérations avec les établissements de crédits	64.153	86.352
Sur opérations avec la clientèle	565.108	468.957
Titres de créance	48.800	62.779
Titres au coût amorti	914	7.806
Sur dettes représentées par titres	342.220	302.304
Sur dettes subordonnées	-	102.879
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit-bail	-	7.007
Autres intérêts et charges assimilées	144.852	-
Charges d'intérêts	**1.166.049**	**1.038.082**
MARGE D'INTERET	**1.632.218**	**1.623.081**

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR

	2019.12	2018.12
GAINS OU PERTS NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JV	**438.936**	**115.212**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**436.730**	**94.133**
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	177.176	82.839
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	259.554	11.294
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**2.206**	**21.079**
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	956	4.223
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	1.250	16.856

NOTE-R4 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

	2019.Décembre	2018.Décembre
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtellière	76.803	62.744
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-18.228	-20.850
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & reprises sur immeubles de placement	-18.269	-32.272
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	837.386	785.712
Autres charges	-783.100	-610.462
Produits et charges des autres activités	94.592	184.873

NOTE-R5 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	2019.Décembre	2018.Décembre
Charges de personnel	731.734	657.288
Impôts et taxes	42.962	39.255
Services extérieurs et autres charges	620.132	590.201
Charges d'exploitation	1.394.828	1.286.744

NOTE-R2 - MARGE SUR COMMISSIONS

	2019.Décembre			2018.Décembre		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**76.996**	**-**	**76.996**	**113.022**	**3.587**	**109.434**
Sur opérations avec les établissements de crédit	114	-	114	11.507	3.587	7.920
Sur opérations avec la clientèle	63.484	-	63.484	92.009	-	92.009
Sur opérations sur titres	11	-	11	400	-	400
Sur opérations de change	13.387	-	13.387	9.106	-	9.106
Sur opérations sur instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	**271.987**	**12.865**	**259.122**	**221.619**	**6.540**	**215.078**
Produits nets de gestions d'OPCVM	7.823	-	7.823	8.096	-	8.096
Produits nets sur moyens de paiement	126.680	-	126.680	104.106	-	104.106
Autres	137.484	12.865	124.619	109.417	6.540	102.877
Produits nets des commissions	348.983	12.865	336.117	334.640	10.128	324.513

(en milliers MAD)

COUT DU RISQUE

	2019.Décembre	2018.Décembre
Dotations aux provisions	**356.973**	**526.176**
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	356.939	331.907
Provisions pour dépréciations des titres	-65	-
Provisions pour risques et charges	98	194.270
Reprises de provisions	**113.987**	**310.777**
Reprises de provisions pour dépréciations des prêts et créances	104.554	266.556
Reprises de provisions pour dépréciations des titres	-647	137
Reprises des provisions pour risques et charges	10.080	44.084
Variation des provisions	**242.986**	**215.399**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	39.895	33.869
Récupération sur prêts et créances amorties	-32.951	-29.373
Autres pertes	-	-
COUT DU RISQUE	**249.930**	**219.895**

NOTE-R11 - ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	2019.12	2018.12
Résultat net	**400.778**	**409.301**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**-78**	**-43.376**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres	-78	-41.891
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-	-1.485
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	**400.700**	**365.925**
part du groupe	426.304	411.667
part des minoritaires	-25.604	-45.742

NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

	2019.Décembre	2018.Décembre
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**25.148**	**-704**
Plus value de cession	25.172	7.463
Moins value de cession	-24	-8.167
Titres de capitaux propres consolidés	**-5.305**	**-539**
Plus value de cession	-	-
Moins value de cession	-5.305	-539
Gains ou pertes sur autres actifs	**16.415**	**102.069**
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	**36.258**	**100.826**

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ)

	2019.12	2018.12
Résultat net part du Groupe	426.382	455.044
Nombre d'actions ordinaires émises	28.324.735	26.608.085
Résultat par action de base et dilué en dh	**15,1**	**17,1**

Dénomination sociale	Pays	31-déc-19		31-déc-18		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Société mère
CIH COURTAGE	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Intégration globale
CIH PATRIMMO	Maroc	**100%**	**100%**	-	-	Intégration globale
MAGHREB TITRISATION	Maroc	**24%**	**24%**	24%	24%	Mise en équivalence
MAROC LEASING	Maroc	**34%**	**34%**	34%	34%	Mise en équivalence
SOFAC	Maroc	**66%**	**66%**	66%	66%	Intégration globale
SOFASSUR	Maroc	**66%**	**66%**	66%	66%	Intégration globale
SOFAC STRUCTURED FINANCE	Maroc	**66%**	**66%**	-	-	Intégration globale
TIVOLI	Maroc	**89%**	**89%**	89%	89%	Intégration globale
CREDITLOG 3	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
CREDITLOG 4	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
UMNIA BANK	Maroc	**40%**	**100%**	40%	100%	Intégration globale
GHOSN ENNAKHIL	Maroc	**80%**	**80%**	80%	80%	Intégration globale
SANGHO	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Intégration globale
AJARINVEST	Maroc	**40%**	**40%**	40%	40%	Mise en équivalence

NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

	2019.Décembre	2018.Décembre
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**25.148**	**-704**
Plus value de cession	25.172	7.463
Moins value de cession	-24	-8.167
Titres de capitaux propres consolidés	**-5.305**	**-539**
Plus value de cession	-	-
Moins value de cession	-5.305	-539
Gains ou pertes sur autres actifs	**16.415**	**102.069**
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	**36.258**	**100.826**

NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

	2019.Décembre	2018.Décembre
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Ecarts d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	**-**	**-**

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES (en milliers)

	2019.Décembre	2018.Décembre
Charge d'impôts exigibles	285.644	278.730
Charge d'impôts différés	47.833	46.597
Charge d'impôt de la période	**333.477**	**325.327**

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2019.Décembre	2018.Décembre
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	734.255	703.868
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	271.674	260.431
Ecart taux mère/filiales	-3.028	-2.811
Effet différences permanentes	430.874	39.905
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-366.043	27.802
Charge effective d'impôts	**333.477**	**325.327**

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2019. Décembre
TOTAL BILAN	**68.519.721**	**7.136.521**	**1.169.544**	**-1.691.506**	**75.134.280**
Dont	-	-	-	-	-
ELEMENTS D'ACTIF	-	-	-	-	-
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, ccp	2.572.262	1.134	126	-	2.573.522
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	4.195.226	422	115.418	-1.116.002	3.195.065
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	46.817.142	6.607.702	14.835	-342.367	53.097.311
Immobilisations corporelles	1.213.750	101.150	755.688	-	2.070.588
Immobilisations incorporelles	189.472	24.318	-223	-	213.567
ELEMENTS DU PASSIF	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6.762.181	1.374.329	332.766	-1.239.315	7.229.961
Dettes envers la clientèle	42.722.323	1.718.125	422.732	-283.897	44.579.283
Titres de créance émis	7.052.984	2.690.179	-	-	9.743.163
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.565.908	130.000	-	-	3.695.908
Capitaux propres	**5.162.366**	**313.969**	**11.187**	**-**	**5.487.522**

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2019. Décembre
Marges d'intérêt	1.339.096	296.432	-2.279	-1.031	1.632.218
Marge sur commissions	287.139	87.385	-5.332	-33.074	336.117
Produit net bancaire	1.990.859	426.302	105.416	-20.714	2.501.863
Résultat d'exploitation	457.429	187.534	46.808	-	691.771
Résultat net	248.208	125.573	26.997	-	400.778
Résultat net part du groupe	248.208	125.573	26.997	25.604	426.382

(en milliers MAD)

NOTE-P5 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2019.12	2018.12
Comptes ordinaires créditeurs	**20.245**	**729.274**	**6.148.667**	**17.077.178**	**23.975.363**	**18.889.363**
Comptes d'épargne	**-**	**-**	**-**	**5.973.905**	**5.973.905**	**5.204.318**
Dépôts à terme	-	671.625	2.347.781	8.584.297	11.603.703	9.574.062
Autres comptes créditeurs	-	49.294	28.110	1.833.211	1.910.615	2.668.756
Intérêts courus à payer	**-**	**9.925**	**33.185**	**118.648**	**161.759**	**132.371**
Autres dettes envers la clientèle	-	220.118	124.484	609.335	953.938	583.716
TOTAL	20.245	1.680.236	8.682.227	34.196.574	44.579.283	37.052.586

NOTE-P6 - TITRES DE CRÉANCE ÉMIS

	2018.Déc	Augmentation	Diminution	2019.Décembre
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	7.863.700	3.790.000	-3.441.267	8.212.433
Intérêts courus non échus / titres de créances négociables	131.320	-	-	83.786
Emprunts obligataires	1.033.330	-	-33.330	1.000.000
Intérêts courus non échus / emprunts obligataires	30.542	-	-	29.417
Autres dettes représentées par un titre	578.811	-	-223.227	355.584
Intérêts courus non échus / autres dettes représentées par un titre	23.154	-	-	61.943
Total	9.660.857	3.790.000	-3.697.824	9.743.163

NOTE-P13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2018.12	Augmentation	Diminution	2019.12
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	2.034	95	-158	1.972
Provisions pour risques et charges	240.547	-2.804	-7.763	229.980
Provisions pour affaires sociales	17.242	-990	-2.160	14.092
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	177.419	21.136	-10.562	191.974
TOTAL	437.242	17.442	-20.642	438.019

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2019	31/12/2018
Engagements de financements et de garantie donnés	**9.568.980**	**14.829.953**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**188.214**	**352.108**
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	68.214	50.000
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	62.108
Engagements révocables sur produits participatifs	120.000	240.000
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**7.875.393**	**8.045.487**
- Crédits documentaires import	1.209.057	946.719
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	5.274.825	5.650.885
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	100.193
- Autres engagements de financement donnés	1.391.511	1.347.690
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**386.708**	**5.405.569**
- Crédits documentaires export confirmés	-	847
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	386.708	5.404.721
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**1.118.665**	**1.026.790**
- Garanties de crédits données	1.106.461	1.018.036
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	-	-
- Engagements en souffrance	12.204	8.754
Engagements de financements et de garantie reçus	**8.070.466**	**6.999.494**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**970.000**	**240.000**
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	970.000	240.000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**2.975**	**520**
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	2.975	520
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**7.097.491**	**6.758.974**
- Garanties de crédits	7.097.491	6.758.974
- Autres garanties reçues	-	-

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	2019.Décembre
ACTIF	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-4.693
Prêts et créances	-1.458.226
Comptes de régularisation et autres actifs	-132.942
PASSIF	
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	
Compte de régularisation et autres passifs	-168.294
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-
RESULTAT	
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	-39.041
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	38.010
Commissions (produits)	-36.818
Commissions (charges)	3.744
Autres	33.074

Fidaroc Grant Thornton
L'instinct de la croissance

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

CREDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER « CIH »
RESUME DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier), comprenant le bilan au 31 décembre 2019, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états de synthèse consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 5 487 522 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 400 778.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse consolidés, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables au Maroc.

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2019, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 21 février 2020

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Reseau Grant Thornton International
47, Rue Allal Ben Abdellah - Casa
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A
COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 3
Abdelaziz ALMECHATT
Associé

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2019

Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH arrêté au 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

PRINCIPES GENERAUX :

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.
La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Présentation générale :

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :
Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autre crédits pour la clientèle.
Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance :

Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.
Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.
Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

20% pour les créances pré-douteuses,
50% pour les créances douteuses ;
100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).
Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.
Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.
Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.
Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.
Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.
Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

PORTEFEUILLE DE TITRES :

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.
Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).
Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat
A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.
Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.
Les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.
Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent, Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.
Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amortis mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES A VUE ET A TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :
Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.
Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.
Ces provisions comprennent au 31/12/2019 une provision pour risques généraux d'un montant de 441 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts
Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.
Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Commissions
Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2019

(en milliers MAD)

BILAN SOCIAL

Libellé	DEC-19	DEC-18
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2.179.701	1.436.730
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3.713.077	2.701.323
- A vue	1.804.574	480.333
- A terme	1.908.503	2.220.990
Créances sur la clientèle	43.581.266	38.425.153
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	8.831.063	6.654.277
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	6.106.849	4.203.798
- Crédits et financements participatifs immobiliers	24.657.785	24.674.640
- Autres crédits et financements participatifs	3.985.570	2.892.437
Créances acquises par affacturage	1.259.916	1.333.818
Titres de transaction et de placement	7.697.632	6.770.566
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	6.002.824	5.350.159
- Autres titres de créance	532.954	738.483
- Certificats de Sukuk	-	-
- Titres de propriété	1.161.855	681.924
Autres actifs	1.075.319	908.306
Titres d'investissement	936.103	875.674
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	663.129	875.674
- Autres titres de créance	272.974	-
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	2.484.288	2.029.187
-Participations dans les entreprises liées	-	1.593.449
-Autres titres de participation et emplois assimilés	-	435.739
-Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	440.000	260.000
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	103.497	201.290
Immobilisations corporelles	2.286.602	2.116.265
Immobilisations données en Ijara	-	-
Total ACTIF	**65.757.402**	**57.058.313**

BILAN SOCIAL

Libellé	DEC-19	DEC-18
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.780.068	5.326.029
- A vue	294.934	271.621
- A terme	5.485.134	5.054.408
Dépôts de la clientèle	41.383.367	34.411.338
- Comptes à vue créditeurs	22.934.933	18.592.685
- Comptes d'épargne	5.973.930	5.204.318
- Dépôts à terme	11.521.305	9.898.813
- Autres comptes créditeurs	953.200	715.522
Titres de créance émis	7.052.984	7.650.633
- Titres de créance négociables	5.652.386	5.984.796
- Emprunts obligataires	1.029.417	1.063.872
- Autres titres de créance émis	371.181	601.965
Autres passifs	2.170.746	1.153.852
Provisions pour risques et charges	653.960	377.018
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	3.565.908	3.565.790
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	1.344.065	995.550
Capital	2.832.474	2.660.809
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	522.430	470.273
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	451.399	447.021
Total du passif	**65.757.402**	**57.058.313**

HORS BILAN

Libellé	DEC-19	DEC-18
ENGAGEMENTS DONNES	9.378.800	14.202.050
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	188.214	352.108
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	7.697.417	7.417.584
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	386.708	5.405.569
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.106.461	1.026.790
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	7.095.127	6.758.974
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	7.095.127	6.758.974
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

CHARGE GENERALES D'EXPLOITATION

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Charges de personnel	**558.436**	**-**
Salaires et appointements	276.157	-
Primes et Gratifications	92.355	-
Autres rémunérations du personnel	66.774	-
Charges d'assurances sociales	61.822	-
Charges de retraite	33.732	-
Charges de formation	13.096	-
Autres charges de personnel	14.500	-
Impôts et taxes	**27.743**	**-**
Taxe urbaine et taxe d'édilité	4.879	-
Patente	15.190	-
Taxes locales	-	-
Droits d'enregistrement	-	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-	-
Taxes sur les véhicules	43	-
Autres impôts et taxes, droits assimilés	7.631	-
Charges extérieures	**200.180**	**-**
Loyers de crédit-bail	24.681	-
Loyers de location simple	34.422	-
Frais d'entretien et de réparation	71.073	-
Rémunération du personnel intérimaire	-	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	48.253	-
Primes d'assurance	5.831	-
Frais d'actes et de contentieux	1.415	-
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	14.505	-
Transport et déplacement	**239.606**	**-**
Transport et déplacement	24.805	-
Mission et réception	1.582	-
Publicité, publication et relations publiques	66.931	-
Frais postaux & de télécommunication	45.268	-
Frais de recherche et de documentation	5.566	-
Frais de conseil et d'assemblée	-	-
Dons et cotisations	7.148	-
Fournitures de bureau et imprimés	7.161	-
Autres charges externes	81.145	-
Autres charges d'exploitation	**19.439**	**-**
Frais préliminaires	5.028	-
Frais d'acquisition d'immobilisation	5.835	-
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	3.967	-

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Pénalités et délits	-	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-	-
Dons libéralités et lots	-	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	346	-
Diverses autres charges générales d'exploitation	4.263	-
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**127.643**	**-**
Immobilisations incorporelles d'exploitation	27.540	-
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	89.001	-
Immobilisations corporelles hors exploitation	11.102	-
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2019

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

ETAT DES SOLDES DE GESTION

Libellé	DEC-19	DEC-18
+ Intérêts et produits assimilés	2.343.458	2.180.543
- Intérêts et charges assimilées	998.437	862.352
MARGE D'INTERET	**1.345.021**	**1.318.191**
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENS PARTICIPATIFS	**-**	**-**
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	**-**	**-**
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	**-**	**-**
+ Commissions perçues	264.389	256.513
- Commissions servies	48.205	29.546
Marge sur commissions	**216.185**	**226.967**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	179.339	83.883
+ Résultat des opérations sur titres de placement	20.571	13.570
+ Résultat des opérations de change	165.774	58.995
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	**365.683**	**156.448**
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	168.976	175.371
- Diverses autres charges bancaires	79.215	70.341
PRODUIT NET BANCAIRE	**2.016.649**	**1.806.637**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	5.493
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	378.461	34.431
- Autres charges d'exploitation non bancaire	24	-
- Charges générales d'exploitation	1.173.047	1.040.571
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**1.222.039**	**805.989**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	-266.170	-135.323
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-277.005	-88.717
RESULTAT COURANT	**678.864**	**581.950**
RESULTAT NON COURANT	**-41.127**	**64.010**
- Impôts sur les résultats	186.338	198.939
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**451.399**	**447.021**

Libellé	DEC-19	DEC-18
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**451.399**	**447.021**
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	127.644	110.101
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	221
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	**306.151**	**67.805**
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	**35.794**	**91.525**
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	361.759	7.336
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	24	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	**-**	**5.832**
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	5.305	539
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**492.969**	**520.995**
- Bénéfices distribués	372.513	425.729
AUTOFINANCEMENT	**120.456**	**95.265**

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	déc-19	déc-18	déc-17
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**5.150.368**	**4.573.653**	**4.552.362**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
-1 Produit net bancaire	2.016.649	1.806.637	1.652.911
-2 Résultat avant impôts	637.738	645.960	645.369
-3 Impôts sur les résultats	186.338	198.939	199.829
-4 Bénéfices distribués	372.513	425.729	372.513
-5 Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)			472.740
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	16	17	17
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	16	14
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	558.435	510.113	477.936
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Libellé	DEC-19	DEC-18
Produits d'exploitation bancaire perçus	3.094.106	2.710.422
Récupérations sur créances amorties	27.110	21.395
Produits d'exploitation non bancaire perçus	**16.738**	**120.265**
Charges d'exploitation bancaire versées	-1.203.381	-1.001.235
Charges d'exploitation non bancaire versées	-41.162	-29.159
Charges générales d'exploitation versées	**-1.045.403**	**-930.470**
Impôts sur les résultats versés	-186.338	-198.939
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**661.669**	**692.279**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**-1.011.754**	**-353.662**
Créances sur la clientèle	-5.353.239	-5.991.483
Titres de transaction et de placement	-926.484	-4.635.527
Autres actifs	**-167.013**	**52.140**
Titres Moudaraba et Moucharaka		-
Immobilisations données en crédit-bail et en location		-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**454.039**	**4.551.253**
Dépôts de la clientèle	6.972.029	4.632.799
Titres de créance émis	-597.649	-843.742
Autres passifs	1.016.894	24.029
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**386.824**	**-2.564.192**
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	**1.048.493**	**-1.871.914**
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	1.747.851
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	680.997	54.538
Acquisition d'immobilisations financières	-635.100	-466.092
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	**-579.760**	**-461.629**
Intérêts perçus		
Dividendes perçus	103.026	91.341
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**-430.838**	**966.008**
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	**-**	**1.522.461**
Emission d'actions	497.829	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	**-**	**-**
Dividendes versés	**-372.513**	**-425.729**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**125.316**	**1.096.731**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	**742.971**	**190.825**
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1.436.730	1.245.905
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**2.179.701**	**1.436.730**

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Libellé	DEC-19	DEC-18
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3.197.779	2.801.836
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	69.447	68.132
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2.226.885	2.032.652
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	47.126	79.758
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	125.212	125.753
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	251.002	247.407
Autres produits bancaires	478.107	248.133
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**1.181.130**	**995.199**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	87.548	83.572
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	649.831	476.476
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	261.059	302.304
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	182.693	132.847
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	**2.016.649**	**1.806.637**
Produits d'exploitation non bancaire	378.461	40.263
Charges d'exploitation non bancaire	5.329	539
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**1.173.047**	**1.040.571**
Charges de personnel	558.435	510.113
Impôts et taxes	27.744	26.848
Charges externes	439.786	379.858
Autres charges générales d'exploitation	19.438	13.651
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	127.644	110.101
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**790.959**	**545.658**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	458.475	357.477
Pertes sur créances irrécouvrables	22.316	6.510
Autres dotations aux provisions	310.169	181.671
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**253.089**	**321.818**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	187.511	207.269
Récupérations sur créances amorties	27.110	21.395
Autres reprises de provisions	38.468	93.154
RESULTAT COURANT	**678.864**	**581.950**
Produits non courants	36	93.169
Charges non courantes	41.162	29.159
RESULTAT AVANT IMPOTS	**637.738**	**645.960**
Impôts sur les résultats	186.338	198.939
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**451.399**	**447.021**

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2019

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

(en milliers MAD)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1.334.781	-	94.545	534.523	1.963.849	1.116.868
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	299.960	-	299.960	1.274.390
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	299.960	-	299.960	1.274.390
PRETS DE TRESORERIE	-	2.534.617	-	-	2.534.617	614.288
- à terme	-	1.168.143	-	-	1.168.143	614.288
- au jour le jour	-	1.366.474	-	-	1.366.474	-
PRETS FINANCIERS	-	240.276	-	-	240.276	330.776
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	7.442	7.442	22.918
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	1.675	38	-	1.713	1.440
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	3
TOTAL	**1.334.781**	**2.776.568**	**394.543**	**541.965**	**5.047.858**	**3.360.683**

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRESORERIE	-	143.193	6.990.287	240.407	7.373.887	5.429.770
- Comptes à vue débiteurs	-	-	1.994.626	49.647	2.044.273	1.770.823
- Créances commerciales sur le Maroc	-	5.957	733.347	-	739.304	626.478
- Crédits à l'exportation	-	-	15.323	41.331	56.654	50.137
- Autres crédits de trésorerie	-	137.236	4.246.991	149.429	4.533.656	2.982.332
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	-	-	-	1.424.396	1.424.396	1.202.628
- Crédits à la consommation	-	-	-	1.424.396	1.424.396	1.202.628
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	200.000	4.000	4.621.572	1.228.425	6.053.996	4.166.916
- Crédits à l'équipement	200.000	4.000	4.621.572	1.228.425	6.053.996	4.166.916
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	-	-	7.835.930	16.818.653	24.654.583	24.662.199
- Crédits immobiliers	-	-	7.835.930	16.818.653	24.654.583	24.662.199
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobilliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	897.193	1.412.199	5.073	2.314.465	1.552.606
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1.252.776	-	-	-	1.252.776	1.326.491
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	2.266	69.998	25.975	98.239	79.064
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	308.093	1.360.747	1.668.840	1.339.296
- Créances pré-douteuses	-	-	1.512	341.110	342.622	302.915
- Créances douteuses	-	-	31.565	173.210	204.775	187.511
- Créances compromises	-	-	275.016	846.427	1.121.443	848.870
TOTAL	**1.252.776**	**1.042.652**	**22.670.503**	**19.875.251**	**44.841.182**	**39.758.970**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	-	-	-	65	65	52
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	65	65	52
TITRES NON COTES	532.948	6.652.565	1.157.048	269.113	8.611.673	7.602.825
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	6.652.565	-	-	6.652.565	6.192.537
OBLIGATIONS	66.695	-	-	269.113	335.807	103.450
AUTRES TITRES DE CREANCE	466.254	-	-	-	466.254	634.620
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	1.157.048	-	1.157.048	672.219
ICNE	27	13.412	4.787	3.862	22.087	43.363
TOTAL	**532.976**	**6.665.976**	**1.161.835**	**273.040**	**8.633.826**	**7.646.240**

DETTES SUBORDONNEES

Rubriques	Montant global	Non apparentés	Apparentes				EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
			Ets. de créd. & Assim.	Eses financières	Eses non financières	Autres apparentés		
Dettes subordonnées	3.500.000	-	3.500.000	-	-	-	3.500.000	3.565.790
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-		-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	500.000	-	500.000	-	-	-	500.000	500.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	400.000	-	400.000	-	-	-	400.000	400.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	100.000	-	100.000	-	-	-	100.000	100.000
Intérêts courus à payer	65.908	-	65.908	-	-	-	56.598	65.790

(en milliers MAD)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Instruments optionnels	-	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	2.270	-
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	2.270	-
Débiteurs divers	507.330	-
- Sommes dues par l'Etat	487.062	-
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
- Sommes diverses dues par le personnel	887	-
- Comptes clients de prestations non bancaire	-	-
- Divers autres débiteurs	19.381	-
Valeurs et emplois divers	1.139	-
- Valeurs et emplois divers	1.139	-
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	73.759	-
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	-	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	47.044	-
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)"	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	254.180	-
- Produits à recevoir	230.457	-
- Charges constatées d'avance	23.723	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	189.846	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	82.862	-
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	83.112	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1.075.318**	**-**

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	403
Dettes sur titres	490.130
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**654.043**
- Sommes dues à l'Etat	497.801
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	21.301
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	241
- Sommes dues au personnel	16.646
- Fournisseurs de biens et service	59.721
- Divers autres Créditeurs	58.333
Comptes d'ajustement de hors bilan	**6**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**41.701**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**217.182**
- Charges à payer	201.596
- Produits constatés d'avance	15.586
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	**767.280**
TOTAL	**2.170.745**

SITUATION DES PARTICIPATIONS

Titre	Capital Social	VN	Actions détenus en nombre	Actions détenus en %	Situation au 31 décembre 2019			Extrait des derniers états de synthèse de la société émetttrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES			**9.583.029**	**-**	**2.048.448**	**50.000**	**2.048.548**	-	1.280.234	74.593	**82.163**
MAROCLEASING	277.676.800	100	944.417	34,01%	519.341	-	519.341	31/12/2018	469.375	72.141	15.111
SOFAC	193.200.000	100	1.281.010	66,30%	454.861	-	454.861	31/12/2018	377.324	105.241	46.052
Umnia BANK	600.000.000	100	2.400.000	40,00%	240.000	-	240.000	31/12/2018	394.944	-124.239	-
MAGHREB TITRISATION	5.000.000	100	12.167	24,33%	1.217	-	1.217	31/12/2018	7.703	-378	-
PALM-BAY	100.000.000	1.000	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	44.462.000	100	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/2018	15.149	-4.266	-
RHOSN ENNAKHIL	400.000	100	3.200	80,00%	320	-	320	31/12/2018	-48	-448	-
RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	56.642	-	56.642	-	-	-	-
CIH COURTAGE	1.000.000	100	10.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/2018	22.054	21.005	21.000
SANGHO	494.000	100	4.940	100,00%	253.831	-	253.831	31/12/2018	9.922	5.915	-
LANA CASH	10.000.000	100	99.994	99,99%	9.999	-	9.999	-	-	-	-
HMST (Ex SCI NATHALIE)	100.000	100	1.000	100,00%	100	-	100	31/12/2018	-16.190	-376	-
CIH PATRIMMO	434.400.000	100	4.343.998	100,00%	443.650	-	443.650	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES			**6.301.975**		**581.881**	**146.143**	**435.738**	-	**2.027.699**	**336.138**	**20.863**
ATLANTA	601.904.360	10	6.019.844	10,00%	409.372	-	409.372	31/12/2018	966.995	221.006	18.063
AJARINVEST	7.000.000	100	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/2018	7.230	-4.451	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98.200.000	100	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/2016	182.731	83.632	2.800
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000.000	100	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/2014	21.519	216	-
INTERBANK	11.500.000	100	6.899	6,00%	690	-	690	31/12/2014	12.489	140	-
SGFG	1.000.000	100	588	5,88%	59	-	59	31/12/2017	2.423	852	-
SBVC casablanca	387.517.900	100	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/2017	452.574	28.253	-
MAROCLEAR	100.000.000	5.000	275	1,38%	275	-	275	31/12/2017	116.876	8.438	-
DAR AD-DAMANE	75.000.000	250	2.000	0,67%	500	-	500	-	-	-	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	0,00%	750	750	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	100.000	100	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6.100.000	100	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300.000	100	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2.100.000	100	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37.000.000	500	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20.000.000	100	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/2014	48.314	3.014	-
SED FES	10.000.000	100	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100.000.000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/2014	216.548	-4.961	-
ADER-FES	35.000.000	100	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
NEW SALAM	215.000.000	100	-	65,12%	140.000	140.000	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA			-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUDARABA			-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL			**15.885.004**	**-**	**2.680.429**	**196.143**	**2.484.287**	-	**3.307.932**	**410.731**	**103.026**

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	**B. AFFECTATION DES RESULTATS**	-
. Report à nouveau	470.273	. Réserve légale	22.351
. Résultats nets en instance d'affectation	-	. Autres réserves (FACULTATIVE)	-
. Résultats net de l'exercice	447.021	. Tantième	-
. Prélèvements sur les réserves	-	. Dividendes	372.513
. Autres Prélèvements	-	. Autres affectations	-
		. Autres affectations	-
TOTAL A	**917.294**	**TOTAL B**	**917.294**

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31 DECEMBRE 2019

. Date d'établissement des états de synthèse (2) JANVIER 2019

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables Néant
	Défavorables Néant

(en milliers MAD)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**413.895**	**76.689**	**202.030**	**288.555**	**212.605**	**27.540**	**55.088**	**185.057**	**103.497**
- Droit au bail	75.843			75.843	100			100	75.743
- Immobilisations en recherche et développement	0			0	0			0	0
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	333.852	72.924	202.030	204.746	208.305	27.540	55.088	180.757	23.989
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	4.200	3.765		7.965	4.200			4.200	3.765
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1.798.833.069**	**306.120**	233.825	**1.871.128**	**847.546.852**	**89.002**	**139.268**	**794.613**	**1.076.516**
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**874.620**	**141.116**	224.632	**791.103**	**326.071**	**29.494**	130.235	**225.329**	**565.774**
, Terrain d'exploitation	66.916	30.477	7.517	89.876	0			0	89.876
, Immeubles d'exploitation, Bureaux	806.889	110.638	217.116	700.411	325.256	29.494	130.235	224.514	475.897
, Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	815			815	815			815	0
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**302.211**	**88.183**	**9.184**	**381.210**	**230.072**	**27.560**	**9.031**	**248.602**	**132.608**
, Mobilier de bureau d'exploitation	55.486	8.627	2.046	62.067	35.971	3.525	1.898	37.598	24.468
, Matériel de bureau d'exploitation	35.272	7.853	1.661	41.464	24.174	2.967	1.661	25.480	15.984
, Matériel Informatique	193.541	69.661	5.344	257.857	157.339	18.446	5.340	170.445	87.412
, Matériel roulant rattaché à l'exploitation	6.710	128		6.837	4.773	549		5.322	1.516
, Autres matériels d'exploitation	11.202	1.914	132	12.984	7.815	2.074	132	9.756	3.227
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**622.002**	**76.822**	8	**698.816**	**288.735**	**31.948**	**1**	**320.682**	**378.134**
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**1.319.767**	**150.805**	**92.798**	**1.377.775**	**160.451**	**11.101**	**870**	**170.682**	**1.207.092**
, Terrains hors exploitation	528.110		26.763	501.347	11.300			11.300	490.047
, Immeubles hors exploitation	671.208	142.607	26.614	787.200	121.000	6.120	803	126.316	660.885
, Mobilier et matériel hors exploitation	27.184	6.939	58	34.065	15.610	2.462	57	18.014	16.051
, Autres immobilisations corporelles hors exploitation	93.266	1.259	39.363	55.163	12.542	2.520	10	15.053	40.110
- ECART DE FUSION ACTIF	**2.994**			**2.994**					**2.994**
TOTAL	**3.535.489**	**533.614**	**528.652**	**3.540.452**	**1.217.934**	**127.644**	**195.226**	**1.150.352**	**2.390.100**

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	53.412	814	52.598	75.890	23.317	24
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	235.792	139.980	95.812	434.255	338.443	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	235.183	66.695	168.488	168.488	0	-
TOTAL	**524.387**	**207.489**	**316.898**	**678.633**	**361.759**	**24**

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	155.533	6.229.957	16.549.433	22.934.923	18.592.685
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	5.973.930	5.973.930	5.204.318
DEPOTS A TERME	-	658.192	2.262.977	8.090.820	11.011.989	9.574.062
AUTRES COMPTES CREDITEURS	-	366.203	208.104	726.485	1.300.792	907.902
INTERETS COURUS A PAYER	-	9.924	33.180	118.629	161.734	132.371
TOTAL	**-**	**1.189.852**	**8.734.218**	**31.459.297**	**41.383.367**	**34.411.338**

PROVISIONS

PROVISIONS	Stock au 31/12/2018	Dotations	Reprises	Stock au 31/12/2019
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**1.809.502**	**458.403**	**193.305**	**2.074.616**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20	-	-	20
Créances sur la clientèle	1.460.983	458.380	187.353	1.732.010
Titres de placement et d'investissement	673	23	647	65
Titres de participation et emplois assimilés	201.447	-	5.305	196.142
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	146.378	-	-	146.378
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**377.018**	**310.264**	**33.320**	**653.962**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	2.035	95	158	1.972
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	165.014	306.151	30.490	440.675
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	209.970	4.018	2.672	211.316
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**2.186.521**	**768.667**	**226.625**	**2.728.578**

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/19	Total 31/12/18
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	102.382	9.678	112.060	90.604
VALEURS DONNEES EN PENSION	5.389.780	52.789	-	-	5.442.569	4.610.334
- au jour le jour	-	52.789	-	-	52.789	-
- à terme	5.389.780	-	-	-	5.389.780	4.610.334
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	50.000	-	-	50.000	286.965
- au jour le jour	-	50.000	-	-	50.000	-
- à terme	-	-	-	-	-	286.965
EMPRUNTS FINANCIERS	-	-	88.073	3.967	92.040	153.320
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	-	80.078	-	80.078	181.017
INTERETS COURUS A PAYER	2.021	3	1.296	-	3.320	3.789
TOTAL	**5.391.801**	**102.792**	**271.829**	**13.645**	**5.780.067**	**5.326.029**

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2018	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2019
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**995.550**	**22.351**	**326.164**	**1.344.065**
Réserve légale	211.359	22.351		233.710
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	784.192	-	326.164	1.110.356
Capital	**2.660.809**	**-**	**171.665**	**2.832.474**
Capital appelé	2.660.809	-	171.665	2.832.474
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**470.273**	**-470.273**	**522.430**	**522.430**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**447.021**	**-447.021**	**451.399**	**451.399**
TOTAL GENERAL	**4.573.653**	**-894.943**	**1.471.658**	**5.150.368**

(en milliers MAD)

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2018 (y compris les dettes subordonnés)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	DURÉE (ANS)	MODE REMBOURSEMENT	TVA O/N	Dernière échéance	Jours	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
Obligations ordinaires non garanties	08/05/2012	3,23	Taux révisable	Annuelle	0,92%	10	InFine	08/05/2022	385.000	385.000	8.221	393.221
Obligations ordinaires non garanties	2012/05/08	5,3	Taux normal	-	-	10	InFine	08/05/2022	615.000	615.000	21.196	636.196
Obligations subordonnées	09/01/2015	3,36	Taux révisable	Annuelle	0,90%	10	InFine	09/01/2025	320.200	320.200	10.669	330.869
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux normal	-	-	10	InFine	09/01/2025	679.800	679.800	31.583	711.383
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,01	Taux révisable	Annuelle	0,70%	10	InFine	15/12/2026	960.600	960.600	1.365	961.965
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,82	Taux normal	-	-	10	InFine	15/12/2026	39.400	39.400	70	39.470
Obligations subordonnées	18/05/2018	2,97	Taux révisable	Annuelle	0,65%	10	InFine	18/05/2028	500.000	500.000	9.405	509.405
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux normal	-	-	10	InFine	18/05/2028	500.000	500.000	12.521	512.521
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	4,96	Taux révisable	Annuelle	2,65%	-	Perpétuel	Perpétuelle	350.000	350.000	193	350.193
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	6,23	Taux révisable	Tous les 10 ans	2,85%	-	Perpétuel	Perpétuelle	150.000	150.000	102	150.102
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									**4.500.000**	**4.500.000**	**95.325**	**4.595.325**
BHBM	11/02/2002	7,16	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	11/02/2020	210.000	14.077	895	14.971
BHBM	27/04/2002	7,13	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	27/04/2020	320	30	1	31
BHBM	30/04/2002	7,13	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	30/04/2020	178.240	16.696	800	17.496
BHBM	28/05/2002	7,1	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	28/05/2020	58.400	5.460	231	5.691
BHBM	02/09/2002	6,94	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	02/09/2020	130.770	12.104	278	12.382
BHBM	17/01/2004	5,89	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	17/01/2022	160.000	24.533	1.382	25.915
BHBM	20/01/2004	5,83	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	20/01/2022	381.400	93.257	5.154	98.411
BHBM	10/04/2004	5,83	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	10/04/2022	250.000	36.675	1.554	38.228
BHBM	13/03/2005	5,49	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	13/03/2023	370.000	77.878	3.434	81.312
BHBM	13/07/2005	5,31	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	13/07/2023	242.700	74.875	1.868	76.743
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME									**1.981.830**	**355.584**	**15.597**	**371.181**
CDN	19/02/2015	3,48	Taux fixe	-	-	5	InFine	19/02/2020	118.000	118.000	3.555	121.555
CDN	22/05/2015	3,8	Taux fixe	-	-	5	InFine	22/05/2020	400.000	400.000	9.303	409.303
CDN	20/01/2017	3,15	Taux fixe	-	-	4	InFine	20/01/2021	30.000	30.000	896	30.896
CDN	20/01/2017	3,3	Taux fixe	-	-	5	InFine	20/01/2022	30.000	30.000	938	30.938
CDN	23/01/2017	3	Taux fixe	-	-	3	InFine	23/01/2020	15.000	15.000	423	15.423
CDN	25/04/2017	3,3	Taux fixe	-	-	5	InFine	25/04/2022	600.000	600.000	13.579	613.579
CDN	05/05/2017	3,33	Taux fixe	-	-	5	InFine	05/05/2022	300.000	300.000	6.578	306.578
CDN	25/05/2017	3,1	Taux fixe	-	-	4	InFine	25/05/2021	300.000	300.000	5.616	305.616
CDN	30/06/2017	3,15	Taux fixe	-	-	4	InFine	30/06/2021	420.000	420.000	6.687	426.687
CDN	28/09/2017	3,3	Taux fixe	-	-	5	InFine	28/09/2022	605.000	605.000	5.182	610.182
CDN	13/11/2017	2,85	Taux fixe	-	-	3	InFine	13/11/2020	312.000	312.000	1.190	313.190
CDN	30/05/2019	2,5	Taux fixe	-	-	1	InFine	28/05/2020	838.600	838.600	12.579	851.179
CDN	31/07/2019	2,56	Taux fixe	-	-	1	InFine	01/10/2020	599.800	599.800	6.461	606.261
CDN	31/07/2019	2,56	Taux fixe	-	-	1	InFine	02/11/2020	400.000	400.000	4.309	404.309
CDN	31/07/2019	2,57	Taux fixe	-	-	1	InFine	01/12/2020	600.200	600.200	6.490	606.690
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									**5.568.600**	**5.568.600**	**83.786**	**5.652.386**
TOTAL GENERAL									**12.260.430**	**10.424.184**	**194.709**	**10.618.893**

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	6.490.861	6.490.861	6.243.700	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6.002.847	6.002.847	5.767.100	-	-	-
OBLIGATIONS	21.695	21.695	20.700	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	466.254	466.254	455.900	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	65	65	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	1.202.048	1.216.059	45.000	14.057	91	91
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	45.000	44.954	45.000	-	46	46
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	1.157.048	1.171.105	-	14.057	45	45
TITRES D'INVESTISSEMENT	918.830	956.924	646.800	38.094	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	649.717	687.811	646.800	38.094	-	-
OBLIGATIONS	269.113	269.113	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siége social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MCM	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17.530.419	61,89 %	61,89 %
CDG EP	Place My Hassan B.P 408 Rabat		1.702.511	6,01 %	6,01 %
SANAD	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1.689.308	5,96 %	5,96 %
ATLANTA	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1.654.003	5,84 %	5,84 %
HOLMARCOM	20, rue Mostafa El Maâni, CP : 20080, Casablanca	HOLDING	39.301	0,14 %	0,14 %
DIVERS/ Flottant en bourse	-	-	5.709.193	20,16 %	20,16 %
Total	-	-	**28.324.735**	**100 %**	**100 %**

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	32	36	6.155.001	7.016.224
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

2° semetre 2019	1° semetre 2019	2° semetre 2018
1.616.857	1.580.923	2.801.115

CREANCES SUBORDONNEE

Rubriques	Montant global	Apparentes				Exercice 2019	Exercice 2018
		Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	440.000	440.000	-	-	-	440.000	260.000
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissement de crédits et assimilés	440.000	440.000	-	-	-	440.000	260.000
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/19	31/12/18
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	**9.391.003**	**14.202.050**
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	188.214	352.108
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	68.214	50.000
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	120.000	240.000
Autres engagements de financement donnés	-	62.108
Engagements de financement en faveur de la clientèle	7.697.417	7.417.584
Crédits documentaires import	1.209.057	946.719
Acceptations ou engagements de payer	-	
Ouvertures de crédit confirmés	5.274.825	5.650.885
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs		
Autres engagements de financement donnés	1.213.535	819.980
Engagements de garantie d'ordre d'établissments de crédit et assimilés	386.708	5.405.569
Crédits documentaires export confirmés	-	847
Acceptations ou engagements de payer	-	
Garanties de crédits données	-	
Autres cautions, avals et garanties donnés	386.708	5.404.721
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.118.665	1.026.790
Garanties de crédits données	1.106.461	1.018.036
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	
Autres cautions et garanties donnés	-	
Engagements en souffrance	12.204	8.754
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	7.097.491	6.758.974
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	7.097.491	6.758.974
Garanties de crédits	7.097.491	6.758.974
Autres garanties reçues	-	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture	Autres opérations
Opérations de change à terme	-	-
Devises à recevoir	747.790	-
Dirhams à livrer	506.864	-
Devises à livrer	5.126.356	-
Dirhams à recevoir	5.275.749	-
Dont swaps financiers de devises	-	-
Engagements sur produits dérivés	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-

ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
B08	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	.SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	.ENGAGEMENTS SUR TITRES
	.PASSIF EVENTUEL
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS
	.DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	.TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA
	.TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS
	.ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE
	.COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/2019	31/12/2018
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	2044	1927
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	585	573
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1459	1354
Cadres (équivalent plein temps)	1484	1400
Employés (équivalent plein temps)	560	527

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D≤ 1 mois	1 mois <D≤ 3 mois	3 mois <D≤ 1 an	1 an <D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF	-	-	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.834.577	-		94.030	146.583	3.075.190
Créances sur la clientèle	6.300.877	4.103.632	4.708.885	11.266.354	14.166.801	40.546.550
Titres de créance	-			495.912	467.396	963.308
Créances subordonnées	-	-	-	440.000	-	440.000
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**9.135.454**	**4.103.632**	**4.708.885**	**12.296.296**	**14.780.780**	**45.025.048**
PASSIF	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.521.927	-	29.358	29.358	-	5.580.642
Dettes envers la clientèle	2.892.653	2.697.328	5.648.986	280.263		11.519.230
Titres de créance émis	52.056	150.014	3.213.721	3.508.393		6.924.184
Emprunts subordonnées	-	-	-	-	3.500.000	3.565.908
TOTAL	**8.466.636**	**2.847.342**	**8.892.064**	**3.818.014**	**3.500.000**	**27.589.964**

Concentration des risques sur un même bénéficiaire (risques > 10% FP)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont crédits par décaissement	crédits par signature (de financement et de garantie données	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et déductions
4	4.024	2.697	914	413	3.807

(en milliers MAD)

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	51.428
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3.086.119
Créances sur la clientéle	1.645.660
Autres actifs	-
Titres détenus	272.974
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	-
PASSIF:	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	88.586
Dépôts de la clientèle	113.525
Autres passifs	-
TOTAL PASSIF	-
HORS-BILAN:	-
ENGAGEMENTS DONNES	27.628
ENGAGEMENTS RECUS	

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

RUBRIQUE	COMMISSIONS		COMMENTAIRE
	E. CREDIT	CLIENTELE	
COMMISSIONS RECUS	**-**	**264.390**	**-**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	39.403	-
Commissions sur moyens de paiement	-	125.274	-
Commissions sur opérations de titres	-	11	-
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	7.863	-
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	39.922	-
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	20.604	-
Autres produits sur prestations de service	-	17.927	-
Commissions sur moyens de paiement	-	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	13.386	-
Commissions sur opérations de change billet	-	-	-
COMMISSIONS VERSEES	**-**	**44.733**	**-**
Charges sur moyens de paiement	-	44.545	-
Commissions sur achat et vente de titres	-	-	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	188	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-	-

MARGE D'INTERET

Libellé	31/12/19	31/12/18
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2.226.885	2.032.652
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	69.447	68.132
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	47.126	79.758
Total intérêts et produits assimiles	**2.343.458**	**2.180.543**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	649.831	476.476
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	87.548	83.572
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	261.059	302.304
Total intérêts et charges assimiles	998.437	862.352
Marge d intérêts	1.345.021	1.318.191

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS

I.DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges		678.922
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	323.945
. Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	474.353
. Résultat courant théoriquement imposable	(=)	528.514
. Impôt théorique sur résultat courant	(-)	195.550
. Résultat courant après impôts	(=)	332.964

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

Néant

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Produits sur titres de placement (de propriété)	20.958	-
- Dividendes sur titres OPCVM	-	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	-	-
- Autres produits sur titres de propriété	20.958	-
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**125.212**	**-**
- Dividendes sur titres de participation	84.963	-
- Dividendes sur participations liées	18.063	-
- Autres produits sur titres de propriété	22.186	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Gains sur titres de transaction	233.276	-
Perte sur titres de transaction	53.937	-
Résultat sur titres de transaction	179.339	-
Plus-values de cession sur titres de placement	20.139	-
Moins-values de cession sur titres de placement	150	-
Résultat sur titres de placement	19.989	-
Produits sur engagement sur titres	-	-
Charges sur engagement sur titres	-	-
Résultat sur engagements sur titres	-	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	-	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	-	-
Produits sur opérations de change	180.282	-
Charges sur opérations de change	1.121	-
Résultat sur opérations de change	179.161	-

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	2.016.649	1.222.039	637.738
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	**2.016.649**	**1.222.039**	**637.738**

2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	2.016.649	1.222.039	637.738
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	**2.016.649**	**1.222.039**	**637.738**

TABLEAU DE PASSAGE RC AU RF

Résultat Brut Avant Impôt		637.738
Réintégrations	A +B	340.232
Pénalités et majorations fiscales DGI, OC, autres	2.845	
charges sur ex antérieurs	601	
Amortissement non déductible sur matériel roulant et de service		
A Total réintégrations 1	3.446	
PRG non affectée	300.000	
PRG promotion immobilière collective		
Diverses autres provisions PRG	23.345	
Provision pour débiteur divers -régularisation ATD etc. ,,,		
Impôt contribution cohésion sociale	13.442	
B Total réintégrations 2 provisions autres que CES	336.786	
Déductions	C+D	474.353
Produits des participations	103.026	
Plus values cession OPCI	338.235	
C Total déductions 1	441.260	
Reprises provisions sur CES	3.503	
Reprises sur PRG	29.590	
D Total deductions2	33.092	
Résultat Brut Fiscal	I+II-III	503.617
Reports Déficitaires antérieurs		
Amortissements fiscalement différés		
Déficit exploitation reportable		
Résultat Net Fiscal	IV-V	503.617
IS Brut avant imputation credit CM	VI*%IS	186.338
Credit Cotisation minimale		
IS de l'exercice	VII-VIII	186.338
Résultat Net	**I-IX**	**451.399**

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2019

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

(en milliers MAD)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	**44.411**	**-**
Divers autres produits bancaires	43.764	-
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-	-
Produits des exercices antérieurs	-	-
Divers autres produits bancaires	43.764	-
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	647	-
Autres charges bancaires	**82.752**	**-**
Divers charges sur titres de propriété	-	-
Frais d'émission des emprunts	-	-
Autres charges sur opérations sur titres	-	-
Autres sur prestations de services	3.472	-
Divers autres charges bancaires	79.215	-
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	62.932	-
Produits rétrocédés	-	-
Charges des exercices antérieurs	7	-
Divers autres charges bancaires	16.276	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	65	-
Produits d'exploitation non bancaires	**378.461**	**-**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	361.759	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-	-
Produits accessoires	6.232	-
Subventions reçues	-	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	10.470	-
Charges d'exploitation non bancaires	**5.329**	**-**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	5.305	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	24	-
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**458.475**	**-**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	458.380	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	-	-
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	95	-

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Pertes sur créances irrécouvrables	**22.316**	**-**
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	19.787	-
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	2.529	-
Autres dotations aux provisions	310.169	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	-	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	310.169	-
Dotations aux provisions réglementées	-	-
Dotations aux autres provisions	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**187.511**	**-**
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	187.353	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-	-
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	158	-
Récupération sur créances amorties	**27.110**	**-**
Autres reprises de provisions	**38.468**	**-**
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	5.304	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations **corporelles et incorporelles**	-	-
Reprises de provisions pour autres risques et charges	33.164	-
Reprises de provisions réglementées	-	-
Reprises de provisions	-	-
Produits non courants	**36**	**-**
Reprises non courantes des amortissements	-	-
Reprises non courantes des provisions	-	-
Autres produits non courants	36	-
Charges non courantes	**41.162**	**-**
Dotations non courantes aux amortissements	-	-
Dotations non courantes aux provisions	-	-
Autres charges non courantes	41.162	-

COMPTES DE LA CLIENTELE

	31/12/2019	31/12/2018
Comptes courants	43 108	41.276
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	28 544	28.102
Autres comptes chèques	1 299 205	1.089.468
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne	335 122	315.010
Comptes à terme	2 428	2.170
Bons de caisse	746	718
Autres comptes de dépôts	3 624	2.037

RESEAU

	30/06/19	31/12/18
Guichets permanents	308	283
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques	455	378
de banque	-	-
Succursales et agences à l'étranger	-	-
Bureaux de représentation à l'étranger	-	-

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collecteé	191.206	340.253	288.603	242.856
B. TVA à récupérer	19.877	164.063	145.338	38.602
Sur charges	12.823	121.327	105.736	28.414
Sur immobilisations	7.053	42.737	39.602	10.188
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	**171.330**	**176.190**	**143.265**	**204.254**

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISION

Rubrique	31/12/2019		31/12/2018	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	362.759	20.137	322.006	19.091
Créances douteuses	252.973	48.197	231.687	44.176
Créances compromises	2.785.129	1.663.676	2.246.588	1.397.718
TOTAL	**3.400.861**	**1.732.010**	**2.800.281**	**1.460.985**

* Créance en soufrance brut

Fidaroc Grant Thornton
L'instinct de la croissance
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

CREDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER « CIH »
RESUME DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 8 716 276 dont un bénéfice net de KMAD 451 399.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2019 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice 2019, le CIH a procédé à la création de la société CIH PATRIMMO pour un capital de KMAD 434 400 et de la société LANA CASH pour un capital de KMAD 10 000. Ces deux sociétés sont détenues à 100 % par le CIH.

Casablanca, le 21 février 2020

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton International
47, Rue Allal Ben Abdellah - Casa
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A
COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Tél: 0522 42 11 00 - Fax: 0522 27 47 3
Abdelaziz ALAMI MECHATT
Associé

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

Communication financière

Résultats au 31 / 12 / 2018

AVIS RECTIFICATIF DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187, avenue Hassan II - Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire :

Le Jeudi 4 Avril 2019, A 15 Heures

A l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

A Titre ordinaire

1. Ratification des modalités de convocation ;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2018 ;
3. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2018 ;
4. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2018 ;
5. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi 20-05;

A Titre extraordinaire

9. Augmentation de capital d'un montant maximum 500.000.000 dirhams.
10. Conditions et modalités de l'augmentation du capital ;
11. Pouvoirs en vue des formalités.

Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité, dès lors qu'ils détiennent au moins dix actions inscrites au registre des actions nominatives à leur nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agrée cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

• Modalités de vote par procuration
Les actionnaires peuvent se faire représenter à l'Assemblée Générale en procédant à la signature d'un pouvoir dont le modèle est mis à leur disposition au Secrétariat Général du Groupe CIH Bank au siège social de la banque. Ce modèle de pouvoir peut être également téléchargé sur le site internet du CIH : http://www.cihbank.ma/corporate/espace-financier/communiques :Avis de convocation à l'assemblée générale mixte.

• Modalités de vote par correspondance
Les actionnaires peuvent voter au moyen du formulaire de vote qui est mis à la disposition des actionnaires au Secrétariat Général du Groupe CIH Bank. Ce formulaire de vote par correspondance peut être également téléchargé sur le site internet du CIH : www.cihbank.ma, rubrique http://www.cihbank.ma/corporate/espace-financier/communiques: Avis de convocation à l'assemblée générale mixte.

Les textes et projets de résolutions ainsi que l'ensemble des documents et informations visés aux articles 121 et 121 bis de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée, sont mis à la disposition du public sur le site internet du CIH : www.cihbank.ma.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le Jeudi 04 Avril 2019, à partir de 14H30 heures.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire. Ce formulaire de vote par correspondance est disponible ci-après pour téléchargement.

Il est à rappeler, à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2018 ont été publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- Le Matin du 27/02/2019 et Finance News du 28/02/2019

Données de contact :

- M. AMAL MOUHOUB
- Tél. : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

Projets de résolutions à présenter à l'Assemblée Générale Mixte

A TITRE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Mixte ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

DEUXIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Mixte, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2018 approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2018, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire 447 020 914 dirhams pour les comptes sociaux.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2018.

TROISIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Mixte, donne quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

QUATRIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Mixte, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

• Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 470 273 278 dirhams, est de 894 943 146 dirhams.
• Décide de fixer le montant du dividende à 14 dirhams l'action.
• Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2018 s'élève à 372 513 190 dirhams,
• Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de 522 429 956 dirhams.
• Le dividende de 14 dirhams par action est payable à partir du 2 juillet 2019.

Récapitulatif de l'affectation des résultats :

(Montant en dirhams)

Bénéfice de l'exercice	**447 020 914**
Déduction des pertes antérieures	**0**
Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes	**447 020 914**
Réserve légale (-)	**22 351 046**
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	**470 273 278**
Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice	**894 943 146**
Nombre d'actions	**26 608 085**
Dividende par action	**14**
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	**372 513 190**
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	**522 429 956**

Les dividendes seront payables à partir du 02 juillet 2019.

CINQUIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Mixte, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2018.

SIXIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Mixte, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonyme, approuve les conclusions dudit rapport.

A TITRE EXTRAORDINAIRE :

SEPTIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Mixte, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration à augmenter le capital social par apport en numéraire, en une ou plusieurs fois, jusqu'à concurrence d'un maximum de cinq cent millions de dirhams (500.000.000), prime d'émission comprise, et ce conformément aux dispositions des articles 182 à 201 de la loi n° 17-95.
L'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte est valable pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de tenue de la présente Assemblée.

HUITIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Mixte, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et constaté que le capital est entièrement libéré :
1. Décide que les actions nouvelles devront être libérées de la totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission dont elles sont assorties au moment de leur souscription,
2. Décide que les actions nouvelles qui seront créées en représentation de l'augmentation de capital porteront jouissance à compter du 1er janvier de l'exercice de réalisation de l'augmentation de capital,
3. Décide qu'en application des dispositions de l'article 189 de la loi 17-95, les actionnaires ont un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent ; ce droit étant négociable pendant la durée de la souscription dans les mêmes conditions que les actions,
4. Décide que dans le cas où certains actionnaires n'ont pas souscrit les actions auxquelles ils auraient droit à titre irréductible, les actions ainsi rendues disponibles seront attribuées aux actionnaires qui auront souscrit, à titre réductible, un nombre d'actions supérieur, proportionnellement à leur part dans le capital et dans la limite de leurs demandes,
5. Décide, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, les attributions en vertu du précédent paragraphe à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, d'attribuer proportionnellement le solde aux souscriptions à titre réductible non satisfaites,
6. Décide que le montant de l'augmentation peut être limité au montant des souscriptions recueillies si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, les attributions à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital.

NEUVIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs, en vertu de l'article 186 de la loi n°17-95, au Conseil d'Administration à l'effet de :
• Procéder, aux périodes qu'il jugera convenables avant l'expiration du délai de trois (3) ans visé dans la précédente résolution, à l'augmentation de capital ;
• En fixer les modalités, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts ;
• Et, de manière générale, prendre toutes les mesures utiles et accomplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de ladite augmentation de capital.
Le Conseil d'Administration devra rendre compte à la plus prochaine assemblée générale de l'utilisation faite des pouvoirs conférés en application de la présente résolution et ce, au moyen d'un rapport décrivant notamment les conditions définitives de l'opération réalisée, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

DIXIEME RESOLUTION : POUVOIRS
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2018

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :
• Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
• Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
- Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
- Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes.
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles.

Bases de présentation
Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.
Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.
Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles
Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.
Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Equipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

CONTRATS DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.
Deux types de contrat de location sont définis par la norme :

• Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
• Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.

L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.

Les biens faisant l'objet de contrats de location simple ne sont pas comptabilisés à l'actif. Les loyers constituent une charge.

IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location »).
Elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, sans comparatif.
Avec **IFRS 16**, les contrats de location (Location financement et Location simple) sont traités de la même manière. Le bien est enregistré à l'actif du bilan 'Droit d'utilisation', en contrepartie, au passif l'engagement financier 'Dette locative'.
Actif : Droit d'utilisation* = Passif : Dette locative*
*** VAN** = Somme des loyers et Frais futures actualisés sur la durée d'utilisation du bien
Dès 2018, CIH BANK s'est organisé en mode projet pour anticiper les impacts éventuels de la mise en application des dispositions de la norme IFRS 16 dès sa date d'entrée en vigueur en y impliquant les directions finances, informatiques et achats.

TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.
Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.
La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.
• Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.
• Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
• Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS 'Première application de la norme IFRS 9'

1. Classification et évaluation

1.1. Principes généraux
La norme IFRS9(*) « Instruments financiers », remplace la norme IAS39(*) « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

La nouvelle norme est organisée autour des trois axes suivants :
• Axe 1 : Classement et évaluation des actifs et passifs financiers.
• Axe 2 : Dépréciations et remplacement du modèle de pertes avérées par un modèle de pertes de crédit attendues.
• Axe 3 : Comptabilité de couverture et modification des principes de couverture.

1.2. Date d'entrée en vigueur
La norme IFRS9 est applicable aux comptes consolidés à compter du 1er janvier 2018, sans comparatif. En termes de FTA(*), l'impact des écarts de comptabilisation entre IAS39 et IFRS9 est à enregistrer en contrepartie des capitaux propres en date du 01/01/2018.

1.3. Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers
Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :
• La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
• La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

Deux principales conséquences découlent de la nouvelle méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :
• L'identification et la justification des modèles d'affaires (« Business Models ») ;
• L'analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels (« SPPI Testing »).

Ainsi, la classification proposée par IFRS 9 est plus simple et plus proche du modèle de gestion de l'entreprise. En effet, l'établissement doit déterminer le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme:
- Soit percevoir les flux de trésorerie contractuels et garder jusqu'à l'échéance (HTC : Hold To Collect) ;
- Soit percevoir les flux contractuels et vendre l'actif (HTCS : Hold To Collect and Sell) ;
- Soit vendre l'actif (HTS: Held for Sale).

Par ailleurs, pour être éligible à la comptabilisation au coût amorti, l'établissement doit déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont composés uniquement du paiement du principal et des intérêts **(« Solely Payment of Principal and Interest « SPPI »)**. Dans le cas contraire, les instruments sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur, ce qui se matérialise par l'intention de vendre un actif, et se traduit par des impacts sur le compte de résultat ou sur les réserves pour des catégories d'actifs spécifiques.

1 .4 impact du choix méthodologique de la classification sur le comparatif 2017

En application des dispositions de la norme IFRS9, notamment celles relatives au classement et à l'évaluation des instruments financiers, les états financiers consolidés du Groupe CIH BANK relatifs à l'exercice 2017 ont été élaborés en proforma dans un souci de pertinence du comparatif du bilan et du compte de résultat.

Ainsi, un reclassement a été simulé entre les capitaux propres recyclables et le résultat. Celui-ci est détaillé ci-dessous.

Les impacts FTA, quant à eux, sont présentés au bilan d'ouverture au 1er janvier 2018.

31/12/2017 Sous IAS39

31/12/2017 Sous IFRS9

2. Dépréciation des actifs sous IFRS9

2.1. Périmètre d'application

Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS9 pour le CIH concerne :
- Les créances envers la clientèle.
- Les créances envers les établissements bancaires.
- Le portefeuille titres.

S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité : Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise(BE). Les créances à la clientèle sont ainsi segmentées de la façon suivante :

Portefeuille	Classes de Risque
BPP	Crédits à l'habitat (régime spécial, régime général, conventionné...)
	Crédits consommation
	Crédits par caisse
	Cautions et CREDOC
BI	Crédits préfinancement
	Crédits terrain
	Autres crédits (CMT, SPOT,...)
	Cautions
BE	Crédits par caisse
	Crédits d'investissement
	Cautions et CREDOC

2.2. Principe de dépréciation

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origination du crédit.
Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument. Elle propose donc un modèle de dépréciation en 3 temps par phases appelées communément « Buckets » :
- Bucket 1 (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis le comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait dans une période de 12 mois après la clôture comptable.
- Bucket 2 (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit.
- Bucket 3 (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) → Comptabilisation d'un dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif financier.

Dès lors, les changements introduits par IFRS 9 imposent aux établissements de crédit de comptabiliser des dépréciations sur l'ensemble de leurs encours, ceci ayant pour conséquence une augmentation des provisions en date de première application (First Time application – FTA).

2.3. Critères de segmentation des créances :

Le principe de l'algorithme de segmentation (ou staging) est de retenir le critère le plus prudent pour l'allocation des créances de la banque selon l'arbre décisionnel suivant :

Conformément aux principes de la norme IFRS9, les règles arrêtées dans le cadre de la FTA sont les suivantes et s'appuient sur les critères énoncés ci-dessous :

CRITÈRES	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Classe BAM(*) pour les CES(*)			√
Ancienneté de l'échéance	<= à 30j	Entre 30 et 90j	> à 90j
Ancienneté de l'impayé	<= à 30j	Entre 30 et 90j	> à 90j
Ancienneté du dépassement	<= à 30j	Entre 30 et 90j	> à 90j
Ancienneté du débit	<= à 30j	Entre 30 et 90j	> à 90j
Créance en Watch-List		√	
Crédit restructuré		√	
Engagement par signature	Affecté au Bucket du compte support		
Notation(**)	de 1 à 3	Absence ou dégradation	8

(**) La mesure des risques de contrepartie au niveau de la banque repose sur un système de notation interne ; adapté à chaque typologie de clientèle, et dont le suivi de la performance est assuré par Direction des Risques. Une grille de notation est ainsi attribuée selon des règles précisées dans le référentiel de management du risque :
- Note de 1 à 3 : Portefeuille sain non sensible
- Note de 4 à 7 : Portefeuille sain sensible
- Note 8 : Créances en défaut

Les règles d'affectation des créances en « Bucket 2 » sont basées sur le principe de dégradation des notes suivant :
- Dégradation de 3 crans ou plus de la note la plus ancienne pour les classes 1, 2 et 3
- Dégradation de 2 crans ou plus de la note la plus ancienne pour les classes 4 et 5
- Dégradation de 1 cran ou plus de la note la plus ancienne pour les classes 6 et 7
- Absence d'une note ancienne pour les classes 4, 5, 6 et 7

2.4. Dérogation

Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, la Banque peut procéder au classement d'une créance dans la « Bucket » qu'elle estime appropriée. Ces cas sont documentés, justifiés et soumis au Comité Provisionnement et au Comité des Risques pour approbation. A noter, ces dérogations sont possibles à la fois pour l'amélioration comme pour la dégradation de « Bucket ».

Estimation des paramètres du modèle de dépréciation

2.5. Principe

Dans le cas des actifs financiers, une perte de crédit est la valeur actualisée de la différence entre les deux valeurs suivantes :
- Les flux de trésorerie contractuels qui sont dus à la banque selon les termes du contrat ;
- Les flux de trésorerie que la banque s'attend à recevoir.

L'estimation des pertes attendues dans une hypothèse de scénario économique S s'appuie sur la formule de calcul suivante faisant appel à différents paramètres de risques :

$$ECL^S = \sum_t \frac{EAD_t . PD_t^S . LGD_t^S}{(1+r)^t}$$

Avec :

EAD_t : exposition en cas de défaut à l'instant t,

PD_t^S : probabilité de défaut à t selon S,

LGD_t^S : perte en cas de défaut,

r : taux d'intérêt effectif de l'encours.

2.6. Paramètres de risques

Les paramètres de risques sont déterminés par la Direction des Risques en fonction des études statistiques basées sur l'historique des données de la Banque ou par l'acquisition de modèles externes. Ces paramètres de risques font l'objet d'un backtesting selon une fréquence annuelle.
Le calcul des provisions est réalisé de façon trimestrielle par la Direction des Engagement qui s'appuie sur une solution informatique développée à cet effet.

2.7. Probabilité de Défaut

La PD (*) est définie comme la probabilité que les emprunteurs fassent défaut à un horizon donné t. La PD utilisée pour l'estimation des pertes attendues en vertu des principes de la norme IFRS9 est calculée pour chaque classe homogène de risque.
Pour les actifs financiers qui sont dans le « Bucket 1 » (i.e. sains non sensibles), une PD à 12 mois est calculée soit la probabilité de défaut pouvant survenir dans les 12 mois suivant la date d'arrêté.
Pour les actifs financiers du « Bucket 2 » (i.e. sains sensibles), une PD à maturité est calculée et, par définition, les actifs financiers du « Bucket 3 » (i.e. défauts) ont une PD de 1.
Dans ce cadre, CIHBANK a choisi d'estimer la PD 12 mois via la construction de matrices de transition annuelles. Ces matrices de transition ont ensuite fait l'objet d'une approche Markovienne pour leur élévation à la puissance n afin de déterminer les PD à maturité.
Pour des cas spécifiques, la banque peut opter pour un modèle externe pour ses PD 12 mois et à maturité si l'effectif et les défauts associés présentent des observations faibles en nombre et/ou en profondeur historique.

2.8. LGD (*) ou Perte en cas de défaut

La LGD est une estimation de la perte relative à un actif financier dans le cas où survient un défaut, et ce en fonction de la valeur de recouvrement attendue.
CIHBANK a ainsi retenu une estimation de LGD fondée sur une approche dynamique faisant appel aux garanties extraites du système de gestion traitant cet aspect. La Banque n'a pas retenu l'approche forfaitaire et a adopté une LGD calculée de façon individuelle par contrat, en retenant les variables suivantes :
- La probabilité de retour en sain de l'exposition ;
- Le niveau et de la nature du collatéral éligible,
- Le taux de recouvrement attendu des autres sources de remboursement autres que les garanties
- Les perspectives économiques futures (i.e. « Forward Looking »).

Ainsi la formule de la LGD a un instant t dans une hypothèse de scénario économique S est la suivante :

$$LGD_t^S = (1 - CR).\max\ (0; 1 - T_{CA}.\left(\frac{RR_C^S}{EAD_t} + RR_0\right)$$

Avec :

CR : taux de retour en sain,

T_{CA} : taux de créance âgée,

RR_C^S : Montant du recouvrement attendu de la réalisation du collatéral selon le scénario S,

EAD_t : exposition en cas de défaut à l'instant t,

RR_0 : taux de recouvrement provenant de sources autres que les garanties.

2.9. EAD (*) ou Exposition en cas de défaut

L'EAD (exposition en cas de défaut) est l'exposition (Bilan et hors bilan) encourue par la banque en cas de défaut de son débiteur. C'est donc le montant du prêteur exposé au risque de défaut de l'emprunteur qui représente le risque que le débiteur ne remplisse pas son obligation de rembourser le créancier.
La formule de calcul de l'EAD retenue par la banque est la suivante :

$$EAD_t = (1 - RA).Bilan_t + CCF.Hors\ Bilan_t$$

Avec :
RA : taux de remboursement anticipé
CCF : Crédit conversion factor (facteur de conversion du Hors Bilan)

2.10. Le Forward looking :

Il s'agit de la prise en compte des données économiques prospectives dans le calcul des provisions en procédant à la définition des scénarios économiques et leurs impacts sur les probabilités de défaut, et ce à travers les principes suivants :
• Définition des scénarios économiques selon les critères suivants (Taux de croissance, taux d'inflation, taux de dépenses rapporté au PIB(*), taux d'épargne) ;
• Définition des corrélations entre ces critères économiques et les probabilités de défaut ;
• Modélisation des probabilités de défaut et des pertes attendus par rapport à cette corrélation ;
• Pondération des résultats par la probabilité de réalisation selon les scénarii retenus.
En complément du scénario standard utilisé pour la modélisation des paramètres du modèle (PD et LGD), deux autres scénarios ont été considérés :
• Scénario défavorable : Issu d'une projection macroéconomique défavorable induisant une augmentation des probabilités de défaut et/ou pertes en cas de défaut ;
• Scénario favorable : Issu d'une projection macroéconomique favorable induisant une diminution des probabilités de défaut et/ou des pertes en cas de défaut.
Les pondérations des scénarii sont définies suivant une approche prudente à l'égard de l'évolution des indicateurs économiques, elles se présentent comme suit :
• Scénario central : 50%
• Scénario défavorable : 40%
• Scénario Favorable : 10%

(*) Lexique :

IAS : International Accounting Standards
IFRS : International Financial Reporting Standards
SSPI : Solely Payments of Principal and Interest (caractéristiques des flux de trésorerie contractuels)
AFS : Available For Sale (disponible à la vente)
HTM : Hold To Maturity (détenu jusqu'à l'échéance)
FTA : First Time Application (première application)
HTC : Hold to Collect
HTCS : Hold to Collect & Sell
FV : Fair Value (Juste valeur)
P/L : Profit & Loss (Perte et profit)
JVOCI : Juste valeur par Other Comprenhensive Income (Juste Valeur par capitaux propre)
RR_C^S : Montant du recouvrement attendu de la réalisation du collatéral selon le scénario S,
ECL ou EL : Expected Credit Loss (Perte de crédit attendue)
EPS : Engagement Par Signature
BAM : Bank-Al-Maghrib
CES : Créance en souffrance
PIB : Produit Intérieur Brut
PD : Probabilité de défaut
LGD : Loss Given Default
EAD : Exposition At Default
RA : Taux de Remboursement Anticipé
CCF : Credit Conversion Factor (facteur de conversion)
CR : Taux de Retour en Sain,
TCA : Taux de Créance Agée, principe de prudence suivant l'ancienneté des créances en défaut
RR0 : taux de recouvrement provenant de sources autres que les garanties.
r : taux d'intérêt effectif de l'encours.

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.
Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.
Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENRTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :
• une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
ou
• une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
• il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
ou
• le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante
Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:
• prime de fin de carrière ;
• prime d'ancienneté ;
• indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2018

Principales hypothèses retenues

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Décembre-18	31-Décembre-17	31-Décembre-18	31-Décembre-17
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,40%	5,30%	4,80%	4,80%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	2 042	1 854	2 042	1 854
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,1% et 1,4%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.
Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires », ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».
Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017.
L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.
Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.
Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPÔT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.
Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.
La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.
Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :
- le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ; ou
- le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.
Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.
Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).
Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.
Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

Regroupements d'entreprises

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :
- la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;
Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.
Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.
Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

Goodwill

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

Recours À des estimations

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.
Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.
Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :
- Provisions pour dépréciation des créances clients ;
- Goodwill ;
- Provisions pour risques et charges ;
- Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure **'Entité Structurée'** : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts. Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.
La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.
En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :
1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams..
En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2018*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1 500	404,7
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1 200	303,5

* En millions de dirhams

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :
• L'activité banque ;
• L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
• Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.
Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

• La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

• Modalité d'exercice de la Direction Générale :
- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.
Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.
Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.
Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.
Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

Rôle de la direction générale

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.
La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Les structures
• Le pôle Risques composé de la Direction des Engagements et la Direction des Risques ;
• Le Pôle Conformité ;
• La Direction de l'Audit et de l'Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale
• Le Comité de Management des Risques ;
• Le Comité du Contrôle Interne ;
• Le comité de pilotage des risques de crédit ;
• Le Comité des Engagements ;
• Le Comité de Recouvrement ;
• Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
• Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
• Le Comité de Suivi du Contentieux ;
• Le Comité de Provisionnement ;
• Le Comité ALM ;
• Le Comité de Conformité ;
• Le Comité des risques opérationnels.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

Identification

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

Mesure

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.
Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.
Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.
Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

Maîtrise

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiés à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites
L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.
Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence
Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'exploitation (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

Contrôle et surveillance
Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Eléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

Le CIH a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadrées par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits.

a. Principes de base régissant l'activité de crédit
L'activité de crédit au CIH Bank s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants:
• Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.
• système de délégation de pouvoir approprié.
• Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

b. Politiques Risques
La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par ensemble de politiques risques organisées en une politique risque mère et des politiques risques par thème.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risque opérationnel, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :
- Politique Risque Banque de l'entreprise ;
- Politique Risque Banque de l'immobilier ;
- Politique Risque Banque des particuliers ;
- Politique Risque marché des professionnels ;
- Politique de provisionnement ;
- Charte des risques sensibles.

c. Comités Crédit
Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité crédit. On distingue entre:
• Les comités d'octroi, notamment :
  - Comités Banques de l'Entreprise
  - Comité Banque de l'Immobilier
  - Comité Banque de Détail
  - Comité Stratégique
  - Comité des Engagements
• Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
  - Comité de provisionnement
  - Comité grands risques
  - Comité risques sensibles
  - Comité de pilotage risque de crédit
  - Comité Management des risques.
• Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques.

d. Procédures Engagements
Le processus d'octroi de crédit chez CIH Bank est encadre par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose en autre sur les principes suivants :
- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision via le Comité Compétent,
- Respect de nos politiques risques,
- Respect du système de délégation des pouvoirs.
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches:
- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements;
- Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
- Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
- Déblocage/ Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.
Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

e. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit
De part l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé. La banque vise à généraliser cette approche aux autres activités.

f. Surveillance et pilotage du risque de crédit

Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit
Le suivi au niveau central des engagements de la banque est assuré par la Direction des Risques et la Direction des Engagements.
Pour assurer le suivi des engagements, la Direction des Engagements est supportée par les entités :
Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, Analyse du risque de contrepartie, Pilotage du risque de contrepartie, Expertise et suivi technique des projets immobiliers.
Le suivi, sur base agrégée, du risque de crédit est assuré par la Direction des Risques, au travers des trois entités suivantes : Modélisation et Notation interne, Reporting réglementaire fonds propres et ratio de solvabilité, Politiques et suivi des risques.

Dispositif de suivi du risque de crédit
Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agrégée à travers:
- L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement;
- La renotation annuelle du portefeuille de crédits ;
- Le suivi technique des projets immobiliers;
- La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit ;
- Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers;
- Le suivi des seuils réglementaires, des limites internes, des limites groupe, des ratios prudentiels et du coût du risque;
- Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
- Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reporting sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

Système de notation de la banque
CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, et la Promotion Immobilière.
Toutefois, afin de couvrir tout le périmètre par le système de notation et accompagner le développement de la banque, les modèles de notation pour les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit sont mis en place en S2 2018.
Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client et donnant une indication sur la tarification.
Le modèle de notation pour les entreprises est à dires d'expert et est actuellement en cours d'audit et de mise à jour avec la contribution de un cabinet externe.
La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II. La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie. Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque sur la base des données mises à jour mensuellement.
Le modèle de notation pour les entreprises est à dires d'expert et fait l'objet d'audit et de mise à jour périodique. Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, et de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité, de son comportement et l'historique de la relation avec la banque. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.
Le modèle de notation de la Promotion immobilière est à dire d'expert. La note étant la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite par le Middle office de la banque de l'immobilier à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.
Les dossiers sont notés et par les commerciaux et par les équipes engagements, et sont validés par les comités compétents.
La dégradation des notes est un critère d'inscription au comité risques sensibles et d'inscription en buket 2 et buket 3 selon la norme IFRS 9.
Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue.
L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.

Revue des garanties
Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction des engagements lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

Dispositif de suivi du risque de concentration
La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.

Limites fixées en termes de risque de crédit
Le suivi du risque de crédit et de concentration est étoffé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus du Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR):
- Limites par segment : des limites sont fixées pour la branche entreprise, et la branche promotion immobilière en pourcentage des fonds propres.
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limité de contrepartie (activité de marché).

Ces limites sont validées par les Comités Compétents. La politique de risques du CIHBANK prévoit une révision annuelle éventuelle ou à l'occasion de tout changement dans les spécificités relatives à l'activité du crédit ou à l'aversion de la banque au risque de crédit.

Processus de traitement des créances sensibles

La Direction des Engagements procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.
Les risques de crédit devenus sensibles sont recensés trimestriellement en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis, alimentant la Watch-List des risques sensibles de la Banque. Ils font l'objet de fiches établies par les métiers et sont présentés par ces dernièrs à un Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions.
Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.
En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une l'analyse par le Comité de suivi des Affaires Spéciales et le Comité de Suivi du recouvrement amiable et contentieux.

Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires à risque significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

Système de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle. En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, Banque de l'Immobilier, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.
Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune desdites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement;
Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex: incidents de paiement) ou externe (ex: Centrale des risques), la notation/score. Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent;
Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...);
L'avis réservé ou défavorable du Pôle Risques/Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

II. RISQUE OPERATIONNEL

Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

a. Principes de Gestion des Risques Opérationnels

Les Principes directeurs de Gestion des Risques Opérationnels se déclinent comme suit :
- La Gestion des risques opérationnels est la responsabilité de tous ;
- L'approche par les processus et l'unicité du référentiel ;
- Articulation des contrôles ;
- La hiérarchisation des risques opérationnels ;
- La gestion des risques opérationnels est un processus intégré aux autres processus ;
- Le processus de gestion des risques opérationnels est un processus évolutif, en amélioration constante ;
- La gestion des risques opérationnels est un processus supervisé ;
- Le processus de gestion des risques opérationnels est auditable.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Risques Opérationnels, au Comité Management des Risques et au comité Risques, ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

b. Politiques et procédures risques opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison le politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.
Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.
Aussi, les risques opérationnels de type interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

c. Processus de gestion des risques opérationnels

La Direction des Risques rattachée au Pôle Risques est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers:
- L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
- Le traitement des risques opérationnels ;
- Le suivi du risque opérationnel.

Ce processus est intégré dans un progiciel qui est déployé depuis début 2011.
Pour assoir ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :

Collecte des incidents

La collecte des incidents inclut, d'un côté, les incidents à impact financier notamment sur la base des pertes, des charges courantes et non courantes et des mouvements opérés sur les provisions. Ainsi que les incidents à impact d'image notamment sur la base de l'analyse des réclamations clients selon une vision risque opérationnel:

Collecte des Indicateurs clés « KRI »

L'objectif de ce dispositif est de suivre des indicateurs chiffrés susceptibles de donner des informations sur l'environnement de risque et de contrôle (à priori et à postériori) avec comme objectifs :
- Avoir des indicateurs pertinents observés ou calculés pour qualifier et quantifier la présence du risque opérationnel ;
- Permettre au Management et au Risk Manager de compléter et contrôler les informations qui remontent dans la base incidents et d'évaluer la pertinence du dispositif de maîtrise des risques mis en place ;

Cartographie des risques opérationnels

CIH BANK a mis en place une cartographie des risques opérationnels qui s'appuie sur la cartographie des processus de la banque. Cette cartographie a fait l'objet d'une mise à jour en 2017 pour l'ensemble des processus métiers. La refonte de la partie concernant les processus de support et de pilotage est achevée en 2018.
CIH BANK a finalisé la mise à jour de sa cartographie risques opérationnels en avril 2017 pour l'ensemble des processus métier. Ce dispositif permet de fiabiliser les risques opérationnels déjà inventoriés, en intégrant les contrôles visant à les maîtrise, d'identifier les risques résiduels devant faire l'objet d'un suivi et d'intégrer de nouveaux risques liés à l'évolution de l'activité du CIHBANK.

Le livrable de cette mise à jour contient :
- La description des processus ;
- Les risques opérationnels ;
- Les types de risques opérationnels ;
- Les types d'impacts détaillés ;
- Les contrôles de premier et deuxième niveau ;
- L'évaluation des risques bruts (historique, projective, et prudente);
- L'évaluation des dispositifs de contrôles associés à chaque risque ;
- L'évaluation des risques résiduels.

Les risques forts et majeurs font l'objet d'un suivi à travers des plans d'atténuation.

Couverture des processus comptables par le dispositif de gestion des risques opérationnels

Les processus comptables font partie du périmètre couvert par la cartographie des risques opérationnels et sont revus en T3 2018 ainsi que par le dispositif du contrôle permanent.

Sécurité SI

CIH BANK a mis en place un dispositif de sécurité SI comprenant notamment :
Les contrôles sont intégrés au fonctionnement courant des opérations d'administration des SI. Ces contrôles sont réalisés systématiquement par les personnes attributaires des tâches d'administration ou de supervision. Ces derniers assurent la surveillance et la maîtrise des risques liés aux opérations qu'ils réalisent au titre de leurs fonctions.

Ces contrôles sont intégrés au niveau de l'outil d'automatisation des contrôles internes et sont alimentés régulièrement par les unités opérationnelles.
Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des audits de sécurité et des tests d'intrusion sont réalisés chaque année en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière. L'objectif étant d'évaluer en continu le niveau de sécurité des plateformes et applications de la banque et en particulier celles exposées sur Internet, et le cas échéant entreprendre les actions correctives nécessaires pour pallier aux faiblesses constatées

Un volet cybercriminalité est suivi au niveau des comités risque opérationnel et comité risques.

g. Le plan de Continuité des Activités

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement...

Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

III. RISQUE DE MARCHE

a. Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :
• Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Stratégie et Politique Risques

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK met actuellement en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de change, et de contrepartie.
L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

b. Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de marché sont organisées autour de trois entités distinctes :
- Le Front Office (Salle Des Marchés) : rattaché à la Banque de l'Entreprise ;
- Le Middle office : rattaché à la Direction des risques ;
- Le Back Office : rattaché à la Direction Flux et traitements ;
- Direction des risques/risque de marché.

Rôle de la Salle Des Marchés

La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

Rôle de la Direction des Risques

En plus des actions réalisées par le middle office, notamment le contrôle des résultats et des opérations effectuées par la Salle des Marchés (procédures, réglementation, etc...), du suivi des limites et production des reporting réglementaires et internes et la production des alertes, la Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

Dispositif de gestion des risques de marché

CIH BANK dispose de :
- Un portefeuille de négociation,
- Un portefeuille d'investissement,
- Un portefeuille de placement.

Un Comité de placement hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse des placements. Aussi, un suivi de la position de change de la banque est-il effectué régulièrement par rapport au seuil réglementaire requis pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de change.
Des limites de contrepartie sont fixées pour le dirham, le change au comptant, le change à terme et la position de change. Les limites sont suivies et contrôlées par le Middle Office.

Risque de règlement-livraison

Le risque de règlement-livraison représente le risque que, lors du dénouement d'une opération sur un marché financier, une défaillance empêche la contrepartie de livrer le produit, alors que le CIH a déjà honoré ses engagements envers cette dernière.
Ce risque est encadré par des limites par contrepartie.

Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part.

Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

Analyse du portefeuille des engagements

• Répartition des encours de crédit par marché et par nature de crédit
La répartition de l'encours global des crédits par marchés de clientèle, au 31 Décembre 2018, reflète :
- le positionnement stratégique de la banque autour du financement des besoins des particuliers et de la famille puisque les crédits aux particuliers représentent 41,05% du total des encours hors contentieux ;
- la forte concentration de l'activité de crédit à l'habitat, dans la mesure où les crédits à la construction et à l'acquisition de logements représentent 98,3% des encours aux particuliers hors contentieux;

Dans le domaine de la promotion immobilière, les deux régions du Grand Casablanca et du Rabat et région concentrent plus de la moitié de l'encours global (PI hors contentieux) des crédits.

• Qualité du portefeuille de crédit
Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 3,4 milliards de Dirhams au 31 décembre 2018.

Le taux de CES s'établit à 5,8% au 31 décembre 2018 (En créances nettes d'agios réservés).

RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

Au 31 Décembre 2018, en application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels du CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires arrêtés sur base consolidée s'établissent à 7,4 milliards de dirhams.
Les fonds propres de catégorie 1 s'établissent 3,9 milliards de dirhams intégrant 3,44 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 925 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 389 millions de dirhams d'intérêts minoritaires. Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent du Goodwill pour un montant de 299 MDH, la participation mise en équivalence pour 473 MDH, les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 274 millions de dirhams et 46 MDH relatives aux ajustements découlant des filtres prudentiels.

L'application des dispositions transitoires afférentes aux impacts du FTA de la norme IFRS 9 a généré l'intégration de 183 MDH correspondant à 80% du montant résultant de la différence entre le montant des provisions calculé sous la norme IAS 39 au 31 Décembre 2017 et celui calculé selon la norme IFRS 9 au 01/01/2018.

Avec l'application du lissage de l'impact du FTA de la norme IFRS 9, Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 9,48% au lieu de 9,08% .

Les fonds propres de catégorie 2 s'établissent à 3,07 milliards de dirhams composés principalement d'emprunts obligataires pour un montant de 3,15 milliards de dirhams. Les déductions opérées sur les fonds propres de catégorie 2 concernent les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 30 millions de dirhams et la participation mise en équivalence pour un montant global de 47 millions de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 16,16% contre 15,76% sans l'application du lissage de l'impact du FTA de la norme IFRS 9.

En KDH	31 Décembre 2018
Fonds Propres CET1	3 855 198
Fonds Propres TIER 1	4 355 499
Fonds Propres TIER 2	3 070 944
Fonds Propres Admissibles	7 426 443
Total des Actifs Pondérés	45 955 409
Risques de Crédit pondérés	40 946 363
Risques de Marché pondérés	1 172 925
Risques Opérationnels pondérés	3 836 121
Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8%)	8,39%
Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9%)	9,48%
Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12%)	16,16%

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin Décembre 2018 représentent 40,95 milliards de dirhams soit 89% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 3,28 milliards de dirhams.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin Décembre 2018, les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 94 Millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 3,8 milliards de dirhams au 31 Décembre 2018 pour une exigence en fonds propres de 307 millions de dirhams.

ELEMENTS D'INFORMATION SUR BASE INDIVIDUELLE DES FILIALES SIGNIFICATIVES

La filiale établissements de crédits du CIH BANK à savoir SOFAC CREDIT déclare, sur base sociale son ratio de solvabilité à Bank-Al-Maghrib en respect des circulaires 25/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur le risque de credit.et de la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit.

Les fonds propres réglementaires de SOFAC CREDIT s'établissent à 639 Millions de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élèvent à 4,57 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 13,98%.

INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 660 808 500 dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 26 608 085 (Vingt Six Millions Six Cent Huit Mille Quatre Vingt Cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

Politique de conformité de l'établissement

En vue de se conformer aux dispositions réglementaires en matière de contrôle interne et de conformité, la banque a mis en place une fonction conformité (Pôle Conformité), relevant de la Direction Générale. Le Pôle Conformité veille au respect des lois, règlements, normes et usages professionnels, règles de déontologie et procédures internes. Ces attributions se présentent comme suit :
- Veille réglementaire ;
- Identification et mise sous contrôle des risques de non-conformité ;
- Agrément de conformité sur les nouveaux produits commerciaux et les nouveaux process de la banque ;
- Obligation de vigilance en matière de prévention du blanchiment des capitaux ;
- Prévention du délit d'initié et des conflits d'intérêts ;
- Relevé des insuffisances identifiées en matière de Conformité et suivi jusqu'à régularisation ;
- Devoir d'alerte ;
- Relations avec les régulateurs pour les aspects relevant de la conformité ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations des instances internes et externes pour les aspects d'ordre réglementaire ;
- Diffusion de la culture de conformité.

Compte tenu de ces attributions, l'organisation du Pôle Conformité comprend trois entités :
- La Direction Conformité Normative ;
- L'entité Contrôle Permanent ;
- L'entité Sécurité Financière.

Le système de contrôle interne de CIH Bank comprend 3 niveaux, à savoir :

Contrôle de 1er niveau consistant dans :
- La Surveillance Permanente ou l'autocontrôle : Ce système de contrôle consiste, en plus des contrôles au fil de l'eau prévus par les notes de procédures, en la réalisation périodique de certaines vérifications effectuées par les opérationnels et leurs hiérarchies au niveau des agences et des entités du siège. Il vise à garantir la régularité et la sécurité des opérations qu'ils réalisent ;
- Les contrôles inter-entités effectués par les entités de back-office et consistent en des vérifications opérées lors des phases initiation ou exécution, et ce avant la prise de décision.

Contrôle de 2ème niveau qui comprend :
- Le contrôle de la conformité réglementaire, assuré par le Pôle Conformité ;
- Le contrôle des Engagements, assuré par la Direction des engagements ;
- La maîtrise et la surveillance des risques bâlois assurée par la Direction des Risques ;
- Le contrôle de la fiabilité et l'exhaustivité des données comptables et financières assuré par la Direction de la Comptabilité ;
- Le contrôle de la sécurité informatique, assuré par le RSSI (Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Informations).

Le 3ème niveau de contrôle incombe à la Direction de l'Audit Interne qui s'assure de la cohérence d'ensemble et de l'efficacité du système de contrôle interne.

Ce dispositif peut être schématisé comme suit :

Source : CIH Bank

VOLET ETHIQUE ET DEONTOLOGIE

L'éthique et la déontologie représentent un fort engagement collectif chez CIH Bank qui a établi, à cet égard, un code de bonne conduite, mettant en exergue les valeurs à respecter par le personnel et qui ont pour noms : l'intégrité, le professionnalisme, la loyauté, la méritocratie et la solidarité. En plus des règles générales visant à préserver un bon climat social, ce code traite des sujets précis tels que le secret professionnel, la protection des données personnelles, la lutte contre les abus de marché, la gestion des conflits d'intérêts, la prévention du blanchiment de capitaux et la préservation du patrimoine de la banque. Il a été diffusé auprès de tous les employés qui ont signé un acte par lequel ils expriment leur adhésion et s'engagent à observer ses dispositions, et surtout à s'imprégner de son esprit dans leur travail quotidien. Des formations sont également organisées sur ce thème au profit des nouvelles recrues pour leur transmettre les principes fondamentaux qui sous-tendent la vie au CIH Bank et leur assurer une bonne intégration.

De même, en tant que société cotée, CIH Bank a mis en place une charte de lutte contre le délit d'initié, laquelle définit les engagements à la charge des personnes en position d'initiés permanents ou occasionnels, tels que définis par les circulaires de l'AMMC. Les personnes concernées ont reçu ce document et s'engagent, par acte signé, à en respecter la teneur.
Enfin, dans une démarche volontariste et en vue promouvoir les valeurs d'intégrité et de transparence, CIH Bank a soumis depuis 2011 les responsables, à partir du grade de Directeur de Pôle, à la procédure de déclaration volontaire de patrimoine, en vertu de laquelle ils communiquent régulièrement à la Cour des Comptes leurs revenus et leurs biens et avoirs, mobiliers et immobiliers, conformément à la législation en vigueur.

Pour s'assurer de la traduction dans les faits de ces valeurs d'éthique et de déontologie, des dispositifs ont été mis en place. Une entité dépendant du Pôle Conformité est chargée d'animer les activités liées à ce volet, par le truchement d'actions périodique de sensibilisation. Et pour faciliter la remontée des dysfonctionnements, tous les documents de référence (codes, chartes, politiques, etc.) confèrent au personnel le devoir d'alerte. Sur le plan du contrôle, les responsables sont tenus, dans le cadre de la Surveillance permanente, de remonter au Pôle Conformité les incidents éventuels détectés au cours de la période dans leurs entités respectives. Les dispositifs de contrôle permanent de 2ème niveau, de traitement des réclamations, de Médiation Interne et d'Inspection Générale concourent aussi à la détection éventuelle des comportements déviants qui sont présentés à une structure dépendant de la Direction Générale de la Banque, le Comité administratif, qui prend des sanctions en cas d'irrégularités avérées. L'objectif étant de consolider en permanence notre capital Confiance tant en interne que vis-à-vis de nos clients, de nos autres partenaires et du public.

LUTTE CONTRE LES CONFLITS D'INTERETS

En vue de raffermir les valeurs de transparence, de probité et d'indépendance, CIH Bank a mis en place une charte de lutte contre les conflits d'intérêts qui a été approuvée par son Conseil d'Administration en Mars 2011. Elle matérialise l'engagement de l'ensemble des acteurs de la banque de respecter les règles à même de leur permettre de mieux gérer les situations de conflits d'intérêts.

En application de cette politique, des dispositifs ont été mis en place pour préserver l'indépendance de jugement des administrateurs, des dirigeants exécutifs, des cadres et des employés de la banque.
Sur le plan de l'organisation, un recueil des missions et attributions des entités est mis en place, la règle de séparation des tâches et des responsabilités incompatibles est observée, la collégialité est érigée en tant que principe de base dans la prise de décision et l'indépendance hiérarchique des entités de contrôle est assurée.

Pour ce qui a trait aux procédures, les dispositions légales régissant les conventions réglementées sont strictement observées, la règle du double regard est établie et l'obligation de soumettre la décision à l'échelon supérieur est instituée à chaque fois qu'un employé traite une demande qui le concerne personnellement ou l'un de ses proches.

En ce qui concerne les activités commerciales, des prescriptions strictes sont établies, dont la primauté des intérêts du client sur ceux de la banque ou de l'employé, le droit à l'information, l'égalité de traitement et le respect des lois et des réglementations, des règles d'éthique et de déontologie, des procédures internes et des pratiques de la profession.

De même, le devoir d'alerte est conféré à l'ensemble des employés par les documents de référence de la banque tels que les codes, les chartes et les politiques. Les missions de revue réalisées par les commissaires aux comptes et les contrôles assurés par des entités indépendantes, notamment l'Audit Interne, la Conformité, les Engagements et la Comptabilité, veillent au respect des principes liés aux conflits d'intérêts qui visent à préserver une relation saine de la banque avec tous ses partenaires et favoriser ainsi la création de richesses de façon loyale et pérenne, au profit de toutes les parties.

Dispositif de Gouvernance de CIH BANK

Depuis Mai 2009, CIH Bank a adopté un nouveau mode de gouvernance qui a consisté dans :
• La transformation juridique de CIH Bank en Société Anonyme à Conseil d'Administration, au lieu et place de la SA à Directoire et Conseil de Surveillance, à partir du 28 mai 2009 par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2009 ;
• La décision du Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Président Directeur Général.
Dans ce sillage, le Conseil d'Administration du 25 Novembre 2009 a :
• Définit la composition des comités techniques émanant du Conseil d'Administration :
- Comité de Nomination et de Rémunération ;
- Comité Stratégique ;
- Comité d'Audit.
• Approuvé un partage de délégations de pouvoirs de décision entre le Comité Stratégique et le Président Directeur Général, en matière :
- D'octroi de crédit ;
- D'investissement ;
- De traitement amiable et transactionnel des dossiers des créances en souffrance ;
- De cession des actifs immobiliers.

Lors de la réunion du Conseil d'Administration du 23 juin 2010, CIH Bank a présenté son dispositif cible de gouvernance d'entreprise, en complément du plan stratégique 2010-2014.

Ce dispositif vise à doter la banque d'un système de gouvernance conforme aux normes légales et réglementaires et aligné sur les meilleures pratiques, dans le but d'en faire un facteur clé de succès pour la réalisation d'une croissance saine et sécurisée de la banque, conformément à ses objectifs stratégiques.
Le dispositif de gouvernance d'entreprise s'articule autour de 4 modules :
• Module 1 :Organisation – Missions et attributions – Fiches de poste
• Module 2 : Système de décision et de délégation des pouvoirs
• Module 3 : Gestion collégiale
• Module 4 : Supervision et pilotage

Par ailleurs, et pour permettre d'assurer un suivi du déploiement de ce dispositif cible de Gouvernance d'entreprise, une « Matrice cible de gouvernance d'entreprise » a été définie.

Cette matrice est mise à jour annuellement pour mesurer l'écart entre les travaux réalisés et le dispositif cible de Gouvernance d'Entreprise.

I. Organisation – Manuel des missions et attributions

1. Organisation

La nouvelle organisation de CIH BANK a été déclinée début 2010. Elle s'est traduite par :
• La création de 3 métiers commerciaux :
- La Banque des Particuliers et des Professionnels ;
- La Banque de l'Immobilier ;
- Et La Banque de l'Entreprise.
• La restructuration de la fonction recouvrement ;
• Le rattachement au Président Directeur Général des fonctions de contrôle, Capital Humain, communication et marketing, qualité et Gouvernance ;
• Le rattachement au Directeur Général Délégué des fonctions risques, finances et support.

2. Manuel des Missions et Attributions

Ce manuel est le complément de l'organisation en vigueur. Il définit le rôle, les attributions et les responsabilités des différentes structures de la banque en vue d'une meilleure complémentarité et d'une plus grande synergie.

Les missions se déclinent en attributions d'ordre général et en attributions spécifiques à chaque entité, compte tenu du rôle qu'elle est amenée à jouer dans le modèle opérationnel de la banque.

Les attributions générales consistent en un certain nombre de principes qui concernent l'ensemble des Responsables, indépendamment de leurs fonctions propres : il s'agit de principes communs, relatifs au management de l'entité d'une façon générale (Réalisations des objectifs, gestion des équipes, respect des saines pratiques de gestion, relations avec les autres entités, qualité de service rendu à la clientèle de façon directe ou indirecte, etc.).

Les attributions spécifiques ont trait à chaque entité en particulier, compte tenu de son périmètre d'intervention et de la particularité du métier concerné.

Le manuel des missions et attributions constitue le cadre dans lequel s'exercent les délégations de pouvoirs conférés dans le système délégataire de la banque (voir module 2 ci après) . Il est périodiquement mis à jour en fonction de l'évolution de l'organisation de la banque.

Ce manuel est complété par un manuel des « Fiches de poste » qui décline les attributions au niveau le plus détaillé: le poste de travail.

II. Système de Décision et de Délégation des Pouvoirs

Le Système Délégataire décrit l'ensemble des délégations de pouvoirs conférées aux mandataires de la banque. Il est régi par un certain nombre de principes qui ont présidé à son élaboration et qui en précisent les modalités d'exécution.

Le système de décision a pour objectif de sécuriser le process décisionnel de l'entreprise en veillant à trouver un juste équilibre entre:

• l'impératif de conférer aux mandataires une marge de manœuvre décisionnelle, notamment en matière d'engagements pris à l'égard des tiers, au nom de l'entreprise, pour permettre la réalisation des objectifs commerciaux;
• l'impératif de sécuriser les engagements de l'entreprise en introduisant des jalons appropriés pour le contrôle à priori ou à postériori des risques induits par ces engagements.
• Le système de décision est un élément du dispositif du contrôle interne de l'entreprise.

- La délégation de pouvoirs émane du Président Directeur Général. Elle est conférée à titre intitue personae au mandataire concerné ;
- Elle fait l'objet d'une formalisation écrite en vue d'en préciser l'étendue et faciliter le contrôle de son exercice ;
- Elle doit être exercée par le mandataire, dans le cadre de ses attributions, en toute responsabilité, diligence et vigilance pour servir au mieux les intérêts de la banque ;
- La délégation est déclinée pour chaque ligne métier de la banque comme suit :
• Les pouvoirs de la Banque des Particuliers et des Professionnels ;
• Les pouvoirs de la Banque de l'Immobilier ;
• Les pouvoirs de la Banque de l'Entreprise ;
• Les pouvoirs en matière de recouvrement ;
• Les pouvoirs en matière d'achats ;
• Les pouvoirs des autres entités du siège ;
- Les délégations de pouvoirs se décomposent en 3 catégories.

Les pouvoirs de décision
- La délégation de pouvoirs de décision est conférée dans le cadre de limites internes, en fonction du domaine d'activité concerné ;
- La délégation des pouvoirs de décision est exercée par le délégataire soit directement, soit dans le cadre de comités prévus à cet effet et ce, conformément aux règles de prise de décision spécifiques à chaque domaine d'activité ;
- En cas d'absence d'un mandataire, ses pouvoirs sont exercés par un intérimaire nommément et formellement désigné, ou à défaut par son supérieur hiérarchique direct.

Les pouvoirs de signature
- Les pouvoirs de signature portent sur la signature d'actes engageant la banque vis-à-vis des tiers ;
- Ces pouvoirs s'exercent dans le strict respect des pouvoirs de décision dont ils constituent la formalisation et auxquels ils ne se substituent pas ;
- Les pouvoirs de signature doivent être exercés dans le respect de la règle de la double signature des mandataires habilités.

Les pouvoirs de représentation
- Les pouvoirs de représentation visent à permettre à des responsables de la banque de la représenter vis-à-vis des tiers ;
- Toute opération de représentation non prévue dans les recueils des pouvoirs doit faire l'objet d'un acte de pouvoir spécial émanant du Président Directeur Général ou d'un Directeur Général Délégué.

III. Gestion collégiale (les comités internes)

• La gestion collégiale se matérialise à travers la création d'un certain nombre de comités internes à la banque.
• Ces Comités sont des instances d'échange d'informations et de prise de décisions, élargies aux responsables métiers concernés par les sujets traités ;
• Ils sont présidés par le Président Directeur Général, ou par tout autre Responsable de la banque désigné par lui ;

• Les Comités sont régis par des Chartes qui en précisent les domaines de compétence, les attributions, la composition et les règles de fonctionnement ;
• Chaque comité est animé par une Direction métier qui en assure le secrétariat ;
• La planification et la coordination entre les différents comités sont assurées par le Secrétariat Général Groupe.
En fonction de leurs compétences, les Comités internes sont regroupés comme suit :
- Les Comités de Supervision
- Les Comités de Gestion Opérationnelle
- Les Comités par Pôles Métiers
- Les Comités Régionaux
- Les Comités prévus par le Code du Travail

Gestion collégiale - Comités de supervision

Comités	Mission	Fréquence
Comité de Direction Générale	Cadre d'informations, d'échange et de concertation entre les principaux responsables de la banque, portant sur des thèmes relatifs à la mise en œuvre de la politique générale de la banque	Hebdomadaire
Comité Commercial	En charge de valider les plans d'actions commerciaux de la Banque des particuliers et des Professionnels en fonction de l'évolution des orientations stratégiques et de l'environnement concurrentiel. Assure le suivi des réalisations commerciales. Ce Comité se réunit trimestriellement avec la présence des Directeurs Régionaux.	Hebdomadaire/ Trimestriel
Comité Organisation et Système d'information	Assure le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de la banque en matière de Système d'Information ;	Mensuelle
Comité de Management des Risques	En charge du suivi des risques de la banque, notamment les risques de crédit, de marché, risques opérationnels...	Trimestrielle
Comité de Contrôle Interne	Vérifie la correcte couverture du périmètre de CIH BANK et de ses filiales par le dispositif de contrôle interne.	Trimestrielle
Comité de suivi des Affaires Spéciales	Examine l'évolution du recouvrement des clients contentieux historiques de la banque.	Mensuelle
Comité de suivi du recouvrement et du contentieux	Examine l'évolution de l'activité de Recouvrement des créances en situation contentieux ou amiable	Trimestrielle
Comité Qualité	Veille au respect des normes qualités, instituée par la banque.	Trimestrielle

Gestion collégiale - Comités Risques

Comités	Mission	Fréquence
Comité des Engagements	Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes et le réaménagement des conditions de prêts.	Hebdomadaire
Comité de Recouvrement	Statue sur les propositions de plans d'apurement, de règlements transactionnels, de restructurations, des créances en recouvrement amiable ou judiciaire	Hebdomadaire
Comité de pilotage des risques de crédit	Il valide les principaux indicateurs de mesure des risques de crédit qui lui sont proposés par la Direction des Risques.	Trimestrielle
Comité des grands risques	Examine l'exposition aux grands risques au regard des engagements globaux ;	Trimestrielle
Comité des risques opérationnels/ Conformité	En matière de risques opérationnels, il a pour objet d'identifier les risques opérationnels et valider l'organisation et les moyens à mettre en œuvre pour assurer leur gestion. En matière de conformité, il est en charge de l'élaboration de la politique Conformité de la banque et du suivi du risque de non-conformité.	Mensuelle
Comité de Suivi des risques sensibles	Il examine la situation des clients (ou groupe de clients), non contentieux repris dans la watch-list et qui présentent des critères de dégradation de la qualité des risques.	Trimestrielle
Comité de provisionnement	En charge d'examiner les dotations aux provisions du trimestre et de l'exercice.	Trimestrielle
Comité ALM	En charge de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de gestion Actif- Passif	Trimestrielle

Gestion collégiale - Comités de gestion

Comités	Mission	Fréquence
Comité Administratif	En charge de la définition, de la mise en place et de l'évaluation de la politique générale de l'institution tant en matière de ressources humaines et de gestion du patrimoine, qu'en matière de moyens généraux nécessaires au développement de l'institution aussi bien sur les plans quantitatif que qualitatif.	Hebdomadaire
Comité Produits	statue sur les nouveaux produits et services à mettre en place dans le cadre du développement des activités de la banque.	Trimestrielle
Comité de Trésorerie	En charge du suivi de la gestion de la trésorerie de la banque.	Trimestrielle
Comité de suivi des opérations d'assainissement	En charge du suivi du plan d'assainissement du passif de certaines activités, notamment dans les domaines suivants : garanties, suspens, comptes en sommeil..	Trimestrielle
Comité de suivi des Activités Non Bancaires	Ce Comité est une instance en charge du suivi des activités non bancaires de la banque.	Trimestriel
Comité Gestion Relation Clientèle	A pour mission de veiller sur l'efficience du processus de traitement des réclamations de la clientèle et l'amélioration des process qui sont à leur origine.	Mensuel
Comité PHE	Il statue, dans le cadre des limites de compétence fixées en matière de cession du patrimoine hors Exploitation relevant de son domaine de compétence.	Trimestrielle
Comité Multi canal	A pour objectif d'assurer le suivi et la coordination des travaux de mise en œuvre de la stratégie « multi-canal » de CIHBANK.	Mensuel

Gestion collégiale - Comités délégataires des Pôles Métiers

Comités	Mission	Fréquence
Comité de Crédit Banque des Particuliers et des Professionnels	Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes, les modifications de conditions de prêts de la clientèle des Particuliers et professionnels, dans les limites de compétence fixées par le système de délégation de la banque.	Hebdomadaire
Comité de Crédit Banque de l'Immobilier	Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes, les modifications de conditions de prêts concernant la clientèle des promoteurs immobiliers et ce, dans les limites de compétence fixées par le système de délégation de la banque.	Hebdomadaire
Comité de Crédit Banque de l'Entreprise	Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes, les modifications de conditions de prêts concernant la clientèle des entreprises et ce, dans et ce, dans les limites de compétence fixées par le système de délégation de la banque.	Hebdomadaire
Comité Central de Recouvrement	Statue dans le cadre des limites de compétences fixées par le système de délégation sur les propositions de plans d'apurements, de règlements transactionnels, de restructurations des créances en recouvrement amiable ou judiciaire	Hebdomadaire
Comité des Prêts au Personnel	Statue, dans le cadre des limites de compétence fixées par le Président Directeur Général et conformément aux règles et normes en vigueur, en matière de prêts accordés au personnel en activité.	Hebdomadaire

Gestion collégiale - Comités Régionaux

Comités	Mission	Fréquence
Comité Régional	Assurer le suivi des réalisations commerciales régionales ; Traiter toute question d'ordre administratif ou logistique relatives à la région ; Surveiller l'évolution des créances relatives aux dossiers de crédits de la région.	Mensuelle
Comité de Coordination Régionale	Développer la synergie et la complémentarité régionale entre les différents métiers commerciaux de la banque (Banque des Particuliers et professionnels/Banque de l'Immobilier/Banque de l'Entreprise).	Hebdomadaire
Comité Régional de Crédit	Traitement des crédits relevant de la compétence du Directeur Régional.	Quotidienne

IV. Supervision et pilotage

Le dispositif de supervision et de pilotage est composé des organes sociaux de la banque qui sont :
• Le Conseil d'Administration
• Les comités techniques émanant du Conseil d'administration
• La Direction Générale de la banque

En sus des dispositions légales et réglementaires précisant les attributions et les responsabilités de l'organe d'Administration et de l'Organe de Direction, le Conseil d'Administration du 18 Décembre 2013 a adopté les documents suivants :
• La déclaration de Gouvernance d'Entreprise,
• Le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration ;
• Les chartes des comités techniques émanant du Conseil d'Administration ;
• La charte de l'Administrateur.

Ces documents ont été actualisés par le Conseil d'Administration du 22 Février 2017.

V. Structure des organes de gouvernance

a. Conseil d'administration

Mission

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil peut constituer en son sein, et avec le concours, s›il l›estime nécessaire, de tiers, actionnaires ou non, des comités techniques chargés d›étudier les questions qu›il leur soumet pour avis. Il est rendu compte aux séances du conseil de l›activité de ces comités et des avis ou recommandations formulés.

Le Conseil fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

Composition du Conseil d'Administration au 31 décembre 2018

Fonction	Nom et fonction	Date de nomination	Fin du Mandat
Président	M. Ahmed RAHHOU Président Directeur Général de CIH Bank	07/10/2009	AGO statuant sur les comptes 2020
Administrateurs	M. Abdellatif ZAGHNOUN Directeur Général de la CDG	11/03/2015	AGO statuant sur les comptes 2020
	M. Yassine HADDAOUI Directeur de Pôle Stratégie et Développement de la CDG Représentant Permanent de Massira Capital Management	28/05/2009	AGO statuant sur les comptes 2020
	Mme Latifa ECHIHABI Secrétaire Général de la CDG	06/09/2017	AGO statuant sur les comptes 2020
	M. Khalid EL HATTAB Directeur Pôle Finances de la CDG	06/09/2017	AGO statuant sur les comptes 2019
Administrateurs	M. Mohamed Hassan BENSALAH Président Directeur Général de HOLMARCOM	28/05/2009	AGO statuant sur les comptes 2020
	M. Mustapha LAHBOUBI Directeur du Pôle Risk Management de la CDG	25/11/2010	AGO statuant sur les comptes 2020
	M. Karim CHIOUAR Directeur Général Délégué de HOLMARCOM	17/12/2014	AGO statuant sur les comptes 2019
Administrateurs Indépendants	M. Khalid CHEDDADI Président Directeur Général de la CIMR	20/05/2011	AGO statuant sur les comptes 2022
	Mme Amina BENKHADRA Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines	14/12/2016	AGO statuant sur les comptes 2021

b. Comités émanant du conseil d'administration

Comité de Nomination, de Rémunération et de Gouvernance

Missions

D'une périodicité annuelle, le Comité de Nomination, Rémunération et Gouvernance donne un avis sur le recrutement, la nomination, la révocation et la rémunération du Président du Conseil d'Administration et de ses membres, des dirigeants et salariés de la société.

Composition

Membre*	Fonction
Abdellatif ZAGHNOUN	Président du Comité - Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion
M. Khalid CHEDDADI	Membre du comité - Président Directeur Général de la CIMR

* Au 31 décembre 2018

Ce comité a tenu une réunion au cours de laquelle il a examiné la rémunération des dirigeants de la banque.

Comité stratégique

Missions

Présidé par le Président Directeur Général, ce comité a pour mission de proposer au Conseil d'Administration les éléments de réflexion et d'orientation concernant le positionnement de la banque, les marchés recherchés, les métiers exercés, la vision stratégique et les objectifs stratégiques.

Conformément à sa charte, le Comité Stratégique a les attributions suivantes :
• Statuer sur les dossiers dépassant les pouvoirs du Président Directeur Général en matière de crédit, de recouvrement, d'acquisition et de cession d'actifs.
• Donner un avis sur les questions relevant de la stratégie de l'entreprise : refinancement, développement de nouvelles activités...
• Examiner l'évolution de l'activité de l'entreprise : suivi des indicateurs de réalisation du budget, veille concurrentielle...

Le Comité Stratégique se réunit mensuellement et à chaque fois que nécessaire.

Composition :

Membre*	Fonction
M. Ahmed RAHHOU	Président du Comité - Président Directeur Général de CIH Bank
Mme. Latifa ECHIHABI	Membre du Comité - Secrétaire Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion
M. Yassine HADDAOUI	Membre du Comité - Directeur de Pôle Stratégie et Développement de la Caisse de Dépôt et de Gestion
M. Mohammed Hassan BENSALAH	Membre du Comité - Président Directeur Général de HOLMARCOM
M. Khalid CHEDDADI	Membre du comité - Président Directeur Général de la CIMR

* Au 31 décembre 2018

Comité d'audit

Missions

Le Comité d'Audit est chargé d'assurer la surveillance et l'évaluation de la mise en œuvre du dispositif de Contrôle Interne et de la conduite de l'activité de l'Audit. Il veille également à l'intégrité de l'information financière diffusée par l'établissement en s'assurant de la pertinence et de la cohérence des normes comptables appliqués pour l'établissement des comptes individuels et consolidés.

Le Comité d'Audit prend en charge tous travaux relevant de son périmètre d'activité qui lui seraient confiés par le Conseil d'Administration et toute question jugée importante par le Conseil d'Administration.

Le Comité d'Audit est l'intermédiaire privilégié entre les différents intervenants dans le processus de contrôle et de surveillance de l'établissement.

Composition :

Membre*	Fonction
M. Khalid EL HATTAB	Président du Comité – Directeur du Pôle Finances de la Caisse Dépôt et de Gestion
M. Karim CHIOUAR	Membre du Comité – Directeur Général Délégué de la société HOLMARCOM
M. Mustapha LAHBOUBI	Membre du Comité - Directeur du Pôle Risk Management de Caisse de Dépôt et de Gestion
Mme Amina BENKHADRA	Membre du comité - Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines

* Au 31 décembre 2018

Comité des Risques

Mission

Le comité des Risques qui se tient au moins quatre fois par an, est chargé de :
• Conseiller le Conseil d'administration concernant la stratégie en matière de risques et le degré d'aversion aux risques ;
• Assurer que le niveau des risques encourus est contenu dans les limites fixées par l'organe de direction conformément au degré d'aversion aux risques défini par l'organe d'administration ;
• Evaluer la qualité du dispositif de gestion des risques ;
• Evaluer le dispositif de maîtrise et de surveillance des risques au niveau de l'établissement et du groupe ;
• Assurer de l'adéquation des systèmes d'information eu égard aux risques encourus ;
• Apprécier les moyens humains et matériels alloués à la fonction de gestion et de contrôle des risques et de veiller à son indépendance ;
• Prendre en charge tout sujet qui lui serait confié par le Conseil d'Administration ayant trait à la gestion des risques
• La surveillance et l'évaluation de la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne, de la gestion des risques et de la conduite de l'activité de l'audit ;
• L'intégrité de l'information financière diffusée par l'établissement en s'assurant de la pertinence et de la cohérence des normes comptables appliqués pour l'établissement des comptes individuels et consolidés.

Membre*	Fonction
M. Mustapha LAHBOUBI	Président du Comité - Directeur du Pôle Risk Management de Caisse de Dépôt et de Gestion
M. Khalid EL HATTAB	Membre du Comité -Directeur du Pôle Finances de la Caisse Dépôt et de Gestion
M. Karim CHIOUAR	Membre du Comité -Directeur Général Délégué de la société HOLMARCOM
Mme Amina BENKHADRA	Membre du comité - Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines

* Au 31 décembre 2018

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2018

BILAN CONSOLIDE

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017*	31/12/2017
1.Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1.548.102	1.333.425	1.333.425	1.333.425
2.Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.645.059	1.990.835	1 990 835*	1.525.718
2.1.Actifs financiers détenus à des fins de transactions	*5.036.876*	*1.525.718*	*1.525.718*	*1.525.718*
2.2.Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat	*608.183*	*465.117*	*465 117**	-
3.Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
4.Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1.699.348	505.531	505 530*	-
4.1.Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	*1.356.217*	*96.233*	*96 232**	-
4.2.Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	*343.131*	*409.298*	*409 297**	-
4.bis Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	970.911
5.Titres au cout amorti	875.674	2.487.693	2.487.693	2.487.693
6.Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2.447.826	2.091.968	2.093.461	2.093.461
7.Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	47.358.257	40.061.692	40.352.316	40.352.316
8.Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-
9.Placements des activités d'assurance	-	-	-	-
10.Actifs d'impôt exigible	254.005	312.484	312.484	312.484
11.Actifs d'impôt différé	135.070	193.969	88.481	88.481
12.Comptes de régularisation et autres actifs	1.016.525	870.894	870.894	870.894
13.Actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-
14.Participations dans des entreprise mises en équivalence	473.723	458.147	507.858	507.858
15.Immeubles de placement	1.138.667	1.082.207	1.082.207	1.082.207
16.Immobilisations corporelles	1.753.627	1.430.818	1.423.539	1.423.539
17.Immobilisations incorporelles	304.569	268.247	268.247	268.247
18.Ecarts d'acquisition	299.428	299.428	299.428	299.428
Total de l'Actif	**64.949.880**	**53.387.336**	**53.616.662**	**53.616.662**

BILAN CONSOLIDE

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017*	31/12/2017
1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	268	268	268
2.Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
2.1.Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-	-	-
2.2.Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
3.Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
4.Dettes envers les établissements de crédit assimilés	6.798.677	2.259.676	2.259.676	2.259.676
5.Dettes envers la clientèle	37.052.586	31.935.217	31.935.217	31.935.217
6.Titres de créance émis	9.660.857	10.159.482	10.159.482	10.159.482
7.Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-
8.Passifs d'impôt exigible	278.671	253.378	253.378	253.378
9.Passifs d'impôt différé	99.350	163.251	163.251	163.251
10.Comptes de régularisation et autres passifs	1.853.274	1.260.483	1.260.483	1.260.483
11.Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-
12.Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-	-	-
13.Provisions	437.242	241.732	241.732	241.732
14.Subventions et fonds assimilés	-	-	-	-
15.Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.647.263	2.050.200	2.050.200	2.050.200
16.Capitaux propres	5.121.960	5.063.649	5.292.974	5.292.974
17.Capital et réserves liées	2.660.809	2.660.809	2.660.809	2.660.809
18.réserves consolidées	2.093.804	2.402.902	2.206.986	2.201.651
18.1 Part du groupe	*1.626.256*	*2.096.981*	*1 878 177**	*1.872.842*
18.2 Part des minoritaires	*467.547*	*305.921*	*328.809*	*328.809*
19.Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(41.953)	(61)	(61)*	8.037
19.1 Part du groupe	*(41.953)*	*(61)*	*(61)**	-
19.2 Part des minoritaires	-	-	-	-
20.résultat de l'exercice	409.301	-	425.241	422.478
20.1 Part du groupe	*455.043*	-	*438 533**	*435.770*
20.2 Part des minoritaires	*(45.742)*	-	*(13.292)*	*(13.292)*
Total du Passif	**64.949.880**	**53.387.336**	**53.616.662**	**53.616.662**

(*) Comptes proforma, tenant compte de l'impact du reclassement des instruments financiers suite à l'adoption du nouveau format des annexes publiables selon les dispositions de la norme IFRS 9.

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

(en milliers MAD)

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
Maghreb Titrisation	2.100	(844)	15.554	9.081	(205)
Maroc Leasing	472.779	95.484	11.660.392	3.489.126	32.476
Ajarinvest	(1.156)	(3.774)	5.433	4.251	(1.510)
Total	**473.723**	**90.866**	**11.681.379**	**3.502.457**	**30.761**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers MAD)

Valeur brute	31/12/17	Impact Variation Périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	31/12/18
Valeur brute	583.270	-	90.863	-	674.133
Amortissement & dépréciation	315.023	-	54.541	-	369.563
Net	**268.247**	-	-	-	**304.569**

VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	(96.174)
Ecart d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	**-**	**(96.174)**

IMPÔTS COURANTS ET DIFFERES

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants	254.005	312.484
impôts différés	135.070	88.481
ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	**389.075**	**400.964**
Impôts courants	278.671	253.378
impôts différés	99.350	163.251
PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	**378.021**	**416.630**

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/17	Augmentation	Diminution	31/12/18
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	7.993.700	600.000	730.000	7.863.700
Intérêts courus non échus	135.782	131.320	135.782	131.320
Emprunts obligataires	1.106.660	-	73.330	1.033.330
Intérêts courus non échus	33.037	30.542	33.037	30.542
Autres dettes représentées par un titre	858.166	-	279.355	578.811
Intérêts courus non échus	32.137	23.154	32.137	23.154
TOTAL	**10.159.482**	**785.016**	**1.283.641**	**9.660.857**

IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2017	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variation de périmètre	Valeur brute au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018
Valeur brute	1.329.270	175.767	113.476	12.844	1.404.406	1.298.752
Amortissement & Dépréciation	247.063	33.645	14.969	0	265.739	
Net	**1.082.207**				**1.138.667**	

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2018

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017*	31/12/2017
1. + Intérêts et produits assimilés	2.661.163	2.464.589	2.464.589
2. - Intérêts et charges assimilées	(1.038.082)	(923.790)	(923.790)
3. MARGE D'INTERET	**1.623.081**	**1.540.799**	**1.540.799**
4. + Commissions (produits)	334.640	307.247	307.247
5. - Commissions (charges)	(10.128)	(12.784)	(12.784)
6. MARGE SUR COMMISSIONS	**324.513**	**294.464**	**294.464**
7. +/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	-	-	-
8. +/- Gains ou pertes netsdes instruments financiers à la juste valeur par résultat	94.133	48.680	32.695
8.1 Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	82.839	32.695	32.695
8.2 Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	11.294	15 985*	-
9. +/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la Juste valeur par capitaux propres	21.079	12.622	-
9.1 Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en KP recyclables	4.223	583	-
9.2 Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en KP non recyclables (dividendes)	16.856	12.040	-
9. bis +/- Gains ou pertes nets sur actifs financiérs disponibles à la vente	**-**	**-**	**25.844**
10. +/- Gains/pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	1.164	-	-
11. +/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers	**-**	**-**	**-**
12. +/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-
13. + Produits nets des activités d'assurance	-	-	-
14. + Produits des autres activités	842.292	693.911	693.911
15. - Charges des autres activités	(657.419)	(551.805)	(551.805)
16. PRODUIT NET BANCAIRE	**2.248.842**	**2.038.670**	**2.035.907**
17. - Charges générales d'exploitation	(1.286.744)	(1.199.488)	(1.199.488)
18. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(139.160)	(117.817)	(117.817)
19. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**822.937**	**721.365**	**718.601**
20. Coût du risque	(219.895)	(58.127)	(58.127)
21. RESULTATS D'EXPLOITATION	**603.042**	**663.238**	**660.474**
22. +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	30.761	23.094	23.094
23. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	100.826	49.402	49.402
24. +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	(96.174)	(96.174)
25. RESULTAT AVANT IMPOT	**734.628**	**639.559**	**636.796**
26. - Impôt sur les résultats	(325.327)	(214.318)	(214.318)
27. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-
28. RESULTAT NET	**409.301**	**425.241**	**422.478**
29. Intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	45.742	13.292	13.292
30. RESULTAT NET - PART DU GROUPE (ou des propriétaires de la société mère)	**455.044**	**438.533**	**435.770**
31. Résultat de base par action	17,1	16,5	16,4
32. Résultat dilué par action	17,1	16,5	16,4

(*) Comptes proforma, tenant compte de l'impact du reclassement des instruments financiers suite à l'adoption du nouveau format des annexes publiables selon les dispositions de la norme IFRS 9.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en milliers MAD)

FLUX DE TRESORERIE	31/12/2018	31/12/2017
1. Résultat avant impôts	**734.628**	**636.796**
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	641.647	565.962
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	64
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	105.401	105.817
5. +/- Dotations nettes aux provisions	199.731	30.665
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(30.761)	(23.094)
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(47.401)	(32.070)
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(19.382)	(16.391)
9. +/- Autres mouvements	(91.341)	(85.764)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	**757.895**	**545.188**
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	4.281.355	(1.674.062)
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(2.245.607)	(175.364)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(5.040.540)	(614.316)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	211.426	157.616
15. - Impôts versés	(310.552)	(224.544)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	**(3.103.918)**	**(2.530.671)**
17. = FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	(1.611.395)	(1.348.687)
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	1.661.449	79.543
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	(81.484)	(88.733)
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1.068.585)	(607.103)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	**511.380**	**(616.294)**
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	36.915	(254.870)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	1.034.066	2.105.033
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	**1.070.981**	**1.850.163**
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et equivalents de trésorerie	**-**	**-**
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)	**(29.033)**	**(114.818)**

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/2018	31/12/2017
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	**1.708.797**	**1.823.615**
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	1.333.158	1.586.187
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	375.639	237.427
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	**1.679.764**	**1.708.797**
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	1.548.102	1.333.158
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	131.662	375.639
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	**(29.033)**	**(114.818)**

VALEURS EN CAISSE

(en milliers MAD)

	31 Décembre 2018		31 Décembre 2017	
Valeur	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	800.477	-	551.951	-
Banques centrales, CCP	747.625	-	781.474	268
Total	**1.548.102**	**-**	**1.333.425**	**268**

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
Charges de personnel	657.288	595.470
Impôts et taxes	39.255	32.710
Services extérieurs et autres charges	590.201	571.308
Charges d'exploitation	**1.286.744**	**1.199.488**

DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE

(en milliers MAD)

Libelle	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.081.473	2.000.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	500.000	-
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	65.790	50.200
TOTAL	**3.647.263**	**2.050.200**

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	Déc-18		Déc-17		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Consolidante
CIH Courtage	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Intégration globale
Maghreb Titrisation	Maroc	**24%**	**24%**	24%	24%	Mise en équivalence
Maroc Leasing	Maroc	**34%**	**34%**	34%	34%	Mise en équivalence
Sofac	Maroc	**66%**	**66%**	66%	66%	Intégration globale
Sofassur	Maroc	**66%**	**66%**	66%	66%	Intégration globale
Tivoli	Maroc	**89%**	**89%**	89%	89%	Intégration globale
Umnia Bank	Maroc	**40%**	**100%**	40%	100%	Intégration globale
Ghosn Ennakhil	Maroc	**80%**	**80%**	100%	100%	Intégration globale
Sangho	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Intégration globale
Ajarinvest	Maroc	**40%**	**40%**	40%	40%	Mise en équivalence
Crédilog 3	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 4	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2018

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES DU 01 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

(en milliers MAD)

	Capital (1)	réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres part Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	total (8)
Capitaux propres au 31 décembre 2017	**2.660.809**	-	-	**2.308.611**	**8.037**	**4.977.457**	**315.517**	**5.292.974**
Impact des changements de méthodes liés à la 1ère application d'IFRS 9		-	-	(211.631)	(8.098)	(219.729)	(9.596)	(229.325)
Capitaux propres au 1er janvier 2018	**2.660.809**	-	-	**2.096.981**	**(61)**	**4.757.728**	**305.921**	**5.063.649**
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	180.080	180.080
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(425.729)	-	(425.729)	(18.085)	(443.814)
Résultat de l'exercice	**-**	**-**	**-**	**455.044**	**-**	**455.044**	**(45.742)**	**409.301**
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (B)	-	-	-	-	(41.891)	(41.891)	-	(41.891)
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)	-	-	-	-	(41.891)	(41.891)	-	(41.891)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	(307)	-	(307)	(369)	(676)
Autres mouvements	-	-	-	(44.688)	-	(44.688)	-	(44.688)
Capitaux propres au 31 Décembre 2018	**2.660.809**	-	-	**2.081.300**	**(41.953)**	**4.700.155**	**421.805**	**5.121.960**

ACTIFS FINANCIERS

(en milliers MAD)

Valeur brute	31/12/2018	01/01/2018
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**5.645.059**	**1.990.835**
Actifs financiers détenus à des fins de transactions	5.036.876	1.525.718
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés à la juste valeur par résultat	-	-
Prêts et créances sur la clientèle à la juste valeur par résultat	-	-
Autres actifs financiers détenus a la juste valeur par résultat	608.183	465.117
Actifs financiers à la juste par les capitaux propres	**1.699.348**	**505.531**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1.356.217	96.233
Instuments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclés	343.131	409.298
Actifs financiers au coût amorti	**50.681.757**	**44.641.353**
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2.447.826	2.091.968
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	47.358.257	40.061.692
Titres au coût amorti	875.674	2.487.693
Autres actifs financiers détenus au coût amorti	-	-

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

	Valeur brute au 31/12/2018	Valeur brute au 31/12/2017
A vue	**297.355**	**1.204.724**
Comptes ordinaires	310.446	350.834
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	505.848
Autres prêts et créances	(13.092)	348.041
A terme	**2.151.325**	**889.036**
Prêts et comptes à terme	614.288	884.943
Prêts subordonnées et participants	260.000	-
Valeurs reçues en pension à terme	1.274.390	-
Créances rattachés	2.648	4.094
Autres prêts et créances	-	-
Total Brut	**2.448.680**	**2.093.760**
Dépréciation	855	298
Total Net	**2.447.825**	**2.093.461**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/18	Total 31/12/2017
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	4	5.156.887	13.732.472	18.889.363	16.959.050
Comptes d'épargne	-	-	-	5.204.318	5.204.318	4.773.462
Dépôts à terme	1.000	1.027.480	1.258.500	7.287.083	9.574.062	7.007.699
Autres comptes créditeurs	465	206.407	151.324	2.310.560	2.668.756	2.334.874
Intérêts courus à payer	1.222	4.904	2.242	124.003	132.371	85.039
Autres dettes envers la clientèle	-	583.474	-	241	583.716	775.092
TOTAL	**2.687**	**1.822.270**	**6.568.952**	**28.658.677**	**37.052.586**	**31.935.217**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/18	Total 31/12/17
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	**-**	**275.769**	**4.884.587**	**173.814**	**5.334.170**	**4.659.829**
- Comptes à vue débiteurs	-	107.401	1.591.628	53.953	1.752.982	1.709.208
- Créances commerciales sur le Maroc	-	**5.586**	620.892	-	626.478	478.159
- Crédits à l'exportation	-	-	28.232	21.905	50.137	18.843
- Autres crédits de trésorerie	-	162.782	2.643.835	97.956	2.904.573	2.453.619
Crédits à la consommation	**-**	**-**	**-**	**7.119.719**	**7.119.719**	**6.063.892**
Crédits à l'équipement	**701.061**	**-**	**3.174.421**	**268.339**	**4.143.820**	**2.446.831**
Crédits immobiliers	**-**	**60.843**	**7.563.978**	**17.896.083**	**25.520.904**	**25.441.283**
Autres crédits	**-**	**636.939**	**914.455**	**28.205**	**1.579.599**	**326.533**
Créances acquises par affacturage	**1.215.449**	**-**	**111.042**	**-**	**1.326.491**	-
Intérêts courus à recevoir	**13.387**	**-**	**49.366**	**31.785**	**94.538**	**52.422**
Créances en souffrance	**-**	**-**	**642.076**	**3.447.638**	**4.089.714**	**2.848.709**
Dépréciation	**-**	**-**	**257.630**	**1.600.755**	**1.858.385**	**1.494.951**
- Sur base individuelle			257.630	1.600.755	1.858.385	1.283.153
- Sur base collective	-	-	-	-	-	211.799
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créancees relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	**7.686**	**7.686**	**7.769**
TOTAL	**1.929.897**	**973.551**	**17.082.294**	**27.372.514**	**47.358.257**	**40.352.316**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablis de crédit à l'étranger	Total 31/12/18	Total 31/12/17
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établis de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	1.343	22.697	6.476	30.517	119.405
Valeurs données en pension	4.610.334	199.961	-	-	4.810.295	0
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	4.610.334	199.961	-	-	4.810.295	0
Emprunts de trésorerie	-	1.209.030	-	191.310	1.400.340	1.289.638
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	1.209.030	-	191.310	1.400.340	1.289.638
Emprunts financiers	3.967	66.345	297.373	-	367.685	383.918
Autres dettes	-	1.535	181.017	-	182.552	461.677
Intérêts courus à payer	1.441	3.506	2.192	149	7.288	5.038
TOTAL	**4.615.742**	**1.481.721**	**503.279**	**197.935**	**6.798.677**	**2.259.676**

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2018

Allocation des pertes attendues au 31/12/2018

Portefeuille Créances sur les Etablissements de Crédit

(en milliers MAD)

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 01/01/2018	2.093.760	-	-	2.093.760
Encours Hors Bilan au 01/01/2018	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 01/01/2018	1.791	-	-	1.791
Provisions Hors Bilan sous IFRS 9 au 01/01/2018	-	-	-	-
Encours Bilan au 31/12/2018	2.448.401	-	23	2.448.424
Encours Hors Bilan au 31/12/2018	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2018	578	-	20	598
Provisions Hors Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2018	-	-	-	-

Portefeuille Créances sur la Clientèle

(en milliers MAD)

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 01/01/2018	34.497.143	**3.776.883**	3.610.443	41.884.469
Encours Hors Bilan au 01/01/2018	11.649.717	61.909	199.281	11.910.907
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 01/01/2018	138.155	152.124	1.504.759	1.795.038
Provisions Hors Bilan sous IFRS 9 au 01/01/2018	27.376	363	-	27.739
Encours Bilan au 31/12/2018	40.618.221	4.508.707	4.089.713	49.216.641
Encours Hors Bilan au 31/12/2018	13.821.552	32.940	213.878	14.068.369
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2018	150.779	116.516	1.562.969	1.828.126
Provisions Hors Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2018	27.892	227	2	30.259

Portefeuille Titres au Coût Amorti

(en milliers MAD)

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 01/01/2018	2.487.693	-	-	2.487.693
Encours Hors Bilan au 01/01/2018	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 01/01/2018	-	-	-	-
Provisions Hors Bilan sous IFRS 9 au 01/01/2018	-	-	-	-
Encours Bilan au 31/12/2018	875.674	-	-	875.674
Encours Hors Bilan au 31/12/2018	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2018	-	-	-	-
Provisions Hors Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2018	-	-	-	-

Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI

(en milliers MAD)

	Bucket 1 ECL 12 mois	Bucket 2 ECL Lifetime	Bucket 3 ECL Lifetime	Total
Encours Bilan au 01/01/2018	505.794	-	-	505.794
Encours Hors Bilan au 01/01/2018	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 01/01/2018	263	-	-	263
Provisions Hors Bilan sous IFRS 9 au 01/01/2018	-	-	-	-
Encours Bilan au 31/12/2018	1.699.474			1.699.474
Encours Hors Bilan au 31/12/2018	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2018	126	-	-	126
Provisions Hors Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2018	-	-	-	-

TITRES AU COUT AMORTI

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2018	Valeur 31/12/2017
Obligations, Bons du Trésor et valeurs assimilées	**875.674**	**2.487.693**
Titres Cotés		
Titres Non cotés	875.674	2.487.693
Autres Titres de créance	**-**	**-**
Titres Cotés	-	-
Titres Non cotés		
Juste Valeur au Bilan	**875.674**	**2.487.693**

IMPÔTS DIFFÉRÉS

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
Actifs d'impôt différé	135.070	88.481
Passifs d'impôt différé	99.350	163.251
Position nette	**35.720**	**(74.770)**

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers MAD)

	31/12/2018			31/12/2017		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et Constructions	1.730.202	559.272	1.170.930	1.512.642	562.836	949.806
Equipement, Mobilier, Installations	578.885	431.480	147.406	653.794	521.091	132.703
Biens mobiliers donnés en location	0	0	0	3.243	136	3.107
Autres immobilisations	663.246	227.955	435.291	656.766	318.843	337.924
Total	**2.972.333**	**1.218.706**	**1.753.627**	**2.826.445**	**1.402.906**	**1.423.539**

RECLASSIFICATION DES ANCIENNES CATÉGORIES SANS CHANGEMENT DE MÉTHODE D'ÉVALUATION

Le tableau ci-dessous représente les impacts de Juste valeur liés aux instruments financiers qui ont été reclassés au coût amorti et à la JV par capitaux propores suite à l'application de la norme IFRS 9.

(en milliers MAD)

Reclassifications au Coût amorti	31/12/18
Depuis "actif disponible à la vente" (Classification IAS 39)	**-**
Juste valeur au 31 Décembre 2018	-
Gains/pertes liés aux variations de Juste Valeur qui auraient dû être comptabilisés durant l'année si l'actif financier n'avait pas été reclassé	-
Depuis "actif désigné à la juste valeur par résultat" (Classification IAS 39)	**-**
Juste valeur au 31 Décembre 2018	-
Gains et pertes sur Juste Valeur qui auraient dû être comptabilisés durant l'année si l'actif financier n'avait pas été reclassé	-
Reclassifications vers la Juste valeur par les capitaux propres	**31/12/18**
Depuis "actif désigné à la juste valeur par résultat" vers "Juste valeur par les capitaux propres"	-
Juste valeur au 31 Décembre 2018	-
Gains et pertes sur Juste Valeur qui auraient dû être comptabilisés au P&L durant l'année si l'actif financier n'avait pas été reclassé	-

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2018

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

	31/12/18	31/12/2017*	31/12/17
Résultat net	**409.301**	**425.241**	**422.478**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**(43.376)**	**(7.534)**	**564**
Ecarts de conversion	-	-	-
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres	(41.891)	(8.465)	(366)
Réévaluation des immobilisations	-	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Impact IAS 19/OCI	(1.485)	930	930
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-	
Total cumulé	**365.925**	**417.707**	**423.042**
Part du groupe	411.667	430.999	436.334
Part des minoritaires	(45.742)	(13.292)	(13.292)

(*) Comptes proforma, tenant compte de l'impact du reclassement des instruments financiers suite à l'adoption du nouveau format des annexes publiables selon les dispositions de la norme IFRS 9.

INFORMATION SECTORIELLE

(en milliers MAD)

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé (*)	Autres (**)	Eliminations	Total au 31/12/2018
TOTAL BILAN	58.794.582	7.226.336	1.586.361	(2.657.399)	64.949.880
Dont					
ELEMENTS D'ACTIF					
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service	1.543.437	4.215	44.753	(44.303)	1.548.102
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	3.015.879	4.281	3.533	(575.867)	2.447.826
Prêts et créances sur la clientèle	40.825.182	5.958.916	715.824	(141.665)	47.358.257
Immobilisations corporelles	1.320.175	101.313	332.140	-	1.753.627
Immobilisations incorporelles	274.814	29.668	87	-	304.569
ELEMENTS DU PASSIF					
Dettes envers les établissements de crédit assimilés	5.735.585	1.543.874	99.180	(579.961)	6.798.677
Dettes envers la clientèle	34.829.374	1.742.093	583.716	(102.597)	37.052.586
Titres de créance émis	7.650.633	2.010.224	-	-	9.660.857
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.565.790	130.000	-	(48.527)	3.647.263
CAPITAUX PROPRES	4.473.489	410.782	83.615	154.074	5.121.960

COMPTE DE RESULTAT	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 31/12/2018
Marge d'intérêt	1.309.639	278.866	2.996	31.580	1.623.081
Marge sur commission	288.359	87.845	(6.265)	(45.427)	324.513
Produit net bancaire	1.848.099	416.523	104.618	(120.399)	2.248.842
Résultat d'exploitation	472.572	170.372	52.118	(92.021)	603.042
Résultat net	326.007	140.344	33.602	(90.652)	409.301
Résultat net part du Groupe	326.007	140.344	33.602	(44.910)	455.043

(*) : crédit à la consommation et leasing
(**) : Courtage en assurance, hôtelerie, ingénierie financière,…etc.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/17	Impact variation périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/18
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	673	-	1.428	67	2.034
Provisions pour affaires sociales	14.024	-	4.510	1.292	17.242
Provisions pour autres risques et charges	64.928	-	236.137	60.518	240.547
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	162.107	-	22.456	7.144	177.419
TOTAL	**241.733**	**-**	**264.531**	**69.022**	**437.242**

Ventilation des provisions	31/12/2017	31/12/2018
Court terme	-	-
Long terme	241.733	437.242
TOTAL	**241.733**	**437.242**

MARGE D'INTÉRÊT

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
Sur opérations avec les établissements de crédits	50.141	34.922
Sur opérations avec la clientèle	2.525.030	2.330.525
Intérêts courus et échus sur titres de créance	22.188	1.548
Intérêts courus et échus sur titres au coût amorti	62.544	96.248
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	0	-
Sur opérations de crédit bail	1.260	1.346
Autres intérêts et produits assimilés	0	-
Produits d'intérêts	**2.661.163**	**2.464.589**
Sur opérations avec les établissements de crédits	86.352	68.417
Sur opérations avec la clientèle	468.957	396.695
Titres de créance	62.779	48.965
Titres au coût amorti	7.806	11.413
Sur dettes représentées par titres	302.304	310.343
Sur dettes subordonnées	102.879	80.240
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	7.007	7.716
Autres intérêts et charges assimilés	-	-
Charges d'intérêts	**1.038.082**	**923.790**

COMMISSIONS NETTES

(en milliers MAD)

	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	charges	Net	Produits	charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits	11.507	3.587	7.920	2.033	5.049	-3.017
Sur opérations avec la clientèle	92.009	-	92.009	73.323	-	73.323
Sur opérations sur titres	400	-	400	209	-	209
Sur opération de change	9.106	-	9.106	7.561	-	7.561
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestations de services bancaires et financiers	221.619	6.540	215.078	224.121	7.734	216.387
- Produits nets de gestions d'OPCVM	8.096	-	8.096	9.945	-	9.945
- Produits nets sur moyens de paiemennt	104.106	-	104.106	85.122	-	85.122
- Autres	109.417	6.540	102.877	129.055	7.734	121.320
Produits nets des commissions	**334.640**	**10.128**	**324.513**	**307.247**	**12.784**	**294.464**

ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers MAD)

Détail des charges

Détail des charges	31/12/2018	31/12/2017
Salaires	320.957	280.798
Indemnités diverses	31.781	190.185
Cotisations sociales	122.046	109.557
Autres charges de personnel	193.332	14.929
Total	**668.116**	**595.470**

Effectif fin de période

Effectif fin de période	31/12/2018	31/12/2017
Employés	1.118	876
Cadres	1.601	1.482
Total	**2.719**	**2.358**

Avantages au personnel

Montant (Provisions) au 1er janvier 2017	**(163.436)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(6.509)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	6.361
OCI	1.477
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2017	**(162.107)**
Montant (Provisions) au 1er janvier 2018	**(162.107)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(20.099)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	7.144
OCI	(2.357)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2018	**(177.419)**

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-18	31-déc-17	31-déc-18	31-déc-17
Engagement net	**68.802**	**62.142**	**108.617**	**99.966**
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	**68.802**	**62.142**	**108.617**	**99.966**

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
Sensibilité de l'engagement	-6%	-7%	-5%	-5%
Sensibilité du coût des services	-10%	-10%	-8%	-8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	11%	11%	14%	21%

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2018

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de financements et de garantie donnés	**14.829.953**	**11.910.907**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	352.108	102.317
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	50.000	102.317
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	62.108	-
Engagements révocables sur produits participatifs	240.000	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**8.045.487**	**5.587.791**
- Crédits documentaires import	946.719	409.216
- Acceptations ou engagements de payer	-	199.365
- Ouvertures de crédit confirmés	5.650.885	4.301.103
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	100 193	39.547
- Autres engagements de financement donnés	1.347.690	638.559
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**5.405.569**	**5.417.274**
- Crédits documentaires export confirmés	847	866
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	5.404.721	5.416.409
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**1.026.790**	**803.524**
- Garanties de crédits données	1.018.036	794.725
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	-	-
- Engagements en souffrance	8.754	8.799
Engagements de financements et de garantie reçus	**6.999.494**	**6.090.214**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**240.000**	**-**
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	240.000	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**520**	**-**
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	520	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**6.758.974**	**6.090.214**
- Garanties de crédits	6.758.974	6.090.214
- Autres garanties reçues	-	-

COÛT DU RISQUE

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux provisions	**526.176**	**345.043**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	331.907	328.345
Provisions pour dépréciation des titres	0	120
Provisions pour risques et charges	194.270	16.579
Reprise de provisions	**310.777**	**282.167**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	266.556	273.026
Provisions pour dépréciation des titres	137	0
Provisions pour risques et charges	44.084	9.141
Variation des provisions	**215.399**	**62.876**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	33.869	64.900
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	(29.373)	(69.649)
Autres pertes	-	-
Coût du risque	**219.895**	**58.127**

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR

(en milliers MAD)

Compte de résultat	31/12/2018	31/12/2017
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la JV	115.212	61.302
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la JV par résultat	94.133	48.680
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	82.839	32.695
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	11.294	15.985
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la JV par capitaux propres	21.079	12.622
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.223	583
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	16.856	12.040

PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
produits de la promotion immobilière	-	-
produits de l'activité hôtelière	62.744	48.593
Produits sur opération de location simple	-	-
charges de l'activité hôtelière	(20.850)	(21.455)
variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & Reprises sur immeubles de placement	(32.272)	(14.636)
variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	785.712	644.411
Autres charges	(610.462)	(514.806)
Produits et Charges des autres activités	**184.873**	**142.106**

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
Dotations nettes des reprises aux amortissements des Immobilisations corporelles et incorporelles	(139.160)	(117.817)
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	**(139.160)**	**(117.817)**

GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**(704)**	**21.817**
Plus-values de cession	7.463	22.117
Moins-values de cession	(8.167)	(300)
Titres de capitaux propres consolidés	**(539)**	**-**
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	(539)	-
Gains ou pertes sur autres actifs	**102.069**	27.585
Gains ou pertes nets sur autres actifs	**100.826**	**49.402**

IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
Charge d'impôts exigibles	278.730	261.512
Charge d'impôts différés	46.597	(47.194)
Charge d'impôts de la période	**325.327**	**214.318**

	31/12/2018	31/12/2017
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	703.868	613.701
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	260.431	227.070
Ecart taux mère/filiales	(2.811)	(1.059)
Effet différences permanentes	39.905	(11.692)
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	27.802	-
Charge effective d'impôts	**325.327**	**214.318**

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

(en milliers MAD)

	31/12/18	31/12/2017*	31/12/2017
Résultat net part du Groupe	455.044	438.533	435.770
Nombre d'actions ordinaires émises	26.608.085	26.608.085	26.608.085
Résultat par action de base et dilué en DH	**17,1**	**16,5**	**16,4**

(*) Comptes proforma, tenant compte de l'impact du reclassement des instruments financiers suite à l'adoption du nouveau format des annexes publiables selon les dispositions de la norme IFRS 9.

PARTIES LIÉES

(en milliers MAD)

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe	Entreprises consolidées par intégration globale
ACTIF	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(58.067)
Prêts et créances	(717.533)
Comptes de régularisations et autres actifs	(120.561)
PASSIF	
Dépôts	(682.558)
Comptes de régularisations et autres passifs	(204.702)
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	(48.527)

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2018

CLASSIFICATION ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS AU 1ER JANVIER 2018

(en milliers MAD)

	IAS 39 31/12/2017		IFRS 9 01/01/2018	
Actifs financiers	**Traitement comptable**	**Total**	**Traitement comptable**	**Total**
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	Coût amorti	1.333.425	Coût amorti	1.333.425
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	JVPL	1.525.718	JVPL	1.525.718
			JVOCI	-
Instruments dérivés de couverture	JVPL	-	JVPL	-
Actifs financiers disponibles à la vente	JVOCI	970.911	Coût amorti	-
			JVPL	465.117
			JVOCI	505.794
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	Coût amorti	2.093.461	Coût amorti	2.093.461
			JVPL	-
			JVOCI	-
Prêts et créances sur la clientèle	Coût amorti	40.352.316	Coût amorti	40.352.316
			JVPL	-
			JVOCI	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	Coût amorti	2.487.693	Coût amorti	2.487.693
			JVOCI	-

Passifs financiers	**Traitement comptable**	**Total**	**Traitement comptable**	**Total**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	Coût amorti	268	Coût amorti	268
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	JVPL	-	JVPL (Détenus à des fins de transaction)	-
			JVPL (sur option)	-
Instruments dérivés de couverture	JVPL	-	JVPL (requis)	-
Dettes envers les établissements de crédit assimilés	Coût amorti	2.259.676	Coût amorti	2.259.676
			JVPL	-
Dettes envers la clientèle	Coût amorti	31.935.217	Coût amorti	31.935.217
			JVPL	-
Titres de créance émis	Coût amorti	10.159.482	Coût amorti	10.159.482
			JVPL	-

RÉCONCILIATION DE L'ALLOCATION DE PROVISIONS DE IAS 39 À IFRS 9

Le tableau ci-dessous réconcilie les données de l'exercice précédent (31/12/2017) concernant les montants des provisions pour risque de crédit mesurées selon IAS 39 et les montants calculés selon les nouveaux critères imposés par l'application d'IFRS 9 :

* Reclassifications :
Cette catégorie représente les impacts chiffrés touchant les provisions liées aux reclassements des instruments financiers selon les critères de classification d'IFRS 9 (Business Model + SPPI).
Les montants chiffrés correspondent aux montants des actifs comme comptabilisés sous IAS 39.

* Réévaluations :

(en milliers MAD)

CATÉGORIE D'ÉVALUATION	Provisions sous IAS 39	Reclassifications	Réévaluations	Provisions sous IFRS 9
Prêts et créances (IAS 39) / Actifs financiers au Coût amorti (IFRS9)	**1.532.450**	**7.279**	**284.839**	**1.824.568**
Caisse et banques centrales	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	298	-	1.493	1.791
Prêts et créances sur la clientèle	1 532 152(*)	7.279	283.346	1.822.777
Détenus à maturité (IAS 39) / Actifs financiers au Coût amorti (IFRS9)	**-**	**-**	**-**	**-**
Tires d'investissements	-	-	-	-
Instruments financiers disponibles à la vente (IAS 39) / Actifs financiers à la JVOCI (IFRS9)	**201.566**	**(201.566)**	**143**	**263**
Titres de participation	201.194	(201.194)	143	263
FPCT	-	-	-	-
Titres de placement	372	(372)	-	-

(*) Tenant compte du reclassement de provision pour créances en souffrance

GOODWILL

(en milliers MAD)

	31/12/17	Augmentation	Diminution	Impact Variation Périmètre	Perte de valeur de la période	Reclassement	31/12/18
Valeur brute	**303.628**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**303.628**
Jbilet	2.000	-	-	-	-	-	2.000
Belle-vue	2.200	-	-	-	-	-	2.200
Sofac	174.884	-	-	-	-	-	174.884
SANGHO	124.543	-	-	-	-	-	124.543
Cumul des pertes de valeur	**4.200**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**4.200**
Jbilet	2.000	-	-	-	-	-	2.000
Belle-vue	2.200	-	-	-	-	-	2.200
Valeur nette au bilan	**299.428**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**299.428**

COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

(en milliers MAD)

	31/12/2018	31/12/2017
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	9.124	1.154
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	12.673	19
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	147.559	183.076
Autres débiteurs et actifs divers	847.169	686.646
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	**1.016.525**	**870.894**
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	9.921	2.925
Comptes d'encaissement	-	807
Charges à payer et produits constatés d'avance	603.418	331.658
Autres créditeurs et passifs divers	1.239.934	925.093
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	**1.853.274**	**1.260.483**

Réconciliation des soldes des balances de IAS 39 à IFRS 9

Le tableau ci-dessous réconcilie les montants nets comptables des instruments financiers suite à l'application de la norme IFRS 9.

* Reclassifications :
Cette catégorie représente les impacts chiffrés liés aux reclassements des instruments financiers selon les critères de classification d'IFRS 9 (Business Model + SPPI).
Les montants chiffrés correspondent aux montants des actifs comme comptabilisés sous IAS 39.

* Réévaluations :
Les données représentent les impacts liés aux réévaluations nécéssaires suite aux :
- Changement de méthode d'évaluation liés aux nouveaux critères de classification.
- Changement de méthode concernant la méthodologie de calcul des provisions pour risques de crédit.

(en milliers MAD)

	Total (IAS 39) 31 décembre 2017	Reclass.	Rééval.	Total (IFRS 9) 1 janvier 2018
Coût amorti				
Caisse et banques centrales				
Balance d'ouverture sous IAS 39 et balance de clôture sous IFRS 9	1.333.425	-	-	1.333.425
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39	2.093.461	-	-	-
Réévaluation: Allocation des pertes de crédit attendues	-	-	(1.493)	-
Balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	2.091.968
Prêts et créances à la clientèle	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39	40.352.316	(7.279)	-	-
Diminution : migration vers "JVPL" (IFRS 9)	-	-	-	-
Réévaluation: Allocation des pertes de crédit attendues	-	-	(283.346)	-
Balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	40.061.692
Titres d'investissement - Coût amorti	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39	2.487.693	-	-	-
Diminution : migration vers "JVPL" (IFRS 9)	-	-	-	-
Réévaluation: Allocation des pertes de crédit attendues	-	-	-	-
Augmentation : migration depuis actifs "désignés à la JVPL" (IAS 39)	-	-	-	-
Réévaluation: De JV à Coût amorti	-	-	-	-
Balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	2.487.693
Actifs d'impôts différés	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39	88.481	-	-	-
Réévaluation: Allocation des pertes de crédit attendues	-	-	105.488	-
Balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	193.969
Total instruments financiers mesurés au Coût amorti	**46.355.376**	**(7.279)**	**(179.351)**	**46.168.746**
Juste valeur par Résultat (JVPL)				
Actifs du portefeuille de transaction	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39 et balance de clôture sous IFRS 9	1.525.718	-	-	1.525.718
Prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39	-	-	-	-
Addition : migration depuis actifs au "Coût amorti" (IAS 39)	-	-	-	-
Réévaluation: De Coût amorti à JV	-	-	-	-
Balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	-
Instruments de capitaux	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39	-	-	-	-
Addition : migration depuis actifs "disponibles à la vente" (IAS 39)	-	428.025		
Balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	428.025
Instruments de dettes	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39	-	-	-	-
Addition : migration depuis actifs "disponibles à la vente" (IAS 39)	-	37.092	-	
Balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	37.092
Dérivés de couverture	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39 et balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	-
Total actifs financiers mesurés à la JVPL	**1.525.718**	**465.117**	**-**	**1.990.835**
Juste valeur par les capitaux propres (JVOCI)	-			
Titres JVOCI (instruments de dettes)	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39	-	-	-	-
Addition : Migration depuis actifs "disponibles à la vente" (IAS 39)	-	96.496	(263)	-
Balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	96.233
Titres JVOCI (instruments de capitaux)	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39	-	-	-	-
Addition : Migration depuis actifs "disponibles à la vente" (IAS 39)	-	409.298	-	-
Balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	409.298
Actifs financiers disponibles à la vente	**-**	**-**	**-**	**-**
Balance d'ouverture sous IAS 39	970.911	-	-	-
Diminution : Migration vers actifs à la "JVPL" (IFRS 9)	-	(465.117)	-	-
Diminution : Migration vers actifs au "Coût amorti" (IFRS 9)	-	-	-	-
Diminution : Migration vers actifs à la "JVOCI - Instruments de capitaux"	-	(409.298)	-	-
Diminution : Migration vers actifs à la "JVOCI - Instruments de dettes"	-	(96.496)	-	-
Balance de clôture sous IFRS 9	-	-	-	-
Total instruments financiers mesurés à la JVOCI	**970.911**	**(465.117)**	**(263)**	**505.531**

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

Fidaroc Grant Thornton
L'instinct de la croissance
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
187, avenue Hassan II - Casablanca

RESUME DU RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier), comprenant le bilan au 31 décembre 2018, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5 121 960 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 409 301.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc.

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2018, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note présentant les effets de la première application de la nouvelle norme IFRS 9 relative aux instruments financiers.

Casablanca, le 21 février 2019

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT
Abdelaziz ALMECHATTI
Associé

INFORMATIONS SUR LE DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

I. RISQUE DE CRÉDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Dans le cadre de la mise en place des méthodes avancées de calcul des risques de crédit, le CIH a élaboré :
• Un modèle de notation pour la promotion immobilière ;
• Un modèle de notation pour les entreprises ;
• Un modèle de sélection des bons payeurs pour la clientèle des professionnels ;
• Des modèles de scoring à l'octroi et des modèles de notation pour la clientèle Retail.

a. Principes de base régissant l'activité de crédit

L'activité de crédit au CIH Bank s'appuie sur les principes de base suivants, en particulier :
• Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi et de tarification ;
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.

b. Surveillance et pilotage du risque de crédit

Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part.

Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

II. RISQUE OPÉRATIONNEL

a. Définition du risque opérationnel

Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

b. Processus de gestion des risques opérationnels

Afin de cerner l'ensemble du périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels, la banque a mis en place un progiciel. Ce progiciel permet une gestion des déclarations d'incidents, la formalisation des résultats des exercices d'autoévaluation et le suivi des plans d'actions correctives.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au Comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

c. Le plan de Continuité des Activités

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

III. RISQUE DE MARCHÉ

a. Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

• Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

b. Organisation de la gestion du risque de marché

Rôle de la Salle Des Marchés

La Direction Marchés des Capitaux est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.
Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Rôle de la Direction des Risques

La Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

Evaluation des risques de taux d'intérêt et de liquidité

Evaluation du risque global de taux

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.
La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).
Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2018, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -302 millions DH soit -4,73% des fonds propres réglementaires.

Evaluation du risque de liquidité

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.
La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
• Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
• Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

Couverture des gaps de taux et de liquidité.

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

Suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.
En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.
Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité d'Audit.

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2018

Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH arrêté au 31 décembre 2018 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

PRINCIPES GENERAUX :
Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Présentation générale :

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :

Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autre crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance :
Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.
Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

20% pour les créances pré-douteuses,
50% pour les créances douteuses ;
100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.
Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

PORTEFEUILLE DE TITRES :
Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.
Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).
Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat
A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.
Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.
Les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.
Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent, Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.
Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amortis mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES A VUE ET A TERME
Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent au 31 12 2018 une provision pour risques généraux d'un montant de 165 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts
Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Commissions
Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

BILAN

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/18	31/12/17
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**1.436.730**	**1.245.905**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**2.701.323**	**2.347.659**
- À vue	480.333	1.039.965
- À terme	2.220.990	1.307.695
Créances sur la clientèle	**38.425.153**	**33.917.834**
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	6.654.277	5.736.203
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	4.203.798	2.576.615
- Crédits et financements participatifs immobiliers	24.674.640	24.212.135
- Autres crédits et financements participatifs	2.892.437	1.392.881
Créances acquises par affacturage	**1.333.818**	**-**
Titres de transaction et de placement	6.770.566	2.135.222
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	5.350.159	1.522.535
- Autres titres de créance	738.483	121.548
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de propriété	**681.924**	**491.139**
Autres actifs	**908.306**	**960.223**
Titres d'investissement	**875.674**	**2.487.693**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	875.674	2.487.693
- Autres titres de créance	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	**2.029.187**	**1.722.463**
-Participations dans les entreprises liées	1.593.449	1.286.725*
-Autres titres de participation et emplois assimilés	435.739	435.738*
-Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	**260.000**	**130.019**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**-**	**-**
Immobilisations incorporelles	**201.290**	**155.787**
Immobilisations corporelles	**2.116.265**	**1.917.769**
Immobilisations données en Ijara	**-**	**-**
Total de l'Actif	**57.058.313**	**47.020.574**

(*) Tenant compte du reclassement d'un montant de 642 777 KDH en tant que participations dans des entreprises liées non pris en compte en 2017

PASSIF	31/12/18	31/12/17
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**-**	**-**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**5.326.029**	**774.776**
- A vue	271.621	554.075
- A terme	5.054.408	220.701
Dépôts de la clientèle	**34.411.338**	**29.778.539**
- Comptes à vue créditeurs	18.592.685	17.116.616
- Comptes d'épargne	5.204.318	4.773.462
- Dépôts à terme	9.898.813	7.125.595
- Autres comptes créditeurs	715.522	762.866
Titres de créance émis	**7.650.633**	**8.494.375**
- Titres de créance négociables	5.984.796	6.464.375
- Emprunts obligataires	1.063.872	1.139.697
- Autres titres de créance émis	601.965	890.303
Autres passifs	**1.153.852**	**1.129.823**
Provisions pour risques et charges	**377.018**	**247.370**
Provisions réglementées	**-**	**-**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	**-**	**-**
Dettes subordonnées	**3.565.790**	**2.043.329**
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**995.550**	**973.273**
Capital	**2.660.809**	**2.660.809**
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	**470.273**	**472.740**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**447.021**	**445.539**
Total du Passif	**57.058.313**	**47.020.574**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2018

HORS BILAN

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-18	DEC-17
ENGAGEMENTS DONNES	**14.202.050**	**11.871.359**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	352.108	102.317
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	7.417.584	5.548.244
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	5.405.569	5.417.274
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.026.790	803.524
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	**6.758.974**	**6.090.214**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	6.758.974	6.090.214
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-18	DEC-17
+ Intérêts et produits assimilés	2.180.543	1.988.376
- Intérêts et charges assimilées	862.352	743.498
MARGE D'INTERET	**1.318.191**	**1.244.878**
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENS PARTICIPATIFS	-	-
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
+ Commissions perçues	256.513	231.503
- Commissions servies	29.546	15.011
Marge sur commissions	**226.967**	**216.492**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	83.883	33.235
+ Résultat des opérations sur titres de placement	13.570	5.205
+ Résultat des opérations de change	58.995	35.751
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	**156.448**	**74.192**
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
+ Divers autres produits bancaires	175.371	176.083
- Diverses autres charges bancaires	70.341	58.733
PRODUIT NET BANCAIRE	**1.806.637**	**1.652.911**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	5.493	77
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	34.431	48.065
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	300
- Charges générales d'exploitation	1.040.571	956.203
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**805.989**	**744.551**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	(135.323)	(86.816)
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	(88.717)	36.745
RESULTAT COURANT	**581.950**	**694.480**
RESULTAT NON COURANT	**64.010**	**(49.111)**
- Impôts sur les résultats	198.939	199.829
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**447.021**	**445.539**

Libellé	DEC-18	DEC-17
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**447.021**	**445.539**
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisa-tions incorporelles et corporelles	110.101	100.599
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	221	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	67.805	1.845
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	91.525	44.076
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	7.336	21.865
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	300
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	5.832	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	539	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	520.995	482.343
- Bénéfices distribués	**425.729**	**372.513**
AUTOFINANCEMENT	**95.265**	**109.830**

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers MAD)

2ème SEMESTRE 2018	1er SEMESTRE 2018	2ème SEMESTRE 2017
2.801.115	1.423.799	1.223.988

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-18	DEC-17
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**2.801.836**	**2.484.946**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	68.132	48.850
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2.032.652	1.846.253
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	79.758	93.273
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	125.753	131.340
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	247.407	223.942
Autres produits bancaires	248.133	141.288
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**995.199**	**832.035**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	83.572	49.579
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	476.476	383.576
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	302.304	310.343
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	132.847	88.537
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	**1.806.637**	**1.652.911**
Produits d'exploitation non bancaire	40.263	48.065
Charges d'exploitation non bancaire	539	300
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**1.040.571**	**956.203**
Charges de personnel	510.113	477.936
Impôts et taxes	26.848	24.114
Charges externes	379.858	331.815
Autres charges générales d'exploitation	13.651	21.738
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	110.101	100.599
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**545.658**	**317.629**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	357.477	296.933
Pertes sur créances irrécouvrables	6.510	5.648
Autres dotations aux provisions	181.671	15.049
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**321.818**	**267.636**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	207.269	154.735
Récupérations sur créances amorties	21.395	61.030
Autres reprises de provisions	93.154	51.871
RESULTAT COURANT	**581.950**	**694.480**
Produits non courants	93.169	26.855
Charges non courantes	29.159	75.966
RESULTAT AVANT IMPOTS	**645.960**	**645.369**
Impôts sur les résultats	198.939	199.829
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**447.021**	**445.539**

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
B08	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	.SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	.ENGAGEMENTS SUR TITRES
	.PASSIF EVENTUEL
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS
	.DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	.TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA
	.TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS
	.ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE
	.COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2018

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers MAD)

	31/12/18	31/12/17
Produits d'exploitation bancaire perçus	2.710.422	2.395.427
Récupérations sur créances amorties	21.395	61.030
Produits d'exploitation non bancaire perçus	120.265	53.055
Charges d'exploitation bancaire versées	(1.001.235)	(837.563)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(29.159)	(75.966)
Charges générales d'exploitation versées	(930.470)	(855.603)
Impôts sur les résultats versés	(198.939)	(199.829)
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**692.279**	**540.550**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(353.662)	(1.130.232)
Créances sur la clientèle	(5.991.483)	(3.377.881)
Titres de transaction et de placement	(4.635.527)	(608.263)
Autres actifs	52.140	(19.061)
Titres Moudaraba et Moucharaka		-
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4.551.253	(59.188)
Dépôts de la clientèle	4.632.799	3.260.773
Titres de créance émis	(843.742)	1.381.152
Autres passifs	24.029	163.606
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**(2.564.192)**	**(389.093)**
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	**(1.871.914)**	**151.457**
Produit des cessions d'immobilisations financières	1.747.851	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	54.538	259.755
Acquisition d'immobilisations financières	(466.092)	(85.250)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(461.629)	(376.729)
Intérêts perçus		
Dividendes perçus	91.341	85.765
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVES-TISSEMENT	**966.008**	**(116.459)**
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	1.522.461	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	(425.729)	(372.513)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINAN-CEMENT	**1.096.731**	**(372.513)**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	**190.825**	**(337.516)**
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1.245.905	1.583.420
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1.436.730	1.245.905

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

(en milliers MAD)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/18	Total 31/12/17
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	**-**	**-**	**-**	**52**	**52**	**79.265**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-		-		-	74.983
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	52	52	4.283
TITRES NON COTES	**103.450**	**6.827.157**	**672.219**	**-**	**7.602.825**	**4.478.858**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	6.192.537	-	-	6.192.537	3.959.007
OBLIGATIONS	103.450	-	-	-	103.450	44.898
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	634.620	-	-	634.620	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	672.219	-	672.219	474.953
ICNE	**414**	**33.296**	**9.653**	**-**	**43.363**	**64.792**
TOTAL	**103.864**	**6.860.452**	**681.872**	**52**	**7.646.240**	**4.622.915**

RESEAU

(en nombre)

	31/12/18	31/12/17
Guichets permanents	283	267
Guichets périodiques	0	0
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	378	362
Succursales et agences à l'étranger	0	0
Bureaux de représentation à l'étranger	0	0

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

(en milliers MAD)

	2018	2017	2016
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**4.573.653**	**4.552.362**	**4.479.335**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	**1.806.637**	**1.652.911**	**1.517.146**
2- Résultat avant impôts	**645.960**	**645.369**	**668.804**
3- Impôts sur les résultats	**198.939**	**199.829**	**216.839**
4- Bénéfices distribués	**425.729**	**372.513**	**372.513**
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)		**472.740**	**415.887**
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	**17**	**17**	**17**
Bénéfice distribué par action ou part sociale	**16**	**14**	**14**
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	**510.113**	**477.936**	**471.959**
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/18	Total 31/12/17
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRESORERIE	-	**275.769**	**4.969.970**	**184.031**	**5.429.770**	**4.729.934**
- Comptes à vue débiteurs	-	107.401	1.601.039	62.383	1.770.823	1.718.339
- Créances commerciales sur le Maroc	-	5.586	620.892	-	626.478	478.159
- Crédits à l'exportation	-	-	28.232	21.905	50.137	18.843
- Autres crédits de trésorerie	-	162.782	2.719.807	99.743	2.982.332	2.514.593
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	-	-	-	**1.202.628**	**1.202.628**	**997.985**
- Crédits à la consommation	-	-	-	1.202.628	1.202.628	997.985
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	**701.061**	-	**3.196.718**	**269.137**	**4.166.916**	**2.554.733**
- Crédits à l'équipement	701.061	-	3.196.718	269.137	4.166.916	2.554.733
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	-	**60.843**	**7.639.504**	**16.961.852**	**24.662.199**	**24.202.916**
- Crédits immobiliers	-	60.843	7.639.504	16.961.852	24.662.199	24.202.916
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobiliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	**636.939**	**914.455**	**1.212**	**1.552.606**	**302.351**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	**1.215.449**	-	**111.042**	-	**1.326.491**	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	**13.387**	-	**49.801**	**15.876**	**79.064**	**39.455**
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	**239.233**	**1.100.063**	**1.339.296**	**1.090.461**
- Créances pré-douteuses	-	-	1.893	301.022	302.915	**300.851**
- Créances douteuses	-	-	17.230	170.281	187.511	**154.807**
- Créances compromises	-	-	220.110	628.760	848.870	**634.803**
TOTAL	**1.929.897**	**973.551**	**17.120.723**	**19.734.799**	**39.758.970**	**33.917.835**

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

(en milliers MAD)

Rubrique	31/12/18		31/12/17	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	322.006	19.091	322.467	21.616
Créances douteuses	231.687	44.176	186.369	31.562
Créances compromises	2.246.588	1.397.718	1.892.263	1.257.460
TOTAL	**2.800.281**	**1.460.985**	**2.401.099**	**1.310.638**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2018

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers MAD)

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**345.143**	**68.752**	**0**	**413.895**	**189.356**	**23.249**	**0**	**212.605**	**201.290**
- Droit au bail	75.843	0	0	75.843	100	0	0	100	75.743
- Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	265.099	68.752	0	333.852	185.056	23.249	0	208.305	125.547
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	4.200	0	0	4.200	4.200	0	0	4.200	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1.673.397**	**356.307**	230.871	**1.798.833**	**993.706**	**77.448**	**226.276**	**844.878**	**953.955**
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**676.417**	**202.654**	4.452	**874.620**	**302.678**	**23.304**	(88)	**326.071**	**548.549**
, Terrain d'exploitation	21.272	45.644	0	66.916	0	0	0	0	66.916
, Immeubles d'exploitation, Bureaux	654.330	157.011	4.452	806.889	301.863	23.304	(88)	325.256	481.633
, Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	815	0	0	815	815	0	0	815	0
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**380.581**	**27.320**	**105.690**	**302.211**	**314.042**	**21.474**	**105.443**	**230.072**	**72.139**
, Mobilier de bureau d'exploitation	66.534	5.048	16.096	55.486	48.518	3.306	15.853	35.971	19.515
, Matériel de bureau d'exploitation	46.573	2.317	13.617	35.272	35.421	2.371	13.617	24.174	11.098
, Matériel Informatique	249.759	17.090	73.308	193.541	217.010	13.633	73.304	157.339	36.202
, Matériel roulant rattaché à l'exploitation	5.507	1.202	0	6.710	4.300	473	0	4.773	1.937
, Autres matériels d'exploitation	12.208	1.662	2.669	11.202	8.792	1.692	2.669	7.815	3.387
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**616.399**	**126.333**	120.729	**622.002**	**376.986**	**32.670**	**120.921**	**288.735**	**333.267**
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**1.398.433**	**38.054**	**116.719**	**1.319.767**	**163.349**	**9.405**	**12.302**	**160.451**	**1.159.316**
, Terrains hors exploitation	530.965	3.696	6.551	528.110	11.300	0	0	11.300	516.810
, Immeubles hors exploitation	707.608	24.793	61.193	671.208	122.709	6.010	7.720	121.000	550.208
, Mobilier et matériel hors exploitation	22.366	8.108	3.290	27.184	17.250	1.633	3.274	15.610	11.574
, Autres immobilisations corporelles hors exploitation	137.494	1.457	45.685	93.266	12.090	1.761	1.309	12.542	80.724
- ECART DE FUSION ACTIF	**2.994**	0	0	**2.994**	0	0	0	0	**2.994**
T O T A L	**3.419.967**	**463.112**	**347.590**	**3.535.489**	**1.346.411**	**110.101**	**238.579**	**1.217.934**	**2.317.555**

DEPOTS DE LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/18	Total 31/12/17
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	4	5.259.484	13.333.197	18.592.685	17.074.689
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	5.204.318	5.204.318	4.773.462
DEPOTS A TERME	1.000	1.027.480	1.258.500	7.287.083	9.574.062	7.007.699
AUTRES COMPTES CREDITEURS (y compris hamish al jiddiya)	465	206.407	151.324	549.706	907.902	837.650
INTERETS COURUS A PAYER	1.222	4.904	2.242	124.003	132.371	85.038
TOTAL	**2.687**	**1.238.795**	**6.671.549**	**26.498.306**	**34.411.338**	**29.778.538**

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS

(en milliers MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges		581.950
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	28.213
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	134.786
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	475.377
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	175.889
Résultat courant après impôts	(=)	406.061

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

Néant

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

(en milliers MAD)

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et /ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	**244.991**	**230.354**	**14.636**	**21.972**	**7.336**	**-**
Immobilisation incorporelles hors exploitation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Immobilisation corporelles d'exploitation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Immobilisation incorporelles d'exploitation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**244.991**	**230.354**	**14.636**	**21.972**	**7.336**	**-**

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/18	31/12/17
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	1927	1751
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	573	537
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1354	1214
Cadres (équivalent plein temps)	1400	1300
Employés (équivalent plein temps)	527	451

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

(en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	**4.836.915**	**4.836.915**	**-**	**-**	**-**	**-**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	4.202.243	4.202.243	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	634.620	634.620	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	52	52	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	**1.910.533**	**1.904.556**	**1.222.100**	**81**	**673**	**673**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	1.134.542	1.120.112	1.120.000	81	350	350
OBLIGATIONS	103.730	103.624	102.100	-	281	281
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	672.261	680.819	-	-	42	42
TITRES D'INVESTISSEMENT	**856.102**	**882.776**	**846.800**	**-**	**-**	**-**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	856.102	882.776	846.800	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/18	Total 31/12/17
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	**659.361**	**-**	**87.892**	**369.615**	**1.116.868**	**1.231.013**
VALEURS RECUES EN PENSION	**-**	**944.358**	**330.032**	**-**	**1.274.390**	**505.848**
- au jour le jour	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**505.848**
- à terme	**-**	**944.358**	**330.032**	**-**	**1.274.390**	**-**
PRETS DE TRESORERIE	**-**	**-**	**450.000**	**164.287**	**614.288**	**884.943**
- à terme	**-**		**450.000**	**164.287**	**614.288**	**884.943**
- au jour le jour	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
PRETS FINANCIERS	**-**	**-**	**330.776**	**-**	**330.776**	**421.276**
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES (y compris Hmisg Al jiddiya)	**-**	**-**	**22.918**	**-**	**22.918**	**3.597**
INTERETS COURUS A RECEVOIR		**62**	**1.378**	**1**	**1.440**	**1.477**
CREANCES EN SOUFFRANCE	**-**	**-**	**3**	**-**	**3**	**1**
- dont créances en souffrance sur financement participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**659.361**	**944.420**	**1.223.000**	**533.903**	**3.360.683**	**3.048.156**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2018

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels	**12.673**
Opérations diverses sur titres(débiteur)	**-**
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	12.673
Débiteurs divers	**518.392**
- Sommes dues par l'Etat	498.420
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	891
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	19.081
Valeurs et emplois divers	**1.707**
- Valeurs et emplois divers	1.707
Comptes d'ajustement de hors bilan (débiteur)	**8**
Comptes d'écart sur devises et titres (débiteur)	**-**
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	**-**
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	**-**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	**52.046**
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	**-**
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	**201.928**
- Produits à recevoir	181.097
- Charges constatées d'avance	20.831
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	**120.750**
Créances en souffrance sur opérations diverses	**83.913**
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	**83.112**
TOTAL	**908.306**

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	**9.921**
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**544.923**
- Sommes dues à l'Etat	453.693
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	20.782
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	239
- Sommes dues au personnel	14.782
- Fournisseurs de biens et service	3.688
- Divers autres Créditeurs	51.739
Comptes d'ajustement de hors bilan	**5.362**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**2.431**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**218.760**
- Charges à payer	206.061
- Produits constatés d'avance	12.699
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	**372.454**
TOTAL	**1.153.852**

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

(en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	6.107.587	-	-
Hypothèques	50.755.859	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	30.314.114	-	-
TOTAL	**87.177.560**	**-**	**-**

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	4.612.334	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	**4.612.334**	**-**	**-**

CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/17	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/18
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**973.273**	**22.277**	**-**	**995.550**
Réserve légale	189.082	22.277	-	211.359
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	784.192	-	-	784.192
Capital	**2.660.809**	**-**	**-**	**2.660.809**
Capital appelé	2.660.809	-	-	2.660.809
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**472.740**	**(472.740)**	**470.273**	**470.273**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**445.539**	**(445.539)**	**447.021**	**447.021**
TOTAL GENERAL	**4.552.361**	**(896.002)**	**917.294**	**4.573.653**

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

(en milliers MAD)

Capital Social:	Nombre d'actions ou de parts sociales : 26 608 085	Valeur nominale de l'action ou de la part sociale: 100,00 DH

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siége social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MCM	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17.530.419	65,88%	65,88%
SANAD	181 Bd d'anfa, Casablanca, 20000	ASSURANCES	1.559.001	5,86%	5,86%
ATLANTA	181 Bd d'anfa, Casablanca, 20000	ASSURANCES	1.528.291	5,74%	5,74%
HOLMARCOM	20, rue Mostafa El Maâni, CP : 20080, Casablanca	HOLDING	33.373	0,13%	0,13%
RCAR	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	CAISSE DE RETRAITE	1.246.608	4,69%	4,69%
DIVERS / Flottant en bourse	-	-	4.710.393	17,70%	17,70%
Total	-	-	**26.608.085**	**100%**	**100%**

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE 2018

(en milliers MAD)

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	B. AFFECTATION DES RESULTATS	-
. Report à nouveau	**472.740**	**. Réserve légale**	**22.277**
. Résultats nets en instance d'affectation	-	**. Autres réserves (FACULTATIVE)**	-
. Résultats net de l'exercice	**445.539**	**. Tantième**	-
. Prélèvements sur les réserves	-	**. Dividendes**	**425.729**
. Autres Prélèvements	-	**. Autres affectations**	-
		. Report à nouveau	**470.273**
TOTAL A	**918.280**	**TOTAL B**	**918.280**

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Produits sur titres de placement (de propriété)	**32.455**
- Dividendes sur titres OPCVM	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	258
- Autres produits sur titres de propriété	32.197
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**93.298**
- Dividendes sur titres de participation	91.145
- Dividendes sur participations liées	-
- Autres produits sur titres de propriété	2.154

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2018

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/18	31/12/17
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	**14.202.050**	**11.871.359**
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	**352.108**	**102.317**
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	50.000	102.317
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	240.000	-
Autres engagements de financement donnés	62.108	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**7.417.584**	**5.548.244**
Crédits documentaires import	946.719	409.216
Acceptations ou engagements de payer	-	199.365
Ouvertures de crédit confirmés	5.650.885	4.301.103
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	819.980	638.559
Engagements de garantie d'ordre d'établissments de crédit et assimilés	**5.405.569**	**5.417.274**
Crédits documentaires export confirmés	847	866
Acceptations ou engagements de payer		-
Garanties de crédits données		-
Autres cautions, avals et garanties donnés	5.404.721	5.416.409
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**1.026.790**	**803.524**
Garanties de crédits données	1.018.036	794.725
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	8.754	8.799
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	**6.758.974**	**6.090.214**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**6.758.974**	**6.090.214**
Garanties de crédits	6.758.974	6.090.214
Autres garanties reçues	-	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS	
	E. CREDIT	CLIENTELE
COMMISSIONS RECUS	**27.345**	**220.062**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	47.441
Commissions sur moyens de paiement	-	104.106
Commissions sur opérations de titres	-	400
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	8.096
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	46.030
Produits sur activités de conseil et d'assistance	27.345	
Autres produits sur prestations de service	-	13.990
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billet	-	-
COMMISSIONS VERSEES	-	**27.247**
Charges sur moyens de paiement	-	27.247
Commissions sur achat et vente de titres	-	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

(en milliers MAD)

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	51.521
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	798.826
Créances sur la clientéle	939.065
Autres actifs	40.311
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	**1.829.723**
PASSIF :	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	444.368
Dépôts de la clientèle	163.828
Autres passifs	90
TOTAL PASSIF	**608.286**
HORS-BILAN :	**10.461**
ENGAGEMENTS DONNES	10.461
ENGAGEMENTS RECUS	-

MARGE D'INTERET

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/18	31/12/17
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2.032.652	1.846.253
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	68.132	48.850
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	79.758	93.273
Total intérêts et produits assimiles	**2.180.543**	**1.988.376**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	476.476	383.576
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	83.572	49.579
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	302.304	310.343
Total intérêts et charges assimiles	**862.352**	**743.498**
Marge d intérêts	**1.318.191**	**1.244.878**

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Gains sur titres de transaction	98.301
Perte sur titres de transaction	14.418
Résultat sur titres de transaction	**83.883**
Plus-values de cession sur titres de placement	14.674
Moins-values de cession sur titres de placement	922
Résultat sur titres de placement	**13.752**
Produits sur engagement sur titres	-
Charges sur engagement sur titres	-
Résultat sur engagements sur titres	**-**
Produits sur engagement sur produits dérivés	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	-
Produits sur opérations de change	**85.129**
Charges sur opérations de change	17.029
Résultat sur opérations de change	**68.101**

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

(en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1.442.632	90.958	445.250	94.030	146.583	2.219.454
Créances sur la clientèle	3.908.914	3.860.936	4.544.208	10.361.252	13.512.467	36.187.778
Titres de créance	399.957	-	235.795	1.216.337	227.093	2.079.182
Créances subordonnées	-	-	-	260.000	-	260.000
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**5.751.503**	**3.951.894**	**5.225.254**	**11.931.619**	**13.886.144**	**40.746.414**
PASSIF						-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4.927.170	-	29.870	29.870	63.708	5.050.619
Dettes envers la clientèle	2.214.528	1.992.350	5.304.304	255.260	-	9.766.442
Titres de créance émis	135.011	30.140	2.850.106	4.485.584	-	7.500.841
Emprunts subordonnées	-	-	-	-	3.500.000	3.500.000
TOTAL	**7.276.708**	**2.022.490**	**8.184.280**	**4.770.715**	**3.563.708**	**25.817.902**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2018

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Charges de personnel	**510.113**
Salaires et appointements	211.025
Primes et Gratifications	32.943
Autres rémunérations du personnel	340
Charges d'assurances sociales	57.720
Charges de retraite	30.746
Charges de formation	11.191
Autres charges de personnel	166.148
Impôts et taxes	**26.848**
Taxe urbaine et taxe d'édilité	4.759
Patente	14.505
Taxes locales	-
Droits d'enregistrement	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-
Taxes sur les véhicules	36
Autres impôts et taxes, droits assimilés	7.547
Charges extérieures	**176.178**
Loyers de crédit-bail	59.565
Loyers de location simple	
Frais d'entretien et de réparation	65.251
Rémunération du personnel intérimaire	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	31.268
Primes d'assurance	5.590
Frais d'actes et de contentieux	633
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	13.871
Transport et déplacement	**203.680**
Transport et déplacement	23.535
Mission et réception	1.416
Publicité, publication et relations publiques	66.385
Frais postaux & de télécommunication	37.141
Frais de recherche et de documentation	4.309
Frais de conseil et d'assemblée	-
Dons et cotisations	7.274
Fournitures de bureau et imprimés	5.136
Autres charges externes	58.485
Autres charges d'exploitation	**13.651**
Frais préliminaires	6.019
Frais d'acquisition d'immobilisation	3.120
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	2.851
Pénalités et délits	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-
Dons libéralités et lots	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	2
Diverses autres charges générales d'exploitation	1.660
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**110.101**
Immobilisations incorporelles d'exploitation	23.249
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	86.852
Immobilisations corporelles hors exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

(en milliers MAD)

Libellé	Opérations de couverture	Autres opérations
Opérations de change à terme	**1.725.279**	**-**
Devises à recevoir	**59.839**	**-**
Dirhams à livrer	**26.952**	**-**
Devises à livrer	**837.592**	**-**
Dirhams à recevoir	**800.896**	**-**
Dont swaps financiers de devises	**-**	**-**
Engagements sur produits dérivés	**-**	**-**
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	**-**	**-**
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	**-**	**-**
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	**-**	**-**
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	**-**	**-**
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	**-**	**-**
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	**-**	**-**

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Autres produits bancaires	**50.029**
Divers autres produits bancaires	49.618
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-
Produits des exercices antérieurs	-
Divers autres produits bancaires	49.618
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	411
Autres charges bancaires	**73.232**
Divers charges sur titres de propriété	-
Frais d'émission des emprunts	-
Autres charges sur opérations sur titres	-
Autres sur prestations de services	2.298
Divers autres charges bancaires	70.341
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	52.252
Produits rétrocédés	-
Charges des exercices antérieurs	-
Divers autres charges bancaires	18.088
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	593
Produits d'exploitation non bancaires	**40.263**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	5.832
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	7.336
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-
Produits accessoires	4.827
Subventions reçues	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	22.269
Charges d'exploitation non bancaires	**539**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	539
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	-
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**357.477**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	356.048
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	-
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	1.428
Pertes sur créances irrécouvrables	**6.510**
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	937
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	5.573
Autres dotations aux provisions	**181.671**
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	221
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	181.449
Dotations aux provisions réglementées	-
Dotations aux autres provisions	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**207.271**
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	2
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	207.202
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	67
Récupération sur créances amorties	**21.395**
Autres reprises de provisions	**93.154**
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	421
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	7.720
Reprises de provisions pour autres risques et charges	85.013
Reprises de provisions réglementées	-
Reprises de provisions	-
Produits non courants	**93.169**
Reprises non courantes des amortissements	-
Reprises non courantes des provisions	-
Autres produits non courants	93.169
Charges non courantes	**29.159**
Dotations non courantes aux amortissements	-
Dotations non courantes aux provisions	-
Autres charges non courantes	29.159

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/18	31/12/17	31/12/18	31/12/17
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	32	23	6.155.001	5.511.707
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2018

TITRES DE CREANCES EMIS (y compris les dettes subordonnés)

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	DURÉE (ANS)	MODE REMBOURSEMENT	TVA O/N	Dernière échéance	Jours	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
Obligations ordinaires garanties	11/06/04	5,32	15	Amortissement constant	N	11/06/18		11/06/19	500	33.330,00	991	34.321
Obligations ordinaires non garanties	12/05/08	4,50	10	InFine	O	08/05/18		08/05/22	385.000	385.000,00	8.298	393.298
Obligations ordinaires non garanties	08/05/12	5,30	10	InFine	O	08/05/18		08/05/22	615.000	615.000,00	21.254	636.254
Obligations subordonnées	09/01/15	3,70	10	InFine	O	09/01/18		09/01/25	320.200	320.200,00	10.383	330.583
Obligations subordonnées	09/01/15	4,75	10	InFine	O	09/01/18		09/01/25	679.800	679.800,00	31.583	711.383
Obligations subordonnées	15/12/16	2,97	10	InFine	O	15/12/18		15/12/26	960.600	960.600,00	1.429	962.029
Obligations subordonnées	15/12/16	3,82	10	InFine	O	15/12/18		15/12/26	39.400	39.400,00	70	39.470
Obligations subordonnées	18/05/18	2,99	10	InFine	O	-		18/05/28	500.000	500.000,00	9.468	509.468
Obligations subordonnées	18/05/18	4,02	10	InFine	O	-		18/05/28	500.000	500.000,00	12.556	512.556
Obligations subordonnées	28/12/18	5,10	10	InFine	O	-		28/12/28	350.000	350.000,00	198	350.198
Obligations subordonnées	28/12/18	6,23	10	InFine	O	-		28/12/28	150.000	150.000,00	102	150.102
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									**4.500.500**	**4.533.330**	**96.332**	**4.629.662**
BHBM	02/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	02/05/18		02/05/19	129.270	11.973	556	12.529
BHBM	05/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	05/05/18		05/05/19	29.100	2.695	124	2.819
BHBM	06/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	06/05/18		06/05/19	63.240	5.857	268	6.125
BHBM	07/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	07/05/18		07/05/19	7.770	720	33	752
BHBM	13/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	13/05/18		13/05/19	22.200	2.056	91	2.147
BHBM	21/07/01	6,89	18	Annuité constante	N	21/07/18		21/07/19	116.400	10.740	332	11.072
BHBM	23/10/01	7,04	18	Annuité constante	N	23/10/18		23/10/19	100.000	9.314	126	9.440
BHBM	24/10/01	7,04	18	Annuité constante	N	24/10/18		24/10/19	150.000	13.971	186	14.157
BHBM	20/11/01	6,89	18	Annuité constante	N	20/11/18		20/11/19	400	37	0	37
BHBM	26/11/01	6,89	18	Annuité constante	N	26/11/18		26/11/19	295.800	27.293	185	27.478
BHBM	31/12/01	7,15	18	Annuité constante	N	31/12/18		31/12/19	210.000	14.068	3	14.071
BHBM	11/02/02	7,16	18	Annuité constante	N	11/02/18		11/02/20	210.000	27.213	1.730	28.942
BHBM	27/04/02	7,13	18	Annuité constante	N	27/04/18		27/04/20	320	58	3	61
BHBM	30/04/02	7,13	18	Annuité constante	N	30/04/18		30/04/20	178.240	32.280	1.551	33.831
BHBM	28/05/02	7,10	18	Annuité constante	N	28/05/18		28/05/20	58.400	10.558	448	11.006
BHBM	02/09/02	6,94	18	Annuité constante	N	02/09/18		02/09/20	130.770	23.422	539	23.961
BHBM	17/01/04	5,89	18	Annuité constante	N	17/01/18		17/01/22	160.000	31.819	1.792	33.611
BHBM	20/01/04	5,83	18	Annuité constante	N	20/01/18		20/01/22	381.400	120.983	6.686	127.669
BHBM	10/04/04	5,83	18	Annuité constante	N	10/04/18		10/04/22	250.000	47.578	2.021	49.599
BHBM	13/03/05	5,49	18	Annuité constante	N	13/03/18		13/03/23	370.000	94.882	4.196	99.077
BHBM	13/07/05	5,31	18	Annuité constante	N	13/07/18		13/07/23	242.700	91.295	2.284	93.580
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME									**3.106.010**	**578.811**	**23.154**	**601.965**
CDN	29/05/12	4,19	7	InFine	O	29/05/18		29/05/19	5.000	5.000	93	5.093
CDN	23/01/14	5,53	5	InFine	O	23/01/18		23/01/19	100.000	100.000	5.197	105.197
CDN	22/05/14	4,42	5	InFine	O	22/05/18		22/05/19	707.000	707.000	19.178	726.178
CDN	03/11/14	3,91	5	InFine	O	03/11/18		03/11/19	300.000	300.000	1.896	301.896
CDN	19/02/15	3,48	5	InFine	O	19/02/18		19/02/20	118.000	118.000	3.555	121.555
CDN	22/05/15	3,80	5	InFine	O	22/05/18		22/05/20	400.000	400.000	9.328	409.328
CDN	20/01/17	3,15	4	InFine	O	20/01/18		20/01/21	30.000	30.000	896	30.896
CDN	20/01/17	3,30	5	InFine	O	20/01/18		20/01/22	30.000	30.000	938	30.938
CDN	23/01/17	3,00	3	InFine	O	23/01/18		23/01/20	15.000	15.000	423	15.423
CDN	25/04/17	3,30	5	InFine	O	25/04/18		25/04/22	600.000	600.000	13.616	613.616
CDN	05/05/17	3,33	5	InFine	O	05/05/18		05/05/22	300.000	300.000	6.596	306.596
CDN	25/05/17	3,10	4	InFine	O	25/05/18		25/05/21	300.000	300.000	5.631	305.631
CDN	30/06/17	3,15	4	InFine	O	30/06/18		30/06/21	420.000	420.000	6.706	426.706
CDN	31/07/17	2,85	2	InFine	O	31/07/18		31/07/19	1.152.900	1.152.900	13.863	1.166.763
CDN	28/09/17	3,30	5	InFine	O	28/09/18		28/09/22	605.000	605.000	5.196	610.196
CDN	13/11/17	2,70	2	InFine	O	13/11/18		13/11/19	493.800	493.800	1.790	495.590
CDN	13/11/17	2,85	3	InFine	O	13/11/18		13/11/20	312.000	312.000	1.194	313.194
CDN	31/07/17	2,85	2	IN FINE	O	-		31/07/19	1.152.900	1.152.900	13.863	1.166.763
CDN	28/09/17	3,30	5	IN FINE	O	-		28/09/22	605.000	605.000	5.196	610.196
CDN	13/11/17	2,70	2	IN FINE	O	-		13/11/19	493.800	493.800	1.790	495.590
CDN	13/11/17	2,85	3	IN FINE	O	-		13/11/20	312.000	312.000	1.194	313.194
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									**5.888.700**	**5.888.700**	**96.096**	**5.984.796**
TOTAL GENERAL									**13.495.210**	**11.000.841**	**215.582**	**11.216.423**

COMPTES DE LA CLIENTELE

(en nombre)

	31/12/18	31/12/17
Comptes courants	38.794	34.174
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	27.098	21.726
Autres comptes chèques	911.656	638.305
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	288.525	261.720
Comptes à terme	2.021	1.836
Bons de caisse	667	526
Autres comptes de dépôts	1.526	1.655

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

(en milliers MAD)

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l 'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collecteé	170.652	265.317	244.763	191.206
B. TVA à récupérer	14.034	141.129	135.287	19.877
Sur charges	10.921	86.379	84.478	12.823
Sur immobilisations	3.113	54.750	50.809	7.053
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	156.618	124.188	109.476	171.330

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2018

SITUATION DES PARTICIPATIONS

(en milliers MAD)

Titre	Capital Social	VN	Actions détenues en nombre	Actions détenues en %	Situation au 31 décembre 2018			Extrait des derniers états de synthèse de la société émetttrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-	-	-	**1.648.642**	**55.194**	**1.593.448**	-	-	-	-
MAROCLEASING	277.676.800	100	944.417	34,01%	519.341	-	519.341	31/12/2017	441.663	65.374	15.111
SOFAC	193.200.000	100	1.281.010	66,30%	454.861	-	454.861	31/12/2017	325.754	81.328	35.586
Umnia BANK	600.000.000	100	2.400.000	40,00%	240.000	-	240.000	31/12/2017	219.076	(74.304)	-
MAGHREB TITRISATION	5.000.000	100	12.167	24,33%	1.217	-	1.217	31/12/2017	11.082	3.216	730
PALM-BAY	100.000.000	1.000	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-
SANGHO	494.000	100	4.940	100,00%	253.831	-	253.831	31/12/2017	(249.330)	(19.012)	-
LE TIVOLI	44.462.000	100	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/2017	19.415	(6.205)	-
CIH COURTAGE	100.000.000	100	1.000.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/2017	20.349	19.347	19.300
HMST (Ex SCI NATHALIE)	3.000.000	100	30.000	100,00%	5.194	5.194	-	31/12/2017	(15.815)	(380)	-
RHOSN ENNAKHIL	400.000	100	3.200	80,00%	320	-	320	31/12/2017	234	(66)	-
RHOSN ENNAKHIL DOTATIONS DIVERSES	-	-	-	-	55.291	-	55.291	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	-	-	-	-	**581.992**	**146.253**	**435.738**	-	-	-	**20.418**
AJARINVEST	7.000.000	100	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/2017	3.588	(3.195)	-
CMI	98.200.000	100	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/2016	182.731	83.632	3.500
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000.000	100	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/2014	21.519	216	-
INTERBANK	11.500.000	100	6.899	6,00%	690	-	690	31/12/2014	12.489	140	-
SGFG	1.000.000	100	588	5,88%	59	-	59	31/12/2017	2.423	852	-
SBVC casablanca	387.517.900	100	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/2017	452.574	28.253	-
MAROCLEAR	100.000.000	5.000	275	1,38%	275	-	275	31/12/2017	116.876	8.438	-
DAR AD-DAMANE	75.000.000	250	2.000	0,67%	500	-	500	-	-	-	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	0,00%	750	750	-	-	-	-	-
Visa/MC	-	-	-	0,00%	-	-	-	-	-	-	62
ATLANTA	601.904.360	10	6.019.844	10,00%	409.372	-	409.372	31/12/2017	914.522	193.036	16.856
SIDI IFNI	100.000	100	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6.100.000	100	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300.000	100	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2.100.000	100	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37.000.000	500	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20.000.000	100	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/2014	48.314	3.014	-
SED FES	10.000.000	100	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100.000.000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/2014	216.548	(4.961)	-
ADER-FES	35.000.000	100	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
NEW SALAM	215.000.000	100	-	65,12%	140.000	140.000	-	-	-	-	-
SCI NATHALIE DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	111	111	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUDARABA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	**12.460.012**	-	**2.230.634**	**201.447**	**2.029.187**	-	-	-	**91.145**

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE (Risques > 10% FP)

(en milliers MAD)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont crédits par décaissement	crédits par signature (de financement et de garantie données	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et déductions
8	7.318	3.749	3.159	410	7.315

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/18	Total 31/12/17
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	84.128	6.476	90.604	92.398
VALEURS DONNEES EN PENSION	4.610.334	-	-	-	4.610.334	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	4.610.334	-	-	-	4.610.334	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	95.655	-	191.310	286.965	-
- au jour le jour	-				-	-
- à terme	-	95.655	-	191.310	286.965	-
EMPRUNTS FINANCIERS	3.967		149.352		153.320	217.566
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	-	181.017	-	181.017	461.677
INTERETS COURUS A PAYER	1.441	8	2.192	149	3.789	3.135
TOTAL	4.615.742	95.663	416.690	197.935	5.326.029	774.776

DETTES SUBORDONNEES

(en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Non apparentés	Apparentes				Exercice 2018	Exercice 2017
			Ets. de créd. & Assim.	Eses financières	Eses non financières	Autres apparentés		
Dettes subordonnées	3.565.790	3.565.790	-	-	-	-	3.565.790	2.043.329
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.000.000	3.000.000	-	-	-	-	3.000.000	2.000.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	3.000.000	3.000.000	-	-	-	-	3.000.000	2.000.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-		-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	500.000	500.000	-	-	-	-	500.000	-
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	-	400.000	-	-	-	-	400.000	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	100.000	-	-	-	-	100.000	-
Intérêts courus à payer	65.790	65.790	-	-	-	-	65.790	43.329

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2018

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

(en milliers MAD)

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE			
- Activité bancaire	1.806.637	805.989	645.960
- Autres activités		-	-
TOTAL	**1.806.637**	**805.989**	**645.960**
2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE			
- MAROC	1.806.637	805.989	645.960
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	**1.806.637**	**805.989**	**645.960**

CREANCES SUBORDONNEES

(en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Apparentes				Exercice 2018	Exercice 2017
		Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	130.000
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	260.000	260.000	-	-	-	260.000	130.000
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissement de crédits et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
ICNE	-	-	-	-	-	-	19

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS Ex 2018

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31 Décembre 2018

. Date d'établissement des états de synthèse (2) Janvier 2019

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET

EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables Néant
	Défavorables Néant

TABLEAU DE PASSAGE RC AU RF (31 Decembre 2018)

(en milliers MAD)

Résultat Brut Avant Impôt			645.960
Réintégrations	A +B		28.213
Pénalités et majorations fiscales		407	
Autres		2	
A Total réintégrations 1		409	
Dotation aux provisions pour risques généraux		27.805	
B Total réintégrations 2 provisions autres que CES		27.805	
Déductions	C+D		136.500
Produits des participations		91.145	
Autres revenues titres de propriétés activité portefeuille		258	
C Total déductions 1		91.403	
Reprises provisions sur CES		1.714	
Reprises des provisions pour risques généraux		43.384	
D Total déductions 2		45.097	
Résultat Brut Fiscal	I+II-III		537.673
Reports Déficitaires antérieurs			
Amortissements fiscalement différés			
Déficit exploitation reportable			
Résultat Net Fiscal	IV-V		537.673
IS Brut avant imputation de la cotisation minimale	VI*%IS		
Cotisation minimale			
IS de l'exercice	VII-VIII		198.939
Résultat Net	I-IX		447.021

PROVISIONS

(en milliers MAD)

PROVISIONS	Stock au 31/12/17	Dotations	Reprises	Autres variations	Stock au 31/12/18
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**1.667.117**	**358.138**	**215.754**	-	**1.809.502**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (y compris FP)	22	-	2	-	20
Créances sur la clientèle (y compris FP)	1.310.637	356.048	205.702	-	1.460.983
Titres de placement et d'investissement (y compris certificats de Sukuk)	491	593	411	-	673
Titres de participation et emplois assimilés	201.647	221	421	-	201.447
Dépôts d'investissements placés	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Immobilisations en Ijara	-	-	-	-	-
Autres actifs	154.321	1.276	9.218	-	146.378
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**247.371**	**181.602**	**85.080**	**33.125**	**377.018**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	673	1.428	67		2.035
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	180.593	67.805	83.384	-	165.014
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges (y compris provisions pour risques sur Moudaraba)	66.105	112.369	1.629	33.125	209.970
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**1.914.489**	**539.741**	**300.833**	**33.125**	**2.186.521**

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

Fidaroc Grant Thornton
L'instinct de la croissance
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
187, avenue Hassan II - Casablanca

RESUME DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints, du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ces états de synthèse font ressortir un montant des capitaux propres et assimilés de KMAD 8 139 443 dont un bénéfice net de KMAD 447 021.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2018 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Casablanca, le 21 février 2019

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT
Abdelaziz ALMECHATTI
Associé

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

Communication financière

Résultats au 31 / 12 / 2017

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187, avenue Hassan II - Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire :

Le Mercredi 28 Mars 2018, à 11 Heures

A l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Ratification des modalités de convocation ;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2017 ;
3. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2017 ;
4. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2017 ;
5. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés ; anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05;
9. Démission d'administrateur ;
10. Ratification de la cooptation d'administrateurs ;
11. Renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ;
12. Pouvoirs.

Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité.
Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agrée cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le Mercredi 28 Mars 2018, à partir de 10H30 minutes.

Il est à rappeler à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2017 seront publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- L'hebdomadaire « Finances News hebdo » du jeudi 22/02/2018 ;
- L'hebdomadaire «La Vie Eco» du vendredi 23/02/2018.

Données de contact :

- Mlle Amal MOUHOUB
- Tél. : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

Projets de résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire
Date : 28 Mars 2018

PREMIERE RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

DEUXIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires , après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2017, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2017, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire 445 539 429 dirhams pour les comptes sociaux.
L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2017.

TROISIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

QUATRIEME RESOLUTION :
L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 472 740 180 dirhams, est de 896 002 638 dirhams.
- Décide de fixer le montant du dividende à :
  - Un dividende ordinaire de 14 dirhams l'action.
  - Un dividende exceptionnel de 2 dirhams l'action,
- Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2017 s'élève à 425 729 360 dirhams,
- Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de 470 273 278 dirhams.

Le dividende ordinaire et le dividende exceptionnel seront payables à partir du 2 juillet 2018.

Récapitulatif de l'affectation des résultats : (Montant en dirhams)

Bénéfice de l'exercice	**445 539 429**
Déduction des pertes antérieures	**0**
Solde s'élevant à	**445 539 429**
Réserve légale (-)	**22 276 971**
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	**472 740 180**
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	**896 002 638**
Dividende ordinaire par action	**14**
Dividende exceptionnel par action	**2**
Nombre d'actions	**26 608 085**
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	**425 729 3 60**
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	**470 273 278**

Le dividende ordinaire et le dividende exceptionnel seront payables à partir du 2 juillet 2018.

CINQUIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2017.

SIXIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonyme, approuve les conclusions dudit rapport.

SEPTIEME RESOLUTION : DEMISSION D'ADMINISTRATEUR
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires prend acte de la démission de de M. Omar LAHLOU de son poste d'administrateur au sein du Conseil d'Administration du CIH.

HUITIEME RESOLUTION : RATIFICATION DE LA NOMINATION D' ADMINISTRATEUR
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la cooptation de Mme Latifa ECHIHABI, Secrétaire Générale de la CDG, en remplacement de M. Mohamed Amine BENHALIMA, pour la durée restante du mandat de son prédécesseur, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2020.
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la cooptation de M. Khalid EL HATTAB, Directeur du Pôle Finances de la CDG, en remplacement de M. OMAR LAHLOU, pour la durée restante du mandat de son prédécesseur, qui prendra fin à soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2019.

NEUVIEME RESOLUTION : RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de M. Faïçal MEKOUAR, Cabinet Fidaroc Grant Thornton, en qualité de Commissaire aux comptes pour une durée de 3 exercices (exercices 2018, 2019 et 2020), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2020.
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de M. Abdelaziz ALMECHATT, Cabinet Coopers Audit Maroc, en qualité de Commissaire aux comptes pour une durée de 3 exercices (exercices 2018, 2019 et 2020), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2020.

DIXIEME RESOLUTION : POUVOIRS
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2017

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique:
• Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007;
• Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
- Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
- Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
• Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
• Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes.
• Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles.

Bases de présentation
Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.
Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.
Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles
Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.
Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Equipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

CONTRATS DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.
Deux types de contrat de location sont définis par la norme :
• Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
• Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.

L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.

Les biens faisant l'objet de contrats de location simple ne sont pas comptabilisés à l'actif. Les loyers constituent une charge.

TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

Un actif financier peut être défini comme :
• Un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers ;
• Un droit d'échanger d'autres instruments financiers dans des conditions potentiellement favorables ;
• Un instrument de capitaux propres d'une autre entreprise sauf titres de filiales et entreprises associées, à l'exception des actions propres acquises par l'entreprise ou ses filiales.

Évaluation des titres
La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponibles à la vente ».
Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. À défaut, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier utilise des techniques de valorisation reconnues.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut aboutir à une estimation fiable, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ».

Actifs et passifs financiers
Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés pour les actifs financiers dans une des quatre catégories suivantes :
• Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
• Placements détenus jusqu'à l'échéance ;
• Prêts et créances ;
• Actifs financiers disponibles à la vente.

Prêts et créances
La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenus fixe ou déterminable. Les titres sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

Activité de crédit
Les crédits sont classés dans la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dépréciation des Créances
Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte.

Les évènements entraînant une preuve objective de dépréciation, cités par IAS 39 § 59, sont les suivants :
• Des difficultés financières importantes de l'emprunteur,
• Une rupture de contrat effective telle qu'un défaut de paiement du principal ou des intérêts,
• L'octroi par le préteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité non envisagée autrement par le prêteur,
• Une probabilité de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur,
• La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à cause de difficultés financières,
• Des informations observables indiquant qu'il y a une baisse mesurable dans les flux futurs estimés d'un groupe de prêts depuis leur enregistrement initial, bien que la baisse ne puisse être encore identifiée dans les prêts individuels du groupe, incluant :
- Des changements défavorables du statut de paiement des emprunteurs dans le groupe, par exemple une augmentation des retards de paiement ou une augmentation du nombre de cartes de crédit ayant atteints leurs limites de crédit,

- Des conditions économiques nationales ou locales qui sont corrélées avec les défauts sur les actifs du groupe, par exemple une augmentation du taux de chômage dans la zone géographique des emprunteurs, une diminution des prix du marché immobilier pour les prêts hypothécaires dans la zone concernée ou des variations défavorables des conditions d'un secteur qui impactent les emprunteurs du groupe.

Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue et correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions.

On distingue ainsi :
• Les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances en souffrance assorties de provisions ;
• Les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.
Concernant les garanties reçues à prendre en compte pour le calcul de la provision, il est considéré :
- Qu'à priori la valeur devant être retenue est la valeur au moment de l'estimation de la provision et non une valeur tenant compte de l'éventuelle dégradation dans le futur de l'élément constituant cette garantie (par exemple un immeuble) (Base IAS 39 §AG86),
- Que même lorsqu' une garantie couvre une créance à 100 %, il y aura généralement une dépréciation du fait d'un calcul basé sur les flux actualisés lorsque le montant garanti est versé tardivement à l'établissement créancier.

Actifs financiers disponibles à la vente
La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut. Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :
- Les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- Les intérêts courus sur les titres disponibles à la vente sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat ;
- Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres recyclables «gains ou pertes latents ou différés». En cas de cession, ces variations sont constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise, est comptabilisée dans un compte de capitaux propres variables.

Dépréciation
Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction.

Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers
Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.
Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

Dettes
Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs
Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs
Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENRTUELS

Actifs éventuels
Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels
Un passif éventuel est :
• Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
ou
• Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
- Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
ou
- Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:
• Prime de fin de carrière ;
• Prime d'ancienneté ;
• Indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies
L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à prestations définies
Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé
Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Décembre-17	31-Décembre-16	31-Décembre-17	31-Décembre-16
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,30%	5,40%	4,80%	4,85%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	1 854	1 824	1 854	1 824
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,1% et 1,3%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2017

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.
Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.
Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.
Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités
Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités
Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis semestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales
Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées
Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :
• Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
• Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.
Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation
Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture
Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe..

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :
• La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
• Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;
Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.
Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.
Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

GOODWILL

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2017

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

RECOURS A DES ESTIMATIONS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.
Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.
Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :
• Provisions pour dépréciation des créances clients
• Goodwill;
• Provisions pour risques et charges
• Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure **'Entité Structurée'** : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts. Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :
1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2017*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1 500	485,3
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1 200	442,0

*En millions de dirhams

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :
• L'activité banque ;
• L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
• Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

Modalité d'exercice de la Direction Générale :
• Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
• Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
• L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

ROLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

ROLE DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

ROLE DES STRUCTURES ET COMITES SPECIALISES DANS LA GESTION DES RISQUES ET LE CONTROLE

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Les structures
• Le pôle Risques composé de la Direction des Engagements et la Direction des Risques ;
• Le Pôle Conformité ;
• La Direction de l'Audit et de l'Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale
• Le Comité de Management des Risques ;
• Le Comité du Contrôle Interne ;
• Le comité de pilotage des risques de crédit ;
• Le Comité des Engagements ;
• Le Comité de Recouvrement ;
• Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
• Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
• Le Comité de Suivi du Contentieux ;
• Le Comité de Provisionnement ;
• Le Comité ALM ;
• Le Comité de Conformité ;
• Le Comité des risques opérationnels.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

IDENTIFICATION

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH.

A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

MESURE

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.

Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

MAITRISE

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiés à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites
L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence
Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'exploitation (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

CONTROLE ET SURVEILLANCE

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Dans le cadre de la mise en place des méthodes avancées de calcul des risques de crédit, le CIH a élaboré :
• Un modèle de notation pour la promotion immobilière;
• Un modèle de notation pour les entreprises;
• Un modèle de sélection des bons payeurs pour la clientèle des professionnels;
• Des modèles de scoring à l'octroi et des modèles de notation pour la clientèle Retail.

PRINCIPES DE BASE REGISSANT L'ACTIVITE DE CREDIT

L'activité de crédit au C.I.H s'appuie sur les principes de base suivants, en particulier :
• Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi et de tarification ;
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.

SURVEILLANCE ET PILOTAGE DU RISQUE DE CREDIT

DISPOSITIF DE SUIVI DU RISQUE DE CREDIT

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part.

Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

ANALYSE DU PORTEFEUILLE DES ENGAGEMENTS

Répartition des encours de crédit par marché et par nature de crédit
La répartition de l'encours global des crédits par marchés de clientèle, au 31 Décembre 2017, reflète :
• Le positionnement stratégique de la banque autour du financement des besoins des particuliers et de la famille puisque les crédits aux particuliers représentent 45% du total des encours hors contentieux;
• La forte concentration de l'activité de crédit à l'habitat, dans la mesure où les crédits à la construction et à l'acquisition de logements représentent 62 % des encours hors contentieux;

Dans le domaine de la promotion immobilière, les deux régions du Grand Casablanca et du Rabat et région concentrent plus de la moitié de l'encours global (PI hors contentieux) des crédits (55%).

Qualité du portefeuille de crédit
Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 3,03 milliards de Dirhams au 31 décembre 2017.

Le taux de CES s'établit à 5,63 % au 31 décembre 2017.

II. RISQUE OPERATIONNEL

DEFINITION DU RISQUE OPERATIONNEL

Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES OPERATIONNELS

Afin de cerner l'ensemble du périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels, la banque a mis en place un progiciel. Ce progiciel permet une gestion des déclarations d'incidents, la formalisation des résultats des exercices d'autoévaluation et le suivi des plans d'actions correctives.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au Comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

LE PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

III. RISQUE DE MARCHE

DEFINITION DU RISQUE DE MARCHE

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :
• Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHE

ROLE DE LA SALLE DES MARCHES

La Direction Marchés des Capitaux est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

ROLE DE LA DIRECTION DES RISQUES

La Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

EVALUATION DES RISQUES DE TAUX D'INTERET ET DE LIQUIDITE

EVALUATION DU RISQUE GLOBAL DE TAUX

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2017, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -229 millions DH soit -4,6% des fonds propres réglementaires.

EVALUATION DU RISQUE DE LIQUIDITE

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2017

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
• Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
• Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

COUVERTURE DES GAPS DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

SUIVI DES RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.

En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité d'Audit.

V. RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

Au 31 décembre 2017, en application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres réglementaires de CIH Bank s'établissent à 4,95 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 16,07%.

Les fonds propres de catégorie 1 s'établissent 3,26 milliards de dirhams intégrant 3,44 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1 et de 755 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués. Les déductions opérées sur les fonds propres de base concernent les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 147 millions de dirhams et les participations pour un montant global de 790 millions de dirhams.

Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 10,60%.

Les fonds propres de catégorie 2 s'établissent à 1,68 milliards de dirhams composés principalement d'emprunts obligataires pour un montant de 1,91 milliards de dirhams. Les déductions opérées sur les fonds propres de catégorie 2 concernent les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 36 millions de dirhams et les participations pour un montant global de 195 millions de dirhams.

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2017 représentent 27,74 milliards de dirhams soit 90% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 2,22 milliards de dirhams.

Risque de marché Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2017 de la position de change de la Banque, les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissement à 11,59 millions de dirhams.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2016 de la position de change de la Banque, les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissement à 13,05 millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 2,89 milliards de dirhams au 31 Décembre 2017 pour une exigence en fonds propres de 231 millions de dirhams.

INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 660 808 500 dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 26 608 085 (Vingt Six Millions Six Cent Huit Mille Quatre Vingt Cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ANNEE 2017

Le Conseil d'Administration réuni le 14/02/2018 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

	2017
Bénéfice de l'exercice	445 539 429
Déduction des pertes antérieures	-
Solde s'élevant à	445 539 429
Réserve légale (-)	22 276 971
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	472 740 180
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	896 002 638
Dividende par action	14
Dividende exceptionnel par action	2
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	425 729 3 60
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	470 273 278

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende ordinaire de 14 dirhams par action et un dividende exceptionnel de 2 dirhams par action. Le dividende ordinaire et le dividende exceptionnel seront payables à partir du 2 juillet 2018.

BILAN CONSOLIDE

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/17	31/12/16
1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1.333.425	1.586.200
2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.525.718	1.161.522
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Actifs financiers disponibles à la vente	970.911	694.592
5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.093.461	922.441
6. Prêts et créances sur la clientèle	40.352.316	36.726.375
7. Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Placements détenus jusqu'à leur échéance	2.487.693	2.480.637
9. Actifs d'impôt exigible	312.484	340.396
10. Actifs d'impôt différé	88.481	10.334
11. Comptes de régularisation et autres actifs	870.894	935.798
12. Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
13. Participations dans des entreprise mises en équivalence	507.858	593.476
14. Immeubles de placement	1.082.207	993.542
15. Immobilisations corporelles	1.423.539	1.065.790
16. Immobilisations incorporelles	268.247	233.514
17. Ecarts d'acquisition	299.428	174.884
Total de l'Actif	**53.616.662**	**47.919.501**

BILAN CONSOLIDE

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/17	31/12/16
1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	268	12
2.Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3.Instruments dérivés de couverture	-	-
4.Dettes envers les établissements de crédit assimilés	2.259.676	2.611.686
5.Dettes envers la clientèle	31.935.217	28.447.096
6.Titres de créance émis	10.159.482	8.057.118
7.Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8.Passifs d'impôt exigible	253.378	266.269
9.Passifs d'impôt différé	163.251	85.798
10.Comptes de régularisation et autres passifs	1.260.483	1.024.890
11.Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
12.Provsions techniques des contrats d'assurance	-	-
13.Provisions	241.732	234.256
14.Subventions et fonds assimillés	-	-
15.Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	2.050.200	2.051.159
16.Capitaux propres	5.292.974	5.141.217
17.Capitaux propres part du groupe	4.977.457	4.915.333
18.Capital et réserves liées	2.660.809	2.660.809
19.réserves consolidées	1.872.842	1.811.601
20.Gains ou pertes latents ou différés	8.037	8.403
21.résultat de l'exercice	435.770	434.519
22.Intérêts minoritaires	315.517	225.884
Total du Passif	**53.616.662**	**47.919.501**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2017

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
1. + Intérêts et produits assimilés	2.464.589	2.368.382
2. - Intérêts et charges assimilées	(923.790)	(887.891)
3. MARGE D'INTERET	**1.540.799**	**1.480.491**
4. + Commissions (produits)	307.247	288.817
5. - Commissions (charges)	(12.784)	(13.593)
6. MARGE SUR COMMISSIONS	**294.464**	**275.225**
7. +/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	32.695	6.687
8. +/- Gains ou pertes nets sur actifs financiérs disponibles à la vente	25.844	18.913
9. + Produits des autres activités	693.911	540.815
10. - Charges des autres activités	(551.805)	(474.936)
11. PRODUIT NET BANCAIRE	**2.035.907**	**1.847.194**
12. - Charges générales d'exploitation	(1.199.488)	(974.714)
13. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(117.817)	(120.692)
14. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**718.601**	**751.788**
15. Coût du risque	(58.127)	(116.142)
16. RESULTATS D'EXPLOIATATION	**660.474**	**635.647**
17. +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	23.094	26.292
18. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	49.402	30.321
19. +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	(96.174)	-
20. RESULTAT AVANT IMPOT	**636.796**	**692.260**
21. - Impôt sur les résultats	(214.318)	(247.995)
22. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
23. RESULTAT NET	**422.478**	**444.265**
24. Intérêts minoritaires	13.292	(9.745)
25. RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**435.770**	**434.519**
26. Résultat de base par action en dirham	16,4	16,3
27. Résultat dilué par action en dirham	16,4	16,3

GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
dividendes reçus et produits sur AFS	19.875	17.672
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs disponibles à la vente	1.571	1.189
Dépréciation durable	200	(101)
Reprise de dépréciation	4.198	155
Solde des relations de couverture des instruments de couverture de la JV des AFS, lorsque l'élément couvert est cédé	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	**25.844**	**18.913**

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Charges de personnel	595.470	537.725
Impôts et taxes	32.710	27.727
Services extérieurs et autres charges	571.308	409.262
Charges d'exploitation	**1.199.488**	**974.714**

INFORMATION SECTORIELLE

(en milliers MAD)

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 31/12/2017
TOTAL BILAN	47.911.077	6.364.869	1.777.834	(2.437.119)	53.616.662
Dont					
ELEMENTS D'ACTIF					
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service	1.325.640	7.416	38.403	(38.033)	1.333.425
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.474.283	4.094	55.986	(440.902)	2.093.461
Prêts et créances sur la clientèle	34.388.505	5.207.620	935.096	(178.905)	40.352.316
Immobilisations corporelles	982.403	97.864	343.272	-	1.423.539
Immobilisations incorporelles	249.098	18.889	261	-	268.247
ELEMENTS DU PASSIF				-	
Dettes envers les établissements de crédit assimilés	916.602	1.596.659	202.448	(456.033)	2.259.676
Dettes envers la clientèle	29.960.213	1.420.396	775.092	(220.485)	31.935.217
Titres de créance émis	8.494.375	1.665.107	-	-	10.159.482
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	2.043.329	136.890	-	(130.019)	2.050.200
CAPITAUX PROPRES	4.767.615	358.107	(170.968)	338.220	5.292.974

COMPTE DE RESULTAT	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 31/12/2017
Marge d'intérêt	1.250.364	250.537	(2.385)	42.283	1.540.799
Marge sur commission	246.517	67.890	(7.497)	(12.447)	294.464
Produit net bancaire	1.706.622	363.710	74.972	(109.397)	2.035.907
Résultat d'exploitation	536.910	123.908	14.095	(14.438)	660.474
Résultat net	418.021	44.611	(780)	(39.374)	422.478
Résultat net part du Groupe	418.021	44.611	(780)	(26.082)	435.770

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en milliers MAD)

FLUX DE TRESORERIE	31/12/17	31/12/16
1. Résultat avant impôts	**636.796**	**692.260**
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	565.962	508.433
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	64	(441)
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	105.817	51.325
5. +/- Dotations nettes aux provisions	30.665	48.876
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(23.094)	(26.292)
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(32.070)	(6.697)
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(16.391)	(9.429)
9. +/- Autres mouvements	(85.764)	(66.000)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	**545.188**	**499.775**
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(1.674.062)	(127.147)
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(175.364)	294.854
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(614.316)	(1.256.494)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	157.616	(364.295)
15. - Impôts versés	(224.544)	(244.054)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	**(2.530.671)**	**(1.697.136)**
17. = FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	(1.348.687)	(505.101)
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	79.543	700.437
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	(88.733)	(93.597)
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(607.103)	(565.014)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	**(616.294)**	**41.826**
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(254.870)	(180.611)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	2.105.033	(153.151)
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	**1.850.163**	**(333.762)**
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et equivalents de trésorerie	**-**	**-**
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)	**(114.818)**	**(797.037)**

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/17	31/12/16
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	**1.823.615**	**2.620.651**
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	1.586.187	2.188.461
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	237.427	432.190
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	**1.708.797**	**1.823.615**
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	1.333.158	1.586.187
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	375.639	237.427
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	**(114.818)**	**(797.037)**

DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/2017	31/12/2016
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	2.000.000	2.000.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	50.200	51.159
TOTAL	**2.050.200**	**2.051.159**

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	Déc-17		Déc-16		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Consolidante
CIH Courtage	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Intégration globale
Maghreb Titrisation	Maroc	**24%**	**24%**	24%	24%	Mise en équivalence
Maroc Leasing	Maroc	**34%**	**34%**	34%	34%	Mise en équivalence
Sofac	Maroc	**66%**	**66%**	66%	66%	Intégration globale
Sofassur	Maroc	**66%**	**66%**	66%	66%	Intégration globale
Tivoli	Maroc	**89%**	**89%**	89%	89%	Intégration globale
Umnia Bank	Maroc	**40%**	**100%**	40%	100%	Intégration globale
Ghosn Ennakhil	Maroc	**100%**	**100%**	-	-	Intégration globale
Sangho	Maroc	**100%**	**100%**	-	-	Intégration globale
Ajarinvest	Maroc	**40%**	**40%**	-	-	Mise en équivalence
Crédilog 3	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 4	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2017

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES DU 01 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

(en milliers MAD)

	Capital (1)	réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres part Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	total (8)
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2016	2.660.809	-	-	2.266.884	8.403	4.936.096	225.884	5.161.980
Impact des changements de méthodes comptables	-	-	-	(18.692)	-	(18.692)	-	(18.692)
Autres mouvements	-	-	-	(2.072)	-	(2.072)	-	(2.072)
Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2016	**2.660.809**	-	-	**2.246.120**	**8.403**	**4.915.332**	**225.884**	**5.141.217**
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	119.865	119.865
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(372.513)		(372.513)	(16.940)	(389.453)
Résultat de l'exercice	**-**	**-**	**-**	**435.770**	**-**	**435.770**	**(13.292)**	**422.478**
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (B)	-	-	-	-	(366)	(366)	-	(366)
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)	-	-	-	-	(366)	(366)	-	(366)
Variation de périmètre	-	-	-	(114)	-	(114)	-	(114)
Capitaux propres clôture au 31 Décembre 2017	2.660.809	-	-	2.309.263	8.037	4.978.109	315.517	5.293.625
Changement de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	(1.577)	-	(1.577)	-	(1.577)
Autres mouvements	-	-	-	926	-	926	-	926
Capitaux propres corrigés au 31 Décembre 2017	**2.660.809**	-	-	**2.308.611**	**8.037**	**4.977.457**	**315.517**	**5.292.974**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

	Valeur brute au 31/12/2017	Valeur brute au 31/12/2016
A vue	**1.204.724**	**542.862**
Comptes ordinaires	350.834	120.028
Prêts et comptes au jour le jour	-	171.403
Valeurs reçues en pension au jour le jour	505.848	-
Autres prêts et créances	348.041	251.431
A terme	**889.036**	**379.855**
Prêts et comptes à terme	884.943	372.890
Prêts subordonnées et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachés	4.094	6.965
Autres prêts et créances	-	-
Total Brut	**2.093.760**	**922.717**
Dépréciation	298	276
Total Net	**2.093.461**	**922.441**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers MAD)

Valeur brute	31/12/16	Impact Variation Périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	31/12/17
Valeur brute	554.344	873	175.086	147.033	583.270
Amortissement & dépréciation	320.830	634	39.504	45.946	315.023
Net	**233.514**				**268.247**

GOODWILL

(en milliers MAD)

	31/12/16	Augmentation	Diminution	Impact Variation Périmètre	Perte de valeur de la période	Reclassement	31/12/17
Valeur brute	**179.384**	**-**	**300**		**-**	**-**	**303.628**
Jbilet (fonds commercial)	2.000						2.000
Belle-vue	2.200	-	-		-	-	2.200
Somical (fonds commercial)	300	-	300	-	-	-	-
Sofac	174.884	-	-	-	-		174.884
SANGHO	-	-	-	124.543	-	-	124.543
Cumul des pertes de valeur	**4.500**	**-**	**300**	**-**	**-**	**-**	**4.200**
Jbilet (fonds commercial)	2.000						2.000
Somical (fonds commercial)	300	-	300	-	-	-	-
Belle-vue	2.200						2.200
Valeur nette au bilan	**174.884**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**299.428**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/17	Total 31/12/2016
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	41.565	5.532.347	11.385.138	16.959.050	15.781.819
Comptes d'épargne	-	-	-	4.773.462	4.773.462	4.411.988
Dépôts à terme	64.320	424.500	830.729	5.688.151	7.007.699	5.592.263
Autres comptes créditeurs	-	74.426	-	2.260.448	2.334.874	1.604.292
Intérêts courus à payer	884	1.401	5.343	77.411	85.039	75.228
Autres dettes envers la clientèle	-	768.773	-	6.319	775.092	981.505
TOTAL	**65.204**	**1.310.666**	**6.368.419**	**24.190.928**	**31.935.217**	**28.447.096**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/17	Total 31/12/16
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	**600.000**	**113.383**	**3.782.993**	**163.453**	**4.659.829**	**3.114.199**
- Comptes à vue débiteurs	-	98.329	1.576.566	34.313	1.709.208	1.131.529
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	478.159	-	478.159	210.135
- Crédits à l'exportation	-	-	18.843	-	18.843	2.291
- Autres crédits de trésorerie	600.000	15.053	1.709.425	129.140	2.453.619	1.770.244
Crédits à la consommation	**-**	**-**	**-**	**6.063.892**	**6.063.892**	**5.350.102**
Crédits à l'équipement	**200.000**	**-**	**2.012.049**	**234.782**	**2.446.831**	**1.916.039**
Crédits immobiliers	**-**	**-**	**7.606.749**	**17.834.533**	**25.441.283**	**25.079.012**
Autres crédits	**-**	**294.156**	**8.076**	**24.300**	**326.533**	**94.124**
Créances acquises par affacturage	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Intérêts courus à recevoir	**5.343**	**69**	**28.059**	**18.950**	**52.422**	**26.564**
Créances en souffrance	**-**	**32**	**702.123**	**2.146.554**	**2.848.709**	**2.549.433**
Dépréciation	**-**	**13**	**460.909**	**1.034.029**	**1.494.951**	**1.406.736**
- Sur base individuelle	-	13	281.217	1.001.923	1.283.153	1.173.240
- Sur base collective	-	-	179.693	32.106	211.799	233.496
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créancees relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	**7.769**	**7.769**	**3.638**
TOTAL	**805.343**	**407.628**	**13.679.141**	**25.460.204**	**40.352.316**	**36.726.375**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablis de crédit à l'étranger	Total 31/12/17	Total 31/12/16
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établis de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinnaires créditeurs	-	**109.442**	**1.884**	**8.080**	**119.405**	**33.869**
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
Emprunts de trésorerie	-	**1.289.638**	-	-	**1.289.638**	**400.000**
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	1.289.638	-	-	1.289.638	400.000
Emprunts financiers	**3.967**	**24.526**	**141.825**	**213.599**	**383.918**	**2.081.183**
Autres dettes	**12.671**	**446.732**	-	**2.274**	**461.677**	**86.325**
Intérêts courus à payer	-	**1.902**	-	**3.135**	**5.038**	**10.308**
TOTAL	**16.639**	**1.872.241**	**143.709**	**227.088**	**2.259.676**	**2.611.686**

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/16	Augmentation	Diminution	31/12/17
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	5.587.400	5.488.700	3.082.400	7.993.700
Intérêts courus non échus	93.960	119.287	77.465	135.782
Emprunts obligataires	1.179.990	-	73.330	1.106.660
Intérêts courus non échus	35.048	33.037	35.048	33.037
Autres dettes représentées par un titre	1.120.144	-	261.978	858.166
Intérêts courus non échus	40.577	32.137	40.577	32.137
TOTAL	**8.057.118**	**5.673.161**	**3.570.798**	**10.159.482**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2017

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Résultat net	**422.478**	**444.265**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**564**	**702**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(366)	2.733
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	930	(2.031)
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	**423.042**	**444.966**
Part du groupe	436.334	435.221
Part des minoritaires	(13.292)	9.745

VALEURS EN CAISSE

(en milliers MAD)

	31 Décembre 2017		31 Décembre 2016	
Valeur	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	551.951	-	426.240	-
Banques centrales, CCP	781.474	268	1.159.960	12
Total	**1.333.425**	**268**	**1.586.200**	**12**

IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Actifs d'impôt différé	88.481	10.334
Passifs d'impôt différé	163.251	85.798
Position nette	**(74.770)**	**(75.464)**

IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variation de périmètre	Valeur brute au 31/12/2017	Juste valeur au 31/12/2017
Valeur brute	1.232.182	149.344	177.698	125.441	1.329.270	1.432.078
Amortissement & Dépréciation	238.640	20.781	12.358	-	247.063	
Net	**993.542**				**1.082.207**	

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2017	Valeur 31/12/2016
Titres à revenus variables	**568.602**	**574.930**
Cotés	410.745	428.657
Non cotés	157.857	146.272
Titres à revenus fixes	**121.508**	**-**
Cotés		
Non cotés	121.508	-
Autres (parts opcvm)	**280.801**	**119.663**
Total	**970.911**	**694.592**
Dont gains et pertes latents	8.037	8.403
Dont provisions pour dépréciation	201.566	201.689

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/16	Impact variation périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/17
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1.737	-	129	1.193	673
Provisions pour affaires sociales	14.611	-	5.323	5.909	14.024
Provisions pour autres risques et charges	54.472	6.575	9.191	5.310	64.928
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	163.436	-	5.032	6.361	162.107
TOTAL	**234.256**	**6.575**	**19.675**	**18.774**	**241.733**

Ventilation des provisions	31/12/16	31/12/17
Court terme	-	-
Long terme	234.256	241.733
TOTAL	**234.256**	**241.733**

MARGE D'INTÉRÊT

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Sur opérations avec les établissements de crédits	34.922	20.549
Sur opérations avec la clientèle	2.330.525	2.259.668
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	1.548	5.648
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	96.248	81.536
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	1.346	981
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**2.464.589**	**2.368.382**
Sur opérations avec les établissements de crédits	68.417	75.621
Sur opérations avec la clientèle	396.695	396.776
Actifs financiers disponibles à la vente	48.965	35.162
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	11.413	2.476
Sur dettes représentées par titres	310.343	325.731
Sur dettes subordonnées	80.240	52.124
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	7.716	-
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Charges d'intérêts	**923.790**	**887.891**

COMMISSIONS NETTES

(en milliers MAD)

	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	charges	Net	Produits	charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits	2.033	5.049	(3.017)	-	5.082	(5.082)
Sur opérations avec la clientèle	73.323	-	73.323	68.331	-	68.331
Sur opérations sur titres	209	-	209	267	-	267
Sur opération de change	7.561	-	7.561	5.548	-	5.548
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestations de services bancaires et financiers	224.121	7.734	216.387	214.671	8.511	206.161
- Produits nets de gestions d'OPCVM	9.945	-	9.945	8.844	-	8.844
- Produits nets sur moyens de paiemennt	85.122	-	85.122	80.441	-	80.441
- Autres	129.055	7.734	121.320	125.387	8.511	116.876
Produits nets des commissions	**307.247**	**12.784**	**294.464**	**288.817**	**13.593**	**275.225**

ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers MAD)

Détail des charges

Détail des charges	31/12/17	31/12/16
Salaires	280.798	246.142
Indemnités diverses	190.185	174.252
Cotisations sociales	109.557	107.360
Autres charges de personnel	14.929	9.970
Total	**595.470**	**537.725**

Effectif fin de période

Effectif fin de période	31/12/17	31/12/16
Employés	876	679
Cadres	1.482	1.342
Total	**2.358**	**2.021**

Avantages au personnel

Montant (Provisions) au 1er janvier 2016	**(155.378)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(13.616)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	8.782
OCI	(3.224)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2016	**(163.436)**
Montant (Provisions) au 1er janvier 2017	**(163.436)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(6.509)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	6.361
OCI	1.477
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2017	**(162.107)**

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-17	31-déc-16	31-déc-17	31-déc-16
Engagement net	**62.142**	**58.976**	**99.966**	**104.460**
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	**62.142**	**58.976**	**99.966**	**104.460**

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31/12/17	31/12/16	31/12/17	31/12/16
Sensibilité de l'engagement	-7%	-7%	-5%	-5%
Sensibilité du coût des services	-10%	-10%	-8%	-8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	11%	10%	21%	14%

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2017

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/17	31/12/16
Engagements de financements et de garantie donnés	**11.910.907**	**5.248.836**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	102.317	152.455
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	102.317	152.455
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**5.587.791**	**3.977.269**
- Crédits documentaires import	409.216	173.382
- Acceptations ou engagements de payer	199.365	52.345
- Ouvertures de crédit confirmés	4.301.103	3.425.150
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	39.547	5.733
- Autres engagements de financement donnés	638.559	320.659
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**5.417.274**	**824**
- Crédits documentaires export confirmés	866	824
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	5.416.409	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**803.524**	**1.118.288**
- Garanties de crédits données	794.725	513.473
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	377.209
- Autres cautions et garanties données	-	218.784
- Engagements en souffrance	8.799	8.822
Engagements de financements et de garantie reçus	**6.090.214**	**5.959.990**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**6.090.214**	**5.959.990**
- Garanties de crédits	6.090.214	5.959.990
- Autres garanties reçues	-	-

COÛT DU RISQUE

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Dotations aux provisions	**345.043**	**411.843**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	328.345	403.674
Provisions pour dépréciation des titres AFS	120	-
Provisions pour risques et charges	16.579	8.169
Reprise de provisions	**282.167**	**311.244**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	273.026	308.137
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	-
Provisions pour risques et charges	9.141	3.107
Variation des provisions	**62.876**	**100.599**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	64.900	85.169
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	(69.649)	(69.626)
Autres pertes	-	-
Coût du risque	**58.127**	**116.142**

ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2017	Valeur 31/12/2016
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Actif représentatifs de contrats en unités de comptes	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations, Bons du Trésor et autres titres à revenus fixes	**1.522.535**	**1.161.522**
Titres Cotés	-	-
Titres Non cotés	1.522.535	1.161.522
Actions et Autres Titres à revenus variables	**3.183**	**-**
Titres Cotés	3.183	-
Titres Non cotés	-	-
Instruments dérivés	**-**	**-**
Créances rattachées	**-**	**-**
Juste Valeur au Bilan	**1.525.718**	**1.161.522**

PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
produits de la promotion immobilière	-	-
produits de l'activité hôtelière	48.593	8.098
Produits sur opération de location simple	-	-
charges de l'activité hôtelière	(21.455)	(9)
variations de juste valeur des immeuble de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & Reprises sur immeubles de placement	(14.636)	(17.589)
variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	644.411	532.565
Autres charges	(514.806)	(457.186)
Produits et Charges des autres activités	**142.106**	**65.878**

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles et incorporelles	(117.817)	(120.692)
Dotations aux dépréciations des Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	**(117.817)**	**(120.692)**

GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**21.817**	**7.669**
Plus-values de cession	22.117	8.160
Moins-values de cession	(300)	(490)
Titres de capitaux propres consolidés	**-**	**-**
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	**27.585**	22.651
Gains ou pertes nets sur autres actifs	**49.402**	**30.321**

IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Charge d'impôts exigibles	261.512	273.554
Charge d'impôts différés	(47.194)	(25.559)
Charge d'impôts de la période	**214.318**	**247.995**

	31/12/17	31/12/16
Résultat avant impôts et résultats des sociétés MEE	613.701	665.967
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	227.070	246.408
Ecart taux mère/filiales	(1.059)	(196)
Effet différences permanentes	(11.692)	1.783
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge effective d'impôts	**214.318**	**247.995**

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

(en milliers MAD)

	31/12 /2017	31/12 /2016
Résultat net part du Groupe	435.770	434.519
Nombre d'actions ordinaires émises	26.608.085	26.608.085
Résultat par action de base et dilué en DH	**16,4**	**16,3**

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

(en milliers MAD)

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
Maghreb Titrisation	3.036	2.893	19.884	16.602	704
Maroc Leasing	505.125	74.618	11.960.612	3.343.873	25.379
Ajarinvest	**(303)**	**(7.471)**	**725**	**-**	**(2.988)**
Total	**507.858**	**70.040**	**11.981.222**	**3.360.475**	**23.094**

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(en milliers MAD)

	31/12/17	31/12/16
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passif à la juste valeur par le résultat	32.653	6.682
Plus ou moins values latentes sur actifs/passif à la juste valeur par le résultat	-	-
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	-	-
Inefficacité des couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité des couverture de flux de trésorerie	42	5
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**32.695**	**6.687**

Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
187, avenue Hassan II - Casablanca

RESUME DU RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier), comprenant le bilan au 31 décembre 2017, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5 292 974 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 422 478.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc.

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2017, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 15 février 2018

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton International
47, Rue Ben Abdellah - Casablanca
Tél: 0522 64 48 00 - Fax: 05 22 20 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT
COOPERS AUDIT MAROC
Siège: 83 Avenue Hassan II
CASABLANCA
Bureau: 50 - 52, Bd Abdellatif Benkadour
CASABLANCA
Tel 0522 42 11 90 - Fax 0522 27 47 34
Abdelaziz ALMECHATI
Associé

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH arrêté au 31 décembre 2017 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

PRINCIPES GENERAUX :

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Présentation générale :

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :

Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autre crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance :

Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.
Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

20% pour les créances pré-douteuses,
50% pour les créances douteuses ;
100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.
Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

PORTEFEUILLE DE TITRES :

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.
Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).
Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat
A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.
Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.
Les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.
Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent, Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.
Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amortis mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES A VUE ET A TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent au 31 12 2017 une provision pour risques généraux d'un montant de 180 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Commissions

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation

BILAN

(en milliers MAD)

Actif	DEC-17	DEC-16
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**1.245.905**	**1.583.420**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**2.347.659**	**1.217.428**
- A vue	1.039.965	422.388
- A terme	1.307.695	795.040
Créances sur la clientèle	**33.917.834**	**30.683.215**
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	5.736.203	4.009.973
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	2.576.615	1.955.198
- Crédits et financements participatifs immobiliers	24.212.135	23.721.172
- Autres crédits et financements participatifs	1.392.881	996.871
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	**2.135.222**	**1.523.325**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	1.522.535	1.131.945
- Autres titres de créance	121.548	29.577
- Certificats de Sukuk		
- Titres de propriété	491.139	361.803
Autres actifs	**960.223**	**948.658**
Titres d'investissement	**2.487.693**	**2.480.637**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2.487.693	2.480.637
- Autres titres de créance	-	-
- Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	**1.722.463**	**1.637.136**
-Participations dans les entreprises liées	643.948	564.013
-Autres titres de participation et emplois assimilés	1.078.515	1.073.123
-Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées	**130.019**	**130.019**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	**155.787**	**222.346**
Immobilisations corporelles	**1.917.769**	**1.820.623**
Immobilisations données en Ijara	**-**	**-**
Total de l'Actif	**47.020.574**	**42.246.807**

Passif	DEC-17	DEC-16
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**-**	**-**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**774.776**	**833.964**
- A vue	554.075	161.180
- A terme	220.701	672.785
Dépôts de la clientèle	**29.778.539**	**26.517.766**
- Comptes à vue créditeurs	17.116.616	15.950.535
- Comptes d'épargne	4.773.462	4.411.988
- Dépôts à terme	7.125.595	5.667.492
- Autres comptes créditeurs	762.866	487.751
Dettes envers la clienlèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	**8.494.375**	**7.113.223**
- Titres de créance négociables	6.464.375	4.737.465
- Emprunts obligataires	1.139.697	1.215.038
- Autres titres de créance émis	890.303	1.160.720
Autres passifs	**1.129.823**	**966.216**
Provisions pour risques et charges	**247.370**	**292.123**
Provisions réglementées	**-**	**-**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	**-**	**-**
Dettes subordonnées	**2.043.329**	**2.044.179**
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**973.273**	**950.675**
Capital	**2.660.809**	**2.660.809**
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	**472.740**	**415.887**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-0**	**-0**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**445.539**	**451.964**
Total du passif	**47.020.574**	**42.246.807**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

HORS BILAN

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-17	DEC-16
ENGAGEMENTS DONNES	**11.871.359**	**5.234.282**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	102.317	152.455
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5.548.244	3.971.536
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	5.417.274	824
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	803.524	1.109.466
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	**6.090.214**	**5.959.990**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	6.090.214	5.959.990
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-17	DEC-16
+ Intérêts et produits assimilés	1.988.376	1.878.442
- Intérêts et charges assimilées	743.498	696.985
MARGE D'INTERET	**1.244.878**	**1.181.457**
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENS PARTICIPATIFS		
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	**-**	**-**
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	**-**	**-**
+ Commissions perçues	231.503	224.232
- Commissions servies	15.011	9.616
Marge sur commissions	**216.492**	**214.616**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	33.235	6.609
+ Résultat des opérations sur titres de placement	5.205	-1.411
+ Résultat des opérations de change	35.751	25.342
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	**74.192**	**30.540**
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	176.083	138.535
- Diverses autres charges bancaires	58.733	48.003
PRODUIT NET BANCAIRE	**1.652.911**	**1.517.146**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	77	2.974
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	48.065	28.129
- Autres charges d'exploitation non bancaire	300	359
- Charges générales d'exploitation	956.203	927.061
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**744.551**	**620.830**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	-86.816	68.414
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	36.745	-29.969
RESULTAT COURANT	**694.480**	**659.274**
RESULTAT NON COURANT	**-49.111**	**9.529**
- Impôts sur les résultats	199.829	216.839
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**445.539**	**451.964**

Libellé	DEC-17	DEC-16
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**445.539**	**451.964**
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	100.599	116.608
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	1.845	30.078
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	44.076	36.819
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	21.865	8.063
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	300	359
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	2.830
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**482.343**	**551.297**
- Bénéfices distribués	372.513	372.513
AUTOFINANCEMENT	**109.830**	**178.783**

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers MAD)

2ème SEMESTRE 2017	1er SEMESTRE 2017	2ème SEMESTRE 2016
1.223.988	1.260.958	1.151.440

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-17	DEC-16
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**2.484.946**	**2.292.595**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	48.850	24.790
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1.846.253	1.762.055
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	93.273	91.598
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	131.340	121.512
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	223.942	218.685
Autres produits bancaires	141.288	73.956
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**832.035**	**775.448**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	49.579	41.912
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	383.576	329.342
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	310.343	325.731
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	88.537	78.463
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	**1.652.911**	**1.517.146**
Produits d'exploitation non bancaire	48.065	30.959
Charges d'exploitation non bancaire	300	359
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**956.203**	**927.061**
Charges de personnel	477.936	471.959
Impôts et taxes	24.114	24.932
Charges externes	331.815	290.359
Autres charges générales d'exploitation	21.738	23.203
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	100.599	116.608
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**317.629**	**295.531**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	296.933	187.449
Pertes sur créances irrécouvrables	5.648	37.093
Autres dotations aux provisions	15.049	70.989
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**267.636**	**334.119**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	154.735	231.876
Récupérations sur créances amorties	61.030	61.079
Autres reprises de provisions	51.871	41.164
RESULTAT COURANT	**694.480**	**659.274**
Produits non courants	26.855	22.587
Charges non courantes	75.966	13.057
RESULTAT AVANT IMPOTS	**645.369**	**668.804**
Impôts sur les résultats	199.829	216.839
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**445.539**	**451.964**

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
B08	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	.SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	.ENGAGEMENTS SUR TITRES
	.PASSIF EVENTUEL
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS
	.DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	.TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA
	.TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS
	.ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE
	.COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers MAD)

	déc-17	déc-16
Produits d'exploitation bancaire perçus	2.395.427	2.226.208
Récupérations sur créances amorties	61.030	61.079
Produits d'exploitation non bancaire perçus	53.055	42.652
Charges d'exploitation bancaire versées	-837.563	-812.385
Charges d'exploitation non bancaire versées	-75.966	-13.057
Charges générales d'exploitation versées	-855.603	-810.453
Impôts sur les résultats versés	-199.829	-216.839
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**540.550**	**477.205**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-1.130.232	198.711
Créances sur la clientèle	-3.377.881	-2.650.513
Titres de transaction et de placement	-608.263	-1.226.511
Autres actifs	-19.061	-169.080
Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-59.188	-63.205
Dépôts de la clientèle	3.260.773	3.558.356
Titres de créance émis	1.381.152	-1.445.307
Autres passifs	163.606	-196.572
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**-389.093**	**-1.994.119**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**151.457**	**-1.516.914**
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	2.758.258
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	259.755	57.254
Acquisition d'immobilisations financières	-85.250	-2.183.536
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-376.729	-410.804
Intérêts perçus		
Dividendes perçus	85.765	66.000
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**-116.459**	**287.172**
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	
Emission de dettes subordonnées	-	1.000.847
Emission d'actions	-	
Remboursement des capitaux propres et assimilés	**-**	
Intérêts versés	-	
Dividendes versés	-372.513	-372.513
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**-372.513**	**628.334**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	**-337.516**	**-601.408**
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1.583.420	2.184.829
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1.245.905	1.583.420

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

(en milliers MAD)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/17	Total 31/12/16
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	**1.711**	**-**	**76.061**	**1.493**	**79.265**	**2.647**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-		74.983		74.983	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	1.711	-	1.079	1.493	4.283	2.647
TITRES NON COTES	**-**	**3.959.007**	**489.609**	**30.241**	**4.478.858**	**3.960.465**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	3.959.007	-	-	3.959.007	3.586.644
OBLIGATIONS	-	-	14.656	30.241	44.898	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	29.577
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	474.953	-	474.953	344.244
ICNE	**-**	**51.220**	**13.571**	**-**	**64.792**	**40.850**
TOTAL	**1.711**	**4.010.228**	**579.242**	**31.735**	**4.622.915**	**4.003.962**

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

(en milliers MAD)

	2017	2016	2015
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**4.552.362**	**4.479.335**	**4.399.884**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1 - Produit net bancaire	**1.652.911**	**1.517.146**	**1.461.576**
2 - Résultat avant impôts	**645.369**	**668.804**	**731.784**
3 - Impôts sur les résultats	**199.829**	**216.839**	**260.772**
4 - Bénéfices distribués	**372.513**	**372.513**	**425.729**
5 - Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	**472.740**	**415.887**	**340.939**
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	**16,74**	**16,99**	**17,70**
Bénéfice distribué par action ou part sociale	**14**	**14**	**16**
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	**477.936**	**471.959**	**445.442**
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/17	Total 31/12/16
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRESORERIE	**600.000**	**113.383**	**3.853.098**	**163.453**	**4.729.934**	**3.182.657**
- Comptes à vue débiteurs	**-**	**98.329**	**1.585.696**	**34.313**	**1.718.339**	**1.132.219**
- Créances commerciales sur le Maroc	**-**	**-**	**478.159**	**-**	**478.159**	**210.135**
- Crédits à l'exportation	**-**	**-**	**18.843**	**-**	**18.843**	**2.291**
- Autres crédits de trésorerie	**600.000**	**15.053**	**1.770.399**	**129.140**	**2.514.593**	**1.838.012**
- Salam	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Autres financements participatifs de trésorerie	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	**-**	**-**	**-**	**997.985**	**997.985**	**820.192**
- Crédits à la consommation	**-**	**-**	**-**	**997.985**	**997.985**	**820.192**
- Mourabaha à la consommation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Autres financements participatifs à la consommation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	**200.000**		**2.119.951**	**234.782**	**2.554.733**	**1.948.185**
- Crédits à l'équipement	**200.000**		**2.119.951**	**234.782**	**2.554.733**	**1.948.185**
- Mourabaha à l'équipement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Autres financements participatifs à l'équipement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	**-**	**-**	**7.397.154**	**16.805.762**	**24.202.916**	**23.716.578**
- Crédits à l'équipement			**7.397.154**	**16.805.762**	**24.202.916**	**23.716.578**
- Mourabaha immobilière	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Autres financements participatifs immobilliers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	**-**	**294.156**	**8.076**	**118**	**302.351**	**75.910**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
INTERETS COURUS A RECEVOIR	**5.343**	**69**	**28.958**	**5.085**	**39.455**	**18.739**
CREANCES EN SOUFFRANCE	**-**	**15**	**318.870**	**771.576**	**1.090.461**	**920.957**
- Créances pré-douteuses			**65.303**	**235.547**	**300.851**	**289.987**
dont créances pré-douteuses sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
- Créances douteuses			**15.740**	**139.067**	**154.807**	**143.960**
dont créances douteuses sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
- Créances compromises	**-**	**15**	**237.827**	**396.962**	**634.803**	**487.006**
dont créances compromises sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**805.343**	**407.623**	**13.726.107**	**18.978.762**	**33.917.835**	**30.683.215**

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

(en milliers MAD)

Rubrique	31/12/17		31/12/16	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	322.467	21.616	312.593	22.606
Créances douteuses	186.369	31.562	189.625	45.665
Créances compromises	1.892.263	1.257.460	1.586.112	1.099.106
TOTAL	**2.401.099**	**1.310.638**	**2.088.330**	**1.167.377**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers MAD)

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**420.776**	**49.216**	**125.616**	**345.143**	**198.430**	**18.472**	**27.546**	**189.356**	**155.787**
- Droit au bail	71.558	4.285	0	75.843	100	0	0	100	75.743
- Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	344.718	44.931	124.549	265.099	193.830	18.472	27.246	185.056	80.044
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	4.500	0	300	4.200	4.500	0	300	4.200	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1.494.834**	**183.911**	5.348	**1.673.397**	**923.022**	**73.567**	**760**	**993.706**	**679.691**
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**610.179**	**70.822**	4.584	**676.417**	**283.864**	**20.938**	0	**302.678**	**373.739**
. Terrain d'exploitation	21.272	0	0	21.272	0	0	0	0	21.272
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	586.384	70.822	2.876	654.330	280.953	20.911	0	301.863	352.467
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	2.523	0	1.708	815	788	27	0	815	0
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**356.085**	**25.260**	764	**380.581**	**294.651**	**20.150**	**760**	**314.042**	**66.539**
. Mobilier de bureau d'exploitation	62.447	4.089	2	66.534	45.225	3.295	2	48.518	18.015
. Matériel de bureau d'exploitation	41.836	4.776	40	46.573	33.249	2.208	35	35.421	11.152
. Matériel Informatique	235.670	14.247	158	249.759	204.237	12.932	158	217.010	32.748
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	5.077	994	564	5.507	4.556	308	564	4.300	1.208
. Autres matériels d'exploitation	11.055	1.153	0	12.208	7.384	1.408	0	8.792	3.416
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**528.569**	**87.830**	0	**616.399**	**344.507**	**32.479**	**0**	**376.986**	**239.413**
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**1.399.155**	**176.584**	**177.234**	**1.398.433**	**153.338**	**8.561**	**673**	**163.349**	**1.235.084**
. Terrains hors exploitation	564.628	33.556	67.219	530.965	11.300	0	0	11.300	519.665
. Immeubles hors exploitation	728.511	89.111	110.015	707.608	117.845	5.537	673	122.709	584.898
. Mobilier et matériel hors exploitation	21.446	920	0	22.366	15.593	1.657	0	17.250	5.116
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	84.570	52.924	0	137.494	10.723	1.367	0	12.090	125.405
- ECART DE FUSION ACTIF	**2.994**	0	0	**2.994**	0	0	0	0	**2.994**
T O T A L	**3.317.759**	**409.712**	**308.198**	**3.419.967**	**1.274.790**	**100.599**	**28.978**	**1.346.411**	**2.073.556**

DEPOTS DE LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/17	Total 31/12/16
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	41.565	5.752.832	11.280.292	17.074.689	15.950.535
COMPTES D'EPARGNE	-			4.773.462	4.773.462	4.411.988
DEPOTS A TERME	64.320	424.500	830.729	5.688.151	7.007.699	5.592.263
AUTRES COMPTES CREDITEURS (y compris hamish al jiddiya)	-	74.426		763.223	837.650	487.751
INTERETS COURUS A PAYER	884	1.401	5.343	77.410	85.038	75.228
TOTAL	**65.204**	**541.893**	**6.588.904**	**22.582.538**	**29.778.538**	**26.517.765**

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS

(en milliers MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges		694.480
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	3.380
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	129.212
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	568.648
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	210.400
Résultat courant après impôts	(=)	484.080

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES
Néant

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

(en milliers MAD)

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et /ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	**110.315**	**421**	**109.894**	**132.393**	**21.639**	**300**
Immobilisation incorporelles hors exploitation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Immobilisation corporelles d'exploitation	**140.239**	**34.668**	**105.572**	**105.797**	**226**	**-**
Immobilisation incorporelles d'exploitation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**250.554**	**35.088**	**215.466**	**238.191**	**21.865**	**300**

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

(en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	**1.525.718**	**1.525.718**	**1.479.000**	**-**	**-**	**-**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	1.522.535	1.522.535	1.479.000	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKIK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	3.183	3.183	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	**609.995**	**616.390**	**119.700**	**20.317**	**491**	**491**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	121.548	119.755	119.700	80	120	120
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKIK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	488.447	496.635	-	20.237	370	371
TITRES D'INVESTISSEMENT	**2.487.693**	**2.499.212**	**2.425.600**	**-**	**-**	**-**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2.487.693	2.499.212	2.425.600	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKIK	-	-	-	-	-	-

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/17	Total 31/12/16
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	**700.497**		**97.683**	**432.833**	**1.231.013**	**1.408.822**
VALEURS RECUES EN PENSION	**-**	**-**	**505.848**	**-**	**505.848**	**-**
- au jour le jour	**-**	**-**	**505.848**	**-**	**505.848**	**-**
- à terme	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
PRETS DE TRESORERIE	**-**	**-**	**400.522**	**484.421**	**884.943**	**544.293**
- à terme	**-**	**-**	**400.522**	**484.421**	**884.943**	**372.890**
- au jour le jour	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**171.403**
PRETS FINANCIERS	**-**	**-**	**421.276**	**-**	**421.276**	**422.129**
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF						
- Mourabaha						
- Salam						
- Autres financements participatifs						
AUTRES CREANCES (y compris Hmisg Al jiddiya)	**-**	**3.186**	**-**	**411**	**3.597**	
INTERETS COURUS A RECEVOIR		**-**	**1.309**	**168**	**1.477**	**38**
CREANCES EN SOUFFRANCE	**-**	**-**	**1**	**-**	**1**	**2**
- dont créances en souffrance sur financement participatifs	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**700.497**	**3.186**	**1.426.640**	**917.832**	**3.048.156**	**2.375.284**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels	**19**
Opérations diverses sur titres(débiteur)	**-**
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	19
Débiteurs divers	**717.387**
- Sommes dues par l'Etat	698.117
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	891
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	18.379
Valeurs et emplois divers	**956**
- Valeurs et emplois divers	956
Comptes d'ajustement de hors bilan (débiteur)	**10.379**
Comptes d'écart sur devises et titres (débiteur)	**-**
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	**-**
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	**-**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	**28.032**
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	**-**
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	**154.635**
- Produits à recevoir	142.645
- Charges constatées d'avance	11.990
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	**48.236**
Créances en souffrance sur opérations diverses	**83.913**
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	**83.334**
TOTAL	**960.223**

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	**2.925**
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**648.469**
- Sommes dues à l'Etat	521.094
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	19.546
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	237
- Sommes dues au personnel	13.323
- Fournisseurs de biens et service	38.890
- Divers autres Créditeurs	55.378
Comptes d'ajustement de hors bilan	**655**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**807**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**193.166**
- Charges à payer	182.999
- Produits constatés d'avance	10.167
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	**283.801**
TOTAL	**1.129.823**

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/17	31/12/16
Effectifs rémunérés	-	-
Effectifs utilisés	-	-
Effectifs équivalent plein temps	1751	1716
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	537	542
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1214	1174
Cadres (équivalent plein temps)	1300	1270
Employés (équivalent plein temps)	451	446

CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/16	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/17
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**950.675**	**22.598**	**-**	**973.273**
Réserve légale	166.484	22.598	-	189.082
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	784.192	-	-	784.192
Capital	**2.660.809**	**-**	**-**	**2.660.809**
Capital appelé	2.660.809	-	-	2.660.809
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**415.887**	**-415.887**	**472.740**	**472.740**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**451.964**	**-451.964**	**445.539**	**445.539**
TOTAL GENERAL	**4.479.335**	**-845.253**	**918.279**	**4.552.361**

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Capital Social:	Nombre d'actions ou de parts sociales : 26 608 085	Valeur nominale de l'action ou de la part sociale: 100,00 DH

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siége social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MCM	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17.530.419	65,88%	65,88%
SANAD (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1.559.043	5,86%	5,86%
ATLANTA (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1.518.457	5,71%	5,71%
HOLMARCOM	20, rue Mostafa El Maâni, CP : 20080, Casablanca	HOLDING	33.373	0,13%	0,13%
RCAR	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	CAISSE DE RETRAITE	1.246.608	4,69%	4,69%
DIVERS / Flottant en bourse	-	-	4.720.185	17,74%	17,74%
Total	-	-	**26.608.085**	**100%**	**100%**

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE 2017

(en milliers MAD)

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	B. AFFECTATION DES RESULTATS	-
. Report à nouveau	**415.887**	**. Réserve légale**	**22.598**
. Résultats nets en instance d'affectation	**-**	**. Autres réserves (FACULTATIVE)**	**-**
. Résultats net de l'exercice	**451.964**	**. Tantième**	**-**
. Prélèvements sur les réserves	**-**	**. Dividendes**	**372.513**
. Autres Prélèvements	**-**	**. Autres affectations**	**-**
		. Report à nouveau	**472.740**
TOTAL A	**867.852**	**TOTAL B**	**867.852**

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Produits sur titres de placement (de propriété)	**43.157**
- Dividendes sur titres OPCVM	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	292
- Autres produits sur titres de propriété	42.866
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**88.183**
- Dividendes sur titres de participation	85.473
- Dividendes sur participations liées	-
- Autres produits sur titres de propriété	2.709

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/17	31/12/16
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	**11.871.359**	**5.243.103**
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	**102.317**	**152.455**
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	102.317	152.455
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**5.548.244**	**3.971.536**
Crédits documentaires import	409.216	173.382
Acceptations ou engagements de payer	199.365	52.345
Ouvertures de crédit confirmés	4.301.103	3.425.150
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	638.559	320.659
Engagements de garantie d'ordre d'établissments de crédit et assimilés	**5.417.274**	**824**
Crédits documentaires export confirmés	866	824
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	5.416.409	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**803.524**	**1.118.288**
Garanties de crédits données	794.725	513.473
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	377.209
Autres cautions et garanties donnés	-	218.784
Engagements en souffrance	8.799	8.822
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	**6.090.214**	**5.959.990**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**6.090.214**	**5.959.990**
Garanties de crédits	6.090.214	5.959.990
Autres garanties reçues	-	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS	
	E. CREDIT	CLIENTELE
COMMISSIONS RECUS	**23.192**	**208.311**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	49.844
Commissions sur moyens de paiement		85.122
Commissions sur opérations de titres	-	209
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	9.945
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	41.675
Produits sur activités de conseil et d'assistance	23.192	-
Autres produits sur prestations de service	-	13.956
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	7.561
Commissions sur opérations de change billet	-	-
COMMISSIONS VERSEES	-	**15.011**
Charges sur moyens de paiement	-	14.983
Commissions sur achat et vente de titres	-	29
Commissions sur droits de garde de titres	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

(en milliers MAD)

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	3.754
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	918.866
Créances sur la clientéle	476.761
Autres actifs	45
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	**1.399.428**
PASSIF :	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	219.372
Dépôts de la clientèle	130.448,27
Autres passifs	92
TOTAL PASSIF	**349.912**
HORS-BILAN :	
ENGAGEMENTS DONNES	619.687
ENGAGEMENTS RECUS	-

MARGE D'INTERET

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/17	31/12/16
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1.846.253	1.762.055
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	48.850	24.790
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	93.273	91.598
Total intérêts et produits assimiles	**1.988.376**	**1.878.442**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	383.576	329.342
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	49.579	41.912
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	310.343	325.731
Total intérêts et charges assimiles	**743.498**	**696.985**
Marge d intérêts	**1.244.878**	**1.181.457**

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Gains sur titres de transaction	43.300
Perte sur titres de transaction	10.065
Résultat sur titres de transaction	**33.235**
Plus-values de cession sur titres de placement	4.736
Moins-values de cession sur titres de placement	3.165
Résultat sur titres de placement	**1.571**
Produits sur engagement sur titres	-
Charges sur engagement sur titres	-
Résultat sur engagements sur titres	**-**
Produits sur engagement sur produits dérivés	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	-
Produits sur opérations de change	**37.194**
Charges sur opérations de change	1.443
Résultat sur opérations de change	**35.751**

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

(en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	994.561	418.333	67.875	280.333	47.250	1.808.353
Créances sur la clientèle	1.286.080	1.741.802	4.838.565	9.684.686	12.903.398	30.454.533
Titres de créance	803.674	-	981.124	296.248	474.816	2.555.863
Créances subordonnées	26.000	-	-	-	104.000	130.000
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**3.110.316**	**2.160.136**	**5.887.565**	**10.261.267**	**13.529.465**	**34.948.748**
PASSIF						-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	30.514	-	30.514	152.570	-	213.599
Dettes envers la clientèle	987.527	2.064.824	3.824.378	205.257	140	7.082.126
Titres de créance émis	63.078	234.558	525.048	7.459.588	41.252	8.323.526
Emprunts subordonnées	-	-	-	-	2.000.000	2.000.000
TOTAL	**1.081.120**	**2.299.382**	**4.379.940**	**7.817.416**	**2.041.392**	**17.619.250**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Charges de personnel	**477.936**
Salaires et appointements	211.895
Primes et Gratifications	162.821
Autres rémunérations du personnel	
Charges d'assurances sociales	54.761
Charges de retraite	28.439
Charges de formation	9.499
Autres charges de personnel	10.521
Impôts et taxes	**24.114**
Taxe urbaine et taxe d'édilité	4.354
Patente	13.255
Taxes locales	-
Droits d'enregistrement	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-
Taxes sur les véhicules	37
Autres impôts et taxes, droits assimilés	6.467
Charges extérieures	**164.661**
Loyers de crédit-bail	20.622
Loyers de location simple	31.644
Frais d'entretien et de réparation	62.602
Rémunération du personnel intérimaire	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	29.853
Primes d'assurance	5.890
Frais d'actes et de contentieux	648
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	13.403
Transport et déplacement	**167.154**
Transport et déplacement	22.635
Mission et réception	1.427
Publicité, publication et relations publiques	49.918
Frais postaux & de télécommunication	34.113
Frais de recherche et de documentation	3.533
Frais de conseil et d'assemblée	-
Dons et cotisations	7.177
Fournitures de bureau et imprimés	5.478
Autres charges externes	42.872
Autres charges d'exploitation	**21.738**
Frais préliminaires	7.581
Frais d'acquisition d'immobilisation	2.103
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	1.789
Pénalités et délits	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-
Dons libéralités et lots	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	959
Diverses autres charges générales d'exploitation	9.305
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**100.599**
Immobilisations incorporelles d'exploitation	18.472
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	82.128
Immobilisations corporelles hors exploitation	
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

(en milliers MAD)

Libellé	Opérations de couverture
Opérations de change à terme	**9.465**
Devises à recevoir	**124.671**
Dirhams à livrer	**123.421**
Devises à livrer	**766.083**
Dirhams à recevoir	**774.299**
Dont swaps financiers de devises	**-**
Engagements sur produits dérivés	**-**
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	**-**
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	**-**
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	**-**
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	**-**
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	**-**
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	**-**

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Autres produits bancaires	**48.498**
Divers autres produits bancaires	44.743
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	2.000
Produits des exercices antérieurs	15
Divers autres produits bancaires	42.728
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	3.755
Autres charges bancaires	**58.853**
Divers charges sur titres de propriété	-
Frais d'émission des emprunts	-
Autres charges sur opérations sur titres	-
Autres sur prestations de services	-
Divers autres charges bancaires	58.733
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	46.279
Produits rétrocédés	-
Charges des exercices antérieurs	
Divers autres charges bancaires	12.453
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	120
Produits d'exploitation non bancaires	**48.065**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	21.865
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-
Produits accessoires	6.336
Subventions reçues	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	19.864
Charges d'exploitation non bancaires	**300**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	300
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**296.933**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	1
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	296.803
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	129
Pertes sur créances irrécouvrables	**5.648**
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	4.569
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	1.079
Autres dotations aux provisions	**15.049**
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	15.049
Dotations aux provisions réglementées	-
Dotations aux autres provisions	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**154.735**
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	153.542
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	1.193
Récupération sur créances amorties	**61.030**
Autres reprises de provisions	**51.871**
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	77
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	552
Reprises de provisions pour autres risques et charges	51.241
Reprises de provisions réglementées	-
Reprises de provisions	1
Produits non courants	**26.855**
Reprises non courantes des amortissements	-
Reprises non courantes des provisions	-
Autres produits non courants	26.855
Charges non courantes	**75.966**
Dotations non courantes aux amortissements	-
Dotations non courantes aux provisions	-
Autres charges non courantes	75.966

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/17	31/12/16	31/12/17	31/12/16
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	23	20	5.511.707	5.060.853
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

TITRES DE CREANCES EMIS (y compris les dettes subordonnés)

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	DURÉE (ANS)	MODE REMBOURSEMENT	TVA O/N	Dernière échéance	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
Obligations ordinaires garanties	21/04/03	6,20	15	Amortissement constant	N	21/04/17	21/04/18	600.000	40.000	1.733	41.733
Obligations ordinaires garanties	11/06/04	5,32	15	Amortissement constant	N	11/06/17	11/06/19	499.950	66.660	1.982	68.642
Obligations ordinaires non garanties	08/05/12	5,30	10	IN FINE	O	08/05/17	08/05/22	615.000	615.000	21.254	636.254
Obligations ordinaires non garanties	08/05/12	4,50	10	IN FINE	O	08/05/17	08/05/22	385.000	385.000	8.069	393.069
Obligations subordonnées	09/01/15	4,75	10	IN FINE	O	09/01/17	09/01/25	53.300	53.300	2.476	55.776
Obligations subordonnées	09/01/15	4,75	10	IN FINE	O	09/01/17	09/01/25	626.500	626.500	29.107	655.607
Obligations subordonnées	09/01/15	3,70	10	IN FINE	O	09/01/17	09/01/25	320.200	320.200	10.320	330.520
Obligations subordonnées	15/12/16	3,82	10	IN FINE	O	15/12/17	15/12/26	39.400	39.400	70	39.470
Obligations subordonnées	15/12/16	2,97	10	IN FINE	O	15/12/17	15/12/26	960.600	960.600	1.356	961.956
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES								**4.099.950**	**3.106.660**	**76.366**	**3.183.026**
BHBM	01/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	01/08/16	01/08/18	171.920	15.643	437	16.080
BHBM	01/11/00	7,38	18	Annuité constante	N	01/11/16	01/11/18	84.000	5.708	70	5.778
BHBM	02/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	02/05/16	02/05/19	129.270	23.167	1.076	24.244
BHBM	02/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	02/08/16	02/08/18	6.640	604	17	621
BHBM	02/09/02	6,94	18	Annuité constante	N	02/09/16	02/09/20	130.770	34.006	782	34.789
BHBM	05/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	05/03/16	05/03/18	240	22	1	23
BHBM	05/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	05/05/16	05/05/19	29.100	5.215	239	5.455
BHBM	06/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	06/03/16	06/03/18	118.260	10.767	593	11.360
BHBM	06/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	06/05/16	06/05/19	63.240	11.334	518	11.852
BHBM	07/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	07/03/16	07/03/18	7.770	707	39	746
BHBM	07/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	07/05/16	07/05/19	7.770	1.393	63	1.456
BHBM	08/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	08/03/16	08/03/18	43.800	3.988	218	4.206
BHBM	10/04/04	5,83	18	Annuité constante	N	10/04/16	10/04/22	250.000	57.881	2.459	60.340
BHBM	11/02/02	7,16	18	Annuité constante	N	11/02/16	11/02/20	210.000	39.471	2.509	41.980
BHBM	11/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	11/03/16	11/03/18	2.670	243	13	256
BHBM	12/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	12/03/16	12/03/18	4.980	453	24	478
BHBM	13/03/05	5,49	18	Annuité constante	N	13/03/16	13/03/23	370.000	111.001	4.909	115.909
BHBM	13/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	13/05/16	13/05/19	22.200	3.979	177	4.155
BHBM	13/07/05	5,31	18	Annuité constante	N	13/07/16	13/07/23	242.700	106.887	2.675	109.562
BHBM	13/12/00	7,38	18	Annuité constante	N	13/12/16	13/12/18	1.290	123	0	123
BHBM	17/01/04	5,89	18	Annuité constante	N	17/01/16	17/01/22	160.000	38.699	2.179	40.878
BHBM	18/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	18/10/16	18/10/18	140.000	9.513	144	9.658
BHBM	20/01/04	5,83	18	Annuité constante	N	20/01/16	20/01/22	381.400	147.181	8.134	155.315
BHBM	20/11/01	6,89	18	Annuité constante	N	20/11/16	20/11/19	400	71	1	72
BHBM	21/07/01	6,89	18	Annuité constante	N	21/07/16	21/07/19	116.400	20.788	644	21.431
BHBM	23/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	23/10/16	23/10/18	70.000	4.757	67	4.824
BHBM	23/10/01	7,04	18	Annuité constante	N	23/10/16	23/10/19	100.000	18.016	243	18.259
BHBM	24/10/01	7,04	18	Annuité constante	N	24/10/16	24/10/19	150.000	27.024	360	27.384
BHBM	25/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	25/10/16	25/10/18	56.000	3.805	52	3.858
BHBM	26/11/00	7,38	18	Annuité constante	N	26/11/16	26/11/18	58.400	5.556	40	5.596
BHBM	26/11/01	6,89	18	Annuité constante	N	26/11/16	26/11/19	295.800	52.826	359	53.185
BHBM	27/04/02	7,13	18	Annuité constante	N	27/04/16	27/04/20	320	84	4	88
BHBM	27/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	27/08/16	27/08/18	86.950	7.911	184	8.095
BHBM	28/05/02	7,10	18	Annuité constante	N	28/05/16	28/05/20	58.400	15.318	650	15.968
BHBM	30/04/02	7,13	18	Annuité constante	N	30/04/16	30/04/20	178.240	46.827	2.250	49.077
BHBM	31/12/01	7,15	18	Annuité constante	N	31/12/16	31/12/19	210.000	27.197	5	27.202
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME								**3.958.930**	**858.166**	**32.137**	**890.303**
CDN	29/05/12	4,19	7	IN FINE	O	29/05/17	29/05/19	5.000	5.000	89	5.089
CDN	31/07/13	5,60	5	IN FINE	O	31/07/17	31/07/18	150.000	150.000	3.544	153.544
CDN	25/12/13	5,66	5	IN FINE	O	25/12/17	25/12/18	100.000	100.000	109	100.109
CDN	23/01/14	5,53	5	IN FINE	O	23/01/17	23/01/19	100.000	100.000	5.197	105.197
CDN	22/05/14	4,42	5	IN FINE	O	22/05/17	22/05/19	707.000	707.000	19.178	726.178
CDN	03/11/14	3,91	5	IN FINE	O	03/11/17	03/11/19	300.000	300.000	1.896	301.896
CDN	19/02/15	3,15	3	IN FINE	O	19/02/17	19/02/18	190.000	190.000	5.182	195.182
CDN	19/02/15	3,48	5	IN FINE	O	19/02/17	19/02/20	118.000	118.000	3.555	121.555
CDN	22/05/15	3,80	5	IN FINE	O	22/05/17	22/05/20	400.000	400.000	9.328	409.328
CDN	20/01/17	2,60	1	IN FINE	O	-	19/01/18	30.000	30.000	750	30.750
CDN	23/01/17	3,00	3	IN FINE	O	-	23/01/20	15.000	15.000	423	15.423
CDN	20/01/17	3,15	4	IN FINE	O	-	20/01/21	30.000	30.000	896	30.896
CDN	20/01/17	3,30	5	IN FINE	O	-	20/01/22	30.000	30.000	938	30.938
CDN	25/04/17	3,30	5	IN FINE	O	-	25/04/22	600.000	600.000	13.616	613.616
CDN	05/05/17	3,33	5	IN FINE	O	-	05/05/22	300.000	300.000	6.596	306.596
CDN	25/05/17	3,10	4	IN FINE	O	-	25/05/21	300.000	300.000	5.631	305.631
CDN	30/06/17	3,15	4	IN FINE	O	-	30/06/21	420.000	420.000	6.706	426.706
CDN	31/07/17	2,85	2	IN FINE	O	-	31/07/19	1.152.900	1.152.900	13.863	1.166.763
CDN	28/09/17	3,30	5	IN FINE	O	-	28/09/22	605.000	605.000	5.196	610.196
CDN	13/11/17	2,70	2	IN FINE	O	-	13/11/19	493.800	493.800	1.790	495.590
CDN	13/11/17	2,85	3	IN FINE	O	-	13/11/20	312.000	312.000	1.194	313.194
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT								**6.358.700**	**6.358.700**	**105.675**	**6.464.375**
TOTAL GENERAL								**14.417.580**	**10.323.526**	**214.179**	**10.537.704**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQU

(en milliers MAD)

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE			
- Activité bancaire	1.652.911	744.551	645.369
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	**1.652.911**	**744.551**	**645.369**
2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE			
- MAROC	1.652.911	744.551	645.369
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	**1.652.911**	**744.551**	**645.369**

CREANCES SUBORDONNEES

(en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Ets. De cred. & Assim.	Apparentes			Exercice 2017	Exercice 2016
			Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	130.000	130.000	-	-	-	130.000	130.000
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	130.000	130.000	-	-	-	130.000	130.000
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissement de crédits et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
ICNE	19	19	-	-	-	19	19

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/17	Total 31/12/16
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	84.318	8.080	92.398	74.854
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme		-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	400.000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	400.000
EMPRUNTS FINANCIERS	3.967	-	-	213.599	217.566	265.475
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-		-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	12.671	446.732	-	2.274	461.677	86.325
INTERETS COURUS A PAYER	-	-	-	3.135	3.135	7.310
TOTAL	16.639	446.732	84.318	227.088	774.776	833.964

COMPTES DE LA CLIENTELE

(en nombre)

	31/12/17	31/12/16
Comptes courants	34.173	28.934
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	21.726	18.577
Autres comptes chèques	638.305	461.749
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	261.270	223.224
Comptes à terme	1.836	1.588
Bons de caisse	526	447
Autres comptes de dépôts	1.655	912

PROVISIONS

(en milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/16	Dotations	Reprises	Encours 31/12/17
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**1.520.623**	**304.420**	**157.926**	**1.667.117**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (y compris FP)	21	1	-	22
Créances sur la clientèle (y compris FP)	1.167.375	296.803	153.542	1.310.637
Titres de placement et d'investissement (y compris certificats de Sukuk)	4.126	120	3.755	491
Titres de participation et emplois assimilés	201.724	-	77	201.647
Dépôts d'investissements placés	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Immobilisations en Ijara	-	-	-	-
Autres actifs	147.377	7.496	552	154.321
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**292.123**	**7.682**	**52.434**	**247.371**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1.738	129	1.193	673
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	222.195	1.845	43.447	180.593
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges (y compris provisions pour risques sur Moudaraba)	68.190	5.708	7.793	66.105
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**1.812.746**	**312.101**	**210.359**	**1.914.489**

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

(en milliers MAD)

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l 'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collecteé	135.626	245.650	210.624	170.652
B. TVA à récupérer	9.524	78.056	73.546	14.034
Sur charges	7.858	61.087	58.024	10.921
Sur immobilisations	1.666	16.969	15.522	3.113
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	126.101	167.594	137.078	156.618

DETTES SUBORDONNEES

(en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Non apparente	Ets. De cred. & Assim.	Apparentes			Exercice 2017	Exercice 2016
				Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Dettes subordonnées	2.043.329	2.043.329	-	-	-	-	2.043.329	2.044.179
Dettes subordonnées à durée déterminée	2.000.000	2.000.000	-	-	-	-	2.000.000	2.000.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	-		-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	2.000.000	2.000.000	-	-	-	-	2.000.000	2.000.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	43.329	43.329	-	-	-	-	43.329	44.179

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS Ex 2017

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31 decembre 2017

. Date d'établissement des états de synthèse (2) janvier 2018

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables Néant
	Défavorables Néant

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

SITUATION DES PARTICIPATIONS

(en milliers MAD)

Titre	Capital Social	VN	Actions détenus en nombre	Actions détenus en %	Situation au 31 décembre 2017			Extrait des derniers états de synthèse de la société émetttrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES			**3.884.304**	**-**	**684.148**	**40.200**	**643.948**		**-**		**51.506**
SOFAC	193.200	100,00	1.281.001	66,30%	454.861	-	454.858	31/12/16	297.699	61.248	33.306
Umnia BANK	300.000	100,00	1.200.000	40,00%	120.000	-	120.000	-	-	-	-
CIH COURTAGE	100.000	100,00	1.000.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/16	19.202	18.105	18.200
SANGHO	500	100,00	5.000	100,00%	500	-	500	-	-	-	-
LE TIVOLI	44.462	100,00	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/16	25.621	-2.304	-
RHOSN ENNAKHIL	100	100,00	1.000	100,00%	200	200	-	31/12/16	-10	-22	-
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES			**7.373.559**	**-**	**1.239.962**	**161.447**	**1.078.515**		**-**		**33.967**
MAROCLEASING	277.677	100,00	944.417	34,01%	519.341	-	519.341	31/12/16	12.866	4.362	15.111
ATLANTA	601.904	10,00	6.019.844	10,00%	409.372	-	409.372	31/12/16	841.867	160.630	12.040
AJARINVEST	7.000	100,00	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/16	6.783	-217	-
MAGHREB TITRISATION	5.000	100,00	12.167	24,33%	1.217	-	1.217	31/12/16	12.866	4.362	1.217
CMI	98.200	100,00	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/16	182.731	83.632	5.600
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000	100,00	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/14	21.519	216	-
INTERBANK	11.500	100,00	6.899	6,00%	690	-	690	31/12/14	12.489	140	-
SGFG	1.000	100,00	588	5,88%	59	-	59	-	-	-	-
SBVC casablanca	387.518	100,00	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/16	426.258	38.740	-
MAROCLEAR	100.000	5.000,00	275	1,38%	275	-	275	31/12/16	271.712	9.381	-
DAR AD-DAMANE	75.000	250,00	2.000	0,67%	500	-	500	-	-	-	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	-	750	750	-	-	-	-	-
PALM-BAY	100.000	1.000,00	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	100	100,00	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6.100	100,00	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300	100,00	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2.100	100,00	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37.000	500,00	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20.000	100,00	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/14	48.314	3.014	-
SED FES	10.000	100,00	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100.000	100,00	219	0,02%	10	-	10	31/12/14	216.548	-4.961	-
ADER-FES	35.000	100,00	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
NEW SALAM	215.000	100,00	-	65,12%	140.000	140.000	-	-	-	-	-
HMST (Ex SCI NATHALIE)	3.000	100,00	30.000	100,00%	5.194	5.194	-	31/12/16	-15.435	-16.986	-
RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	122.219	-	122.219	-	-	-	-
SCI NATHALIE DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	111	111	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA									**-**		
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUDARABA									**-**		
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL			**11.257.863**	**-**	**1.924.110**	**201.647**	**1.722.463**	**-**	**-**	**-**	**85.473**

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE (Risques > 10% FP)

(en milliers MAD)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont Crédits par décaissement	Crédits par signature (De financement et de garantie donnés)	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et des déductions
7	9.042	3.268	5.362	411	5.998

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

(en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	17.118.413	-	-
Hypothèques	70.372.630	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	9.710.217	-	-
TOTAL	**97.201.260**	**-**	**-**

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	2 000	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	**2 000**	**-**	**-**

RESEAU

(en nombre)

	31/12/17	31/12/16
Guichets permanents	267	257
Guichets périodiques	0	0
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	362	292
Succursales et agences à l'étranger	0	0
Bureaux de représentation à l'étranger	0	0

TABLEAU DE PASSAGE RC AU RF

(en KDH)

Résultat Avant Impôt		**645.369**
Réintégrations	**A +B**	**34.323**
Pénalités et majorations fiscales exploitation et hors exploitation	**2.390**	
Pénalités et majorations douanières offices de change AMMC etc.	**3**	
Charges S / Ex Antérieurs & A.Charges.ND	**959**	
Amortissement non déductible sur matériel roulant et de service	**116**	
A Total réintégrations 1	**3.468**	
PRG non affectée	**0**	
PRG promotion immobilière collective	**1.845**	
Diverses autres provisions PRG	**0**	
PRC non affectée	**0**	
Provision pour débiteur divers -régularisation ATD etc. ,,,	**0**	
Impôt contribution Compl non ded	**29.010**	
B Total réintégrations 2 provisions autres que CES	**30.855**	
Déductions	**C+D**	**139.612**
Produits des participations	**85.473**	
Autres revenues titres de propriétés activité portefeuille	**292**	
C Total déductions 1	**85.765**	
Reprises provisions sur PRC	**0**	
Reprises provisions sur CES	**10.400**	
Reprises sur PRG	**43.447**	
D Total deductions2	**53.847**	
Résultat Brut Fiscal	**I+II-III**	**540.080**
Reports Déficitaires antérieurs		
Amortissements fiscalement différés	**0**	
Déficit exploitation reportable	**0**	
Résultat Net Fiscal	**IV-V**	**540.080**
IS Brut avant imputation credit CM	**VI*%IS**	**199.829**
Credit Cotisation minimale		**0**
IS de l'exercice	**VII-VIII**	**199.829**
Résultat Net	**I-IX**	**445.539**

Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
187, avenue Hassan II - Casablanca

RESUME DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints, du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces états de synthèse font ressortir un montant des capitaux propres et assimilés de KMAD 6 595 691 dont un bénéfice net de KMAD 445 539.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2017 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Casablanca, le 15 février 2018

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton International
47, Rue Ben Abdellah - Casablanca
Tél: 0522 64 46 00 - Fax: 05 22 20 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT
COOPERS AUDIT MAROC
Siège: 83 Avenue Hassan II
CASABLANCA
Bureau: 50 - 52, Bd Abdellatif Benkadour
CASABLANCA
Tel 0522 42 11 90 - Fax 0522 27 47 34
Abdelaziz ALMECHATI
Associé

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

Communication financière

Résultats au 31 / 12 / 2016

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187, avenue Hassan II - Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire :

Le Mercredi 29 Mars 2017, à 11 Heures

A l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Ratification des modalités de convocation;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2016 ;
3. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2016 ;
4. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
5. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2016 ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05;
9. Renouvellement des mandats d'administrateurs;
10. Démission et cooptation d'un administrateur;
11. Ratification de la cooptation d'administrateurs;
12. Quitus aux membres du Conseil d'Administration.

Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agrée cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le Mercredi 29 Mars 2017, à partir de 10H30 minutes.

Il est à rappeler à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2016 seront publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- Les Inspirations ECO du 24 Février 2017

Données de contact :

- Mlle Amal MOUHOUB
- Tél. : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

Projets de résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire
Date : 29 Mars 2017

PREMIERE RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

DEUXIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires , après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2016, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2016, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire de 451 964 390,78dirhams pour les comptes sociaux.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2016.

TROISIEME RESOLUTION :
L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

QUATRIEME RESOLUTION :
L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 415 887 198,88 dirhams, est de **845 253 370,12** dirhams.
- Décide de fixer le montant du dividende à **14** dirhams l'action.
- Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2016 s'élève à **372 513 190** dirhams
- Décide d'affecter le solde du bénéficie distribuable au report à nouveau, pour un montant de **472 740 180,12** dirhams.

Récapitulatif de l'affectation des résultats :

(Montant en dirhams)

Bénéfice de l'exercice	**451 964 390,78**
Déduction des pertes antérieures	**0,00**
Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes	**451 964 390,78**
Réserve légale (-)	**22 598 219,54**
Report à nouveau bénéficiaire exercice antérieur	**415 887 198,88**
Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice	**845 253 370,12**
Nombre d'actions	**26 608 085,00**
Dividende par action	**14**
Somme distribuable à titre de dividendes aux actionnaires	**372 513 190,00**
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	**472 740 180,12**

Le dividende de 14 dirhams par action sera mis en paiement à partir du 1er juillet 2017.

CINQUIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2016.

SIXIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonyme, approuve les conclusions dudit rapport.

SEPTIEME RESOLUTION : DEMISSION D'ADMINISTRATEUR
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires prend acte de la démission de Monsieur Mohamed Amine BENHALIMA du Conseil d'Administration du CIH.

HUITIEME RESOLUTION : RATIFICATION DE LA NOMINATION D' ADMINISTRATEUR
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de Mme Amina BENKHADRA en qualité d'administratrice indépendante, faite par le Conseil d'Administration en date du 14 décembre 2016 pour six (6), soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2021.

NEUVIEME RESOLUTION : RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR
L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. KHALID CHEDDADI, pour six (6) ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022.

DIXIEME RESOLUTION : POUVOIRS
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2016

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique:
• Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007;
• Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
- Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
- Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
• Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
• Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
• Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles

Bases de présentation
Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.
Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.
Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles
Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.
Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Equipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

Un actif financier peut être défini comme :
• Un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers ;
• Un droit d'échanger d'autres instruments financiers dans des conditions potentiellement favorables ;
• Un instrument de capitaux propres d'une autre entreprise sauf titres de filiales et entreprises associées, à l'exception des actions propres acquises par l'entreprise ou ses filiales.

Évaluation des titres
La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponibles à la vente ».

Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. À défaut, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier utilise des techniques de valorisation reconnues.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut aboutir à une estimation fiable, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ».

Actifs et passifs financiers
Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés pour les actifs financiers dans une des quatre catégories suivantes :
• Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
• Placements détenus jusqu'à l'échéance ;
• Prêts et créances ;
• Actifs financiers disponibles à la vente.

Prêts et créances
La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenus fixe ou déterminable. Les titres sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

Activité de crédit
Les crédits sont classés dans la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat

Dépréciation des Créances
Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte.

Les évènements entraînant une preuve objective de dépréciation, cités par IAS 39 § 59, sont les suivants :
• Des difficultés financières importantes de l'emprunteur,
• Une rupture de contrat effective telle qu'un défaut de paiement du principal ou des intérêts,
• L'octroi par le préteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité non envisagée autrement par le prêteur,
• Une probabilité de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur,
• La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à cause de difficultés financières,
• Des informations observables indiquant qu'il y a une baisse mesurable dans les flux futurs estimés d'un groupe de prêts depuis leur enregistrement initial, bien que la baisse ne puisse être encore identifiée dans les prêts individuels du groupe, incluant :
- Des changements défavorables du statut de paiement des emprunteurs dans le groupe, par exemple une augmentation des retards de paiement ou une augmentation du nombre de cartes de crédit ayant atteints leurs limites de crédit,
- Des conditions économiques nationales ou locales qui sont corrélées avec les défauts sur les actifs du groupe, par exemple une augmentation du taux de chômage dans la zone géographique des emprunteurs, une diminution des prix du marché immobilier pour les prêts hypothécaires dans la zone concernée ou des variations défavorables des conditions d'un secteur qui impactent les emprunteurs du groupe.

Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue et correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions.

On distingue ainsi :
• Les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances en souffrance assorties de provisions ;
• Les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.
Concernant les garanties reçues à prendre en compte pour le calcul de la provision, il est considéré :
- Qu'à priori la valeur devant être retenue est la valeur au moment de l'estimation de la provision et non une valeur tenant compte de l'éventuelle dégradation dans le futur de l'élément constituant cette garantie (par exemple un immeuble) (Base IAS 39 §AG86),
- Que même lorsqu' une garantie couvre une créance à 100 %, il y aura généralement une dépréciation du fait d'un calcul basé sur les flux actualisés lorsque le montant garanti est versé tardivement à l'établissement créancier.

Actifs financiers disponibles à la vente
La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut. Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :
- Les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- Les intérêts courus sur les titres disponibles à la vente sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat ;
- Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres recyclables «gains ou pertes latents ou différés». En cas de cession, ces variations sont constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise, est comptabilisée dans un compte de capitaux propres variables.

Dépréciation
Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction.

Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers
Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.
Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

Dettes
Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs
Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs
Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENRTUELS

Actifs éventuels
Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels
Un passif éventuel est :
• Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
ou
• Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
- Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
ou
- Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante
Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:
• Prime de fin de carrière ;
• Prime d'ancienneté ;
• Indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies
L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à prestations définies
Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé
Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Décembre-16	31-Décembre-15	31-Décembre-16	31-Décembre-15
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,40%	5,40%	4,85%	4,85%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	1 824	1 631	1 824	1 631
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 0,9% et 1,1%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.
Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.
Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.
Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités
Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités
Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis semestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales
Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées
Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :
• Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
• Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.
Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation
Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture
Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre ou semestriels au 30 juin.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :
• La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
• Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;
Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.
Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.
Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

GOODWILL

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2016

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

RECOURS A DES ESTIMATIONS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.
Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.
Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :
• Provisions pour dépréciation des créances clients
• Goodwill;
• Provisions pour risques et charges
• Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure **'Entité Structurée'** : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts. Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :
1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2016*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1 500	573,3
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1 200	605,9

*En millions de dirhams

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :
• L'activité banque ;
• L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
• Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

Modalité d'exercice de la Direction Générale :
• Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
• Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
• L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

ROLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

ROLE DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

ROLE DES STRUCTURES ET COMITES SPECIALISES DANS LA GESTION DES RISQUES ET LE CONTROLE

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Les structures
• La Direction des Engagements ;
• La Direction des Risques ;
• Le Pôle Conformité ;
• La Direction de l'Audit et de l'Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale
• Le Comité de Management des Risques;
• Le Comité du Contrôle Interne ;
• Le comité de pilotage des risques de crédit
• Le Comité des Engagements ;
• Le Comité de Recouvrement ;
• Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
• Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
• Le Comité de Suivi du Contentieux ;
• Le Comité de Provisionnement ;
• Le Comité ALM ;
• Le Comité de Conformité ;
• Le Comité des risques opérationnels.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

IDENTIFICATION

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH.

A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

MESURE

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.

Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

MAITRISE

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiés à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites
L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence
Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'exploitation (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

CONTROLE ET SURVEILLANCE

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Dans le cadre de la mise en place des méthodes avancées de calcul des risques de crédit, le CIH a élaboré :
- Un modèle de notation pour la promotion immobilière;
- Un modèle de notation pour les entreprises;
- Un modèle de sélection des bons payeurs pour la clientèle des professionnels;
- Des modèles de scoring à l'octroi et des modèles de notation pour la clientèle Retail.

PRINCIPES DE BASE REGISSANT L'ACTIVITE DE CREDIT

L'activité de crédit au C.I.H s'appuie sur les principes de base suivants, en particulier :
- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi et de tarification ;
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.

SURVEILLANCE ET PILOTAGE DU RISQUE DE CREDIT

DISPOSITIF DE SUIVI DU RISQUE DE CREDIT

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part.

Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

ANALYSE DU PORTEFEUILLE DES ENGAGEMENTS

Répartition des encours de crédit par marché et par nature de crédit
La répartition de l'encours global des crédits par marchés de clientèle, au 31 Décembre 2016, reflète :
- Le positionnement stratégique de la banque autour du financement des besoins des particuliers et de la famille puisque les crédits aux particuliers représentent 57% du total des encours hors contentieux ;
- La forte concentration de l'activité de crédit à l'habitat, dans la mesure où les crédits à la construction et à l'acquisition de logements représentent 77 % des encours hors contentieux;

Dans le domaine de la promotion immobilière, les deux régions du Grand Casablanca et du Rabat et région concentrent plus de la moitié de l'encours global (PI hors contentieux) des crédits.

Qualité du portefeuille de crédit
Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 2,67 milliards de Dirhams au 31 décembre 2016.

Le taux de CES s'établit à 6,20 % au 31 décembre 2016. (En créances nettes d'agios réservés).

II. RISQUE OPERATIONNEL

DEFINITION DU RISQUE OPERATIONNEL

Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES OPERATIONNELS

Afin de cerner l'ensemble du périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels, la banque a mis en place un progiciel. Ce progiciel permet une gestion des déclarations d'incidents, la formalisation des résultats des exercices d'autoévaluation et le suivi des plans d'actions correctives.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au Comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

LE PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

III. RISQUE DE MARCHE

DEFINITION DU RISQUE DE MARCHE

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :
- Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation;
- Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHE

ROLE DE LA SALLE DES MARCHES

La Direction Marchés des Capitaux est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

ROLE DE LA DIRECTION DES RISQUES

La Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

EVALUATION DES RISQUES DE TAUX D'INTERET ET DE LIQUIDITE

EVALUATION DU RISQUE GLOBAL DE TAUX

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2016, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -324 millions DH soit -7,03% des fonds propres réglementaires.

EVALUATION DU RISQUE DE LIQUIDITE

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2016

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
• Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
• Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

COUVERTURE DES GAPS DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

SUIVI DES RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.

En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité d'Audit.

V. RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

Au 31 décembre 2016, en application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres réglementaires de CIH Bank s'établissent à 4,61 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 17,81%.

Les fonds propres de catégorie 1 s'établissent 3,05 milliards de dirhams intégrant 3,44 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1 et de 677 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués. Les déductions opérées sur les fonds propres de base concernent les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 177 millions de dirhams et les participations pour un montant global de 706 millions de dirhams.

Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 11,79%.
Les fonds propres de catégorie 2 s'établissent à 1,56 milliards de dirhams composés principalement d'emprunts obligataires pour un montant de 1,91 milliards de dirhams. Les déductions opérées sur les fonds propres de catégorie 2 concernent les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 75 millions de dirhams et les participations pour un montant global de 292 millions de dirhams.

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2016 représentent 22,95 milliards de dirhams soit 89% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 1,84 milliards de dirhams.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2016 de la position de change de la Banque, les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissement à 13,05 millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 2,78 milliards de dirhams au 31 Décembre 2016 pour une exigence en fonds propres de 222 millions de dirhams.

INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 660 808 500 dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 26 608 085 (Vingt Six Millions Six Cent Huit Mille Quatre Vingt Cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ANNEE 2016

Le Conseil d'Administration réuni le 22/02/2017 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

	2016
Bénéfice de l'exercice	451 964 390,78
Déduction des pertes antérieures	-
Solde s'élevant à	451 964 390,78
Réserve légale (-)	22 598 219,54
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	415 887 198,88
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	845 253 370,12
Dividende par action	14
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	372 513 190,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	472 740 180,12

Le dividende de 14 dirhams par action sera mis en paiement, en numéraire, à partir du 1er juillet 2017

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/16	31/12/15
1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 586 200	2 188 474
2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 161 522	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Actifs financiers disponibles à la vente	694 592	575 200
5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	922 441	1 175 532
6. Prêts et créances sur la clientèle	36 726 375	33 746 086
7. Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Placements détenus jusqu'à leur échéance	2 480 637	3 217 955
9. Actifs d'impôt exigible	340 396	317 648
10. Actifs d'impôt différé	10 334	-
11. Comptes de régularisation et autres actifs	935 798	783 431
12. Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
13. Participations dans des entreprise mises en équivalence	593 476	583 511
14. Immeubles de placement	993 542	915 104
15. Immobilisations corporelles	1 065 790	1 058 173
16. Immobilisations incorporelles	233 514	171 822
17. Ecarts d'acquisition	174 884	174 884
Total de l'Actif	**47 919 501**	**44 907 820**

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/16	31/12/15
1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12	12
2.Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3.Instruments dérivés de couverture	-	-
4.Dettes envers les établissements de crédit assimilés	2 611 686	2 797 145
5.Dettes envers la clientèle	28 447 096	25 074 822
6.Titres de créance émis	8 057 118	9 218 916
7.Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8.Passifs d'impôt exigible	266 269	294 619
9.Passifs d'impôt différé	85 798	97 758
10.Comptes de régularisation et autres passifs	1 024 890	1 168 044
11.Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
12.Provsions techniques des contrats d'assurance	-	-
13.Provisions	234 256	210 270
14.Subventions et fonds assimillés	-	-
15.Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	2 051 159	1 043 332
16.Capitaux propres	5 141 217	5 002 901
17.Capitaux propres part du groupe	4 915 333	4 871 357
18.Capital et réserves liées	2 660 809	2 660 809
19.réserves consolidées	1 811 601	1 685 355
20.Gains ou pertes latents ou différés	8 403	5 671
21.résultat de l'exercice	434 519	519 523
22.Intérêts minoritaires	225 884	131 544
Total du Passif	**47 919 501**	**44 907 820**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2016

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
1. + Intérêts et produits assimilés	2 368 382	2 415 563
2. - Intérêts et charges assimilées	(887 891)	(960 181)
3. MARGE D'INTERET	**1 480 491**	**1 455 382**
4. + Commissions (produits)	288 817	215 785
5. - Commissions (charges)	(13 593)	(20 311)
6. MARGE SUR COMMISSIONS	**275 225**	**195 474**
7. +/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6 687	19
8. +/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	18 913	13 019
9. + Produits des autres activités	540 815	569 517
10. - Charges des autres activités	(474 936)	(443 124)
11. PRODUIT NET BANCAIRE	**1 847 194**	**1 790 287**
12. - Charges générales d'exploitation	(974 714)	(953 956)
13. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(120 692)	(111 325)
14. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**751 788**	**725 006**
15. Coût du risque	(116 142)	(38 866)
16. RESULTATS D'EXPLOIATATION	**635 647**	**686 140**
17. +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	26 292	26 042
18. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	30 321	127 300
19. +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
20. RESULTAT AVANT IMPOT	**692 260**	**839 482**
21. - Impôt sur les résultats	(247 995)	(304 413)
22. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
23. RESULTAT NET	**444 265**	**535 069**
24. Intérêts minoritaires	(9 745)	(15 546)
25. RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**434 519**	**519 523**
26. Résultat de base par action en dirham	16,3	19,5
27. Résultat dilué par action en dirham	16,3	19,5

GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
dividendes reçus et produits sur AFS	17 672	12 987
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs disponibles à la vente	1 189	1 229
Dépréciation durable	(101)	(1 663)
Reprise de dépréciation	155	466
Solde des relations de couverture des instruments de couverture de la JV des AFS, lorsque l'élément couvert est cédé	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	**18 913**	**13 019**

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Charges de personnel	537 725	506 156
Impôts et taxes	27 727	27 710
Services extérieurs et autres charges	409 262	420 089
Charges d'exploitation	**974 714**	**953 956**

INFORMATION SECTORIELLE

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total
TOTAL BILAN	42 411 906	5 811 885	1 755 734	- 2 060 025	47 919 501
Dont	-	-	-	-	-
ELEMENTS D'ACTIF					
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service	1 583 420	2 739	117 987	- 117 946	1 586 200
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 217 428	6 965	51 571	- 353 523	922 441
Prêts et créances sur la clientèle	30 965 774	4 683 684	1 182 797	- 105 880	36 726 375
Immobilisations corporelles	777 578	98 741	189 471	-	1 065 790
Immobilisations incorporelles	175 026	19 607	38 881	-	233 514
ELEMENTS DU PASSIF					
Dettes envers les établissements de crédit assimilés	833 964	2 079 815	47 530	- 349 624	2 611 686
Dettes envers la clientèle	26 517 766	1 116 541	981 505	- 168 717	28 447 096
Titres de créance émis	7 113 223	943 895	-	-	8 057 118
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	2 044 179	136 999	-	- 130 019	2 051 159
CAPITAUX PROPRES	4 744 545	377 701	73 867	- 54 897	5 141 217

COMPTE DE RESULTAT	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total
Marge d'intérêt	1 198 640	228 956	762	52 133	1 480 491
Marge sur commission	235 850	54 912	- 8 829	- 6 709	275 225
Produit net bancaire	1 561 261	319 918	51 267	- 85 251	1 847 194
Résultat d'exploitation	580 542	109 465	5 355	- 59 716	635 647
Résultat net	408 661	91 481	3 838	- 59 716	444 265
Résultat net part du Groupe	408 661	91 481	3 838	- 69 461	434 519

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE DU 01 JANVIER 2016 AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

FLUX DE TRESORERIE	31/12/16	31/12/15
1. Résultat avant impôts	**692 260**	**839 482**
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	508 433	485 721
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	(441)	11 019
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	51 325	(9 963)
5. +/- Dotations nettes aux provisions	48 876	29 048
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(26 292)	(26 042)
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(6 697)	(88 930)
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(9 429)	(23 231)
9. +/- Autres mouvements	(66 000)	(59 827)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	**499 775**	**317 795**
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(127 147)	(1 601 788)
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	294 854	1 522 511
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 256 494)	297 930
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(364 295)	123 263
15. - Impôts versés	(244 054)	(304 413)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	**(1 697 136)**	**37 502**
17. = FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	(505 101)	1 194 779
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	700 437	(342 959)
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	-93 597	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(565 014)	(671 139)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	**41 826**	**(1 014 098)**
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(180 611)	(386 189)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(153 151)	301 635
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	**(333 762)**	**(84 554)**
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et equivalents de trésorerie	**-**	**-**
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)	**(797 037)**	**96 127**

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/16	31/12/15
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	**2 620 651**	**2 524 525**
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	2 188 461	2 091 297
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	432 190	433 227
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	**1 823 615**	**2 620 651**
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	1 586 187	2 188 461
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	237 427	432 190
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	**(797 037)**	**96 127**

DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE

(en milliers MAD)

Libelle	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	2 000 000	1 000 000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	51 159	43 332
TOTAL	**2 051 159**	**1 043 332**

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	Déc-16		Déc-15		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Consolidante
CIH Courtage	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Intégration globale
Maghreb Titrisation	Maroc	**24%**	**24%**	24%	24%	Mise en équivalence
Maroc Leasing	Maroc	**34%**	**34%**	34%	34%	Mise en équivalence
Sofac	Maroc	**66%**	**66%**	66%	66%	Intégration globale
Sofassur	Maroc	**66%**	**66%**	66%	66%	Intégration globale
Tivoli	Maroc	**89%**	**89%**	89%	89%	Intégration globale
QMB Company	Maroc	**40%**	**100%**			Intégration globale
Crédilog 3	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 4	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2016

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES DU 01 JANVIER 2016 AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

	Capital (1)	réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres part Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	total (8)
Capitaux propres au 31 décembre 2015	2 660 809	-	-	2 217 803	5 671	4 884 282	126 881	5 011 163
Impact des changements de méthodes comptables	-	-	-	794		794	404	1 199
Autres mouvements	-	-	-	(13 720)		(13 720)	4 259	(9 461)
Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2015	**2 660 809**	-	-	**2 204 878**	**5 671**	**4 871 357**	**131 544**	**5 002 901**
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(372 513)	-	(372 513)	(9 402)	(381 915)
Résultat de l'exercice	**-**	**-**	**-**	**434 519**	**-**	**434 519**	**9 745**	**444 265**
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (B)	-	-	-	-	2 733	2 733	-	2 733
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)	-	-	-	-	2 733	2 733		2 733
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	93 996	93 996
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2016	2 660 809	-	-	2 266 884	8 403	4 936 096	225 884	5 161 980
Changement de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	(18 692)	-	(18 692)	-	(18 692)
Autres mouvements		-	-	(2 072)	-	(2 072)	-	(2 072)
Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2016	**2 660 809**	-	-	**2 246 120**	**8 403**	**4 915 332**	**225 884**	**5 141 216**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

	Valeur brute au 31/12/2016	Valeur brute au 31/12/2015
A vue	**542 862**	**902 461**
Comptes ordinaires	120 028	182 334
Prêts et comptes au jour le jour	171 403	715 660
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	251 431	4 467
A terme	**379 855**	**273 347**
Prêts et comptes à terme	372 890	265 164
Prêts subordonnées et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachés	6 965	8 183
Autres prêts et créances	-	-
Total Brut	**922 717**	**1 175 807**
Dépréciation	276	275
Total Net	**922 441**	**1 175 532**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers MAD)

Valeur brute	31/12/15	Acquisitions	Cessions ou retraits	31/12/16
Valeur brute	445 516	108 828	-	554 344
Amortissement & dépréciation	273 694	47 136	-	320 830
Net	**171 822**	-	-	233 514

GOODWILL

(en milliers MAD)

	31/12/15	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	Reclassement	31/12/16
Valeur brute	**179 384**	**-**	**-**	-	-	**179 384**
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
Sofac	174 884	-	-	-	-	174 884
Cumul des pertes de valeur	**4 500**	**-**	**-**	-	-	**4 500**
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
Valeur nette au bilan	**174 884**	**-**	**-**	-	-	**174 884**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/16	Total 31/12/2015
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	4	5 502 641	10 279 174	15 781 819	13 347 207
Comptes d'épargne	-	-	-	4 411 988	4 411 988	4 155 181
Dépôts à terme	-	424 601	863 600	4 304 062	5 592 263	4 820 731
Autres comptes créditeurs	-	6 456	91 922	1 505 914	1 604 292	1 467 990
Intérêts courus à payer	-	3 974	7 457	63 797	75 228	56 497
Autres dettes envers la clientèle	-	981 505	-	-	981 505	1 227 217
TOTAL	**-**	**1 416 540**	**6 465 620**	**20 564 935**	**28 447 096**	**25 074 822**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/16	Total 31/12/15
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	**-**	**62 216**	**2 945 484**	**106 499**	**3 114 199**	**2 560 748**
- Comptes à vue débiteurs	-	**60 000**	1 039 864	31 665	1 131 529	973 128
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	209 525	610	210 135	231 432
- Crédits à l'exportation	-	-	2 291	-	2 291	11 687
- Autres crédits de trésorerie	-	**2 216**	1 693 804	74 224	1 770 244	1 344 501
Crédits à la consommation	**-**	**-**	**1**	**5 350 101**	**5 350 102**	**3 270 825**
Crédits à l'équipement	**-**	**-**	**1 916 039**	**-**	**1 916 039**	**1 039 336**
Crédits immobiliers	**-**	**-**	**6 828 358**	**18 250 654**	**25 079 012**	**24 136 406**
Autres crédits	**-**	**69 133**	**3 967**	**21 024**	**94 124**	**1 587 447**
Créances acquises par affacturage	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Intérêts courus à recevoir	**-**	**8**	**9 896**	**16 660**	**26 564**	**20 627**
Créances en souffrance	**-**	**-**	**376 653**	**2 172 780**	**2 549 433**	**2 443 684**
Dépréciation	**-**	**-**	**362 135**	**1 044 601**	**1 406 736**	**1 317 811**
- Sur base individuelle	-	-	153 539	1 019 701	1 173 240	1 096 231
- Sur base collective	-	-	208 596	24 900	233 496	221 581
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créancees relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	**3 638**	**3 638**	**4 825**
TOTAL	**-**	**131 357**	**11 718 263**	**24 876 754**	**36 726 375**	**33 746 086**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablis de crédit à l'étranger	Total 31/12/16	Total 31/12/15
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établis de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinnaires créditeurs	-	**23 620**	**829**	**9 421**	**33 869**	**38 423**
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
Emprunts de trésorerie	-	**400 000**	-	-	**400 000**	**400 000**
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	400 000
Emprunts financiers	-	**1 815 708**	**261 508**	**3 967**	**2 081 183**	**2 296 998**
Autres dettes	**12 313**	**71 839**	-	**2 174**	**86 325**	**47 929**
Intérêts courus à payer	-	**6 470**	**3 838**	-	**10 308**	**13 795**
TOTAL	**12 313**	**2 317 637**	**266 175**	**15 562**	**2 611 686**	**2 797 145**

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/15	Augmentation	Diminution	31/12/16
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	6 387 500	1 547 000	2 347 100	5 587 400
Intérêts courus non échus	124 278	86 074	116 392	93 960
Emprunts obligataires	1 253 320	-	73 330	1 179 990
Intérêts courus non échus	39 572	35 048	39 572	35 048
Autres dettes représentées par un titre	1 365 834	-	245 691	1 120 144
Intérêts courus non échus	48 412	40 577	48 412	40 577
TOTAL	**9 218 916**	**1 708 699**	**2 870 496**	**8 057 118**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2016

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Résultat net	**444 265**	**535 069**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**702**	**(1 049)**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	2 733	(154)
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	(2 031)	(895)
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	**444 966**	**534 020**
Part du groupe	435 221	518 475
Part des minoritaires	9 745	15 546

VALEURS EN CAISSE

(en milliers MAD)

	31 Décembre 2016		31 Décembre 2015	
Valeur	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	426 240	-	535 462	-
Banques centrales, CCP	1 159 960	12	1 653 011	12
Total	**1 586 200**	**12**	**2 188 474**	**12**

IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Actifs d'impôt différé	10 334	-
Passifs d'impôt différé	85 798	97 758
Position nette	**(75 464)**	**(97 758)**

IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2015	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/12/2016	Juste valeur au 31/12/2016
Valeur brute	1 133 609	149 464	50 890	1 232 182	1 606 823
Amortissement & Dépréciation	218 505	23 883	3 748	238 640	
Net	**915 104**	-	-	**993 542**	-

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2016	Valeur 31/12/2015
Titres à revenus variables		
Cotés	428 657	23 635
Non cotés	146 272	537 825
Titres à revenus fixes		
Cotés	-	-
Non cotés	-	-
Autres (parts opcvm)	119 663	13 741
Total	**694 592**	**575 200**
Dont gains et pertes latents	8 403	5 671
Dont provisions pour dépréciation	201 689	201 839

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/15	Impact variation perimetre	Augmentation	Diminution	31/12/16
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1 288	-	702	253	1 737
Provisions pour affaires sociales	15 114	-	-	503	14 611
Provisions pour autres risques et charges	38 490	-	21 365	5 384	54 472
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	155 378	-	16 840	8 782	163 436
TOTAL	**210 270**	**-**	**38 908**	**14 922**	**234 256**

Ventilation des provisions	31/12/15	31/12/16
Court terme	-	-
Long terme	210 270	234 256
TOTAL	**210 270**	**234 256**

MARGE D'INTÉRÊT

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Sur opérations avec les établissements de crédits	20 549	26 732
Sur opérations avec la clientèle	2 259 668	2 247 350
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	5 648	-
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	81 536	140 326
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	981	1 155
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**2 368 382**	**2 415 563**
Sur opérations avec les établissements de crédits	75 621	83 450
Sur opérations avec la clientèle	396 776	391 969
Actifs financiers disponibles à la vente	35 162	22 911
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	2 476	1 699
Sur dettes représentées par titres	325 731	415 710
Sur dettes subordonnées	52 124	43 351
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	1 090
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Charges d'intérêts	**887 891**	**960 181**

COMMISSIONS NETTES

(en milliers MAD)

	31/12/2016			31/12/2015		
	Produits	charges	Net	Produits	charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits	-	5 082	(5 082)	-	6 162	(6 162)
Sur opérations avec la clientèle	68 331	-	68 331	29 113	-	29 113
Sur opérations sur titres	267	-	267	402	-	402
Sur opération de change	5 548	-	5 548	4 468	-	4 468
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestations de services bancaires et financiers	214 671	8 511	206 161	181 802	14 149	167 653
- Produits nets de gestions d'OPCVM	8 844	-	8 844	7 559	-	7 559
- Produits nets sur moyens de paiemennt	80 441	-	80 441	69 345	-	69 345
- Autres	125 387	8 511	116 876	104 898	14 149	90 749
Produits nets des commissions	**288 817**	**13 593**	**275 225**	**215 785**	**20 311**	**195 474**

ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers MAD)

Détail des charges

	31/12/16	31/12/15
Salaires	246 142	233 210
Indemnités diverses	174 252	172 758
Cotisations sociales	107 360	91 162
Autres charges de personnel	9 970	9 026
Total	**537 725**	**506 156**

Effectif fin de période

	31/12/16	31/12/15
Employés	679	650
Cadres	1 342	1 256
Total	**2 021**	**1 906**

Avantages au personnel

Montant (Provisions) au 1er janvier 2015	**(145 773)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(15 228)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	7 043
Variation de périmètre	-
OCI	(1 421)
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2015	**(155 378)**
Montant (Provisions) au 1er janvier 2016	**(155 378)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(13 616)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	8 782
OCI	(3 224)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2016	**(163 436)**

(en milliers MAD)

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-16	31-déc-15	31-déc-16	31-déc-15
Engagement net	**58 976**	**52 883**	**104 460**	**102 494**
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	**58 976**	**52 883**	**104 460**	**102 494**

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-16	31-déc-15	31-déc-16	31-déc-15
Sensibilité de l'engagement	-7%	-8%	-5%	-6%
Sensibilité du coût des services	-10%	-13%	-8%	-8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	10%	8%	14%	14%

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2016

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/16	31/12/15
Engagements de financements et de garantie donnés	**5 248 836**	**6 155 186**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	152 455	151 772
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	152 455	151 772
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**3 977 269**	**4 440 229**
- Crédits documentaires import	173 382	485 932
- Acceptations ou engagements de payer	52 345	40 393
- Ouvertures de crédit confirmés	3 425 150	3 679 519
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	5 733	19 593
- Autres engagements de financement donnés	320 659	214 792
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**824**	**834**
- Crédits documentaires export confirmés	824	834
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**1 118 288**	**1 562 351**
- Garanties de crédits données	513 473	1 102 587
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	377 209	261 439
- Autres cautions et garanties données	218 784	189 449
- Engagements en souffrance	8 822	8 876
Engagements de financements et de garantie reçus	**5 959 990**	**6 115 499**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**550 000**
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	550 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**5 959 990**	**5 565 499**
- Garanties de crédits	5 959 990	5 565 499
- Autres garanties reçues	-	-

COÛT DU RISQUE

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Dotations aux provisions	**411 843**	**333 695**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	403 674	328 938
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	-
Provisions pour risques et charges	8 169	4 757
Reprise de provisions	**311 244**	**296 118**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	308 137	275 829
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	-
Provisions pour risques et charges	3 107	20 289
Variation des provisions	**100 599**	**37 577**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	85 169	56 264
Récupérations sur prêts et créances amorties	(69 626)	(54 975)
Autres pertes	-	-
Coût du risque	**116 142**	**38 866**

VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Ecart d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	**-**	**-**

ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2016	Valeur 31/12/2015
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Actif représentatifs de contrats en unités de comptes	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations, Bons du Trésor et autres titres à revenus fixes	**1 161 522**	**-**
Titres Cotés	-	-
Titres Non cotés	1 161 522	
Actions et Autres Titres à revenus variables	**-**	**-**
Titres Cotés	-	-
Titres Non cotés	-	-
Instruments dérivés	**-**	**-**
Créances rattachées	**-**	**-**
Juste Valeur au Bilan	**1 161 522**	**-**

PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
produits de la promotion immobilière	-	-
produits de l'activité hôtelière	8 098	10 090
Produits sur opération de location simple	-	-
charges de l'activité hôtelière	(9)	(2 101)
variations de juste valeur des immeuble de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & Reprises sur immeubles de placement	(17 589)	(12 696)
variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	532 565	561 169
Autres charges	(457 186)	(430 069)
Produits et Charges des autres activités	**65 878**	**126 393**

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles et incorporelles	(120 692)	(111 325)
Dotations aux dépréciations des Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	**(120 692)**	**(111 325)**

GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**7 669**	**85 547**
Plus-values de cession	8 160	93 390
Moins-values de cession	(490)	(7 843)
Titres de capitaux propres consolidés	**-**	**-**
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	**22 651**	41 753
Gains ou pertes nets sur autres actifs	**30 321**	**127 300**

IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Charge d'impôts exigibles	273 554	301 377
Charge d'impôts différés	(25 559)	3 036
Charge d'impôts de la période	**247 995**	**304 413**

	31/12/16	31/12/15
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	665 967	813 440
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	246 408	300 973
Ecart taux mère/filiales	(196)	(1 962)
Effet différences permanentes	1 783	5 403
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge effective d'impôts	**247 995**	**304 413**

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Résultat net part du Groupe	434 519	519 523
Nombre d'actions ordinaires émises	26 608 085	26 608 085
Résultat par action de base et dilué en DH	**16,3**	**19,5**

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

(en milliers MAD)

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
Maghreb Titrisation	3 582	4 725	24 348	18 659	1 150
Maroc Leasing	589 894	73 924	11 206 228	3 337 918	25 143
Total	**593 476**	**78 649**	**11 230 576**	**3 356 578**	**26 292**

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passif à la juste valeur par le résultat	6 682	-
Plus ou moins values latentes sur actifs/passif à la juste valeur par le résultat	-	-
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	-	-
Inefficacité des couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité des couverture de flux de trésorerie	5	19
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**6 687**	**19**

Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
187, avenue Hassan II - Casablanca

RESUME DU RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier), comprenant le bilan au 31 décembre 2016, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5 141 217 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 444 265.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2016, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 23 février 2017

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON Membre du Réseau Grant Thornton International 47, Rue Ben Abdellah - Casablanca Tél: 0522 64 48 00 - Fax: 05 22 20 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT
COOPERS AUDIT MAROC Siège: 83 Avenue Hassan II CASABLANCA Bureau: 50 - 52, Bd Abdellatif Benkadour CASABLANCA Tel 0522 42 11 90 - Fax 0522 27 47 34
Abdelaziz ALMECHATI
Associé

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH relatifs à l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

PRINCIPES GENERAUX :
Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :

Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autre crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance :
Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.
Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

20% pour les créances pré-douteuses,
50% pour les créances douteuses ;
100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.
Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

PORTEFEUILLE DE TITRES :
Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.
Les titres de transaction sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).
Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles
A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.
Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.
Les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.
Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent, Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.
Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amortis mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES A VUE ET A TERME
Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent au 31/12/2016 une provision pour risques généraux d'un montant de 208,6 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts
Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Commissions
Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

BILAN

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-16	DEC-15
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**1 583 420**	**2 184 829**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**1 217 428**	**1 416 141**
- A vue	422 388	608 882
- A terme	795 040	807 259
Créances sur la clientèle	**30 683 215**	**28 000 631**
- Crédits de trésorerie et à la consommation	4 009 973	3 376 504
- Crédits à l'équipement	1 955 198	1 105 434
- Crédits immobiliers	23 721 172	22 632 946
- Autres crédits	996 871	885 747
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	**1 523 325**	**296 582**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 131 945	-0
- Autres titres de créance	29 577	-
- Titres de propriété	361 803	296 582
Autres actifs	**948 658**	**766 771**
Titres d'investissement	**2 480 637**	**3 217 955**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 480 637	3 217 955
- Autres titres de créance	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	**1 637 136**	**1 475 396**
Créances subordonnées	**130 019**	**130 019**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	**222 346**	**201 312**
Immobilisations corporelles	**1 820 623**	**1 592 315**
Total de l'Actif	**42 246 807**	**39 281 952**

Libellé	DEC-16	DEC-15
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**833 964**	**897 169**
- A vue	161 180	159 996
- A terme	672 785	737 173
Dépôts de la clientèle	**26 517 766**	**22 959 410**
- Comptes à vue créditeurs	15 950 535	13 407 865
- Comptes d'épargne	4 411 988	4 155 180
- Dépôts à terme	5 667 492	4 877 229
- Autres comptes créditeurs	487 751	519 135
	-	-
Titres de créance émis	**7 113 223**	**8 558 530**
- Titres de créance négociables	4 737 465	5 851 392
- Emprunts obligataires	1 215 038	1 292 892
- Autres titres de créance émis	1 160 720	1 414 246
Autres passifs	**966 216**	**1 162 788**
Provisions pour risques et charges	**292 123**	**260 840**
Dettes subordonnées	**2 044 179**	**1 043 331**
Réserves et primes liées au capital	**950 675**	**927 125**
Capital	**2 660 809**	**2 660 809**
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	**415 887**	**340 939**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	**451 964**	**471 013**
Total du passif	**42 246 807**	**39 281 952**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

HORS BILAN

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-16	DEC-15
ENGAGEMENTS DONNES	**5 234 282**	**6 126 717**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	152 455	151 772
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 971 536	4 420 636
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	824	834
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 109 466	1 553 475
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	**5 959 990**	**5 563 135**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	5 959 990	5 563 135
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-16	DEC-15
+ Intérêts et produits assimilés	1 878 442	1 925 577
- Intérêts et charges assimilées	696 985	768 219
MARGE D'INTERET	**1 181 457**	**1 157 358**
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	**-**	**-**
+ Commissions perçues	224 232	191 034
- Commissions servies	9 616	7 675
Marge sur commissions	**214 616**	**183 359**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	6 609	-
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-1 411	-226
+ Résultat des opérations de change	25 342	21 244
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	**30 540**	**21 019**
+ Divers autres produits bancaires	138 535	140 273
- Diverses autres charges bancaires	48 003	40 433
PRODUIT NET BANCAIRE	**1 517 146**	**1 461 576**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	2 974	-221
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	28 129	126 919
- Autres charges d'exploitation non bancaire	359	5 361
- Charges générales d'exploitation	927 061	875 201
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**620 830**	**707 712**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	68 414	38 841
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-29 969	-1 519
RESULTAT COURANT	**659 274**	**745 034**
RESULTAT NON COURANT	**9 529**	**-13 250**
- Impôts sur les résultats	216 839	260 772
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**451 964**	**471 013**

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	DEC-16	DEC-15
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**451 964**	**471 013**
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	116 608	106 478
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	221
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	30 078	31 559
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	36 819	12 942
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	8 063	93 390
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	359	5 361
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	2 830	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**551 297**	**508 300**
- Bénéfices distribués	372 513	425 729
AUTOFINANCEMENT	**178 783**	**82 570**

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/16	31/12/15
Effectifs rémunérés	-	-
Effectifs utilisés	-	-
Effectifs équivalent plein temps	1716	1629
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	542	509
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1174	1120
Cadres (équivalent plein temps)	1270	1190
Employés (équivalent plein temps)	446	439

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-16	DEC-15
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**2 292 595**	**2 280 886**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	24 790	31 168
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 762 055	1 755 764
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	91 598	138 646
Produits sur titres de propriété	121 512	124 274
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	218 685	186 566
Autres produits bancaires	73 956	44 469
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**775 448**	**819 310**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	41 912	92 025
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	329 342	260 484
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	325 731	415 710
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	78 463	51 091
PRODUIT NET BANCAIRE	**1 517 146**	**1 461 576**
Produits d'exploitation non bancaire	30 959	126 919
Charges d'exploitation non bancaire	359	5 361
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**927 061**	**875 201**
Charges de personnel	471 959	445 442
Impôts et taxes	24 932	24 382
Charges externes	290 359	275 447
Autres charges générales d'exploitation	23 203	23 452
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	116 608	106 478
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**295 531**	**235 458**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	187 449	197 198
Pertes sur créances irrécouvrables	37 093	3 984
Autres dotations aux provisions	70 989	34 276
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**334 119**	**272 559**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	231 876	191 423
Récupérations sur créances amorties	61 079	48 599
Autres reprises de provisions	41 164	32 536
RESULTAT COURANT	**659 274**	**745 034**
Produits non courants	22 587	41 753
Charges non courantes	13 057	55 003
RESULTAT AVANT IMPOTS	**668 804**	**731 784**
Impôts sur les résultats	216 839	260 772
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**451 964**	**471 013**

ETAT DES DEROGATIONS AU 31/12/2016

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES AU 31/12/2016

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
B08	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	.SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	.ENGAGEMENTS SUR TITRES
	.PASSIF EVENTUEL

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers MAD)

2ème SEMESTRE 2016	1er SEMESTRE 2016	2ème SEMESTRE 2015
1 151 440	1 141 255	1 107 645

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01 JANVIER 2015 AU 31 Décembre 2016

(en milliers MAD)

	DEC-16	DEC-15
Produits d'exploitation bancaire perçus	2 226 208	2 220 904
Récupérations sur créances amorties	61 079	48 599
Produits d'exploitation non bancaire perçus	42 652	75 281
Charges d'exploitation bancaire versées	-812 385	-821 684
Charges d'exploitation non bancaire versées	-13 057	-55 003
Charges générales d'exploitation versées	-810 453	-768 722
Impôts sur les résultats versés	-216 839	-260 772
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**477 205**	**438 604**
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	198 711	-152 121
Créances sur la clientèle	-2 650 513	-1 016 518
Titres de transaction et de placement	-1 226 511	198 101
Autres actifs	-169 080	-43 667
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-63 205	-1 256 299
Dépôts de la clientèle	3 558 356	2 931 970
Titres de créance émis	-1 445 307	-1 062 616
Autres passifs	-196 572	122 771
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**-1 994 119**	**-278 378**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**-1 516 914**	**160 227**
Produit des cessions d'immobilisations financières	2 758 258	713 762
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	57 254	131 339
Acquisition d'immobilisations financières	-2 183 536	-1 169 215
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-410 804	-417 771
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	66 000	59 827
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**287 172**	**-682 058**
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	1 000 847	1 043 331
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	-372 513	-425 729
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**628 334**	**617 602**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	**-601 408**	**95 770**
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**2 184 829**	**2 089 058**
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**1 583 420**	**2 184 829**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/16	Total 31/12/15
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	**1 316**	**-**	**-**	**1 331**	**2 647**	**2 416**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	**1 316**			**1 331**	**2 647**	**2 416**
TITRES NON COTES	**-**	**3 616 221**	**344 244**	**-**	**3 960 465**	**3 399 673**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	**-**	**3 586 644**	**-**	**-**	**3 586 644**	**3 123 592**
OBLIGATIONS	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
AUTRES TITRES DE CREANCE	**-**	29 577	**-**	**-**	**29 577**	**-**
TITRES DE PROPRIETE	**-**	**-**	**344 244**	**-**	**344 244**	**276 081**
ICNE	**-**	**25 938**	**14 913**	**-**	**40 850**	**112 448**
TOTAL	**1 316**	**3 642 159**	**359 156**	**1 331**	**4 003 962**	**3 514 537**

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31-12-2016

(en milliers MAD)

	2016	2015	2014
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**4 479 335**	**4 399 884**	**4 354 601**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1 - Produit net bancaire	**1 517 146**	**1 461 576**	**1 461 575**
2 - Résultat avant impôts	**668 804**	**731 784**	**719 245**
3 - Impôts sur les résultats	**216 839**	**260 772**	**249 107**
4 - Bénéfices distribués	**372 513**	**425 729**	**399 121**
5 - Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	**415 887**	**340 939**	**320 037**
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	**16,99**	**17,70**	**17,67**
Bénéfice distribué par action ou part sociale	**14**	**16**	**15**
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	**471 959**	**445 442**	**430 039**
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/16	Total 31/12/15
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	**-**	**2 216**	**3 019 599**	**160 842**	**3 182 657**	**2 615 210**
- Comptes à vue débiteurs	-		1 046 211	86 008	1 132 219	973 128
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	209 525	610	210 135	231 432
- Crédits à l'exportation	-	-	2 291	-	2 291	11 687
- Autres crédits de trésorerie	-	2 216	1 761 572	74 224	1 838 012	1 398 963
CREDITS A LA CONSOMMATION	**-**	**-**	**-**	**820 192**	**820 192**	**755 041**
CREDITS A L'EQUIPEMENT	**-**	**-**	**1 948 185**	**-**	**1 948 185**	**1 104 063**
CREDITS IMMOBILIERS	**-**	**-**	**6 036 807**	**17 679 771**	**23 716 578**	**22 628 971**
AUTRES CREDITS	**-**	**69 124**	**3 967**	**2 818**	**75 910**	**105 874**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
INTERETS COURUS A RECEVOIR	**-**	**8**	**15 177**	**3 554**	**18 739**	**11 605**
CREANCES EN SOUFFRANCE	**-**	**-**	**206 673**	**714 280**	**920 954**	**779 867**
- Créances pré-douteuses	-	-	35 130	254 858	289 987	189 894
- Créances douteuses	-	-	19 843	124 117	143 960	93 574
- Créances compromises	-	-	151 700	335 306	487 006	496 399
TOTAL	**-**	**71 349**	**11 230 409**	**19 381 457**	**30 683 215**	**28 000 631**

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	**1 161 522**	**1 161 522**	**1 126 500**	**-**	**-**	**-**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	**1 131 945**	**1 131 945**	**1 097 200**	**-**	**-**	**-**
OBLIGATIONS	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
AUTRES TITRES DE CREANCE	**29 577**	**29 577**	**29 300**	**-**	**-**	**-**
TITRES DE PROPRIETE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TITRES DE PLACEMENT	**351 016**	**361 052**	**-**	**-**	**-**	**4 126**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
OBLIGATIONS	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
AUTRES TITRES DE CREANCE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TITRES DE PROPRIETE	**351 016**	**356 807**	**-**	**9 767**	**4 126**	**4 126**
TITRES D'INVESTISSEMENT	**2 445 298**	**2 513 986**	**2 425 600**	**-**	**-**	**-**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	**2 445 298**	**2 513 986**	**2 425 600**	**-**	**-**	**-**
OBLIGATIONS	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
AUTRES TITRES DE CREANCE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

(en milliers MAD)

Rubrique	31/12/16		31/12/15	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	312 593	22 606	204 573	14 679
Créances douteuses	189 625	45 665	123 826	30 252
Créances compromises	1 586 112	1 099 106	1 650 939	1 154 536
TOTAL	**2 088 330**	**1 167 377**	**1 979 337**	**1 199 467**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions: Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**362 050**	**58 726**	**0**	**420 776**	**160 738**	**37 692**	**0**	**198 430**	**222 346**
- Droit au bail	70 458	1 100	0	71 558	100	0	0	100	71 458
- Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	287 092	57 626	0	344 718	156 138	37 692	0	193 830	150 888
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	4 500	0	0	4 500	4 500	0	0	4 500	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1 580 127**	**67 092**	152 384	**1 494 834**	**1 000 444**	**71 012**	**148 434**	**923 022**	**571 812**
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**585 806**	**27 873**	3 500	**610 179**	**264 016**	**19 883**	35	**283 864**	**326 316**
. Terrain d'exploitation	13 272	8 000	0	21 272	0	0	0	0	21 272
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	570 011	19 873	3 500	586 384	262 052	19 782	35	281 799	304 585
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	2 523	0	0	2 523	1 964	101	0	2 065	458
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**488 928**	**15 141**	147 984	**356 085**	**423 611**	**18 669**	**147 629**	**294 651**	**61 434**
. Mobilier de bureau d'exploitation	77 846	1 733	17 132	62 447	58 389	3 647	16 811	45 225	17 222
. Matériel de bureau d'exploitation	55 532	1 615	15 311	41 836	46 771	1 776	15 299	33 249	8 588
. Matériel Informatique	338 669	9 161	112 160	235 670	304 250	12 126	112 139	204 237	31 433
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	6 882	0	1 805	5 077	6 074	287	1 805	4 556	521
. Autres matériels d'exploitation	9 999	2 632	1 576	11 055	8 127	833	1 576	7 384	3 671
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**505 392**	**24 078**	901	**528 569**	**312 817**	**32 460**	**770**	**344 507**	**184 062**
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**1 157 707**	**292 627**	**51 179**	**1 399 155**	**148 069**	**7 904**	**2 634**	**153 338**	**1 245 817**
. Terrains hors exploitation	451 981	134 847	22 200	564 628	11 300	0	0	11 300	553 328
. Immeubles hors exploitation	633 986	121 725	27 200	728 511	111 546	5 041	865	115 722	612 789
. Mobilier et matériel hors exploitation	22 098	1 125	1 776	21 446	15 719	1 643	1 768	15 593	5 853
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	49 643	34 930	3	84 570	9 504	1 220	1	10 723	73 847
- ECART DE FUSION ACTIF	**2 994**	0	0	**2 994**	0	0	0	0	**2 994**
T O T A L	**3 102 878**	**418 445**	**203 564**	**3 317 759**	**1 309 251**	**116 608**	**151 068**	**1 274 790**	**2 042 969**

DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé: Entreprises financières	Secteur privé: Entreprises non financières	Secteur privé: Autre clientèle	Total 31/12/16	Total 31/12/15
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	4	5 671 358	10 279 173	15 950 535	13 407 865
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	4 411 988	4 411 988	4 155 181
DEPOTS A TERME	-	424 601	863 600	4 304 062	5 592 263	4 820 731
AUTRES COMPTES CREDITEURS	-	6 456	91 922	389 373	487 751	519 136
INTERETS COURUS A PAYER	-	3 974	7 457	63 797	75 228	56 498
TOTAL	**-**	**435 035**	**6 634 337**	**19 448 393**	**26 517 765**	**22 959 411**

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges		659 274
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	31 527
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	114 278
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	576 523
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	213 314
Résultat courant après impôts	(=)	445 961

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES
Néant

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et /ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	180 063	149 104	30 959	38 323	7 723	359
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	1 071	1 071	0	340	340	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**181 133**	**150 175**	**30 959**	**38 663**	**8 063**	**359**

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc: Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/16	Total 31/12/15
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	65 433	9 421	74 854	112 067
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	400 000	-	-	400 000	400 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	400 000
EMPRUNTS FINANCIERS			261 508	3 967	265 475	327 457
AUTRES DETTES	12 313	71 839	-	2 174	86 325	47 929
INTERETS COURUS A PAYER	-	3 472	3 838	-	7 310	9 716
TOTAL	**12 313**	**475 311**	**330 779**	**15 562**	**833 964**	**897 169**

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/16	Total 31/12/15
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1 157 721	1 026	67 545	182 530	1 408 822	1 991 655
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	544 293	-	-	544 293	980 824
- au jour le jour	-	171 403	-	-	171 403	715 660
- à terme	-	372 890	-	-	372 890	265 164
PRETS FINANCIERS	-		422 129	-	422 129	90 959
AUTRES CREANCES	-		-			3 800
INTERETS COURUS A RECEVOIR		38	-	-	38	645
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	2	-	2	4
TOTAL	**1 157 721**	**545 357**	**489 674**	**182 530**	**2 375 284**	**3 067 887**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels	**-**
Opérations diverses sur titres(débiteur)	**703**
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	703
Débiteurs divers	**758 638**
- Sommes dues par l'Etat	739 394
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	910
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	18 334
Valeurs et emplois divers	**693**
- Valeurs et emplois divers	693
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	**2 222**
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	**-**
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	**-**
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	**-**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	**33 156**
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	**-**
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	**105 979**
- Produits à recevoir	92 150
- Charges constatées d'avance	13 829
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	**39 194**
Créances en souffrance sur opérations diverses	**83 913**
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	**-75 839**
TOTAL	**948 659**

DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	**36 568**
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**612 410**
- Sommes dues à l'Etat	516 745
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	16 346
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	234
- Sommes dues au personnel	11 866
- Fournisseurs de biens et service	18 844
- Divers autres Créditeurs	48 375
Comptes d'ajustement de hors bilan	**10 892**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**913**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**163 151**
- Charges à payer	162 004
- Produits constatés d'avance	1 148
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	**142 282**
TOTAL	**966 216**

PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/15	Dotations	Reprises	Encours 31/12/16
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**1 566 739**	**186 902**	**233 019**	**1 520 622**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	19	2	-	21
Créances sur la clientèle	1 199 446	186 489	218 559	1 167 376
Titres de placement et d'investissement	4 357	156	387	4 126
Titres de participation et emplois assimilés	201 869	-	144	201 725
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	161 048	257	13 929	147 376
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**260 839**	**71 691**	**40 408**	**292 122**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1 290	702	253	1 739
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	227 926	30 078	35 810	222 194
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	31 624	40 911	4 345	68 190
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**1 827 578**	**258 593**	**273 427**	**1 812 745**

CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/15	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/16
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**927 125**	**23 551**	**-**	**950 676**
Réserve légale	142 933	23 551	-	166 484
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	784 192	-	-	784 192
Capital	**2 660 809**	-	**-**	**2 660 809**
Capital appelé	2 660 809	-	-	2 660 809
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**340 939**	**-340 939**	**415 887**	**415 887**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**471 013**	**-471 013**	**451 964**	**451 964**
TOTAL GENERAL	**4 399 885**	**-788 400**	**867 852**	**4 479 336**

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2016

Capital Social:	Nombre d'actions ou de parts sociales : 26 608 085	Valeur nominale de l'action ou de la part sociale: 100,00 DH

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siége social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MCM	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17 530 419	65,88%	65,88%
SANAD (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1 558 913	5,86%	5,86%
ATLANTA (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1 518 447	5,71%	5,71%
HOLMARCOM	20, rue Mostafa El Maâni, CP : 20080, Casablanca	HOLDING	33 373	0,13%	0,13%
RCAR	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	CAISSE DE RETRAITE	1 013 665	3,81%	3,81%
BCP	101 Bd Mohamed Zerktouni, Casablanca 20100	ETABLISSEMENT DE CREDIT	209 234	0,79%	0,79%
DIVERS / Flottant en bourse	-	-	4 744 034	17,83%	17,83%
Total	-	-	**26 608 085**	**100%**	**100%**

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE 2016

(en milliers MAD)

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	B. AFFECTATION DES RESULTATS	-
. Report à nouveau	**340 938**	**. Réserve légale**	**23 551**
. Résultats nets en instance d'affectation	-	**. Autres réserves (FACULTATIVE)**	-
. Résultats net de l'exercice	**471 013**	**. Tantième**	-
. Prélèvements sur les réserves	-	**. Dividendes**	**372 513**
. Autres Prélèvements	-	**. Autres affectations**	-
		. Report à nouveau	**415 887**
TOTAL A	**811 951**	**TOTAL B**	**811 951**

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Produits sur titres de placement (de propriété)	**52 877**
- Dividendes sur titres OPCVM	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	359
- Autres produits sur titres de propriété	52 518
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**68 636**
- Dividendes sur titres de participation	65 641
- Dividendes sur participations liées	-
- Autres produits sur titres de propriété	2 995

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/16	31/12/15
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	**5 243 103**	**6 135 593**
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	**152 455**	**151 772**
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	152 455	151 772
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**3 971 536**	**4 420 636**
Crédits documentaires import	173 382	485 932
Acceptations ou engagements de payer	52 345	40 393
Ouvertures de crédit confirmés	3 425 150	3 679 519
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	320 659	214 792
Engagements de garantie d'ordre d'établissments de crédit et assimilés	**824**	**834**
Crédits documentaires export confirmés	824	834
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**1 118 288**	**1 562 351**
Garanties de crédits données	513 473	1 102 587
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	377 209	261 439
Autres cautions et garanties donnés	218 784	189 449
Engagements en souffrance	8 822	8 876
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	**5 959 990**	**5 563 135**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**5 959 990**	**5 563 135**
Garanties de crédits	5 959 990	5 563 135
Autres garanties reçues	-	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS	
	E. CREDIT	CLIENTELE
COMMISSIONS RECUS	**228**	**224 006**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	49 491
Commissions sur moyens de paiement	228	80 213
Commissions sur opérations de titres	-	267
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	8 844
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	43 680
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	22 607
Autres produits sur prestations de service	-	13 356
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	5 548
Commissions sur opérations de change billet	-	-
COMMISSIONS VERSEES	-	**9 616**
Charges sur moyens de paiement	-	9 542
Commissions sur achat et vente de titres	-	74
Commissions sur droits de garde de titres	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	5 100
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	726 860
Créances sur la clientéle	299 375
Autres actifs	535
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	**1 031 870**
PASSIF :	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	268 018
Dépôts de la clientèle	111 241
Autres passifs	652 611
TOTAL PASSIF	**1 031 870**
HORS-BILAN :	
ENGAGEMENTS DONNES	10 957
ENGAGEMENTS RECUS	-

MARGE D'INTERET AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/16	31/12/15
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 762 055	1 755 764
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	24 790	31 168
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	91 598	138 646
Total intérêts et produits assimiles	**1 878 442**	**1 925 577**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	329 342	260 484
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	41 912	92 025
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	325 731	415 710
Total intérêts et charges assimiles	**696 985**	**768 219**
Marge d intérêts	**1 181 457**	**1 157 358**

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Gains sur titres de transaction	13 475
Perte sur titres de transaction	6 865
Résultat sur titres de transaction	6 610
Plus-values de cession sur titres de placement	447
Moins-values de cession sur titres de placement	2 089
Résultat sur titres de placement	-1 642
Produits sur engagement sur titres	-
Charges sur engagement sur titres	-
Résultat sur engagements sur titres	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	-
Produits sur opérations de change	42 623
Charges sur opérations de change	11 734
Résultat sur opérations de change	30 889

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	545 888	15 707	52 226	170 264	182 338	966 422
Créances sur la clientèle	1 065 307	1 926 522	2 815 362	9 944 509	12 516 843	28 268 544
Titres de créance	29 577	-	161 320	2 986 687	464 574	3 642 157
Créances subordonnées	-	-	-	26 000	104 000	130 000
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**1 640 771**	**1 942 229**	**3 028 908**	**13 127 459**	**13 267 755**	**33 007 123**
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	29 056	-	429 056	203 395	-	661 507
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	-	710 000	1 880 000	3 054 544	1 315 590	6 960 134
Emprunts subordonnées	-	-	-	-	2 000 000	2 000 000
TOTAL	**29 056**	**710 000**	**2 309 056**	**3 257 938**	**3 315 590**	**9 621 641**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Charges de personnel	**471 959**
Salaires et appointements	210 741
Primes et Gratifications	74 943
Autres rémunérations du personnel	77 564
Charges d'assurances sociales	57 754
Charges de retraite	30 831
Charges de formation	9 970
Autres charges de personnel	10 156
Impôts et taxes	**24 931**
Taxe urbaine et taxe d'édilité	5 316
Patente	12 855
Taxes locales	-
Droits d'enregistrement	471
Timbres fiscaux et formules timbrées	-
Taxes sur les véhicules	34
Autres impôts et taxes, droits assimilés	6 255
Charges extérieures	**138 930**
Loyers de crédit-bail	10 257
Loyers de location simple	22 140
Frais d'entretien et de réparation	57 283
Rémunération du personnel intérimaire	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	29 452
Primes d'assurance	5 841
Frais d'actes et de contentieux	1 036
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	12 921
Transport et déplacement	**151 430**
Transport et déplacement	22 402
Mission et réception	1 275
Publicité, publication et relations publiques	45 653
Frais postaux & de télécommunication	31 651
Frais de recherche et de documentation	3 162
Frais de conseil et d'assemblée	-
Dons et cotisations	6 971
Fournitures de bureau et imprimés	6 897
Autres charges externes	33 419
Autres charges d'exploitation	**23 203**
Frais préliminaires	14 112
Frais d'acquisition d'immobilisation	2 109
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	2 988
Pénalités et délits	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-
Dons libéralités et lots	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	1 581
Diverses autres charges générales d'exploitation	2 413
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**116 608**
Immobilisations incorporelles d'exploitation	37 692
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	71 012
Immobilisations corporelles hors exploitation	7 904
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS Ex 2016

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31 Décembre 2016

. Date d'établissement des états de synthèse (2) Janvier 2017

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables Néant
	Défavorables Néant

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Autres produits bancaires	**17 411**
Divers autres produits bancaires	17 024
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	2 000
Produits des exercices antérieurs	-
Divers autres produits bancaires	15 024
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	387
Autres charges bancaires	**48 159**
Divers charges sur titres de propriété	-
Frais d'émission des emprunts	-
Autres charges sur opérations sur titres	-
Autres sur prestations de services	-
Divers autres charges bancaires	48 003
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	40 263
Produits rétrocédés	-
Charges des exercices antérieurs	7
Divers autres charges bancaires	7 733
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	156
Produits d'exploitation non bancaires	**30 958**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	2 830
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	8 063
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-
Produits accessoires	5 334
Subventions reçues	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	14 731
Charges d'exploitation non bancaires	**359**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	359
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**187 449**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	2
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	186 488
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	257
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	702
Pertes sur créances irrécouvrables	**37 093**
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	36 263
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	830
Autres dotations aux provisions	**70 989**
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	70 989
Dotations aux provisions réglementées	-
Dotations aux autres provisions	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**231 876**
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	218 559
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	13 064
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	253
Récupération sur créances amorties	**61 079**
Autres reprises de provisions	**41 164**
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	144
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	865
Reprises de provisions pour autres risques et charges	40 155
Reprises de provisions réglementées	-
Reprises de provisions	-
Produits non courants	**22 587**
Reprises non courantes des amortissements	-
Reprises non courantes des provisions	-
Autres produits non courants	22 587
Charges non courantes	**13 057**
Dotations non courantes aux amortissements	-
Dotations non courantes aux provisions	-
Autres charges non courantes	13 057

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	DURÉE (ANS)	MODE REMBOURSEMENT	TVA O/N	Dernière échéance	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
Obligations ordinaires garanties	21/04/03	6,20	15	Amortissement constant	N	21/04/16	21/04/18	600 000	80 000	3 465	83 465
Obligations ordinaires garanties	11/06/04	5,32	15	Amortissement constant	N	11/06/16	11/06/19	499 950	99 990	2 973	102 963
Obligations ordinaires non garanties	08/05/12	5,30	10	IN FINE	O	08/05/16	08/05/22	615 000	615 000	21 254	636 254
Obligations ordinaires non garanties	08/05/12	4,50	10	IN FINE	O	08/05/16	08/05/22	385 000	385 000	7 356	392 356
Obligations subordonnées	09/01/15	4,75	10	IN FINE	O	09/01/16	09/01/25	53 300	53 300	2 476	55 776
Obligations subordonnées	09/01/15	4,75	10	IN FINE	O	09/01/16	09/01/25	626 500	626 500	29 108	655 608
Obligations subordonnées	09/01/15	3,70	10	IN FINE	O	09/01/16	09/01/25	320 200	320 200	11 177	331 377
Obligations subordonnées	15/12/16	3,82	10	IN FINE	O	-	15/12/26	39 400	39 400	70	39 470
Obligations subordonnées	15/12/16	2,97	10	IN FINE	O	-	15/12/26	960 600	960 600	1 347	961 947
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES								**4 099 950**	**3 179 990**	**79 226**	**3 259 216**
BHBM	01/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	01/08/16	01/08/18	171 920	30 307	847	31 155
BHBM	01/11/00	7,38	18	Annuité constante	N	01/11/16	01/11/18	84 000	11 024	136	11 160
BHBM	02/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	02/05/16	02/05/19	129 270	33 634	1 563	35 197
BHBM	02/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	02/08/16	02/08/18	6 640	1 171	33	1 203
BHBM	02/09/02	6,94	18	Annuité constante	N	02/09/16	02/09/20	130 770	43 903	1 010	44 913
BHBM	05/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	05/03/16	05/03/18	240	42	2	45
BHBM	05/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	05/05/16	05/05/19	29 100	7 571	347	7 919
BHBM	06/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	06/03/16	06/03/18	118 260	20 860	1 149	22 009
BHBM	06/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	06/05/16	06/05/19	63 240	16 454	752	17 206
BHBM	07/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	07/03/16	07/03/18	7 770	1 371	75	1 446
BHBM	07/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	07/05/16	07/05/19	7 770	2 022	92	2 114
BHBM	08/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	08/03/16	08/03/18	43 800	7 726	423	8 149
BHBM	10/04/04	5,83	18	Annuité constante	N	10/04/16	10/04/22	250 000	67 616	2 873	70 489
BHBM	11/02/02	7,16	18	Annuité constante	N	11/02/16	11/02/20	210 000	50 910	3 237	54 147
BHBM	11/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	11/03/16	11/03/18	2 670	471	26	496
BHBM	12/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	12/03/16	12/03/18	4 980	878	47	926
BHBM	13/03/05	5,49	18	Annuité constante	N	13/03/16	13/03/23	370 000	126 281	5 584	131 865
BHBM	13/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	13/05/16	13/05/19	22 200	5 776	256	6 032
BHBM	13/07/05	5,31	18	Annuité constante	N	13/07/16	13/07/23	242 700	121 693	3 045	124 738
BHBM	13/12/00	7,38	18	Annuité constante	N	13/12/16	13/12/18	1 290	237	1	238
BHBM	17/01/04	5,89	18	Annuité constante	N	17/01/16	17/01/22	160 000	45 196	2 546	47 742
BHBM	18/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	18/10/16	18/10/18	140 000	18 373	279	18 652
BHBM	20/01/04	5,83	18	Annuité constante	N	20/01/16	20/01/22	381 400	171 936	9 503	181 439
BHBM	20/11/01	6,89	18	Annuité constante	N	20/11/16	20/11/19	400	104	1	105
BHBM	21/07/01	6,89	18	Annuité constante	N	21/07/16	21/07/19	116 400	30 188	935	31 122
BHBM	23/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	23/10/16	23/10/18	70 000	9 187	130	9 317
BHBM	23/10/01	7,04	18	Annuité constante	N	23/10/16	23/10/19	100 000	26 145	353	26 498
BHBM	24/10/01	7,04	18	Annuité constante	N	24/10/16	24/10/19	150 000	39 218	522	39 740
BHBM	25/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	25/10/16	25/10/18	56 000	7 349	101	7 450
BHBM	26/11/00	7,38	18	Annuité constante	N	26/11/16	26/11/18	58 400	10 730	78	10 808
BHBM	26/11/01	6,89	18	Annuité constante	N	26/11/16	26/11/19	295 800	76 714	521	77 235
BHBM	27/04/02	7,13	18	Annuité constante	N	27/04/16	27/04/20	320	108	5	114
BHBM	27/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	27/08/16	27/08/18	86 950	15 328	356	15 684
BHBM	28/05/02	7,10	18	Annuité constante	N	28/05/16	28/05/20	58 400	19 763	838	20 601
BHBM	30/04/02	7,13	18	Annuité constante	N	30/04/16	30/04/20	178 240	60 406	2 903	63 309
BHBM	31/12/01	7,15	18	Annuité constante	N	31/12/16	31/12/19	210 000	39 450	8	39 458
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME								**3 958 930**	**1 120 144**	**40 577**	**1 160 720**
CDN	29/05/12	4,19	7	IN FINE	O	29/05/16	29/05/19	5 000	5 000	78	5 078
CDN	31/07/13	5,60	5	IN FINE	O	31/07/16	31/07/18	150 000	150 000	3 544	153 544
CDN	25/12/13	5,66	5	IN FINE	O	25/12/16	25/12/18	100 000	100 000	109	100 109
CDN	23/01/14	5,53	5	IN FINE	O	23/01/16	23/01/19	100 000	100 000	5 198	105 198
CDN	22/05/14	4,42	5	IN FINE	O	22/05/16	22/05/19	707 000	707 000	19 178	726 178
CDN	26/06/14	4,05	3	IN FINE	O	26/06/16	26/06/17	130 000	130 000	2 726	132 726
CDN	16/10/14	3,70	3	IN FINE	O	16/10/16	16/10/17	200 000	200 000	1 561	201 561
CDN	03/11/14	3,91	5	IN FINE	O	03/11/16	03/11/19	300 000	300 000	1 896	301 896
CDN	13/11/14	3,54	3	IN FINE	O	13/11/16	13/11/17	830 000	830 000	3 944	833 944
CDN	19/02/15	3,15	3	IN FINE	O	19/02/16	19/02/18	190 000	190 000	5 184	195 184
CDN	19/02/15	3,48	5	IN FINE	O	19/02/16	19/02/20	118 000	118 000	3 557	121 557
CDN	08/05/15	3,30	2	IN FINE	O	08/05/16	08/05/17	330 000	330 000	7 101	337 101
CDN	15/05/15	3,25	2	IN FINE	O	15/05/16	15/05/17	390 000	390 000	8 022	398 022
CDN	22/05/15	3,80	5	IN FINE	O	22/05/16	22/05/20	400 000	400 000	9 328	409 328
CDN	29/08/16	2,45	0	IN FINE	O	-	27/02/17	710 000	710 000	6 040	716 040
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT								**4 660 000**	**4 660 000**	**77 465**	**4 737 465**
TOTAL GENERAL								**12 718 880**	**8 960 134**	**197 268**	**9 157 402**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

LES PARTICIPATIONS DU CIH AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

Societé	Secteur d'activité	Capital social	Valeur nominale	Actions détenues (Nbre)	Actions détenues %	Sit au 31-12-2016			Extrait des derniers états de synthèse de la société émetttrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Valeur de souscription 12/2016	Provisions 2016	Montant net de provisions 12/2016	Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
1- Banques marocaines non cotées						**1 250**	**750**	**500**				**0**
DAR AD-DAMANE	Activités financières	75 000 000	250	2 000	0,67%	500	0	500				
FONDS DE GARANTIE	Activités financières	1 000 000	100	588	5,88%	750	750	0				
3- Sociétés marocaines cotées						**1 395 321**	**77**	**1 395 244**				**42 624**
MAROCLEASING	Activités financières	277 676 800	100	944 417	34,01%	519 341	0	519 341	31/12/16	844 491	60 367	15 111
SOFAC	Activités financières	193 200 000	100	1 280 956	66,30%	454 843	0	454 843	31/12/16	469 838	61 248	18 483
SBVC Casablanca	Activités financières	387 517 900	100	116 256	3,00%	11 765	0	11 765				
ATLANTA	Cie d'Assurance	601 904 360	10	6 019 844	10,00%	409 372	77	409 295	30/06/16	1 190 193	135 526	9 030
3- Sociétés marocaines non cotées						**265 496**	**185 393**	**80 104**				**6 260**
ADER-FES	Autres	35 000 000	100	1	0,00%	0	0	0				
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Activités financières	100 000 000	100	70 000	7,00%	7 000	0	7 000				4 900
IDMAJ SAKAN	Autres	20 000 000	100	20 000	10,00%	2 000	0	2 000				
IMEG C/C	Autres	2 100 000	100	3 000	14,29%	300	300	0				
INTERBANK	Activités financières	11 500 000	100	6 899	6,00%	690	0	690				
LE TIVOLI	Hotels, restaurants	83 568 900	100	746 753	89,36%	107 586	40 000	67 586	31/12/16	25 621	-2 304	
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE(siège GPBM)	Autres	19 000 000	100	12 670	6,67%	1 267	0	1 267				
MAGHREB TITRISATION	Activités financières	5 000 000	100	12 167	24,33%	1 217	0	1 217	31/12/16	13 756	4 499	1 217
MAROCLEAR	Activités financières	20 000 000	1 000	275	1,38%	275	0	275				
NEW SALAM	Hotels, restaurants	215 000 000	100	1 400 000	65,12%	140 000	140 000	0				
SED FES	Autres	10 000 000	100	5 000	5,00%	375	375	0				
Ste marocaine de gestion des fonds de garantie des dépôts bancaires	Activités financières	1 000 000	100	588	5,88%	59	0	59				
SICOPAR	Autres	37 000 000	500	7 423	10,03%	3 737	3 737	0				
SIDETSA	Hotels, restaurants	6 100 000	100	9 150	15,00%	915	915	0				
SIDI IFNI	Autres	100 000	100	200	20,00%	20	20	0				
SMIT	Autres	100 000 000	100	219	0,02%	10	0	10				
SOCIETE DE BOURSE MSIN	Activités financières	10 000 000	100	10 000	10,00%	0	0	0				2 973
SUD LUXE	Autres	300 000	100	450	15,00%	45	45	0				
4- Filiales non cotées						**59 784**	**15 394**	**44 390**				**16 900**
RHOSN ENNAKHIL	Autres	100 000	100	1 000	100,00%	200	200	0				
CIH COURTAGE	Autres	100 000	100	1 000	100,00%	1 000	0	1 000	31/12/16	19 402	18 105	16 900
PALM-BAY	Autres	100 000 000	1 000	85 000	85,00%	10 000	10 000	0				
LES HOTELS MAHD SALAM TWO (EX SI NATHALIE)	Autres	3 000 000	100	30 000	100,00%	5 194	5 194	0				
AJARINVEST	Activités financières	7 000 000	100	28 000	40,00%	2 800	0	2 800				
QMB	Activités financières	100 225 000	100	400 900	40,00%	40 090	0	40 090	31/12/16	93 605	-6 620	
SANGHO	Hotels, restaurants	500 000	100	5 000	100,00%	500	0	500	31/12/16	-229 826	-28 018	
5- DOTATION DIVERSES						**117 009**	**111**	**116 898**				**0**
* SCI NATHALIE DOTATION DIVERSES						111	111	0				
* RHOSN ENNAKHILDOTATION DIVERSES						116 898	0	116 898				
TOTAL						**1 838 860**	**201 724**	**1 637 136**				**65 784**

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2016 AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE			
- Activité bancaire	1 517 146	620 830	668 804
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	**1 517 146**	**620 830**	**668 804**
2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE			
- MAROC	1 517 146	620 830	668 804
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	**1 517 146**	**620 830**	**668 804**

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l 'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collecté	136 592	197 634	198 600	135 626
B. TVA à récupérer	15 689	77 200	83 365	9 524
Sur charges	12 116	66 144	70 401	7 858
Sur immobilisations	3 573	11 057	12 963	1 666
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	120 904	120 434	115 236	126 101

CREANCES SUBORDONNEES AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Apparentes				Exercice 2016	Exercice 2015
		Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	130 000	130 000	-	-	-	130 000	130 000
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissement de crédits et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
ICNE	19	19	-	-	-	19	19

DETTES SUBORDONNEES AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Non apparente	Apparentes				Exercice 2016	Exercice 2015
			Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Dettes subordonnées	2 044 179	2 044 179	-	-	-	-	2 044 179	1 043 331
Dettes subordonnées à durée déterminée	2 000 000	2 000 000	-	-	-	-	2 000 000	1 000 000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	1 000 000	1 000 000		-	-	-	1 000 000	1 000 000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	1 000 000	1 000 000	-	-	-	-	1 000 000	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	44 179	44 179	-	-	-	-	44 179	43 331

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE (Risques > 10% FP)

(en milliers MAD)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont Crédits par décaissement	Crédits par signature (De financement et de garantie donnés)	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et des déductions
5	3 913 683	2 625 817	877 167	410 589	3 912 417

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

Libellé	Opérations de couverture
Opérations de change à terme	1 679 325
Devises à recevoir	291 463
Dirhams à livrer	77 103
Devises à livrer	766 811
Dirhams à recevoir	543 948
Dont swaps financiers de devises	-
Engagements sur produits dérivés	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-

COMPTES DE LA CLIENTELE 31 DECEMBRE 2016

(en nombre)

	31/12/16	31/12/15
Comptes courants	28 934	25 670
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	18 577	17 605
Autres comptes chèques	461 749	371 171
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	223 224	194 690
Comptes à terme	1 588	1 603
Bons de caisse	447	114
Autres comptes de dépôts	912	896

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	6 040 693	-	-
Hypothèques	66 630 255	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	6 340 204	-	-
TOTAL	**79 011 152**	**-**	**-**

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	2 000	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	**2 000**	**-**	**-**

RESEAU 31 DECEMBRE 2016

(en nombre)

	31/12/16	31/12/15
Guichets permanents	257	243
Guichets périodiques	0	0
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	292	290
Succursales et agences à l'étranger	0	0
Bureaux de représentation à l'étranger	0	0

TABLEAU DE PASSAGE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

Résultat Avant Impôt		**668 804**
REINTEGRATIONS	**A +B**	**31 527**
Pénalitées et majorations fiscales exploitation et hors exploitation	**206**	
Pénalitées et majorations douanieres offices de change etc	**0**	
charges s ex antérieurs	**1 070**	
Amortissement non déductible sur materiel roulant et de service	**173**	
A Total réintegrations 1	**1 449**	
PRG non affectée	**0**	
PRG promotion immobiliére collective	**0**	
Diverses autres provisions PRG	**30 078**	
PRG non affectée	**0**	
Provision pour débiteur divers - régularisation ATD etc...	**0**	
Impôt contribution cohésion sociale	**0**	
B Total réintégrations 2 provisions autres que CES	**30 078**	
DEDUCTIONS	**C+D**	**114 278**
Produits des participations	**65 641**	
Autres revenues titres de propriétés activité portefeuille	**359**	
C Total déductions 1	**66 000**	
Reprises provisionssur PRC	**12 468**	
Reprises sur PRG	**35 810**	
D Total déductions 2	**48 278**	
RESULTAT BRUT FISCAL	**I+II-III**	**586 052**
Reports Déficitaires antérieurs		**0**
Amortissements fiscalement différés	**0**	
Déficit exploitation reportable	**0**	
RESULTAT NET FISCAL	**IV-V**	**586 052**
IS BRUT AVANT IMPUTATION CREDIT CM	**VI*%IS**	**216 839**
CREDIT COTISATION MINIMALE		**0**
IS DE L EXERCICE	**VII-VIII**	**216 839**
RESULTAT NET	**I-IX**	**451 964**

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 31 DECEMBRE 2016

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/16	31/12/15	31/12/16	31/12/16
Titres dont l'établissement est dépositaire	275	255	7 743 180	4 271 241
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	20	18	5 060 853	1 406 100
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
187, avenue Hassan II - Casablanca

RESUME DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints, du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces états de synthèse font ressortir un montant des capitaux propres et assimilés de KMAD 6 523 514 dont un bénéfice net de KMAD 451 964.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les Normes de la Profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2016 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice 2016, la banque a:

- Procédé à une prise de participation à hauteur de 40% du capital de la société QMB Company, société créée en 2016;
- Procédé à une prise de participation à hauteur de 40% du capital de la société AJARINVEST, société créée en 2016.

Casablanca, le 23 février 2017

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton International
47, Rue Ben Abdellah - Casablanca
Tél: 0522 54 48 00 - Fax: 05 22 22 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT
COOPERS AUDIT MAROC
Siège: 83 Avenue Hassan II
CASABLANCA
Bureau: 50 - 52, Bd Abdellatif Benkadour
CASABLANCA
Tel 0522 42 11 90 - Fax 0522 27 47 34
Abdelaziz ALMECHATT
Associé

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

Communication financière

Résultats au 31 / 12 / 2015

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187, avenue Hassan II - Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire :

Le Mercredi 20 Avril 2016, à 11 Heures

A l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Ratification des modalités de convocation;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2015 ;
3. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2015 ;
4. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
5. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2015 ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05;
9. Quitus aux membres du Conseil d'Administration.

Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agrée cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, **le Mercredi 20 Avril 2016, à partir de 10H30 minutes.**

Il est à rappeler à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2015 seront publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- Le Matin du Lundi 14 Mars 2016
- La Nouvelle Tribune du Jeudi 17 Mars 2016

Données de contact :

- Mlle Amal MOUHOUB
- Tél. : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

Projets de résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire
Date : Mercredi 20 Avril 2016 à 11 Heures.

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires , après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2015, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2015, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire de 471 012 506,94 dirhams pour les comptes sociaux.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2015.

TROISIEME RESOLUTION :

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 340.938.507,29 dirhams, est de 788.400.388,88 dirhams.
- Décide de fixer le montant du dividende à 14 dirhams l'action.
- Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2015 s'élève à 372.513.190 dirhams
- Décide d'affecter le solde du bénéficie distribuable au report à nouveau, pour un montant de 415.887.198,88 dirhams.

Récapitulatif de l'affectation des résultats :

(Montant en dirhams)

Bénéfice de l'exercice	471 012 506,94
Déduction des pertes antérieures	-
Solde s'élevant à	471 012 506,94
Réserve légale (-)	23 550 625,35
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	340 938 507,29
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	788 400 388,88
Dividende par action	14
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	372.513 190,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	415.887.198 ,88

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2015.

SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, approuve les conclusions dudit rapport.

SEPTIEME RESOLUTION : POUVOIRS

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2015

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :
• Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007;
• Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
- Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
- Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles.

Bases de présentation
Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles
Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui

prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Equipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.
Un actif financier peut être défini comme :
• Un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers ;
• Un droit d'échanger d'autres instruments financiers dans des conditions potentiellement favorables ;
• Un instrument de capitaux propres d'une autre entreprise sauf titres de filiales et entreprises associées, à l'exception des actions propres acquises par l'entreprise ou ses filiales.

Évaluation des titres
La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponibles à la vente ».

Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. À défaut, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier utilise des techniques de valorisation reconnues.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut aboutir à une estimation fiable, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ».

Actifs et passifs financiers
Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés pour les actifs financiers dans une des quatre catégories suivantes :
• Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
• Placements détenus jusqu'à l'échéance ;
• Prêts et créances ;
• Actifs financiers disponibles à la vente.

Prêts et créances
La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenus fixe ou déterminable. Les titres sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

Activité de crédit
Les crédits sont classés dans la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dépréciation des Créances
Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte.

Les évènements entraînant une preuve objective de dépréciation, cités par IAS 39 § 59, sont les suivants :
• Des difficultés financières importantes de l'emprunteur,
• Une rupture de contrat effective telle qu'un défaut de paiement du principal ou des intérêts,
• L'octroi par le préteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité non envisagée autrement par le prêteur,
• Une probabilité de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur,
• La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à cause de difficultés financières,
• Des informations observables indiquant qu'il y a une baisse mesurable dans les flux futurs estimés d'un groupe de prêts depuis leur enregistrement initial, bien que la baisse ne puisse être encore identifiée dans les prêts individuels du groupe, incluant :
- Des changements défavorables du statut de paiement des emprunteurs dans le groupe, par exemple une augmentation des retards de paiement ou une augmentation du nombre de cartes de crédit ayant atteints leurs limites de crédit,
- Des conditions économiques nationales ou locales qui sont corrélées avec les défauts sur les actifs du groupe, par exemple une augmentation du taux de chômage dans la zone géographique des emprunteurs, une diminution des prix du marché immobilier pour les prêts hypothécaires dans la zone concernée ou des variations défavorables des conditions d'un secteur qui impactent les emprunteurs du groupe.

Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue et correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions.

On distingue ainsi :
• Les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances en souffrance assorties de provisions ;
• Les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.
Concernant les garanties reçues à prendre en compte pour le calcul de la provision, il est considéré :
- Qu'à priori la valeur devant être retenue est la valeur au moment de l'estimation de la provision et non une valeur tenant compte de l'éventuelle dégradation dans le futur de l'élément constituant cette garantie (par exemple un immeuble) (Base IAS 39 §AG86),
- Que même lorsqu' une garantie couvre une créance à 100 %, il y aura généralement une dépréciation du fait d'un calcul basé sur les flux actualisés lorsque le montant garanti est versé tardivement à l'établissement créancier.

Actifs financiers disponibles à la vente
La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut. Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :
- Les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- les intérêts courus sur les titres disponibles à la vente sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat ;
- Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres recyclables «gains ou pertes latents ou différés». En cas de cession, ces variations sont constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise, est comptabilisée dans un compte de capitaux propres variables.

Dépréciation
Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction.

Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

Dettes
Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers
Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation »
est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.
Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:
• Prime de fin de carrière ;
• Prime d'ancienneté ;
• Indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultats, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies
Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipée

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Décembre-15	31-Décembre-14	31-Décembre-15	31-Décembre-14
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,40%	5,50%	4,85%	5,70%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	1 631	1 657	1 631	1 657
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 0,8% et 1%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.
Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.
Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans les paragraphes consacrés aux produits d'intérêts et de commissions.

Il s'agit principalement des produits de location ou d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier.

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis semestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales
Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées
Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :
• Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
• Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.
Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation
Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture
Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre ou semestriels au 30 juin.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :
• La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
• Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise.

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

GOODWILL

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

RECOURS A DES ESTIMATIONS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :
• Provisions pour dépréciation des créances clients ;
• Goodwill ;
• Provisions pour risques et charges ;
• Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure **'Entité Structurée'** : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.

Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :
1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams..
En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2015*
Crédilog II	Prêts hypothécaires	2003	1 000	- **
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1 500	664,1
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1 200	803,2

*En millions de dirhams
** Fonds liquidé en 2014.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :
La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

Modalité d'exercice de la Direction Générale :
• Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
• Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
• L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

ROLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

ROLE DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

ROLE DES STRUCTURES ET COMITES SPECIALISES DANS LA GESTION DES RISQUES ET LE CONTROLE

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Les structures
• La Direction des Engagements ;
• La Direction des Risques ;
• Le Pôle Conformité ;
• La Direction de l'Audit et de l'Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale
• Le Comité de Management des Risques ;
• Le Comité du Contrôle Interne ;
• Le comité de pilotage des risques de crédit
• Le Comité des Engagements ;
• Le Comité de Recouvrement ;
• Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
• Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
• Le Comité de Suivi du Contentieux ;
• Le Comité de Provisionnement ;
• Le Comité ALM ;
• Le Comité de Conformité ;
• Le comité des risques opérationnels.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

IDENTIFICATION

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

MESURE

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.
Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.

Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

MAITRISE

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiés à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites
L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence
Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'exploitation (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

CONTROLE ET SURVEILLANCE

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Dans le cadre de la mise en place des méthodes avancées de calcul des risques de crédit, le CIH a élaboré :
• Un modèle de notation pour la promotion immobilière ;
• Un modèle de notation pour les entreprises ;
• Un modèle de sélection des bons payeurs pour la clientèle des professionnels ;
• Des modèles de scoring à l'octroi et des modèles de notation pour la clientèle Retail.

PRINCIPES DE BASE REGISSANT L'ACTIVITE DE CREDIT

L'activité de crédit au C.I.H s'appuie sur les principes de base suivants, en particulier :
• Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opéré par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi et de tarification ;
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.

SURVEILLANCE ET PILOTAGE DU RISQUE DE CREDIT

DISPOSITIF DE SUIVI DU RISQUE DE CREDIT

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part.

Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2015

ANALYSE DU PORTEFEUILLE DES ENGAGEMENTS

Répartition des encours de crédit par marché et par nature de crédit
La répartition de l'encours global des crédits par marchés de clientèle, au 31 Décembre 2015, reflète :
• Le positionnement stratégique de la banque autour du financement des besoins des particuliers et de la famille puisque les crédits aux particuliers représentent 64% du total des encours hors contentieux ;
• La forte concentration de l'activité de crédit à l'habitat, dans la mesure où les crédits à la production et à l'acquisition de logements représentent 94.30% des encours hors contentieux de la banque de détail ;
• La bonne répartition des risques de crédit puisque l'encours de crédits aux particuliers représente plus de la moitié.

Dans le domaine de la promotion immobilière, les deux régions du Grand Casablanca et du Rabat et région concentrent plus de la moitié de l'encours global (PI hors contentieux) des crédits.

Qualité du portefeuille de crédit
Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 2,55 milliards de Dirhams au 31/12/2015.
Le taux de CES s'établit à 6,18 % au 31/12/15. (En créances nettes d'agios réservés).

II. RISQUE OPERATIONNEL

DEFINITION DU RISQUE OPERATIONNEL

Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES OPERATIONNELS

Afin de cerner l'ensemble du périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels, la banque a mis en place un progiciel dédié et a assuré des actions de conduite de changement pour les intervenants dans le processus de gestion de ces risques. Ce progiciel permet une gestion en workflow des déclarations d'incidents (agences et entités centrales), la formalisation des résultats des exercices d'autoévaluation et le suivi des plans d'actions correctives.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au Comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

LE PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

III. RISQUE DE MARCHE

DEFINITION DU RISQUE DE MARCHE

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :
• Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHE

ROLE DE LA SALLE DES MARCHES

La Direction Marchés des Capitaux est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.
Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

ROLE DE LA DIRECTION DES RISQUES

La Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

EVALUATION DES RISQUES DE TAUX D'INTERET ET DE LIQUIDITE

EVALUATION DU RISQUE GLOBAL DE TAUX

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1 an, 2 ans…15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2015, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -324 millions DH soit -7,11% des fonds propres réglementaires.

EVALUATION DU RISQUE DE LIQUIDITE

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
• Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans…15 ans et plus de 15 ans) ;
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
• Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

COUVERTURE DES GAPS DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites prudentielles. Ces principales mesures sont les suivantes :
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts ;
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires ;
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, de lignes de refinancement auprès des actionnaires de référence.

SUIVI DES RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.

En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.
Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées en Comité ALM, Comité Management des Risques et Comité d'Audit.

V. RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

Au 31 décembre 2015, en application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres réglementaires de CIH Bank s'établissent à 3,91 milliards de dirhams, soit 3.41 milliards de dirhams au titre des fonds propres de catégorie 1 et 507 millions de dirhams au titre des fonds propres de catégorie 2. Rapportés aux risques pondérés au titre de l'ensemble des risques de la banque, le ratio de solvabilité devrait s'établir à 16,37%.

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les actifs pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2015 s'élèvent à 20 876 millions de dirhams, soit 87,3% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2015 de la position de change de la Banque, les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissement à 24 millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 2 726 millions de dirhams au 31 Décembre 2015 pour une exigence en fonds propres de 218 millions de dirhams.

INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 660 808 500 dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 26 608 085 (Vingt Six Millions Six Cent Huit Mille Quatre Vingt Cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ANNEE 2015

Le Conseil d'Administration réuni le 09/03/2016 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

	2015
Bénéfice de l'exercice	471 012 506,94
Déduction des pertes antérieures	-
Solde s'élevant à	471 012 506,94
Réserve légale (-)	23 550 625,35
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	340 938 507,29
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	788 400 388,88
Dividende par action	14
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	372.513 190,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	415.887.198 ,88

Le dividende de 14 dirhams par action sera mis en paiement, en numéraire, à partir du 1er juillet 2016

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2015

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/15	31/12/14
1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 188 474	2 092 174
2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Actifs financiers disponibles à la vente	575 200	214 812
5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 175 532	1 030 022
6. Prêts et créances sur la clientèle	33 746 086	32 605 804
7. Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Placements détenus jusqu'à leur échéance	3 217 955	3 521 808
9. Actifs d'impôt exigible	317 648	315 808
10. Actifs d'impôt différé	-	3
11. Comptes de régularisation et autres actifs	783 431	711 998
12. Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
13. Participations dans des entreprise mises en équivalence	583 511	572 852
14. Immeubles de placement	915 104	712 223
15. Immobilisations corporelles	1 058 173	1 039 937
16. Immobilisations incorporelles	171 822	146 441
17. Ecarts d'acquisition	174 884	174 884
Total de l'Actif	**44 907 820**	**43 138 767**

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/15	31/12/14
1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12	877
2.Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3.Instruments dérivés de couverture	-	-
4.Dettes envers les établissements de crédit assimilés	2 797 145	4 125 312
5.Dettes envers la clientèle	25 074 822	22 428 918
6.Titres de créance émis	9 218 916	10 065 601
7.Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8.Passifs d'impôt exigible	294 619	271 467
9.Passifs d'impôt différé	97 758	95 341
10.Comptes de régularisation et autres passifs	1 168 044	1 042 539
11.Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
12.Provsions techniques des contrats d'assurance	-	-
13.Provisions	210 270	206 734
14.Subventions et fonds assimillés	-	-
15.Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	1 043 332	-
16.Capitaux propres	5 002 901	4 901 978
17.Capitaux propres part du groupe	4 871 357	4 790 642
18.Capital et réserves liées	2 660 809	2 660 809
19.réserves consolidées	1 685 355	1 641 804
20.Gains ou pertes latents ou différés	5 671	5 824
21.résultat de l'exercice	519 523	482 206
22.Intérêts minoritaires	131 544	111 336
Total du Passif	**44 907 820**	**43 138 767**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
1. + Intérêts et produits assimilés	2 415 563	2 392 398
2. - Intérêts et charges assimilées	(960 181)	(995 095)
3. MARGE D'INTERET	**1 455 382**	**1 397 303**
4. + Commissions (produits)	215 785	201 727
5. - Commissions (charges)	(20 311)	(21 078)
6. MARGE SUR COMMISSIONS	**195 474**	**180 649**
7. +/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	19	17
8. +/- Gains ou pertes nets sur actifs financiérs disponibles à la vente	13 019	11 718
9. + Produits des autres activités	569 517	524 676
10. - Charges des autres activités	(443 124)	(413 391)
11. PRODUIT NET BANCAIRE	**1 790 287**	**1 700 970**
12. - Charges générales d'exploitation	(953 956)	(914 492)
13. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(111 325)	(96 950)
14. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**725 006**	**689 528**
15. Coût du risque	(38 866)	51 641
16. RESULTATS D'EXPLOIATATION	**686 140**	**741 169**
17. +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	26 042	25 203
18. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	127 300	17 174
19. +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
20. RESULTAT AVANT IMPOT	**839 482**	**783 546**
21. - Impôt sur les résultats	(304 413)	(283 533)
22. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
23. RESULTAT NET	**535 069**	**500 013**
24. Intérêts minoritaires	(15 546)	(17 807)
25. RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**519 523**	**482 206**
26. Résultat de base par action en dirham	19,5	18,1
27. Résultat dilué par action en dirham	19,5	18,1

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE DU 01 JANVIER 2015 AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

FLUX DE TRESORERIE	31/12/15	31/12/14
1. Résultat avant impôts	**839 482**	**783 546**
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	485 721	426 198
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	11 019	91
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(9 963)	(32 430)
5. +/- Dotations nettes aux provisions	29 048	(9 811)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(26 042)	(25 203)
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(88 930)	12 402
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(23 231)	(8 341)
9. +/- Autres mouvements	(59 827)	(33 316)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	**317 795**	**329 590**
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(1 601 788)	(488 377)
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 522 511	(559 923)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	297 930	1 076 550
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	123 263	177 522
15. - Impôts versés	(304 413)	(243 895)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	**37 502**	**(38 122)**
17. = FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	1 194 779	1 075 014
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(342 959)	(1 236 592)
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(671 139)	(837 874)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	**(1 014 098)**	**(2 074 466)**
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(386 189)	(415 021)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	301 635	1 496 999
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	**(84 554)**	**1 081 978**
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et equivalents de trésorerie	**-**	**-**
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)	**96 127**	**82 526**

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/15	31/12/14
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	**2 524 525**	**2 441 999**
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	2 091 297	2 460 658
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	433 227	(18 659)
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	**2 620 651**	**2 524 525**
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	2 188 461	2 091 297
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	432 190	433 227
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	**96 127**	**82 526**

GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Dividendes reçus et produits sur AFS	12 987	8 586
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs disponibles à la vente	1 229	4 047
Dépréciation durable	(1 663)	(957)
Reprise de dépréciation	466	41
Solde des relations de couverture des instruments de couverture de la JV des AFS, lorsque l'élément couvert est cédé	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	**13 019**	**11 718**

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Charges de personnel	506 156	492 377
Impôts et taxes	27 710	29 113
Services extérieurs et autres charges	420 089	393 002
Charges d'exploitation	**953 956**	**914 492**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2015

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES DU 01 JANVIER 2015 AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

	Capital (1)	réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres part Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	total (8)
Capitaux propres au 31 décembre 2014	2 660 809	-	-	2 119 681	5 824	4 786 313	108 286	4 894 599
Impact des changements de méthodes comptables	-	-	-	4 672	-	4 672	3 050	7 722
Autres mouvements	-	-	-	(344)	-	(344)	-	(344)
Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2014	**2 660 809**	-	-	**2 124 009**	**5 824**	**4 790 642**	**111 336**	**4 901 978**
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(425 729)	-	(425 729)	-	(425 729)
Résultat de l'exercice	**-**	**-**	**-**	**519 523**	-	**519 523**	**15 546**	**535 069**
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (B)	-	-	-	-	(154)	(154)	-	(154)
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)	-	-	-	-	(154)	(154)	-	(154)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2015	2 660 809	-	-	2 217 803	5 671	4 884 282	126 881	5 011 163
Changement de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	794	-	794	404	1 199
Autres mouvements		-	-	(13 720)	-	(13 720)	4 259	(9 461)
Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2015	**2 660 809**	-	-	**2 204 878**	**5 671**	**4 871 357**	**131 544**	**5 002 901**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

	Valeur brute au 31/12/2015	Valeur brute au 31/12/2014
A vue	**902 461**	**519 963**
Comptes ordinaires	182 334	299 421
Prêts et comptes au jour le jour	715 660	219 393
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	4 467	1 149
A terme	**273 347**	**510 278**
Prêts et comptes à terme	265 164	300 543
Prêts subordonnées et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	201 156
Créances rattachés	8 183	8 579
Autres prêts et créances	-	-
Total Brut	**1 175 807**	**1 030 241**
Dépréciation	275	219
Total Net	**1 175 532**	**1 030 022**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers MAD)

Valeur brute	31/12/14	Impact Variation Périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	31/12/15
Valeur brute	380 894	-	66 213	1 590	445 516
Amortissement & dépréciation	234 453	-	39 242	-	273 694
Net	**146 441**	-	-	-	171 822

GOODWILL

(en milliers MAD)

	31/12/14	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	Reclassement	31/12/15
Valeur brute	**179 384**	**-**	**-**	-	-	**179 384**
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
Sofac	174 884	-	-	-	-	174 884
Cumul des pertes de valeur	**4 500**	**-**	**-**	-	-	**4 500**
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
Valeur nette au bilan	**174 884**	**-**	**-**	-	-	**174 884**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/15	Total 31/12/2014
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	139	4 318 054	9 029 014	13 347 207	11 959 914
Comptes d'épargne	-	-	4 633	4 150 548	4 155 181	3 737 544
Dépôts à terme	-	464 067	574 378	3 782 285	4 820 731	3 800 039
Autres comptes créditeurs	-	6 991	79 343	1 381 656	1 467 990	1 390 057
Intérêts courus à payer	-	1 880	4 014	50 603	56 497	38 228
Autres dettes envers la clientèle	-	1 227 217	-	-	1 227 217	1 503 137
TOTAL	**-**	**1 700 294**	**4 980 422**	**18 394 106**	**25 074 822**	**22 428 918**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/15	Total 31/12/14
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	**-**	**30 000**	**2 393 678**	**137 070**	**2 560 748**	**1 725 021**
- Comptes à vue débiteurs	-	-	936 506	36 622	973 128	755 088
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	231 432	-	231 432	149 546
- Crédits à l'exportation	-	-	11 687	-	11 687	12 368
- Autres crédits de trésorerie	-	**30 000**	1 214 053	100 448	1 344 501	808 019
Crédits à la consommation	**-**	**-**	**1**	**3 270 824**	**3 270 825**	**2 970 606**
Crédits à l'équipement	**-**	**-**	**1 039 302**	**33**	**1 039 336**	**947 999**
Crédits immobiliers	**-**	**-**	**5 752 155**	**18 384 250**	**24 136 406**	**24 319 978**
Autres crédits	**-**	**98 233**	**3 967**	**1 485 247**	**1 587 447**	**1 382 846**
Créances acquises par affacturage	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	-
Intérêts courus à recevoir	**-**	**7**	**3 156**	**17 465**	**20 627**	40 187
Créances en souffrance	**12 073**	**-**	**351 568**	**2 080 042**	**2 443 684**	**2 515 471**
Dépréciation	**7 316**	**-**	**(15 907)**	**1 326 402**	**1 317 811**	**1 303 784**
- Sur base individuelle	**7 316**		(194 425)	1 283 340	1 096 231	1 093 438
- Sur base collective	-	-	178 518	43 063	221 581	210 347
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créancees relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	**4 825**	**4 825**	**7 481**
TOTAL	**4 757**	**128 240**	**9 559 735**	**24 053 354**	**33 746 086**	**32 605 804**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablis de crédit à l'étranger	Total 31/12/15	Total 31/12/14
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établis de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinnaires créditeurs	-	14 739	430	23 254	38 423	67 751
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	1 300 205
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	1 300 205
Emprunts de trésorerie	-	400 000	-	-	400 000	400 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	400 000
Emprunts financiers	-	2 296 998	-	-	2 296 998	2 311 709
Autres dettes	-	47 929	-	-	47 929	30 418
Intérêts courus à payer	-	9 019	4 776	-	13 795	15 229
TOTAL	**-**	**2 768 685**	**5 206**	**23 254**	**2 797 145**	**4 125 312**

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/14	Augmentation	Diminution	31/12/15
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	6 913 600	2 076 000	2 602 100	6 387 500
Intérêts courus non échus	129 249	121 323	126 294	124 278
Emprunts obligataires	1 326 650	-	73 330	1 253 320
Intérêts courus non échus	43 906	39 572	43 906	39 572
Autres dettes représentées par un titre	1 596 258	-	230 424	1 365 834
Intérêts courus non échus	55 937	48 412	55 937	48 412
TOTAL	**10 065 601**	**2 285 307**	**3 131 992**	**9 218 916**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2015

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Résultat net	**535 069**	**500 013**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**(1 049)**	**226**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(154)	566
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	(895)	(341)
Eléments relatifs aux sociétés mise en équivalence	-	-
Total cumulé	**534 020**	**500 239**
Part du groupe	518 475	482 431
Part des minoritaires	15 546	17 807

VALEURS EN CAISSE

(en milliers MAD)

	31 Décembre 2015		31 Décembre 2014	
Valeur	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	535 462	-	398 930	-
Banques centrales, CCP	1 653 011	12	1 693 244	877
Total	**2 188 474**	**12**	**2 092 174**	**877**

IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Actifs d'impôt différé	-	3
Passifs d'impôt différé	97 758	95 341
Position nette	**(97 758)**	**(95 338)**

IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2014	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/12/2015	Juste valeur au 31/12/2015
Valeur brute	918 781	256 255	41 427	1 133 609	1 397 672
Amortissement & Dépréciation	206 558	17 538	5 592	218 505	
Net	**712 223**	-	-	**915 104**	-

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2015	Valeur 31/12/2014
Titres à revenus variables		
Cotés	23 635	26 527
Non cotés	537 825	13 017
Titres à revenus fixes		
Cotés	-	-
Non cotés	-	61 600
Autres (parts opcvm)	13 741	113 668
Total	**575 200**	**214 812**
Dont gains et pertes latents	5 671	5 824
Dont provisions pour dépréciation	201 839	201 999

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/14	Impact variation perimetre	Augmentation	Diminution	31/12/15
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	4 723	-	208	3 643	1 288
Provisions pour affaires sociales	15 287	-	2 070	2 243	15 114
Provisions pour autres risques et charges	40 951	-	12 743	15 203	38 490
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	145 774	-	16 647	7 043	155 378
TOTAL	**206 734**	**-**	**31 668**	**28 132**	**210 270**

Ventilation des provisions	31/12/14	31/12/15
Court terme	-	-
Long terme	206 734	210 270
TOTAL	**206 734**	**210 270**

MARGE D'INTÉRÊT

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Sur opérations avec les établissements de crédits	26 732	20 881
Sur opérations avec la clientèle	2 247 350	2 225 342
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	-	17 964
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	140 326	127 072
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	1 155	1 140
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**2 415 563**	**2 392 398**
Sur opérations avec les établissements de crédits	83 450	101 098
Sur opérations avec la clientèle	391 969	446 383
Actifs financiers disponibles à la vente	22 911	22 086
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	1 699	1 549
Sur dettes représentées par titres	415 710	421 507
Sur dettes subordonnées	43 351	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	1 090	2 474
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Charges d'intérêts	**960 181**	**995 095**

COMMISSIONS NETTES

(en milliers MAD)

	31/12/15			31/12/14		
	Produits	charges	Net	Produits	charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits	-	6 162	(6 162)	-	4 500	(4 500)
Sur opérations avec la clientèle	29 113	-	29 113	24 314	-	24 314
Sur opérations sur titres	402	-	402	368	-	368
Sur opération de change	4 468	-	4 468	3 702	-	3 702
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestations de services bancaires et financiers	181 802	14 149	167 653	173 343	16 578	156 764
- Produits nets de gestions d'OPCVM	7 559	-	7 559	9 012	-	9 012
- Produits nets sur moyens de paiemennt	69 345	-	69 345	60 487	-	60 487
- Autres	104 898	14 149	90 749	103 843	16 578	87 265
Produits nets des commissions	**215 785**	**20 311**	**195 474**	**201 727**	**21 078**	**180 649**

ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers MAD)

Détail des charges

	31/12/15	31/12/14
Salaires	233 210	224 960
Indemnités diverses	172 758	168 262
Cotisations sociales	91 162	89 787
Autres charges de personnel	9 026	9 368
Total	**506 156**	**492 377**

Effectif fin de période

	31/12/15	31/12/14
Employés	650	723
Cadres	1 256	1 310
Total	**1 906**	**2 033**

Avantages au personnel

Montant (Provisions) au 1er janvier 2014	**(136 132)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(16 399)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	7 299
Variation de périmètre	(541)
Application IAS 19 révisée	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2014	**(145 773)**
Montant (Provisions) au 1er janvier 2015	**(145 773)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(15 228)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	7 043
OCI	(1 421)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2015	**(155 378)**

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-15	31-déc-14	31-déc-15	31-déc-14
Engagement net	**52 883**	**48 694**	**102 494**	**97 079**
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	**52 883**	**48 694**	**102 494**	**97 079**

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31/12/15	31/12/14	31/12/15	31/12/14
Sensibilité de l'engagement	-8%	-9%	-6%	-6%
Sensibilité du coût des services	-13%	-15%	-8%	-8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	8%	9%	14%	6%

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2015

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/15	31/12/14
Engagements de financements et de garantie donnés	**6 155 186**	**4 298 052**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	151 772	150 689
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	151 772	150 689
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**4 440 229**	**3 527 371**
- Crédits documentaires import	485 932	34 100
- Acceptations ou engagements de payer	40 393	26 761
- Ouvertures de crédit confirmés	3 679 519	3 210 432
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	19 593	20 329
- Autres engagements de financement donnés	214 792	235 749
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**834**	**849**
- Crédits documentaires export confirmés	834	849
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**1 562 351**	**619 143**
- Garanties de crédits données	1 102 587	144 519
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	261 439	192 207
- Autres cautions et garanties données	189 449	272 854
- Engagements en souffrance	8 876	9 563
Engagements de financements et de garantie reçus	**6 115 499**	**5 212 626**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**550 000**	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	550 000	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**5 565 499**	**5 212 626**
- Garanties de crédits	5 565 499	5 212 626
- Autres garanties reçues	-	-

COÛT DU RISQUE

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Dotations aux provisions	**333 695**	**291 560**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	328 938	289 994
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	-
Provisions pour risques et charges	4 757	1 566
Reprise de provisions	**296 118**	**294 958**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	275 829	270 704
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	6 642
Provisions pour risques et charges	20 289	17 612
Variation des provisions	**37 577**	**-3 398**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	56 264	80 680
Récupérations sur prêts et créances amorties	(54 975)	(128 923)
Autres pertes	-	-
Coût du risque	**38 866**	**(51 641)**

VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Ecart d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	**-**	**-**

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	Déc-15		Déc-14		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Consolidante
CIH Courtage	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Intégration globale
Maghreb Titrisation	Maroc	**24%**	**24%**	24%	24%	Mise en équivalence
Maroc Leasing	Maroc	**34%**	**34%**	34%	34%	Mise en équivalence
Sofac	Maroc	**66%**	**66%**	61%	61%	Intégration globale
Sofassur	Maroc	**66%**	**66%**	61%	61%	Intégration globale
Tivoli	Maroc	**89%**	**89%**	89%	89%	Intégration globale
Crédilog 2	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 3	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 4	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale

PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
produits de la promotion immobilière	-	-
produits de l'activité hôtelière	10 090	32 577
Produits sur opération de location simple	-	-
charges de l'activité hôtelière	(2 101)	(9 552)
variations de juste valeur des immeuble de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & Reprises sur immeubles de placement	(12 696)	24 314
variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	561 169	492 320
Autres charges	(430 069)	(428 374)
Produits et charges nets des autres activités	**126 393**	**111 285**

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles et incorporelles	(111 325)	(96 950)
Dotations aux dépréciations des Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	**(111 325)**	**(96 950)**

GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**85 547**	**(5 800)**
Plus-values de cession	93 390	6 247
Moins-values de cession	(7 843)	(12 048)
Titres de capitaux propres consolidés	**-**	**-**
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	**41 753**	22 975
Gains ou pertes nets sur autres actifs	**127 300**	**17 174**

IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Charge d'impôts exigibles	301 377	278 148
Charge d'impôts différés	3 036	5 385
Charge d'impôts de la période	**304 413**	**283 533**

	31/12/15	31/12/14
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	813 440	758 344
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	300 973	280 587
Ecart taux mère/filiales	(1 962)	(1 745)
Effet différences permanentes	5 403	4 691
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge effective d'impôts	**304 413**	**283 533**

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Résultat net part du Groupe	519 523	482 206
Nombre d'actions ordinaires émises	26 608 085	26 608 085
Résultat par action de base et dilué en DH	**19,5**	**18,1**

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

(en milliers MAD)

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
Maghreb Titrisation	**3 649**	**4 235**	**21 386**	**16 118**	**1 031**
Maroc Leasing	579 862	73 538	11 568 442	3 586 675	25 011
Total	**583 511**	**77 774**	**11 589 828**	**3 602 792**	**26 042**

Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

GROUPE CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2015

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de l'exercice allant du 1er janvier au 31 décembre 2015. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5.002.901, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 535.069.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états financiers consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exrcice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier arrêtés au 31 décembre 2015, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 10 mars 2016

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton International
47, Rue Ben Abdellah - Casablanca
Tél: 0522 64 48 00 - Fax: 05 22 20 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT
COOPERS AUDIT MAROC
Siège: 83 Avenue Hassan II
CASABLANCA
Bureau: 50 - 52, Bd Abdellatif Benkadour
CASABLANCA
Tel 0522 42 11 90 - Fax 0522 27 47 34
Abdelaziz ALMECHATI
Associé

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

CIH ONLINE **Entreprise**

Chez ma banque
SANS M'Y DÉPLACER

RAPP

www.cihbank.ma

/cihbank

Crédit Immobilier et Hôtelier, Société anonyme au Capital Social de 2.660.808.500 DH. Agrément N° 2348-94 du 14 Rabii 1er 1415 / 23 Août 1994.
Siège Social : 187, Avenue Hassan II - 20019 - Casablanca Maroc. R.C. : Casablanca N° 203 - C.N.S.S N° 1027805 - ID Fiscal N° 01084033
Patente N° 34200588. Tél. : (+212) 522 479 000 / (+212) 522 479 111 - Fax : (+212) 522 479 163.

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2015

Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH relatifs à l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

PRINCIPES GENERAUX :
Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :
Présentation générale :
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :
- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
- Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autre crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance :
Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.
Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
- Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
- Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

  20% pour les créances pré-douteuses,
  50% pour les créances douteuses,
  100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.
Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

PORTEFEUILLE DE TITRES :
Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.
Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).
La banque ne détient pas de titres de transaction au 31/12/2015.
A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.
Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.
Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent, Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.
Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amortis mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES A VUE ET A TERME
Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :
- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent une provision pour risques généraux d'un montant de 178.5 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts
Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Commissions
Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

BILAN

(en milliers MAD)

Libellé	Déc-15	Déc-14
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**2 184 829**	**2 089 058**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**1 416 141**	**1 264 021**
- A vue	608 882	602 018
- A terme	807 259	662 002
Créances sur la clientèle	**28 000 631**	**26 997 124**
- Crédits de trésorerie et à la consommation	3 376 504	2 525 756
- Crédits à l'équipement	1 105 434	1 029 911
- Crédits immobiliers	22 632 946	22 534 549
- Autres crédits	885 747	906 908
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	**296 582**	**496 138**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
- Autres titres de créance	-	61 600
- Titres de propriété	296 582	434 538
Autres actifs	**766 771**	**716 234**
Titres d'investissement	**3 217 955**	**3 521 808**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 217 955	3 521 808
- Autres titres de créance	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	**1 475 396**	**865 570**
Créances subordonnées	**130 019**	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	**201 312**	**170 183**
Immobilisations corporelles	**1 592 315**	**1 333 125**
Total de l'Actif	**39 281 952**	**37 453 260**

Libellé	Déc-15	Déc-14
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**897 169**	**2 153 468**
- A vue	159 996	109 922
- A terme	737 173	2 043 546
Dépôts de la clientèle	**22 959 410**	**20 027 439**
- Comptes à vue créditeurs	13 407 865	11 982 465
- Comptes d'épargne	4 155 180	3 737 544
- Dépôts à terme	4 877 229	3 838 267
- Autres comptes créditeurs	519 135	469 163
Titres de créance émis	**8 558 530**	**9 621 146**
- Titres de créance négociables	5 851 392	6 598 394
- Emprunts obligataires	1 292 892	1 370 556
- Autres titres de créance émis	1 414 246	1 652 196
Autres passifs	**1 162 788**	**1 040 017**
Provisions pour risques et charges	**260 840**	**256 588**
Dettes subordonnées	**1 043 331**	-
Réserves et primes liées au capital	**927 125**	**903 618**
Capital	**2 660 809**	**2 660 809**
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	**340 939**	**320 037**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	**471 013**	**470 138**
Total du passif	**39 281 952**	**37 453 260**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2015

HORS BILAN

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-15	DEC-14
ENGAGEMENTS DONNES	**6 126 717**	**4 268 160**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	151 772	150 689
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 420 636	3 507 042
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	834	849
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 553 475	609 580
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	**5 563 135**	**5 212 626**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	5 563 135	5 212 626
Titres vendus à réméré	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-15	DEC-14
+ Intérêts et produits assimilés	1 925 577	1 916 938
- Intérêts et charges assimilées	768 219	791 015
MARGE D'INTERET	**1 157 358**	**1 125 923**
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	**-**	**-**
+ Commissions perçues	191 034	181 861
- Commissions servies	7 675	6 539
Marge sur commissions	**183 359**	**175 323**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-226	9 989
+ Résultat des opérations de change	21 244	17 925
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	**21 019**	**27 914**
+ Divers autres produits bancaires	140 273	170 168
- Diverses autres charges bancaires	40 433	37 752
PRODUIT NET BANCAIRE	**1 461 576**	**1 461 575**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-221	-100
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	126 919	33 550
- Autres charges d'exploitation non bancaire	5 361	9 643
- Charges générales d'exploitation	875 201	888 699
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**707 712**	**596 683**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	38 841	110 039
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-1 519	24 638
RESULTAT COURANT	**745 034**	**731 360**
RESULTAT NON COURANT	**-13 250**	**-12 115**
- Impôts sur les résultats	260 772	249 107
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**471 013**	**470 138**

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	Déc-15	Déc-14
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**471 013**	**470 138**
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	106 478	138 024
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	221	100
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	31 559	45 172
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	12 942	56 039
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	93 390	6 064
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	5 361	9 643
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**508 300**	**600 974**
- Bénéfices distribués	425 729	399 121
AUTOFINANCEMENT	**82 570**	**201 852**

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/15	31/12/14
Effectifs rémunérés	-	-
Effectifs utilisés	-	-
Effectifs équivalent plein temps	1629	1657
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	509	539
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1120	1118
Cadres (équivalent plein temps)	1190	1207
Employés (équivalent plein temps)	439	450

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-15	DEC-14
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**2 280 886**	**2 299 159**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	31 168	32 024
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 755 764	1 741 466
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	138 646	143 448
Produits sur titres de propriété	124 274	153 313
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	186 566	178 159
Autres produits bancaires	44 469	50 749
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**819 310**	**837 585**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	92 025	63 149
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	260 484	306 358
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	415 710	421 507
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	51 091	46 570
PRODUIT NET BANCAIRE	**1 461 576**	**1 461 575**
Produits d'exploitation non bancaire	126 919	33 550
Charges d'exploitation non bancaire	5 361	9 643
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**875 201**	**888 699**
Charges de personnel	445 442	430 039
Impôts et taxes	24 382	25 803
Charges externes	275 447	268 944
Autres charges générales d'exploitation	23 452	25 889
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	106 478	138 024
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**235 458**	**279 264**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	197 198	213 769
Pertes sur créances irrécouvrables	3 984	19 141
Autres dotations aux provisions	34 276	46 354
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**272 559**	**413 841**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	191 423	219 217
Récupérations sur créances amorties	48 599	123 732
Autres reprises de provisions	32 536	70 892
RESULTAT COURANT	**745 034**	**731 360**
Produits non courants	41 753	22 975
Charges non courantes	55 003	35 090
RESULTAT AVANT IMPOTS	**731 784**	**719 245**
Impôts sur les résultats	260 772	249 107
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**471 013**	**470 138**

ETAT DES DEROGATIONS AU 31/12/2015

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES AU 31/12/2015

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
B08	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	.SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	.ENGAGEMENTS SUR TITRES
	.PASSIF EVENTUEL
C7	.TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2015

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01 JANVIER 2015 AU 31 Décembre 2015

(en milliers MAD)

	31/12/15	31/12/14
Produits d'exploitation bancaire perçus	2 220 904	2 254 630
Récupérations sur créances amorties	48 599	123 732
Produits d'exploitation non bancaire perçus	75 281	50 460
Charges d'exploitation bancaire versées	(821 684)	(855 735)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(55 003)	(35 090)
Charges générales d'exploitation versées	(768 722)	(750 675)
Impôts sur les résultats versés	(260 772)	(249 107)
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**438 604**	**538 216**
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(152 121)	(622 373)
Créances sur la clientèle	(1 016 518)	133 024
Titres de transaction et de placement	198 101	840 138
Autres actifs	(43 667)	(44 992)
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(1 256 299)	(428 314)
Dépôts de la clientèle	2 931 970	(397 891)
Titres de créance émis	(1 062 616)	1 602 158
Autres passifs	122 771	165 286
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**(278 378)**	**1 247 037**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**160 227**	**1 785 253**
Produit des cessions d'immobilisations financières	713 762	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	131 339	20 127
Acquisition d'immobilisations financières	(1 169 215)	(1 304 193)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(417 771)	(500 949)
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	59 827	37 597
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**(682 058)**	**(1 747 418)**
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	1 043 331	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	(425 729)	(399 121)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**617 602**	**(399 121)**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	**95 770**	**(361 287)**
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**2 089 058**	**2 450 408**
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**2 184 829**	**2 089 121**

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31-12-2015

(en milliers MAD)

	2015	2014	2013
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**4 399 884**	**4 354 601**	**4 283 584**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1 - Produit net bancaire	**1 461 576**	**1 461 575**	**1 438 202**
2 - Résultat avant impôts	**731 784**	**719 245**	**725 150**
3 - Impôts sur les résultats	**260 772**	**249 107**	**266 361**
4 - Bénéfices distribués	**425 729**	**399 121**	**372 513**
5 - Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	**340 939**	**320 037**	**283 309**
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	**17,7%**	**17,7%**	**17,2**
Bénéfice distribué par action ou part sociale	**16**	**15**	**14**
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	**445 442**	**430 039**	**412 260**
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/15	Total 31/12/14
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	**-**	**30 000**	**2 448 140**	**137 070**	**2 615 210**	**1 791 769**
- Comptes à vue débiteurs	-	-	936 506	36 622	973 128	767 374
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	231 432	-	231 432	149 546
- Crédits à l'exportation	-	-	11 687	-	11 687	12 368
- Autres crédits de trésorerie	-	30 000	1 268 515	100 448	1 398 963	862 481
CREDITS A LA CONSOMMATION	**-**	**-**	**1**	**755 040**	**755 041**	**728 835**
CREDITS A L'EQUIPEMENT	**-**	**-**	**1 104 063**	**-**	**1 104 063**	**1 010 009**
CREDITS IMMOBILIERS	**-**	**-**	**5 711 988**	**16 916 983**	**22 628 971**	**22 529 033**
AUTRES CREDITS	**-**	**98 233**	**3 967**	**3 674**	**105 874**	**34 779**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
INTERETS COURUS A RECEVOIR	**-**	**7**	**6 265**	**5 333**	**11 605**	**30 571**
CREANCES EN SOUFFRANCE	**4 757**	**-**	**138 521**	**636 589**	**779 867**	**872 128**
- Créances pré-douteuses	-	-	730	189 164	189 894	288 592
- Créances douteuses	-	-	8 390	85 184	93 574	156 240
- Créances compromises	4 757	-	129 401	362 241	496 399	427 296
TOTAL	**4 757**	**128 240**	**9 412 945**	**18 454 689**	**28 000 631**	**26 997 124**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/15	Total 31/12/14
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	**1 246**	**-**	**-**	**1 169**	**2 416**	**3 999**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	**1 246**	**-**	**-**	**1 169**	**2 416**	**3 999**
TITRES NON COTES	**-**	**3 123 592**	**276 081**	**-**	**3 399 673**	**3 879 638**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	**-**	**3 123 592**	**-**	**-**	**3 123 592**	**3 406 924**
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	**61 600**
TITRES DE PROPRIETE	-	-	**276 081**	**-**	**276 081**	**411 113**
ICNE		**94 363**	**18 086**	**-**	**112 448**	**134 309**
TOTAL	**1 246**	**3 217 955**	**294 166**	**1 169**	**3 514 537**	**4 017 946**

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
OBLIGATIONS	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
AUTRES TITRES DE CREANCE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TITRES DE PROPRIETE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TITRES DE PLACEMENT	**283 003**	**287 241**	**-**	**1 424**	**4 356**	**4 356**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
OBLIGATIONS	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
AUTRES TITRES DE CREANCE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TITRES DE PROPRIETE	**283 003**	**287 241**	**ND**	**1 424**	**4 356**	**4 356**
TITRES D'INVESTISSEMENT	**3 114 725**	**3 204 160**	**3 127 300**	**-**	**-**	**-**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	**3 114 725**	**3 204 160**	**3 127 300**	**-**	**-**	**-**
OBLIGATIONS	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
AUTRES TITRES DE CREANCE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

(en milliers MAD)

Rubrique	31/12/15		31/12/14	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	204 573	14 679	315 714	27 027
Créances douteuses	123 826	30 252	209 649	53 409
Créances compromises	1 650 939	1 154 536	1 533 225	1 106 020
TOTAL	**1 979 337**	**1 199 467**	**2 058 587**	**1 186 456**

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers MAD)

2ème SEMESTRE 2015	1er SEMESTRE 2015	2ème SEMESTRE 2014
1 107 645	1 174 784	1 149 292

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2015

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**300 791**	**63 900**	**2 641**	**362 050**	**130 608**	**30 130**	**0**	**160 738**	**201 312**
- Droit au bail	70 809	700	1 051	70 458	100	0	0	100	70 358
- Immobilisations en recherche et développement		0	0			0	0		0
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	225 482	63 200	1 590	287 092	126 008	30 130	0	156 138	130 954
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	4 500	0	0	4 500	4 500	0	0	4 500	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1 509 883**	**79 445**	9 202	**1 580 127**	**938 054**	**67 962**	**5 572**	**1 000 444**	**579 682**
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**567 636**	**24 569**	6 399	**585 806**	**247 384**	**19 767**	3 135	**264 016**	**321 790**
. Terrain d'exploitation	13 272	0	0	13 272	0	0	0	0	13 272
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	552 711	23 699	6 399	570 011	246 225	19 666	3 839	262 052	307 959
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	1 653	870	0	2 523	1 158	101	-705	1 964	559
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**463 832**	**25 731**	635	**488 928**	**406 383**	**17 828**	**600**	**423 611**	**65 318**
. Mobilier de bureau d'exploitation	72 334	5 661	149	77 846	54 863	3 642	116	58 389	19 457
. Matériel de bureau d'exploitation	50 821	4 796	85	55 532	45 375	1 479	84	46 771	8 761
. Matériel Informatique	325 785	13 285	401	338 669	292 338	12 313	401	304 250	34 419
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	6 882	0	0	6 882	5 795	278	0	6 074	808
. Autres matériels d'exploitation	8 011	1 988	0	9 999	8 011	116	0	8 127	1 872
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**478 415**	**29 145**	2 168	**505 392**	**284 288**	**30 367**	**1 837**	**312 817**	**192 575**
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**901 719**	**297 308**	**41 319**	**1 157 707**	**143 417**	**8 386**	**3 735**	**148 069**	**1 009 639**
. Terrains hors exploitation	277 923	196 768	22 710	451 981	11 300	0	0	11 300	440 681
. Immeubles hors exploitation	580 768	71 827	18 609	633 986	110 261	5 026	3 740	111 546	522 439
. Mobilier et matériel hors exploitation	21 148	950	1	22 098	14 289	1 428	-2	15 719	6 379
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	21 880	27 763	0	49 643	7 568	1 932	-4	9 504	40 140
- ECART DE FUSION ACTIF	**2 994**	0	0	**2 994**	0	0	0	0	**2 994**
T O T A L	**2 715 387**	**440 654**	**53 162**	**3 102 878**	**1 212 080**	**106 478**	**9 307**	**1 309 251**	**1 793 628**

DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2015

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/15	Total 31/12/14
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	139	4 378 712	9 029 014	13 407 865	11 982 465
COMPTES D'EPARGNE	-	-	4 633	4 150 548	4 155 181	3 737 544
DEPOTS A TERME	-	464 067	574 378	3 782 285	4 820 731	3 800 039
AUTRES COMPTES CREDITEURS	-	6 991	79 343	432 802	519 136	469 163
INTERETS COURUS A PAYER	-	1 880	4 014	50 604	56 498	38 228
TOTAL	**-**	**473 077**	**5 041 080**	**17 445 253**	**22 959 411**	**20 027 440**

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/15	Total 31/12/14
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	88 813	23 254	112 067	79 504
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	1 300 205
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	1 300 205
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	400 000	-	-	400 000	400 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	400 000
EMPRUNTS FINANCIERS	-	327 457	-	-	327 457	333 052
AUTRES DETTES	-	47 929	-	-	47 929	30 418
INTERETS COURUS A PAYER	-	4 940	4 776	-	9 716	10 289
TOTAL	-	780 326	93 589	23 254	897 169	2 153 468

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges		745 034
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	42 737
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	69 733
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	718 038
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	265 674
Résultat courant après impôts	(=)	452 364

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES
Néant

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2015

(en KDH)

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et /ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	40 449	0	40 449	131 339	90 890	-
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	9 195	6 334	2 861	0		2 861
Immobilisation incorporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**49 644**	**6 334**	**43 310**	**131 339**	**90 890**	**2 861**

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2015

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/15	Total 31/12/14
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1 651 745	871	68 228	270 811	1 991 655	2 074 603
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	199 989
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	199 989
PRETS DE TRESORERIE	-	680 824	-	300 000	980 824	519 390
- au jour le jour	-	265 164	-	-	265 164	300 000
- à terme	-	415 660	-	300 000	715 660	219 390
PRETS FINANCIERS	-	90 959	-	-	90 959	160 000
AUTRES CREANCES	-	3 356	-	444	3 800	1 127
INTERETS COURUS A RECEVOIR	640	5	-	-	645	2 016
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	4	-	4	3
TOTAL	**1 652 385**	**776 015**	**68 232**	**571 255**	**3 067 887**	**2 957 129**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2015

DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels	**-**
Opérations diverses sur titres(débiteur)	**404**
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	404
Débiteurs divers	**611 254**
- Sommes dues par l'Etat	591 379
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	910
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	18 965
Valeurs et emplois divers	**1 227**
- Valeurs et emplois divers	1 227
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	**160**
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	**-**
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	**-**
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	**-**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	**42 743**
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	**-**
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	**62 436**
- Produits à recevoir	53 055
- Charges constatées d'avance	9 381
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	**41 340**
Créances en souffrance sur opérations diverses	**95 852**
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	**88 645**
TOTAL	**766 771**

DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	**7 999**
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**638 778**
- Sommes dues à l'Etat	580 470
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	16 977
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	232
- Sommes dues au personnel	10 324
- Fournisseurs de biens et service	8 629
- Divers autres Créditeurs	22 146
Comptes d'ajustement de hors bilan	**467**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**5 839**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**139 280**
- Charges à payer	139 280
- Produits constatés d'avance	-
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	**370 425**
TOTAL	**1 162 788**

PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/14	Dotations	Reprises	Encours 31/12/15
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**1 562 021**	**198 822**	**194 104**	**1 566 739**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	19	-	-	19
Créances sur la clientèle	1 186 435	191 120	178 109	1 199 446
Titres de placement et d'investissement	2 902	1 611	156	4 357
Titres de participation et emplois assimilés	201 648	221	-	201 869
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	171 018	5 870	15 839	161 048
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**256 589**	**34 262**	**30 012**	**260 839**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1 593	208	511	1 290
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	206 275	31 558	9 907	227 926
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	48 722	2 496	19 594	31 624
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**1 818 610**	**233 084**	**224 116**	**1 827 578**

CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/14	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/15
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**903 618**	**23 507**	**-**	**927 125**
Réserve légale	119 427	23 507	-	142 933
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	784 191	-	-	784 192
Capital	**2 660 808**	-	**-**	**2 660 809**
Capital appelé	2 660 808	-	-	2 660 809
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**320 037**	**-320 037**	**340 939**	**340 938**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**470 138**	**-470 138**	**471 013**	**471 013**
TOTAL GENERAL	**4 354 600**	**-766 668**	**811 951**	**4 399 885**

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2015

Capital Social:	Nombre d'actions ou de parts sociales : 26 608 085	Valeur nominale de l'action ou de la part sociale: 100,00 DH

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siége social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MCM	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17 530 419	65,88%	65,88%
SANAD (Holmarcom)	181 Bd d'anfa, Casablanca, 20000	ASSURANCES	1 372 267	5,16%	5,16%
ATLANTA (Holmarcom)	181 Bd d'anfa, Casablanca, 20000	ASSURANCES	1 518 447	5,71%	5,71%
HOLMARCOM	20, rue Mostafa El Maâni, CP : 20080, Casablanca	HOLDING	33 773	0,13%	0,13%
RMA WATANYA	83, av de l' Armée Royale, Casablanca	ASSURANCES	807 630	3,04%	3,04%
RCAR	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	CAISSE DE RETRAITE	1 013 665	3,81%	3,81%
SCR	Tour ATLAS, Place Zellaqa, Casablanca	REASSURANCE	17 740	0,07%	0,07%
CDG	Place My Hassan B.P 408 Rabat	ETABLISSEMENT PUBLIC	255 465	0,96%	0,96%
DIVERS/ Flottant en bourse	-	-	4 059 079	15,25%	15,25%
Total	-	-	**26 608 485**	**100%**	**100%**

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE 2015

(en milliers MAD)

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	B. AFFECTATION DES RESULTATS	-
. Report à nouveau	**320 037**	**. Réserve légale**	**23 507**
. Résultats nets en instance d'affectation	-	**. Autres réserves (FACULTATIVE)**	-
. Résultats net de l'exercice	**470 138**	**. Tantième**	-
. Prélèvements sur les réserves	-	**. Dividendes**	**425 729**
. Autres Prélèvements	-	**. Autres affectations**	-
		. Report à nouveau	**340 939**
TOTAL A	**790 175**	**TOTAL B**	**790 175**

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Produits sur titres de placement (de propriété)	**64 743**
- Dividendes sur titres OPCVM	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	306
- Autres produits sur titres de propriété	64 437
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**59 531**
- Dividendes sur titres de participation	59 531
- Dividendes sur participations liées	-
- Autres produits sur titres de propriété	-

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2015

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/15	31/12/14
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	**6 135 593**	**4 277 723**
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	**151 772**	**150 689**
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	151 772	150 689
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**4 420 636**	**3 507 042**
Crédits documentaires import	485 932	34 100
Acceptations ou engagements de payer	40 393	26 761
Ouvertures de crédit confirmés	3 679 519	3 210 432
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	214 792	235 749
Engagements de garantie d'ordre d'établissments de crédit et assimilés	**834**	**849**
Crédits documentaires export confirmés	834	849
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**1 562 351**	**619 143**
Garanties de crédits données	1 102 587	144 519
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	261 439	192 207
Autres cautions et garanties donnés	189 449	272 854
Engagements en souffrance	8 876	9 563
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	**5 563 135**	**5 212 626**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**5 563 135**	**5 212 626**
Garanties de crédits	5 563 135	5 212 626
Autres garanties reçues	-	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS	
	E. CREDIT	CLIENTELE
COMMISSIONS RECUS	**185**	**190 849**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	50 138
Commissions sur moyens de paiement	185	69 160
Commissions sur opérations de titres	-	402
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	7 559
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	44 050
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Autres produits sur prestations de service	-	15 072
Commissions sur moyens de paiement	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	4 467
Commissions sur opérations de change billet	-	1
COMMISSIONS VERSEES	-	**7 675**
Charges sur moyens de paiement	-	7 177
Commissions sur achat et vente de titres	-	498
Commissions sur droits de garde de titres	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	7 829
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	751 635
Créances sur la clientéle	191 757
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	**951 221**
PASSIF :	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	347 985
Dépôts de la clientèle	162 561
Autres passifs	-
TOTAL PASSIF	**510 546**
HORS-BILAN :	
ENGAGEMENTS DONNES	313 679
ENGAGEMENTS RECUS	-

MARGE D'INTERET AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/15	31/12/14
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 755 764	1 741 466
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	31 168	32 024
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	138 646	143 448
Total intérêts et produits assimiles	**1 925 577**	**1 916 938**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	260 484	306 358
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	92 025	63 149
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	415 710	421 507
Total intérêts et charges assimiles	**768 219**	**791 015**
Marge d intérêts	**1 157 358**	**1 125 923**

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Gains sur titres de transaction	-
Perte sur titres de transaction	-
Résultat sur titres de transaction	-
Plus-values de cession sur titres de placement	1 229
Moins-values de cession sur titres de placement	-
Résultat sur titres de placement	1 229
Produits sur engagement sur titres	-
Charges sur engagement sur titres	-
Résultat sur engagements sur titres	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	-
Produits sur opérations de change	27 085
Charges sur opérations de change	1 373
Résultat sur opérations de change	25 712

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	682 350	303 069	14 093	72 270	-	1 071 783
Créances sur la clientèle	1 021 995	2 006 732	2 915 570	7 852 221	12 165 985	25 962 504
Titres de créance	300 210	1 592 090	227 355	699 430	295 640	3 114 725
Créances subordonnées	-	-	-	-	130 000	130 000
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**2 004 555**	**3 901 891**	**3 157 019**	**8 623 921**	**12 591 625**	**30 279 012**
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	29 408	-	429 408	235 265	29 408	723 490
Dettes envers la clientèle	848 611	2 714 424	1 156 893	100 803	-	4 820 731
Titres de créance émis	-	965 000	820 000	4 969 162	1 599 992	8 354 154
Emprunts subordonnées	-	-	-	-	1 000 000	1 000 000
TOTAL	**878 019**	**3 679 424**	**2 406 301**	**5 305 230**	**2 629 401**	**14 898 375**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2015

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Charges de personnel	**445 442**
Salaires et appointements	198 328
Primes et Gratifications	76 524
Autres rémunérations du personnel	74 964
Charges d'assurances sociales	50 590
Charges de retraite	26 167
Charges de formation	9 017
Autres charges de personnel	9 852
Impôts et taxes	**24 382**
Taxe urbaine et taxe d'édilité	5 605
Patente	12 620
Taxes locales	-
Droits d'enregistrement	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	25
Taxes sur les véhicules	43
Autres impôts et taxes, droits assimilés	6 089
Charges extérieures	**116 383**
Loyers de crédit-bail	647
Loyers de location simple	18 072
Frais d'entretien et de réparation	52 104
Rémunération du personnel intérimaire	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	28 401
Primes d'assurance	4 231
Frais d'actes et de contentieux	601
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	12 327
Transport et déplacement	**159 063**
Transport et déplacement	20 452
Mission et réception	2 918
Publicité, publication et relations publiques	58 868
Frais postaux & de télécommunication	31 354
Frais de recherche et de documentation	2 808
Frais de conseil et d'assemblée	-
Dons et cotisations	5 691
Fournitures de bureau et imprimés	7 110
Autres charges externes	29 862
Autres charges d'exploitation	**23 453**
Frais préliminaires	14 998
Frais d'acquisition d'immobilisation	2 677
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	2 266

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Pénalités et délits	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-
Dons libéralités et lots	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	1 249
Diverses autres charges générales d'exploitation	2 263
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**106 478**
Immobilisations incorporelles d'exploitation	30 130
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	67 962
Immobilisations corporelles hors exploitation	8 386
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS Ex 2015

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31 Décembre 2015

. Date d'établissement des états de synthèse (2) Janvier 2015

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables Néant
	Défavorables Néant

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Autres produits bancaires	**16 156**
Divers autres produits bancaires	16 000
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-
Produits des exercices antérieurs	83
Divers autres produits bancaires	15 917
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	156
Autres charges bancaires	**42 541**
Divers charges sur titres de propriété	-
Frais d'émission des emprunts	-
Autres charges sur opérations sur titres	-
Autres sur prestations de services	498
Divers autres charges bancaires	40 433
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	38 025
Produits rétrocédés	-
Charges des exercices antérieurs	6
Divers autres charges bancaires	2 402
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	1 610
Produits d'exploitation non bancaires	**126 919**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	93 390
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-
Produits accessoires	5 332
Subventions reçues	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	28 197
Charges d'exploitation non bancaires	**5 361**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	5 361
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**197 198**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	191 120
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	5 870
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	208
Pertes sur créances irrécouvrables	**3 984**
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	3 656
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	328
Autres dotations aux provisions	**34 276**
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	221
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	34 055
Dotations aux provisions réglementées	-
Dotations aux autres provisions	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**191 423**
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	178 109
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	12 803
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	511
Récupération sur créances amorties	**48 599**
Autres reprises de provisions	**32 536**
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	3 035
Reprises de provisions pour autres risques et charges	29 501
Reprises de provisions réglementées	-
Reprises de provisions	-
Produits non courants	**41 753**
Reprises non courantes des amortissements	-
Reprises non courantes des provisions	-
Autres produits non courants	41 753
Charges non courantes	**55 003**
Dotations non courantes aux amortissements	-
Dotations non courantes aux provisions	-
Autres charges non courantes	55 003

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2015

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2015

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	DURÉE (ANS)	MODE REMBOURSEMENT	TVA	ECH 2015	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
EMP OBLIGATAIRES	21/04/03	6,20	15	AMORT. CONSTANT	N	21/04/15	21/04/18	649 950	120 000	5 184	125 184
EMP OBLIGATAIRES	11/06/04	5,32	15	AMORT. CONSTANT	N	11/06/15	11/06/19	542 850	133 320	3 953	137 273
EMP OBLIGATAIRES	08/05/12	5,30	10	IN FINE	N	08/05/15	08/05/22	615 000	615 000	21 196	636 196
EMP OBLIGATAIRES	08/05/12	4,50	10	IN FINE	N	08/05/15	08/05/22	385 000	385 000	9 239	394 239
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES								**2 192 800**	**1 253 320**	**39 572**	**1 292 892**
BHBM	01/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	01/08/15	01/08/18	171 920	44 055	1 228	45 283
BHBM	01/11/00	7,38	18	Annuités constantes	N	01/11/15	01/11/18	60 000	15 974	196	16 171
BHBM	02/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	02/05/15	02/05/19	129 270	43 421	2 012	45 433
BHBM	02/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	02/08/15	02/08/18	6 640	1 702	47	1 749
BHBM	02/09/02	6,94	18	Annuités constantes	N	02/09/15	02/09/20	130 770	53 158	1 220	54 378
BHBM	05/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	05/03/15	05/03/18	240	62	3	65
BHBM	05/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	05/05/15	05/05/19	29 100	9 775	447	10 222
BHBM	06/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	06/03/15	06/03/18	118 260	30 321	1 666	31 987
BHBM	06/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	06/05/15	06/05/19	63 240	21 242	968	22 210
BHBM	07/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	07/03/15	07/03/18	7 770	1 992	109	2 101
BHBM	07/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	07/05/15	07/05/19	7 770	2 610	118	2 728
BHBM	08/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	08/03/15	08/03/18	43 800	11 230	613	11 843
BHBM	10/04/04	5,83	18	Annuités constantes	N	10/04/15	10/04/22	150 000	76 815	3 255	80 069
BHBM	11/02/02	7,16	18	Annuités constantes	N	11/02/15	11/02/20	150 000	61 586	3 914	65 500
BHBM	11/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	11/03/15	11/03/18	2 670	685	37	722
BHBM	12/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	12/03/15	12/03/18	4 980	1 277	69	1 346
BHBM	13/03/05	5,49	18	Annuités constantes	N	13/03/15	13/03/23	250 000	140 766	6 208	146 973
BHBM	13/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	13/05/15	13/05/19	22 200	7 457	330	7 787
BHBM	13/07/05	5,31	18	Annuités constantes	N	13/07/15	13/07/23	242 700	135 753	3 388	139 140
BHBM	13/12/00	7,38	18	Annuités constantes	N	13/12/15	13/12/18	1 290	343	1	345
BHBM	17/01/04	5,89	18	Annuités constantes	N	17/01/15	17/01/22	100 000	51 332	2 891	54 223
BHBM	18/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	18/10/15	18/10/18	100 000	26 624	403	27 026
BHBM	20/01/04	5,83	18	Annuités constantes	N	20/01/15	20/01/22	381 400	195 327	10 795	206 122
BHBM	20/11/01	6,89	18	Annuités constantes	N	20/11/15	20/11/19	400	134	1	135
BHBM	21/07/01	6,89	18	Annuités constantes	N	21/07/15	21/07/19	116 400	38 982	1 203	40 185
BHBM	23/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	23/10/15	23/10/18	50 000	13 312	188	13 500
BHBM	23/10/01	7,04	18	Annuités constantes	N	23/10/15	23/10/19	100 000	33 740	454	34 194
BHBM	24/10/01	7,04	18	Annuités constantes	N	24/10/15	24/10/19	150 000	50 610	672	51 282
BHBM	25/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	25/10/15	25/10/18	40 000	10 650	146	10 796
BHBM	26/11/00	7,38	18	Annuités constantes	N	26/11/15	26/11/18	58 400	15 548	113	15 661
BHBM	26/11/01	6,89	18	Annuités constantes	N	26/11/15	26/11/19	295 800	99 062	671	99 733
BHBM	27/04/02	7,13	18	Annuités constantes	N	27/04/15	27/04/20	320	131	6	138
BHBM	27/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	27/08/15	27/08/18	86 950	22 281	516	22 797
BHBM	28/05/02	7,10	18	Annuités constantes	N	28/05/15	28/05/20	58 400	23 913	1 011	24 924
BHBM	30/04/02	7,13	18	Annuités constantes	N	30/04/15	30/04/20	178 240	73 081	3 502	76 583
BHBM	31/12/01	7,15	18	Annuités constantes	N	31/12/15	31/12/19	150 000	50 885	10	50 895
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME								**3 458 930**	**1 365 834**	**48 412**	**1 414 246**
CDN	19/07/11	4,60		IN FINE	N	19/07/15	19/07/16	300 000	300 000	6 259	306 259
CDN	29/05/12	4,19		IN FINE	N	29/05/15	29/05/19	5 000	5 000	102	5 102
CDN	31/07/13	5,60		IN FINE	N	31/07/15	31/07/18	150 000	150 000	3 534	153 534
CDN	25/12/13	5,66		IN FINE	N	25/12/15	25/12/18	100 000	100 000	108	100 108
CDN	23/01/14	5,53		IN FINE	N	23/01/15	23/01/19	100 000	100 000	5 197	105 197
CDN	11/02/14	4,50		IN FINE	N	11/02/15	11/02/16	615 000	615 000	24 566	639 566
CDN	10/03/14	4,25		IN FINE	N	10/03/15	10/03/16	250 000	250 000	8 622	258 622
CDN	22/05/14	4,42		IN FINE	N	22/05/15	22/05/19	707 000	707 000	19 125	726 125
CDN	22/05/14	3,80		IN FINE	N	22/05/15	22/05/16	10 000	10 000	233	10 233
CDN	26/06/14	4,05		IN FINE	N	26/06/15	26/06/17	130 000	130 000	2 719	132 719
CDN	16/10/14	3,70		IN FINE	N	16/10/15	16/10/17	200 000	200 000	1 557	201 557
CDN	16/10/14	3,45		IN FINE	N	16/10/15	16/10/16	220 000	220 000	1 597	221 597
CDN	03/11/14	3,91		IN FINE	N	03/11/15	03/11/19	300 000	300 000	1 891	301 891
CDN	13/11/14	3,34		IN FINE	N	13/11/15	13/11/16	270 000	270 000	1 207	271 207
CDN	13/11/14	3,54		IN FINE	N	13/11/15	13/11/17	830 000	830 000	3 934	833 934
CDN	19/02/15	3,15		IN FINE	N	19/02/15	19/02/18	190 000	190 000	5 182	195 182
CDN	19/02/15	3,48		IN FINE	N	19/02/15	19/02/20	118 000	118 000	3 555	121 555
CDN	31/03/15	2,90		IN FINE	N	31/03/15	29/03/16	100 000	100 000	2 223	102 223
CDN	08/05/15	3,00		IN FINE	N	08/05/15	06/05/16	20 000	20 000	397	20 397
CDN	08/05/15	3,30		IN FINE	N	08/05/15	08/05/17	330 000	330 000	7 081	337 081
CDN	15/05/15	3,25		IN FINE	N	15/05/15	15/05/17	390 000	390 000	8 000	398 000
CDN	22/05/15	3,80		IN FINE	N	22/05/15	22/05/20	400 000	400 000	9 303	409 303
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT								**5 735 000**	**5 735 000**	**116 392**	**5 851 392**
TOTAL GENERAL								**11 386 730**	**8 354 154**	**204 376**	**8 558 530**

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2015

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 31 DECEMBRE 2015

(en milliers MAD)

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l 'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collecteé	134 386	206 280	204 075	136 592
B. TVA à récupérer	16 059	94 757	95 127	15 689
Sur charges	13 646	76 577	78 107	12 116
Sur immobilisations	2 413	18 180	17 020	3 573
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	118 328	111 523	108 948	120 904

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2015 AU 31 DECEMBRE 2015

En KDH

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE			
- Activité bancaire	1 461 576	707 712	731 784
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	**1 461 576**	**707 712**	**731 784**
2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE			
- MAROC	1 461 576	707 712	731 784
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	**1 461 576**	**707 712**	**731 784**

CREANCES SUBORDONNEES AU 31/12/2015

(en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Apparentes				Exercice 2015	Exercice 2014
		Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	130 000	130 000	-	-	-	130 000	-
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissement de crédits et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-

DETTES SUBORDONNEES AU 31/12/2015

(en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Non apparente	Apparentes				Exercice 2015	Exercice 2014
			Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	1 000 000	-	1 000 000		-	-	1 000 000	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	43 331	-	43 331	-	-	-	43 331	-

Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX

EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2015

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2015. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 5.443.216, dont un bénéfice net de KMAD 471.013, relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) arrêtés au 31 décembre 2015, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 10 mars 2016

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton International
47, Rue Ben Abdellah - Casablanca
Tél: 0522 54 48 00 - Fax: 05 22 22 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT
COOPERS AUDIT MAROC
Siège: 83 Avenue Hassan II
CASABLANCA
Bureau: 50 - 52, Bd Abdellatif Benkadour
CASABLANCA
Tel 0522 42 11 90 - Fax 0522 27 47 34
Abdelaziz ALMECHATT
Associé

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

Dès aujourd'hui, ma banque m'accompagne dans mon développement.

CIH CORPORATE, partenaire des PME

- DES FORMULES DE FINANCEMENT ADAPTÉES À MES BESOINS
- DES CENTRES D'AFFAIRES SPÉCIALISÉS TOUJOURS À MON ÉCOUTE
- DES INSTRUMENTS DE GESTION POUR UN MEILLEUR PILOTAGE DE MON ACTIVITÉ
- UN ACCOMPAGNEMENT À L'INTERNATIONAL

RAPP

www.cihbank.ma

/cihbank

Crédit Immobilier et Hôtelier, Société anonyme au Capital Social de 2.660.808.500 DH.
Agrément N° 2348-94 du 14 Rabii 1er 1415 / 23 Août 1994.
Siège Social : 187, Avenue Hassan II - 20019 - Casablanca Maroc.
R.C. : Casablanca N° 203 - C.N.S.S N° 1027805 - ID Fiscal N° 01084033 - Patente N° 34200588.
Tél. : (+212) 522 479 000 / (+212) 522 479 111 - Fax : (+212) 522 479 163.

CIH BANK

La banque de demain dès aujourd'hui

Communication financière

Résultats au 31/12/2014

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187, avenue Hassan II – Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire:

Le Lundi 20 Avril 2015, à 11 Heures

A l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Ratification des modalités de convocation;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2014 ;
3. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2014 ;
4. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
5. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2014 ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05;
9. Renouvellement des mandats d'administrateurs;
10. Démission et cooptation d'un administrateur;
11. Ratification de la cooptation d'administrateurs;
12. Quitus aux membres du Conseil d'Administration.

Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agrée cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le lundi 20 Avril 2015, à partir de 10H30 minutes.

Il est à rappeler, à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2014 ont été publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- L'Économiste du Mardi 17 Mars 2015
- La Tribune le Jeudi 26 Mars 2015

Données de contact :

- Mlle Amal MOUHOUB
- Tel : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

Projets de résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire Date : Lundi 20 Avril 2015 à 11 Heures.

A TITRE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION :

L'assemblée Générale Ordinaire ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires , après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2014, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2014, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire de 470.137.819,77 dirhams pour les comptes sociaux.

L'assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2014.

TROISIEME RESOLUTION :

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 320.036.938,51dirhams, est de 766.667.867,29 dirhams.
- Décide de fixer le montant des dividendes à distribuer comme suit :

• Dividende ordinaire à 14 dirhams par action.
• Dividende exceptionnel à 2 dirhams par action.

Soit un montant total de dividendes de 16 dirhams par action.

- Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes ordinaire et exceptionnel pour l'exercice 2014 s'élève à 425 729 360,00 dirhams.
- Décide d'affecter le solde du bénéficie distribuable au report à nouveau, pour un montant de 340 938 507,29 dirhams.

Récapitulatif de l'affectation des résultats : (Montant en dirhams)

Bénéfice de l'exercice	470 137 819,77
Déduction des pertes antérieures	0,00
Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes	470 137 819,77
Réserve légale (-)	23 506 890,99
Report à nouveau bénéficiaire exercice antérieur	320 036 938,51
Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice	766 667 867,29
Nombre d'actions	26 608 085,00
Dividende ordinaire par action	14
Dividende exceptionnel par action	2
Sommes distribuable à titre de dividendes aux actionnaires	425 729 360,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	340 938 507,29

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2014.

SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonyme, approuve les conclusions dudit rapport.

SEPTIEME RESOLUTION : DEMISSION ET COOPTATION D'UN ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de M. Anass HOUIR ALAMI du Conseil d'Administration de CIH. L'Assemblée Générale ratifie la cooptation en remplacement de Monsieur Anass HOUIR ALAMI telle que faite par le Conseil d'Administration du 11/03/2015, de Monsieur Abdellatif ZAGHNOUN, en qualité d'administrateur, pour une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2020.

HUITIEME RESOLUTION : RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur, pour six (6) ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2020 :

• Monsieur Ahmed RAHHOU, Président Directeur Général ;
• La société Massira Capital Management, représentée par Monsieur SAID LAFTIT ;
• La société HOLMARCOM représentée par Monsieur Mohamed Hassan BENSALAH ;
• Monsieur Mohammed Amine BENHALIMA, Directeur Général Adjoint de la CDG;
• Monsieur Mustapha LAHBOUBI, Directeur du Pôle Risk Management, CDG.

NEUVIEME RESOLUTION : RATIFICATION DE LA NOMINATION D' ADMINISTRATEURS

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de Monsieur Omar LAHLOU en qualité d'administrateur, faite par le Conseil d'Administration en date du 17 décembre 2014 pour six (6), soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2019.

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de Monsieur Karim CHIOUAR en qualité d'administrateur, faite par le Conseil d'Administration en date du 17 décembre 2014 pour six (6) ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2019.

DIXIEME RESOLUTION : NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, nomme M.Faiçal MEKOUAR, Cabinet Fidaroc Grant Thorntorn, Commissaire aux comptes pour une durée de 3 exercices (exercices 2015, 2016 et 2017), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2017.

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, nomme M. Abdelaziz ALMECHATT, Cabinet Coopers Audit, Commissaire aux comptes pour une durée de 3 exercices (exercices 2015, 2016 et 2017), expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2017.

ONZIEME RESOLUTION : POUVOIRS

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique:

• les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007;
• le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
  - les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
  - les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :

• Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
• Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
• Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles

Bases de présentation

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Equipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.
Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.
La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.
La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.
Un actif financier peut être défini comme :
• un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers ;
• un droit d'échanger d'autres instruments financiers dans des conditions potentiellement favorables ;
• un instrument de capitaux propres d'une autre entreprise sauf titres de filiales et entreprises associées, à l'exception des actions propres acquises par l'entreprise ou ses filiales.

Évaluation des titres
La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponibles à la vente ».
Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. À défaut, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier utilise des techniques de valorisation reconnues.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut aboutir à une estimation fiable, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ».

Actifs et passifs financiers
Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés pour les actifs financiers dans une des quatre catégories suivantes :
• Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
• Placements détenus jusqu'à l'échéance ;
• Prêts et créances ;
• Actifs financiers disponibles à la vente.

Prêts et créances
La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenus fixe ou déterminable. Les titres sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

Activité de crédit
Les crédits sont classés dans la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dépréciation des Créances
Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte.

Les évènements entraînant une preuve objective de dépréciation, cités par IAS 39 § 59, sont les suivants :
• des difficultés financières importantes de l'emprunteur,
• une rupture de contrat effective telle qu'un défaut de paiement du principal ou des intérêts,
• l'octroi par le préteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité non envisagée autrement par le prêteur,
• une probabilité de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur,
• la disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à cause de difficultés financières,
• des informations observables indiquant qu'il y a une baisse mesurable dans les flux futurs estimés d'un groupe de prêts depuis leur enregistrement initial, bien que la baisse ne puisse être encore identifiée dans les prêts individuels du groupe, incluant :
- des changements défavorables du statut de paiement des emprunteurs dans le groupe, par exemple une augmentation des retards de paiement ou une augmentation du nombre de cartes de crédit ayant atteints leurs limites de crédit,
- des conditions économiques nationales ou locales qui sont corrélées avec les défauts sur les actifs du groupe, par exemple une augmentation du taux de chômage dans la zone géographique des emprunteurs, une diminution des prix du marché immobilier pour les prêts hypothécaires dans la zone concernée ou des variations défavorables des conditions d'un secteur qui impactent les emprunteurs du groupe.

Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue et correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions.
On distingue ainsi :
• les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances en souffrance assorties de provisions ;
• les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.
Concernant les garanties reçues à prendre en compte pour le calcul de la provision, il est considéré :
- qu'à priori la valeur devant être retenue est la valeur au moment de l'estimation de la provision et non une valeur tenant compte de l'éventuelle dégradation dans le futur de l'élément constituant cette garantie (par exemple un immeuble) (Base IAS 39 §AG86),
- que même lorsqu' une garantie couvre une créance à 100 %, il y aura généralement une dépréciation du fait d'un calcul basé sur les flux actualisés lorsque le montant garanti est versé tardivement à l'établissement créancier.

Actifs financiers disponibles à la vente
La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut. Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :
- les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- les intérêts courus sur les titres disponibles à la vente sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat ;
- les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres recyclables «gains ou pertes latents ou différés». En cas de cession, ces variations sont constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;

- en cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise, est comptabilisée dans un compte de capitaux propres variables.

Dépréciation
Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction.

Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

Dettes
Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers
Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants:
• prime de fin de carrière ;
• prime d'ancienneté ;
• indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies
L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Décembre-14	31-Décembre-13	31-Décembre-14	31-Décembre-13
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,50%	5,70%	5,70%	6,00%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	1 657	1 631	1 657	1 631
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 0,90% et 1,50%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté les maturités respectives suivantes ont été retenues : 13 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.
Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans les paragraphes consacrés aux produits d'intérêts et de commissions.

Il s'agit principalement des produits de location ou d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier.

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis semestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
- le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).
Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre ou semestriels au 30 juin.
Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.
Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

GOODWILL

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

RECOURS A DES ESTIMATIONS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :
• Provisions pour dépréciation des créances clients
• Goodwill;
• Provisions pour risques et charges
• Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure 'Entité Structurée' : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.

Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :
1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2014*
Crédilog II	Prêts hypothécaires	2003	1 000	-**
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1 500	767,3
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1 200	1023,6

*En millions de dirhams
** Fonds liquidé en 2014.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS
PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.
Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

Modalité d'exercice de la Direction Générale :
• Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
• Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
• L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

ROLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

ROLE DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

ROLE DES STRUCTURES ET COMITES SPECIALISES DANS LA GESTION DES RISQUES ET LE CONTROLE

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Les structures
• La Direction des Engagements
• La Direction des Risques
• Le Pôle Conformité
• La Direction de l'Audit et de l'Inspection Générale

Les Comités relevant de la Direction Générale
• Le Comité de Management des Risques;
• Le Comité du Contrôle Interne ;
• Le comité de pilotage des risques de crédit
• Le Comité des Engagements ;
• Le Comité de Recouvrement ;
• Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
• Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
• Le Comité de Suivi du Contentieux ;
• Le Comité de Provisionnement ;
• Le Comité ALM ;
• Le Comité de Conformité ;
• Le comité des risques opérationnels.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

IDENTIFICATION

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

MESURE

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.
Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.

Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

MAITRISE

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiés à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites
L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence
Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'exploitation (PCA et PSI) en cas de survenance d'évènements majeurs.

CONTROLE ET SURVEILLANCE

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Dans le cadre de la mise en place des méthodes avancées de calcul des risques de crédit, le CIH a élaboré :
• Un modèle de notation pour la promotion immobilière
• Un modèle de notation pour les entreprises
• Un modèle de sélection des bons payeurs pour la clientèle des professionnels
• Des modèles de scoring à l'octroi et des modèles de notation pour la clientèle Retail.

PRINCIPES DE BASE REGISSANT L'ACTIVITE DE CREDIT

L'activité de crédit au C.I.H s'appuie sur les principes de base suivants, en particulier :
• Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opéré par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi et de tarification ;
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.

SURVEILLANCE ET PILOTAGE DU RISQUE DE CREDIT

DISPOSITIF DE SUIVI DU RISQUE DE CREDIT

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part.
Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

ANALYSE DU PORTEFEUILLE DES ENGAGEMENTS

Répartition des encours de crédit par marché et par nature de crédit
La répartition de l'encours global des crédits par marchés de clientèle, au 31 Décembre 2014, reflète :
• le positionnement stratégique de la banque autour du financement des besoins des particuliers et de la famille puisque les crédits aux particuliers représentent 64% du total des encours hors contentieux ;
• la forte concentration de l'activité de crédit à l'habitat, dans la mesure où les crédits à la production et à l'acquisition de logements représentent 94.30% des encours hors contentieux de la banque de détail ;

Dans le domaine de la promotion immobilière, les deux régions du Grand Casablanca et du Rabat et région concentrent plus de la moitié de l'encours global (PI hors contentieux) des crédits.

Qualité du portefeuille de crédit
Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 2,64 milliards de Dirhams au 31/12/2014.
Le taux de CES s'établit à 6,97 % au 31/12/14. (en créances nettes d'agios réservés).

II. RISQUE OPERATIONNEL
DEFINITION DU RISQUE OPERATIONNEL

Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES OPERATIONNELS

Afin de cerner l'ensemble du périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels, la banque a mis en place un progiciel dédié et a assuré des actions de conduite de changement pour les intervenants dans le processus de gestion de ces risques. Ce progiciel permet une gestion en workflow des déclarations d'incidents (agences et entités centrales), la formalisation des résultats des exercices d'autoévaluation et le suivi des plans d'actions correctives.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au Comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

LE PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

III. RISQUE DE MARCHE
DEFINITION DU RISQUE DE MARCHE

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :
• les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation;
• le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHE

ROLE DE LA SALLE DES MARCHES

La Direction Marchés des Capitaux est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.
Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

ROLE DE LA DIRECTION DES RISQUES

La Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF
EVALUATION DES RISQUES DE TAUX D'INTERET ET DE LIQUIDITE

EVALUATION DU RISQUE GLOBAL DE TAUX

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).
Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2014, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -343 millions DH soit -9,74% des fonds propres réglementaires.

EVALUATION DU RISQUE DE LIQUIDITE

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
• Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
• Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

COUVERTURE DES GAPS DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :
• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

SUIVI DES RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité d'Audit.

V. RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES
Au 31 décembre 2014, en application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres réglementaires de CIH Bank s'établissent à 3.53 milliards DH, composés essentiellement de fonds propres de catégorie 1. Rapportés aux risques pondérés au titre de l'ensemble des risques de la banque, le ratio de solvabilité devrait s'établir à 15,65%.

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les actifs pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2014 s'élèvent à 19 741 MDHS soit 87,6% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2014 de la position de change de la Banque, les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissement à 10,8 MDHS.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les actifs pondérés au titre du risque opérationnel représentent 2 667 MDHS au 31 Décembre 2014 pour une exigence en fonds propres de 213 MDHS.

INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 660 808 500 dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 26 608 085 (Vingt Six Millions Six Cent Huit Mille Quatre Vingt Cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ANNEE 2014

Le Conseil d'Administration réuni le 11/03/2015 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

	2014
Bénéfice de l'exercice	470.137.819,77
Déduction des pertes antérieures	0,00
Solde s'élevant à	470.137.819,77
Réserve légale (-)	23.506.890,99
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	320.036.938,51
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	766.667.867,29
Dividende ordinaire par action	14
Dividende exceptionnel par action	2
Nombre d'actions	26.608.085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	425 729 360,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	340 938 507,29

Le dividende global (ordinaire et exceptionnel) de 16 dirhams par action sera mis en paiement, en numéraire, à partir du 1er juillet 2015.

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/14	31/12/13
1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 092 174	2 460 839
2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Actifs financiers disponibles à la vente	214 812	1 287 586
5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 030 022	493 848
6. Prêts et créances sur la clientèle	32 605 804	31 790 220
7. Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Placements détenus jusqu'à leur échéance	3 521 808	2 220 549
9. Actifs d'impôt exigible	315 808	282 305
10. Actifs d'impôt différé	3	5 063
11. Comptes de régularisation et autres actifs	711 998	659 539
12. Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
13. Participations dans des entreprise mises en équivalence	572 852	561 818
14. Immeubles de placement	712 223	434 829
15. Immobilisations corporelles	1 039 937	961 487
16. Immobilisations incorporelles	146 441	116 986
17. Ecarts d'acquisition	174 884	174 884
Total de l'Actif	**43 138 767**	**41 449 953**

BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/14	31/12/13
1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	877	181
2.Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3.Instruments dérivés de couverture	-	-
4.Dettes envers les établissements de crédit assimilés	4 125 312	4 525 905
5.Dettes envers la clientèle	22 428 918	22 212 014
6.Titres de créance émis	10 065 601	8 581 948
7.Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8.Passifs d'impôt exigible	271 467	270 948
9.Passifs d'impôt différé	95 341	91 458
10.Comptes de régularisation et autres passifs	1 042 539	743 842
11.Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
12.Provsions techniques des contrats d'assurance	-	-
13.Provisions	206 734	230 516
14.Subventions et fonds assimillés	-	-
15.Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-	-
16.Capitaux propres	4 901 978	4 793 141
17.Capitaux propres part du groupe	4 790 642	4 702 663
18.Capital et réserves liées	2 660 809	2 660 809
19.réserves consolidées	1 641 804	1 521 845
20.Gains ou pertes latents ou différés	5 824	5 258
21.résultat de l'exercice	482 206	514 751
22.Intérêts minoritaires	111 336	90 478
Total du Passif	**43 138 767**	**41 449 953**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
1. + Intérêts et produits assimilés	2 392 398	2 372 833
2. - Intérêts et charges assimilées	(995 095)	(958 818)
3. MARGE D'INTERET	**1 397 303**	**1 414 015**
4. + Commissions (produits)	201 727	184 050
5. - Commissions (charges)	(21 078)	(17 270)
6. MARGE SUR COMMISSIONS	**180 649**	**166 779**
7. +/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	17	2
8. +/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	11 718	23 517
9. + Produits des autres activités	524 676	492 723
10. - Charges des autres activités	(413 391)	(366 685)
11. PRODUIT NET BANCAIRE	**1 700 970**	**1 730 351**
12. - Charges générales d'exploitation	(914 492)	(870 466)
13. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(96 950)	(105 130)
14. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**689 528**	**754 755**
15. Coût du risque	51 641	(29 802)
16. RESULTATS D'EXPLOIATATION	**741 169**	**724 954**
17. +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	25 203	26 662
18. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	17 174	17 408
19. +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	0	3 478
20. RESULTAT AVANT IMPOT	**783 546**	**772 501**
21. - Impôt sur les résultats	(283 533)	(258 116)
22. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0
23. RESULTAT NET	**500 013**	**514 385**
24. Intérêts minoritaires	(17 807)	366
25. RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**482 206**	**514 751**
26. Résultat de base par action en dirham	18,1	19,3
27. Résultat dilué par action en dirham	18,1	19,3

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE DU 01 JANVIER 2014 AU 31 DECEMBRE 2014

(en milliers MAD)

FLUX DE TRESORERIE	31/12/14	31/12/13
1. Résultat avant impôts	**783 546**	**772 501**
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	426 198	400 007
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	91	(458)
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(32 430)	(316 626)
5. +/- Dotations nettes aux provisions	(9 811)	(70 537)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(25 203)	(26 662)
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	12 402	(8 286)
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(8 341)	(2 133)
9. +/- Autres mouvements	(33 316)	(21 801)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	**329 590**	**(46 496)**
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(488 377)	571 712
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(559 923)	1 843 733
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 076 550	2 187 716
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	177 522	(175 509)
15. - Impôts versés	(243 895)	(258 116)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	**(38 122)**	**4 169 536**
17. = FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	1 075 014	4 895 541
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(1 236 592)	(2 172 323)
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	0	
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(837 874)	(351 348)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	**(2 074 466)**	**(2 523 671)**
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(415 021)	(384 767)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	1 496 999	(516 155)
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	**1 081 978**	**(900 922)**
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et equivalents de trésorerie	**-**	**-**
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)	**82 526**	**1 470 948**

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/14	31/12/13
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	**2 441 999**	**971 051**
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	2 460 658	1 065 136
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	(18 659)	(94 084)
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	**2 524 525**	**2 441 999**
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	2 091 297	2 460 658
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	433 227	(18 659)
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	**82 526**	**1 470 948**

GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
dividendes reçus et produits sur AFS	8 586	28 383
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs disponibles à la vente	4 047	687
Dépréciation durable	-957	-6 756
Reprise de dépréciation	41	1 203
Solde des relations de couverture des instruments de couverture de la JV des AFS, lorsque l'élément couvert est cédé	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	**11 718**	**23 517**

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Charges de personnel	492 377	471 827
Impôts et taxes	29 113	28 164
Services extérieurs et autres charges	393 002	370 474
Charges d'exploitation	**914 492**	**870 466**

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES DU 01 JANVIER 2014 AU 31 DECEMBRE 2014

(en milliers MAD)

	Capital (1)	réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres part Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	total (8)
Capitaux propres au 31 décembre 2013	2 660 809	-	-	2 049 636	5 258	4 715 703	90 478	4 806 181
Impact des changements de méthodes comptables	-	-	-	(12 987)	-	(12 987)	-	(12 987)
Autres mouvements	-	-	-	(53)	-	(53)	-	(53)
Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2013	**2 660 809**	-	-	**2 036 596**	**5 258**	**4 702 663**	**90 478**	**4 793 141**
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes				(399 121)		(399 121)		(399 121)
Résultat de l'exercice	-	-	-	**482 206**	-	**482 206**	**17 807**	**500 013**
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (B)	-	-	-	-	566	566		566
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)	-	-	-	-	566	566	-	566
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2014	2 660 809	-	-	2 119 681	5 824	4 786 313	108 286	4 894 599
Changement de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-		4 672		4 672	3 050	7 722
Autres mouvements	-	-	-	(344)	-	(344)	-	(344)
Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2014	**2 660 809**	-	-	**2 124 009**	**5 824**	**4 790 642**	**111 336**	**4 901 978**

Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés

(en milliers MAD)

	Valeur brute au 31/12/2014	Valeur brute au 31/12/2013
A vue	519 963	483 058
Comptes ordinaires	299 421	165 985
Prêts et comptes au jour le jour	219 393	300 000
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	1 149	17 074
A terme	510 278	11 008
Prêts et comptes à terme	300 543	-
Prêts subordonnées et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	201 156	-
Créances rattachés	8 579	11 008
Autres prêts et créances	-	-
Total Brut	1 030 241	494 067
	-	-
Dépréciation	219	219
Total Net	**1 030 022**	**493 848**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers MAD)

Valeur brute	31/12/13	Impact Variation Périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	31/12/14
Valeur brute	320 346		73 687	13 140	380 894
Amortissement & dépréciation	203 360		31 092	0	234 453
Net	**116 986**				146 441

GOODWILL

(en milliers MAD)

	31/12/13	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	Reclassement	31/12/14
Valeur brute	**179 384**	-	-			**179 384**
Jbilet (fonds commercial)	2 000					2 000
Somical (fonds commercial)	300					300
Belle-vue	2 200					2 200
Sofac	174 884					174 884
Cumul des pertes de valeur	**4 500**	-	-	-	-	**4 500**
Jbilet (fonds commercial)	2 000					2 000
Somical (fonds commercial)	300					300
Belle-vue	2 200					2 200
Valeur nette au bilan	**174 884**	-	-	-	-	**174 884**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/14	Total 31/12/2013
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	4	3 621 547	8 338 362	11 959 914	11 343 877
Comptes d''épargne	-	-	6 898	3 730 646	3 737 544	3 380 664
Dépôts à terme	72 500	456 853	329 801	2 940 885	3 800 039	5 091 528
Autres comptes créditeurs	-	3 288	69 119	1 317 650	1 390 057	1 405 013
Intérêts courus à payer	1 056	5 995	2 292	28 885	38 228	56 326
Autres dettes envers la clientèle	-	1 503 137	-	-	1 503 137	934 606
TOTAL	**73 556**	**1 969 277**	**4 029 657**	**16 356 428**	**22 428 919**	**22 212 014**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/14	Total 31/12/13
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	-	-	**1 570 556**	**154 465**	**1 725 021**	**1 478 587**
- Comptes à vue débiteurs	-	-	725 993	29 095	755 088	739 492
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	149 546	-	149 546	58 586
- Crédits à l'exportation	-	-	12 368	-	12 368	9 577
- Autres crédits de trésorerie	-	-	682 649	125 370	808 019	670 932
Crédits à la consommation	-	-	-	**2 970 606**	**2 970 606**	**2 954 106**
Crédits à l'équipement	-	-	**947 999**	-	**947 999**	**682 807**
Crédits immobiliers	-	-	**6 011 319**	**18 308 659**	**24 319 978**	**24 187 604**
Autres crédits	-	-	**3 967**	**1 378 879**	**1 382 846**	**1 362 493**
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à recevoir	-	-	**19 200**	**20 987**	**40 187**	20 307
Créances en souffrance	-	-	**641 288**	**1 874 183**	**2 515 471**	**2 607 531**
Dépréciation	-	-	**156 225**	**1 147 560**	**1 303 784**	**1 508 201**
- Sur base individuelle	-	-	-13 141	1 106 579	1 093 438	1 311 043
- Sur base collective	-	-	169 366	40 981	210 347	197 157
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créancees relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	**7 481**	**7 481**	**4 985**
TOTAL	-	-	**9 038 104**	**23 567 700**	**32 605 804**	**31 790 220**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablis de crédit à l'étranger	Total 31/12/14	Total 31/12/13
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établis de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	58 093	9 293	364	67 751	111 984
Valeurs données en pension	1 300 205	-	-	-	1 300 205	2 047 411
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	1 300 205	-	-	-	1 300 205	2 047 411
Emprunts de trésorerie	-	400 000	-	-	400 000	270 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	270 000
Emprunts financiers	-	2 311 709	-	-	2 311 709	2 037 717
Autres dettes	-	30 418	-	-	30 418	43 230
Intérêts courus à payer	632	9 880	4 717	-	15 229	15 563
TOTAL	**1 300 837**	**2 810 101**	**14 010**	**364**	**4 125 312**	**4 525 905**

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/13	Augmentation	Diminution	31/12/14
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	5 136 900	6 594 100	4 817 400	6 913 600
Intérêts courus non échus	92 325	126 294	89 370	129 249
Emprunts obligataires	1 426 640	-	99 990	1 326 650
Intérêts courus non échus	50 785	43 906	50 785	43 906
Autres dettes représentées par un titre	1 812 373	-	216 114	1 596 258
Intérêts courus non échus	62 926	55 937	62 926	55 937
TOTAL	**8 581 948**	**6 820 237**	**5 336 585**	**10 065 601**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Résultat net	**500 013**	**514 385**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**226**	**-8 157**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	566	4 830
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-341	-12 987
Eléments relatifs aux sociétés mise en équivalence	-	-
Total cumulé	**500 239**	**506 228**
Part du groupe	482 431	506 594
Part des minoritaires	17 807	-366

VALEURS EN CAISSE

(en milliers MAD)

	31 DECEMBRE 2014		31 DECEMBRE 2013	
Valeur	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	398 930	-	387 552	-
Banques centrales, CCP	1 693 244	877	2 073 287	181
Total	**2 092 174**	**877**	**2 460 839**	**181**

IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Actifs d'impôt différé	3	5 063
Passifs d'impôt différé	95 341	91 458
Position nette	**(95 338)**	**(86 395)**

IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2013	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/12/2014	Juste valeur au 31/12/2014
Valeur brute	614 029	321 060	16 308	918 781	1 028 627
Amortissement & Dépréciation	179 200	32 158	4 800	206 558	
Net	**434 829**			**712 223**	-

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2014	Valeur 31/12/2013
Titres à revenus variables	-	-
Cotés	26 527	8 359
Non cotés	13 017	13 213
Titres à revenus fixes	-	-
Cotés	-	102
Non cotés	61 600	1 253 377
Autres (parts opcvm)	113 668	12 535
Total	**214 812**	**1 287 586**
Dont gains et pertes latents	5 824	5 258
Dont provisions pour dépréciation	201 999	201 905

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/13	Impact variation périmetre	Augmentation	Diminution	31/12/14
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	24 376	-	643	20 297	4 723
Provisions pour affaires sociales	25 543	-	1 304	491	26 356
Provisions pour autres risques et charges	55 259	-	3 350	17 658	40 951
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	125 338	-	16 665	7 299	134 705
TOTAL	**230 516**	**-**	**21 962**	**45 744**	**206 734**

Ventilation des provisions	31/12/13	31/12/14
Court terme	-	-
Long terme	230 516	206 734
TOTAL	**230 516**	**206 734**

MARGE D'INTÉRÊT

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Sur opérations avec les établissements de crédits	20 881	7 225
Sur opérations avec la clientèle	2 225 342	2 235 370
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	17 964	103 832
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	127 072	25 414
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	1 140	991
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**2 392 398**	**2 372 833**
Sur opérations avec les établissements de crédits	101 098	186 988
Sur opérations avec la clientèle	446 383	365 819
Actifs financiers disponibles à la vente	22 086	185
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	1 549	-
Sur dettes représentées par titres	421 507	402 779
Sur dettes subordonnées	0	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	0	-
Sur opérations de crédit bail	2 474	3 047
Autres intérêts et produits assimilés	0	-
Charges d'intérêts	**995 095**	**958 818**

COMMISSIONS NETTES

(en milliers MAD)

	31/12/14			31/12/13		
	Produits	charges	Net	Produits	charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits	-	4 500	-4 500	-	5 470	-5 470
Sur opérations avec la clientèle	24 314	-	24 314	26 918	-	26 918
Sur opérations sur titres	368	-	368	9 563	-	9 563
Sur opération de change	3 702	-	3 702	3 488	-	3 488
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestations de services bancaires et financiers	173 343	16 578	156 764	144 081	11 801	132 280
- Produits nets de gestions d'OPCVM	9 012	-	9 012	-	-	-
- Produits nets sur moyens de paiemennt	60 487	-	60 487	57 296	-	57 296
- Autres	103 843	16 578	87 265	86 785	11 801	74 984
Produits nets des commissions	**201 727**	**21 078**	**180 649**	**184 050**	**17 270**	**166 779**

ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers MAD)

Détail des charges

	31/12/14	31/12/13
Salaires	224 960	214 673
Indemnités diverses	168 262	159 455
Cotisations sociales	89 787	89 592
Autres charges de personnel	9 368	8 108
Total	**492 377**	**471 827**

Effectif fin de période

	31/12/14	31/12/13
Employés	723	700
Cadres	1 310	1 224
Total	**2 033**	**1 924**

Avantages du personnel

Montant (Provisions) au 1er janvier 2013	**(103 321)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(17 458)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	5 262
Variation de périmètre	
Application IAS 19 révisée	(20 615)
Business combination (seulement si significatif)	
Ecart de conversion	
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2013	**(136 132)**
Montant (Provisions) au 1er janvier 2014	**(136 132)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(16 399)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	7 299
OCI	(541)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2014	**(145 773)**

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-14	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-13
Engagement net	**48 694**	**45 632**	**97 079**	**90 500**
Limitation de l'actif de retraite				
Coûts des services passés non reconnus				
Gains/Pertes actuariels non reconnus				
Actif/Provision net figurant au bilan	**48 694**	**45 632**	**97 079**	**90 500**

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-14	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-13
Sensibilité de l'engagement	-9%	-9%	-6%	-6%
Sensibilité du coût des services	-15%	-15%	-8%	-8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	9%	10%	6%	7%

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2014

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/14	31/12/13
Engagements de financements et de garantie donnés	**4 298 052**	**3 482 117**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	150 689	189 041
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	150 689	189 041
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**3 527 371**	**2 975 582**
- Crédits documentaires import	34 100	4 962
- Acceptations ou engagements de payer	26 761	87 901
- Ouvertures de crédit confirmés	3 210 432	2 861 471
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	20 329	20 448
- Autres engagements de financement donnés	235 749	800
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**849**	**869**
- Crédits documentaires export confirmés	849	869
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**619 143**	**316 625**
- Garanties de crédits données	144 519	8 192
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	192 207	258 444
- Autres cautions et garanties données	272 854	42 741
- Engagements en souffrance	9 563	7 248
Engagements de financements et de garantie reçus	**5 212 626**	**4 640 060**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**625**
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	625
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**5 212 626**	**4 639 435**
- Garanties de crédits	5 212 626	4 639 435
- Autres garanties reçues	-	-

COÛT DU RISQUE

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Dotations aux provisions	**291 560**	**410 652**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	289 994	405 306
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	-
Provisions pour risques et charges	1 566	5 346
Reprise de provisions	**294 958**	**674 633**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	270 704	668 043
Provisions pour dépréciation des titres AFS	6 642	624
Provisions pour risques et charges	17 612	5 965
Variation des provisions	**-3 398**	**-263 980**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	80 680	321 845
Récupérations sur prêts et créances amorties	-128 923	-28 063
Autres pertes	-	-
Coût du risque	**-51 641**	**29 802**

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	Déc-14		Déc-13		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Consolidante
CIH Courtage	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Intégration globale
Maghreb Titrisation	Maroc	**24%**	**24%**	24%	24%	Mise en équivalence
Maroc Leasing	Maroc	**34%**	**34%**	34%	34%	Mise en équivalence
Sofac	Maroc	**61%**	**61%**	61%	61%	Intégration globale
Sofassur	Maroc	**61%**	**61%**	61%	61%	Intégration globale
Tivoli	Maroc	**89%**	**89%**	89%	89%	Intégration globale
Crédilog 2	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 3	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 4	Maroc	**N/A**	**N/A**	-	-	Intégration globale

PASSIFS EVENTUELS

Le contrôle fiscal de Maroc Leasing portant sur l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu pour les exercices 2009 à 2012 inclus, ainsi que sur la taxe sur la valeur ajoutée pour les exercices 2007 à 2012 inclus, est toujours en cours. Le management de Maroc Leasing a apporté une réponse aux notifications reçues en rejetant l'essentiel des redressements et en demandant le recours devant la Commission Locale de Taxation.

PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
produits de la promotion immobilière	-	-
produits de l'activité hôtelière	32 577	13 854
Produits sur opération de location simple	-	-
charges de l'activité hôtelière	-9 552	(6 378)
variations de juste valeur des immeuble de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & Reprises sur immeubles de placement	24 314	(12 650)
variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	492 320	474 664
Autres charges	-428 374	(343 452)
Produits et charges nets des autres activités	**111 285**	**126 038**

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles et incorporelles	-96 950	-105 130
Dotations aux dépréciations des Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	**-96 950**	**-105 130**

GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**-5 800**	**1 037**
Plus-values de cession	6 247	11 481
Moins-values de cession	-12 048	-10 444
Titres de capitaux propres consolidés	**-**	**-**
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	**22 975**	16 370
Gains ou pertes nets sur autres actifs	**17 174**	**17 408**

IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Charge d'impôts exigibles	278 148	276 275
Charge d'impôts différés	5 385	-18 160
Charge d'impôt de la période	**283 533**	**258 116**

	31/12/14	31/12/13
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	758 344	745 839
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	280 587	275 960
Ecart taux mère/filiales	(1 745)	(429)
Effet différences permanentes	4 691	(17 415)
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés		
Effet des autres éléments		
Charges effectif d'impôts	**283 533**	**258 116**

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Résultat net part du Groupe	482 206	514 751
Nombre d'actions ordinaires émises	26 608 085	26 608 085
Résultat par action de base et dilué en DH	**18,1**	**19,3**

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

(en milliers MAD)

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
Maghreb Titrisation	**3 835**	**4 984**	**25 338**	**18 145**	**1 213**
Maroc Leasing	569 017	70 535	11 861 585	3 598 395	23 990
Total	**572 852**	**75 519**	**11 886 923**	**3 616 540**	**25 203**

VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers MAD)

	31/12/14	31/12/13
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	
Ecart d'acquisition négatifs	-	3 478
Variations de valeur des écarts d'acquisition	**-**	**3 478**

Deloitte.
Deloitte Audit
Boulevard Zerktouni ,288
Casablanca
Maroc

MAZARS
Mazars Audit et Conseil
Boulevard Abdelmoumen ,101
Casablanca
Maroc

GROUPE CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
PERIODE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2014

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) et ses filiales (Groupe CIH) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 4.901.978 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 500.013 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier arrêtés au 31 décembre 2014, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 12 mars 2015

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit	**Mazars Audit et Conseil**
Deloitte Audit 288, Boulevard Zerktouni CASABLANCA Tél : 05 22 25 28 34/31 Fax : 05 22 27 40 78	MAZARS AUDIT ET CONSEIL 101, Bd. Abdelmoumen 20 360 CASABLANCA Tél. : 0522 423 423/(L.G) Fax : 0522 423 400
Fawzi BRITEL **Associé Gérant**	**Kamal MOKDAD** **Associé Gérant**

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH relatifs à l'exercice arrêté au 31 Décembre 2014 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION
PRINCIPES GENERAUX :
Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :
Présentation générale :
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :
Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autre crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance :
Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.
Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

20% pour les créances pré-douteuses,
50% pour les créances douteuses ;
100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont constituées de l'ensemble des encours dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré.

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.
Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

PORTEFEUILLE DE TITRES :
Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.
Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de créance ou titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).
La banque ne détient pas de titres de transaction au 31/12/2014.
A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.
Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.
Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent, Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.
Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amortis mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES A VUE ET A TERME
Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent une provision pour risques généraux d'un montant de 206.2 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts
Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Commissions
Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

BILAN AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2013
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**2 089 058**	**2 450 408**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**1 264 021**	**641 648**
- A vue	602 018	140 748
- A terme	662 002	500 900
Créances sur la clientèle	**26 997 124**	**27 142 112**
- Crédits de trésorerie et à la consommation	2 525 756	2 230 454
- Crédits à l'équipement	1 029 911	808 808
- Crédits immobiliers	22 534 549	23 190 476
- Autres crédits	906 908	912 374
Créances acquises par affacturage	**-**	-
Titres de transaction et de placement	**496 138**	**1 330 334**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	1 213 431
- Autres titres de créance	61 600	39 186
- Titres de propriété	434 538	77 717
Autres actifs	**716 234**	**673 484**
Titres d'investissement	**3 521 808**	**2 220 549**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 521 808	2 220 549
- Autres titres de créance	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	**865 570**	**862 735**
Créances subordonnées	**-**	**-**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**-**	**-**
Immobilisations incorporelles	**170 183**	**133 456**
Immobilisations corporelles	**1 333 125**	**1 028 693**
Total de l'Actif	**37 453 260**	**36 483 420**

BILAN AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

LIBELLÉ	31/12/2014	31/12/2013
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**2 153 468**	**2 581 782**
- A vue	109 922	52 942
- A terme	2 043 546	2 528 840
Dépôts de la clientèle	**20 027 439**	**20 425 330**
- Comptes à vue créditeurs	11 982 465	11 362 502
- Comptes d'épargne	3 737 544	3 380 664
- Dépôts à terme	3 838 267	5 147 854
- Autres comptes créditeurs	469 163	534 310
Titres de créance émis	**9 621 146**	**8 018 987**
- Titres de créance négociables	6 598 394	4 666 264
- Emprunts obligataires	1 370 556	1 477 425
- Autres titres de créance émis	1 652 196	1 875 299
Autres passifs	**1 040 017**	**874 731**
Provisions pour risques et charges	**256 588**	**299 004**
Provisions réglementées	**-**	**-**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	**-**	**-**
Dettes subordonnées	**-**	**-**
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**903 618**	**880 678**
Capital	**2 660 809**	**2 660 809**
- Actionnaires. Capital non versé (-)	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**320 037**	**283 309**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**470 138**	**458 789**
Total du passif	**37 453 260**	**36 483 420**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

HORS BILAN

(en milliers MAD)

Libellé	Déc-14	Déc-13
ENGAGEMENTS DONNES	**4 268 160**	**3 454 421**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	150 689	189 041
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 507 042	2 955 134
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	849	869
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	609 580	309 378
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	**5 212 626**	**4 640 061**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	-	625
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	5 212 626	4 639 436
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-14	DEC-13
+ Intérêts et produits assimilés	1 916 938	1 963 558
- Intérêts et charges assimilées	791 015	779 467
MARGE D'INTERET	**1 125 923**	**1 184 091**
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	**-**	**-**
+ Commissions perçues	181 861	160 528
- Commissions servies	6 539	5 164
Marge sur commissions	**175 323**	**155 364**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	-	200
+ Résultat des opérations sur titres de placement	9 989	1 480
+ Résultat des opérations de change	17 925	13 945
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	**27 914**	**15 625**
+ Divers autres produits bancaires	170 168	118 258
- Diverses autres charges bancaires	37 752	35 135
PRODUIT NET BANCAIRE	**1 461 575**	**1 438 202**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-100	389
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	33 550	62 203
- Autres charges d'exploitation non bancaire	9 643	10 407
- Charges générales d'exploitation	888 699	784 976
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**596 683**	**705 413**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	110 039	-15 119
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	24 638	-4 648
RESULTAT COURANT	**731 360**	**685 646**
RESULTAT NON COURANT	**-12 115**	**39 504**
- Impôts sur les résultats	249 107	266 361
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**470 138**	**458 789**

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	DEC-14	DEC-13
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**470 138**	**458 789**
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	138 024	94 985
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	100	111
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	45 172	19 366
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	56 039	11 844
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	6 064	11 481
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	9 643	10 407
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	530
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**600 974**	**560 862**
- Bénéfices distribués	399 121	372 513
AUTOFINANCEMENT	**201 852**	**188 349**

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

Indications des derogations	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et / ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	15 929	-	15 929	20 124	4 195	
Immobilisation incorporelles hors exploitation						
Immobilisation corporelles d'exploitation	16 135	8 358	7 777	3		7 774
Immobilisation incorporelles d'exploitation						
TOTAL	**32 064**	**8 358**	**23 706**	**20 127**	**4 195**	**7 774**

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/14	31/12/13
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**2 299 159**	**2 263 713**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	32 024	15 233
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 741 466	1 817 428
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	143 448	130 897
Produits sur titres de propriété	153 313	98 392
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	178 159	157 040
Autres produits bancaires	50 749	44 723
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**837 585**	**825 511**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les tablissements de crédit	63 149	86 184
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	306 358	316 698
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	421 507	376 585
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	46 570	46 044
PRODUIT NET BANCAIRE	**1 461 575**	**1 438 202**
Produits d'exploitation non bancaire	33 550	62 203
Charges d'exploitation non bancaire	9 643	10 937
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**888 699**	**784 976**
Charges de personnel	430 039	412 260
Impôts et taxes	25 803	24 562
Charges externes	268 944	227 486
Autres charges générales d'exploitation	25 889	25 683
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	138 024	94 985
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**279 264**	**502 977**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	213 769	215 643
Pertes sur créances irrécouvrables	19 141	265 099
Autres dotations aux provisions	46 354	22 235
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**413 841**	**484 130**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	219 217	442 144
Récupérations sur créances amorties	123 732	23 479
Autres reprises de provisions	70 892	18 507
RESULTAT COURANT	**731 360**	**685 646**
Produits non courants	22 975	62 049
Charges non courantes	35 090	22 546
RESULTAT AVANT IMPOTS	**719 245**	**725 150**
Impôts sur les résultats	249 107	266 361
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**470 138**	**458 789**

ETAT DES DEROGATIONSAU 31/12/2014

(en milliers MAD)

Indications des derogations	Justifications des derogations	Influence des derogations sur le patrimoine, la situation financiere et les resultats
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Produits sur titres de placement (de propriété)	**116 157**	**-**
- Dividendes sur titres OPCVM	-	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	441	-
- Autres produits sur titres de propriété	115 716	-
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**37 156**	**-**
- Dividendes sur titres de participation	37 156	-
- Dividendes sur participations liées	-	-
- Autres produits sur titres de propriété	-	-

ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
B07	CREANCES SUBORDONNEES.
B08	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT. ET EN LOCATION SIMPLE
B15	SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE.
B16	DETTES SUBORDONNEES.
B19	ENGAGEMENTS SUR TITRES.
	PASSIF EVENTUEL.
C7	TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS.

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

Societé	Secteur d'activité	Capital social	Valeur nominale	Nbre d'actions détenues	Taux de participation	Valeur comptable brute	Provisions	Valeur comptable nette	Extrait des dérniers états de synthése de la société émettrice en 1000 dh			Produits inscrits au CPC
									Date d'arrêté	Situation nette	Résultat net	
Participations dans des entreprises liées						**824 972**	-	**824 972**				**28 066**
MAROCLEASING	Crédit bail	277 676	100	944 417	34,01%	519 341	-	519 341	31/12/13	797 225	52 995	14 166
SOFAC	Crédit à la consommation	141 666	100	857 090	60,50%	303 414	-	303 414	31/12/13	196 546	1 399	
MAGHREB TITRISATION	Titrisation de créances	5 000	100	12 167	24,33%	1 217	-	1 217	31/12/13	10 684	1 441	
CIH COURTAGE	Cabinet captif d'assurances	1 000	100	1 000 000	100,00%	1 000	-	1 000	31/12/13	15 109	11 616	13 900
Autres titres de participations						**242 134**	**201 536**	**40 598**				**9 090**
NEW SALAM	Sté hoteliére	215 000	100	2 150 000	65,12%	140 000	140 000	-				
LE TIVOLI	Sté hoteliére	83 568	100	746 753	89,36%	67 856	40 000	27 856	31/12/13	-556	-28 870	
PALM-BAY	Sté d'aménagement	100 000	1 000	85 000	85,00%	10 000	10 000	-				
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	100 000	100	70 000	7,00%	7 000	-	7 000	31/12/13	246 692	127 709	8 400
LES HOTELS MAHD SALAM (ex SI NATHALIE)	Filiale immobiliére	3 000	100	30 000	100,00%	5 194	5 194	-	31/12/13	2 293	-126	
SICOPAR	Sté de travaux de construction	37 000	500	7 423	10,03%	3 737	3 737	-				
IDMAJ SAKAN	Immobilier	20 000	100	20 000	10,00%	2 000	-	2 000	31/12/13	46 632	2 588	
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	Siége GPBM	19 000	100	12 670	6,67%	1 267	-	1 267	31/12/13	21 398	241	
SOCIETE DE BOURSE MSIN	Sté de bourse	10 000	100	10 000	10,00%	1 000	-	1 000	31/12/13	10 483	-2 006	
SIDETSA	Sté hoteliére	6 100	100	9 150	15,00%	915	915	-				
INTERBANK	Monétique	11 500	100	6 900	6,00%	690	-	690	31/12/13	24 999	11 350	690
DAR AD-DAMANE	Sté de cautionnement	75 000	250	2 000	0,67%	500	-	500	31/12/13	224 529	1 211	
FONDS DE GARANTIE DE DAR AD DAMANE	Fonds de garantie	-	-	-	-	750	750	-				
SED FES	Sté d'aménagement	10 000	100	5 000	5,00%	375	375	-				
IMEG C/C	Travaux infrmatiques	2 100	100	3 000	14,29%	300	300	-				
MAROCLEAR	Dépositaire central	20 000	1000	275	1,38%	275	-	275	31/12/13	258 079	18 110,20	
RHOSN ENNAKHIL	Sté hoteliére	100	100	1 000	100,00%	200	200	-	31/12/13	-64	-13,70	
SUD LUXE	Sté hoteliére	300	100	450	15,00%	45	45	-				
SIDI IFNI	Sté d'aménagement	100	100	200	20,00%	20	20	-				
SMIT	Sté d'aménagement	100 000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/13	307 054	-26 993,87	
ADER-FES	Sté de développement régional	35 000	100	1	0,00%	0	-	-				
Emplois assimilés						**111**	**111**	-				
Dotations aux filiales						111	111	-				
TOTAL		-	-	-	-	**1 067 216**	**201 647**	**865 569**				**37 156**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers MAD)

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**243 608**	**70 323**	**13 140**	**300 791**	**110 152**	**20 456**	**-**	**130 608**	**170 183**
Droit au bail	68 559	2 250	-	70 809	100	-	-	100	70 709
Immobilisations en recherche et développement		-	-			-	-		-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	170 549	68 073	13 140	225 482	105 552	20 456	-	126 008	99 474
Immobilisations incorporelles hors exploitation	4 500	-	-	4 500	4 500	-	-	4 500	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1 405 805**	**133 870**	**29 792**	**1 509 883**	**884 149**	**62 328**	**8 422**	**938 054**	**571 829**
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**526 477**	**41 159**	**-**	**567 636**	**227 871**	**19 513**	**-**	**247 384**	**320 252**
Terrain d'exploitation	13 272	-	-	13 272	-	-	-	-	13 272
Immeubles d'exploitation. Bureaux	511 552	41 159	-	552 711	226 779	19 447	-	246 225	306 486
Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	1 653	-	-	1 653	1 092	66	-	1 158	495
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**441 265**	**22 952**	**384**	**463 832**	**390 038**	**16 361**	**16**	**406 383**	**57 450**
Mobilier de bureau d'exploitation	69 650	2 683	-	72 334	51 468	3 395	-	54 863	17 471
Matériel de bureau d'exploitation	49 757	1 064	-	50 821	43 937	1 438	-	45 375	5 445
Matériel Informatique	308 114	18 055	384	325 785	280 948	11 406	16	292 338	33 447
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	5 732	1 149	-	6 882	5 674	121	-	5 795	1 087
Autres matériels d'exploitation	8 011	-	-	8 011	8 011	-	-	8 011	-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**438 063**	**69 760**	**29 408**	**478 415**	**266 239**	**26 454**	**8 406**	**284 288**	**194 127**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**594 095**	**323 553**	**15 929**	**901 719**	**90 053**	**55 240**	**1 876**	**143 417**	**758 302**
Terrains hors exploitation	158 353	121 677	2 108	277 923	11 300	-	-	11 300	266 623
Immeubles hors exploitation	396 239	198 350	13 821	580 768	59 873	52 263	1 876	110 261	470 507
Mobilier et matériel hors exploitation	18 656	2 492	-	21 148	13 297	992	-	14 289	6 860
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	20 847	1 033	-	21 880	5 583	1 985	-	7 568	14 312
ECART DE FUSION ACTIF	**2 994**	**-**	**-**	**2 994**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 994**
TOTAL	**2 246 502**	**527 746**	**58 860**	**2 715 387**	**1 084 353**	**138 024**	**10 297**	**1 212 080**	**1 503 308**

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Gains sur titres de transaction	-	-
Perte sur titres de transaction	-	-
Résultat sur titres de transaction	-	-
Plus-values de cession sur titres de placement	4 047	-
Moins-values de cession sur titres de placement	-	-
Résultat sur titres de placement	**4 047**	-
Produits sur engagement sur titres	-	-
Charges sur engagement sur titres	-	-
Résultat sur engagements sur titres	-	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	-	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	-	-
Produits sur opérations de change	22 915	-
Charges sur opérations de change	1 288	-
Résultat sur opérations de change	**21 627**	-

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2014 AU 31 DECEMBRE 2014

1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

En KDH

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	1 461 575	596 683	719 245
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	**1 461 575**	**596 683**	**719 245**

2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En KDH

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	1 461 575	596 683	719 245
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	**1 461 575**	**596 683**	**719 245**

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	DATE	TX %	Durée (ans)	MODE REMBOURSEMENT	TVA	ECH 2014	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
EMP OBLIGATAIRES	21/04/03	6,20	15	AMORT. CONSTANT	N	21/04/14	21/04/18	649 950	160 000	6 930	166 930
EMP OBLIGATAIRES	11/06/04	5,32	15	AMORT. CONSTANT	N	11/06/14	11/06/19	542 850	166 650	4 955	171 605
EMP OBLIGATAIRES	08/05/12	5,30	10	IN FINE	N	08/05/14	08/05/22	615 000	615 000	21 254	636 254
EMP OBLIGATAIRES	08/05/12	4,50	10	IN FINE	N	08/05/14	08/05/22	385 000	385 000	10 767	395 767
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES								**2 192 800**	**1 326 650**	**43 906**	**1 370 556**
BONS HBM LT	01/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	01/08/14	01/08/18	171 920	56 943	1 592	58 535
BONS HBM LT	01/11/00	7,38	18	Annuités constantes	N	01/11/14	01/11/18	60 000	20 585	254	20 838
BONS HBM LT	02/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	02/05/14	02/05/19	129 270	52 572	2 443	55 015
BONS HBM LT	02/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	02/08/14	02/08/18	6 640	2 199	61	2 260
BONS HBM LT	02/09/02	6,94	18	Annuités constantes	N	02/09/14	02/09/20	130 770	61 812	1 422	63 234
BONS HBM LT	05/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	05/03/14	05/03/18	240	80	4	84
BONS HBM LT	05/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	05/05/14	05/05/19	29 100	11 835	543	12 378
BONS HBM LT	06/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	06/03/14	06/03/18	118 260	39 190	2 159	41 349
BONS HBM LT	06/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	06/05/14	06/05/19	63 240	25 719	1 175	26 894
BONS HBM LT	07/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	07/03/14	07/03/18	7 770	2 575	141	2 716
BONS HBM LT	07/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	07/05/14	07/05/19	7 770	3 160	144	3 304
BONS HBM LT	08/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	08/03/14	08/03/18	43 800	14 515	794	15 309
BONS HBM LT	10/04/04	5,83	18	Annuités constantes	N	10/04/14	10/04/22	150 000	85 507	3 633	89 140
BONS HBM LT	11/02/02	7,16	18	Annuités constantes	N	11/02/14	11/02/20	150 000	71 547	4 547	76 095
BONS HBM LT	11/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	11/03/14	11/03/18	2 670	885	48	933
BONS HBM LT	12/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	12/03/14	12/03/18	4 980	1 650	89	1 739
BONS HBM LT	13/03/05	5,49	18	Annuités constantes	N	13/03/14	13/03/23	250 000	154 497	6 832	161 329
BONS HBM LT	13/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	13/05/14	13/05/19	22 200	9 028	401	9 429
BONS HBM LT	13/07/05	5,31	18	Annuités constantes	N	13/07/14	13/07/23	242 700	149 103	3 731	152 834
BONS HBM LT	13/12/00	7,38	18	Annuités constantes	N	13/12/14	13/12/18	1 290	443	2	444
BONS HBM LT	17/01/04	5,89	18	Annuités constantes	N	17/01/14	17/01/22	100 000	57 127	3 217	60 344
BONS HBM LT	18/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	18/10/14	18/10/18	100 000	34 308	520	34 828
BONS HBM LT	20/01/04	5,83	18	Annuités constantes	N	20/01/14	20/01/22	381 400	217 430	12 016	229 446
BONS HBM LT	20/11/01	6,89	18	Annuités constantes	N	20/11/14	20/11/19	400	162	1	164
BONS HBM LT	21/07/01	6,89	18	Annuités constantes	N	21/07/14	21/07/19	116 400	47 209	1 461	48 670
BONS HBM LT	23/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	23/10/14	23/10/18	50 000	17 154	243	17 397
BONS HBM LT	23/10/01	7,04	18	Annuités constantes	N	23/10/14	23/10/19	100 000	40 835	551	41 386
BONS HBM LT	24/10/01	7,04	18	Annuités constantes	N	24/10/14	24/10/19	150 000	61 253	815	62 068
BONS HBM LT	25/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	25/10/14	25/10/18	40 000	13 723	189	13 912
BONS HBM LT	26/11/00	7,38	18	Annuités constantes	N	26/11/14	26/11/18	58 400	20 036	146	20 181
BONS HBM LT	26/11/01	6,89	18	Annuités constantes	N	26/11/14	26/11/19	295 800	119 969	815	120 784
BONS HBM LT	27/04/02	7,13	18	Annuités constantes	N	27/04/14	27/04/20	320	152	7	160
BONS HBM LT	27/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	27/08/14	27/08/18	86 950	28 799	668	29 468
BONS HBM LT	28/05/02	7,10	18	Annuités constantes	N	28/05/14	28/05/20	58 400	27 787	1 178	28 966
BONS HBM LT	30/04/02	7,13	18	Annuités constantes	N	30/04/14	30/04/20	178 240	84 913	4 080	88 993
BONS HBM LT	31/12/01	7,15	18	Annuités constantes	N	31/12/14	31/12/19	150 000	61 558	12	61 570
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME								**3 458 930**	**1 596 258**	**55 937**	**1 652 196**
CDN	19/07/11	4,60	5	IN FINE	N	19/07/14	19/07/16	300 000	300 000	6 276	306 276
CDN	12/12/11	4,55	4	IN FINE	N	12/12/14	12/12/15	100 000	100 000	249	100 249
CDN	30/03/12	4,55	3	IN FINE	N	30/03/14	30/03/15	30 000	30 000	1 036	31 036
CDN	29/05/12	4,19	7	IN FINE	N	29/05/14	29/05/19	5 000	5 000	118	5 118
CDN	31/07/13	5,60	5	IN FINE	N	31/07/14	31/07/18	150 000	150 000	3 544	153 544
CDN	24/12/13	5,12	2	IN FINE	N	24/12/14	24/12/15	300 000	300 000	337	300 337
CDN	25/12/13	5,66	5	IN FINE	N	25/12/14	25/12/18	100 000	100 000	109	100 109
CDN	23/01/14	5,53	5	IN FINE	N	23/01/14	23/01/19	100 000	100 000	5 197	105 197
CDN	11/02/14	4,05	1	IN FINE	N	11/02/14	10/02/15	579 500	579 500	21 123	600 623
CDN	11/02/14	4,50	2	IN FINE	N	11/02/14	11/02/16	615 000	615 000	24 566	639 566
CDN	10/03/14	4,25	2	IN FINE	N	10/03/14	10/03/16	250 000	250 000	8 646	258 646
CDN	01/04/14	4,50	1	IN FINE	N	01/04/14	31/03/15	20 000	20 000	0	20 000
CDN	09/05/14	3,60	1	IN FINE	N	09/05/14	08/05/15	100 000	100 000	2 370	102 370
CDN	21/05/14	3,55	1	IN FINE	N	21/05/14	20/05/15	30 000	30 000	666	30 666
CDN	22/05/14	4,42	5	IN FINE	N	22/05/14	22/05/19	707 000	707 000	19 178	726 178
CDN	22/05/14	3,80	2	IN FINE	N	22/05/14	22/05/16	10 000	10 000	233	10 233
CDN	22/05/14	3,60	1	IN FINE	N	22/05/14	21/05/15	483 000	483 000	10 819	493 819
CDN	05/06/14	4,50	1	IN FINE	N	05/06/14	04/06/15	8 000	8 000	210	8 210
CDN	18/06/14	3,55	1	IN FINE	N	18/06/14	17/06/15	300 000	300 000	5 828	305 828
CDN	26/06/14	4,05	3	IN FINE	N	26/06/14	26/06/17	130 000	130 000	2 726	132 726
CDN	26/06/14	3,48	1	IN FINE	N	26/06/14	25/06/15	50 000	50 000	914	50 914
CDN	15/07/14	4,50	1	IN FINE	N	15/07/14	14/07/15	10 000	10 000	0	10 000
CDN	17/07/14	3,80	1	IN FINE	N	17/07/14	15/01/15	2 000	2 000	0	2 000
CDN	04/08/14	3,85	1	IN FINE	N	04/08/14	02/02/15	3 000	3 000	0	3 000
CDN	19/09/14	4,50	1	IN FINE	N	19/09/14	18/09/15	50 000	50 000	650	50 650
CDN	26/09/14	4,00	1	IN FINE	N	26/09/14	25/09/15	10 000	10 000	0	10 000
CDN	01/10/14	3,25	1	IN FINE	N	01/10/14	01/04/15	1 000	1 000	0	1 000
CDN	08/10/14	4,00	1	IN FINE	N	08/10/14	07/10/15	1 600	1 600	0	1 600
CDN	16/10/14	3,70	3	IN FINE	N	16/10/14	16/10/17	200 000	200 000	1 561	201 561
CDN	16/10/14	3,45	2	IN FINE	N	16/10/14	16/10/16	220 000	220 000	1 601	221 601
CDN	16/10/14	3,25	1	IN FINE	N	16/10/14	15/10/15	180 000	180 000	1 251	181 251
CDN	17/10/14	4,00	1	IN FINE	N	17/10/14	17/04/15	6 000	6 000	0	6 000
CDN	03/11/14	3,91	5	IN FINE	N	03/11/14	03/11/19	300 000	300 000	1 896	301 896
CDN	13/11/14	3,34	2	IN FINE	N	13/11/14	13/11/16	270 000	270 000	1 211	271 211
CDN	13/11/14	3,54	3	IN FINE	N	13/11/14	13/11/17	830 000	830 000	3 944	833 944
CDN	26/11/14	3,80	1	IN FINE	N	26/11/14	27/05/15	8 000	8 000	0	8 000
CDN	08/12/14	4,20	1	IN FINE	N	08/12/14	07/12/15	13 000	13 000	36	13 036
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT								**6 472 100**	**6 472 100**	**126 294**	**6 598 394**
TOTAL GENERAL								**12 123 830**	**9 395 008**	**226 137**	**9 621 146**

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	**6 174**
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	6 174
Débiteurs divers	**596 910**
- Sommes dues par l'Etat	577 014
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	901
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	18 995
Valeurs et emplois divers	**1 279**
- Valeurs et emplois divers	1 279
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	**178**
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	**-**
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	**-**
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	**-**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	**45 618**
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)»	**-**
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	**59 745**
- Produits à recevoir	55 721
- Charges constatées d'avance	4 024
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	**8 117**
Créances en souffrance sur opérations diverses	**93 792**
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	**95 579**
TOTAL	**716 234**

DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	**154**
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	**714 775**
- Sommes dues à l'Etat	657 435
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	16 817
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	203
- Sommes dues au personnel	8 629
- Fournisseurs de biens et service	9 852
- Divers autres Créditeurs	21 839
Comptes d'ajustement de hors bilan	**454**
Comptes d'écart sur devises et titres	**-**
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	**1 587**
Charges à payer et produits constatés d'avance	**135 252**
- Charges à payer	135 252
- Produits constatés d'avance	-
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	**187 796**
TOTAL	**1 040 017**

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

(en milliers MAD)

	D≤1 mois	1 mois<D≤ 3 mois	3 mois<D≤ 1 an	1 an <D≤5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	422 713	306 667	10 000	60 000	80 000	879 379
Créances sur la clientèle	728 894	258 341	6 257 614	2 458 048	15 437 966	25 140 863
Titres de créance	2 000	191 303	577 250	2 391 620	295 640	3 457 813
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**1 153 607**	**756 311**	**6 844 864**	**4 909 668**	**15 813 606**	**29 478 056**
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 300 205	-	-	609 418	119 667	2 029 290
Dettes envers la clientèle	554 784	1 635 234	1 465 279	144 742	-	3 800 039
Titres de créance émis	29 897	767 520	1 877 764	5 350 175	1 369 652	9 395 008
Emprunts subordonnées					-	-
TOTAL	**1 884 886**	**2 402 754**	**3 343 043**	**6 104 335**	**1 489 319**	**15 224 337**

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/14	31/12/13
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	**4 277 723**	**3 461 669**
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	**150 689**	**189 041**
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	150 689	189 041
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**3 507 042**	**2 955 134**
Crédits documentaires import	34 100	4 962
Acceptations ou engagements de payer	26 761	87 901
Ouvertures de crédit confirmés	3 210 432	2 861 471
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	235 749	800
Engagements de garantie d'ordre d'établissments de crédit et assimilés	**849**	**869**
Crédits documentaires export confirmés	849	869
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**619 143**	**316 625**
Garanties de crédits données	144 519	8 192
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	192 207	258 444
Autres cautions et garanties donnés	272 854	42 741
Engagements en souffrance	9 563	7 248
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	**5 212 626**	**4 640 060**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**625**
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	625
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**5 212 626**	**4 639 435**
Garanties de crédits	5 212 626	4 639 435
Autres garanties reçues	-	-

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

(en milliers MAD)

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	8 443
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	531 135
Créances sur la clientéle	-
Autres actifs	152
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	**539 730**
PASSIF:	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	117
Dépôts de la clientèle	36 571
Autres passifs	124
TOTAL PASSIF	**36 812**
HORS-BILAN:	
ENGAGEMENTS DONNES	9 936
ENGAGEMENTS RECUS	29 896

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01 JANVIER 2014 AU 31 DECEMBRE 2014

(en milliers MAD)

	30/12/14	31/12/13
Produits d'exploitation bancaire perçus	2 254 630	2 226 406
Récupérations sur créances amorties	123 732	23 479
Produits d'exploitation non bancaire perçus	50 460	112 771
Charges d'exploitation bancaire versées	(855 735)	(1 088 991)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(35 090)	(22 546)
Charges générales d'exploitation versées	(750 675)	(689 991)
Impôts sur les résultats versés	(249 107)	(266 361)
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**538 216**	**294 769**
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(622 373)	(577 129)
Créances sur la clientèle	133 024	263 593
Titres de transaction et de placement	840 138	2 208 079
Autres actifs	(45 055)	(204 955)
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(428 314)	637 546
Dépôts de la clientèle	(397 891)	1 914 853
Titres de créance émis	1 602 158	(518 288)
Autres passifs	165 286	(28 851)
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**1 246 974**	**3 694 847**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**1 785 190**	**3 989 616**
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	500
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	20 127	75 397
Acquisition d'immobilisations financières	(1 304 193)	(2 231 086)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(500 949)	(103 542)
Intérêts perçus		
Dividendes perçus	37 597	34 895
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**(1 747 418)**	**(2 223 835)**
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	(399 121)	(372 513)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**(399 121)**	**(372 513)**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	**(361 350)**	**1 393 267**
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**2 450 408**	**1 057 140**
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**2 089 058**	**2 450 408**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

(en milliers MAD)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/14	Total 31/12/13
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	**-**	**-**	**1 686**	**2 313**	**3 999**	**4 711**
Bons du tresor et valeurs assimilees	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de creance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriete	-	-	1 686	2 313	3 999	4 711
TITRES NON COTES	**-**	**3 406 924**	**411 113**	**61 600**	**3 879 638**	**3 486 056**
Bons du tresor et valeurs assimilees	-	3 406 924	-	-	3 406 924	3 387 380
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de creance	-	-	-	61 600	61 600	38 500
Titres de propriete	-	-	411 113	-	411 113	60 176
	-	-	-	-	-	-
ICNE		**114 883**	**19 426**		**134 309**	**60 117**
TOTAL	**-**	**3 521 808**	**432 226**	**63 913**	**4 017 946**	**3 550 884**

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/14	Total 31/12/13
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	**-**	**-**	**79 140**	**364**	**79 504**	**9 712**
VALEURS DONNEES EN PENSION	**1 300 205**	**-**	**-**	**-**	**1 300 205**	**2 047 411**
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	1 300 205	-	-	-	1 300 205	2 047 411
EMPRUNTS DE TRESORERIE	**-**	**400 000**	**-**	**-**	**400 000**	**470 000**
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	470 000
EMPRUNTS FINANCIERS	**-**	**333 052**	**-**	**-**	**333 052**	**3 967**
AUTRES DETTES	**-**	**30 418**	**-**	**-**	**30 418**	**43 230**
INTERETS COURUS A PAYER	**632**	**4 940**	**4 717**	**-**	**10 289**	**7 462**
TOTAL	**1 300 837**	**768 410**	**83 857**	**364**	**2 153 468**	**2 581 782**

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les resultas
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/14	Total 31/12/13
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	**1 693 109**	**870**	**69 311**	**311 313**	**2 074 603**	**2 190 916**
VALEURS RECUES EN PENSION	**-**	**199 989**	**-**	**-**	**199 989**	**-**
- au jour le jour	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- à terme	**-**	**199 989**	**-**	**-**	**199 989**	**-**
PRETS DE TRESORERIE	**-**	**219 390**	**300 000**	**-**	**519 390**	**300 000**
- à terme	**-**	-	300 000	-	300 000	-
- au jour le jour	**-**	**219 390**	**-**	**-**	**219 390**	**300 000**
PRETS FINANCIERS	**-**	**-**	**160 000**	**-**	**160 000**	**200 000**
AUTRES CREANCES	**-**	**698**	**-**	**429**	**1 127**	**16 151**
INTERETS COURUS A RECEVOIR	**-**	**1 169**	**847**	**-**	**2 016**	**901**
CREANCES EN SOUFFRANCE	**-**	**-**	**3**	**-**	**3**	**4**
TOTAL	**1 693 109**	**422 117**	**530 161**	**311 742**	**2 957 129**	**2 707 971**

CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/14	Total 31/12/13
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	**-**	**-**	**1 637 304**	**154 465**	**1 791 769**	**1 478 587**
- Comptes à vue débiteurs	-	-	738 279	29 095	767 374	739 492
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	149 546	-	149 546	58 586
- Crédits à l'exportation	-	-	12 368	-	12 368	9 577
- Autres crédits de trésorerie	-	-	737 111	125 370	862 481	670 932
CREDITS A LA CONSOMMATION	**-**	**-**	**-**	**728 835**	**728 835**	**748 731**
CREDITS A L'EQUIPEMENT	**-**	**-**	**1 010 009**	**-**	**1 010 009**	**803 977**
CREDITS IMMOBILIERS	**-**	**-**	**6 011 319**	**16 517 714**	**22 529 033**	**23 185 753**
AUTRES CREDITS	**-**	**-**	**3 967**	**30 812**	**34 779**	**48 212**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
INTERETS COURUS A RECEVOIR	**-**	**-**	**19 902**	**10 669**	**30 571**	**12 694**
CREANCES EN SOUFFRANCE	**-**	**-**	**271 687**	**600 441**	**872 128**	**864 158**
- Créances pré-douteuses	-	-	107 919	180 673	288 592	175 023
- Créances douteuses	-	-	71 868	84 372	156 240	82 818
- Créances compromises	-	-	91 900	335 396	427 296	606 317
TOTAL	**-**	**-**	**8 954 188**	**18 042 936**	**26 997 124**	**27 142 112**

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

(en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Bons du tresor et valeurs assimilees	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de creance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriete	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	**479 614**	**494 274**	**61 600**	**17 562**	**2 902**	**2 902**
Bons du tresor et valeurs assimilees	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de creance	61 600	61 715	61 600	115	-	-
Titres de propriete	418 014	432 559	ND	17 447	2 902	2 902
TITRES D'INVESTISSEMENT	**3 406 924**	**3 521 722**	**3 407 900**	**-**	**-**	**-**
Bons du tresor et valeurs assimilees	3 406 924	3 521 722	3 407 900	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de creance	-	-	-	-	-	-

PROVISIONS

(en milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/13	Dotations	Reprises	Autres Variations	Encours 31/12/14
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	**1 508 321**	**261 428**	**207 728**	**-**	**1 562 021**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	19	-	-	-	19
Créances sur la clientèle	1 174 472	210 884	198 921	-	1 186 435
Titres de placement et d'investissement	8 843	991	6 932	-	2 902
Titres de participation et emplois assimilés	201 548	100	-	-	201 648
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	123 440	49 453	1 875	-	171 018
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**299 005**	**46 897**	**89 313**	**-**	**256 589**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	21 246	643	20 297	-	1 593
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	215 266	45 172	54 163	-	206 275
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	62 493	1 082	14 853	-	48 722
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**1 807 326**	**308 325**	**297 041**	**-**	**1 818 610**

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

CHARGES GENERALES D 'EXPLOITATION AU 31/12/2014

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**888 698**
Charges de personnel	**430 038**
Salaires et appointements	191 769
Primes et Gratifications	73 769
Autres rémunérations du personnel	72 890
Charges d'assurances sociales	48 244
Charges de retraite	25 192
Charges de formation	9 309
Autres charges de personnel	8 865
Impôts et taxes	**25 804**
Taxe urbaine et taxe d'édilité	6 825
Patente	12 880
Taxes locales	-
Droits d'enregistrement	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	5
Taxes sur les véhicules	41
Autres impôts et taxes, droits assimilés	6 053
Charges extérieures	**107 991**
Loyers de crédit-bail	701
Loyers de location simple	15 893
Frais d'entretien et de réparation	50 648
Rémunération du personnel intérimaire	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	26 236
Primes d'assurance	1 714
Frais d'actes et de contentieux	760
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	12 039
Transport et déplacement	**160 952**
Transport et déplacement	20 886
Mission et réception	2 996
Publicité, publication et relations publiques	62 027
Frais postaux & de télécommunication	30 877
Frais de recherche et de documentation	2 065
Frais de conseil et d'assemblée	-
Dons et cotisations	4 119
Fournitures de bureau et imprimés	9 121
Autres charges externes	28 861
Autres charges d'exploitation	**25 890**
Frais préliminaires	16 313
Frais d'acquisition d'immobilisation	3 605
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	1 672
Pénalités et délits	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-
Dons libéralités et lots	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	3 965
Diverses autres charges générales d'exploitation	335
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	**138 023**
Immobilisations incorporelles d'exploitation	20 456
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	62 325
Immobilisations corporelles hors exploitation	8 031
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	47 211

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE Au 31 / 12 / 2014

En KDH

NATURE	Solde au début de l'exercice1	Operations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	**140 106**	**142 499**	**148 219**	**134 386**
B. TVA à récupérer	**13 435**	**101 005**	**98 381**	**16 059**
Sur charges	11 178	80 307	77 839	13 646
Sur immobilisations	2 257	20 698	20 542	2 413
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	**126 671**	**41 494**	**49 838**	**118 328**

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Autres produits bancaires	**23 786**
Divers autres produits bancaires	16 854
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-
Produits des exercices antérieurs	-
Divers autres produits bancaires	16 854
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	6 932
Autres charges bancaires	**38 744**
Divers charges sur titres de propriété	-
Frais d'émission des emprunts	-
Autres charges sur opérations sur titres	-
Autres sur prestations de services	-
Divers autres charges bancaires	37 753
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	37 584
Produits rétrocédés	-
Charges des exercices antérieurs	5
Divers autres charges bancaires	164
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	991
Produits d'exploitation non bancaires	**33 550**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	6 064
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-
Produits accessoires	7 197
Subventions reçues	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	20 289
Charges d'exploitation non bancaires	**9 643**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	9 643
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**213 769**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	210 884
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	2 242
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	643
Pertes sur créances irrécouvrables	**19 142**
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	18 227
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	915
Autres dotations aux provisions	**46 354**
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	100
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	46 254
Dotations aux provisions réglementées	-
Dotations aux autres provisions	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**219 217**
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	198 921
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	20 296
Récupération sur créances amorties	**123 732**
Autres reprises de provisions	**70 892**
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	1 876
Reprises de provisions pour autres risques et charges	69 016
Reprises de provisions réglementées	-
Reprises de provisions	-
Produits non courants	**22 975**
Reprises non courantes des amortissements	-
Reprises non courantes des provisions	-
Autres produits non courants	22 975
Charges non courantes	**35 090**
Dotations non courantes aux amortissements	-
Dotations non courantes aux provisions	-
Autres charges non courantes	35 090

CIH BANK

بنك الغد معكم اليوم

La banque de demain dès aujourd'hui

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.660.808.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS	
	E. CREDIT	CLIENTELE
COMMISSIONS REÇUES	**141**	**181 721**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	48 053
Commissions sur moyens de paiement	141	60 347
Commissions sur opérations de titres	-	368
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	9 012
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	50 962
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Autres produits sur prestations de service	-	9 277
Commissions sur moyens de paiement	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	3 700
Commissions sur opérations de change billet	-	2
COMMISSIONS VERSEES	**-**	**6 539**
Charges sur moyens de paiement	-	6 539
Commissions sur achat et vente de titres	-	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-

DEPOTS DE LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/14	Total 31/12/13
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	4	3 644 099	8 338 362	11 982 465	11 362 502
COMPTES D'EPARGNE	-	-	6 898	3 730 646	3 737 544	3 380 664
DEPOTS A TERME	72 500	456 853	329 801	2 940 885	3 800 039	5 091 528
AUTRES COMPTES CREDITEURS	-	3 288	69 119	396 756	469 163	534 310
INTERETS COURUS A PAYER	1 056	5 995	2 292	28 885	38 228	56 326
TOTAL	**73 556**	**466 140**	**4 052 209**	**15 435 534**	**20 027 440**	**20 425 330**

CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/13	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/14
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**880 678**	**22 939**	**-**	**903 617**
Réserve légale	96 487	22 939	-	119 427
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	784 191	-	-	784 191
Capital	**2 660 808**	**-**	**-**	**2 660 808**
Capital appelé	2 660 808	-	-	2 660 808
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**283 309**	**-283 309**	**320 037**	**320 037**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**458 789**	**-458 789**		
Résultat net de l'exercice (+/-)	-	-	**470 138**	**470 138**
TOTAL GENERAL	**4 283 584**	**-719 159**	**790 175**	**4 354 600**

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS AU 31 / 12 /2014

(en milliers MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges		**731 360**
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	56 423
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	102 405
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	685 378
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	253 590
Résultat courant après impôts	(=)	477 770

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES
Néant

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2014

Capital Social:	Nombre d'actions ou de parts sociales : 26 608 085		Valeur nominale de l'action ou de la part sociale: 100,00 DH		
Nom et prénom ou dénomination sociale	**Adresse personnelle ou du siége social**	**Activité**	**Nbre d'actions ou de parts sociales détenues**	**Pourcentage du capital détenu**	**Pourcentage des droits de vote détenu**
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MCM	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17 530 419	65,88%	65,88%
SANAD (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1 401 177	5,27%	5,27%
ATLANTA (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1 540 191	5,79%	5,79%
HOLMARCOM (en direct)	20, Rue Mustapha El maani, Casablanca	HOLDING	33 373	0,13%	0,13%
Sous total groupe Holmarcom			**2 974 741**	**11,18%**	**11,18%**
RMA WATANYA	83, av de l' Armée Royale, Casablanca	ASSURANCES	786 314	2,96%	2,96%
RCAR	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	CAISSE DE RETRAITE	1 013 665	3,81%	3,81%
SCR	Tour ATLAS, Place Zellaqa, Casablanca	REASSURANCE	17740	0,07%	0,07%
CDG	Place My Hassan B.P 408 Rabat	ETABLISSEMENT PUBLIC	255 464	0,96%	0,96%
DIVERS/ Flottant en bourse	-	-	4 029 742	15,14%	15,14%
TOTAL	-	-	**26 608 085**	**100%**	**100%**

MARGE D'INTERET

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/14	31/12/13
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 741 466	1 817 428
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	32 024	15 233
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	143 448	130 897
Total intérêts et produits assimiles	**1 916 938**	**1 963 558**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	306 358	316 698
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	63 149	86 184
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	421 507	376 585
Total intérêts et charges assimiles	**791 015**	**779 467**
Marge d'intérêts	**1 125 923**	**1 184 091**

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

(en milliers MAD)

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		**B. Affectation des resultats**	
. Report à nouveau	**283 309**	. Réserve légale	**22 939**
. Résultats nets en instance d'affectation		. Autres réserves (FACULTATIVE)	
. Résultats net de l'exercice	**458 789**	. Tantième	
. Prélèvements sur les réserves		. Dividendes	**399 121**
. Autres Prélèvements		. Autres affectations	
		. Report à nouveau	**320 037**
TOTAL A	**742 098**	**TOTAL B**	**742 098**

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31-12-2014

(en milliers MAD)

ORIGINE	2014	2013	2012
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**4 354 601**	**4 283 584**	**4 197 309**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	1 461 575	1 438 202	1 367 034
2- Résultat avant impôts	719 245	725 150	660 470
3- Impôts sur les résultats	249 107	266 361	213 583
4- Bénéfices distribués	399 121	372 513	292 689
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	320 037	283 309	231 279
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	17,7	17,2	16,8
Bénéfice distribué par action ou part sociale	15	14	11
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	430 039	412 260	399 887
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS EX 2014

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31 decembre 2014

. Date d'établissement des états de synthèse (2) Février 2015

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	. Favorables Neant
	.Défavorables Neant

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	31/12/2014		31/12/13	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	315 714	27 027	253 111	78 088
Créances douteuses	209 649	53 409	173 360	90 542
Créances compromises	1 533 225	1 106 020	1 612 160	1 005 843
TOTAL	2 058 587	1 186 456	2 038 631	1 174 473

EFFECTIFS (En Nombre)

	31/12/14	31/12/13
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	1657	1569
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	539	555
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1118	1014
Cadres (équivalent plein temps)	1207	1149
Employés (équivalent plein temps)	450	420

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers MAD)

2EME SEMESTRE 2014	1er SEMESTRE 2014	2EME SEMESTRE 2013
1 149 292	1 144 523	1 143 782

Deloitte.

Deloitte Audit
Boulevard Zerktouni ,288
Casablanca
Maroc

MAZARS

Mazars Audit et Conseil
Boulevard Abdelmoumen ,101
Casablanca
Maroc

CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
PERIODE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2014

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 31 décembre 2014. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 4.354.601 KMAD dont un bénéfice net de 470.138 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) arrêtés au 31 décembre 2014, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 12 mars 2015

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
CASABLANCA
Tél : 05 22 20 25 26/34/41
Fax : 05 22 22 40 76

Fawzi BRITEL
Associé Gérant

Mazars Audit et Conseil

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Bd. Abdelmoumen
20 360 CASABLANCA
Tél. : 0522 423 423 (L.G)
Fax : 0522 423 400

Kamal MOKDAD
Associé Gérant

Crédit Immobilier et Hôtelier

COMMUNICATION FINANCIÈRE

RÉSULTATS AU 31 / 12 / 2013

القرض العقاري و السياحي

Crédit Immobilier et Hôtelier

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187, avenue Hassan II – Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire :

Le Mercredi 02 Avril 2014, à 10 Heures

A l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2013 ;
2. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2013 ;
3. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
4. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2013 ;
5. Affectation du résultat ;
6. Jetons de présence ;
7. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes ;
8. Quitus aux membres du Conseil d'Administration et aux commissaires aux comptes.

Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agrée cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, **le Mercredi 02 Avril, à partir de 09H30 minutes**.

Il est à rappeler, à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2013 ont été publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- L'économiste du 28/02/2014
- Finances News du 28/02/2014

Données de contact :

- Mlle Amal MOUHOUB
- Tél : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

Projets de résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire

Date : Mercredi 02 Avril 2014 à 10 Heures.

A TITRE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2013, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2013, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire de **458.789.081,27** dirhams pour les comptes sociaux.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration et aux Commissaires aux comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2013.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

I. Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 283.308.586,30 dirhams, est de **719 158 213,51** dirhams.
II. Décide de fixer le montant du dividende à 15 dirhams l'action.
III. Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2013 s'élève à **399 121 275,00** dirhams.
IV. Décide d'affecter le solde du bénéficie distribuable au report à nouveau, pour un montant de **320 036 938,51** dirhams.

Récapitulatif de l'affectation des résultats :
Montants en dirhams.

	2013
Bénéfice de l'exercice	458 789 081,27
Déduction des pertes antérieures	0,00
Solde s'élevant à	458 789 081,27
Réserve légale (-)	22 939 454,06
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	283 308 586,30
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	719 158 213,51
Dividende par action	15
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuable à titre de dividendes aux actionnaires	399 121 275,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	320 036 938,51

Le dividende à distribuer de **15** Dirhams, sera mis en paiement à partir du 01 Juillet 2014, en numéraire.

TROISIEME RESOLUTION :

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2013.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonyme, approuve les conclusions dudit rapport.

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2013

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :
• Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007;
• Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
- Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
- Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
• Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
• Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes.
• Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles.

Bases de présentation
Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles
Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Equipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

Un actif financier peut être défini comme :
• Un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers ;
• Un droit d'échanger d'autres instruments financiers dans des conditions potentiellement favorables ;
• Un instrument de capitaux propres d'une autre entreprise sauf titres de filiales, entreprises associées et coentreprises. (régies par les normes IAS 27, 28 et 31), à l'exception des actions propres acquises par l'entreprise ou ses filiales.

Évaluation des titres
La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponibles à la vente ».

Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. À défaut, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier utilise des techniques de valorisation reconnues.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut aboutir à une estimation fiable, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ».

Actifs et passifs financiers
Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés pour les actifs financiers dans une des quatre catégories suivantes :
• Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
• Placements détenus jusqu'à l'échéance ;
• Prêts et créances ;
• Actifs financiers disponibles à la vente.

Prêts et créances
La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenus fixe ou déterminable. Les titres sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

Activité de crédit
Les crédits sont classés dans la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dépréciation des Créances
Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte.

Les évènements entraînant une preuve objective de dépréciation, cités par IAS 39 § 59, sont les suivants :

• Des difficultés financières importantes de l'emprunteur,
• Une rupture de contrat effective telle qu'un défaut de paiement du principal ou des intérêts,
• L'octroi par le préteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité non envisagée autrement par le prêteur,
• Une probabilité de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur,
• La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à cause de difficultés financières,
• Des informations observables indiquant qu'il y a une baisse mesurable dans les flux futurs estimés d'un groupe de prêts depuis leur enregistrement initial, bien que la baisse ne puisse être encore identifiée dans les prêts individuels du groupe, incluant :

- Des changements défavorables du statut de paiement des emprunteurs dans le groupe, par exemple une augmentation des retards de paiement ou une augmentation du nombre de cartes de crédit ayant atteints leurs limites de crédit,
- Des conditions économiques nationales ou locales qui sont corrélées avec les défauts sur les actifs du groupe, par exemple une augmentation du taux de chômage dans la zone géographique des emprunteurs, une diminution des prix du marché immobilier pour les prêts hypothécaires dans la zone concernée ou des variations défavorables des conditions d'un secteur qui impactent les emprunteurs du groupe.

Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue et correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions.

On distingue ainsi :

• Les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances en souffrance assorties de provisions ;
• Les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

Concernant les garanties reçues à prendre en compte pour le calcul de la provision, il est considéré :

- Qu'à priori la valeur devant être retenue est la valeur au moment de l'estimation de la provision et non une valeur tenant compte de l'éventuelle dégradation dans le futur de l'élément constituant cette garantie (par exemple un immeuble) (Base IAS 39 §AG86),
- Que même lorsqu' une garantie couvre une créance à 100 %, il y aura généralement une dépréciation du fait d'un calcul basé sur les flux actualisés lorsque le montant garanti est versé tardivement à l'établissement créancier.

Actifs financiers disponibles à la vente
La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut. Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :

- Les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- Les intérêts courus sur les titres disponibles à la vente sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat ;
- Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres recyclables «gains ou pertes latents ou différés». En cas de cession, ces variations sont constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise, est comptabilisée dans un compte de capitaux propres variables.

Dépréciation
Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction.

Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

Dettes
Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers
Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants :

• Prime de fin de carrière ;
• Prime d'ancienneté ;
• Indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies
La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultats, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

Au 31/12/2013, l'application de l'IAS 19 révisée a généré une augmentation de la provision pour un montant de 20.6 MDH en contrepartie des capitaux propres. Cette augmentation concerne principalement les points suivants :

• La suppression de la méthode du corridor.
• L'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies
Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipée
Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Décembre-13	31-Décembre-12	31-Décembre-13	31-Décembre-12
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,70%	5,70%	6,00%	6,00%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	1 631	1 569	1 631	1 569
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 0,50% et 0,60%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté les maturités respectives suivantes ont été retenues : 13 ans et 7 ans.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COÛT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans les paragraphes consacrés aux produits d'intérêts et de commissions.

Il s'agit principalement des produits de location ou d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis semestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle, contrôle conjoint ou influence notable.

Filiales
Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées et coentreprises
Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

• Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
• Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Le Groupe a fait le choix, comme autorisé par la norme IAS 31 « Participations dans des coentreprises », de consolider selon la méthode de la mise en équivalence les entités sur lesquelles il exerce un contrôle conjoint.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer un contrôle conjoint, ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées soit au coût soit conformément aux dispositions de l'IAS 39.

Les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées qui sont classées comme détenues en vue de la vente (ou incluses dans un Groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente) selon IFRS 5 sont comptabilisées conformément aux dispositions de cette norme.

Retraitements de consolidation
Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture
Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre ou semestriels au 30 juin.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

• La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
• Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur

à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.
Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

GOODWILL

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

RECOURS À DES ESTIMATIONS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

• Provisions pour dépréciation des créances clients
• Goodwill;
• Provisions pour risques et charges
• Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure ad hoc : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.

Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :

1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams et le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités ad hoc au sens des dispositions de l'interprétation SIC 12, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2013*
Crédilog I	Prêts hypothécaires	2002	500	- **
Crédilog II	Prêts hypothécaires	2003	1 000	124,8
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1 500	877,0

*En millions de dirhams
** Fonds liquidé

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I - GOUVERNANCE DES RISQUES
Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :
Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

Modalité d'exercice de la Direction Générale :
• Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
• Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
• L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté au CIH s'inscrit dans le cadre des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment la circulaire sur le contrôle interne (40/G/2007) et la Directive sur la bonne Gouvernance (50/G/2007), publiées en août 2007.

RÔLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

RÔLE DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

RÔLE DES STRUCTURES ET COMITÉS SPÉCIALISÉS DANS LA GESTION DES RISQUES ET LE CONTRÔLE

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte à des Comités de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Les structures
• La Direction des Engagements;
• La Direction des Risques;
• Le Pôle Conformité;
• La Direction de l'Audit et de l'Inspection Générale.

Les Comités de Direction Générale
• Le Comité de Management des Risques;
• Le Comité du Contrôle Interne ;
• Le comité de pilotage des risques de crédit
• Le Comité des Engagements ;
• Le Comité de Recouvrement ;
• Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
• Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
• Le Comité de Suivi du Contentieux ;
• Le Comité de Provisionnement ;
• Le Comité ALM ;
• Le Comité de Conformité ;
• Le comité des risques opérationnels.

II - PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et des dispositions réglementaires, le CIH a achevé un vaste chantier de formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques à respecter à chaque étape des processus de gestion des risques à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont validées par le Conseil d'Administration du CIH.

IDENTIFICATION

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour élaborer une cartographie par nature de risque. Ce chantier a abouti à la réalisation d'une première cartographie des risques de crédit et opérationnel.

MESURE

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.

Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

MAÎTRISE

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiés à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, …).

Limites
L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence
Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'exploitation (PCA).

CONTRÔLE ET SURVEILLANCE

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI…). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à surveiller régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

I - RISQUE DE CRÉDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Dans le cadre de la mise en place des méthodes avancées de calcul des risques de crédit, le CIH a élaboré :

• Un modèle de notation pour la promotion immobilière,
• Un modèle de notation pour les entreprises,
• Un modèle de sélection des bons payeurs pour la clientèle des professionnels,
• Des modèles de scoring à l'octroi et des modèles de notation pour les crédits à l'habitat et à la consommation.

PRINCIPES DE BASE RÉGISSANT L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT

L'activité de crédit au C.I.H s'appuie sur les principes de base suivants :

• Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
• Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
• Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opéré par des structures indépendantes ;
• Recours aux systèmes de notation pour les décisions d'octroi et de tarification.
• Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
• Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
• Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.

SURVEILLANCE ET PILOTAGE DU RISQUE DE CRÉDIT

DISPOSITIF DE SUIVI DU RISQUE DE CRÉDIT

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part. Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

ANALYSE DU PORTEFEUILLE DES ENGAGEMENTS

Répartition des encours de crédit par marché et par nature de crédit
La répartition de l'encours global des crédits par marchés de clientèle, au 31 Décembre 2013, reflète :
• Le positionnement stratégique de la banque autour du financement des besoins des particuliers et de la famille puisque les crédits aux particuliers représentent 65.91% du total des encours hors contentieux ;
• La forte concentration de l'activité de crédit à l'habitat, dans la mesure où les crédits à la production et à l'acquisition de logements représentent 94.30% des encours hors contentieux de la banque de détail ;
• La bonne répartition des risques de crédit puisque l'encours de crédits aux particuliers représente plus de la moitié.

Dans le domaine de la promotion immobilière, les deux régions du Grand Casablanca et du Rabat et région concentrent plus de la moitié de l'encours global (PI hors contentieux) des crédits.

Qualité du portefeuille de crédit
Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 2,6 milliards de Dirhams au 31/12/2013.

Le taux de CES s'établit à 6,96 % des engagements.

II - Risque Opérationnel

Définition du Risque Opérationnel
Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES OPÉRATIONNELS

Afin de cerner l'ensemble du périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels, la banque a mis en place un progiciel dédié et a assuré des actions de conduite de changement pour les intervenants dans le processus de gestion de ces risques. Ce progiciel permet une gestion en workflow des déclarations d'incidents (agences et entités centrales), des exercices d'autoévaluation et la conduite de plans d'actions correctives.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2013

LE PLAN DE CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action écrit, complet, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Le projet plan de continuité d'activité est en phase avancée; il couvre aujourd'hui 90% des processus vitaux de la banque.

III - Risque de marché

Définition du risque de marché
On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

• Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation;
• Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ

RÔLE DE LA SALLE DES MARCHES

La Direction Marchés des Capitaux est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

RÔLE DE LA DIRECTION DES RISQUES

La Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

IV - GESTION ACTIF – PASSIF

EVALUATION DES RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE LIQUIDITÉ

EVALUATION DU RISQUE GLOBAL DE TAUX

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par le CIH se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans…15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode et de l'impact d'une variation défavorable de taux, une sensibilité du bilan de la banque, au 31/12/2013, à une variation de +1% de la courbe des taux de -343 millions DH soit -10,46% des fonds propres réglementaires.

EVALUATION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :

• Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans…15 ans et plus de 15 ans) ;
• Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
• Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

COUVERTURE DES GAPS DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ.

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites prudentielles. Ces principales mesures (en l'absence de swaps de taux) sont les suivantes :

• Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
• L'émission de certificats de dépôts ;
• Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires ;
• L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
• Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts;
• Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
• La mise en place, le cas échéant, de lignes de refinancement auprès des actionnaires de référence.

SUIVI DES RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.

En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité du CIH. Ces données sont présentées en Comité ALM, Comité Management des Risques et Comité d'Audit.

V - RATIO DE SOLVABILITÉ ET ACTIFS PONDÉRÉS

Au 31 Décembre 2013, le ratio de solvabilité se situe à 15.81%, avec un total des fonds propres réglementaires de 3 279 Millions DH et un total des actifs pondérés de 20 738 Millions DH.

RISQUE DE CRÉDIT

En application de l'approche standard, les actifs pondérés au CIH au titre du Risque de crédit sont à 18 165 MDHS au 31 Décembre 2013 pour une consommation en fonds propres de 1 453 MDHS.

RISQUE DE MARCHÉ

Le CIH n'est pas assujetti au calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de change au 31/12/13 puisque la position de change globale située à 16.4 millions DH à cette date ne dépasse pas le seuil de 2% des fonds propres réglementaires arrêtés à 3 279 Millions DH et ne possède pas de portefeuille de négociation au 31/12/13.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Pour le risque opérationnel, c'est l'approche « indicateur de base » qui est adoptée par le CIH.

Les actifs pondérés au CIH au titre du Risque opérationnel représentent 2 573 MDHS au 31 Décembre 2013 pour une consommation en fonds propres de 206 MDHS.

INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 660 808 500 dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 26 608 085 (Vingt Six Millions Six Cent Huit Mille Quatre Vingt Cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ANNEE 2013

Le Conseil d'Administration réuni le 26/02/2014 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

	2013
Bénéfice de l'exercice	458 789 081,27
Déduction des pertes antérieures	-
Solde s'élevant à	458 789 081,27
Réserve légale (-)	22 939 454,06
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	283 308 586,30
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	719 158 213,51
Dividende par action	15
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	399 121 275,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	320 036 938,51

Le dividende de 15 dirhams par action sera mis en paiement, en numéraire, à partir du 1er juillet 2014.

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2013

BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/13	31/12/12
1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 460 839	1 065 298
2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Actifs financiers disponibles à la vente	1 287 586	3 471 907
5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	493 848	139 449
6. Prêts et créances sur la clientèle	31 790 220	31 513 969
7. Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Placements détenus jusqu'à leur échéance	2 220 549	-
9. Actifs d'impôt exigible	282 305	253 198
10. Actifs d'impôt différé	5 063	18 631
11. Comptes de régularisation et autres actifs	659 539	546 991
12. Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
13. Participations dans des entreprise mises en équivalence	561 818	549 375
14. Immeubles de placement	434 829	502 165
15. Immobilisations corporelles	961 487	779 163
16. Immobilisations incorporelles	116 986	120 528
17. Ecarts d'acquisition	174 884	184 884
Total de l'Actif	**41 449 953**	**39 145 559**

BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/13	31/12/12
1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	181	163
2.Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3.Instruments dérivés de couverture	-	-
4.Dettes envers les établissements de crédit assimilés	4 525 905	3 617 812
5.Dettes envers la clientèle	22 212 014	20 429 528
6.Titres de créance émis	8 581 948	9 100 111
7.Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8.Passifs d'impôt exigible	270 948	217 006
9.Passifs d'impôt différé	91 458	58 781
10.Comptes de régularisation et autres passifs	743 842	821 756
11.Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
12.Provsions techniques des contrats d'assurance	-	-
13.Provisions	230 516	243 420
14.Subventions et fonds assimillés	-	-
15.Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-	-
16.Capitaux propres	4 793 141	4 656 982
17.Capitaux propres part du groupe	4 702 663	4 570 461
18.Capital et réserves liées	2 660 809	2 660 809
19.réserves consolidées	1 521 845	1 421 866
20.Gains ou pertes latents ou différés	5 258	428
21.résultat de l'exercice	514 751	487 358
22.Intérêts minoritaires	90 478	86 521
Total du Passif	**41 449 953**	**39 145 559**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
1. + Intérêts et produits assimilés	2 372 833	2 244 627
2. - Intérêts et charges assimilées	(958 818)	(905 595)
3. MARGE D'INTERET	**1 414 015**	**1 339 032**
4. + Commissions (produits)	184 050	188 954
5. - Commissions (charges)	(17 270)	(21 041)
6. MARGE SUR COMMISSIONS	**166 779**	**167 913**
7. +/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2	12
8. +/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	23 517	5 233
9. + Produits des autres activités	492 723	99 448
10. - Charges des autres activités	(366 685)	(60 397)
11. PRODUIT NET BANCAIRE	**1 730 351**	**1 551 240**
12. - Charges générales d'exploitation	(870 466)	(831 255)
13. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(105 130)	(95 814)
14. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**754 755**	**624 171**
15. Coût du risque	(29 802)	(126 587)
16. RESULTATS D'EXPLOIATATION	**724 954**	**497 584**
17. +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	26 662	32 599
18. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	17 408	148 577
19. +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	3 478	-
20. RESULTAT AVANT IMPOT	**772 501**	**678 759**
21. - Impôt sur les résultats	(258 116)	(187 105)
22. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
23. RESULTAT NET	**514 385**	**491 654**
24. Intérêts minoritaires	366	(4 296)
25. RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**514 751**	**487 358**
26. Résultat de base par action en dirham	19,3	18,3
27. Résultat dilué par action en dirham	19,3	18,3

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE DU 01 JANVIER 2013 AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers MAD)

FLUX DE TRESORERIE	31/12/13	31/12/12
1. Résultat avant impôts	**772 501**	**678 760**
2. +/- Dotations nettes aux amortssements des immobilisations corporelles et incorporelles	400 007	95 814
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	(458)	(1 445)
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(316 626)	(49 277)
5. +/- Dotations nettes aux provisions	(70 537)	(32 726)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(26 662)	(32 599)
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(8 286)	(25 197)
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(2 133)	(487)
9. +/- Autres mouvements	(21 801)	(25 869)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	**(46 496)**	**(71 784)**
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	571 712	816 545
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 843 733	(1 260 057)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 187 716	(1 208 966)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(175 509)	(250 469)
15. - Impôts versés	(258 116)	(187 105)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	**4 169 536**	**(2 090 052)**
17. = FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	**4 895 541**	**(1 483 076)**
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(2 172 323)	(313 609)
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	0	
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(351 348)	(100 186)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	**(2 523 671)**	**(413 796)**
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(384 767)	(302 442)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(516 155)	1 353 759
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	**(900 922)**	**1 051 317**
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et equivalents de trésorerie	**-**	**-**
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)	**1 470 948**	**(845 554)**

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/13	31/12/12
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	**971 051**	**1 816 605**
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	1 065 136	1 654 804
29. Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprés des établissements de crédit	(94 084)	161 801
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA ÉCLOTURE	**2 441 999**	**971 051**
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	2 460 658	1 065 136
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	(18 659)	(94 084)
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	**1 470 948**	**(845 554)**

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

	31/12/12	31/12/13
Résultat net	**491 655**	**514 385**
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	**-5 019**	**-8 157**
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-5 019	4 830
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Application IAS 19 révisée	-	-12 987
Eléments relatifs aux sociétés mise en équivalence	**-**	**-**
Total cumulé	**486 636**	**506 228**
Part du groupe	482 339	506 594
Part des minoritaires	4 296	-366

VALEURS EN CAISSE

(en milliers MAD)

	31 Décembre 2013		31 Décembre 2012	
Valeur	**Actif**	**Passif**	**Actif**	**Passif**
Caisse	387 552	-	311 928	-
Banques centrales, CCP	2 073 287	181	753 370	163
Total	**2 460 839**	**181**	**1 065 298**	**163**

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2013

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES DU 01 JANVIER 2013 AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers MAD)

	Capital (1)	réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres part Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	total (8)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	2 660 809	-	-	1 920 846	428	4 582 082	86 521	4 668 603
Impact des changements de méthodes	-	-	-	(11 304)	-	(11 304)	-	(11 304)
Autres mouvements	-	-	-	(317)	-	(317)	-	(317)
Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2012	**2 660 809**	-	-	**1 909 225**	**428**	**4 570 461**	**86 521**	**4 656 982**
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiments fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(372 513)	-	(372 513)		(372 513)
Résultat de l'exercice	-	-	-	**514 751**	-	**514 751**	**(366)**	**514 385**
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (B)	-	-	-	-	4 830	4 830	-	4 830
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)	-	-	-	-	4 830	4 830	-	4 830
Variation de périmètre	-	-	-	(1 826)		(1 826)	4 323	2 497
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2013	2 660 809	-	-	2 049 636	5 258	4 715 703	90 478	4 806 181
Changement de methodes comptables et correction d'erreurs	-	-	-	(12 987)	-	(12 987)	-	(12 987)
Autres mouvements	-	-	-	(53)	-	(53)	-	(53)
Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2013	**2 660 809**	-	-	**2 036 596**	**5 258**	**4 702 663**	**90 478**	**4 793 141**

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2013	Valeur 31/12/2012
Titres à revenus variables	-	-
Cotés	8 359	8 680
Non cotés	13 213	12 838
Titres à revenus fixes	-	-
Cotés	102	459
Non cotés	1 253 377	3 437 679
Autres (parts opcvm)	12 535	12 250
Total	**1 287 586**	**3 471 907**
Dont gains et pertes latents	5 258	428
Dont provisions pour dépréciation	201 905	202 879

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

	Valeur brute au 31/12/2013	Valeur brute au 31/12/2012
A vue	**483 058**	**139 466**
Comptes ordinaires	165 985	124 887
Prêts et comptes au jour le jour	300 000	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	17 074	14 579
A terme	**11 008**	**-**
Prêts et comptes à terme	-	-
Prêts subordonnées et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachés	11 008	-
Autres prêts et créances	-	-
Total Brut	**494 067**	**139 466**
Dépréciation	219	17
Total Net	**493 848**	**139 449**

GOODWILL

(en milliers MAD)

	31/12/12	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	Reclassement	31/12/13
Valeur brute	**185 184**	-	**10 000**	-	-	**175 184**
Les Omayades (fonds commercial)	10 000	-	10 000	-	-	-
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
Sofac	174 884	-	-	-	-	174 884
Cumul des pertes de valeur	**300**	**-**	**-**	**-**	**-**	**300**
Les Omayades (fonds commercial)	0	-	-	-	-	-
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
Valeur nette au bilan	**184 884**	**-**	**10 000**	**-**	**-**	**174 884**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers MAD)

Valeur brute	31/12/12	Impact Variation Périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	31/12/13
Valeur brute	290 993	101	29 374	122	320 346
Amortissement & dépréciation	170 464	100	32 820	24	203 360
Net	**120 528**	-	-	-	**116 986**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/13	Total 31/12/12
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	-	**40 000**	**1 293 250**	**145 337**	**1 478 587**	**1 576 416**
- Comptes à vue débiteurs	-	-	670 672	68 820	739 492	616 536
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	58 586	-	58 586	43 175
- Crédits à l'exportation	-	-	9 577	-	9 577	6 994
- Autres crédits de trésorerie	-	**40 000**	554 415	76 517	670 932	909 711
Crédits à la consommation	-	-	-	**2 954 106**	**2 954 106**	**2 440 185**
Crédits à l'équipement	-	-	**682 807**	-	**682 807**	**696 007**
Crédits immobiliers	-	-	**6 178 827**	**18 008 777**	**24 187 604**	**23 779 122**
Autres crédits	-	**46 015**	**2 197**	**1 314 281**	**1 362 493**	**1 664 989**
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à recevoir	-	-	**3 343**	**16 964**	**20 307**	15 671
Créances en souffrance	-	-	**572 092**	**2 035 438**	**2 607 531**	**3 321 124**
Dépréciation	-	-	**136 860**	**1 371 340**	**1 508 201**	**1 981 147**
- Sur base individuelle	-	-	-32 506	1 343 549	1 311 043	1 751 650
- Sur base collective	-	-	169 366	27 791	197 157	229 497
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créancees relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	**4 985**	**4 985**	**1 601**
TOTAL	-	**86 015**	**8 595 657**	**23 108 548**	**31 790 220**	**31 513 969**

IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Actifs d'impôt différé	5 063	18 631
Passifs d'impôt différé	91 458	58 781
Position nette	**(86 395)**	**(40 151)**

IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2012	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/12/2013	Juste valeur au 31/12/2013
Valeur brute	680 419	17 581	83 971	614 029	785 569
Amortissement & Dépréciation	178 255	5 561	4 616	179 200	
Net	**502 165**	-	-	**434 829**	-

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/12	Application IAS 19 révisée	Impact variation perimetre	Augmentation	Diminution	31/12/13
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	24 985	-	-	381	990	24 376
Provisions pour affaires sociales	25 981	-	-	2 871	3 308	25 543
Provisions pour autres risques et charges	99 656	-	3 988	2 680	51 065	55 259
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	92 798	20 615	-	17 187	5 262	125 338
TOTAL	**243 420**	**20 615**	**3 988**	**23 119**	**60 625**	**230 516**

Ventilation des provisions	31/12/12	31/12/13
Court terme	-	-
Long terme	243 420	230 516
TOTAL	**243 420**	**230 516**

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2013

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/13	31/12/12
Engagements de financements et de garantie donnés	**3 482 117**	**3 416 361**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**189 041**	**158 860**
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	189 041	158 860
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**2 975 582**	**2 840 780**
- Crédits documentaires import	4 962	26 538
- Acceptations ou engagements de payer	87 901	86 230
- Ouvertures de crédit confirmés	2 861 471	2 707 361
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	20 448	20 652
- Autres engagements de financement donnés	800	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**869**	**10 531**
- Crédits documentaires export confirmés	869	10 531
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**316 625**	**406 190**
- Garanties de crédits données	8 192	8 481
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	258 444	206 910
- Autres cautions et garanties données	42 741	184 856
- Engagements en souffrance	7 248	5 943
Engagements de financements et de garantie reçus	**4 640 060**	**4 357 155**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**625**	**-**
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	625	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**4 639 435**	**4 357 155**
- Garanties de crédits	4 639 435	4 357 155
- Autres garanties reçues	-	-

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablis de crédit à l'étranger	Total 31/12/13	Total 31/12/12
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établis de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	102 272	9 435	277	111 984	23 100
Valeurs données en pension	2 047 411	-	-	-	2 047 411	1 455 322
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	2 047 411	-	-	-	2 047 411	1 455 322
Emprunts de trésorerie	70 000	200 000	-	-	270 000	533 921
- au jour le jour	-	-	-	-	-	105 921
- à terme	70 000	200 000	-	-	270 000	428 000
Emprunts financiers	-	2 037 717	-	-	2 037 717	1 566 917
Autres dettes	-	43 230	-	-	43 230	26 857
Intérêts courus à payer	2 244	13 319	-	-	15 563	11 695
TOTAL	**2 119 655**	**2 396 538**	**9 435**	**277**	**4 525 905**	**3 617 812**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/13	Total 31/12/2012
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	-18 304	3 284 912	8 077 270	11 343 877	10 013 087
Comptes d"épargne	-	-	8 423	3 372 241	3 380 664	3 005 243
Dépôts à terme	-	42 500	1 000 234	4 048 794	5 091 528	4 700 142
Autres comptes créditeurs	-	2 063	71 337	1 331 613	1 405 013	1 552 439
Intérêts courus à payer	-	470	11 065	44 791	56 326	61 942
Autres dettes envers la clientèle	-	-	-	934 606	934 606	1 096 674
TOTAL	-	**26 729**	**4 375 971**	**17 809 314**	**22 212 014**	**20 429 528**

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

Libelle	31/12/12	Augmentation	Diminution	31/12/13
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	5 333 700	3 179 500	3 376 300	5 136 900
Intérêts courus non échus	102 045	84 489	94 209	92 325
Emprunts obligataires	1 526 630	-	99 990	1 426 640
Intérêts courus non échus	53 103	50 785	53 103	50 785
Autres dettes représentées par un titre	2 015 073	-	202 700	1 812 373
Intérêts courus non échus	69 560	62 926	69 560	62 926
TOTAL	**9 100 111**	**3 377 700**	**3 895 863**	**8 581 948**

MARGE D'INTÉRÊT

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Sur opérations avec les établissements de crédits	7 225	23 233
Sur opérations avec la clientèle	2 235 370	2 109 822
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	103 832	110 634
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	25 414	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	991	938
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	**2 372 833**	**2 244 627**
Sur opérations avec les établissements de crédits	186 988	106 196
Sur opérations avec la clientèle	365 819	389 184
Actifs financiers disponibles à la vente	185	-
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	-	-
Sur dettes représentées par titres	402 779	408 045
Sur dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	3 047	2 170
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Charges d'intérêts	**958 818**	**905 595**

COMMISSIONS NETTES

(en milliers MAD)

	31/12/2013			31/12/2012		
	Produits	charges	Net	Produits	charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits	-	5 470	-5 470	-	6 160	-6 160
Sur opérations avec la clientèle	26 918	-	26 918	45 378	-	45 378
Sur opérations sur titres	9 563	-	9 563	9 914	-	9 914
Sur opération de change	3 488	-	3 488	3 044	-	3 044
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestations de services bancaires et financiers	144 081	11 801	132 280	130 618	14 881	115 736
- Produits nets de gestions d'OPCVM	-	-	-	-	-	-
- Produits nets sur moyens de paiemennt	57 296	-	57 296	49 177	-	49 177
- Autres	86 785	11 801	74 984	81 441	14 881	66 560
Produits nets des commissions	**184 050**	**17 270**	**166 779**	**188 954**	**21 041**	**167 913**

GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Dividendes reçus et produits sur AFS	28 383	5 951
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs disponibles à la vente	687	-769
Dépréciation durable	-6 756	-50
Reprise de dépréciation	1 203	101
Solde des relations de couverture des instruments de couverture de la JV des AFS, lorsque l'élément couvert est cédé	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	**23 517**	**5 233**

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

(en milliers MAD)

Dénomination sociale	Pays	Déc-13		Déc-12		Méthode de consolidation
		% intérêts	*% contrôle*	*% intérêts*	*% contrôle*	
CIH	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Consolidante
CIH Courtage	Maroc	**100%**	**100%**	100%	100%	Intégration globale
Maghreb Titrisation	Maroc	**24%**	**24%**	24%	24%	Mise en équivalence
Maroc Leasing	Maroc	**34%**	**34%**	34%	34%	Mise en équivalence
Sofac	Maroc	**61%**	**61%**	60%	60%	Intégration globale
Sofassur	Maroc	**61%**	**61%**	60%	60%	Intégration globale
Tivoli	Maroc	**89%**	**89%**	-	-	Intégration globale
Crédilog 1	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 2	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 3	Maroc	**N/A**	**N/A**	N/A	N/A	Intégration globale

COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2013

Détail des charges

Détail des charges	31/12/13	31/12/12
Salaires	214 673	205 993
Indemnités diverses	159 455	149 407
Cotisations sociales	89 592	84 746
Autres charges de personnel	8 108	9 561
Total	**471 827**	**449 708**

Effectif fin de période

Effectif fin de période	31/12/13	31/12/12
Employés	700	545
Cadres	1 224	1 195
Total	**1 924**	**1 740**

Avantages du personnel

Montant (Provisions) au 1er janvier 2012	**(90 387)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(12 982)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	5 797
Variation de périmètre	(5 749)
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2012	**(103 321)**
Montant (Provisions) au 1er janvier 2013	**(103 321)**
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(17 458)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	5 262
Application IAS 19 révisée	(20 615)
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2013	**(136 132)**

ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers MAD)

	Indemnités de départ à la retraite			Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi		
	31-déc-13	31/12/2012 (IAS 19 révisée)	31-déc-12	31-déc-13	31/12/2012 (IAS 19 révisée)	31-déc-12
Engagement net	**45 632**	**36 080**	**34 585**	**90 500**	**75 172**	**73 697**
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	(9 428)		4 467	4 467
Actif/Provision net figurant au bilan	**45 632**	**36 080**	**25 157**	**90 500**	**79 640**	**78 164**

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31/12/13	31/12/12	31/12/13	31/12/12
Sensibilité de l'engagement	-9%	-10%	-6%	-7%
Sensibilité du coût des services	-15%	-11%	-8%	-9%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	10%	8%	7%	13%

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Charges de personnel	471 827	449 708
Impôts et taxes	28 164	24 579
Services extérieurs et autres charges	370 474	356 969
Charges d'exploitation	**870 466**	**831 255**

PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtelière	13 854	-
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-6 378	-
Variations de juste valeur des immeuble de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & Reprises sur immeubles de placement	-12 650	(16 642)
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	474 664	99 448
Autres charges	-343 452	(43 755)
Produits et charges nets des autres activités	**126 038**	**39 051**

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	31/12/13	31/12/12
Dotations nettes des reprises aux amortissements des Immobilisations corporelles et incorporelles	-105 130	-95 814
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	**-105 130**	**-95 814**

COÛT DU RISQUE

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Dotations aux provisions	**410 652**	**435 795**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	405 306	420 043
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	7 570
Provisions pour risques et charges	5 346	8 182
Reprise de provisions	**674 633**	**519 518**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	668 043	492 139
Provisions pour dépréciation des titres AFS	624	-
Provisions pour risques et charges	5 965	27 380
Variation des provisions	**-263 980**	**-83 723**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	321 845	272 473
Récupérations sur prêts et créances amorties	-28 063	-62 163
Autres pertes	-	-
Coût du risque	**29 802**	**126 587**

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

	31 Décembre 2013	31 Décembre 2012
Résultat net part du Groupe	514 751	487 358
Nombre d'actions ordinaires émises	26 608 085	26 608 085
Résultat par action de base et dilué en DH	**19,3**	**18,3**

GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**1 037**	**23 993**
Plus-values de cession	11 481	24 036
Moins-values de cession	-10 444	-43
Titres de capitaux propres consolidés	**-**	**-**
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	**16 370**	124 584
Gains ou pertes nets sur autres actifs	**17 408**	**148 577**

VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Ecart d'acquisition négatifs	3 478	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	**3 478**	**-**

IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Charge d'impôts exigibles	276 275	221 418
Charge d'impôts différés	-18 160	-34 313
Charge d'impôt de la période	**258 116**	**187 105**

	31/12/13	31/12/12
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	745 839	646 161
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	275 960	239 080
Ecart taux mère/filiales	(429)	(1 244)
Effet différences permanentes	(17 415)	(50 731)
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge effective d'impôts	**258 116**	**187 105**

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

(en milliers MAD)

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
Maghreb Titrisation	2 625	1 265	18 584	14 363	308
Maroc Leasing	559 193	77 487	12 162 081	90 231	26 354
Total	**561 818**	**78 752**	**12 180 665**	**104 594**	**26 662**

PASSIFS EVENTUELS

Maroc Leasing a fait l'objet d'un contrôle de l'administration fiscale, au titre de l'ex-Chaabi Leasing, portant sur les exercices 2007 à 2008 inclus, couvrant l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu, et sur les exercices 2006 à 2008 pour la taxe sur la valeur ajoutée. Par ailleurs, Maroc Leasing a reçu en 2013 une nouvelle notification suite à un deuxième contrôle fiscal qui a porté sur l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu pour les exercices 2009 à 2012 inclus, ainsi que sur la taxe sur la valeur ajoutée pour les exercices 2007 à 2012 inclus. Le management a apporté une réponse aux deux notifications reçues en rejetant l'essentiel des redressements.

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013

Deloitte.
Deloitte Audit
288, Boulevard Zektouni
Casablanca - Maroc

MAZARS
Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca - Maroc

CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) et ses filiales (Groupe CIH) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1er janvier au 31 décembre 2013. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 4.793.141 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 514.385 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) arrêtés au 31 décembre 2013, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 26 février 2014

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
CASABLANCA
Tél : 05 22 25 26 34/81
Fax : 05 22 27 40 78

Fawzi BRITEL
Associé

Mazars Audit et Conseil

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Bd. Abdelmoumen
20 360 CASABLANCA
Tél. : 0522 423 422 (L.G)
Fax : 0522 423 400

Kamal MOKDAD
Associé Gérant

ETAT A1 : ETAT DES PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

Les comptes sociaux du CIH relatifs à l'exercice arrêté au 31 Décembre 2013 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

PRINCIPES GENERAUX :

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Présentation générale :

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :

- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
- Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autre crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Il est à noter que les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont désormais comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance :

Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.

Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
- Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
  - 20% pour les créances pré-douteuses,
  - 50% pour les créances douteuses ;
  - 100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont constituées de l'ensemble des encours dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré.

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement…) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

Radiation des créances en souffrance : Conformément à la directive de BANK AL-MAGHRIB relative à la radiation des créances en souffrance, la banque a procédé au 31/12/2013 à la radiation des créances en souffrance éligibles pour un montant brut de 122 MDH.

PORTEFEUILLE DE TITRES :

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de créance ou titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

La banque ne détient pas de titres de transaction au 31/12/2013.

A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.

Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent, Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.

Les plus- et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amortis mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES A VUE ET A TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent une provision pour risques généraux d'un montant de 215,2 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Commissions

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

BILAN AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**2 450 408**	**1 057 140**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**641 648**	**64 519**
- A vue	140 748	64 519
- A terme	500 900	-
Créances sur la clientèle	**27 142 112**	**27 179 287**
- Crédits de trésorerie et à la consommation	2 230 454	2 371 581
- Crédits à l'équipement	808 808	698 148
- Crédits immobiliers	23 190 476	22 583 781
- Autres crédits	912 374	1 525 777
Créances acquises par affacturage	**-**	**-**
Titres de transaction et de placement	**1 330 334**	**3 537 620**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 213 431	3 407 119
- Autres titres de créance	39 186	30 686
- Titres de propriété	77 717	99 815
Autres actifs	**673 484**	**469 053**
Titres d'investissement	**2 220 549**	**-**
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 220 549	-
- Autres titres de créance	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	**862 735**	**831 760**
Créances subordonnées	**-**	**-**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**-**	**-**
Immobilisations incorporelles	**133 456**	**141 869**
Immobilisations corporelles	**1 028 693**	**1 095 783**
	-	**-**
	-	-
Total de l'Actif	**36 483 420**	**34 377 032**

BILAN AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**2 581 782**	**1 944 236**
- A vue	52 942	49 957
- A terme	2 528 840	1 894 279
Dépôts de la clientèle	**20 425 330**	**18 510 477**
- Comptes à vue créditeurs	11 362 502	10 025 950
- Comptes d'épargne	3 380 664	3 005 243
- Dépôts à terme	5 147 854	4 762 084
- Autres comptes créditeurs	534 310	717 200
Titres de créance émis	**8 018 987**	**8 537 276**
- Titres de créance négociables	4 666 264	4 872 909
- Emprunts obligataires	1 477 425	1 579 733
- Autres titres de créance émis	1 875 299	2 084 633
Autres passifs	**874 731**	**903 582**
Provisions pour risques et charges	**299 004**	**284 152**
Provisions réglementées	**-**	**-**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**
Réserves et primes liées au capital	**880 678**	**858 334**
Capital	**2 660 809**	**2 660 809**
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	**283 309**	**231 279**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**458 789**	**446 887**
Total du passif	**36 483 420**	**34 377 032**

HORS BILAN AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
ENGAGEMENTS DONNES	**3 454 421**	**3 389 767**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	189 041	158 860
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	2 955 134	2 820 128
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	869	10 531
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	309 378	400 247
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	**4 640 061**	**4 357 155**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédi et assimilés	625	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	4 639 436	4 357 155
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

	2013	2012	2011
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	**4 283 584**	**4 197 309**	**4 043 111**
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE	**-**	**-**	**-**
1- Produit net bancaire	**1 438 202**	**1 367 034**	**1 311 420**
2- Résultat avant impôts	725 150	660 470	579 612
3- Impôts sur les résultats	266 361	213 583	175 096
4- Bénéfices distribués	372 513	292 689	136 842
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou	283 309	231 279	139 677
en instance d'affectation)	-	-	-
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)	**-**	**-**	**-**
Résultat net par action ou part sociale	17,2	16,8	15
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	11	6
PERSONNEL	**-**	**-**	**-**
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	412 260	399 887	385 346
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2013

(en KDH)

NUMERO DU TITRE FONCIER	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et /ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	79 633	715	78 918	72 945	4 434	10 407
Immobilisation incorporelles hors exploitation	10 000	-	10 000	17 048	7 048	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**89 633**	**715**	**88 918**	**89 992**	**11 482**	**10 407**

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**2 263 713**	**2 159 006**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	15 233	23 218
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 817 428	1 778 501
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	130 897	110 634
Produits sur titres de propriété	98 392	76 705
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	157 040	145 756
Autres produits bancaires	44 723	24 192
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**825 511**	**791 972**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	86 184	70 027
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	316 698	275 478
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	376 585	398 641
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	46 044	47 825
PRODUIT NET BANCAIRE	**1 438 202**	**1 367 034**
Produits d'exploitation non bancaire	62 203	47 501
Charges d'exploitation non bancaire	10 937	4
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**784 976**	**778 960**
Charges de personnel	412 260	399 887
Impôts et taxes	24 562	23 241
Charges externes	227 486	237 344
Autres charges générales d'exploitation	25 683	26 458
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	94 985	92 031
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**502 977**	**563 154**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	215 643	270 451
Pertes sur créances irrécouvrables	265 099	212 413
Autres dotations aux provisions	22 235	80 289
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**484 130**	**494 339**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	442 144	417 844
Récupérations sur créances amorties	23 479	60 333
Autres reprises de provisions	18 507	16 162
RESULTAT COURANT	**685 646**	**566 758**
Produits non courants	62 049	124 151
Charges non courantes	22 546	30 438
RESULTAT AVANT IMPOTS	**725 150**	**660 470**
Impôts sur les résultats	266 361	213 583
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**458 789**	**446 887**

ETAT DES DEROGATIONS AU 31/12/2013

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES AU 31/12/2013

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changements affectant les règles de présentation		

ETAT DES SOLDES DE GESTION AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
+ Intérêts et produits assimilés	1 963 558	1 912 353
- Intérêts et charges assimilées	779 467	744 147
MARGE D'INTERET	**1 184 091**	**1 168 206**
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	**-**	**-**
+ Commissions perçues	160 528	148 801
- Commissions servies	5 164	3 422
Marge sur commissions	**155 364**	**145 379**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	200	857
+ Résultat des opérations sur titres de placement	1 480	-8 374
+ Résultat des opérations de change	13 945	15 289
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	**15 625**	**7 773**
+ Divers autres produits bancaires	118 258	78 149
- Diverses autres charges bancaires	35 135	32 473
PRODUIT NET BANCAIRE	**1 438 202**	**1 367 034**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	389,34	0
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	62 203	47 501
- Autres charges d'exploitation non bancaire	10 407	4
- Charges générales d'exploitation	784 976	778 960
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**705 413**	**635 572**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	-15 119	-4 688
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-4 648	-64 127
RESULTAT COURANT	**685 646**	**566 758**
RESULTAT NON COURANT	**39 504**	**93 713**
- Impôts sur les résultats	266 361	213 583
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**458 789**	**446 887**

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite) DU 01/01/2013 AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/12/13	31/12/12
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**458 789**	**446 887**
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	94 985	92 031
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	111	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	19 366	75 000
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	11 844	188
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	11 481	23 886
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	10 407	4
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	**-**	**-**
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	530	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**560 862**	**589 846**
- Bénéfices distribués	372 513	292 688
AUTOFINANCEMENT	**188 349**	**297 158**

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/13	Total 31/12/12
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	-	**40 000**	**1 293 250**	**145 337**	**1 478 587**	**1 576 416**
- Comptes à vue débiteurs	-	-	670 672	68 820	739 492	616 536
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	58 586	-	58 586	43 175
- Crédits à l'exportation	-	-	9 577	-	9 577	6 994
- Autres crédits de trésorerie	-	40 000	554 415	76 517	670 932	909 711
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	**748 731**	**748 731**	**788 540**
CREDITS A L'EQUIPEMENT	-	-	**803 977**	-	**803 977**	**696 007**
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	**6 178 827**	**17 006 926**	**23 185 753**	**22 581 400**
AUTRES CREDITS	-	**46 015**	**2 197**	-	**48 212**	**308 548**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	-	**3 953**	**8 741**	**12 694**	**11 174**
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	**242 505**	**621 653**	**864 158**	**1 217 202**
- Créances pré-douteuses	-	-	-	175 023	175 023	561 909
- Créances douteuses	-	-	-	82 818	82 818	149 261
- Créances compromises	-	-	242 505	363 812	606 317	506 048
TOTAL	-	**86 015**	**8 524 709**	**18 531 388**	**27 142 112**	**27 179 287**

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2013	Total 31/12/12
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	**2 066 323**	**866**	**30 959**	**92 768**	**2 190 916**	**800 608**
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	-	**300 000**	-	**300 000**	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	300 000	-	300 000	-
PRETS FINANCIERS	-	-	**200 000**	-	**200 000**	-
AUTRES CREANCES	-	**15 707**	-	**444**	**16 151**	**14 557**
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	-	**901**	-	**901**	-
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	**4**	-	**4**	**5**
TOTAL	**2 066 323**	**16 573**	**531 863**	**93 212**	**2 707 971**	**815 170**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/13	Total 31/12/12
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	**1 802**	-	**55**	**2 853**	**4 711**	**4 838**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	**1 802**	-	**55**	**2 853**	**4 711**	**4 838**
TITRES NON COTES	**30 000**	**3 387 380**	**60 176**	**8 500**	**3 486 056**	**3 445 590**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	**3 387 380**	-	-	**3 387 380**	**3 334 397**
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	**30 000**	-	-	**8 500**	**38 500**	**29 903**
TITRES DE PROPRIETE	-	-	**60 176**	-	**60 176**	**81 290**
ICNE	**686**	**46 601**	**12 830**	-	**60 117**	**87 192**
TOTAL	**32 488**	**3 433 981**	**73 061**	**11 353**	**3 550 884**	**3 537 620**

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01 JANVIER 2013 AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
Produits d'exploitation bancaire perçus	2 226 406	2 129 008
Récupérations sur créances amorties	23 479	60 333
Produits d'exploitation non bancaire perçus	112 771	147 766
Charges d'exploitation bancaire versées	(1 088 991)	(995 902)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(22 546)	(30 438)
Charges générales d'exploitation versées	(689 991)	(686 929)
Impôts sur les résultats versés	(266 361)	(213 583)
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**294 769**	**410 254**
Variation de :	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(577 129)	170 567
Créances sur la clientèle	263 593	(1 844 049)
Titres de transaction et de placement	2 208 079	(1 193 673)
Autres actifs	(204 955)	201 510
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	637 546	554 408
Dépôts de la clientèle	1 914 853	1 063 293
Titres de créance émis	(518 288)	798 273
Autres passifs	(28 851)	(332 532)
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**3 694 847**	**(582 204)**
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**3 989 616**	**(171 949)**
Produit des cessions d'immobilisations financières	500	200
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	75 397	57 904
Acquisition d'immobilisations financières	(2 231 086)	(67 616)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(103 542)	(153 497)
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	34 895	29 983
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**(2 223 835)**	**(133 026)**
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	(372 513)	(292 689)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**(372 513)**	**(292 689)**
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	**1 393 267**	**(597 664)**
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**1 057 140**	**1 654 804**
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**2 450 408**	**1 057 140**

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

(en KDH)

NATURE	Solde au début de l ' exercice 1	Operations comptables de l 'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collecteé	147 927	185 199	193 020	140 106
B. TVA à récupérer	11 735	84 898	83 198	13 435
Sur charges	7 156	74 194	70 172	11 178
Sur immobilisations	4 579	10 704	13 026	2 257
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	136 192	100 301	109 822	126 671

** Y compris la TVA RS int crediteurs, prime actuarielle, change*

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	-	-	-	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	1 304 474	1 305 499	1 238 500	9 868	8 843	8 843
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	1 198 887	1 193 183	1 200 000	938	6 642	6 642
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	38 500	38 537	38 500	37	-	-
TITRES DE PROPRIETE	67 088	73 779	ND	8 893	2 201	2 201
TITRES D'INVESTISSEMENT	2 195 136	2 191 439	2 200 000	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2 195 136	2 191 439	2 200 000	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2013	Total 31/12/12
	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	9 435	277	9 712	23 100
VALEURS DONNEES EN PENSION	2 047 411	-	-	-	2 047 411	1 455 322
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	2 047 411	-	-	-	2 047 411	1 455 322
EMPRUNTS DE TRESORERIE	70 000	400 000	-	-	470 000	428 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	70 000	400 000	-	-	470 000	428 000
EMPRUNTS FINANCIERS	-	3 967	-	-	3 967	3 967
AUTRES DETTES	-	43 230	-	-	43 230	26 857
INTERETS COURUS A PAYER	2 244	5 218	-	-	7 462	6 990
TOTAL	2 119 655	452 415	9 435	277	2 581 782	1 944 236

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE AU 31/12/2013

(en nombre)

	D≤ 1 mois	1 mois <D≤ 3 mois	3 mois <D≤ 1 an	1 an <D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF	-	-	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 333	303 333	16 667	176 667	-	500 000
Créances sur la clientèle	566 884	227 857	6 565 446	2 277 642	15 751 712	25 389 541
Titres de créance	-	400 000	529 575	2 194 445	298 056	3 422 076
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	570 217	931 190	7 111 688	4 648 754	16 049 768	29 311 617
PASSIF	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 731 219	386 191	400 000	-	3 968	2 521 378
Dettes envers la clientèle	641 043	1 716 473	2 671 989	62 022	-	5 091 527
Titres de créance émis		258 500	3 395 060	1 456 395	2 710 957	7 820 912
Emprunts subordonnées	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 372 262	2 361 164	6 467 049	1 518 417	2 714 925	15 433 818

DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	2 337
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	2 337
Débiteurs divers	564 914
- Sommes dues par l'Etat	551 710
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	907
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	12 297
Valeurs et emplois divers	1 127
- Valeurs et emplois divers	1 127
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	307
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	49 150
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	35 687
- Produits à recevoir	32 610
- Charges constatées d'avance	3 077
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	19 851
Créances en souffrance sur opérations diverses	93 448
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	-93 337
TOTAL	673 484

DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	931
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	697 917
- Sommes dues à l'Etat	625 122
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	16 707
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	228
- Sommes dues au personnel	13 148
- Fournisseurs de biens et service	16 168
- Divers autres Créditeurs	26 544
Comptes d'ajustement de hors bilan	469
Comptes d'écart sur devises et titres	-
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	122 700
- Charges à payer	122 700
- Produits constatés d'avance	-
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	52 715
TOTAL	874 731

DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/13	Total 31/12/12
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	4	3 285 228	8 077 270	11 362 502	10 025 950
COMPTES D'EPARGNE	-	-	8 423	3 372 241	3 380 664	3 005 243
DEPOTS A TERME	-	42 500	1 000 234	4 048 794	5 091 528	4 700 142
AUTRES COMPTES CREDITEURS	-	2 063	71 337	460 910	534 310	717 200
INTERETS COURUS A PAYER	-	470	11 065	44 791	56 326	61 942
TOTAL	-	45 037	4 376 287	16 004 006	20 425 330	18 510 469

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

Societé	Secteur d'activité	Capital social	Taux de participation	Valeur comptable brute	Provisions	Valeur comptable nette	Extrait des dérniers états de synthése de la société émettrice (en 1.000 DH)			Produits inscrits au CPC (en 1.000 DH)
							Date d'arrêté	Situation nette	Résultat net	
Participations dans des entreprises liées	-	-	-	**822 137**	-	**822 137**	-	-	-	**25 666**
MAROCLEASING	Crédit bail	277 677	34,01%	519 341	-	519 341	31/12/12	785 879	60 407	14 166
SOFAC	Crédit à la consommation	141 666	60,50%	300 579	-	300 579	31/12/12	195 146	10 656	-
MAGHREB TITRISATION	Titrisation de créances	5 000	24,33%	1 217	-	1 217	31/12/12	9 242	2 297	-
CIH COURTAGE	Cabinet captif d'assurances	1 000	100,00%	1 000	-	1 000	31/12/12	12 829	11 616	11 500
Autres titres de participations	-	-	-	**242 034**	**201 436**	**40 598**	-	-	-	**8 810**
NEW SALAM	Sté hoteliére	215 000	65,12%	140 000	140 000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	Sté hoteliére	83 569	89,36%	67 856	40 000	27 856	31/12/12	28 314	-13 065	-
PALM-BAY	Sté d'aménagement	100 000	85,00%	10 000	10 000	-	-	-	-	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	100 000	7,00%	7 000	-	7 000	31/12/12	232 896	66 163	8 120
LES HOTELS MAHD SALAM (ex SI NATHALIE)	Filiale immobiliére	3 000	100,00%	5 194	5 194	-	31/12/12	2 419	-69	-
SICOPAR	Sté de travaux de construction	37 000	10,03%	3 737	3 737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKAN	Immobilier	20 000	10,00%	2 000	-	2 000	31/12/12	44 043,84	6 509	-
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	Siége GPBM	19 000	6,67%	1 267	-	1 267	31/12/12	21 157	242	-
SOCIETE DE BOURSE MSIN	Sté de bourse	10 000	10,00%	1 000	-	1 000	31/12/12	12 488,86	-2 328	-
SIDETSA	Sté hoteliére	6 100	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
INTERBANK	Monétique	11 500	6,00%	690	-	690	31/12/12	25 148	11 678	690
DAR AD-DAMANE	Sté de cautionnement	75 000	0,67%	500	-	500	31/12/12	223 318	1 091	
FONDS DE GARANTIE DE DAR AD DAMANE	Fonds de garantie	-	-	750	750	-	-	-	-	-
SED FES	Sté d'aménagement	10 000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
IMEG C/C	Travaux infrmatiques	2 100	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
MAROCLEAR	Dépositaire central	20 000	1,38%	275	-	275	**31/12/12**	239 969	24 061,69	-
RHOSN ENNAKHIL	Sté hoteliére	100	100,00%	100	100	-	31/12/12	-50	-12,90	-
SUD LUXE	Sté hoteliére	300	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	Sté d'aménagement	100	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SMIT	Sté d'aménagement	100 000	0,02%	10	-	10	**31/12/12**	254 771	3 108,87	-
ADER-FES	Sté de développement régional	35 000	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
Emplois assimilés	-	-	-	**111**	**111**	-	-	-	-	-
Dotations aux filiales	-	-	-	111	111	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	**1 064 281**	**201 547**	**862 734**	-	-	-	**34 476**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**231 394**	**22 336**	**10 122**	**243 608**	**89 525**	**20 651**	**24**	**110 152**	**133 456**
Droit au bail	65 960	2 651	52	68 559	100	-	-	100	68 459
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	150 934	19 686	71	170 549	84 925	20 651	24	105 552	64 997
Immobilisations incorporelles hors exploitation	14 500	-	10 000	4 500	4 500	-	-	4 500	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1 347 996**	**64 250**	**6 441**	**1 405 805**	**817 294**	**66 993**	**138**	**884 149**	**521 656**
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**514 129**	**16 955**	**4 607**	**526 477**	**208 161**	**19 729**	**19**	**227 871**	**298 606**
Terrain d'exploitation	13 272	-	-	13 272	-	-	-	-	13 272
Immeubles d'exploitation. Bureaux	499 204	16 955	4 607	511 552	207 135	19 662	19	226 779	284 774
Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	1 653	-	-	1 653	1 026	66	-	1 092	561
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**427 242**	**14 066**	**34**	**441 275**	**367 993**	**22 061**	**15**	**390 040**	**51 235**
Mobilier de bureau d'exploitation	65 540	4 110	-	69 650	48 175	3 308	15	51 468	18 182
Matériel de bureau d'exploitation	48 979	778	-	49 757	41 504	2 434	-	43 937	5 820
Matériel Informatique	298 980	9 178	34	308 124	264 688	16 261	-	280 949	27 175
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	5 732	-	-	5 732	5 616	58	-	5 674	58
Autres matériels d'exploitation	8 011	-	-	8 011	8 011	-	-	8 011	-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	**406 625**	**33 229**	**1 801**	**438 053**	**241 139**	**25 203**	**104**	**266 238**	**171 815**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	**656 320**	**18 438**	**80 664**	**594 095**	**94 234**	**7 341**	**11 523**	**90 053**	**504 042**
Terrains hors exploitation	173 892	-	15 539	158 353	11 300	-	-	11 300	147 053
Immeubles hors exploitation	443 331	16 287	63 379	396 239	65 643	5 045	10 814	59 873	336 366
Mobilier et matériel hors exploitation	18 514	857	715	18 656	12 893	1 094	691	13 297	5 359
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	20 583	1 295	1 031	20 847	4 399	1 202	18	5 583	15 264
ECART DE FUSION ACTIF	**2 994**	**-**	**-**	**2 994**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 994**
TOTAL	**2 238 705**	**105 025**	**97 228**	**2 246 502**	**1 001 052**	**94 985**	**11 684**	**1 084 353**	**1 162 149**

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	DATE	TX %	Durée (ans)	MODE REMBOURSEMENT	TVA	ECH 2013	jours	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
EMP OBLIGATAIRES	22/03/99	8,50	15	AMORT. CONSTANT	N	22/03/13		22/03/14	277 410	18 494	1 227	19 721
EMP OBLIGATAIRES	22/03/99	6,00	15	AMORT. CONSTANT	N	22/03/13		22/03/14	183 735	8 166	383	8 549
EMP OBLIGATAIRES	21/04/03	6,20	15	AMORT. CONSTANT	N	21/04/13		21/04/18	649 950	200 000	8 663	208 663
EMP OBLIGATAIRES	11/06/04	5,32	15	AMORT. CONSTANT	N	11/06/13		11/06/19	542 850	199 980	5 946	205 926
EMP OBLIGATAIRES	08/05/12	5,30	10	IN FINE	N	08/05/13		08/05/22	615 000	615 000	21 254	636 254
EMP OBLIGATAIRES	08/05/12	4,50	10	IN FINE	N	08/05/13		08/05/22	385 000	385 000	13 312	398 312
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									**2 653 945**	**1 426 640**	**50 785**	**1 477 425**
BHBM	01/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	01/08/13		01/08/18	171 920	69 025	1 930	70 955
BHBM	01/11/00	7,38	18	Annuités constantes	N	01/11/13		01/11/18	60 000	24 878	307	25 185
BHBM	02/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	02/05/13		02/05/19	129 270	61 129	2 840	63 969
BHBM	02/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	02/08/13		02/08/18	6 640	2 666	74	2 740
BHBM	02/09/02	6,94	18	Annuités constantes	N	02/09/13		02/09/20	130 770	69 905	1 608	71 513
BHBM	05/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	05/03/13		05/03/18	240	96	5	102
BHBM	05/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	05/05/13		05/05/19	29 100	13 761	631	14 392
BHBM	06/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	06/03/13		06/03/18	118 260	47 503	2 617	50 120
BHBM	06/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	06/05/13		06/05/19	63 240	29 905	1 367	31 271
BHBM	07/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	07/03/13		07/03/18	7 770	3 121	171	3 292
BHBM	07/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	07/05/13		07/05/19	7 770	3 674	167	3 841
BHBM	08/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	08/03/13		08/03/18	43 800	17 594	963	18 556
BHBM	10/04/04	5,83	18	Annuités constantes	N	10/04/13		10/04/22	150 000	93 720	3 982	97 702
BHBM	11/02/02	7,16	18	Annuités constantes	N	11/02/13		11/02/20	150 000	80 843	5 138	85 982
BHBM	11/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	11/03/13		11/03/18	2 670	1 072	58	1 131
BHBM	12/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	12/03/13		12/03/18	4 980	2 000	108	2 108
BHBM	13/03/05	5,49	18	Annuités constantes	N	13/03/13		13/03/23	250 000	167 513	7 408	174 921
BHBM	13/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	13/05/13		13/05/19	22 200	10 498	466	10 964
BHBM	13/07/05	5,31	18	Annuités constantes	N	13/07/13		13/07/23	242 700	161 781	4 048	165 829
BHBM	13/12/00	7,38	18	Annuités constantes	N	13/12/13		13/12/18	1 290	535	2	537
BHBM	17/01/04	5,89	18	Annuités constantes	N	17/01/13		17/01/22	100 000	62 600	3 525	66 125
BHBM	18/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	18/10/13		18/10/18	100 000	41 463	629	42 092
BHBM	20/01/04	5,83	18	Annuités constantes	N	20/01/13		20/01/22	381 400	238 315	13 171	251 485
BHBM	20/11/01	6,89	18	Annuités constantes	N	20/11/13		20/11/19	400	189	1	190
BHBM	21/07/01	6,89	18	Annuités constantes	N	21/07/13		21/07/19	116 400	54 906	1 700	56 606
BHBM	23/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	23/10/13		23/10/18	50 000	20 732	293	21 025
BHBM	23/10/01	7,04	18	Annuités constantes	N	23/10/13		23/10/19	100 000	47 464	641	48 104
BHBM	24/10/01	7,04	18	Annuités constantes	N	24/10/13		24/10/19	150 000	71 196	948	72 143
BHBM	25/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	25/10/13		25/10/18	40 000	16 585	228	16 813
BHBM	26/11/00	7,38	18	Annuités constantes	N	26/11/13		26/11/18	58 400	24 214	176	24 391
BHBM	26/11/01	6,89	18	Annuités constantes	N	26/11/13		26/11/19	295 800	139 529	948	140 477
BHBM	27/04/02	7,13	18	Annuités constantes	N	27/04/13		27/04/20	320	172	8	181
BHBM	27/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	27/08/13		27/08/18	86 950	34 910	810	35 720
BHBM	28/05/02	7,10	18	Annuités constantes	N	28/05/13		28/05/20	58 400	31 405	1 332	32 737
BHBM	30/04/02	7,13	18	Annuités constantes	N	30/04/13		30/04/20	178 240	95 957	4 611	100 568
BHBM	31/12/01	7,15	18	Annuités constantes	N	31/12/12		31/12/19	150 000	71 518	14	71 532
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME									**3 458 930**	**1 812 373**	**62 926**	**1 875 299**
CDN	19/07/11	4,60	5	IN FINE	N	19/07/13		19/07/16	300 000	300 000	6 276	306 276
CDN	12/12/11	4,55	4	IN FINE	N	12/12/13		12/12/15	100 000	100 000	249	100 249
CDN	20/01/12	4,35	2	IN FINE	N	20/01/13		20/01/14	200 000	200 000	8 247	208 247
CDN	25/01/12	4,35	2	IN FINE	N	25/01/13		25/01/14	50 000	50 000	2 032	52 032
CDN	10/02/12	4,36	2	IN FINE	N	10/02/13		10/02/14	270 000	270 000	10 482	280 482
CDN	28/02/12	4,36	2	IN FINE	N	28/02/13		28/02/14	20 000	20 000	733	20 733
CDN	01/03/12	4,36	2	IN FINE	N	01/03/13		01/03/14	130 000	130 000	4 752	134 752
CDN	30/03/12	4,38	2	IN FINE	N	30/03/13		30/03/14	415 000	415 000	13 795	428 795
CDN	30/03/12	4,55	3	IN FINE	N	30/03/13		30/03/15	30 000	30 000	1 036	31 036
CDN	29/05/12	4,20	2	IN FINE	N	29/05/13		29/05/14	110 000	110 000	2 747	112 747
CDN	29/05/12	4,19	7	IN FINE	N	29/05/13		29/05/19	5 000	5 000	150	5 150
CDN	15/06/12	4,22	2	IN FINE	N	15/06/13		15/06/14	260 000	260 000	6 012	266 012
CDN	02/10/12	4,65	2	IN FINE	N	02/10/13		02/10/14	10 000	10 000	116	10 116
CDN	24/10/12	4,65	2	IN FINE	N	24/10/13		24/10/14	100 000	100 000	879	100 879
CDN	02/01/13	4,00	1	IN FINE	N	02/01/13		01/01/14	8 500	8 500	0	8 500
CDN	27/03/13	4,50	1	IN FINE	N	27/03/13		26/03/14	20 000	20 000	700	20 700
CDN	20/05/13	4,72	1	IN FINE	N	20/05/13		19/05/14	200 000	200 000	5 926	205 926
CDN	04/07/13	4,40	1	IN FINE	N	04/07/13		03/07/14	10 000	10 000	221	10 221
CDN	12/07/13	4,00	1	IN FINE	N	12/07/13		11/07/14	37 200	37 200	715	37 915
CDN	31/07/13	5,60	5	IN FINE	N	31/07/13		31/07/18	150 000	150 000	3 544	153 544
CDN	22/08/13	4,13	0,5	IN FINE	N	22/08/13		20/02/14	159 800	159 800	2 420	162 220
CDN	02/09/13	4,15	0,5	IN FINE	N	02/09/13		03/03/14	92 500	92 500	1 290	93 790
CDN	13/09/13	4,50	1	IN FINE	N	13/09/13		12/09/14	50 000	50 000	688	50 688
CDN	30/09/13	4,10	0,5	IN FINE	N	30/09/13		31/03/14	374 500	374 500	3 967	378 467
CDN	08/10/13	4,15	1	IN FINE	N	08/10/13		07/10/14	7 000	7 000	69	7 069
CDN	23/10/13	4,00	0,5	IN FINE	N	23/10/13		23/04/14	6 000	6 000	47	6 047
CDN	23/10/13	4,15	1	IN FINE	N	23/10/13		22/10/14	5 000	5 000	40	5 040
CDN	31/10/13	4,05	0,5	IN FINE	N	31/10/13		01/05/14	250 000	250 000	1 744	251 744
CDN	31/10/13	4,53	1	IN FINE	N	31/10/13		30/10/14	455 000	455 000	3 550	458 550
CDN	13/11/13	4,00	0,5	IN FINE	N	13/11/13		14/05/14	8 000	8 000	44	8 044
CDN	19/11/13	3,75	0,5	IN FINE	N	19/11/13		18/05/14	6 000	6 000	27	6 027
CDN	19/11/13	4,50	1	IN FINE	N	19/11/13		18/11/14	13 000	13 000	70	13 070
CDN	20/11/13	4,55	1	IN FINE	N	20/11/13		19/11/14	200 000	200 000	1 062	201 062
CDN	26/11/13	4,05	0,5	IN FINE	N	26/11/13		27/05/14	7 400	7 400	30	7 430
CDN	26/11/13	4,54	1	IN FINE	N	26/11/13		25/11/14	5 000	5 000	23	5 023
CDN	12/12/13	3,80	0,33	IN FINE	N	12/12/13		11/04/14	100 000	100 000	211	100 211
CDN	13/12/13	4,50	1	IN FINE	N	13/12/13		12/12/14	7 000	7 000	17	7 017
CDN	23/12/13	4,25	1	IN FINE	N	23/12/13		22/12/14	10 000	10 000	11	10 011
CDN	24/12/13	5,12	2	IN FINE	N	24/12/13		24/12/15	300 000	300 000	337	300 337
CDN	25/12/13	5,66	5	IN FINE	N	25/12/13		25/12/18	100 000	100 000	109	100 109
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									**4 581 900**	**4 581 900**	**84 364**	**4 666 264**
TOTAL GENERAL									**10 694 775**	**7 820 913**	**198 075**	**8 018 987**

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

PROVISIONS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/12	Dotations	Reprises	Encours 31/12/13
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	**1 746 741**	**216 992**	**455 411**	**1 508 321**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	17	2	-	19
Créances sur la clientèle	1 400 890	213 515	439 933	1 174 472
Titres de placement et d'investissement	9 637	1 618	2 412	8 843
Titres de participation et emplois assimilés	202 467	111	1 030	201 548
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	133 731	1 745	12 036	123 440
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**284 152**	**22 505**	**7 652**	**299 005**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	21 855	381	990	21 246
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	195 900	19 366	-	215 266
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	66 398	2 758	6 662	62 493
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	**2 030 803**	**239 497**	**463 063**	**1 807 326**

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/13

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/12	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/13
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	**858 335**	-	-	**880 678**
Réserve légale	74 143	22 344	-	96 487
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	784 191	-	-	784 191
Capital	**2 660 808**	-	-	**2 660 808**
Capital appelé	2 660 808	-	-	2 660 808
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	**231 279**	**-231 279**	**283 309**	**283 309**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**446 887**	**-446 887**	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	-	-	**458 789**	**458 789**
TOTAL GENERAL	**4 197 309**	**-655 822**	**742 098**	**4 283 584**

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 31/12/13

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Produits sur titres de placement (de propriété)	**63 880**
- Dividendes sur titres OPCVM	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	382
- Autres produits sur titres de propriété	63 498
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	**34 513**
- Dividendes sur titres de participation	34 513
- Dividendes sur participations liées	-
- Autres produits sur titres de propriété	-

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse,Banques centrales,Trésor public, Service des chéques postaux	8 609
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	93 212
Créances sur la clientéle	-
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	**101 821**
PASSIF :	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 967
Dépôts de la clientèle	8 821
Autres passifs	-
TOTAL PASSIF	**12 788**
HORS-BILAN :	
ENGAGEMENTS DONNES	8 192
ENGAGEMENTS RECUS	-

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/13	31/12/12
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	**3 461 669**	**3 395 709**
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	**189 041**	**158 860**
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	189 041	158 860
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**2 955 134**	**2 820 128**
Crédits documentaires import	4 962	26 538
Acceptations ou engagements de payer	87 901	86 230
Ouvertures de crédit confirmés	2 861 471	2 707 361
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	800	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissments de crédit et assimilés	**869**	**10 531**
Crédits documentaires export confirmés	869	10 531
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**316 625**	**406 190**
Garanties de crédits données	8 192	8 481
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	258 444	206 910
Autres cautions et garanties donnés	42 741	184 856
Engagements en souffrance	7 248	5 943
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	**4 640 060**	**4 357 155**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**625**	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	625	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**4 639 435**	**4 357 155**
Garanties de crédits	4 639 435	4 357 155
Autres garanties reçues	-	-

MARGE D'INTERETS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 817 428	1 778 501
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	15 233	23 218
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	130 897	110 634
Total intérêts et produits assimiles	**1 963 558**	**1 912 353**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	316 698	275 478
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	86 184	70 027
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	376 585	398 641
Total intérêts et charges assimiles	**779 467**	**744 147**
Marge d'intérêts	**1 184 091**	**1 168 206**

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES AU 31/12/13

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS	
	E. CREDIT	CLIENTELE
COMMISSIONS RECUS	**-**	**160 528**
Commissions sur fonctionnement de compte	-	43 855
Commissions sur moyens de paiement	-	57 296
Commissions sur opérations de titres	-	785
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	8 777
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	39 759
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Autres produits sur prestations de service	-	6 568
Commissions sur moyens de paiement	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	3 488
Commissions sur opérations de change billet	-	-
COMMISSIONS VERSEES	**-**	**5 164**
Charges sur moyens de paiement	-	5 148
Commissions sur achat et vente de titres	-	16
Commissions sur droits de garde de titres	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 31/12/13

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Gains sur titres de transaction	200
Perte sur titres de transaction	-
Résultat sur titres de transaction	**200**
Plus-values de cession sur titres de placement	1 016
Moins-values de cession sur titres de placement	330
Résultat sur titres de placement	**686**
Produits sur engagement sur titres	-
Charges sur engagement sur titres	-
Résultat sur engagements sur titres	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	-
Produits sur opérations de change	21 230
Charges sur opérations de change	3 796
Résultat sur opérations de change	**17 434**

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

(en milliers MAD)

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
Report à nouveau	**231 279**	**Réserve légale**	**22 344**
Résultats nets en instance d'affectation		**Autres réserves (FACULTATIVE)**	
Résultats net de l'exercice	**446 887**	**Tantième**	
Prélèvements sur les réserves		**Dividendes**	**372 513**
Autres Prélèvements		**Autres affectations**	
		Report à nouveau	**283 309**
TOTAL A	**678 166**	**TOTAL B**	**678 166**

ETATS NEANTS AU 31/12/2013

Code Etat	APPELATION
B07	CREANCES SUBORDONNEES
B08	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B16	DETTES SUBORDONNEES
B19	ENGAGEMENTS SUR TITRES
	PASSIF EVENTUEL
C7	TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION AU 31/12/13

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**784 976**
Charges de personnel	**412 260**
- Salaires et appointements	178 943
- Charges d'assurances sociales	52 131
- Charges de retraite	23 299
- Charges de formation	8 053
- Autres charges de personnel	149 834
Impôts et taxes	**24 562**
Charges externes	**227 486**
- Loyers de crédit-bail et de location	15 378
- Frais d'entretien et de réparation	45 085
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	31 641
- Transports et déplacements	19 881
- Publicité,publications et relations publiques	27 166
- Autres charges externes	88 335
Autres charges générales d'exploitation	**25 683**
- Frais préliminaires	17 905
- Frais d'acquisitions des immobilisations	4 366
- Autres charges réparties sur plusieurs exercices	661
- Diverses autres charges générales d'exploitation	2 751
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	**94 985**
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	20 651
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	74 334
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2013 AU 31 DECEMBRE 2013

1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

(en KDH)

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	**1 438 202**	**705 413**	**725 150**
- Autres activités	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**1 438 202**	**705 413**	**725 150**

2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	**1 438 202**	**705 413**	**725 150**
- Autres zones	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**1 438 202**	**705 413**	**725 150**

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges		**685 646**
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	31 326
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	36 582
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	680 391
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	251 745
Résultat courant après impôts	(=)	428 646

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES
Néant

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Autres produits bancaires	**22 276**
Divers autres produits bancaires	19 865
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-
Produits des exercices antérieurs	-
Divers autres produits bancaires	19 865
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	2 411
Autres charges bancaires	**36 754**
Divers charges sur titres de propriété	-
Frais d'émission des emprunts	-
Autres charges sur opérations sur titres	-
Autres sur prestations de services	-
Divers autres charges bancaires	35 136
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	35 136
Produits rétrocédés	-
Charges des exercices antérieurs	-
Divers autres charges bancaires	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	1 618
Produits d'exploitation non bancaires	**62 204**
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	11 481
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-
Produits accessoires	8 596
Subventions reçues	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	42 127
Charges d'exploitation non bancaires	**10 937**
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	530
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	10 407
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	**215 642**
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	2
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	213 515
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	1 745
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	380
Pertes sur créances irrécouvrables	**265 099**
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	244 971
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	20 128
Autres dotations aux provisions	**22 235**
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	111
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	22 124
Dotations aux provisions réglementées	-
Dotations aux autres provisions	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	**442 144**
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	439 933
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	1 221
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	990
Récupération sur créances amorties	**23 479**
Autres reprises de provisions	**18 507**
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1 030
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	10 814
Reprises de provisions pour autres risques et charges	6 663
Reprises de provisions réglementées	-
Reprises de provisions	-
Produits non courants	**62 049**
Reprises non courantes des amortissements	-
Reprises non courantes des provisions	-
Autres produits non courants	62 049
Charges non courantes	**22 546**
Dotations non courantes aux amortissements	-
Dotations non courantes aux provisions	-
Autres charges non courantes	22 546

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2013

Capital Social :	Nombre d'actions ou de parts sociales : 26 608 085		Valeur nominale de l'action ou de la part sociale: 100,00 DH		
Nom et prénom ou dénomination sociale	**Adresse personnelle ou du siége social**	**Activité**	**Nbre d'actions ou de parts sociales détenues**	**Pourcentage du capital détenu**	**Pourcentage des droits de vote détenu**
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MCM	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	18 860 825	70,88%	70,88%
SANAD (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	773 867	2,91%	2,91%
ATLANTA (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	896 530	3,37%	3,37%
RMA WATANYA	83, av de l' Armée Royale, Casablanca	ASSURANCES	767 571	2,88%	2,88%
RCAR	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	CAISSE DE RETRAITE	1 013 665	3,81%	3,81%
SCR	Tour ATLAS, Place Zellaqa, Casablanca	REASSURANCE	17 740	0,07%	0,07%
CDG	Place My Hassan B.P 408 Rabat	ETABLISSEMENT PUBLIC	287 697	1,08%	1,08%
DIVERS / Flottant en bourse	-	-	3 990 190	15,00%	15,00%
Total	-	-	**26 608 085**	**100%**	**100%**

EFFECTIFS

EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/13	31/12/12
Effectifs rémunérés	-	-
Effectifs utilisés	-	-
Effectifs équivalent plein temps	**1569**	**1531**
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	555	559
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1014	972
Cadres (équivalent plein temps)	1149	1140
Employés (équivalent plein temps)	420	391

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers MAD)

2ème SEMESTRE 2013	1er SEMESTRE 2013	2ème SEMESTRE 2012
1 143 782	1 119 931	1 072 454

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

(en milliers MAD)

Rubrique	31/12/13		31/12/12	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	253 111	78 088	614 253	52 344
Créances douteuses	173 360	90 542	195 527	46 265
Créances compromises	1 612 160	1 005 843	1 808 314	1 302 282
TOTAL	**2 038 631**	**1 174 473**	**2 618 093**	**1 400 891**

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS Exercice 2013

I. DATATION

- Date de clôture (1) : 31 decembre 2013
- Date d'établissement des états de synthèse (2) : Février 2014

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables Néant
	Défavorables Néant

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013

Deloitte.

Deloitte Audit
288, Boulevard Zektouni
Casablanca - Maroc

MAZARS

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca - Maroc

Aux Actionnaires du
Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH)
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 4 283 585 dont un bénéfice net de KMAD 458 789.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2013 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, nous portons à votre connaissance que la banque a procédé, au cours de l'exercice, à l'acquisition complémentaire d'une participation dans le capital du TIVOLI de l'ordre de 41,5% au prix total de MMAD 27,8 portant la participation totale au capital de cette société à 89,36% pour une valeur de MMAD 67,8.

Casablanca, le 26 février 2014

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit	Mazars Audit et Conseil
Fawzi BRITEL Associé	Kamal MOKDAD Associé Gérant